HORIA SIMA

HISTOIRE DU MOUVEMENT LEGIONNAIRE

SEBO
LIVRARIA DO ME
LIVROS - DISCOS - LP'S
FITAS E SOM USA
COMPRO E VEN
PREÇO 12,00
Loja 1: Praça João Mendes,
Loja 2: Rua da Glória, 95
Loja 3: Av. Brig. Luiz Antonio
P.A.B.X. 604-7111
SÃO PAULO -
SEBO

HISTOIRE DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

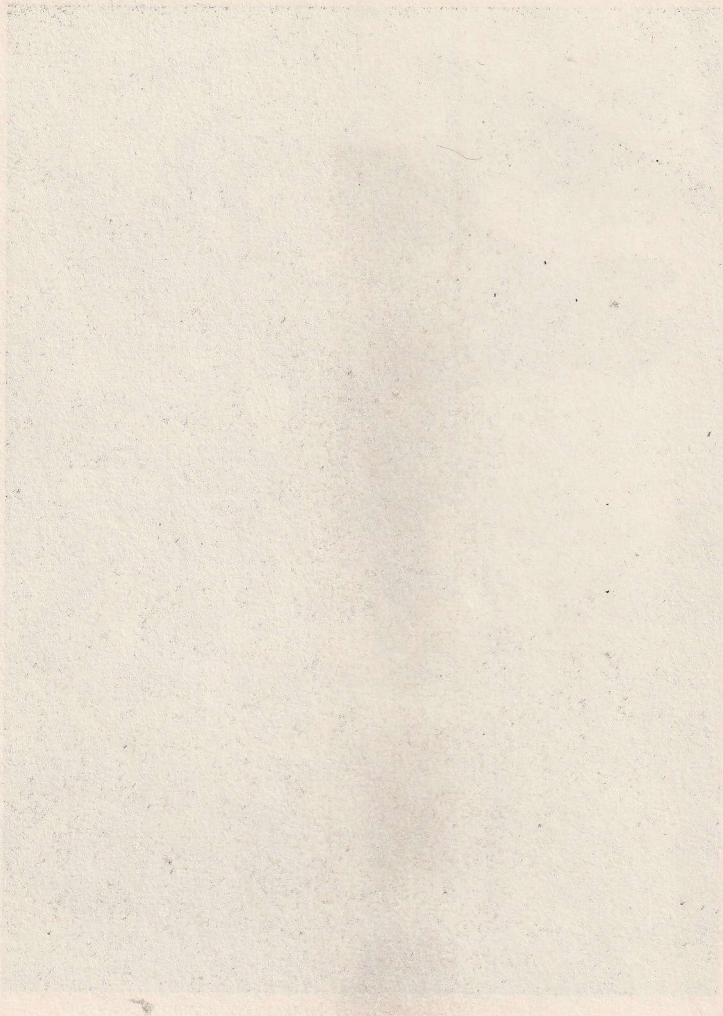
HORIA SIMA

HISTOIRE DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

EDITÔRA DACIA — Rio de Janeiro.

L'ARCHANGE MICHEL

Icone sur la porte de l'autel
Eglise de la prison de Vacaresti.



L'ÉPOPÉE DE LA GARDE DE FER
Luttes et martyre
du Mouvement Légionnaire Roumain
par Horia Sima

Avant-Propos 11

I. ORIGINES DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

1. La Roumanie après la première guerre mondiale. 15
2. Le jeune combattant anti-communiste. 16
3. "La Garde de la Conscience Nationale". 18
4. L'écrasement du communisme à l'Université. 20
5. Le mouvement étudiant. 22
6. "Ligue de la Défense Nationale Chrétienne" (L.A.N.C.). 25
7. Le complot des étudiants. 26
8. L'éducation de la jeunesse — Le premier camp de travail. ... 33
9. La terreur policière et son épilogue. 34
10. Le procès. 37
11. Triomphe et effondrement de la Ligue. 39
12. Les politiciens. 43

II. FONDATION DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

1. L'homme. 48
2. Le cadre 51
3. L'acte. 54
4. Le Capitaine. 55

5. Le programme. 57
6. L'"Homme Nouveau". 59
7. La doctrine. 61
8. L'organisation. 63
9. Influences étrangères. 67

III. LA CRÉATION DU MOUVEMENT.

1. Les débuts de la vie légionnaire. 72
2. Technique de la propagande légionnaire. 78
3. Le Mouvement se dirige vers les masses populaires. 81
4. La "Garde de Fer". 85
5. Premières mesures arbitraires — Dissolution de la Garde de Fer. 87
6. Aux élections. 92
7. Au Parlement. 95
8. Le Mouvement Légionnaire et la démocratie. 97

IV. LA PREMIÈRE PERSÉCUTION.

(Le Parti Libéral s'engage à détruire la Garde de Fer.)

1. L'organisation légionnaire en 1933. 106
2. L'"Équipe de la mort". 112
3. Les provocations. 114
4. D'où provient l'argent de la Garde de Fer? 117
5. "Au service de l'étranger". 119
6. Le Roi Carol et le Mouvement Légionnaire. 121
7. Le rôle de Nicolae Titulesco. 124
8. L'engagement du Parti Libéral. 127
9. Les élections sanglantes. 130
10. La dissolution du Mouvement Légionnaire. 134
11. Le Général Cantacuzène 138
12. La mort violente de Duca. 139
13. Sous le régime des violences. 143
14. Le procès. 148
15. Un document édifiant. 154
16. La trahison. 162

V. LA PHASE D'EXPANSION (1935 — 1937).

A) L'année 1935 — Réorganisation du Mouvement.

1. La fondation du parti "Tout pour le Pays". 173
2. Création des "Régions". 175
3. La politique externe du nouveau parti. 178
4. Le Congrès de Montreux. 180
5. L'attitude du Gouvernement. 185
6. Sous la censure et l'état de siège. 188
7. L'offensive des étudiants. 190
8. L'Association "Génération du Mouvement Étudiant de 1922". 194
9. Les camps de travail. 199
10. Le commerce légionnaire. 205
11. L'équipe des conférenciers. 209
12. L'"Homme correct". 212
13. Une nouvelle conception du châtiment. 214
14. Les machinations du Palais. 215
15. Les partis d'opposition et le Mouvement. 218

B) L'année 1936 — Le navire vert prend le large.

1. Le Capitaine écrit ses mémoires. 230
2. Le Congrès des étudiants de Târgu-Mures. 232
3. Graves préoccupations de politique étrangère. 235
4. Le "Front Populaire" en Roumanie. 237
5. Le camp de "Carmen Sylva". 245
6. La marche des "Fraternités de la Croix". 250
7. La question des violences légionnaires — Réponse de Mota .. 256
8. Le châtiment de Stelesco. 258
9. La profanation du "Mont Susai". 263
10. La presse légionnaire. 265
11. Parution du livre du Capitaine. 269
12. Le "Corps des Ouvriers Légionnaires". 271
13. Mémoire adressé au Roi. 276
14. L'expédition légionnaire en Espagne. 281

C) L'année 1937 — La Légion Couquiert le pays.

1. Le changement des cadres. 299
2. Majadahonda. 303
3. L'enterrement des héros. 307

4. Le "nouveau cours". 320
5. L'offensive contre les étudiants. 323
6. La "mise au pas" de la justice. 326
7. L'expulsion du Prince Nicolae. 330
8. Une loi monstrueuse. 332
9. Ordres confidentiels. 337
10. L'organisation "Straja Tării". 341
11. L'essor du commerce légionnaire. 347
12. L'opération "ferraille". 359
13. Le "Bataillon du Commerce Légionnaire". 363
14. Un nouveau Siège Central pour la Légion. 367
15. La mort du Général Cantacuzène. 370
16. Le crépuscule des partis politiques. 372
17. Préparations pour les élections. 383
18. Dans les 48 heures... 387
19. Le "Pacte de non-agression". 391
20. Le gouvernement perd les élections. 400
21. Le triomphe de la Garde de Fer. 405

AVANT-PROPOS

Dans la littérature contemporaine les livres et les commentaires sur le Mouvement Légionnaire de Roumanie ne manquent pas. On pourrait même dire qu'il y en a en abondance. Si on voulait rédiger une liste de tout ce qui a été écrit jusqu'à présent sur la Légion, on obtiendrait une bibliographie impressionnante. Cependant, parmi cette foule d'ouvrages et d'interprétations, un nombre très réduit respectent la vérité historique.

Certains de ces ouvrages contiennent des lacunes d'information inadmissibles, ou traitent superficiellement le problème légionnaire; d'autres appartiennent à l'une des espèces historiques des plus détestables: il s'agit de ces productions insidieuses commandées ou suggérées par certains cercles internationaux, ennemis de la Patrie et de la Religion, pour frapper le Mouvement Légionnaire. On peut compter sur les doigts les auteurs qui se sont donné vraiment du mal pour distinguer le vrai du faux et de la calomnie.

En outre, nous devons placer dans une catégorie à part les travaux provenant du milieu des ennemis internes de la Légion, dont les inepties ont joui d'une large diffusion à l'étranger. Ces publications et commentaires non plus ne peuvent servir à la connaissance réelle de l'histoire légionnaire, car ils ont été conçus justement dans le but d'escamoter la vérité et de justifier, par une fausse présentation des culpabilités, les persécutions déchaînées contre les légionnaires.

En réalisant cet ouvrage, qui doit paraître en plusieurs volumes, j'ai voulu rétablir, devant les élites intellectuelles et politiques de l'Occident, le véritable cours des événements de l'histoire si tourmentée de la Légion. Au-delà des faits qui, en grande partie, sont déjà connus, il y a une clé particulière qui les explique, un substratum intelligible, formé par leur enchaînement de cause à effet. Seule, la connaissance des motifs qui ont déterminé les manifestations de la Légion permet de porter un jugement final sur elle.

Pourquoi a eu lieu telle action légionnaire? Quels ont été ses effets et quelles ont été les réactions provoquées dans le camp ennemi? Et inversement, quel genre d'actions ont entrepris les adversaires et comment les légionnaires se sont-ils défendus?

L'histoire du Mouvement doit être exposé dans ses connexions intimes, dans ces transitions particulières qui se sont produites à un moment ou l'autre de son existence. Autrement, il n'y a guère d'histoire, mais une simple collection de documents.

Nos adversaires, les premiers, ont compris quelle énorme importance avait la génèse des activités légionnaires, et c'est en ce point qu'ils ont concentré leurs incursions *"historiques"*, dans l'intention de troubler les sources cristallines où a pris naissance le Mouvement Légionnaire, et d'altérer la distribution réelle des responsabilités dans les conflits et les chocs qui ont eu lieu entre nous et les autres groupes politiques. Pour donner un simple exemple: la Légion a continuellement été accusée de violences, d'actes de terreur, comme résultat d'une doctrine qui prescrivait la conquête du pouvoir par la violence. Rien de plus absurde et de mensonger! Qui lira ce livre se convaincra que la vérité est exactement au pôle opposé: les violences ont constitué la constante d'action de tous les partis et régimes gouvernementaux de la Roumanie, tandis que les légionnaires ont été leurs victimes permanentes, payant un effroyable tribut en vies humaines parmi les éléments les plus choisis de la nation. Nos très rares actes de violence n'ont été que les réactions légitimes d'hommes poussés au désespoir par la terreur exercée par des gouvernements véritablement terroristes.

Dans cet ouvrage j'ai suivi, jusqu'en 1933, le fil de l'exposé fait par Corneliu Codreanu dans son livre "POUR LES LÉGIONNAIRES". A partir de l'automne de cette année-là, j'ai dû reconstituer le passé de la Légion avec le matériel que j'ai eu à ma disposition. Cependant, même pendant cette période — qui s'étend jusqu'à la fin de la phase d'expansion — je n'ai pas été seul. J'ai eu à mes côtés un guide sûr: "LES CIRCULAIRES" du Capitaine, dans lesquelles ont été consignés la plupart des événements de l'époque.

J'ai joui aussi, bien entendu, du fait de ne pas avoir été un étranger à la Légion, d'avoir vécu dès le début au coeur du mouvement. Depuis 1927, depuis les bancs de l'Université, j'ai participé à la vie et à l'action du groupement, si bien que ce livre a été filtré par ma propre vie légionnaire et porte la garantie de l'authenticité d'un homme qui a vécu cette époque de près. J'affirme donc que cet ouvrage est une histoire objective du Mouvement Légionnaire, parce que être objectif ne signifie pas obligatoirement être éclectique, prendre un peu d'ici et quelque peu de là, afin de concilier les différentes tendances, mais avouer la vérité en dépit de n'importe quel risque, affrontant ouvertement l'avalanche des mensonges, des inexactitudes et des calomnies.

Je n'ai fait aucune concession au présent. Je n'ai pas adapté le texte aux exigences politiques du moment; je n'ai pas omis des parties qui

pourraient incommoder ou fâcher certains cercles. Resté loyal au passé historique, je ne veux pas amoindrir les responsabilités de la Légion, mais je ne veux pas non plus passer sous silence les responsabilités de ceux qui nous ont persécutés et ont conspiré contre la liberté du peuple roumain.

La tragédie actuelle de la nation roumaine confirme, d'une façon que nous n'aurions jamais désirée, la justice de notre cause. Corneliu Codreanu, conscient du piège qui nous était tendu par l'Empire Rouge d'Orient, a donné l'alarme bien des années avant la catastrophe et a lutté de toutes ses forces pour empêcher la consommation de l'irréparable: l'absorption de la Roumanie par le monde ténébreux du communisme. L'assassinat du Capitaine et les persécutions que nous avons endurées s'expliquent justement par cette attitude lucide, clairvoyante, par cette opposition opiniâtre de la Légion aux plans de la conspiration communiste qui poursuivait, comme premier objectif, dans sa marche pour la conquête du monde entier, l'occupation violente de l'Europe Orientale.

Les dirigeants de la Légion, Corneliu Codreanu en tête, ont été tout aussi conscients des dimensions universelles de la lutte dans laquelle nous étions engagés. Le Mouvement Légionnaire représentait pour eux un fragment d'un front beaucoup plus vaste, qui embrassait l'humanité entière.

Sur tous les continents, dans tous les pays et au sein de toutes les communautés, les forces du bien et les forces du mal — représentées par les multitudes destructrices du communisme mondial — se trouvent face à face, se préparant pour un combat final. Non seulement le sort du peuple roumain, mais celui de tous les peuples du monde, dépendent du résultat de ce combat, qui dépasse les intérêts particuliers de chaque nation et prend les proportions d'une guerre apocalyptique.

Dans les années à venir, on va voir se décider si l'humanité veut rester fidèle au Christ ou si elle va déserter en masse pour se placer sous la domination de l'Antichrist.

Le Mouvement Légionnaire, après 40 ans de sacrifices et de dévouement aux principes de la morale chrétienne, continue sa lutte pour la défense de la chrétienté aux côtés de toutes les forces saines du monde, sous l'aile protectrice de l'Archange Michel, son patron et son protecteur céleste.

24 Juin 1967.

Salut pe cei ce merg spre marea biruință legionară.

Corneliu Z. Codreanu

I. ORIGINES DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

1) LA ROUMANIE APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

La Roumanie a combattu pendant la première guerre mondiale aux côtés des Puissances Occidentales. Grâce à ses sacrifices et à la victoire remportée aux côtés des Alliés, le pays a doublé son territoire et sa population. La Transylvanie, la Bessarabie et la Bukovine, provinces roumaines jusqu'alors sous domination étrangère, ont été rattachées à l'Ancien Royaume Roumain, pour former un grand et puissant État dans l'ensemble géopolitique de l'Est européen.

Néanmoins, la joie ressentie par le peuple du fait de la réalisation de l'unité nationale fut assombrie par l'apparition du danger communiste à la frontière orientale de la Roumanie. Après la chute de la Russie aux mains des bolcheviques, au commencement de Novembre 1917, toute l'Europe Centrale était exposée à subir le même sort. C'est pourquoi, pendant l'été de 1919, l'armée roumaine dut soutenir des luttes acharnées sur la Tisza contre les forces du dictateur communiste BELA KUN qui dominait la Hongrie, pour délivrer ce pays de la sanglante tyrannie instaurée par l'implacable chef communo-marxiste. Un an plus tard, le Maréchal PILSUDSKI écrasait, sur la Vistule, les armées bolcheviques qui avaient envanhi la Pologne.

A l'issue de ces deux campagnes militaires, l'une au Sud et l'autre au Nord des Carpates, les voies de pénétration du bolchevisme vers l'Europe Centrale furent coupées et les chefs communistes de Moscou durent remettre à plus tard leurs plans de conquête de l'Europe, se contentant de la victoire obtenue en Russie même.

Cependant, bien que les opérations militaires contre les bolcheviques se soient terminées vers la fin de 1919, pour la Roumanie, la menace n'était pas écartée pour autant. D'au-delà du Dniestr arrivaient sans cesse

des agents communistes, envoyés avec la mission de provoquer des troubles à l'intérieur du pays et d'entraîner les masses populaires à une action révolutionnaire contre l'État Roumain. Profitant de la situation confuse qui caractérise toute après-guerre, les communistes voulaient pousser le pays à une guerre civile.

Iassy, capitale de la Moldavie, paraissait, aux chefs soviétiques, le terrain le plus favorable pour le déclenchement de la révolution. Cette ville avait souffert terriblement pendant la guerre, quand un nombre considérable de réfugiés s'y étaient massés. En outre, elle avait été la plus exposée à la propagande communiste, parce que, à travers elle, s'écoulaient en débandade les troupes russes de Moldavie, qui repassaient le Dniestr, gagnées par la fièvre rouge.

C'est justement dans cette ville, où le communisme avait contaminé toutes les couches sociales, des ouvriers jusqu'aux intellectuels, qu'apparut un jeune étudiant anticommuniste à l'Université "MIHAILEANA" [1]: CORNELIU ZELEA CODREANU.

2) LE JEUNE COMBATTANT ANTI-COMMUNISTE

Corneliu Zelea Codreanu est né à Iassy, le 13 Septembre 1899. Il a passé son enfance à Hushi, modeste ville provinciale, où son père, ION ZELEA CODREANU, était professeur au lycée local.

La famille Zelea Codreanu était originaire de Bukovine, où le grand-père et l'arrière grand-père du jeune homme avaient été gardes-forestiers.

Corneliu Zelea Codreanu a fait la majeure partie de ses études secondaires au lycée militaire "MÂNASTIREA DEALULUI" [2], tout près de Târgoviste, ancienne capitale de la Valachie. Ce lycée était renommé dans tout le pays pour la valeur exceptionnelle de son corps professoral.

L'éducation reçue par Corneliu Codreanu dans cette école d'élite laissera des traces indélébiles dans son caractère:

---

1. L'Académie "MIHAILEANA", devenue ensuite Université, fut fondée par le prince MIHAIL STURDZA en 1835.
2. "MÂNASTIREA DEALULUI", = Monastère DEALU, fondé en 1504 par le prince RADU LE GRAND, transformé par la suite en Lycée Militaire. Là se trouve déposée la tête de MICHEL LE BRAVE, un des princes les plus glorieux du peuple roumain, qui entre 1593 et 1601 avait réalisé la première unité nationale.

"L'ordre, la discipline, le sens de la hiérarchie, — écrira-t-il plus tard — coulés à un âge vulnérable dans mon sang, à côté du sentiment de la dignité humaine, seront la charpente de toute mon activité ultérieure." [3]

Le 15/28 Août 1916, la Roumanie entre en guerre contre les Puissances de l'Europe Centrale. Corneliu Codreanu est surpris par les événements à Hushi, dans la maison paternelle, où il passe ses vacances. Bien qu'il n'ait pas encore 17 ans, il part immédiatement retrouver son père sur le front.

Le Régiment auquel appartient le professeur Codreanu a déjà passé les montagnes et se trouve engagé en Transylvanie. Le jeune Corneliu rejoint le Régiment et prend part à la campagne-offensive de l'armée roumaine; cependant, lorsque les combats deviennent plus durs, le colonel Piperesco, chef du Régiment, oblige le professeur Codreanu à renvoyer son fils. Corneliu Codreanu retourne à la maison et entre à l'École Militaire d'Infanterie de Botosani, d'où il sort avec le grade de sous-lieutenant. Entre-temps, la guerre a pris fin.

Au printemps de 1919, Corneliu Codreanu se sent inquiet devant les rumeurs qui circulent dans tout le pays et qui annoncent une imminente invasion bolchevique, en provenance du Dniestr. Alors, il réunit plusieurs élèves du lycée et quelques amis dans une forêt proche de la ville, nommée DOBRINA, et leur pose la question suivante: *"Que devons-nous faire si les bolcheviques nous envahissent?"*

Sous l'impulsion de Corneliu Codreanu, ces jeunes gens, âgés de 16 à 18 ans, prennent la décision, au cas où les bolcheviques envahiraient le pays, de se retirer dans les montagnes et d'y former un centre de résistance, un "*maquis*", d'où ils pourront harceler sans cesse l'ennemi, pour entretenir ainsi l'espoir de libération au sein des masses populaires.

La décision de ce groupe d'élèves n'eut jamais de suite pratique. Les flammes de la révolution communiste se sont arrêtées au Dniestr et les jeunes gens du lycée de Hushi n'ont pas eu l'occasion de prouver leur vaillance. Néanmoins, l'épisode de la forêt de Dobrina a une signification profonde. *Cet épisode constitue le point de départ, le germe d'où naîtra le Mouvement Légionnaire.* C'est à cet endroit et à ce moment-là, que se dévoile, pour la première fois et avec une intensité dramatique, la personnalité exceptionnelle de Corneliu Codreanu, créateur du Mouvement. A un âge où d'autres jeunes gens se débattent encore dans les incertitudes de l'adolescence, lui, se sent responsable du sort de son peuple. Le tourment qui s'empare de son âme, quand il est encore lycéen, ne le quittera plus jusqu'à la fin de sa vie.

---

3. Corneliu Zelea Codreanu: *Pentru Legionari,* page 10, 3.ème édition, 1940.

Qu'adviendra-t-il de la Roumanie, si le communisme se fortifie en Russie?...

Le peuple roumain ne risque-t-il pas d'être une de ses premières victimes?...

Cette tragique vision du destin de son peuple l'a déterminé à consacrer toutes les forces de son être à la lutte pour la défense de son pays; pour qu'il ne tombe jamais sous l'esclavage du communisme.

3) "LA GARDE DE LA CONSCIENCE NATIONALE"

En automne 1919, Corneliu Codreanu part pour Iassy où il s'inscrit à la Faculté de Droit. Une grande déception l'y attend! Au lieu de trouver une jeunesse universitaire mobilisée contre le communisme, une jeunesse pensant et sentant comme lui, il trouve une masse d'individus dont la grande majorité avait déjà glissé vers la gauche.

Les théories marxistes étaient à la mode, propagées, du haut de leurs chaires, par les professeurs mêmes. Les intellectuels avaient déjà oublié les centaines de milliers de soldats tombés au champ d'honneur et pactisaient ouvertement avec l'ennemi mortel du peuple roumain. Pour ces intellectuels pervertis, la doctrine marxiste représentait le dernier mot de la science et du progrès. Qui parlait de "*Patrie*", de"*Église*" ou de "*Roi*", était tourné en dérision, considéré comme anachronique et rétrograde.

Les ouvriers, acculés par la misère, étaient facilement manoeuvrés par les agents communistes, poussés aux grèves et aux manifestations antipatriotiques. Les autorités assistaient, impuissantes, au défilé des colonnes révolutionnaires qui criaient *"A bas l'armée"*, *"A bas le Roi"*, *"Vive l'Union Soviétique"*... La situation n'était pas meilleure dans la capitale et dans les autres grandes villes du pays. La Roumanie se trouvait à un pas de la révolution.

Corneliu Codreanu est épouvanté par l'inconscience qui règne dans les rangs des étudiants. Quoique toute l'atmosphère universitaire soit hostile à ses convictions, il n'hésite pas un instant à se lancer dans la lutte, pour tenter d'endiguer ce courant pernicieux. Les difficultés de l'entreprise semblaient insurmontables. Aucun point d'appui n'existait dans la masse estudiantine. Les organisations universitaires se trouvaient entre les mains des communistes. Corneliu Codreanu devait s'opposer à un courant général et le forcer à changer son orientation de 180 degrés. Tout autre que lui se serait découragé à la seule pensée d'un pareil problème. La tentative était surhumaine!

Quelques semaines après son arrivée à Iassy, le hasard lui fait connaître une figure extraordinaire de combattant nationaliste: l'ouvrier CONSTANTIN PANCO.

Celui-ci était le Président d'une organisation ouvrière nationaliste et chrétienne, nommée "LA GARDE DE LA CONSCIENCE NATIONALE". Panco voulait arracher les ouvriers à l'influence des slogans internationalistes et des chefs communistes. Sans être un intellectuel, Panco était un profond connaisseur des problèmes ouvriers. Dans les harangues qu'il adressait aux ouvriers, il leur montrait que leurs justes revendications pouvaient être satisfaites tout aussi bien dans la cadre de la Patrie; qu'ils n'avaient pas besoin de se laisser entraîner par des idéologies étrangères. Dans un État gouverné par une équipe d'hommes passionnés pour leur pays, les ouvriers cesseraient d'être traités comme des "*parias*" de la société.

Constantin Panco devient l'allié principal de Corneliu Codreanu dans la lutte contre les communistes. Dans l'âme de cet homme simple et dans le cadre de son organisation, Corneliu Codreanu trouve l'élément spirituel qui correspond à ses propres convictions. Grâce à l'apport du jeune étudiant, l'organisation de Panco se développe dans des proportions encourageantes. Des réunions secrètes dans une petite chambre, où se réunissaient 20 personnes à peine, on arrive à des rassemblements de 10.000 personnes sur les places publiques. Grâce à leurs volontés unies, le courant communiste perd son ascendant sur des milliers d'ouvriers et se trouve finalement réduit à une dimension inoffensive, dans toutes les grandes entreprises de Iassy.

Panco et Codreanu profitent de l'enthousiasme provoqué au sein des masses ouvrières par leur programme et par leurs discours enflammés, pour organiser ces ouvriers en Syndicats Nationaux, les premiers en Roumanie, qui sont étrangers à toute influence marxiste. Le 9 Février 1920, ils créent aussi un parti politique, qu'ils appellent "SOCIALISME NATIONAL CHRÉTIEN" [4].

Dans les discussions soutenues avec Panco, pour établir le programme du nouveau parti, Corneliu Codreanu fixe son attitude envers le problème ouvrier dans les termes suivants:

> "Nous ne reconnaissons à personne le droit de dresser sur la terre roumaine un drapeau autre que celui de notre histoire nationale. Quels que puissent être les droits de la classe ouvrière, nous ne lui permettons pas de se tourner contre notre pays...

4. L'apparition de ce Parti n'a aucun rapport avec le "National-Socialisme Allemand". A cette date (Février 1920) HITLER n'était pas même connu en Allemagne: "Je n'avais entendu parler à cette époque — dit Corneliu Codreanu — ni d'Adolf Hitler ni du National-Socialisme Allemand" — C.Z.C.: *Pentru Legionari*, page 24.

"TA JUSTICE DANS LE CADRE DE LA JUSTICE DE TON PEUPLE. Voilà notre formule. Il n'est pas admissible que pour ta justice personnelle tu foules aux pieds le droit historique de la nation à laquelle tu appartiens.

"Nous n'admettrons pas non plus que, sous le couvert des formules tricolores, une classe oligarchique et tyrannique s'installe sur le dos des travailleurs de toutes catégories et qu'elle les écorche littéralement, en brandissant sans cesse cet étandard: PATRIE — qu'elle n'aime pas; DIEU — auquel elle ne croit pas; ÉGLISE — où elle n'entre jamais; ARMÉE — qu'elle envoie à la guerre les mains vides." [5]

Le mouvement de Panco atteint son point culminant au printemps de 1920. Puis, il commence à perdre de son actualité et de sa force, au fur et à mesure que les agitations communistes s'affaiblissent également. Quand le général AVERESCO arrive au pouvoir en Mars 1920, il prend des mesures énergiques contre les communistes, écartant le danger immédiat d'une révolution.

4) L'ÉCRASEMENT DU COMMUNISME À L'UNIVERSITÉ

Après avoir enrayé le mouvement communiste dans les milieux ouvriers de Iassy, Corneliu Codreanu concentre ses efforts sur les étudiants. Il réussit à rassembler autour de lui une poignée d'étudiants nationalistes et, avec leur aide, il pénètre dans le monde universitaire, dominé par les communistes. Le premier choc du petit groupe nationaliste avec la clique rouge de l'Université se produit à l'automne de 1920, à l'occasion de l'ouverture des cours.

Depuis que cette Université existait, c'était la coutume d'inaugurer les cours par une messe, à laquelle assistaient, au grand complet, professeurs, étudiants et notabilités de la ville. Or, pour la première fois dans l'histoire de cette institution, les autorités universitaires annocèrent l'ouverture des cours sans le service religieux traditionnel. Les professeurs "*progressistes*" de l'époque, qui formaient la majorité du Conseil Universitaire, soutenaient que l'invocation du Saint Esprit dans le cadre d'une institution culturelle était une manifestation d'"*obscurantisme*" et une "*offense à la science*".

Après d'inutiles interventions auprès du Conseil Universitaire pour tenter de le faire revenir sur sa décision, Corneliu Codreanu décide de s'opposer par la force à cette rentrée sans messe.

---

5. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, page 24.

Le jour de la solennité, il arrive le premier à l'Université, barre les portes de l'entrée principale et, à l'heure de l'ouverture, annonce à tous ceux qui s'étaient déjà massés devant le portail qu'il ne permettra le passage de personne, tant qu'on ne lui aura pas promis que l'année scolaire sera bénie par un prêtre. On lui répond par des insultes et des menaces.

Pendant qu'il parlait avec un professeur, profitant d'un moment d'inattention de sa part, la masse du dehors force les portes et la vague d'étudiants communistes pénètre furieusement dans l'édifice, renverse Corneliu Codreanu, seul défenseur, le frappe et le plaque contre le mur.

Le succès final reste pourtant de son côté. Le Conseil Universitaire, inquiet des répercussions du conflit de l'Université parmi la population et parmi les étudiants, annonce que la rentrée aura lieu à une date ultérieure, avec la messe traditionnelle.

Au cours de l'année scolaire 1920-21, les conflits se multiplient entre le petit groupe d'étudiants nationalistes qui ne compte guère plus d'une quarantaine de membres, et la grande majorité des autres, dominés par les organisations communistes. Cependant, la lutte contre la prépondérance communiste dans l'Université est menée avec tant de bravoure et d'intelligence par Corneliu Codreanu qu'à la fin de l'année, les communistes n'osent plus se manifester.

Alors, le Conseil Universitaire vient à l'aide des communistes vaincus. Corneliu Codreanu, accusé de troubler l'ordre, est expulsé de l'Université. Mais la sentence ne peut être exécutée, parce que le Directoire de la Faculté de Droit, où prédominent les professeurs de tendance nationaliste, s'oppose à la décision du Conseil, et Corneliu Codreanu continue à faire partie de la Faculté et peut se présenter aux examens.

Au début de l'année scolaire suivante, 1921-22, Corneliu Codreanu est élu Président de la Société des Étudiants de Droit. La riche et féconde activité que déploie dorénavant la dite société, attire de son côté la majorité des étudiants des autres Facultés. Ainsi, le "CENTRE DES ÉTUDIANTS DE IASSY", organisation officielle qui se trouve encore entre les mains des communistes, commence à perdre son influence sur la jeunesse universitaire. Ce Centre disparaît définitivement lorsque, sur la proposition de Codreanu, prend naissance le 20 Mai 1922 l'"ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS CHRÉTIENS" de l'Université de Iassy. Cette Association se substitue à l'ancien Centre des Étudiants et, avec sa consolidation dans le milieu étudiant, disparaît l'influence communiste dans l'Université.

L'exemple des étudiants de Iassy est suivi par les autres Universités. L'aube du nationalisme fait son apparition dans tous les centres universitaires. La masse des étudiants, un instant désorientée par le mouvement révolutionnaire russe et par l'action souterraine des agents communistes, assume de nouveau son rôle traditionnel de lutte sur les positions les plus avancées de la nationalité roumaine.

5) LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Corneliu Codreanu passe sa licence en Droit en Juin 1922. A l'automne de la même année, il quitte le pays et va en Allemagne, où il a l'intention de compléter ses études, en suivant des cours d'économie politique. Il n'y restera que quelques mois.

Étant en Allemagne, il apprend que de puissantes agitations d'étudiants ont éclaté en Roumanie. Si, au cours des années précédentes, le mouvement étudiant n'avait pas dépassé les limites d'un phénomène local (c'est-à-dire Iassy, avec des répercussions sur Cernauti en Bukovine), cette fois-ci, il s'est généralisé, se propageant comme un ouragan dans tous les centres universitaires. À Cluj, à Bucarest, à Iassy, à Cernauti, les étudiants abandonnent les cours et manifestent dans les rues. Les chocs avec la police et l'armée sont constants. Le phénomène est d'autant plus significatif qu'il n'est pas le résultat d'une action organisée. C'est une explosion spontanée. C'est

> "un grand moment d'électrisation collective, sans préparation préalable, sans discussions pro et contre, sans décisions prises en comités restreints." [6]

C'est "*un spasme de la nation malade*" — comme l'a exprimé Ion MOTA, un autre grand Roumain de cette génération.

Corneliu Codreanu se sent bouleversé jusqu'au fond de son être par ce réveil de la conscience nationale. Il perd la tranquillité nécessaire aux études. Renonçant à ses plans de travail, il revient en hâte en Roumanie. Il sent que le soulèvement des masses universitaires est un signe providentiel, un phénomène d'une réelle signification historique et qu'il ne peut pas manquer à ce combat.

Le mouvement des étudiants était toujours essentiellement anticommuniste, mais il avait acquis en même temps un autre caractère: il était devenu "*antisémite*".

Le passage de l'anticommunisme à l'antisémitisme s'était produit de la manière la plus naturelle. La majorité des chefs communistes de Roumanie et la majorité des agents venus de Russie étaient d'origine judaïque. En combattant les communistes des Universités, les étudiants se heurtaient partout aux Juifs. C'étaient les Juifs qui agitaient les étudiants et les ouvriers. C'étaient les Juifs qui excitaient les masses populaires à la révolte contre l'État Roumain. C'étaient les Juifs qui demandaient que le Roi soit détrôné et que la Roumanie soit transformée en "*république soviétique*". C'étaient les Juifs qui propageaient l'athéisme et insultaient

---

6. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, page 75.

les serviteurs de l'Église. C'étaient eux qui, par la presse contrôlée par eux, soutenaient toutes les tendances antinationales, se moquant de la Patrie, de la Tradition et de tout le passé de la Roumanie.

Toutes ces manifestations des Juifs ont amené les étudiants à voir dans chaque Juif un ennemi de leur patrie, un élément à la solde de ceux qui visaient à la destruction de l'État Roumain à peine constitué. L'ANTI-COMMUNISME DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION DEVAIT INEVITABLEMENT CONDUIRE A L'ANTISEMITISME.

Il existait aussi d'autres causes d'ordre social et économique, strictement liées au stade de développement du pays, qui expliquaient l'antisémitisme de la jeunesse universitaire. Un grand nombre de Juifs avait pénétré après la guerre mondiale dans les écoles et dans les Universités. Dans la majorité des lycées de Bukovine, de Bessarabie et de la Moldavie, le nombre des Juifs inscrits dépassait celui des Roumains. Ce qui ne signifiait pas du tout qu'ils étaient plus nombreux dans ces régions que les autochtones.

Certaines Facultés, spécialement à Cernauti (Bukovine) et Iassy (Moldavie), étaient littéralement envahies par les Juifs. A la Faculté de Médecine de Iassy, par exemple, il y avait en 1920, 556 étudiants roumains contre 831 étudiants juifs. Personne ne pouvait nier que la proportion des Juifs inscrits dans ces Universités était en contradiction flagrante avec la réalité ethnique du pays !

Les Juifs se trouvaient dans une situation privilégiée en Roumanie. Maîtres de la vie économique, ils pouvaient envoyer tous leurs enfants dans les écoles supérieures, tandis que la masse du peuple, formée en grande partie de paysans, ne pouvait aucunement supporter les dépenses d'entretien de leurs enfants dans ces mêmes écoles. Le danger était évident! Si la majorité des élèves et des étudiants d'aujourd'hui étaient des Juifs, alors la couche dirigeante de demain du pays aurait fatalement la même composition ethnique. Et comme la juiverie de Roumanie sympathisait avec le mouvement communiste, ceci signifiait que chaque Juif cultivé allait devenir demain un facteur de désagrégation de la nation roumaine et d'inféodation à la Russie Soviétique.

Conscients des conditions d'infériorité économique du peuple roumain à l'époque, soucieux d'empêcher l'aliénation de la classe dirigeante roumaine, les étudiants ont entrepris la seule politique possible devant la gravité de la situation: ils ont exigé le "NUMERUS CLAUSUS" — c'est-à-dire, la limitation du nombre des Juifs admis à l'Université, conformément à la proportion effective entre Juifs et Roumains sur l'ensemble du territoire national.

Les agitations des étudiants ont placé la "*question juive*" au centre de l'intérêt public. En fait, ce problème n'était pas nouveau. Ce qui était nouveau, c'était la virulence de son actualisation par la jeunesse.

Dans les annales politiques de la Roumanie moderne, l'antisémitisme représente une tradition. Les agitations antisémites ont commencé en Roumanie dès la première moitié du XIX-ème siècle, provoquées par *le nombre excessif de Juifs* qui avaient pénétré à cette époque dans les Principautés Roumaines, venant de Galicie (Pologne) et de Russie. La Moldavie, spécialement, avait énormément souffert de cette invasion silencieuse.

Les personnalités les plus illustres de la culture nationale ont été antisémites. Qu'il suffise de citer le poète de renommée mondiale Mihail EMINESCO, les historiens HASDEU, XENOPOL, IORGA, le philosophe Vasile CONTA et l'homme d'État Mihail KOGALNICEANU. Ce sont eux qui ont jeté le cri d'alarme contre le danger judaïque et se sont opposés avec acharnement à l'assimilation civile, en bloc, des Juifs.

Précisons en même temps que l'antisémitisme du peuple roumain n'a JAMAIS EU UN CARACTÈRE RELIGIEUX OU RACIAL. Au point de vue religieux, le peuple roumain est le plus tolérant du monde. On ne connaît aucun cas de persécution religieuse en Roumanie dans tout le cours de son histoire.

L'antisémitisme roumain a eu une origine SOCIALE ET ÉCONOMIQUE. Il a été provoqué par le nombre disproportionné de Juifs qui se sont établis en Roumanie au cours du XIX-ème siècle et qui, parvenus à des positions économiques prépondérantes, prétendaient dominer le pays. La tension entre Roumains et Juifs s'est accentuée après la première guerre mondiale en raison de la participation ostensible et provocante des minorités judaïques dans les agissements communistes.

Avant la première guerre mondiale, il a même existé un Parti qui, entre autres points, avait inscrit à son programme "*de prendre des mesures pour défendre le peuple roumain de l'exploitation économique des Juifs*". Ce parti, nommé *Parti Nationaliste-Démocrate,* était dirigé par les professeurs Nicolae IORGA et A. C. CUZA. Lors des premières élections, qui ont eu lieu immédiatement après la guerre, en 1919, ce Parti Nationaliste-Démocrate a obtenu 34 sièges. Mais, aussitôt après ce succès retentissant, il s'est dissous. Le professeur Nicolae Iorga a quitté la ligne antisémite et s'est éloigné de Cuza.

A. C. Cuza est resté sur son ancienne position. Professeur d'Économie à l'Université de Iassy, il exposait en chaire les thèses antisémites, avec une rigueur scientifique que ses adversaires mêmes ne pouvaient attaquer. Le débat sur ce problème essentiel pour le peuple roumain, attirait à ses cours de nombreux étudiants des autres Facultés.

On ne peut nier l'influence des idées "*cuzistes*" sur les étudiants, mais il serait exagéré de prétendre que le mouvement étudiant est issu de l'enseignement doctrinaire du professeur. La réaction des étudiants n'est pas née d'idées entendues dans les cours, d'idées prises dans des livres ou de spéculations philosophiques sur le problème juif. La jeunesse étudiante

s'est révoltée au moment où elle s'est rendue compte, dans l'ambiance où elle vivait, de son infériorité numérique par rapport aux Juifs qui se pressaient dans les Universités. L'antisémitisme des étudiants avait à sa base une réalité palpable, un fait visible et facile à vérifier.

6) "LIGUE DE LA DÉFENSE NATIONALE CHRÉTIENNE" (L.A.N.C.)

A son retour de l'étranger, Corneliu Codreanu rencontre la situation suivante: le monde étudiant est en grève et poursuit avec acharnement la lutte pour faire voter le "numerus clausus". Le Gouvernement, de son côté, est tout aussi fermement décidé à ne faire aucun pas dans le sens voulu par les étudiants.

Analysant les forces en présence, Corneliu Codreanu arrive à la conclusion que la lutte des étudiants se livre dans le vide, sans aucune chance de succès.

En effet, les étudiants ne représentaient qu'une fraction infime de la population. Leurs forces, malgré la bravoure avec laquelle ils affrontaient les pressions gouvernementales, et en dépit de toutes les victoires partielles possibles, étaient insuffisantes pour contraindre le Gouvernement à céder.

Pour faire triompher leurs thèses, il était nécessaire de les projeter largement dans la conscience nationale.

L'action étudiante devait sortir du cadre universitaire, du secteur limité où elle opérait jusqu'ici, pour *devenir un mouvement de masse,* un mouvement politique à l'échelle nationale; par la suite, ce mouvement, par les voies légales, utilisant le formidable courant d'opinion créé en sa faveur, pourrait faire ratifier par le Parlement le *"numerus clausus".*

Corneliu Codreanu démontre aux chefs des étudiants la nécessité de créer une organisation politique sous la présidence du professeur A. C. Cuza, dont la probité idéologique était au-dessus de tout soupçon. Les étudiants devaient constituer l'avant-garde de la nouvelle organisation, tandis que des personnes plus âgés formeraient son cadre proprement politique.

Ce point de vue n'a pas été accepté d'emblée.

La majorité des chefs des étudiants étaient d'avis que le mouvement ne devait pas sortir du cadre universitaire. Après d'amples discussions, on s'est rallié finalement aux arguments de Codreanu et on a adopté son projet.

Le 4 Mars 1923 est convoquée, à Iassy, l'Assemblée Constitutive du nouveau groupement politique. Devant plus de dix mille personnes, venues de tous les points du pays, sont posés les fondements de la

"Ligues de la Défense Nationale Chrétienne" — L.A.N.C.

dont le professeur A. C. Cuza est proclamé Président.

Le premier acte du nouveau Président est de charger le jeune avocat, Corneliu Zelea Codreanu, d'organiser la Ligue sur toute l'étendue du pays, ce qui correspond à la fonction de Secrétaire Général.

7) LE COMPLOT DES ÉTUDIANTS

Sur le front des étudiants, la grève continue dans des conditions de plus en plus pénibles, et on voit se multiplier les signes de désorientation et de fatigue. Avec des difficultés terribles, les dirigeants de ces masses universitaires réussissent à empêcher l'ouverture des cours en Juin 1923, décidée par les autorités gouvernementales, qui avaient alléché les étudiants par la perspective de se présenter aux examens à temps et de ne pas perdre ainsi l'année scolaire. Avec ce dernier effort, les étudiants étaient arrivés au bout de leurs forces.

Il est facile d'imaginer les sacrifices consentis par ces étudiants pour maintenir une grève sans interruption pendant une année entière dans les quatre Universités du pays. Après la guerre, la masse universitaire avait énormément augmenté. Rien qu'à l'Université de Bucarest, il y avait plus de 30.000 étudiants incrits. Tous ces jeunes gens qui refusaient de fréquenter les cours, ne pouvaient pas se présenter aux examens et, en conséquence, ils étaient condamnés à perdre leur année. Chacun d'eux faisait un sacrifice douloureux pour que la bataille pour le "*numerus clausus*" soit gagnée. Et il ne s'agissait pas d'un, de cent ou de mille individus, mais de dizaines de milliers.

Le gouvernement, pour les contraindre à cesser la grève, fermait les cantines et les foyers. Dépourvus de ressources, la plupart de ces étudiants, fils de paysans, d'ouvriers ou de modestes fonctionnaires, se voyaient contraints de retourner chez eux. Là, les attendaient les plaintes de leurs parents, qui leur conseillaient d'"*en finir avec ces bêtises et de se mettre au travail; il sera bien temps de faire de la politique quand ils auront une situation assurée*"... Les étudiants résistaient, bien que traqués de toutes parts, sans appui, sans encouragement de nulle part... Toutes les forces dominantes étaient coalisées contre eux: gouvernement, professeurs, presse, partis, et même leurs propres parents.

Entre les 22 et 25 Août 1923, les dirigeants des étudiants de tout le pays organisent un Congrès pour examiner la situation. Les délégations des Centres Étudiants décident de s'opposer à l'ouverture des cours pour la nouvelle année scolaire et réaffirment leur volonté de continuer la grève; de plus, ce qui était extrêmement important pour la victoire du courant nationaliste, on décide d'accorder l'appui officiel des masses universitaires à la LIGUE DE DÉFENSE NATIONALE CHRÉTIENNE (Liga Apararii Nationale Crestine).

ION I. MOTA

Président du Centre Etudiant
Université de Cluj-Transylvanie.

Cependant, la décision de continuer la grève ne put être maintenue. La grande majorité des étudiants étaient fatigués et découragés. Le gouvernement, parfaitement informé de cet état d'esprit, était plus que jamais résolu à ne pas céder à leurs exigences et s'attendait à leur prochaine capitulation. Il avait même réussi à attirer quelques dirigeants par la promesse de bonnes situations à la fin de leurs études, à condition de contribuer à briser la grève.

Ion MOTA * est épouvanté par la perspective de la défaite. Tant de sacrifices inutiles, lui posent un grave problème de conscience. Il se tourmente pour trouver une issue honorable à l'impasse du mouvement étudiant. Après avoir longuement réfléchi, il va trouver Corneliu Codreanu, pour lui soumettre son plan. La rencontre a lieu dans la petite ville de Câmpulung en Bukovine, où Corneliu Codreanu avait participé à un congrès de la Ligue

Tous deux se rendent ensuite sur le mont Rarau, où, dans la solitude de la nature, au milieu des forêts séculaires, ils se sentiraient libres de toute influence pour décider du chemin à suivre. Mota lui fait part de ces craintes. Le monde étudiant était arrivé à la limite de sa résistance. Le gouvernement et toutes les forces antinationales attendaient triomphalement leur capitulation imminente.

Mota était d'avis de laisser les étudiants assister aux cours, mais il estimait que les dirigeants ne pouvaient pas abandonner la lutte, sans offrir un exemple aux générations futures. Au risque de mourir ou d'être emprisonnés à vie, ils devaient frapper sans pitié tous les éléments responsables de la situation tragique des étudiants et des souffrances de la nation entière.

Corneliu Codreanu écoute avec une émotion intense le plaidoyer de Mota. Lui aussi pense que l'acte final de leur combat doit être de punir les traîtres. Lui aussi est prêt à faire le sacrifice de sa liberté et même de sa vie, mais il lui faut d'abord sévir contre les responsables. Ils retournent à Iassy pour faire part de leur décision aux autres chefs des étudiants.

Les responsables des souffrances du peuple étaient bien trop nombreux pour qu'on puisse les éliminer tous, comme il aurait été juste de le faire; ils fixent leur choix sur quelques personnes seulement, considérées comme les principaux coupables: quelques Ministres libéraux, quelques banquiers juifs (ceux-ci parce qu'ils financent les partis et corrompent la vie publique), qui devront tomber sous les balles des chefs des étudiants. Après avoir déterminé le rôle de chacun des participants, dans cette action historique de punition, les membres de l'équipe partiront pour Bucarest où doivent avoir lieu les attentats.

Les événements n'arrivent pas à leur stade final à cause d'une défection surgie parmi les membres de l'équipe. L'étudiant VERNICHESCO les dénonce aux autorités. Cet étudiant, on le sut plus tard, était un agent de la Sûreté, qui s'était glissé parmi les chefs des étudiants. Tandis que tout

* Président du Centre des Étudiants de l'Université de Cluj — Transylvanie.

le groupe est réuni chez un ami à Bucarest pour régler les derniers détails de l'opération et en fixer la date, la maison est cernée par la police et tous les présents arrêtés, Vernichesco compris, de manière à détourner les soupçons.

Tous supposèrent que l'arrestation résultait d'une indiscrétion ou d'une maladresse, jusqu'à ce qu'on apprît que la police avait découvert aussi l'endroit où étaient cachés les revolvers et les lettres laissées par eux pour leurs parents et leurs amis, et dans lesquelles ils expliquaient le sens de leur geste. Ils surent alors qu'il y avait un traître parmi eux et plus tard, d'après les déclarations faites au Parquet, on put l'identifier.

Les étudiants arrêtés sont d'abord transportés à la Préfecture de Police, où on enregistre leurs premières déclarations. Les preuves de culpabilité étaient assez graves; néanmoins, avec une certaine habilité, il leur était possible de s'en tirer et d'éviter toute condamnation.

Quand c'est le tour de Corneliu Codreanu de faire sa déposition, celui-ci se trouve encore en proie au doute. Il ne sait comment se comporter. Il ne peut admettre, dans son âme et conscience, de se défendre en adoptant une attitude de duplicité devant la justice, en reniant ses propres convictions et ses actes. Il demande une minute de réflexion, pendant laquelle il prend la décision de dire toute la vérité, et non seulement de l'avouer, mais de l'affirmer avec force, d'insister sur elle, de la transformer en arme de combat, pour en frapper une dernière fois les ennemis de la nation, avant d'être condamné à la prison à vie (car c'est bien ce qui les attend dans le cas d'une condamnation).

La déclaration de Corneliu Codreanu et des autres étudiants provoque une commotion dans le Gouvernement. Celui-ci aurait préféré que le procès ne prît pas cette tournure dramatique et qu'il se bornât à stigmatiser l'action indigne de quelques exaltés. Cependant, l'opinion publique est profondément secouée par les aveux des étudiants, car l'affaire du complot surgissait au moment même où les cercles gouvernementaux annonçaient emphatiquement que les étudiants avaient renoncé aux manifestations et s'étaient décidés à reprendre leurs cours.

Les découvertes de la police, et surtout les déclarations des inculpés, sèment la panique dans les milieux visés, car, loin de se calmer, les manifestations des étudiants prennent un tour alarmant.

La presse judaïque, déchaînée, reproche au Gouvernement sa faiblesse à l'égard des étudiants agitateurs et exige la punition exemplaire des "*comploteurs*".

Ce qui inquiète le plus le Gouvernement et tous les partis, c'est *la qualité spirituelle de ces jeunes gens*. Sur la scène du nationalisme roumain, *un nouveau type d'étudiant était apparu*. Jusqu'alors, le mouvement étudiant s'était borné à des actes faciles à contrôler par les autorités: les étudiants refusaient de paraître aux cours? C'était à leur propre détriment et à celui

de leurs parents... Faisaient-ils des manifestations de rue? — Les forces de l'ordre étaient là pour les en empêcher... Cassaient-ils des vitres chez des Juifs? — Même si la police ne pouvait pas les prévenir, il n'y avait pas de perte, car c'est l'État qui payait les dommages occasionnés... Mais, cette fois-ci, ces jeunes gens avaient adopté un comportement différent: ils avaient renoncé à l'agitation de rue et s'étaient mis à conspirer, ils voulaient tuer les dirigeants du pays...!

Au fond, ce n'est pas tellement le complot en soi qui effraie les gouvernants. Des exaltés, on en trouve à chaque génération, prêts à résoudre les problèmes politiques au revolver. Avec l'âge, le fanatisme s'apaise, les enthousiastes entrent dans des fonctions, fondent des familles, et les folies juvéniles s'éteignent...

Ce qui alarme le Gouvernement, c'est l'esprit de décision de ces jeunes gens, la lucidité de leurs convictions, leur croyance en leur mission. Une autre espèce d'individus a surgi: ce sont des hommes qui ont une vision intégrale de la lutte nationaliste et sont prêts à donner leur vie pour le triomphe de leur idéal. C'était un fait inédit dans l'histoire politique de la Roumanie.

Avec le "*Complot des étudiants*" s'ouvre une ère nouvelle dans les rapports entre gouvernants et gouvernés en Roumanie. La nouvelle génération n'était plus disposée à s'incliner devant les illégalités et les abus. Elle était décidée à ne plus tolérer le système de gouvernement en vigueur, basé sur l'exploitation du peuple par la classe possédante, alliée avec les Juifs. Le temps des accomodements faciles était passé. Devant les usurpateurs du pouvoir et les traîtres de la nation se dressait une jeunesse intransigeante qui ne cédait plus aux menaces, ne pouvait plus être achetée par des flatteries, des bénéfices matériels ou des honneurs.

A la fin de l'instruction préliminaire, six personnes seulement sont restées impliquées dans le complot: Corneliu Zelea CODREANU, Ion MOTA, Corneliu GEORGESCO, Ilie GARNEATA, Tudose POPESCO et Radu MIRONOVICI.

Jusqu'au jour du jugement, ils sont gardés dans la célèbre prison de "VACARESTI", aux environs de Bucarest. Cette prison était un ancien monastère, dont la chapelle était réservée aux détenus. C'est là, dans cette chapelle de prison, que commence l'extraordinaire évolution spirituelle qui va donner naissance au MOUVEMENT LÉGIONNAIRE.

Sur la porte de gauche de l'autel, il y avait une icône de l'Archange Michel, d'une rare beauté. Lorsque Corneliu Codreanu la voit, il se sent fasciné par elle. Chaque fois que la chapelle est ouverte il va prier devant elle, subjugué, par la qualité extraordinaire de son expression. L'Archange lui paraît vivant...

De ses innombrables méditations devant l'icône, une idée a surgi, qui remplit son âme et sa pensée: jeter les bases, dans le cadre de la

LIGUE, d'une organisation de la jeunesse qui porterait le nom d'"ARCHANGE MICHEL".

Cette organisation devait guider les nouvelles générations, les empêcher de tomber dans la fange de la politicaille sordide. La jeunesse intellectuelle du pays, au lieu de s'égarer dans les cadres des vieux groupements politiques, en y perdant ses qualités spirituelles, comme cela s'était produit jusque là, devait se concentrer dans un organisme qui réfléchisse ses propres aspirations. Cette nouvelle organisation aurait un autre but: "*la corruption politique*" n'étant plus alimentée par l'apport constant de la jeunesse, allait mourir de sa belle mort et cette plaie de la société roumaine allait disparaître d'elle-même, par un processus naturel d'extinction.

Après sa libération, Corneliu Codreanu a essayé de mettre cette idée en application dans les cadres de la Ligue, mais, devant l'incompréhension du prof. A. C. Cuza, il dut attendre son éloignement de la Ligue pour passer à la réalisation du plan.

A la veille du procès, une tragédie éclate dans la prison de Vacaresti. Ion Mota tire plusieurs coups de feu sur Vernichesco, le traître, et le blesse grièvement.

Le geste de Mota ne partait pas d'un désir de vengeance: c'était l'expression d'une haute conception d'éthique nationale. Les forces de notre peuple avaient été, d'une manière permanente, annihilées par des traîtres. Toutes les grandes figures de la nation étaient mortes par la félonie. Dans ces conditions, tout effort de rénovation nationale était voué à l'échec. Cette conviction était générale dans les milieux nationalistes et dans l'âme de tous les patriotes. On ne pouvait plus continuer la lutte étudiante en tolérant la trahison d'un Vernichesco; d'autres pouvaient suivre son exemple et se laisser acheter par les ennemis déclarés de la nation roumaine, sûrs de l'impunité.

Le geste de Mota est d'autant plus impressionnant qu'il a lieu à la veille du grand procès, qui va décider de leur sort à tous. Le châtiment de Vernichesco aggrave considérablement la situation du groupe. Cependant, Mota n'avait pas songé à ménager leurs chances d'acquittement, en laissant pour plus tard la punition du traître. Il avait saisi la première occasion propice, sans aucune spéculation sur l'opportunité de son acte.

Le procès du "*complot étudiant*" est jugé à Bucarest, le 29 Mars 1924. Le Gouvernement ne pouvait exercer qu'indirectement son influence. Le sort des six étudiants dépendait de la décision des jurés. Or, les jurés étaient soumis à deux pressions antagonistes: d'un côté, le gouvernement, les partis politiques et la presse judaïque; de l'autre, les étudiants de la capitale, auxquels s'ajoutent les nombreuses délégations venues des autres Universités. Les milliers d'étudiants concentrés à Bucarest entretiennent la capitale dans une effervescence continuelle et réussissent à gagner l'opinion publique à leur cause.

Le jour du procès, le Tribunal est gardé par de puissants cordons de gendarmes, encerclés eux-mêmes par des dizaines de milliers d'hommes, qui entonnent des chansons patriotiques et demandent l'acquittement des étudiants.

Le procès a lieu dans une atmosphère qui achève de dérouter les cercles gouvernementaux. Les rôles se trouvent renversés: il ne s'agit plus de faire le procès des étudiants, mais celui de la classe dirigeante. LES ÉTUDIANTS ACCUSÉS ÉTAIENT DEVENUS LES ACCUSATEURS DU GOUVERNEMENT, LES MANDATAIRES DE LA CONSCIENCE NATIONALE. L'opinion publique avait identifié les véritables coupables dans les rangs du Gouvernement.

La pression de l'opinion publique a annulé l'appareil d'intimidation du Gouvernement, ainsi que l'influence de la presse contrôlée par les Juifs. Le Jury a rendu un verdict d'acquittement, sous les applaudissements de toute l'assistance. Ce verdict était d'ailleurs, du point de vue juridique, parfaitement motivé: on n'avait pas réuni tous les éléments nécessaires pour que l'action des étudiants puisse être encadrée dans la catégorie "*complot*", telle que cette notion est définie par le Code Pénal — les étudiants n'avaient pas fixé la date à laquelle devait avoir lieu leur action, et ce manque formel annulait la valeur juridique du réquisitoire.

Néanmoins, beaucoup plus important que l'aspect légal et formel du verdict, était la signification politique de cet acquittement. Les jurés avaient reconnu que la révolte de ces jeunes gens partait d'une légitime inquiétude pour le sort de la nation; cette révolte exprimait le sursaut de la conscience nationale, continuellement outragée par les partis et les politiciens. Leur révolte était celle du peuple tout entier contre les profiteurs et les "*embusqués*" de la guerre (celle de 1914-1918), qui, élevés maintenant à la tête de l'État, aux postes de commande, poursuivaient le pillage du pays et l'exploitation du peuple. Les jurés ratifiaient les sentiments de toute la nation. Le courant nationaliste avait remporté une grande victoire contre les classes parasitaires qui suffoquaient le pays.

Lorsque la multitude restée dehors, qui attendait depuis des heures la fin des débats, entend le résultat du jugement, elle éclate en acclamations sans fin. La Capitale vit un moment d'inoubliable émotion. A la sortie, les étudiants sont portés en triomphe. Avec les jurés, l'opinion publique ratifiait leur geste, en condamnant les forces au pouvoir, qui, par leur politique d'affaiblissement et de persécution de l'élément roumain, avaient poussé ces jeunes gens au désespoir.

Pendant quelque temps, le Gouvernement et ses alliés occultes ne se sont plus manifestés publiquement. Bientôt, cependant, les ennemis implacables du mouvement nationaliste ont dressé de nouveaux plans pour détruire ce mouvement qui gênait tellement leurs menés secrètes.

8) L'ÉDUCATION DE LA JEUNESSE — LE PREMIER CAMP DE TRAVAIL

De retour à Iassy, Corneliu Codreanu reprend son activité dans le cadre de la Ligue, s'occupant spécialement de l'éducation de la jeunesse, ainsi qu'il avait forgé son plan dans la prison de Vacaresti. Néanmoins, quad il a commencé cette action, il s'ést heurté à une difficulté majeure: il n'existait pas de lieu de réunion. Ils étaient tellement pauvres qu'ils n'avaient même pas de quoi louer une chambre. En outre, les salles de l'Université, ainsi que les Foyers d'Étudiants, leur étaient interdits par les autorités gouvernementales, qui les en avaient expulsés.

Alors, Corneliu Codreanu convoque un groupe d'étudiants et d'élèves de lycée et leur propose de construire, de leurs bras, le Foyer dont ils ont besoin. Cette proposition est reçue avec stupeur et avec une certaine froideur. Non seulement, ce plan leur paraît irréalisable, mais il heurte la mentalité régnante. Les intellectuels roumains d'alors dédaignaient le travail manuel! Et Corneliu Codreanu le souligne dans son discours, tenu aux étudiants et aux élèves:

> "... il nous faut d'abord le courage de briser la mentalité dans laquelle nous avons grandi, la mentalité qui fait que le jeune intellectuel a honte, dès le jour où il devient étudiant, de porter un paquet dans la rue." [7]

La construction du Foyer par les étudiants avait ainsi une mission éducative: *l'ennoblissement du travail manuel.* La jeunesse qui passait par cette expérience allait regarder les ouvriers d'un autre oeil, et prendre conscience de la SOLIDARITÉ DE LA JEUNESSE INTELLECTUELLE ET DES OUVRIERS.

Sans argent, sans même avoir les instruments de travail nécessaires, Corneliu Codreanu, accompagné de 26 jeunes gens, part pour Ungheni, petit bourg sur le Prut, près de Iassy, et là, sur un terrain mis à leur disposition par un homme compréhensif, ils commencent à creuser la terre et à faire des briques. C'est une date mémorable pour la nouvelle Roumanie: *le 8 Mai 1924, le premier chantier de travail volontaire prend naissance dans le pays.*

Les paysans et les ouvriers du bourg regardaient avec stupéfaction cette équipe d'étudiants et d'élèves qui foulait l'argile sous leurs pieds. Ils n'avaient jamais vu une pareille chose!

---

7. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, pages 189-190.

Une nouvelle génération se prépare sous l'oeil vigilant de Corneliu Codreanu; une génération qui n'a pas honte des peines et des travaux du peuple et qui fraternise avec ses douleurs et ses misères:

LA GÉNÉRATION DE L'ACTION CREATRICE

> "Notre premier chantier de travail — dit Corneliu Codreanu — a fait l'effet d'une révolution dans la mentalité courante. Tous les gens des alentours (paysans, ouvriers et intellectuels) se rassemblaient, pleins de curiosité, autour de nous, pour nous regarder. Ils étaient habitués à voir les étudiants se pavaner, vêtus avec élégance, sur l'Avenue Lapusneanu, ou brailler des chansons gaies autour des tables dans les brasseries, pendant leurs heures libres. Maintenant, ils les regardaient fouler l'argile sous leurs pieds, couverts de boue jusqu'à la taille, transporter l'eau du Prut avec des seaux, bêcher la terre dans la chaleur de l'été. C'était l'effondrement d'une mentalité toute puissante jusqu'alors: mentalité qui considérait comme une honte pour un intellectuel d'effectuer des travaux manuels, surtout des travaux lourds, réservés autrefois aux esclaves ou aux classes dédaignées." [8]

Pour aider ceux qui travaillaient à la briquetterie de Ungheni, Corneliu Codreanu ouvre à Iassy un deuxième camp de travail; c'était un jardin potager, mis gratuitement à leur disposition par une admiratrice du mouvement étudiant.

9) LA TERREUR POLICIÈRE ET SON ÉPILOGUE

Le travail se poursuivait tranquillement et fructueusement dans les deux camps de volontaires. On pouvait croire que les autorités mêmes avaient acquis quelque respect pour cette jeunesse qui, au lieu de s'amuser ou de s'occuper de frivolités ou de scandales, passait ses vacances à peiner sur les rives du Prut.

Ce n'était qu'une illusion!

Le Gouvernement s'apprêtait à porter un nouveau coup au mouvement des étudiants, en décrétant comme subversif tout travail accompli dans les camps volontaires. Cependant, les étudiants ne sont plus en grève, ne cassent plus les vitres des Juifs, n'ont plus de chocs avec les gendarmes... Ce qu'ils accomplissent maintenant, semble beaucoup plus grave aux autorités: c'est un nouveau genre de subversion et un exemple contagieux.

---

8. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, page 191.

Jusqu'ici, les jeunes avaient été accablés d'une foule d'accusations spécifiques: ils ne travaillaient pas; ils délaissaient leurs études; ils étaient des vauriens et des vagabonds... Maintenant, non seulement ils sont retournés à leurs livres, mais ils font quelque chose de plus: ils bâtissent leur Foyer de leurs propres mains. Dédaignant la vie facile, ils s'attellent volontairement aux travaux les plus durs. Ils travaillent en commun, mènent une vie âpre de discipline, sans que personne les y force et sans recevoir de rémunération.

Une pareille chose ne s'était jamais vue en Roumanie, où les travaux lourds étaient réservés aux classes inférieures. Ce Codreanu, selon le Gouvernement et les autorités, était un homme dangereux, car il troublait la jeunesse, lui indiquant un mode de vie contraire aux coutumes de la société existente. A leur avis, il créait un courant redoutable qui troublait l'ordre social, économique et politique. Il fallait mettre fin à une pareille influence, apparemment inoffensive, chargée en réalité de périls futurs pour la sécurité de l'État.

Un jour, tandis que Corneliu Codreanu travaille dans le potager avec un groupe de 50 volontaires, la police et les gendarmes font irruption dans le jardin et, sous la menace des fusils, les jettent à terre, les frappent à coup de pieds, de nerfs de boeuf et de crosses de fusils. Puis, les jeunes gens enchaînés sont emmenés, à travers les rues principales de la ville, jusqu'à la Préfecture de Police. Là, les prisonniers sont de nouveau brutalisés sous le prétexte de leur arracher *"ce que Codreanu leur a dit"*, *"les plans de révolution qu'ils trament pendant leur travail dans le jardin potager"*. Comme les malheureux n'ont rien à déclarer, les coups redoublent; leurs plantes des pieds sont noires de sang.

Les bourreaux amènent ensuite Corneliu Codreanu sur le lieu de torture pour lui appliquer le même traitement. Au moment où les brutes vont commencer leur ignoble besogne, on entend du bruit dans le couloir. Ce sont les parents des étudiants torturés qui, apprenant les violences perpétrées à la Préfecture, sont venus sauver leurs enfants. Ils avaient sollicité aussi la presence du Premier-Procureur et étaient accompagnés par les professeurs nationalistes de l'Université, A. C. Cuza en tête. Pris en flagrant délit d'abus de pouvoir, le Préfet de Police, MANCIU, est obligé de relâcher ses victimes.

La ville bouillonne d'indignation! Il s'en faut de peu que les policiers coupables ne reçoivent une sanglante correction de la part du public.

Les parents des étudiants et des élèves brutalisés envoient une plainte contre Manciu au Ministère de l'Intérieur, demandant la destitution de celui-ci et sa punition. Le Ministre de l'Intérieur, non seulement maintient Manciu à son poste, mais lui décerne une décoration, tandis que les Commissaires qui ont pris part aux tortures bénéficient d'un avancement.

Manciu avait été nommé Préfet de Police de Iassy dans l'intention évidente d'efrayer la jeunesse, de l'obliger à renoncer à sa lutte nationaliste. Tout d'abord, Manciu s'était attaqué à Corneliu Codreanu. Il voulait le provoquer, lui faire perdre patience, l'obliger à riposter, à faire un geste de défense, qui puisse fournir à l'homme du gouvernement un motif pour le torturer, le mettre hors de combat ou même le tuer.

Le mouvement nationaliste se trouvait à un carrefour: ou se laisser intimider par les violences de Manciu et risquer de s'effriter, auquel cas, de tous les sacrifices consentis jusque là, il ne resterait que le souvenir d'une agitation stérile; ou ne pas céder, donc s'opposer aux insultes, aux brutalités, aux violences que Manciu commettait sous le couvert de ses fonctions et de l'immunité dont il jouissait, auquel cas, la jeunesse elle-même serait coupable de violence.

Dans l'histoire agitée du Mouvement Légionnaire, ses chefs se sont souvent trouvés dans des situations semblables: capituler sous les coups et les attaques injustes; ou répondre à ces attaques en se frayant un chemin le sabre à la main, après avoir vu échouer toutes les ressources légales de lutte et d'affirmation.

Corneliu Codreanu reste longtemps tourmenté par ce problème. Après les humiliations et les coups endurés, il paraît un autre homme, un homme désespéré. Quelque chose vient de s'effondrer en lui... Il n'a plus confiance dans ses propres forces ni dans la lutte à laquelle il a consacré les plus belles années de sa vie. Il ne se sent plus capable de rien. Les camps de travail mêmes ne l'intéressent plus. C'est un aigle aux ailles coupées...

Spirituellement accablé, il se retire dans le silence des montagnes. Sur la montagne de Rarau, en Bucovine, à 1.500 mètres d'altitude, il se construit une cabane, il s'éloigne du monde pendant un mois et demi, et médite sur les derniers événements... Il se déchire sans trouver de solution. Cependant, une chose se cristallise dans sa conscience: la décision inébranlable de ne plus jamais accepter la moindre humiliation, ni le moindre coup, d'où qu'il vienne. Si quelqu'un ose s'attaquer à lui, l'effleurer même, il ripostera même s'il doit y laisser sa vie.

Dans cet était d'esprit, il retourne à Iassy, où il reprend ses occupations habituelles à la briqueterie et au potager; inscrit en outre comme avocat au barreau de Iassy, il partage son temps entre son travail civique et le Tribunal. Cependant, les violences policières n'on pas diminué. De Iassy, prenant exemple sur Manciu, les autorités étendent la terreur sur toute la Moldavie. Tout Commissaire désireux d'obtenir de l'avancement ou d'augmenter ses revenus dispose d'un moyen infaillible: *brutaliser un étudiant.*

Le 25 Octobre 1924, Codreanu se présent à un des Tribunaux de Iassy, où il devait plaider dans un procès intenté par un étudiant contre

le Préfet de Police, Manciu, pour coups et blessures. Le Préfet arrive à la séance avec tout son État-Major, plus 25 policiers armés. A peine les débats ont-ils commencé que Manciu, avec son groupe de policiers, en présence du juge, se précipite sur Corneliu Codreanu et sur les personnes appelées à déposer comme témoins. Corneliu Codreanu, devant le nombre des attaquants et les intentions agressives de Manciu, se considère en état de légitime défense. Il sort son revolver et tire. Manciu tombe, frappé mortellement, deux commissaires sont grièvement blessés; les autres policiers disparaissent.

La nouvelle de la mort de Manciu se répand comme une traînée de poudre dans toute la ville. La population respire, soulagée. Une lourde angoisse semble s'être dissipée. Le tortionnaire a reçu la punition qu'il méritait. Les étudiants quittent leurs Foyers, gagnent les rues de la ville et expriment leur joie par des chansons patriotiques.

10) LE PROCÈS

Un mandat d'arrêt est lancé contre Corneliu Codreanu, qui est enfermé dans la prison de GALATA, près de Iassy, où il est soumis à un traitement de destruction physique. On le met dans une cellule sans chauffage avec, comme lit, une simple planche de bois. L'hiver est arrivé et le cachot est tellement humide que l'eau ruisselle sur les murs. On ne lui donne rien pour se couvrir et il souffre terriblement du froid. Pour nourriture, il reçoit un pain noir par jour. C'est ainsi qu'il vit pendant 13 jours.

Le Gouvernement voulait à tout prix obtenir la condamnation de Corneliu Codreanu. Cependant, l'atmosphère de Iassy ne lui semblant pas suffisamment favorable, le Ministère de Justice ordonne le transfert de l'accusé dans la ville de Focsani. Comme le procès devait passer à la Cour Criminelle, il était de la plus grande importance que le milieu social d'où devait provenir les jurés ne fût pas contaminé par le courant nationaliste. Focsani était considéré comme une citadelle du Parti Libéral. Or, à la grande déception du Gouvernement, dès que Corneliu Codreanu est amené dans cette ville, un changement radical se manifeste dans les opinions. La citadelle libérale se transforme en citadelle nationaliste. La population entière, indépendamment de toute couleur politique, va acclamer le héros de la jeunesse. Les meilleures familles de la ville s'inquiètent de son sort et leurs enfants s'inscrivent parmi ses défenseurs.

Le procès est fixé au 14 Mars 1925. L'accusé a déjà été amené dans la salle et les jurés ont déjà été tirés au sort, lorsqu'on annonce l'ajournement du procès à la suite d'un ordre venu de Bucarest. La foule qui a afflué à Focsani pour assister au procès — de Iassy seulement sont arrivés 300

personnes — manifeste bruyamment avec la population locale pour protester contre cet ajournement et flétrir la procédure abusive du Gouvernement.

Celui-ci a été informé par les autorités locales qu'on ne peut pas compter sur les jurés de l'endroit et que l'acquittement de Codreanu est certain. Il fallait trouver d'urgence une autre ville où il n'y ait pas de population juive dominante, car l'existence de l'élément juif déclanchait automatiquement la réaction nationaliste des Roumains.

Le Ministre de Justice ordonne le transfert du procès à Turnu Severin, ville d'Olténie, dans une région purement roumaine qui semble correspondre pleinement aux voeux cachés du Gouvernement. Elle compte très peu de Juifs et les agitations antisémites y sont inconnues. Les autorités locales ont garanti au Gouvernement que Corneliu Codreanu y sera condamné.

Cependant, les calculs du Gouvernement se révèlent tout aussi faux que la première fois. La mort de Manciu a pris les proportions d'un événement national. Le courant de sympathie pour Corneliu Codreanu s'est répandu dans tout le pays et le résultat du jugement a été partout le même: l'ACQUITTEMENT. Plus le Gouvernement s'acharne à peser sur le déroulement du procès, plus augmente l'indignation populaire.

A Turnu Severin, les journées du procès sont des journées de fête. La prison où se trouve Codreanu est devenue un lieu de pèlerinage. L'accusé est entouré de la chaude affection de la population. Des milliers de personnes sont accourues de tous les points du pays pour lui manifester leur sympathie. Les autorités locales, non seulement ne sont pas capables de tenir leurs engagements envers le Gouvernement, mais se voient entraînées par l'enthousiasme général.

Le procès a lieu le 20 Mai 1925. Le Président du Tribunal avait reçu 19.300 demandes d'inscription pour la défense du jeune nationaliste. Dans la salle personne n'écoute la lecture de l'acte d'accusation; tous les débats semblent une simple formalité. Les témoins de l'accusation, les Commissaires de Iassy qui ont torturé les étudiants, ont peine à se glisser à travers la foule irritée.

Lorsque le verdict d'acquittement est lu, un enthousiasme indescriptible s'empare de la multitude. Tous les yeux se tournent vers le jeune homme, calme et fier dans le box des accusés. Il est porté en triomphe dans les rues de la ville.

De Turnu Severin, Corneliu Codreanu, avec ses défenseurs et les étudiants venus au procès, part par un train spécial vers Iassy. Le long du chemin, des milliers d'hommes se massent dans les gares pour les saluer. A Bucarest, à la Gare du Nord, 50.000 personnes attendent l'arrivée du train. Une impulsion mystérieuse a mené les foules vers la gare ce jour-là, comme l'affirme Corneliu Codreanu:

"Venez à la gare, parce que parmi les trains qui passent, il en est un qui roule aujourd'hui sur la voie du destin roumain. Les autres trains circulent pour les intérêts des voyageurs, celui-ci va sur la ligne de la nation, pour la nation." [9]

11) TRIOMPHE ET EFFONDREMENT DE LA LIGUE

Le courant provoqué dans le pays par le procès est immense. Il se répercute favorablement sur l'organisation politique dont le héros fait partie: LA LIGUE DE LA DÉFENSE NATIONALE CHRÉTIENNE.

Malheureusement, le professeur Cuza, Président de la L.A.N.C., ne sait pas tirer parti de ce moment politique unique; il laisse s'éteindre l'enthousiasme populaire. Corneliu Codreanu, lui, insiste pour qu'on se lance immédiatement dans une campagne pour canaliser ce courant, en créant des organisations là où elles manquent, en consolidant celles qui existent déjà.

De cette différence de points de vue naissent les premiers malentendus entre le professeur Cuza et Corneliu Codreanu. Le Président de la Ligue est persuadé que le parti va vaincre sans mal, porté au pouvoir par l'élan irrésistible des masses, tandis que Codreanu, plus conscient des déficiences humaines, met l'accent sur la nécessité de s'organiser. Pour ne pas aggraver davantage les divergences entre le professeur Cuza et lui au sujet de l'organisation de la Ligue et, d'un autre côté, sentant le besoin de parachever ses études, Corneliu Codreanu décide de partir pour l'étranger, choisissant cette fois la France. A l'automne de 1925, il quitte le pays et s'établit à Grenoble, où il suit des cours d'Économie Politique en vue du Doctorat.

En Mars 1926, le général AVERESCO arrive au pouvoir. En Mai de la même année, on annonce de nouvelles élections et la L.A.N.C. se présente pour la première fois. Sur l'insistance de quelques notables de la Ligue, le professeur Cuza accepte que Corneliu Codreanu soit candidat à Focsani. Codreanu interrompt ses études et revient dans le pays pour participer à la campagne électorale.

Dans le Département de Putna (capitale Focsani), on l'empêche systématiquement de prendre contact avec la population. L'"*état de siège*" a été décrété et pour y aller en tournée de propagande, il faut obtenir un sauf-conduit. Bien que Codreanu ait ce billet en poche, bien qu'il soit candidat, les gendarmes veulent l'empêcher de sortir de la ville. Il refuse de se soumettre à cet ordre illégal et passe outre. Les gendarmes tirent, la voiture passe avec deux balles dans la carrosserie. Par miracle, Codreanu et ses compagnons ne sont pas atteints.

---

9. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, page 234.

Corneliu Codreanu et sa femme,
Elena Codreanu
Le jour de leur mariage.

A la suite de cet incident, Codreanu se rend à Bucarest pour se plaindre au Ministre de l'Intérieur, Octavian GOGA, de qui émanait vraisemblablement l'ordre de l'arrêter. Après une discussion avec Goga, il obtient l'autorisation de faire librement sa campagne électorale; mais il ne reste plus deux jours jusqu'aux élections; en outre, dans chaque village, il n'est autorisé à parler qu'UNE MINUTE.

Le jour des élections, les délégués de la Ligue sont malmenés et on les empêche de rejoindre les bureaux de vote. Des villages entiers sont mis dans l'impossibilité de voter. Le résultat était prévu d'avance: Corneliu Codreanu n'est pas élu, bien que jouissant d'une énorme popularité dans ce Département.

Toutefois, le jeune candidat est satisfait des résultats obtenus. La Ligue a remporté un assez beau succès, malgré tous le abus du Gouvernement: dans tout le pays elle a obtenu 120.000 voix et conquis dix sièges dans la Chambre. Le professeur Cuza, avec un excellent groupe de personnalités, entre au Parlement. La Ligue voit s'ouvrir devant elle la perspective de devenir en quelques années la principale force politique du pays, si ce premier noyau peut remporter victorieusement l'épreuve de l'action et donner des assurances de sa fidélité au crédo nationaliste. Tous les regards et tous les espoirs de la nation sont fixés sur *le groupe des dix députés de la Ligue*. De leur énergie, de leur courage et de leur dévouement dépend le sort du nationalisme roumain.

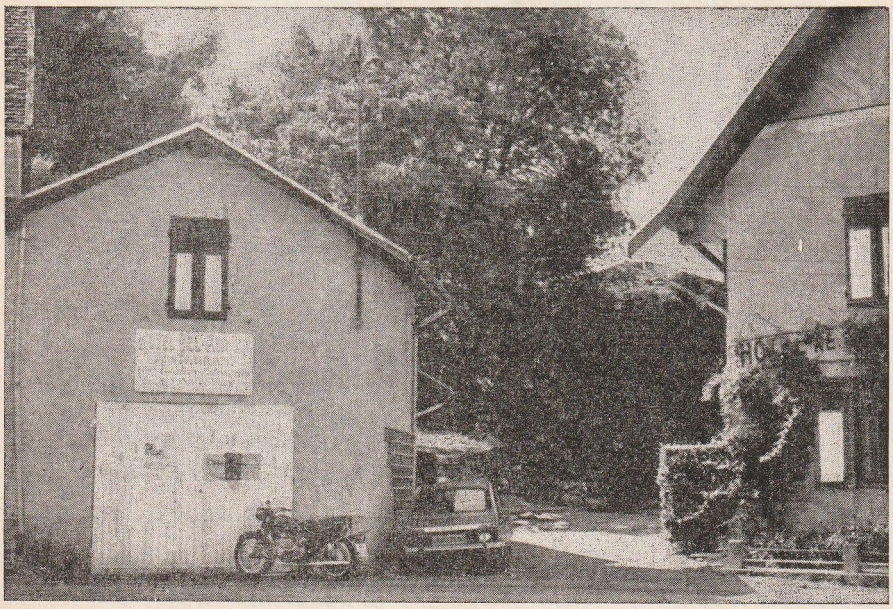
Corneliu Codreanu repart à Grenoble pour poursuivre ses études. Au début de Mai 1927, une nouvelle consternante lui parvient du pays: la Ligue de la Défense Nationale Chrétienne s'est scindée en deux. Des lettres désespérées — de Ion Mota entre autres — le conjurent de revenir en Roumanie pour essayer de sauver la LIGUE.

Bouleversé par ce triste événement, il prie les professeurs de lui permettre d'avancer la date de ses examens et, après les avoir passés, il rentre dans son pays.

La situation qu'il trouve est bien plus grave qu'il ne l'imaginait. Le professeur Cuza avait exclu de la Ligue la majorité des notables, dont huit députés sur les dix qu'elle comptait. A la grande satisfaction des autres partis politiques, la Ligue, cette organisation sur laquelle le peuple roumain avait fondé tant d'espoirs, s'était effondrée, minée par les disputes internes. Le grand mouvement nationaliste, fruit de tant de luttes et de sacrifices, qui, d'après l'élan du début, devait en quelques années conquérir le pouvoir, était réduit à néant, brisé et impuissant.

Le principal responsable de cet état de choses n'était autre que le Président lui-même, le professeur Cuza. Celui-ci n'avait pas l'envergure d'un chef; ce n'était ni un organisateur, ni un animateur. C'était un homme de scieve et un doctrinaire. Exceptionnellement qualifié dans la sphère

Corneliu Codreanu, sa femme et la famille Belmain de Pinet d'Uriage (Grenoble).



La maison de Pinet d'Uriage où ont habité Corneliu Codreanu et sa femme, pendant ses études à l'Université de Grenoble.

de la théorie, il était impuissant et maladroit lorsqu'il descendait dans le domaine de la réalité. Corneliu Codreanu reconnaît en toute loyauté qu'une partie de la culpabilité pour ce revers retombe sur lui aussi et sur tout le groupe de jeunes gens qui avaient poussé et forcé le professeur à accepter une situation pour laquelle il n'était pas fait.

Après une tentative désespérée pour regrouper la Ligue, tentative qui n'a pour résultat que de confirmer l'impossibilité de la réconciliation, Codreanu se décide à ne suivre ni l'une ni l'autre des deux factions. Devant ce désastre, il va s'efforcer d'opposer aux adversaires *une nouvelle ligne de réssistance,* formée par le front unique de la jeunesse nationaliste. Le mouvement universitaire devait être mis à l'abri des conséquences désagrégantes de la rupture produite au sein du groupe des "*vieux*". Avec cette jeunesse intacte, il fallait commencer quelque chose de neuf.

12) LES POLITICIENS

Corneliu Codreanu avait commencé sa lutte sur une base anticommuniste, pour se lancer ensuite dans le mouvement étudiant en faveur du "*numerus clausus*" dans les Universités. Avec l'organisation de la Ligue, il adopte le programme antisémite du professeur Cuza. La propagande développée par la Ligue soutenait que le "JUIF" était la cause de tous les maux dont souffrait le peuple roumain et qu'une fois le "*problème juif*" résolu par un Parlement où la Ligue aurait la majorité, automatiquement le sort des masses roumaines serait amélioré.

La minorité juive représentait incontestablement un facteur puissant contre le développement du peuple roumain, tant par sa main-mise sur les richesses du pays que par ses tendances politiques pro-communistes. Mais affirmer, comme le soutenait le professeur Cuza, que le Juif était l'unique responsable des perturbations de la vie économique, sociale et politique du pays, était une exagération. Si le Juif était arrivé à une position économique préeminente, s'il avait réduit le Roumain à l'esclavage, s'il exerçait une influence néfaste dans la politique, l'art, la littérature, la presse, l'administration et dans toutes les institutions de l'État, cela était dû avant tout à la corruption qui ravageait la classe dirigeante roumaine.

Si cette classe dirigeante avait été consciente, le Juif n'aurait pas pu se livrer à ses activités nocives et aurait été contraint justement à cause de la résistance générale — de devenir un facteur constructif dans la société, ou de se chercher une autre patrie.

En définitive, à une population établie dans un pays depuis quelques décennies et qui, dans toute sa longue histoire de diaspore, n'a jamais connu le travail directement productif et s'est contentée de spéculer sur les biens produits par d'autres, à une population qui n'a jamais manifesté d'attache-

ment ou de sentiments de reconnaissance envers le peuple qui l'a accueillie, on ne peut demander à un tel groupe de changer ses moeurs du jour au lendemain et de collaborer loyalement avec le peuple qui l'accueille! C'était aux hommes politiques roumains, aux partis, aux dirigeants de l'État, à tous les gouvernements successifs qu'il appartenait de faire preuve de loyauté. C'étaient eux qui avaient pour mission de veiller à ce que le peuple roumain ne devienne pas la victime des instincts de rapine de la minorité judaïque. C'étaient eux qui devaient veiller à ce que les énergies nationales se développent en toute liberté et dans des conditions de capacité compétitive avec le Juif et tous les autres étrangers du pays.

Dans ce cas, il n'était même pas besoin d'une politique antisémite proprement dite. La dignité des hommes politiques était suffisante. Par des lois équilibrées et par leur sévère application, par une bonne administration et une politique économique saine qui aurait eu comme objectif principal l'émancipation des masses populaires, spécialement de la paysannerie, le danger juif aurait été considérablement réduit et les agitations de l'après-guerre ne se seraient jamais produites.

Au terme de ces neuf ans de luttes et de souffrances, Corneliu Codreanu découvre qu'il existe un mal aussi grand que le "*communisme*" et le "*problème juif*", un mal qui ronge la vitalité du peuple: le fléau de la politique sale (le "politicianisme").

Par ce terme, Codreanu comprend l'esprit, la mentalité, l'éducation soutenus dans les partis politiques et inculqués aux éléments appelés à former la couche dirigeante du pays. Futurs députés, sénateurs, hauts fonctionnaires, ministres, loin d'être formés dans le sens de l'éducation de la volonté et du patriotisme, loin de prendre conscience de leurs devoirs envers le peuple et envers l'État, étaient accoutumés à penser uniquement à leurs intérêts personnels ou à ceux du groupe auquel ils appartenaient, à détester le caractère comme une entrave à une carrière politique, à user de n'importe quel expédient pour se frayer un chemin dans la vie publique; puis, une fois au pouvoir, il leur restait à s'enrichir en s'associant avec tous leurs semblables dans l'oeuvre de pillage du budget de l'État et des richesses du pays. Dans les partis politiques traditionnels, on enseignait aux nouvelles générations la lâcheté, la trahison, le parjure, l'immoralité.

Pour Corneliu Codreanu, à cette époque-là, le "*politicianisme*" présentait un danger infiniment plus grave que le communisme, que l'accaparement des richesses par les Juifs, que toutes les souffrances du peuple prises ensemble, car il minait l'essence morale de la nation, affaiblissait sa capacité de réaction devant ce péril, anéantissait les possibilités de régénération mêmes du pays. Il disait à ce sujet:

"Le plus grand danger pour la nation réside dans le fait que s'est déformée, que s'est défigurée notre structure raciale daco-romaine, donnant naissance à ce type d'homme, créant cette ruine humaine, cette caricature morale: *le politicien*, qui n'a plus rien de la noblesse de notre race, qui nous déshonore et nous détruit." [10]

Le politicien était présent dans tous les partis. Tous, sans exception étaient corrompus jusqu'à la moelle. Aucune réforme salutaire ne pouvait être réalisée au profit du peuple roumain, tant que ce personnage pernicieux gouvernait les destinées du pays, et le Mouvement nationaliste ne pouvait vaincre qu'en renversant définitivement sa domination. Dans les combats soutenus jusque là, Codreanu s'était heurté constamment à cet ennemi, qui défendait avec acharnement et cruauté ses privilèges, *en s'associant aux Juifs dans l'exploitation du peuple.*

C'est le politicien qui s'est opposé aux justes revendications du mouvement étudiant, qui a poussé la police à brutaliser la jeunesse; c'est lui aussi qui a encouragé et couvert les abus de Manciu, lui qui a jeté la classe ouvrière dans la misère en l'abandonnant aux agitateurs communistes; enfin, lui toujours, qui, faussant toute la vie politique, a transformé la démocratie en une vulgaire et tragique farce. Corneliu Codreanu a fait en plus une triste expérience politique pendant les élections de 1926. Voici ce qu'il dit sur la manière dont le Gouvernement respectait les principes constitutionnels:

"Hélas! Justice et légalité dans ce pays?!... On m'accorde le droit de vote; on m'invite à voter; si je ne viens pas, on m'inflige une amende; si je viens, on me malmène. Les politiciens roumains, qu'ils soient libéraux, partisans d'Avéresco, ou nationaux-paysans, ne sont qu'une bande de tyrans qui, sous le couvert de la "légalité", de la "liberté", des "droits de l'homme", foulent le pays aux pieds, avec toutes ses lois, avec toutes ses libertés et avec tous ses droits. Ainsi, pour l'avenir, quelle voie nous reste-t-il à prendre?"

. . . . . .

"Comment pourrons-nous vaincre si tous les gouvernements réalisent de pareilles élections, en employant la corruption, la perfidie et la force brute contre la volonté populaire?" [11]

---

10. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, page 285.
11. Corneliu Zelea Codreanu: *op. cit.*, pages 254-255.

PĂMÂNTUL STRĂMOȘESC

ORGAN AL LEGIUNII „ARHANGHELUL MIHAIL"
PENTRU APĂRAREA PĂMÂNTULUI STRĂMOȘESC

Anul I. *Nr. 8*

„Din zei de-am fi scoborîtori,
C'o moarte tot suntem datori,
Tot una e dac'ai murit
Flăcău ori moș îngârbovit,
Dar nu-i ţot una leu să mori
Ori câne 'nlănţuit!"

Decebal către Popor.
(Gh. Coșbuc).

„Spre inimile cele necurate care vin întru preacurata casă a lui Dumnezeu, — fără milă întind sabia mea"!

(Cuvinte ce se află pe icoana Sf. Arhang. Mihail din Biserica ÎncoronăriI dela Alba-Iulia).

Icoana orașelor din România: Partea neagră din ele arată în ce proporţie sunt copleșite de Jidani.

IAȘI, 1927.

— Un număr 6 Lei. —

Couverture de la revue "Pământul Strămosesc" (La Terre des Ancêtres). Première publication de la Légion — 1927.

II. FONDATION DU MOUVEMENT LEGIONNAIRE

Dans l'histoire d'une nation, tout mouvement révolutionnaire, tout événement qui change sa vie jusque dans ses fondements, est le produit de deux facteurs: *un complexe de circonstances* qui prépare son apparition, et *l'homme* qui en dégage la trame, le projetant dans le monde sous la forme d'un nouvel idéal politique et spirituel.

Dans le cas de la révolution légionnaire, la synthèse de ces deux facteurs apparaît dans une clarté lumineuse. Après la réalisation de l'unité nationale, le peuple roumain était à la recherche d'une formule nouvelle d'interprétation de son destin. Toutes les manifestations politiques et culturelles d'après-guerre exprimaient la même inquiétude, la même aspiration vers une nouvelle conception de vie.

Corneliu Codreanu fit son apparition au moment le plus propice de l'histoire roumaine pour accomplir sa mission, c'est-à-dire au moment même où soufflait sur l'esprit roumain le vent des grandes transformations. Dix ans plus tôt, son appel n'aurait pas eu le même retentissement dans la communauté nationale. D'autre part, il faut reconnaître que sans l'emprise de sa personnalité exceptionnelle, le Mouvement ne se serait pas non plus réalisé dans son style spécifique. D'après toutes les probabilités, sans l'intervention providentielle de Corneliu Codreanu, le mouvement nationaliste déjà existant sous une forme assez confuse, ne serait pas sorti de la phase d'infantilisme politique, ou, dans le meilleur des cas, il ne se serait pas élevé au-dessus des niveaux d'expression des anciens partis, dont nous avons eu un exemple avec la "Ligue" de Cuza.

1) L'HOMME

Ce qui impressionnait le plus, dès le premier contact avec Corneliu Codreanu, était sa prestance physique. Personne n'aurait pu passer auprès de lui sans le remarquer, sans se sentir attiré par son aspect et sans se demander qui il était. Sa simple apparition en public provoquait la curiosité. Ce jeune homme semblait un dieu descendu parmi les mortels.

De haute taille, il avait une tête de plus que la moyenne des Roumains, sans être cependant un géant capable de gêner les autres. Le processus de sa croissance s'était arrêté exactement là où il fallait pour le doter d'un air naturel de domination. Bien découplé, mince et souple, il n'était que muscles, vibration et élégance.

Si l'on examinait les détails de son visage aux traits parfaits, l'admiration augmentait. Aucune fausse note ne troublait l'harmonie de l'ensemble. Son visage était ovale, et son teint pâle; un front droit, aux arcades légèrement proéminentes; des cheveux châtains abondants, à la ligne de croissance parfaitement marquée; des sourcils de même couleur nettement arqués. Entre les yeux, deux plis parallèles indiquaient sa force de concentration intérieure. Ses yeux étaient grands et verts, d'un vert limpide, chaud et apaisant; le nez droit, régulier; la bouche admirablement dessinée.

Une voix de baryton, mélodieuse et profonde; des mains longues, fines, qui auraient fait envie à n'importe quel pianiste; un port impérial.

Si l'on voulait l'apprécier d'après les canons artistiques de notre civilisation, on pourrait dire qu'il était une synthèse entre la beauté du type nordique et l'idéal de beauté de la Grèce antique. Même les frères J. J. Tharaud, dans leur livre *"L'envoyé de l'Archange"*, livre d'ailleurs sans aucune bienveillance pour le Capitaine, avaient remarqué "ses traits d'une beauté antique".

En le regardant, on se sentait conquis, envoûté. Son visage exerçait une fascination irrésistible. Il était *"un manifeste vivant"*, comme avaient l'habitude de dire les légionnaires.

C'était le chef par excellence, celui qui s'impose de lui-même, en toute société, en toute circonstance. En sa présence, tous les autres passaient au second plan, et c'était toujours lui seul qui restait l'unique objet de l'intérêt général.

Il y a sans doute en ce monde une foule d'individus d'aspect avantageux, mais qui sont vides à l'intérieur, qui ne sentent aucune aspiration morale ou spirituelle à côté des dons physiques que la nature leur a prodigués... Chez Corneliu Codreanu, à ce physique magnifique, correspondait une exceptionnelle plénitude intérieure. Les exclamations d'admiration des gens le laissaient indifférent. Les louanges le mettaient en colère. Il n'avait que la fierté du combattant, et l'ambition des grands réformateurs.

Le bon sens du Capitaine était proverbial. Dans ses relations humaines, il était d'une raré modestie et d'un tact parfait. Il était incapable de faire une injustice à qui que se soit, de faire le moindre mal consciemment. De cette structure spirituelle, dérive d'ailleurs un de ses grands enseignements: Se comporter correctement et élegamment, même avec ses propres adversaires; employer seulement des armes loyales dans son combat. Une victoire gagnée au prix d'une infamie se trouve viciée à sa base et ne peut pas durer.

Pourtant, lorsque les circonstances le demandaient, cette même âme pleine de douceur bouillonnait d'une énergie volcanique. Ses gestes, d'habitude calmes et mesurés, coupaient l'air comme une lame d'acier. Ses traits tranquilles se durcissaient et ses yeux lançaient des éclairs.

La caractéristique de son âme était la bonté. Si l'on veut pénétrer jusqu'au motif initial qui a déterminé Corneliu Codreanu à se jeter dans une lutte tellement difficile et presque désespérée, la réponse la plus juste est qu'il l'a fait par pitié pour les souffrances du peuple. Son coeur saignait par mille blessures en voyant la misère dans laquelle se débattaient les paysans et les ouvriers roumains. Son amour pour son peuple n'avait pas de limites! Il était sensible à toute souffrance affligeant les masses travailleuses. Il avait un culte pour les humbles et attachait une attention infinie à leurs aspirations et à leurs espoirs. La moindre plainte, la moindre requête, étaient examinées avec le même sérieux qu'il apportait aux graves problèmes politiques.

C'est de son grand amour pour le peuple qu'est né et qu'a grandi le Mouvement Légionnaire. Dans ses assises, il a mis toute sa force d'affection et de sacrifice. Il a accompagné son peuple avec fierté et dévouement sur la route de ses souffrances millénaires, jusqu'à ce que la main des bourreaux lui ait enlevé la vie. Sa mort a été un crime, non seulement contre la nation roumaine et le Mouvement Légionnaire, mais aussi contre les principes moraux et spirituels de l'humanité, qu'il a su défendre et incarner comme un vrai martyr. L'avenir lui sera sûrement plus reconnaissant que n'a su l'être sa propre époque.

Néanmoins, son sacrifice n'a pas été vain!

De dessous les décombres d'un holocauste qui devait marquer la fin d'un espoir, l'arbre de vie de la doctrine légionnaire bourgeonne sans cesse des idées immortelles du grand Capitaine...

Le rôle décisif du Capitaine dans la formation de la nouvelle conscience roumaine et du Mouvement Légionnaire, en tant qu'expression politique de cette conscience, a été admirablement évoqué par le dr. Ion BANEA. Ce compagnon des premiers temps, l'un des plus aimés de ses condisciples, et qui, comme lui, est mort en martyr, avait caractérisé ainsi son chef:

Le Capitaine!

"Une borne inébranlable, une frontière. Un glaive tendu entre deux mondes. Un monde ancien, qu'il affronte vaillamment, pour le renverser; un monde nouveau, qu'il crée, auquel il donne la vie, qu'il appelle à la lumière.

"Sa figure, dans l'ensemble du mouvement nationaliste, depuis la première guerre, surgit *comme une ligne de feu,* autour de laquelle tournent tous les grands événements. Il en a été l'inspirateur et l'animateur.

"Toujours sur la position la plus avancée du front de combat, plein de foi et de décision, sans jamais hésiter ou éviter une responsabilité.

"Sa vie s'entrelace avec la lutte et le mouvement nationaliste, à tel point qu'il ne reste plus de place pour sa vie privée, tout se confondant dans une continuelle et grandiose action au service des intérêts de la nation.

"Prédestiné au sacrifice, il a mené une existence intense, tourmentée.

"Sa vie a été remplie d'actions et menacée par toutes sortes de dangers. Il s'est haussé à des sommets vertigineux et sombré dans des abîmes, dont, seule, la puissance de Dieu, auquel il croit si fort, a pu le sauver. Bravant la perspective des travaux forcés à vie, il n'a voulu voir que la grandeur de la solidarité de la nation roumaine.

"Les cruels jours de prison ont rongé sa santé, mais il a connu aussi l'exaltation des grands moments, lorsque des dizaines de milliers de jeunes gens l'entouraient et l'admiraient.

"Il a marché en harmonie avec son temps, recevant, le sourir aux lèvres, les sarcasmes et les louanges.

"Appréciant la vaillance, il a dédié toute sa vie au combat. Il s'est donné entièrement au Mouvement, ne demandant rien pour lui.

"Ses ennemis ont désiré sa mort, mais il n'a fait que s'élever toujours plus haut.

"Le Capitaine! Pensée, décision, action, vaillance, vie!" *

Aujourd'hui encore, nous pouvons dire avec Ion BANEA, bien que plus de 30 ans se soient écoulés depuis son assassinat infâme, qu'en dépit de la volonté de ses ennemis de le voir écrasé, Corneliu Codreanu est monté irrésistiblement dans la conscience du peuple roumain, devenant son foyer spirituel de résistance contre l'envahisseur de l'Est.

---

* Ion BANEA: *Rânduri către generatia noastră,* 1.ª édition 1935, rééditée en 1951 dans la Collection d'exil "Omul Nou". (En roumain.)

2) LE CADRE

Nous comprenons sous cette dénomination tous les antécédents historiques, tous les efforts de la nation vers une vie meilleure, qui, même s'ils n'ont pas apporté de résultats positifs, ont pourtant aplani le chemin pour l'apparition du Mouvement Légionnaire.

Le Mouvement n'est pas sorti de la tête d'un seul homme et n'a pas été non plus l'expression d'une agitation superficielle. Il est né des inquiétudes profondes qui ont bouleversé toutes les couches de notre peuple. Après la fin de la première guerre mondiale et la réunion de toutes les régions roumaines en un État unitaire, l'opinion publique cherchait une compensation aux sacrifices subis au front, aspirant à une vie plus juste et meilleure sous tous les aspects. La tendance générale de l'époque était de réclamer aux dirigeants politiques des réformes de structure dans tous les secteurs de la vie nationale.

Nous ferons ci-après une description sommaire de la vie politique roumaine entre les années 1919-1930, afin d'éclairer les causes qui ont déterminé les masses populaires à perdre confiance dans les anciens partis politiques, comme dans ceux créés immédiatement après la guerre, et à placer leurs derniers espoirs dans la jeunesse légionnaire.

La génération des anciens combattants — officiers et soldats qui avaient forgé la Grande Roumanie au prix de tant de sacrifices — est revenue des tranchées, l'âme en révolte contre les anciens cadres politiques. Au cours de cette guerre se sont révélés tous les maux dont souffrait l'État roumain: l'armée avait été envoyée au combat mal armée et mal préparée, l'administration avait fait la preuve de son incapacité, et, à l'arrière du front, s'étaient étalés sans pudeur le favoritisme et l'"affairisme". Les anciens combattants voulaient donc des hommes nouveaux au gouvernement du pays et une rénovation complète, jusqu'aux fondements, de la vie publique. Les anciens partis étaient devenus odieux.

Avant la guerre, deux partis gouvernaient alternativement le pays: le Parti Conservateur et le Parti Libéral. Après la guerre, le Parti Conservateur disparut bientôt, n'ayant pu survivre aux changements provoqués par la guerre dans la structure politique, économique et sociale de la Roumanie. Le Parti Libéral aurait subi le même sort, si une autre force n'était intervenue pour le sauver. Dépourvu de support populaire, ce parti prolongea son existence d'une manière artificielle, grâce uniquement à sa complicité avec la Couronne. Le Roi Ferdinand Ier amenait les libéraux au pouvoir chaque fois que Jean Bratianu, chef de ce parti, le considérait opportun, violant ainsi régulièrement la volonté de la nation.

Quand le Général Al. Averesco, un des chefs militaires qui s'étaient couvert de gloire pendant la guerre, est entré dans la vie politique, et a fondé le Parti du Peuple, la génération des tranchées s'est placée d'emblée

sous son drapeau. Il paraissait être l'homme prédestiné à conduire la nation vers un sort meilleur. Mais le Parti du Peuple, après une brillante victoire électorale, et une période de gouvernement des plus fructueuses, s'est perdu dans les marécages de la politicaille, devenant, en fin de compte, un simple pion éléctoral dans le jeu plus subtil du Parti Libéral.

L'étoile politique du Général Averesco s'éteint lors de son deuxième gouvernement, pendant les années 1926-1927.

Toujours, en tant qu'expression dynamique des nouvelles tendances d'assainissement de la vie publique, surgit, après la 1.ère guerre, mondiale, un autre parti: le Parti Paysan, sous la direction de Jean Mihalache.

Ce parti, à la différence des autres, avait un caractère de classe. Il s'appuyait sur la paysannerie qu'il voulait élever politiquement et économiquement. Non agréé par le Roi Ferdinand — qui repoussait rarement les conseils de Jean Bratianu, chef du Parti Libéral — le Parti Paysan fut artificiellement tenu à l'écart du Pouvoir, malgré toute la popularité dont il jouissait.

Tous ces partis avaient leur origine et leurs bases dans l'Ancien Royaume. Pourtant, le tableau de la vie politique roumaine d'après-guerre doit être complété par l'apport politique non moins enthousiaste, des nouvelles provinces: la Transylvanie, la Bessarabie et la Bucovine, retournées à la mère-patrie.

En Transylvanie, justement, existait le 'Parti National Roumain', sous le drapeau duquel les Roumains de cette région avaient lutté contre la domination hongroise. Sous la direction de Jules Maniu, ce parti commença à s'étendre également dans l'Ancien Royaume, prétendant conquérir à lui seul le Pouvoir. Il n'y est pas parvenu pour les mêmes motifs qui avaient mis en défaut le Parti Paysan. La Couronne, dominée par le Parti Libéral, lui a longtemps barré le chemin.

En 1926, les deux partis frappés d'ostracisme (Parti Paysan et Parti National Roumain) fusionnent pour lutter comme puissance unie contre le traditionnel Parti Libéral, qui avait l'intention de se perpétuer au pouvoir, soit directement soit par personne interposée.

Dans l'atmosphère de l'époque, le peuple roumain attendait Jules Maniu comme un sauveur. Quand, après une opposition de près de deux ans, les Nationaux-Paysans sont enfim arrivés au pouvoir, en 1928, ni le Président, ni le Parti en soi, n'ont correspondu aux espoirs de la nation. Au lieu d'introduire une mentalité d'honnêteté dans les institutions de l'État, les cadres politiques de Transylvanie (qui constituaient l'élite du nouveau parti) se sont adaptés aux moeurs corrompues de la classe dirigente de l'Ancien Royaume, amenant ainsi une nouvelle déception aux masses populaires.

Jusqu'en 1928, année de leur accession au pouvoir, les Nationaux-Paysans avaient constitué une inconnue politique pleine de promesses.

Cependant, après leur désastreux gouvernement de presque trois ans (1928--1930), leur parti perd rapidement sa popularité.

En ce qui concerne les hommes politiques de Bessarabie et de Bucovine, ceux-ci, à de rares exceptions près, se sont répartis entre les formations politiques existantes dans le pays et ont partagé le sort de ces organismes.

Ce que le peuple avait espére, c'est-à-dire la *rénovation de la vie politique* dans l'ensemble du pays, sous l'impulsion des cadres politiques originaires des provinces libérées, s'est évanoui après quelques années seulement de coexistence démagogique sous le toit de la Roumanie unie!...

Le troisième courant de masses qui s'est proposé de modifier la physionomie politique du pays après la guerre, a été *le mouvement nationaliste*. Nous avons longuement parlé des origines de ce mouvement, nous avons aussi montré comment il était arrivé à se transformer en un organisme politique: la *Ligue de la Défense Nationale Chrétienne* (LANC).

Il faut remarquer que le courant nationaliste était devenu si puissant vers 1926, que si la Ligue ne s'était pas scindée en deux, elle aurait pu devenir le parti le plus fort du pays. A cause de ses déficiences structurelles, la Ligue non seulement n'a pas réalisé ce beau rêve de tous les Roumains, mais elle a perdu même la place qu'elle avait atteinte jusqu'olors dans la vie politique. Tandis qu'aux élections de 1926, la Ligue avait conquis dix sièges au Parlement, aux élections de l'année suivante, aucune des deux fractions nationalistes ne réussit à envoyer un seul député au Parlement: Le mouvement nationaliste avait causé aussi une nouvelle déception à la nation.

Après ces trois révolutions manquées, le peuple roumain s'est replié de nouveau dans la résignation et dans l'indifférence, ses anciennes armes de défense devant les vicissitudes de l'histoire. Il supportait la domination des partis comme l'on supporte une calamité de la nature. Mais les grands problèmes nationaux, ceux qui avaient poussé les masses à mettre leur espoir, tour à tour, en la personne du Général Al. Averesco, du professeur Cuza et ensuite de Jules Maniu, n'avaient été résolus par aucun d'entre eux. L'exploitation scandaleuse des masses populaires n'a pas diminué même quand le parti, dit "*des paysans*", sous la direction de Jules Maniu, est arrivé au pouvoir. Ce fut la dernière vague de popularité que les partis de structure traditionnelle ont connue. A cause de leurs défaillances, tous les mythes politiques qui avaient entraîné la génération des tranchées, s'étaient écroulés. A partir de l'année 1930, le terrain est libre pour l'action du Mouvement Légionnaire.

Le Mouvement Légionnaire allait remplir un vide dans la conscience de la nation. C'est vers Corneliu Codreanu que vont se diriger dorénavant les masses populaires, à la recherche de la justice sociale et de la grandeur nationale. Les espoirs refoulés s'éveilleront à une vie nouvelle, quand, à travers les villages et les villes de Roumanie, retentiront les chansons légionnaires.

3) L'ACTE

Le Vendredi 24 juin 1927, Corneliu Codreanu écrit dans un régistre l'Ordre du jour, numéroté n.º 1:

> "Aujourd'hui, Vendredi, 24 juin 1927 (Saint Jean Baptiste), "à dix heures du soir, est fondée la "Légion de l'Archange "Michel", sous ma direction. Que vienne dans ses rangs celui "qui croit de façon illimitée. Que reste en dehors celui qui a des "doutes.
> "Je désigne comme chef de la garde de l'icône, Radu Mironovici."
> Corneliu Zelea Codreanu. [12]

Tel est l'acte de naissance du Mouvement Légionnaire.

Quelques lignes. Un ordre donné sur le champ de bataille, au moment même où les forces nationalistes se dispersent en déroute. Un chef de l'armée assume la responsabilité de la situation, ainsi qu'on le fait en cas de désastre. C'est seulement après avoir écrit cet ordre, qui signifie la création du Mouvement, que Codreanu fait appel à ses camarades de combat, ceux du temps des mouvements étudiants, pour leur lire cet acte et leur demander de décider s'ils peuvent le suivre ou non.

Aucun groupement politique ne s'est créé en Roumanie ou ailleurs avec des moyens aussi simples: *un seul homme prend une décision au nom d'une génération*; les autres ont le choix de le suivre ou de continuer leur vie d'esclaves. Tout le drame humain est contenu dans cette liberté de choisir. Corneliu Codreanu, un grand visionnaire et psychologue, a bien compris l'importance de cet instant de sincérité de l'homme envers lui-même. Même ses amis les plus intimes, ceux avec qui il a partagé tant de souffrances et de prisons, sont invités à se prononcer.

En créant le Mouvement Légionnaire sans aucune consultation préalable des masses populaires ou de ses propres camarades, Corneliu Codreanu a-t-il commis un acte arbitraire? Nullement! Arbitraire signifie que quelqu'un fait quelque chose selon son bon plaisir, sans autre raison que son caprice. Or, Corneliu Codreanu n'avait en vue ni son intérêt personnel, ni la satisfaction d'une quelconque ambition inavouée; il interprétait un destin, il donnait expression à un état d'esprit. Qui aurait pu l'aider dans cette entreprise, dont lui seul comprenait toute la portée politique et sociale, historique et humaine! Il agissait avant tout sous l'impulsion de l'image impérissable de la patrie et de la nation, menacées par la désagrégation morale. Ce n'était pas un nouveau parti que l'on fondait; on forgeait un instrument de régénération et d'affirmation du destin roumain dans le

---

12. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 2.ème édition, 1940, page 275.

monde. Aux ennemis implacables du peuple roumain, il fallait sans retard opposer un nouveau front de combat, au moment où l'ancien front s'écroulait sous leurs instigations et au milieu de leurs applaudissements.

Corneliu Codreanu n'entendait pas dialoguer avec des individus ou des groupes retranchés derrière leurs privilèges ou imbus dangereusement de leurs revendications; il sentait directement l'âme de la nation, dont il voulait interpréter et exécuter les ordres. Lui seul comprit à ce moment de l'histoire les appels déchirants de la patrie humiliée et outragée. C'est dans sa conscience seule que se refleta toute l'horreur de la tragédie du peuple roumain, menacé jusque dans son existence physique.

Corneliu Codreanu, s'adressant aux jeunes gens de sa génération, leur disait: "Voici mon chemin. Je ne l'ai pas choisi moi-même. Il m'a été désigné par une puissance plus haute. Vous, si vous avez le courage, et si l'esprit de sacrifice pour une cause supérieure n'est pas éteint en vous, suivez-moi sur ce chemin difficile, où, à chaque tournant, un danger vous guette. Si les joies de la vie vous sont plus chères, alors ne vous jetez pas dans cette lutte, qui demande à l'individu de rompre avec tous les plaisirs humains."

4) LE CAPITAINE

Lorsque les légionnaires s'adressaient à leur chef ou lui écrivaient ils employaient l'expression *"Capitaine"*, sauf les camarades plus âgés, avec lesquels il avait partagé ses premiers combats et ses premières prisons, qui l'appelaient tout simplement: *Corneliu.*

Le titre de *"Capitaine"* est surgi très tôt dans les relations entre les légionnaires et leur chef, dès le début du mouvement. Ce n'est pas Corneliu Codreanu qui l'a choisi. Le nom est apparu spontanément sur les lèvres des légionnaires, et il est resté comme un élan naturel de respect envers le fondateur de la Légion.

Cette dénomination n'a aucun rapport avec le grade correspondant de la hiérarchie militaire moderne. Chez les Roumains, le *"capitan"* est une notion qu'on rencontre très souvent dans l'histoire de la nation. Avant Corneliu Codreanu, il y a eu d'autres figures historiques honorées par leurs contemporains du titre de "capitani". Il y a eu ainsi les célèbres *"capitani de oaste"* (capitaines d'armée) des princes roumains — comme le fameux BABA NOVAC du prince Michel le Brave —, commandants d'importantes unités dans le cadre des forces militaires des Principautés.

Au XVIII.e siècle sont apparus les non moins célèbres *"capitani de haiduci"*, chefs des révoltés roumains contre la domination phanariote. Ils vivaient cachés dans les montagnes et dans les forêts, d'où ils attaquaient les représentants du gouvernement qui opprimait le peuple.

Cependant, les vrais "*capitani*" du peuple roumain, auxquels les légionnaires assimilaient Corneliu Codreanu, ont été les grandes figures révolutionnaires des XVIII.e et XIX.e siècles: HORIA, Tudor VLADIMIRESCO et Avram IANCO. Ceux-ci n'étaient pas les commandants de quelques formations militares plus ou moins importantes ou de groupes de patriotes constitués de quelques dizaines de combattants. Ces "*capitani*" ont rassemblé autour d'eux l'ensemble des Roumains de la province ou de la région d'où ils provenaient. Sous leur commandement, des dizaines de milliers d'hommes se sont réunis et leur influence s'est exercée sur une grande partie du pays.

Des "*capitaines*" au sens révolutionnaire ont surgi au cours de notre histoire chaque fois que les dirigeants légitimes — princes, voïvodes ou boïards — ont cessé d'être les défenseurs du peuple, soit parce qu'ils se sont fait tuer dans des guerres, soit parce qu'ils se sont détachés de la nation en pactisant avec l'ennemi pour garder leurs privilèges de classe.

Dans ces moments-là, quand il n'y avait plus personne de la classe dirigeante pour le défendre de l'oppression étrangère, le peuple prenait sa destinée entre ses propres mains. De son sein jaillissait une impulsion nouvelle qui n'avait plus rien à voir avec la classe déchue. Alors, venaient les "*capitani*", des hommes vaillants sortis du peuple, décidés à le défendre jusqu'à la mort contre les abus qui l'écrasaient.

Ces capitaines, instruits ou non, étaient des paysans ou des fils de paysans. Ils sont apparus toujours aux moments de désespoir pour le peuple roumain, quand la souffrance imposée par la domination étrangère était devenue intolérable. Prêts à se sacrifier, pour ouvrir une nouvelle route dans l'histoire de la nation, les "*capitani*" étaient des figures redoutables, de véritables forces de la nature, capables de soulever d'un mot ou d'un geste les masses affligées. Jamais anarchiques ou anarchisants, ils poursuivaient des buts politiques précis. Ils n'étaient pas partisans de la violence, mais lorsqu'ils constataient que c'était l'unique voie pour combattre les injustices, ils n'hésitaient pas à la prendre.

Les capitaines ont tous eu un sort tragique! Leur témérité à se mettre à la tête des masses populaires a provoqué la coalition des forces de la réaction, des dominateurs privilégiés et cruels, et ils ont fini par tomber. Les capitaines indomptables sont morts pour leur mission, mais leurs pensées et leurs actes ont été définitivement incorporés à l'histoire de notre nation et ont donné des résultats plus tard inspirés par leurs aspirations et leurs exemples.

En Roumanie, entre les deux guerres mondiales, malgré une apparence de solidité et de bien-être, se sont reproduits les phénomènes politiques et sociaux qui avaient affligé jadis les masses populaires et les avaient poussées à chercher le salut dans les figures mythiques des "*capitaines*".

La couche dirigeante, groupée en partis, s'était éloignée complètement du peuple, en s'alliant avec les profiteurs étrangers.

En cette période sombre pour la nation a jailli, de ses profondeurs, Corneliu Codreanu. Comme les capitaines du passé, il a appelé le peuple au combat pour qu'ensemble, ils éliminent les pillards étrangers, concentrés dans les partis, et ouvrent la voie d'une vie meilleure. Corneliu Codreanu parent proche de tous ces grands prédécesseurs qui ont su frayer des voies nouvelles à l'histoire nationale, a été reconnu comme tel et a reçu le nom de "CAPITAINE", d'abord de la part des légionnaires, puis de tout le pays, lorsque la nation a mis sa confiance et son espoir dans la pensée et l'action du jeune combattant.

5) "LE PROGRAMME"

Examinant l'acte de fondation du Mouvement Légionnaire, nous sommes surpris de constater qu'il ne contient aucun programme, même pas sous une forme rudimentaire. Omission troublante pour celui qui connaît la précision de pensée de Corneliu Codreanu et son culte pour le détail. En réalité, c'est volontairement et consciemment qu'il a refusé de se conformer au rituel de constitution des partis qui, d'habitude, annoncent leur apparition par un programme. Dans sa conception, le mouvement ne pouvait pas être défini par un simple programme. La Légion était une organisation politique au substratum spirituel. Elle jaillissait des profondeurs de la nation, représentant sa ligne historique.

Un programme est une question de moment et d'opportunité. Il est trop étroit et à la fois trop lié à l'accidentel, pour pouvoir exprimer les finalités nationales. Il ne peut pas refermer en lui-même l'"*éthos*" d'une nation. Les grandes aspirations et directives nationales ne peuvent s'extérioriser par une simple liste d'objectifs matériels offerts aux masses populaires. La fonction éducative-spirituelle qu'il avait réservée au Mouvement, l'a empêché de se présenter devant le public, un programme à la main. *N'importe qui peut élaborer un programme, mais il était le seul à pouvoir créer un mouvement.* Et ce mouvement, dès sa naissance, possédait quelque chose de plus qu'un programme: *il possédait une doctrine* — synthèse socio-spirituelle du nationalisme roumain.

Le Mouvement Légionnaire avait un caractère distinct de tous les autres groupements politiques existants. Il ne représentait pas des intérêts de groupe ou de classe. Il embrassait et exprimait les intérêts et les aspirations de la totalité nationale. Corneliu Codreanu considérait le Mouvement comme un *instrument d'expression du destin national.* Chaque peuple a sa manière de vivre, et une modalité particulière de se manifester dans l'histoire et dans la culture. Codreanu possédait justement la vision globale du destin roumain dans le monde, ce *"sentido de la patria"*, ainsi que les Espagnols désignent la relation entre l'individu et les facteurs permanents d'une nation.

Une conception du monde et de la vie, jaillissant du laboratoire spirituel d'une nation, ne peut être renfermée dans le cadre rigide d'un programme. Ses limites sont trop étroites pour qu'il puisse exprimer toute la richesse intérieure d'une nation. Entre les programmes des divers partis roumains, il n'y avait que des *distinctions de nuances*. Entre le nouveau Mouvement et tous les partis ensemble, existait une *différence d'essence*. Corneliu Codreanu a lancé une doctrine, dans laquelle se trouvent réunies toutes les données fondamentales de l'âme roumaine.

Certains éléments de base pour un programme d'action politique ne manquaient pas toutefois dans la structure de l'acte même de fondation. C'étaient, comme il l'a dit plus tard, "ma vie de lutte et celle de mes camarades de prison" [13]. Car, à la date où il a établi les fondements du mouvement, Corneliu Codreanu n'était pas un inconnu; il n'apparaissait pas pour la première fois sur la scène politique et dans la vie publique de la Roumanie. Ses luttes, ses procès, dont il sortait toujours vainqueur, lui avaient déjà créé une renommée légendaire. C'est pourquoi, sa présence à la tête du mouvement était suffisante pour éveiller un fort écho dans l'opinion publique. Son passé était déjà tout un programme et son action présente représentait plus qu'un programme: il donnait un sens affirmatif à l'énergie nationale.

Ainsi, quand, en 1918-19, le pays se trouva directement menacé par l'anarchie communiste, le jeune Codreanu s'opposa à cette menace, l'empêchant de se réaliser, justement dans la région la plus exposée du pays. Quelques années plus tard, quand eut lieu la prise de conscience de la jeunesse devant l'invasion juive dans les écoles et les Universités, il se trouva de nouveau à la tête de cette action, transformant un mouvement purement universitaire en un mouvement national. Quand, finalement, il découvrit que le communisme et le péril juif ne sont que des épiphénomènes, c'est-à-dire qu'ils devaient leur existence au désordre qui régnait dans la vie publique, il commença sans tarder le combat aussi contre ce mal, voulant éliminer de l'État et de la société *la corruption des politiciens*.

Ces attitudes: anticommunisme, antisémitisme, "antipoliticianisme", peuvent être considérées sans doute comme des parties d'un programme. Mais elles ne représentent qu'un programme négatif. Elles indiquent les dangers qui doivent être combattus et écartés de la vie d'un peuple si on veut garder intactes l'essence et l'existence d'une nation. Leur application était néanmoins nécessaire, car c'était seulement en éliminant ou en atténuant ces dangers, que l'on pouvait espérer dégager les voies qui mèneraient au rétablissement spirituel et social de la nation. Une nation assiégée par des ennemis sournois et trahie par ceux mêmes qui avaient mission de la

13. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 276.

défendre (la classe dirigeante), ne peut pas se consacrer à une oeuvre constructive.

Ce programme initial allait être complété par des mots d'ordre constructifs, inspirés d'une nouvelle vision de l'État et de l'histoire. Ces préliminaires de la lutte nationaliste seront d'ailleurs rapidement dépassés. Corneliu Codreanu lance une formule créatrice et dynamique: *"l'homme nouveau"*, à l'aide de laquelle il espérait résoudre tous les problèmes politiques, économiques et sociaux qui se posaient à la Roumanie de l'après-guerre.

6) "L'HOMME NOUVEAU"

Créer un mouvement, affirmait Corneliu Codreanu, signifie, en premier lieu, donner naissance à *un état d'esprit* parmi le peuple. Croire que, si l'on élabore un "programme" et un "statut", on a créé un mouvement, c'est comme si l'on s'imaginait que, en faisant faire un costume pour un homme, on a créé l'homme lui-même.

Le Mouvement Légionnaire est le mouvement des impondérables nationaux. Là où les âmes ne vibrent pas d'amour pur pour la nation, il n'existe pas de Mouvement.

Cet état d'esprit qui est à base de la Légion, n'a pas été créé *"ex nihilo"* par Corneliu Codreanu. D'après ses propres déclarations, il est né de la fusion de plusieurs éléments:

1) L'apport personnel de notre capacité de sentir.
2) L'apport de la capacité de sentir des autres Roumains.
3) La présence, dans la conscience de tous, des morts de la nation.
4) L'appel de la terre ancestrale.
5) La bénédiction de Dieu. [14]

La base de la doctrine légionnaire est l'expression intelligible de cet état d'esprit. D'ailleurs, le phénomène légionnaire, dans sa signification authentique, est resté dans tous les temps un phénomène de vie et de compréhension intérieures. N'est pas légionnaire celui qui a réussi à s'approprier rationnellement la doctrine et les normes du Mouvement, mais seulement celui qui les a assimilées et incorporées à son existence, qui, jour après jour, les applique dans sa vie.

En fondant la "LÉGION DE L'ARCHANGE MICHEL", Corneliu Codreanu ne faisait que constituer l'organe d'expression visible de cet état d'esprit. Après avoir participé à une série d'expériences, toutes avortées, sans qu'il ait la responsabilité principale, Corneliu Codreanu ne pouvait plus se laisser glisser sur la même pante, qui l'aurait poussé vers les mêmes résultats négatifs. Il devait en tirer les enseignements nécessaires pour que plus jamais les aspirations du peuple ne soient abusées.

---

14. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 310.

Méditant sur l'insuccès du mouvement étudiant et sur le désastre qui s'était abattu sur la "L'gue", il est arrivé à la conclusion que tous ces échecs étaient dûs à *l'absence d'une élite dirigeant*. Les hommes politiques n'étaient pas suffisamment préparés spirituellement pour la grande mission que le destin leur avait confiée.

Le nationalisme a surgi comme une puissance élémentaire du sein de la jeunesse universitaire et des masses populaires, mais il n'a pas trouvé les dirigeants conscients, capables de le transformer avec lucidité en actes valables et de portée historique. Les masses étaient prêtes à suivre leurs dirigeants, mais les dirigeants ne se trouvaient guère au niveau des aspirations du peuple et de la mission qui leur incombait. On peut affirmer que les politiciens de carrière ne craindront jamais les formations nationalistes, tant que les dirigeants de ces formations n'auront pas réussi à clarifier leurs positions intérieures. Les individus menés par des ambitions et des intérêts mesquins, seront facilement manoeuvrés par les politiciens, et les organisations qu'ils représentent se désintègreront. Avec de pareils chefs, on se pourra jamais gagner l'ultime bataille et même si on la gagnait, ces hommes ne seraient nullement capables d'effectuer les réformes impossées par l'esprit de l'époque. Leurs préocupations étant trop étroitement liées à leur propre personne, le lendemain de la victoire ils auront déjà oublié leurs devoirs envers la nation.

On ne peut redresser un pays tant que ce pays ne dispose pas d'une équipe d'hommes entièrement voués au bien commun... "Le pays périt faute d'hommes, non par manque de programmes. Donc, ce ne sont pas des programmes que nous devons créer avant tout, mais des hommes, des HOMMES NOUVEAUX." [15] "Criez partout — dit-il ailleurs — que le mal, la misère, la ruine, viennent de notre âme. L'âme est le point cardinal, sur lequel on doit travailler en ce moment. L'âme de l'individu et l'âme de la multitude." [16] "C'est pourquoi la pierre angulaire sur laquelle repose la Légion est l'homme, et non pas le programme politique. Réforme de l'homme et non réforme des programmes politiques." [17]

Corneliu Codreanu a concentré toute la force de son âme dans cette direction: *créer un nouveau type de Roumain*. Au lieu du spécimen corrompu, qui avait dominé jusqu'alors la scène de la vie publique, il fallait que s'élevât un homme intègre, un homme de caractère, un homme pour lequel la moralité publique fût un dogme. Si cette classe d'hommes politiques intègres n'était pas formée, d'abord, il était inutile de commencer la lutte contre les anciens partis.

La réalisation des objectifs politiques du Mouvement n'était possible que dans la mesure de l'apparition d'un "homme nouveau" au sein de la collectivité. Le Mouvement Légionnaire, avant d'être un mouvement politique, devra réaliser une haute mission éducative dans la vie de la

17. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires*, 1940, page 286.

nation: "Il a plutôt le caractère d'une grande école spirituelle, dans laquelle si l'on entre homme, on devra en sortir héros." [18]

L'homme nouveau n'est pas seulement l'homme de caractère, au sens habituel du terme, c'est-à-dire l'homme correct dans ses relations avec les autres individus, avec la Société, avec l'État. Le concept a une signification bien plus profonde. L'éducation légionnaire poursuit l'épanouissement des puissances créatrices de l'individu. Chaque homme est doué d'énergies insoupçonnées. Mais, chez la plupart des individus, ces énergies restent en friche, inconnues même de leur propre possesseur. Ces forces gigantesques de l'âme humaine pourraient être comparées à l'énergie atomique. De même que l'énergie atomique n'a pu être dégagée de la matière qu'après avoir été soumise au bombardement de forces extérieures, de même les gisements énormes de l'énergie de l'âme ne peuvent surgir en surface, sans l'intervention du processus éducatif. Pour atteindre cet objectif, l'éducation légionnaire ramène l'individu de la périphérie de la vie à la ligne du courant créateur du monde, l'intégrant dans la nation et lui ouvrant les perspectives de la vie chrétienne. D'un individu à l'état végétatif, *qui supporte son existence,* elle forme un individu dynamique, *qui crée l'existence,* qui affirme sa présence active, tant dans la vie de la nation que dans l'ordre universel.

C'est dans ce sens d'une refonte intérieure, d'une transformation de l'individu en une entité créatrice, que le Mouvement Légionnaire donne le signal d'une *grande révolution spirituelle* au sein du peuple roumain.

7) LA DOCTRINE

Il va de soi que, dans une oeuvre de synthèse, telle que celle-ci, il n'est pas question de faire une exposition complète de la doctrine légionnaire. Nous nous bornerons donc à fixer quelques points de repère à travers son ensemble, pour que le lecteur puisse s'y orienter plus facilement.

La Légion a une double vie: une *activité politique* proprement dite, spécifique à n'importe quel parti, et une *préoccupation éducative-spirituelle* qui sert de support à la première. Dans ce chapitre, nous montrerons seulement en quoi consiste l'infrastructure du mouvement, quelles sont ses impulsions doctrinaires, d'où émanent ses autres activités.

Dans l'acte même de fondation de la Légion, nous trouvons un élément caractéristique et significatif: le Mouvement Légionnaire s'est choisi un Patron céleste, l'Archange Michel, dont il porte le nom pendant les premières années de son existence. Que la Légion se soit placée sous la protection de l'Archange Michel ne doit pas être considéré comme un acte de conformisme religieux. Elle a une signification plus haute. Les prémices de la philosophie légionnaire sont ancrées dans l'Évangile. Sans doute,

---

18. Corneliu Zelea Codreanu: *Livret du Chef de Nid,* page 89.

le Mouvement poursuit des objectifs politiques et sociaux, son combat vise à assurer au peuple roumain les meilleures conditions de développement à la fois historique et moral. Cependant, l'activité politique ne peut être séparée de la vérité primordiale de la vie, qui est *l'idée religieuse*. On ne peut faire de politique en ignorant la réalité éternelle. Les peuples, en tant qu'esprit et mission, sont une création divine. Du fait de cette origine, ils doivent continuellement se rapporter aux enseignements de l'Église, pour suivre une juste perspective de réalisation. C'est seulement en gardant un contact étroit avec l'Église qu'un peuple peut éviter de s'égarer. "Les vérités reçues par révélation — écrit Ion Mota — sont les seules qui puissent mener à bon port la vie d'ici-bas." [19]

La filiation chrétienne du Mouvement Légionnaire se retrouve aussi dans ses implications pratiques:

— en politique intérieure, tous les problèmes de la nation, économiques, sociaux, culturels, doivent être traités et résolus dans l'esprit chrétien;

— en politique étrangère, le nationalisme subit une atténuation, un adoucissement. Subordonné à la conception chrétienne, le nationalisme ne saurait dégénérer en chauvinisme ou en impérialisme. *Le vrai nationalisme respecte le droit à la vie des autres peuples;*

— l'élément de soudure de l'organisation légionnaire est l'amour chrétien. "L'homme nouveau" est un individu détaché de son moi, dépourvu d'ambitions sordides et d'intérêts mesquins. Chaque légionnaire entre dans le mouvement avec sa capacité potentielle de sacrifice et de générosité, sans briguer honneurs ou récompenses. La Légion est la communauté des Roumains qui ont quelque chose à offrir à la Nation et à la Chrétienté, en contraste avec les anciens partis, communauté de ceux que relient des ambitions individuelles. "Regardez droit dans les yeux celui qui vient dans nos rangs et si vous sentez qu'y brille le moindre intérêt personnel, sachez que celui-là ne peut pas devenir légionnaire" — dit Codreanu. [20]

Un deuxième principe de la doctrine légionnaire, c'est la nation. Corneliu Codreanu fait la distinction entre la *collectivité nationale actuelle* et la *nation*, prise dans son sens historique. La collectivité nationale représente la totalité des individus qui vivent aujourd'hui et constituent le peuple roumain. La nation, en tant qu'entité historique, englobe tant les morts que les vivants et ceux à naître, portant le nom de Roumains. La nation "vit par-delà les siècles, avec ses racines enfoncées dans la nuit des temps, et un avenir infini". [21]

La collectivité actuelle, en tant que telle, est subordonnée à la nation historique. Elle administre un patrimoine qu'elle doit enrichir et transmettre

---

19. Ion Mota: *Crânes de bois,* page 62.
20. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 299.
21. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 394.

aux générations futures. La collectivité nationale ne doit pas consommer plus de biens et ne doit pas demander à la nation plus de sacrifices que ceux qui sont nécessaires pour assurer sa continuité. La tendance générale de notre époque est que la génération actuelle sacrifie l'avenir de la nation pour satisfaire aux intérêts matériels immédiats, ce qui constitue, en fait, une violation de l'ordre naturel qui gouverne la vie des peuples.

Le véritable domaine où une nation réalise et se réalise est celui de la culture. *C'est seulement par la création d'une culture propre qu'une nation justifie son existence.* Une nation n'arrive à sa gloire, à la splendeur, que par ce qu'elle apporte dans le domaine de la culture universelle. Il n'existe pas de culture internationale. "La culture devient internationale en tant que rayonnement, mais elle est nationale par son origine." [22]

Toute culture émane de la conception de vie d'un peuple. Son effort historique ne vise qu'à ériger un barrage de protection contre les tendances conquérantes, spoliatrices d'autres peuples. Donc, le vrai sens de l'histoire devrait être d'assurer le libre développement d'un peuple dans le domaine de la culture.

Enfin, en ordre décroissant, le troisième et dernier support de la doctrine légionnaire, c'est l'*individu*. Celui-ci est subordonné à la collectivité nationale, laquelle à son tour est subordonnée à la nation. Et comme les aspirations des nations convergent vers l'absolu, vers Dieu, la personnalité humaine se réalise dans la mesure où elle participe consciemment aux essences d'ordre supérieur.

Il existe un axe ascendant de l'existence:

individu — nation — Dieu.

L'individu se condamne lui-même à la stérilité s'il s'écarte de l'ordre fondamental de la création. En une formule lapidaire, Corneliu Codreanu a résumé la philosophie légionnaire dans les termes suivants: "L'individu dans le cadre de la nation. La nation dans le cadre et au service de Dieu, et des lois de la divinité." [23]

8) L'ORGANISATION

L'organisation légionnaire s'est développée par étapes, de façon évolutive, conformément à la croissance du Mouvement. Corneliu Codreanu n'a pas créé, dès le début, un système complet et immuable. Il est parti d'une unité de base, le "NID", et sur ce fondement il a édifié peu à peu toute l'organisation. Il n'a pas créé un vêtement, prévoyant d'avance comment serait l'organisation parvenue à son stade final, mais il a sans cesse ajusté le vêtement, au fur et à mesure que le Mouvement se développait.

---

22. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 397.
23. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 65.

Lorsque la "Ligue" naquit, il y avait un formidable courant de masses qui devait être immédiatement capté. C'est pourquoi l'on a procédé, sans transition à la constitution d'organisations départementales dans tout le pays. Au moment où la Légion fut fondée, ce courant n'existait plus. Corneliu Codreanu ne pouvait compter que sur des individus isolés dans les villes et les villages. C'était tout ce qui restait des milliers de jeunes gens qui avaient lutté dans les rangs du mouvement étudiant. La plupart, pris par le courant de la vie, s'étaient éloignés de la politique, d'autres stagnaient encore dans l'incertitude. Dans ces conditions, le système antérieur d'organisation fondé sur des comités départementaux, n'était plus valable. On ne pouvait pas nommer des Chefs départementaux, là où n'existaient que quelques éléments dans chaque département. Corneliu Codreanu s'est vu contraint d'adopter un autre système d'organisation, qui réunisse dans un ensemble dynamique et malléable les maigres effectifs existants. De là la nécessité du "NID".

Qu'est-ce que le "nid"? C'est un group de trois à treize personnes, sous le commandement d'un chef. L'élément constitutif du Nid est l'individu. Chacun des rares adhérents de la Légion au moment de sa fondation a été encourage à réunir autour de lui un faisceau d'amis et à organiser avec eux un Nid. Les chefs de nids n'étaient pas nommés directement par Corneliu Codreanu, mais ils étaient ultérieurement reconnus par lui dans cette fonction, après avoir fait la preuve de leurs mérites.

Par ce système, les membres isolés de la Légion se forgeaient un esprit de corps, car ils étaient animés par les mêmes principes. Quelques légionnaires isolés dans une localité ne représentaient pas une force, mais groupés sous le commandement d'un chef, ils perdaient la sensation du vide politique qui les environnait et devenaient une unité dynamique. De la sorte, pendant les premières années, l'organisation légionnaire ne fut formée que de nids isolés, répandus sur toute l'étendue du pays.

Lorsque les nids se furent multipliés, Corneliu Codreanu a créé d'autres formes d'organisation plus complexes. Si, par exemple, dans une commune, plusieurs nids avaient réussi à se constituer, alors ils formaient ensemble une unité supérieure nommée *Garnison,* placée immédiatement sous le commandement d'un chef de garnison. Plus tard, les garnisons furent groupées en *Secteurs,* puis en *Arrondissements,* ceux-ci en *Départements* et ces derniers en *Régions.*

Les chefs de Départements ont été nommés en 1932, et c'est en 1933 seulement qu'ont été créées les Régions. Il a donc fallu huit années depuis la fondation du Mouvement, pour que l'organisation légionnaire s'achève.

En dehors de l'organisation de base, existaient aussi les *Corps légionnaires:*

— le *Corps des Étudiants,* qui comprenait les étudiants ayant adhéré au mouvement;

— le *Corps des Ouvriers;*

— l'*Organisation féminine* et

— les *Fraternités de la Croix,* cette dernière organisation étant réservée à la jeunesse de moins de 18 ans, fréquentant des écoles secondaires.

La mission principale du Nid est d'ordre éducatif. C'est au sein du nid que le légionnaire fait son éducation politique et spirituelle, car le nid est l'image réduite de la patrie. Au cours de la *"séance du nid"*, le légionnaire vit des moments de communion mystique avec la nation. De même qu'à l'église, pendant la Messe, le croyant s'écarte des soucis de ce monde et s'élève par la pensée jusqu'à Dieu, de même le légionnaire, pendant la "séance du nid", s'écarte pour un moment des préoccupations quotidiennes et élève son âme et son esprit vers les afflictions et les aspirations de la patrie.

Le Nid accomplit de multiples fonctions. C'est une *unité vivante,* qui passe immédiatement à la mise en application des principes appris. Les légionnaires ne se contentent pas de participer aux séances: Ils créent de nouveaux nids, diffusent le matériel de propagande, réalisent des marches de propagande, procèdent au recouvrement des cotisations, et exécutent des travaux d'intérêt général. De cette façon, entre la théorie et la pratique, entre les séances et l'action sur le terrain, s'établit une circulation continue. Les deux moyens éducatifs classiques, l'exhortation et l'exemple, se complètent réciproquement. Corneliu Codreanu avait d'ailleurs précisé que "le système d'éducation dynamique, c'est-à-dire éducation plus action, est bien supérieur au système statique". [24]

Le chef de nid ne dirige pas le nid d'après sa propre volonté, selon son bon plaisir. Ceci serait une dictature en miniature, dit Corneliu Codreanu. Il le fait en se conformant à certaines lois:

1. *La Loi de la Discipline*: Sois discipliné, légionnaire, car c'est seulement de cette manière que tu vaincras. Suis ton chef dans la bonne, comme dans la mauvaise fortune.

2. *La Loi du Travail*: Travaille chaque jour, travaille avec amour. Que la récompense du travail soit pour toi, non pas le gain, mais la satisfaction d'avoir apporté ta contribution pour la grandeur de la Légion et pour l'épanouissement de la Roumanie.

3. *La Loi du Silence*: Parle peu; dis juste ce qu'il faut. Parle quand il faut. Que ton art oratoire soit celui des faits. Agis. Laisse parler les autres.

4. *La Loi de l'Éducation*: Tu dois devenir *autre*. Un héros. Fais toute ton école au nid. Connais bien la Légion.

---

24. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, page 328.

5. *La Loi de l'Entr'aide*: Aide ton frère tombé dans le malheur. Ne l'abandonne pas.

6. *La Loi de l'Honneur*: Suis les voies que l'honneur t'indique. Lutte et ne sois jamais lâche. Laisse aux autres les voies de l'infamie. Plutôt que vaincre par une infamie, mieux vaut périr sur la voie de l'honneur.

Le Mouvement Légionnaire fonctionne sur *la base de la hiérarchie et de la discipline*. C'est pourquoi certains adversaires malveillants nous ont souvent accusés de totalitarisme. Cette accusation est absurde, parce que le totalitarisme est tout autre chose que hiérarchie et discipline. Le totalitarisme est une doctrine, qui tend à suffoquer toutes les manifestations libres de l'individu. Or, celui qui a réussi à se familiariser avec le mécanisme intime de fonctionnement du Mouvement, découvre un tout autre panorama. L'ordre, la hiérarchie, la discipline n'ont pas le sens monolithique que nous attribuent nos adversaires. Ces éléments ne constituent pas le fondement suprême de la Légion. Tous les principes et les lois légionnaires reposent au contraire sur la liberté intérieure de l'individu. La discipline existe dans l'organisation légionnaire, pour autant qu'elle est *librement consentie*.

Lorsqu'un légionnaire accomplit une mission qui lui est confiée par ses supérieurs, il ne le fait pas contraint et forcé, mais mené par une conviction. Ce n'est qu'en apparence qu'il exécute un ordre. En réalité, il participe, par son effort personnel, à l'édification de valeurs qui dépassent sa propre personne.

La communauté légionnaire est une communauté d'hommes libres.

La discipline légionnaire cesse quand, dans l'âme de l'individu, s'éteint la conscience des valeurs suprêmes. Le Nid est une petite famille qui a pour base l'amour. Là où il n'y a pas d'amour, la discipline est ébranlée et toute la vie légionnaire en souffre.

La hiérarchie et la discipline sont nécessaires pour deux raisons:

a) Elles assurent la concentration des efforts individuels vers l'objectif fixé. Dès que le Centre donne le signal d'une bataille, tous les légionnaires, de tous les recoins du pays, se mettent en marche afin d'assurer le triomphe de l'action projetée.

b) Elles assurent la sélection des cadres légionnaires. L'élite d'une nation ne peut être choisie sur la base du suffrage universel. Le peuple ne peut pas apprécier un individu à sa juste valeur. Les foules peuvent se prononcer sur la valeur d'un parti politique dans sa totalité, sur un programme de gouvernement envisagé globalement, mais non sur les qualités profondes des individus isolés. La sélection des cadres ressort exclusivement de la compétence du chef et de ses collaborateurs les plus proches.

9) INFLUENCES ÉTRANGÈRES

Le Mouvement Légionnaire, dès ses premières manifestations, a été l'objet de toutes sortes de calomnies. Une des accusations les plus répandues, lancés par ses nombreux adversaires intérieurs et extérieurs, a été celle que la Légion serait *"une succursale du nazisme"*. C'est seulement par ignorance ou par mauvaise foi que l'on peut faire de pareilles affirmations.

L'antisémitisme du Mouvement Légionnaire n'a rien à voir avec l'antisémitisme allemand. En prenant position contre le péril juif, extrêmement actif et menaçant en Roumanie, Corneliu Codreanu, continuait tout simplement une tradition roumaine vieille de près d'un siècle.

En outre, entre les deux mouvements il existait une profonde différence doctrinaire: le National-Socialisme allemand était un mouvement substentiellement raciste, tandis que le Mouvement Légionnaire a un caractère avant tout national, car nous croyons que la nation est le facteur créateur de l'histoire et de la culture.

De plus, le national-socialisme s'est éloigné du Christianisme qu'il professait pendant les premières années, évoluant vers une espèce de panthéisme. Le Mouvement Légionnaire, non seulement maintient des relations filiales avec l'Église Chrétienne, mais il cherche dans le Christianisme des éléments pour sa propre doctrine.

Il faut signaler en outre, que Corneliu Codreanu a commencé son combat nationaliste en 1919, date à laquelle personne encore n'avait entendu parler de Adolphe Hitler.

La subordination du Mouvement à l'organisation hitlérienne n'est pas concevable non plus, pour un autre motif. La génération étudiante de 1922, dans laquelle furent recrutés les premiers cadres de la Légion, avait vécu l'époque de la première guerre mondiale et avait gardé les plus tristes souvenirs de l'occupation allemande d'une partie du territoire national. Beaucoup d'autres facteurs ont dû intervenir pour que, petit à petit, s'éteigne l'hostilité de la jeunesse roumaine envers tout ce qui venait de l'Allemagne.

Corneliu Codreanu n'a jamais été tributaire d'aucune officine étrangère. Tout au contraire, par son combat, pendant sa jeunesse, il a anticipé de quelques années le phénomène de la renaissance nationaliste en Europe. C'est beaucoup plus tard qu'auront lieu, dans d'autres pays, des réactions nationalistes de l'ampleur du nationalisme roumain. C'est pour cela que Corneliu Codreanu doit être rangé parmi les précurseurs du phénomène.

Quand le mouvement national-socialiste allemand commença à se manifester, Corneliu Codreanu contempla avec sympathie cette nouvelle organisation, découvrant en elle une des multiples manifestations du même phénomène. En Roumanie, a paru le Légionnarisme; en Italie, le Fascisme; en Allemagne, le National-Socialisme; en Espagne, le Phalangisme... Tous

ces mouvements sont nés indépendamment, chacun étant l'expression du génie politique du peuple où il a surgi, mais tous enfantés par une nécessité commune à tous les peuples européens.

Le Mouvement Légionnaire n'a jamais accepté d'être placé sous la tutelle d'un autre État ou d'un autre mouvement similaire. Il a toujours eu conscience de manifester le destin roumain dans le monde et dans l'histoire. Voici en quels termes répondait Ion Mota à ceux qui accusaient le Mouvement Légionnaire d'être une imitation du National-Socialisme ou, pire encore, une agence de l'hitlérisme:

> "Si vraiment l'hitlérisme allemand devenait un danger pour la Roumanie, eh bien, rien ne pourrait écarter de manière plus efficace ce danger du pangermanisme, que l'érection devant lui du pan-roumanisme "d'extrême droite"...
>
> Jamais "l'esprit de Genève" ne pourra être remplacé par un "esprit de Berlin" ou de Rome... Les politiciens de M. Titulesco nous ont jugés selon leurs propres mesures, en nous croyant capables de sacrifier les réalités roumaines par amour de je ne sais quelle internationale hitlérienne." [25]

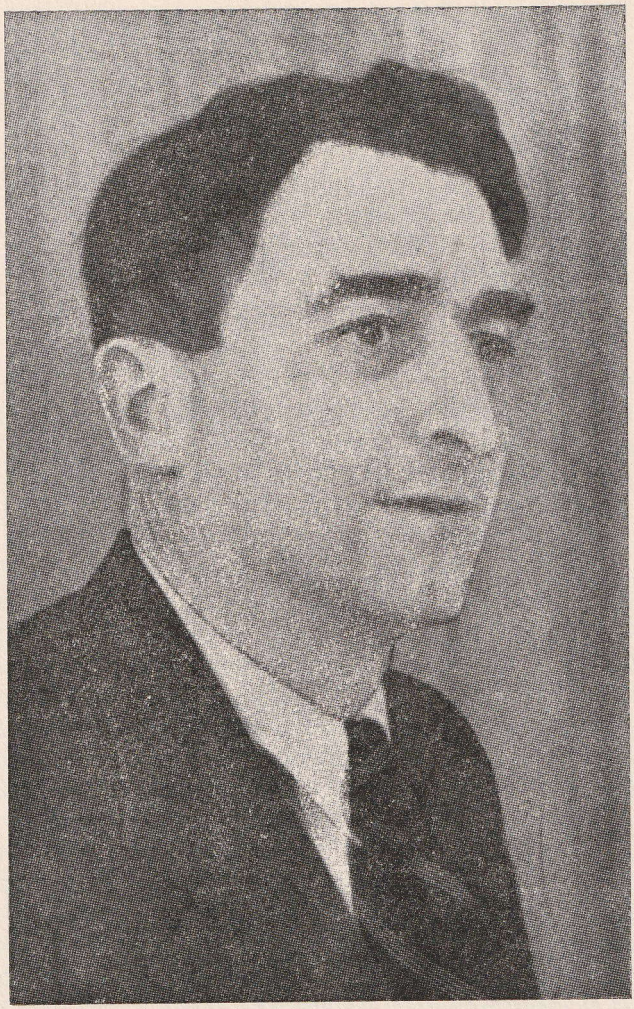
Le Mouvement Légionnaire a subi, sans doute, certaines influences de la part du Fascisme italien. Mais ces influences se limitent à des questions d'ordre purement formel: port d'un uniforme (chemise verte) et salut romain. L'idée d'organiser la Légion sur la base de la hiérarchie et de la discipline appartient à Corneliu Codreanu. Depuis son passage à l'École Militaire, il avait gardé une grande admiration pour la discipline militaire. Il aimait l'armée et la considérait comme un contrepoids au bavardage et à l'irresponsabilité dans la vie publique. Quand il a fondé le Mouvement, il lui a imprimé un esprit militaire, pour l'éloigner de la stérilité spécifique des autres groupements politiques.

Corneliu Codreanu avait une grande admiration pour Mussolini, parce que, pour la première fois dans l'histoire, le fondateur du Fascisme a fait la démonstration que le problème social peut être résolu au niveau de la nation; il renversait par là les prétentions des communistes qui soutiennent que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs n'est pas possible sans la destruction de la Patrie et la création d'un état mondial prolétarien.

Avec l'apparition des courants nationalistes un nouvel espoir *vient revivifier les aspirations des* masses populaires.

---

25. Ion I. Mota: "*Cranii de lemn*", pages 82-83.



CORNELIU GEORGESCO
Un des fondateurs du
Mouvement Légionnaire.

III. LA CRÉATION DU MOUVEMENT

(1927-1933)

Au moment où il posa les bases du Mouvement, Corneliu Codreanu ne fut suivi que par une poignée d'hommes: ses anciens compagnons de prison, les "*Vacaresteni*" (du nom de l'ancien Monastère de Vacaresti, transformé en prison), quelques étudiants de Iassy et quelques personnes plus âgées, anciens combattants de la "*Ligue Cuziste*". Tout ce qui restait debout après le naufrage de la Ligue...

Où se trouvaient donc les milliers d'étudiants de la génération héroïque de 1922?... Où étaient les dizaines de milliers de personnes qui l'avaient acclamé à Iassy, à Turnu Severin, à Bucarest?... Certains avaient été emportés par les vagues de la vie; d'autres, déçus par la fin lamentable de la Ligue, s'étaient dispersés, laissant ainsi le front nationaliste à découvert.

Corneliu Codreanu fut profondément affligé par l'attitude des étudiants et prononça des paroles sévères à leur égard. S'il était difficile, sinon impossible, de demander aux masses populaires — accablées par leurs tâches de tous les jours — de continuer le combat, il n'était pas permis aux jeunes intellectuels, familiarisés avec la dialectique du nationalisme, de se perdre dans l'esclavage du quotidien. Leur "*assagissement*" représentait une véritable désertion. Car, ils savaient pourquoi ils luttaient; ils savaient, surtout, quels problèmes se posaient au peuple roumain, quels dangers le menaçaient. La plupart de ces jeunes gens rentreront plus tard dans la vie politique, mais ce ne sera pas pour venir aider ceux qui étaient restés dans les tranchées "face à l'ennemi", mais pour renforcer les rangs des anciens partis, ouvrant le feu sur leurs anciens camarades de combat.

Mais le Capitaine n'avait pas de temps à perdre en lamentations. Les récriminations n'auraient servi à rien. Il était un soldat de la nation. Son devoir était d'établir une nouvelle ligne de défense du peuple roumain, avec le peu de monde qui avait répondu à son appel.

1) LES DÉBUTS DE LA VIE LÉGIONNAIRE

Le Capitaine n'était pas seulement un grand animateur et un visionnaire du destin roumain. Il envisageait avec la même aisance le domaine de l'activité pratique. Il possédait l'art de l'organisation, agissant avec précision en toute circonstance. Dans la poursuite des objectifs du Mouvement il ne confondait jamais les choses, il ne les voyait jamais d'une manière discordante. Le tacticien n'était pas inférieur au stratège. Bien que sa pensée couvrît un vaste horizon, il ne s'éloignait pas de la terre, ce qui lui permettait d'employer avec un maximum d'efficacité les moyens dont il disposait.

Examinant sa petite armée, il s'était rendu compte qu'avec quelques dizaines d'hommes à peine, même décidés, même héroïques, il ne pouvait partir à la conquête des masses populaires. L'effort devrait être limité aux possibilités existantes. Il fallait procéder par étapes. Voilà pourquoi, pendant les deux première années d'existence de la Légion, nous ne voyons pas le Capitaine se déplacer à travers villes et villages, pour réunir les gens et tenir des réunions publiques. Il était prématuré de créer un courant de masses, car il manquait les cadres destinés à les organiser et à les diriger. C'est pourquoi il concentra tout son effort sur le groupe restreint qui l'avait suivi pendant les premiers mois, et chercha à l'éduquer dans le sens de ses idées.

La première chose dont s'occupa le jeune chef du Mouvement fut le siège de l'organisation. Ce problème paraissait maintenant plus facile à résoudre, car la construction du Foyer Culturel Chrétien de Iassy touchait à sa fin. Une chambre y fut aménagée pour servir de siège.

Ainsi, le Foyer de Iassy était devenu l'unique point d'appui matériel du mouvement en formation. C'est là que logeaient les rares étudiants légionnaires et c'est à cette même adresse que parvenait la correspondance.

Après avoir résolu la question du siège, le Capitaine songea à la publication d'une revue, destinée à contribuer à l'élargissement du cercle d'influence légionnaire. Le pays devait apprendre l'existence de la nouvelle organisation et connaître l'esprit dans lequel elle devait s'affirmer. La revue parut le 1.er août 1927, sous le titre de "*La Terre Ancestrale*" (Pământul Strămosesc). Dans des articles courts, signés par les fondateurs du Mouvement, on mettait l'accent sur la nécessité de reconstituer le front nationaliste et on fixait les premières règles de la vie légionnaire.

Avec la publication de la revue commencèrent aussi les difficultés matérielles. Tous ceux qui s'étaient groupés dès le début autour du Capitaine étaient tellement pauvres qu'ils étaient incapables de ramasser tous ensemble une somme d'argent suffisante pour assurer la correspondance de l'organisation. Ils avaient honte eux-mêmes de leur cruelle pauvreté!... "Entreprendre la formation d'une organisation politique sans un sou, — écrit Corneliu Codreanu —, était une difficulté et une audace. Dans ce siècle, où la matière est toujours toute puissante, personne ne se livre à la moindre tentative,

avant de se demander 'combien d'argent il a'... Dieu a voulu montrer que, dans la lutte et la victoire légionnaires, la matière n'a joué aucun rôle." [26]

La gêne pécuniaire ne constitue pas un accident dans l'histoire de la Légion. Jamais le Mouvement n'a disposé d'autres sources de revenus que celles qu'il avait lui-même créées, en faisant appel à l'esprit de sacrifice des légionnaires. Corneliu Codreanu a farouchement refusé de frapper aux portes des capitalistes, ainsi que le faissaient tous les autres groupements politiques. Il savait que le moindre pas dans cette direction aurait signifié l'asservissement du Mouvement. L'organisation y aurait perdu sa liberté d'action, car ceux qui lui auraient "*avancé*" de l'argent lui auraient imposé aussi certaines obligations. D'autre part, un parti qui se fait financer, ne peut plus développer ses propres idées et devenir un organisme autonome puissant. De plus, si le financement cesse, que se passe-t-il?... Que devient-il?...

"C'est comme l'homme, dit Corneliu Codreanu, qui habitue son organisme à vivre avec des médicaments. Dans la mesure où vous administrez des médicaments à un organisme, vous le condamnez, dans la même mesure, à ne plus réagir par lui-même. D'ailleurs, au moment où vous lui supprimez le médicament, il meurt. Ainsi, il se trouve à la discrétion du pharmacien. Il en est de même avec une organisation qui se trouve à la merci de ceux qui la financent. Ceux-ci pourraient, à un moment donné, supprimer la subvention, et le mouvement, non habitué à vivre par lui-même, mourrait." [27] Un mouvement ne doit pas consommer plus que ne produit son propre esprit de sacrifice. Autrement, il perd son indépendance et végète toute sa vie.

La décision de procéder à la création du Mouvement sans un centime en poche avait aussi une signification morale élevée. Corneliu Codreanu voulait créer un Mouvement qui ne fût pas entaché par l'emprise de la matière et ne fût pas son tributaire. "Par notre geste audacieux, nous nous désolidarisons d'une mentalité toute puissante en ce siècle et en ce monde. *Nous tuons en nous un monde, pour en édifier un autre,* plus haut, jusqu'aux cieux. La domination absolue de la matière est abattue, pour être remplacée par la domination de l'esprit, des valeurs morales. Nous ne nions et ne nierons point l'existence, la place et la nécessité de la matière dans le monde, mais nous nions et nierons toujours son droit à la domination absolue." [28]

Pour soutenir la revue, Corneliu Codreanu engage la *première bataille légionnaire*: la bataille des ABONNEMENTS. Les légionnaires — 59 en tout — courent de tous les côtés pour faire souscrire des abonne-

---

26. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 278.
27. Voir: Corneliu Zelea Codreanu — *Pour les Légionnaires,* page 322.
28. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 278.

ments. Le 15 octobre, on a le résultat de la bataille: 2.586 abonnés. La publication de la revue est assurée pour un an.

Immédiatement après ce succès, il jette les légionnaires dans une nouvelle bataille pour l'achat d'une camionnette. Deux mois plus tard, cet objectif est lui aussi atteint. Le 10 février 1928, la camionnette, surnommée "*Căprioara*" (la Chevrette) fait son premier voyage de Bucarest à Iassy.

Pour l'été de 1928, Corneliu Codreanu donne ses directives pour que les légionnaires soient réunis à la briqueterie d'Ungheni et au jardin potager de Iassy. Un petit commerce de légumes est projeté et mis en route. Les légionnaires doivent acheter la marchandise à Iassy et la transporter par camionnette dans les localités climatiques de Moldavie. L'argent gagné était versé à la caisse de la Légion.

Évidemment, considérés sur le plan national, ces "*succès*" ne représentaient pas grand'chose. En dehors d'un cercle restreint d'amis et de connaissances, peu de gens avaient entendu parler d'eux et pouvaient les apprécier. Mais pour ces illuminés, qui s'étaient engagés à créer un monde nouveau, les premiers succès avaient pris des proportions épiques: ON AVAIT CRÉÉ QUELQUE CHOSE DE RIEN — un Foyer — une revue — une camionnette...

Une joie immense inondait leurs âmes! On avait fait surgir l'eau d'une pierre sèche... Le légionnaire, en tant que principe nouveau de la vie sociale, apparaissait comme un homme merveilleux. Il n'existait plus de problème que le légionnaire ne pouvait résoudre, d'obstacles qu'il ne pouvait écarter, de situation qu'il ne pouvait dominer, s'il se jetait dans l'action avec élan et avec un désintéressement total... Une règle de vie prenait forme: le succès dépendait de l'énergie dépensée et de l'intensité de l'esprit de sacrifice.

Parallèlement à ces "*batailles*", le Capitaine se préoccupait de l'organisation. Il voulut vérifier le fonctionnement du système du "nid". Le 3 et 4 janvier 1929, il convoqua à Iassy, les chefs de "nids" de tout le pays. Ils étaient environ 40 ou 50, ce qui signifie que l'effectif de la Légion était à cette date d'environ 400 ou 500 hommes. Des rapports de ces chefs, il conclut que le système d'organisation par "nids" pouvait créer une force de beaucoup supérieure à l'effectif existant. Ce système avait porté ses fruits et devait être continué.

A l'occasion de cette réunion, le Capitaine a créé aussi le "*Sénat Légionnaire*", en tant qu'organisme consultatif du Mouvement, formé des légionnaires plus âgés, appartenant à toutes les couches sociales. Dans ce groupe, le Capitaine avait l'intention de réunir tous les "*sages*" de la Légion, qu'il aurait la possibilité de consulter aux moments les plus difficiles pour le mouvement.

L'entrée dans ce groupe représentait l'honneur maximum que le Chef de la Légion pouvait accorder à un légionnaire. Les premiers sénateurs de la Légion, nommés pendant cette même séance, ont été: Hristache

SOLOMON, général docteur MACRIDESCO, général Ion TARNOSCHI, Spiru PECELI, colonel Paul CAMBUREANU et Ion BUTNARU, noyau complété, quelques mois plus tard, par l'entrée du professeur universitaire Traian BRAILEANU, le plus grand sociologue de Roumanie.

Comment a-t-on pu créer si tôt cet organisme, tandis que, sous d'autres aspects, l'organisation ne s'est affermie que beaucoup plus tard? Voilà l'explication: lorsque la Légion a pris forme, quelques personnalités de prestige national y ont adhéré dès le premier moment — généraux en réserve, professeurs universitaires, grands invalides de guerre, médecins et ingénieurs; il s'agissait de quelques représentants de l'ancienne génération, formant un groupe suffisant pour que leur garantie morale atteste devant l'opinion publique le sérieux de l'entreprise de salut national, créée par Corneliu Codreanu. Leur présence au sein de la Légion était aussi un encouragement pour les jeunes, qui constituaient au début la presque totalité des membres. Ces personnalités représentaient par elles-mêmes, par leur passé, par leur vie de travail et de création, un capital politique et moral qui dépassait infiniment la valeur des plus jeunes. C'est pourquoi le Capitaine, outrepassant les normes habituelles de sélection établies par lui pour promouvoir les membres du mouvement, les a constitués en un "*corps*" à part, avant l'apparition des autres corps, et les a organisés en Sénat Légionnaire, leur confiant la lourde mission d'être ses conseillers les plus proches.

Mais le principal souci de Corneliu Codreanu se concentra sur le domaine de l'éducation. Il voulait transformer les "*soldats de la première heure*" en énergies autonomes, en éléments d'initiative, capables d'affronter non seulement l'adversité, mais aussi de se débrouiller seuls, quand ils seraient envoyés pour exercer des commandements en divers points du pays.

La première école de cadres de la Légion fut ouverte pendant l'été de 1929. Des légionnaires venant de tous les coins du pays, entreprirent, sous le commandement du Capitaine, une longue marche à travers les montagnes de la Moldavie et de la Bucovine. Il voulait, vivant avec eux, les observer et étudier leurs réactions face aux fatigues et aux difficultés. Par des marches ardues dans la grande chaleur, la pluie, le vent, il voulait développer en eux la puissance de résistance et de volonté. Il ne permettait aucun détour quand ils rencontraient un obstacle sur leur chemin: la colonne devait alors escalader les rochers ou passer les cours d'eau. Pour forger une autre structure humaine, pour créer le héros, le vainqueur, les obstacles devaient être forcés et non pas contournés. "Au lieu de l'homme faible et vaincu, qui se plie à tout souffle du vent, un type d'homme qui n'est que trop nombreux en politique et dans d'autres emplois — nous devons créer pour cette nation un homme qui ne plie pas, qui est inflexible." [29]

Les moments de repos étaient employés par le Capitaine pour développer en eux l'esprit de corps, par l'instruction et l'explication des buts

29. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 339.

fondamentaux du Mouvement. En même temps qu'ils pratiquaient des exercices physiques, les jeunes légionnaires apprenaient à connaître leur pays, admiraient ses beautés et assimilaient des notions élémentaires en matière d'organisation, d'éducation et de politique. Parmi les participants de cette école, ont surgi des éléments qui se sont distingués plus tard, en devenant des chefs d'organisation.

Les efforts que déployait la petite armée légionnaire se succédaient à un rythme harassant. Il n'existait pas de pause. Les légionnaires étaient mobilisés en permanence, car on manquait d'équipes de rechange. Les mêmes hommes sortaient d'une bataille pour se jeter dans une autre. Mais, sur leurs visages, on ne trouvait pas trace de cette vie de tension et de privations continuelles. Le peuple considérait avec étonnement ces jeunes gens, toujours pleins d'entrain, qui rappelaient en riant les dures épreuves par lesquelles ils avaient passé. La joie de voir s'élever, brique par brique, l'édifice légionnaire, grâce à leur travail et à leurs sacrifices, compensait toutes leurs souffrances.

Plus difficiles à supporter étaient les attaques infâmes dont ils étaient l'objet. Les ennemis du mouvement nationaliste, politiciens et Juifs, avaient immédiatement perçu la différence entre le caractère tranchant de la Légion et la fragile organisation cuziste. Corneliu Codreanu n'etait pas un simple chef théorique comme le professeur Cuza. Il avait donné des preuves brillantes de courage et de volonté. Il ne pouvait pas non plus être manoeuvré par des infiltrations dans sa propre organisation, ainsi que cela s'était produit avec les dirigeants de la Ligue. Il avait accumulé une forte expérience politique au temps des luttes estudiantines, et savait distinguer une action utile au Mouvement d'une action inspiré par l'ennemi. De plus, les légionnaires ne se laissaient pas entraîner aux désordres, ce qu'auraient désiré les Juifs. Ceux-ci ne pouvaient pas se plaindre d'avoir été maltraités, ou de ce que les légionnaires avaient brisé leurs vitres. La façon de combattre des cadres légionnaires était différente. Ils donnaient des exemples palpables de ce qui peut être édifié par un travail collectif, consacré au bien général. Le Capitaine encourageait ces jeunes gens à créer, à construire, à démontrer par leur exemple que le pays ne pouvait être remis sur la bonne voie que par le travail et par les sacrifices consentis.

Les vieilles armes employées par les partis pour discréditer le mouvement nationaliste ne produisaient plus d'effet, dans le cas de la Légion; c'est pourquoi ils durent les changer. Maintenant, c'était le mensonge, la calomnie et les attaques détournées, qui avaient la prépondérance: "Où les légionnaires ont-ils trouvé l'argent pour s'acheter des camionnettes?" — s'exclamait la presse juive.

Ces attaques ne surprenaient personne. Qu'elles se produisent était dans la nature des choses. Les ennemis ne s'endormaient point. Mais ce qui blessa le plus profondément l'âme du Capitaine et de tous ses camarades, furent les coups portés par les anciens camarades de combat. Tant les par-

tisans de la Ligue restés aux côtés du professeur Cuza que les autres qui étaient passé au côté des "*Statutaires*", le couvrirent des plus infâmes calomnies: "Corneliu Codreanu — affirmaient-ils — s'était vendu aux Juifs... avait créé le Mouvement exclusivement dans son propre intérêt, poussé par une ambition maladive..." Tout son passé, toutes ses soufrances, toutes les années de prison, son apport sans égal lors du mouvement des étudiants et ensuite du temps de la Ligue, ne représentaient plus rien pour les détracteurs. Celui qui avait servi avec une foi inébranlable le credo nationaliste et avait souffert plus qu'aucun autre pour l'imposer dans la vie publique, était stigmatisé maintenant, par les gazettes cuzistes, comme "un exploiteur de l'idée nationale"...

Corneliu Codreanu était écoeuré jusqu'au fond de l'âme par ces attaques sordides. Tandis que des adversaires d'une certaine classe peuvent se respecter mutuellement, ces pygmées, ces lâches, qui se servaient des armes les plus ignobles pour l'abbatre, le dégoûtaient profondément. Il ne pouvait pas les combattre, ni les neutraliser, tout au plus les mépriser. C'est pourquoi, au cours d'un Conseil tenu avec les légionnaires, on arriva à la conclusion qu'il ne fallait pas répondre à ces attaques; elles étaient trop basses. Il était difficile moralement d'avancer à travers cette nuée de provocations sans réagir contre cette canaille. Mais, en leur répondant, on s'abaissait jusqu'à leur niveau abject. Les adversaires communs, d'autre part, auraient été heureux d'assister à une bagarre entre groupements nationalistes. Corneliu Codreanu ne leur donna pas cette satisfaction. Il poursuivit son chemin, laissant à l'avenir le soin de réfuter les calomnies de ses détracteurs.

De l'analyse des manifestations légionnaires pendant les trois premières années d'existence du Mouvement, il ressort que celui-ci passait par un processus de cristallisation interne. Avant de prendre contact avec les masses populaires, la Légion devait définir sa personnalité. Ces années furent consacrées à l'oeuvre de regroupement et de soudure des quelques éléments sauvés du naufrage de la Ligue. L'effort pour créer un milieu légionnaire spécifique fut prédominant. Ces premiers combattants consacrèrent leur vie au Mouvement. Avec un petit groupe d'hommes déçus et des jeunes gens inexpérimentés, il fallait créer à tout prix un nouveau centre de gravité du mouvement nationaliste. Il fallait aussi intégrer tous ceux qui n'avaient pas abandonné les rangs du nationalisme, dans une nouvelle formule d'action. Même les batailles qui avaient été livrées, venaient renforcer, en dernier ressort, la structure intime du Mouvement; elles servaient plutôt pour éprouver les éléments en jeu et pour les sélectionner, par l'effort constant auquel ils étaient soumis.

Corneliu Codreanu a imprimé au petit groupe une vie et une volonté propres. Il a fixé ses coordonnées spirituelles et politiques et l'a doté de caractéristiques qui ne pouvaient plus être confondues. UN MONDE NOUVEAU VOYAIT LE JOUR, avec ses lois et ses moeurs particulières, fon-

damentalement différent de ce que représentait, jusqu'alors, la société roumaine.

Après presque trois ans d'entraînement intensif, le Mouvement vivait et agissait dans la société, selon son impulsion originale et réagissait devant les événements selon sa loi intrinséque. Il était devenu un organisme. C'est à ce moment seulement que Corneliu Codreanu pouvait se lancer dans le monde et affronter l'inconnu des masses populaires.

2) TECHNIQUE DE LA PROPAGANDE LÉGIONNAIRE

La conquête des masses devenait indispensable pour la réalisation politique de la Légion. Corneliu Codreanu était absolument opposé à toute tentative d'arriver au pouvoir par l'émeute ou le coup d'État.

Dès le début il avait adopté le principe de n'agir que dans le cadre de la légalité: "Nous suivrons la ligne tracée par les lois du pays, ne provoquant jamais, évitant aussi toute provocation, ne répondant à aucune provocation." [30]

La voie légale pour l'affirmation d'un parti politique en Roumanie était la lutte électorale. Conformément à sa Constitution, la Roumanie était une démocratie parlementaire. Pour qu'un parti puisse accéder au gouvernement, il devait obtenir la confiance des masses populaires et, par leur vote, obtenir la majorité. La décision de Corneliu Codreanu de se conformer strictement aux conditions du combat parlementaire, l'a obligé à transformer la Légion en un parti de masses.

Dès leurs premiers contacts avec ces masses populaires, les équipes de propagande de la Légion ont obtenu des succès remarquables. La meilleure de toutes les manières de propagande était certainement l'apparition du Chef de la Légion dans les diverses régions du pays. Après toute réunion publique à laquelle avait participé Corneliu Codreanu, des milliers d'hommes s'enrôlaient dans la Légion. Cependant, le Capitaine ne pouvait pas employer tout son temps à la propagande, aussi bénéfiques que puissent être ses déplacements. Il intervenait seulement de temps en temps pour défricher le terrain, pour ouvrir une brèche dans la masse électorale des partis. Normalement, la propagande était faite par le corps légionnaire tout entier.

La plupart des légionnaires étaient des jeunes gens. Il était rare que l'un d'entre eux dépassât la trentaine. Certains, même, n'avaient pas achevé leurs études universitaires. Ils n'avaient ni argent, ni situation sociale. Ce n'était donc pas par le prestige personnel, ni par d'autres moyens de persuasion (argent, promesses, menaces) — familiers aux anciens partis — qu'ils pouvaient gagner les masses populaires. ILS NE POSSEDAIENT QUE LA FOI, L'ÉLAN PATRIOTIQUE ET LA JEUNESSE.

---

30. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires*, page 291.

Pour mieux se mesurer avec les anciens partis, le Capitaine introduisit des changements révolutionnaires dans la technique de la propagande. Il mit en valeur justement ces éléments peu appréciés par les dirigeants des partis: *les impondérables de la vie collective*. Il proclama: c'est du fond du coeur qu'on doit parler aux masses. Elles tressaillent aux appels angoissants de la Patrie, quand on leur parle sur la longueur d'onde de la Nation. Elles comprennent celui qui veut leur bien, sans qu'il soit nécessaire de déployer une rhétorique savante.

Il existe un substratum spirituel, spécifique à chaque peuple, dans lequel tous ses fils se retrouvent. Si cette substance commence à vibrer, le contact avec la masse se produit instantanément. Au lieu de discours vides, de programmes mensongers et de promesses fallacieuses, dont les gens étaient rassasiés, les légionnaires vont chercher à faire pénétrer dans les masses l'esprit de la Légion. La propagande légionnaire va tenter d'arracher le peuple roumain à l'état de désespoir et de résignation, dans lequel il s'était réfugié, lui insufflant la confiance dans ses propres forces. La mission principale des légionnaires, entrant en contact avec les masses, va être de réveiller en elles le courage et la volonté de renverser la vieille mentalité et de se créer un nouveau destin.

Quels étaient les moyens pour soulever les masses, pour faire vibrer leur sensibilité à l'égard des impondérables de la nation? Tout d'abord, les légionnaires partaient en tournées de propagande, toujours en équipes, en colonnes et sous les ordres d'un chef. Celui-ci avait la responsabilité de l'expédition. Il commandait la marche, les arrêts, le départ. Parfois il parlait aux paysans. Un sentiment de force se dégageait de leur tenue et de leurs mouvements, même si l'équipe n'était formée que de quelques personnes. Ouvriers et paysans étaient impressionnés quand ils voyaient ces jeunes gens marcher d'un pas martial à travers boues et frimas.

Les représentants des partis ne se souciaient des paysans et des travailleurs des usines qu'à la veille des élections et, alors, ils arrivaient dans de luxueuses autos, par des routes défoncées, couvrant de boue tout ce qui était à proximité: palissades, maisons, hommes et bestiaux... Après les élections, personne ne les revoyait plus, jusqu'aux prochaines élections, quand recommençait le même cycle de la chasse aux voix. Les paysans et les ouvriers voyaient que les légionnaires étaient une autre espèce d'hommes. Ils venaient à pied, couvrant de grandes distances en chantant, et ce qu'ils leur disaient leur rechauffait le coeur. Ils avaient affaire à des hommes qui comprenaient leurs tourments et leurs déboires.

Les foules étaient séduites également par les belles chansons des légionnaires. Partout où paraissait un groupe de légionnaires, résonnaient les accords d'une chanson. Beaucoup étaient d'anciens hymnes du peuple roumain; mais il y avait aussi des chansons nouvelles, créées par des légionnaires, dans lesquelles on exaltait les hauts faits et les espoirs de la Légion et de la nation roumaine. Après chaque bataille, après chaque persécution,

il se trouvait quelqu'un pour mettre en vers l'événement et, ensuite, la même personne ou un camarade trouvait la mélodie correspondante. Ce ne sont pas des poètes ou des compositeurs renommés qui ont créé les premiers chants légionnaires. Les premiers poètes légionnaires sont anonymes: un étudiant, une étudiante, un prêtre, un paysan, un ouvrier. Les chansons se propageaient ensuite d'homme à homme, selon les règles du folklore. Si elles plaisaient aussi au Capitaine, elles entraient définitivement dans le patrimoine spirituel du Mouvement. Beaucoup de chants sont nés dans les prisons; ils exhalent le caractère mélancolique de la souffrance et la grandeur du sacrifice et ont énormément contribué à maintenir le moral des légionnaires.

Evidemment, l'effet de propagande du chant n'était pas recherché à l'origine. On ne composait pas de chansons pour servir la propagande. Lorsque quelqu'un composait une chanson, inspiré par un grand moment légionnaire, il n'avait d'autre intention que d'exprimer sa propre émotion. L'inspiration était spontanée; elle jaillissait de son âme comme l'eau cristalline d'une source.

Les légionnaires chantaient en toutes occasions, car ils sentaient le besoin intérieur de chanter. En séance, à une réunion publique, en chemin de fer, à une partie de plaisir, dans les camps, et même lorsqu'ils étaient conduits au lieu d'exécution... "Pour pouvoir chanter, observait Corneliu Codreanu, il faut un certain état d'âme, une harmonie dans son âme. Celui qui va voler, celui-là ne peut chanter. De même, celui qui va commettre une injustice. De même celui dont l'âme est rongée par les vices ou par la haine à l'égard de son camarade. De même celui dont l'âme est vide de foi." [31]

Le monde légionnaire est né sous l'enchantement de la mélodie. Ce que les paroles courantes ne peuvent exprimer, les vers et la musique le dévoile. Tout état d'âme intime se découvre et se fait comprendre plus facilement grâce à la chanson. Par le chant, les légionnaires parlaient aux foules d'une manière bien plus éloquente qu'ils n'auraient pu le faire par le plus beau des discours, car ils se mettaient plus rapidement d'accord avec leurs propres aspirations. Et comme le Mouvement penchait avant tout vers les subtiles mystères de l'âme, il était naturel que d'elle émanent les airs légionnaires. "Toute l'histoire de notre cristallisation se trouve dans le chant. Des premiers pas timides du début jusqu'à l'accumulation des grands accents de révolte du temps des persécutions, tout est chanté. Dans les rondes gaies et insouciantes comme dans les mélancoliques chansons des prisons." [32]

Une autre caractéristique de la propagande légionnaire était son *élan créateur*. Les légionnaires ne promettaient pas seulement de remettre le pays dans le droit chemin au moment où ils auraient pris le pouvoir,

---

31. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 383.
32. Ion Banea: *Le Capitaine,* page 95, Colectia "Omul Nou", 1951.

mais ils témoignaient, dès le début, de leur entière bonne volonté d'agir et de coopérer; ils aidaient à la construction de la maison d'un paysan pauvre, prenaient soin d'un cimetière, élevaient une croix votive, réparaient un pont, creusaient un fossé, travaillaient aux champs aux côtés des paysans... Ils ne demandaient rien en échange du travail fourni, mais ils laissaient partout où ils passient des preuves palpables de leur amour pour le peuple.

De cette façon, les paysans saisissaient encore mieux la différence entre les anciens partis, indifférents à leurs besouins et à leurs soufrances, la pelle. Avec ces hommes, prêts à courir à leur aide, ils se sentaient à et ces jeunes gens qui n'avaient pas honte d'employer la faux, la bêche et leur aise. Les légionnaires étaient des pousses issues de leur tronc. En face d'eux, ils perdaient la timidité avec laquelle ils recevaient en général ces messieurs de la ville.

Les marches en équipe, la chanson et le travail formaient les principaux moyens de propagande de la Légion.

Les discours ne manquaient pas non plus, mais quand un légionnaire se levait pour parler, en un langage simple et convaincant, l'atmosphère était préparée. Le discours traduisait et éclairait dans l'esprit des gens le fluide de sympathie qui s'était établi entre eux et les légionnaires, pendant les jours de mutuel appui dans le travail et de communion spiritelle.

3) LE MOUVEMENT SE DIRIGE VERS LES MASSES POPULAIRES

Avant de décrire comment se sont développés les premiers avancements de la Légion vers les masses populaires, il est nécessaire d'évoquer en quelques mots le moment politique où ils se sont produits.

Le puissant Parti Libéral avait subi deux coups graves, dont il n'avait pas pu se remettre:

Au cours de l'été de 1927, le Roi Ferdinand, grand protecteur de ce parti, mourut et à l'automne de cette même année, disparut également son chef prestigieux, Jean Bratianu. Le Parti National-Paysan, éloigné du pouvoir depuis huit ans, fut le premier bénéficiaire de cette situation. La voie vers le pouvoir se trouvait dégagée. Les libéraux ne jouissaient plus au même degré de l'appui du facteur constitutionnel, avec la complicité duquel il avait gouverné jusqu'alors contre la volonté du peuple.

La Couronne elle-même passait par une grave crise. Le fils aîné du Roi Ferdinand, Carol, héritier du Trône, avait été exclu de la sucession en janvier 1926, pour avoir abandonné son épouse, la princesse Hélène, et s'être enfui à l'étranger avec sa maîtresse, la Juive Hélène Lupesco. La Couronne de Roumanie était passé à son fils Michel, un enfant de 5 ans. Jusqu'à sa majorité, une Régence avait été instituée, composée du Prince Nicolae (frère de Carol), du Patriarche Miron et du Pemier Pré-

sident de la Cour de Cassation, Georges Buzdugan. Ces trois personnes, formant la Régence, ne ce prêtaient pas avec autant de facilité que le Roi Ferdinand à l'altération du mécanisme constitutionnel en faveur du Parti Libéral.

Après la mort du Roi Ferdinand, les libéraux se sont encore cramponnés au pouvoir pendant une année, mais, devant la menace d'une révolution des nationaux-paysans, qui organisaient des réunions publiques antigouvernementales auxquelles assistaient des centaines de milliers d'hommes, la Régence céda. Les libéraux furent éloignés du pouvoir et le Gouvernement de Jules Maniu prêta serment en novembre 1928.

La popularité du Parti National-Paysan était énorme. Aux élections qui se déroulèrent un mois plus tard, le 15 décembre 1928, à peu près tout le pays vota pour eux. Ce fut une des rares élections faites en Roumanie, dans lesquelles le gouvernement n'avait pas solicité l'appareil administratif de falsifier les résultats du scrutin. Les libéraux en sortirent écrasés. Sur un total de 387 mandats, ils n'en obtinrent que 13. C'est à cela que se réduisait la popularité réelle de ce parti, considéré "*parti de gouvernement*", qui avait dirigé le pays plus longtemps qu'aucun autre groupement politique.

Après ce vote de confiance remarquable, le pays tout entier tressaillit de joie; on s'attendait à ce que Jules Maniu, le grand chef national-paysan, inaugurât son gouvernement en prenant des mesures favorables aux couches nombreuses de la population. Mais, en un court laps de temps, le gouvernement national-paysan allait se montrer tout aussi incapable que le précédent. Les paysans, au nom desquels les nouveaux dirigeants avaient accédé au pouvoir, n'ont ressenti aucun allègement, aucune amélioration de leur sort. Les nouveaux gouvernants ont tout simplement imité les libéraux, en se lançant dans des affaires scandaleuses. En échange, le Juifs et tous les étrangers, devenus des éléments privilégiés du gouvernement, ont donné libre cours à leur rapacité. Comme par le passé, les droits fondamentaux du citoyen, garantis par la Constitution, sont restés lettre morte et les abus de la force exécutive ont continué.

Au moment où les légionnaires ont voulu pénétrer dans les masses populaires, ils se sont vu opposer les méthodes néfastes de gouvernement, héritées des libéraux: les gendarmes les ont empêchés de parler au peuple, ils ont été arrêtés et battus, promenés enchaînés de gendarmerie en gendarmerie, et déférés en justice comme "*perturbateurs de l'ordre public*".

La première réunion publique de la Légion eut lieu le 15 décembre 1929, dans la commune de Beresti, Département de Covurlui, en Moldavie. Ce fut aussi la première à laquelle participa le Capitaine, après la fondation de l'organisation légionnaire. Immédiatement après l'arrivée de Corneliu Codreanu dans cette localité, le Commandant des gendarmes et le procureur du Département se présentèrent à la maison où il était descendu, pour lui annoncer que la réunion prévue avait été interdite par le Gouvernement.

"Je leur ai dit: — Ce que vous prétendez là n'est ni juste ni légal. Dans ce pays, tout le monde a le droit de tenir des réunions: Allemands, Hongrois, Turcs, Tartares, Bulgares, Juifs. N'y a-t-il que moi qui n'aie pas ce droit? Votre mesure est arbitraire. Elle est contraire à la loi et je refuse de m'y soumettre. Je tiendrai cette réunion quoiqu'il arrive." [33]

Après des discussions très animées, la réunion fut autorisée, mais, intimidés par les gendarmes, les gens ne vinrent qu'en fort petit nombre.

Révolté par le procédé des autorités, qui, après avoir donné leur approbation, avaient écarté le public à l'aide des gendarmes, Corneliu Codreanu résolut de prendre toute la région en mains. Il la parcourut à cheval, village après village, d'abord avec quelques compagnons seulement, mais, pendant leur tournée, d'autres cavaliers se joignirent à eux, de sorte que, de retour à Beresti, ils étaient une cinquantaine déjà.

A la deuxième réunion, prévue au même endroit, 3.000 personnes se présentèrent. Il leur parla du nouveau monde qui venait de naître avec la Légion, les encouragea à aller sur la voie de la résurrection de la nation.

Cet événement eut lieu un an après l'arrivée au pouvoir des nationaux-paysans. Pendant ses huit années d'opposition, ce parti avait dénoncé les illégalités commises par le parti liberal au pouvoir, avec une véhémence sans précédent dans les annales politiques de la Roumanie: les libéraux gouvernaient contre la volonté du pays, par la terreur, par le vol des urnes et par l'assassinat... Or, le "*nouveau*" Gouvernement ne témoignait nullement d'un plus grand respect pour la loi. Ni la censure ni l'état de siège n'existaient dans le pays. Conformément à la loi fondamentale, tout parti pouvait tenir des réunions, sans avoir besoin d'une approbation préalable; cependant, les autorités locales, exécutant les dispositions du Gouvernement de Bucarest, interdisaient les réunions de la Légion. En vertu de la Constitution? Non! En vertu d'une loi spéciale qui affectait tout le pays ou certains régions en particulier? Non! En vertu d'un ordre, d'une mesure arbitraire, d'un acte de force. Les autorités qui avaient interdit la réunion avaient quitté le terrain du droit pour s'établir sur des positions de force. Le Gouvernement avait l'air de narguer la nouvelle formation politique: — Qui est le plus fort, vous M. Codreanu, avec vos quelques hommes, ou nous qui avons à notre disposition tout l'appareil de l'État?...

Le Mouvement Légionnaire avait précisé dès le début, par la voix de son fondateur, qu'il déploierait son activité politique dans le cadre des lois du pays. Mais, ceux qui détenaient le pouvoir avaient découvert une méthode simple et ingénieuse pour empêcher la propagande de la Légion:

---

33. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 341.

c'était de sortir eux-mêmes de la légalité. Cependant, Corneliu Codreanu invoquait l'ordre légal de l'État et suivait les prescriptions de cet ordre. C'est pourquoi les autorités, quand elles rencontraient de la résistance, battaient en retraite, cherchant des formules de compromis. Elles étaient conscientes de manquer de couverture légal et de commettre des actes arbitraires.

La scène de Beresti se répéta dans la ville de Cahul, au sud de la Bessarabie, le 27 janvier 1930. Corneliu Codreanu, suivi de trente légionnaires, se rendait dans cette ville, où il avait annoncé une réunion sur la place centrale de la ville; 7000 personnes s'y étaient rassemblées. A l'entrée de la ville, un détachement de soldats, baïonnettes au canon, apparut devant lui. Le colonel, qui commandait le détachement, lui mit son revolver sur la poitrine:

> "— Arrête, ou je te tue !"
>
> Il s'arrêta.
>
> "— Mon colonel, pourquoi me tuer, puisque je n'ai fait aucun mal. J'ai moi aussi un revolver, mais je ne suis pas venu pour me battre avec qui que ce soit et surtout pas avec l'armée roumaine."
>
> "Tous mes arguments ont été inutiles. Je suis resté là près d'une heure, supportant toutes les insultes et toutes les railleries possibles. J'aurais pu répondre de la même manière et combattre. Il m'a fallu user de toute ma patience pour ne pas tomber dans une situation encore plus triste: celle de combattre, moi nationaliste roumain, contre l'armée de mon pays, sous les yeux des Juifs communistes." [34]

Corneliu Codreanu renonça à la réunion. Il se rendit à Bucarest où il se présenta au Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur, pour lui relater le conflit qu'il avait eu avec les autorités locales de Bessarabie. A la suite de ces explications, il obtint l'autorisation de tenir la réunion projetée dans cette même ville, quelques jours plus tard. Il prit cette précaution, malgré le fait que les lois du pays n'exigeaient pas la nécessité d'une approbation préalable en pareil cas. A la réunion, qui eut lieu une semaine plus tard, le 2 février 1930, assistèrent plus de 20.000 paysans et 300 légionnaires, venus de tous les coins du pays. Tout se passa dans l'ordre le plus parfait.

La tentative d'empêcher la propagande légionnaire au moyen de la force publique, ne favorisa ni le Gouvernement ni les partis. La popularité du Mouvement n'aurait jamais atteint les proportions connues, sans l'auréole de souffrances que lui conféra la continuelle persécution à laquelle il fut soumis. Les payns se demandaient pourquoi tous les partis étaient libres de

34. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 346.

se promener à travers leurs villages, de leur demander leurs votes, tandis que les gendarmes se précipitaient contre les légionnaires pour les empêcher de parler.

Les masses populaires n'avaient jamais vécu en bons termes avec l'administration. Connaissant par leur propre expérience les abus des autorités, il était naturel qu'ils voient dans les légionnaires, frappés et pourchassés par les gendarmes, le parti persécuté à cause de la justesse de sa cause. Pour eux, ceux qui commenttaient des injustices et tenaient le peuple enchaîné, devaient haïr à mort ceux qui luttaient pour son émancipation. Dans leurs esprits les légionnaires prenaient déjà le nymbe des sauveurs.

Pendant l'hiver 1929-1930, Corneliu Codreanu avait fait trois sondages dans les masses populaires, dans trois régions différentes du pays: Beresti — en Moldavie; Ludosul de Mures — en Transylvanie; Cahul — en Bessarabie. Il avait parlé au peuple dans un langage simple et évocateur. Il constata, avec la plus grande satisfaction, que la réaction des foules était partout pareille: *tous le comprenaient.* Ils avaient tous frémi lorsqu'il leur avait parlé des souffrances du pays et des dangers qui menaçaient l'avenir de la Patrie.

Les paysans de Transylvanie avaient vécu mille ans sous la domination magyare; les paysans de Bessarabie avaient été réunis à la Mère Patrie, après un siècle de séparation, et, pourtant, leur façon de penser et de sentir ne différait en rien de celle des paysans de l'Ancien Royaume. C'était l'âme de la nation qui vibrait partout, c'étaient les mêmes réactions à ses appels pour une vie nouvelle. Les frontières tracées par les dominations étrangères n'avaient pu altérer les caractères spécifiques de la nation. Seule, la classe dirigente représentait un corps étranger un milieu du pays et toutes les souffrances provenaient de cette rupture entre l'État et la Nation. C'est sur cette assise unique de tout le peuple roumain que le Capitaine édifiera la Légion.

4) LA "GARDE DE FER"

Au printemps de l'année 1930, les agitations communistes avaient pris des proportions alarmantes en Bessarabie. Les autorités, que ce soit par lâcheté ou par corruption, étaient incapables d'opposer une résistance efficace à l'action de dissolution sociale et politique entreprise par les agents communistes. Cette province était sur le point de se transformer en un foyer de révolte à la frontière orientale de la Roumanie, directement minée par les éléments subversifs envoyés de l'URSS.

Le Capitaine ne pouvait rester indifférent devant cette infiltration qui minait l'État roumain. Rempli d'inquiétude, Corneliu Codreanu lança un appel à toute la jeunesse du pays, la conjurant d'oublier toutes les divergences politiques et de s'unir avec les légionnaires en un front commun

pour combattre les agitations communistes. Dans cette intention, il créa une nouvelle organisation, la "GARDE DE FER", dans laquelle, outre les légionnaires, pouvaient entrer tous les jeunes gens qui auraient donné leur adhésion à ce programme minimum, quelle que fût leur appartenance politique.

La Garde de Fer a fait son apparition dans un complexe spécial de circonstances. Elle a été conçue pour servir de base de regroupement de toute la jeunesse roumaine, au-delà des différences de credo politique, afin de renforcer la capacité défensive de la Nation contre le danger communiste.

Malheureusement, l'appel de Corneliu Codreanu n'eut pas la résonance désirée. Que ce soit par incompréhension du grave moment politique ou par jalousie, les jeunes gens faisant partie des autres groupements politiques préférèrent se tenir à l'écart, laissant les légionnaires se débattre seuls devant les provocations communistes. Réduite aux légionnaires, la Garde de Fer ne se distinguait plus de la Légion de l'Achange Michel. Les deux organisations finirent par se superposer, la Garde de Fer n'étant plus qu'une autre dénomination du Mouvement.

Le peuple préférait cette nouvelle dénomination. Elle était plus virile, plus chargée de contenu guerrier. Le nom de "GARDE DE FER" devint populaire, au détriment de l'ancien, la "LÉGION DE L'ARCHANGE MICHEL". Les adversaires, eux aussi, préféraient la nouvelle dénomination. Ils considéraient qu'ils pourraient mieux diriger leurs attaques en parlant de la "Garde de Fer" que de la Légion, voulant souligner en cela le caractère dur, offensif, indomptable, de l'organisation légionnaire. Le même phénomène se produisit à l'étranger: la Garde de Fer supplanta la Légion.

En dépit de cette défection de la majorité de la jeunesse roumaine, Corneliu Codreanu n'hésita pas un instant à mettre en application le programme prévu de la Garde de Fer. Pour dissiper l'atmosphère lourde créée par les bolcheviques en Bessarabie, il projeta une marche en équipe dans cette province, avec toutes les forces légionnaires disponibles et avec l'appui de tous les jeunes gens désireux de se joindre à eux. Afin d'éviter tout problème avec les autorités, comme cela s'était produit à Cahul, il alla d'abord trouver le Ministre de l'Intérieur, Vaida Voevod, pour lui exposer son plan et lui assurer qu'aucun désordre ne se produirait. Vaïda Voevod comprit l'effet bienfaisant que pourrait avoir, sur la population roumaine d'au-delà du Pruth, l'apparition chez elle de la jeunesse nationaliste et donna son accord.

Dès que la nouvelle de la marche de la Garde de Fer en Bessarabie fut connue, la presse juive commença une campagne furieuse contre Vaida Voevod, l'accusant d'antisémitisme et demandant même son renvoi. Sous la pression des attaques juives, Vaida Voevod fut contraint de revenir sur

l'autorisation accordée et interdit la marche de l'équipe légionnaire en Bessarabie.

Dans un Manifeste, en protestation contre cette mesure abusive, le Capitaine condamna, dans les termes les plus énergiques, l'attitude du gouvernement qui préférait laisser la Bessarabie devenir communiste, plutôt que de permettre à la jeunesse nationaliste roumaine de prêcher l'amour de la patrie dans cette province:

> "A Turda, disait-il, ils (les ennemis de la Légion) ont demandé au Gouvernement d'interdire notre démonstration, sous le prétexte que la Transylvanie allait prendre feu; à Cahul, de même, parce que la révolution allait commencer en Bessarabie; à Galatzi, parce que des massacres et des progroms auraient lieu...
>
> "Partout, ils se sont montrés de vulgaires provocateurs, tandis que la Légion conservait un ordre et une discipline parfaits.
>
> "Aujourd'hui, nous nous dirigeons vers le Dniestr, pour tourner la face de la Bessarabie vers Bucarest.
>
> "Mais ceci ne convient pas à ces mercenaires du communisme.
>
> "La Bessarabie doit rester la proie du communisme et regarder vers Moscou, pour qu'ils puissent continuer à terroriser, non seulement la province bessarabienne entre le Pruth et le Dniestr, mais aussi toute la politique de la Roumanie." [35]

L'interdiction de la marche en Bessarabie n'était pas seulement un acte illégal, c'était aussi un acte extrêmement nuisible aux intérêts de l'État roumain. D'abord, conformément aux lois du pays, la propagande de la Garde de Fer ne pouvait pas être empêchée. Ensuite, d'un point de vue national, ainsi que l'avait reconnu à un moment donné Vaida Voevod lui-même, l'intervention de la Garde de Fer dans cette province y aurait été salutaire pour le redressement de la conscience nationale, en ce moment de crise, quand les communistes cherchaient à la dresser contre l'État roumain. Malgré ses propres convictions, Vaida Voevod, Ministre de l'Intérieur, fut contraint de capituler devant les exigences juives et les pressions exercées par son propre parti.

5) PREMIÈRES MESURES ARBITRAIRES : DISSOLUTION DE LA GARDE DE FER

Voyant les légionnaires gagner rapidement les sympathies des masses populaires, malgré le zèle des gendarmes, le Gouvernement changea de

35. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 382.

méthode pour contrecarrer leur propagande et leurs progrès. Au lieu de les attaquer par la périphérie, comme il l'avait fait jusqu'alors, il décida de frapper à la tête. Il était inutile de vouloir semer la terreur parmi les équipes légionnaires en activité dans le pays, si l'organisation centrale restait intacte. D'autres équipes, tout aussi vaillantes et intrépides, auraient pris immédiatement la place, pour continuer l'oeuvre de la Légion.

En premier lieu, les stratèges du Gouvernement pensèrent à la personne de Codreanu. Comment l'immobiliser en lui enlevant la possibilité de "*troubler*" la tranquillité publique? Le Gouvernement chercha un prétexte pour l'arrêter et lui intenter un nouveau procès qui permettrait de lui infliger quelques années de prison. Comme il était difficile d'obtenir une condamnation par ordre devant la Cour d'Assises — ainsi qui l'avaient prouvé les procès antérieurs où avait été impliqué Corneliu Codreanu — le Gouvernement évita dorénavant cette instance et préféra saisir les instances ordinaires, où Codreanu pourrait être mis en jugement conformément à la loi de répression des infractions contre l'ordre public. A cet échelon, on n'avait pas à craindre des jurés susceptibles de se laisser influencer par l'état d'esprit de la population. Il suffisait au Gouvernement de s'assurer certaines complicités parmi les membres du Tribunal et de la Cour d'Appel, pour fermer définitivement le dossier politique de la Légion. La plus légère condamnation de Corneliu Codreanu pour attentat contre la sûreté de l'État, devait inévitablement provoquer le démembrement de la Légion.

L'occasion d'appliquer ce plan surgit plus tôt que ne l'espérait le Gouvernement. En juillet 1930, un étudiant roumain, originaire de Macédoine, commit un attentat contre le Ministre Angelesco, le blessant légèrement. Angelesco était considéré responsable d'une loi qui lésait les intérêts des Roumains de Macédoine établis dans le Sud de la Dobroudja.

Corneliu Codreanu n'avait aucun rapport, aucun lien, avec cet attentat. Le juge d'instruction n'ayant rien pu établir de compromettant contre le Capitaine le remit en liberté. Toutefois, plus tard, sous la pression du Gouvernement, Codreanu fut de nouveau arrêté et traduit en jugement. Le prétexte était trop bon pour le Gouvernement. Néanmoins, tant le Tribunal que la Cour d'Appel l'acquittèrent et, au bout d'un mois et demi de prison, il fut libéré une autre fois. La magistrature roumaine s'était montrée digne et inflexible, repoussant toutes les machinations gouvernementales.

Le Gouvernement ne se tint pour battu. Il voulait éloigner à tout prix ce "*danger*" nationaliste qui grandissait à vue d'oeil. Il décida de répéter l'opération à l'infini, espérant trouver un jour des juges moins jaloux de leur indépendance et moins conscients de leur responsabilité. Après l'échec subi devant la Justice, le Ministre de l'Intérieur, Vaida Voevod. accusé de faiblesse et de tolérance à l'égard des agitateurs d'extrême droite, fut contraint de s'en aller. A sa place fut nommé Ion Mihalache, Vice-Président du Parti National-Paysan, qui prit l'engagement de détruire "*les nids d'anarchie légionnaire*" dans le pays.

Une occasion inespérée se produisit pour permettre au nouveau Ministre de l'Intérieur de manifester son énergie: Dumitresco-Zapada, jeune homme récemment entré dans le Mouvement, exaspéré par toute la campagne de mensonges et de calomnies entreprise par le journal juif *"Dimineatza"* (Le Matin) contre la Garde de Fer, sans demander conseil à personne et sans penser surtout aux conséquences, pénétra dans le cabinet du directeur du journal, Socor, et tira sur lui un coup de revolver, le blessant légèrement. Corneliu Codreanu se trouvait à ce moment-là chez ses parents à Hushi, pour passer les vacances de Noël. Il fut immédiatement appelé à Bucarest par le juge d'instruction. Au cours de l'enquête, il fut prouvé qu'il n'avait pris aucune part dans l'attentat et il fut laissé en liberté.

Cette décision du juge d'instruction ne fut pas du goût du Gouvernement. Ion Mihalache ne voulait pas laisser échapper cette occasion exceptionnelle de porter le coup de grâce à la Légion. Ses ambitions étaient encore plus grandes que celles de son prédécesseur. Il chercha à impliquer tout le Mouvement dans le procès, avec l'intention de le liquider en tant que parti politique. L'affaire de l'attentat de Dumitresco-Zapada passa au second plan. Par la volonté du Ministre de l'Intérieur, le Mouvement Légionnaire, dans sa totalité, fut traduit en justice, accusé d'être *"une organisation subversive"*. Corneliu Codreanu n'était plus accusé en tant qu'individu pour l'attentat contre Socor, mais en tant que Chef de la Garde de Fer terroriste.

Le 11 janvier 1931, la Légion de l'Archange Michel et la Garde de Fer étaient dissoutes par le Gouvernement, et Corneliu Codreanu ainsi que six autres dirigeants, furent arrêtés et traduits en jugement pour *"complot contre la sûreté de l'État"*. Les sièges du Mouvement furent mis sous scellés, les archives saisies et toute activité légionnaire interdite. Le Capitaine était chargé, par le mandat d'arrestation, des chefs d'accusation suivants:

> "... il a tenté d'entreprendre une action contre la forme de gouvernement établie par la Constitution et il a tenté de provoquer des agitations, dont pouvait résulter un péril pour la sûreté publique, par l'organisation d'une association 'La Légion de l'Archange Michel — la Garde de Fer' ayant pour fin l'établissement d'un régime dictatorial, qui devait être imposé, à un moment voulu par eux, par des moyens violents..."
>
> *(Mandat d'arrestation n.º 1924.)*

Parallèlement à l'action entreprise par le Parquet, à l'instigation du Gouvernement, tant la presse contrôlée par les Juifs que celle des partis, firent déferler une nouvelle vague de mensonges et de calomnies à l'adresse de la Légion. Entre autres choses, elles publièrent un *"document"*, TOTALEMENT FORGÉ, par lequel Corneliu Codreanu aurait donné aux légionnaires l'ordre de se préparer et de mobiliser en vue d'une action de force. Ce faux était non seulement odieux en soi, mais également ridicule. S'il

avait réuni toutes les forces légionnaires, le Capitaine n'aurait disposé à l'époque que de quelques centaines de combattants! Pouvait-on, avec cette poignée d'hommes, comme le prétendait le Gouvernement et la presse vendue, commencer une guerre civile?!...

Le procès fut jugé le 27 février 1931, par le Tribunal d'Ilfov-Bucarest. Les inculpés considérèrent tellement absurdes les accusations portées contre eux, et se sentaient tellement forts de leur innocence, qu'ils renoncèrent même aux témoins. Il fallait cependant que le Procureur prouvât ses accusations.

Malgré les perquisitions minutieuses effectuées chez les légionnaires dans tout le pays, les autorités ne purent rien découvrir de compromettant à la charge des accusés; pas une ligne d'instigation à la révolte, aucune arme, aucun dépôt de dynamite, rien qui pût même paraître la préparation d'une action pour renverser l'ordre dans l'État, ainsi que l'avait prétendu le Procureur. Corneliu Codreanu et les autres accusés furent acquittés à l'unanimité par le Tribunal. Voici la réplique de la Justice aux conclusions du Ministère Public:

> "Il n'a pu être prouvé que ceux qui recrutaient ou qui étaient recrutés aient entrepris une quelconque action contre l'actuelle forme de Gouvernement, telle qu'elle est établie par la Constitution, et ils n'ont entrepris aucune action d'où aurait pu résulter un péril pour la sûreté de l'État..."
>
> "Considérant que l'on ne peut imputer aux inculpés d'avoir visé, par leur action, à changer la forme de Gouvernement; considérant qu'il résulte du dossier — ce qui n'est pas contesté par le représentant du Ministère Public — que les inculpés, Corneliu Z. Codreanu et les autres, ainsi que tous les membres de l'organisation qui préchaient l'établissement d'un organisme de main forte à la place des partis parasites, reconnaissaient l'autorité du Roi, dont ils parlent avec tout le respect voulu et dont ils auraient désiré devenir les collaborateurs; ce qu'ils disaient fréquemment au cours de leurs manifestations."
>
> "Quand il est question d'une collaboration avec le Chef de l'État, il ne peut être question d'un renversement de la forme du Gouvernement, auquel le souverain n'aurait pas consenti..."
>
> "Considérant que, dans ces conditions, l'action subversive — qui, d'ailleurs, n'est nulle part prouvée en tant qu'action subversive — dont sont accusés les inculpés ne peut être encadrée dans les dispositions de l'article 11."
>
> "De la sorte, les inculpés ne sont pas coupables des faits dont ils sont accusés, et ils doivent être acquittés."

(*Extrait de la sentence d'acquittement prononcée par le Tribunal.*)

Retournés en prison, après cette éclatante victoire obtenue devant la Justice, Corneliu Codreanu et ses camarades s'attendaient à être mis rapidement en liberté. Le Procureur fit pourtant appel et ils durent rester en prison jusqu'au nouveau jugement. Autre période de souffrances et d'attentes. Finalement, la date du jugement fut fixée au 27 mars 1931. La Cour d'Appel de Bucarest, devant laquelle fut envoyé le procès, émit, elle aussi, une sentence d'acquittement à l'unanimité. A la suite de cette sentence, l'ordre de levée d'écrou fut donné. Le Procureur fit cependant recours. La Cour de Cassation repoussa le recours toujours à l'unanimité.

> "Nous voici devant deux décisions, commente Corneliu Codreanu, dont l'une, celle de M. Mihalache, dissout la "Légion de l'Archange Michel" et la "Garde de Fer", en tant qu'organisations subversives et dangereuses pour l'existence de l'État roumain; et l'autre, celle de toute la Justice roumaine — Tribunal, Cour d'Appel et Cour de Cassation — proclame à l'unanimité que ces jeunes gens n'ont aucune culpabilité, que la Légion et la Garde ne sont aucunement dangereuses, ni pour l'ordre public, ni pour la sûreté l'État." [36]

Malgré la claire réponse de la Justice, le Gouvernement ne revint pas sur les décisions prises et la "Légion de l'Archange Michel" et la "Garde de Fer" restèrent dissoutes. Le Mouvement Légionnaire reprit cependant, peu à peu, ses activités.

Une année n'était pas encore passée après que la Justice eût délivré un certificat d'honnêteté politique à la Légion que, au mois de mars 1932, le Gouvernement Iorga-Argetoianu, qui avait succédé aux nationaux-paysans, procéda à une nouvelle dissolution de la Garde de Fer. Cette dissolution coïncidait avec l'entrée du Mouvement dans une lutte électorale dans le Département de Tutova. Un siège de député était vacant dans ce Département, et le père du Capitaine, le professeur Ion Zelea Codreanu, s'était porté candidat au nom de la Légion.

Le Gouvernement avait déchaîné la plus féroce terreur pour empêcher la victoire du candidat légionnaire. La dissolution était une mesure de plus pour justifier toutes les horreurs commises par les autorités contre les légionnaires au cours de cette campagne électorale. Le Gouvernement Iorga-Argetoianu ne se sentait nullement obligé d'accorder la moindre attention aux sentences émises par toutes les instances judiciaires du pays, par lesquelles la Légion avait été absoute de toutes les accusations portées contre elle par le Gouvernement antérieur.

La troisième dissolution aura lieu sous le gouvernement libéral, présidé par Jean G. Duca, en décembre 1933. Mais, comme cette dissolution ne

---

36. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 376.

représentera qu'un épisode dans la vaste persécution déchaînée contre la Légion dans tout le pays, pendant l'hiver 1933-1934, nous y reviendrons quand nous traiterons du sujet dans sa totalité.

L'année 1931, en dépit de la détention prolongée du Capitaine et des terribles épreuves qu'il a dû supporter, se solde par une grande victoire sur le front interne du mouvement. A l'appel de Corneliu Codreanu, en quelques mois, sont réunis les fonds nécessaires pour l'achat d'une typographie que sera installée das le "*Foyer Culturel Chrétien*" de Iassy. Jusqu'à cette date, la revue "*La Terre des Ancêtres*" était publiée à Orastie (Transylvanie) dans la typographie du prêtre Ion MOTA, père de Ionel Mota, le bras droit du Capitaine depuis la fondation de la Légion.

Entre-temps, le mouvement prenant de l'extension, ses besoins de propagande augmentaient aussi. De plus en plus de personnes demandaient les publications légionnaires: journaux, revues, brochures, livres. La jeune Légion ne savait comment subvenir à tous ces travaux coûteux. Dans cette situation dificile, le Capitaine a coupé le noeud gordien avec son énergie coutumière, en prenant la décision d'organiser une typographie propre.

L'appel du Capitaine pour l'achat de cette typographie, adressé aux légionnaires et aux amis du mouvement, finit par ses phrases vibrantes:

> "Répondez promptement à cet appel. En dépit de la pauvreté générale, que personne n'est capable de surmonter, nous allons montrer au Pays que nous sommes les seuls capables de la vaincre." *

Et vraiment, la pauvreté fut vaincue, la typographie fut installée et commença à fonctionner, car, qui pouvait rester insensible à la force de conviction de cette grande âme, dont les décisions paraissaient jaillir des profondeurs de l'histoire!...

Le premier travail de la typographie légionnaire de Iassy fut une prière de remerciement à Dieu.

6) AUX ÉLECTIONS

La participation du Mouvement aux élections marque la ligne de légalité adoptée par Corneliu Codreanu dès l'instant de la fondation de la Légion. Il ne s'est pas présenté aux élections générales de 1927-28, parce qu'il ne voulait pas se rendre ridicule, risquant d'obtenir seulement quelques milliers de votes dans tout le pays. Il a d'abord préparé ses cadres, les futurs chefs d'organisations; ensuite, il s'est dirigé vers les masses populaires; enfin, c'est seulement après que le peuple eut dans une certaine mesure fait connaissance avec la Légion et ses objectifs, qu'il put se risquer à affronter le verdict électoral de la nation.

---

* Ion BANEA: *Capitanul*, Sibiu, 1936, page 90 (en roumain).

L'occasion de se présenter aux élections apparut à l'été de 1931. Les nationaux-paysans démissionnèrent et le Roi confia le Gouvernement à l'équipe Iorga-Argetoianu, appuyée par les libéraux. Les nouvelles élections furent fixées au 1.er juin. Pour le dépôt des listes de candidatures. Corneliu Codreanu se trouva devant une difficulté. La "Légion de l'Archange Michel" et la "'Garde de Fer" en tant qu'organismes politiques avaient été déjà dis soutes. Il ne pouvait pas se présenter aux éléctions au nom de ces organisations, parce qu'il risquait voir annuler les listes, quoique la Justice eût lavé le Mouvement de toute accusation.

Pour éviter ce danger, il inscrivit l'organisation à la Commission Electorale Centrale, sous le nom de "'Groupement Corneliu Zelea Codreanu" et réussit à poser des candidatures dans 17 Départements sur 71. C'est tout juste si le Mouvement avait pu former dans ces Départements un embryon d'organisation.

Les élections se déroulèrent selon le système traditionnel: terreur et vol d'urnes. Candidate dans quelques Départements seulement, la Garde de Fer ne put obtenir que 34.000 suffranges, ce qui représentait moins de 2%, cote prévue par la loi électorale pour qu'un groupement politique puisse entrer au Parlement. Ce n'était pas à proprement parler une défaite. Le résultat des élections (moins les pertes subies du fait de la terreur gouvernementale) reflétait le degré de développement du Mouvement en été 1931.

Bientôt survint l'occasion pour que la Légion pût prendre sa revanche. Un siège vacant de député fut annoncé dans le Département de Neamtz et l'élection partielle fixée au 31 août 1931. Aux élections générales de juin, le Mouvement n'avait obtenu que 1.200 voix dans ce Département. Corneliu Codreanu se décida à présenter sa propre candidature, affrontant les anciens partis qui disposaient de puissantes organisations. Pour équilibrer dans une certaine mesure les possibilités locales des autres partis, le Capitaine appliqua, dans cette campagne, la tactique du combat légionnaire. Il concentra, dans le Département de Neamtz, tous les effectifs disponibles: quelques centaines de légionnaires. Chacun venait comme il le pouvait, à son propre compte. Pour avoir un gîte et de la nourriture, les équipes légionnaires travaillaient chez les paysans. Les politiciens tournaient en dérision les efforts "*don quichotesques*" des légionnaires. Ils étaient certains que Corneliu Codreanu se classerait après les autres partis.

Le résultat dépassa les calculs les plus optimistes: la Garde de Fer obtint 11.000 suffrages, les libéraux 7.000, les nationaux-paysans unis aux averescani 6.000, les autres encore moins. La nouvelle victoire légionnaire de Neamtz sema la panique parmi les adversaires et provoqua un enthousiasme indescriptible dans tous les cercles roumains qui souhaitaient un sort meilleur pour leur nation.

Par la suite, les partis politiques déclarèrent que la victoire de Neamtz de la Garde de Fer avait été une aventure locale et qu'elle n'avait aucune signification politique. Quelques mois plus tard, toujours sous le Gouvernement Iorga-Argetoianu, survint une nouvelle vacance parlementaire, dans le Département de Tutova. L'élection partielle fut fixée au 17 avril 1932. Corneliu Codreanu étudia la situation, se décida à prendre part aussi à cette élection et posa la candidature de son père, le professeur Ion Zelea Codreanu. Il voulait vérifier si la victoire de la Garde de Fer à Neamtz avait été une *aventure* ainsi que l'affirmaient les partis, ou le résultat d'une popularité réelle.

Les partis avaient la certitude que l'"*aventure*" ne se répèterait pas, mais pour être plus sûrs de leur pronostic, ils demandèrent le concours du Gouvernement. Constantin Argetoianu, Ministre de l'Intérieur, envoya de puissantes forces de gendarmerie à Tutova, avec l'ordre de "sortir les légionnaires du Département sur des brancards". Les gendarmes exécutèrent l'ordre à la lettre, avec une violence sans exemple jusqu'alors. Là où ils rencontraient des équipes légionnaires, ils les attaquaient et les battaient jusqu'au sang, les abandonnant souvent évanouis. Les légionnaires se défendirent, déployant des miracles de vaillance. C'était un hiver dur et les routes étaient couvertes de neige. Les légionnaires traversaient les villages, qui disparaissaient presque sous la neige, affrontaient la faim, le froid et les coups de crosses des gendarmes. Le sang coula plus d'une fois; des dizaines de légionnaires furent "sortis sur des brancards", la tête ou les membres roumpus, ainsi que l'avait ordonné Argetoïanu. Mais, quoique l'appareil de terreur eut fonctionné à fond, "*l'aventure*" se répéta: le professeur Ion Zelea Codreanu obtint 5.600 suffrages, contre 5.200 aux libéraux et 4.000 aux nationaux-paysans.

En juin 1932, le Gouvernement Iorga tomba. Les nationaux-paysans revinrent au pouvoir, Vaida Voevod étant cette fois-ci Président du Conseil. Le Parlement fut dissous et les nouvelles élections fixées au 17 juillet 1932. A peine les légionnaires étaient-ils sortis de la bataille épuisante de Tutova qu'une nouvelle épreuve les attandait. Cette fois-ci, le Mouvement Légionnaire réussit à déposer des candidatures dans 36 Départements. La campagne électorale ne différa pas des précédentes. Dans les Départements où le Mouvement ne mettait pas en danger la popularité des anciens partis, la propagande légionnaire put se déployer librement; par contre, là où les organisations nationalistes étaient déjà puissantes, des gendarmes et des bandes d'hommes de main firent leur apparition. Un des incidents les plus pénibles se déroula à Focsani. Un personnage vénérable de ce Département, le vieux Hristache Solomon, candidat sur les listes de la Garde de Fer, fut attaqué par une bande d'hommes de main appartenant au parti national-paysan et battu jusqu'au sang.

Dans ces élections, la Légion doubla ses suffrages par rapport à la précédente, arrivant au chiffre de 70.000. Obtenant les 2% prévus par la loi électorale, le groupement "Corneliu Zelea Codreanu" avait droit à cinq sièges au Parlement. Parmi les nouveaux députés, se trouvaient Corneliu Codreanu, le professeur Ion Z. Codreanu, et un jeune homme de 25 ans, Michel Stelesco, qui s'était distingué pendant tous les combats livrés jusqu'alors.

7. AU PARLEMENT

Après l'élection partielle de Neamtz, Corneliu Codreanu entra au Parlement. Il a d'ailleurs gardé les souvenirs les plus pénibles de cette institution. Il s'y trouvait dans un monde étranger et hostile. Sur ces bancs, étaient assis ceux qui persécutaient les légionnaires, ceux qui envoyaient les gendarmes pour les chasser des villages et les attaquer, ceux qui donnaient des ordres de perquisitionner les maisons légionnaires et de dévaster leurs sièges, ceux qui étaient coupables de tous les forfaits contre le Mouvement Légionnaire.

Quels liens spirituels pouvaient exister entre lui et eux?

Mais ces gens-là n'étaient pas seulement ses ennemis et ceux de l'organisation qu'il dirigeait. Ils étaient les ennemis du pays et de la nation. Le Parlement était visiblement un Forum politique étranger aux intérêts du peuple. Les députés des partis ne connaissaient d'autres lois que celles de l'intérêt personnel. Entre eux et le pays s'ouvrait un abîme. Le peuple était la proie d'une exploitation impitoyable et, au Parlement, où les élus de la nation auraient dû soutenir ses intérêts légitimes, on perdait son temps en palabres inutiles. *Les problèmes réels de la nation n'étaient débattus ni défendus par personne dans cette enceinte.* La grande majorité des députés étaient étrangers à la nation, comme mentalité, comme manière d'envisager ses problèmes, comme aspirations...

Le Capitaine ne pouvait pas briller au Parlement comme orateur. Ce n'était pas son mode d'agir et, en plus, il ne pouvait pas s'adresser à des gens avec lesquels il n'avait rien de commun spirituellement. C'est pourquoi il prenait rarement la parole. Mais tant qu'il a été parlementaire, il a gardé une attitude sobre et digne:

> "Je n'ai jamais outrepassé, tout le temps que j'ai siégé au Parlement, les lois de la bonne éducation et du respect pour mes aînés, fut-ce à l'égard de mes plus grands adversaires. Je n'ai pas persiflé, je n'ai pas pris part aux insultes, je ne me suis moqué de personne et je n'ai offensé personne. De sorte que je n'ai pas pu m'intégrer à cette vie. Je suis resté un isolé, non seu-

lement du fait que j'étais seul parmi les autres, mais un isolé à l'égard de cette vie-là." [37]

Pendant la période législative qui ouvrit à l'automne de la même année, il prit part à la discussion du Message, très tard, dans la soirée, dit-il, quand la séance tirait à sa fin et que les bancs étaient à peu près vides. C'est alors que la parole lui fut donnée. Il commença par évoquer la cruelle misère dans laquelle vivait le paysan. Il en cita des exemples émouvants: dans certaines parties du pays, on mangeait du pain fait de son, mélangé de sciure de bois. Il dénonça ensuite les liens existant entre les partis et la Haute Finance, nationale et internationale. Il donna lecture d'une liste de noms d'hommes politiques des divers partis, qui figuraient dans le portefeuille de la Banque juive Blank, pour des sommes variant entre un million et 20 millions de lei.

La Banque Blank se trouvait au bord de la faillite en 1931. Pour la sauver, Constantin Argetoïanu, l'un de ceux qui avaient recours à la Banque, s'arrangea pour que l'État reprit une partie du portefeuille pourri de la Banque, pour une valeur de plusieurs milliards de lei. L'argent que les politiciens avaient reçu de la Banque, sous forme *d'emprunt*, les contraignait à venir à sa rescousse, en imposant à la nation des sacrifices énormes.

Corneliu Codreanu condamna la politique du Gouvernement Iorga-Argetoïanu, qui dilapidait ainsi des milliards, alors que des paysans, écrasés de dettes par des taux d'usure exorbitants, avaient un besoin urgent de l'aide de l'État. Il demanda la peine de mort pour les prévaricateurs, la révision et la confiscation des fortunes édifiées par le pillage des caisses publiques, et la responsabilité pénale de tous les hommes politiques qui avaient appuyé des affaires particulières frauduleuses aux frais de l'État.

Ce discours ne fut pas du goût de l'Assemblée. La plupart des députés présents s'étaient rempli les poches, sous une forme ou sous une autre, aux dépens des deniers publics, ou se proposaient de tirer avantage de leur mandat de député pour se livrer au trafic d'influence et s'enrichir.

Après les élections de juillet 1932, qui donnèrent une majorité au Parti National-Paysan, Corneliu Codreanu entra pour la seconde fois à la Chambre. Cette fois-ci, il n'était plus seul. En même temps que lui, avaient été élus quatre autres députés sur les listes du Mouvement. Il intervint plus souvent dans les débats, chaque fois qu'il lui semblait que les lois soumises au scrutin, ou les mesures prises par le Gouvernement, étaient préjudiciables au peuple roumain.

En février 1933, une grève éclata aux grands ateliers des Chemins de Fer — Grivitza, de Bucarest. Les ouvriers se baricadèrent dans les ateliers et refusèrent de les évacuer, lorsqu'ils furent sommés, par les autorités, de le faire. Sur l'ordre du Gouvernement national-paysan, l'armée tira sur

37. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires*, page 409.

les ouvriers, laissant sur le terrain quelques dizaines de morts. Révolté par cette hécatombe qui, avec quelque patience et compréhension, aurait pu être évitée, Corneliu Codreanu prit la parole au Parlement, stigmatisant la cruelle répression ordonnée par le Gouvernement:

> "Il est mauvais que les ouvriers soient sortis dans la rue, mais il aurait été pire pour eux et pour la nation si, devant une injustice criante, ils n'étaient pas sortis et avaient courbé la tête sous le joug, laissant le pays entre les mains des politiciens avides."
>
> .....
>
> "Ensuite, je tiens à affirmer que, comme tous les hommes de bon sens de ce Pays, je n'ai pas peur du communisme ou du bolchevisme. Nous avons peur d'autre chose: du fait que les hommes de ces ateliers n'ont pas de quoi manger; ils ont faim."
>
> .....
>
> "Et aussi, j'ai peur d'autre chose: de la soif de justice."
>
> "Vous devez satisfaire ces deux nécessités: *la faim* et *la soif de justice*, et l'ordre le plus complet règnera dans ce pays." (16 février 1933.)

Si la grève des Ateliers Grivitza avait dégénéré en révolte, c'était à l'instigation d'agents communistes, identifiés plus tard et condamnés par les tribunaux militaires. Mais, tandis que les agitateurs communistes souffraient de simples peines de prison, des dizaines de travailleurs roumains avaient perdu la vie, abattus par les balles des soldats. Les gens avaient manifesté parce qu'ils ne pouvaient plus vivre avec leurs salaires de misère. *Les vrais coupables n'étaient pas eux, mais les dirigeants du pays.* C'étaient eux qui les avaient réduits au désespoir, au point qu'ils ne se rendaient plus compte de ce qu'ils faisaient, devenant forcément les instruments des communistes.

La responsabilité retombait sans doute sur les gouvernements antérieurs, mais, en premier lieu, sur le gouvernement national-paysan, au sein duquel figuraient quelques éléments connus pour leurs idées marxistes. Qui avait donné l'ordre de tirer sur les ouvriers et avait assumé les responsabilités de la répression? Armand Călinesco, alors sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, le même personnage qui ordonnait la persécution des légionnaires et qui, plus tard, sous le régime carliste, acceptera le rôle de bourreau de notre génération.

8) LE MOUVEMENT LÉGIONNAIRE ET LA DÉMOCRATIE

Pourquoi tous les partis attaquaient-ils le Mouvement Légionnaire avec tant d'acharnement? Agissaient-ils pour une raison plus élevée, qui échappait au jugement de la jeunesse? Agissaient-ils dans l'intérêt de l'État,

au moins ? En ce cas, la persécution aurait eu une apparence de justification. Elle aurait pu être regardée comme une réaction des aînés, qui, par amour de la patrie, refuseraient de céder la direction à des jeunes gens sans expérience...

Aucune de toutes ces suppositions "honorables" ou, du moins, défendables, ne correspond à la réalité. Les anciens partis ne s'intéressaient pas le moins du monde à la bonne marche du pays. Leur principal souci était de s'enrichir pendant les années de gouvernement, pour pouvoir résister (comme ils le disaient eux-mêmes) pendant les années maigres de l'opposition. Les partis étaient devenus des sociétés d'exploitation des richesses du pays et du travail du peuple. La nation, avec son passé et son avenir, avec ses problèmes présents et les dangers qui la menaçaient, ne troublait guère leurs pensées... Tout pouvait s'écrouler autour d'eux, tout ce qui avait été bâti par la peine et les sacrifices des générations précédentes, rien ne pouvait changer leur attitude cynique.

> "Il n'est pas d'homme, ayant des yeux pour voir, qui ne réalise pas que ce pays riche est devenu une ruine. L'économie paysanne est une ruine, le village aussi (une poignée d'hommes qui geignent), la commune une ruine, le département une ruine, les montagnes vendues une ruine, les champs en friche une ruine, qui ne rend plus rien au pauvre laboureur, le budget de l'État une ruine, et une ruine le pays.
>
> "Et par dessus cette ruine, aussi étendue que le pays roumain, une bande de lâches, une bande d'imbéciles, une bande de voleurs éhontés, ont édifié des palais pour défier le pays qui gémit de douleur et pour insulter ta souffrance, paysan roumain !" (Le Manifeste "Une Ruine", de Corneliu Zelea Codreanu.)

Les partis politiques attaquaient le Mouvement pour ne pas perdre la proie qu'ils dépouillaient : le pays avec toutes ses richesses. C'était exclusivement l'intérêt de la caste exploiteuse qui dictait la persécution contre les légionnaires.

Sans doute, dans les débats publics, les leaders des partis invoquaient d'autres éléments pour justifier leur attitude. Leur argument principal, celui qu'ils employaient le plus souvent, était que le Mouvement Légionnaire militait pour changer la forme de gouvernement. Corneliu Codreanu avait fait, disaient-ils, des déclarations hostiles à la démocratie et soutenait la réalisation d'un commandement national unique, qui aurait été similaire à une dictature ou à un régime autoritaire.

Cet argument mérite d'être débattu plus longuement, car les déclarations du Chef de la Légion à l'égard de la réorganisation de l'État Rou-

main ont été souvent mal comprises, et, le plus souvent, faussement présentées par les adversaires du Mouvement.

Tout d'abord, nous devons connaître ces farouches défenseurs de la démocratie en Roumanie. Qui étaient-ils et quelles étaient leurs convictions intimes? Avaient-ils une dévotion particulière pour les libertés du peuple? Respectaient-ils la volonté de la nation ainsi qu'il se doit dans une démocratie? Le Gouvernement en Roumanie était-il conscient de ses responsabilités vis-à-vis des élus de la nation?...

Le Mouvement Légionnaire a fait une amère expérience de la démocratie roumaine. Le système de gouvernement, basé sur le suffrage universel, fonctionnait seulement sur le papier. La caractéristique de cette démocratie était la prédominance du facteur exécutif dans l'engrenage de l'État. Ce n'était au fond que la dictature camouflée d'une oligarchie. La source du pouvoir n'était pas le Parlement, mais le Roi; et le Roi n'était pas un arbitre de la vie publique, ne s'orientait pas d'après les indications du facteur électoral, mais procédait selon son bon plaisir. Le Roi appelait au pouvoir un parti ou autre, sans tenir compte de sa popularité. Après son arrivée au pouvoir, le parti obtenait la dissolution de l'ancien Parlement et procédait à de nouvelles élections. Comme un parti impopulaire ne pouvait pas faire d'élections libres, il était obligé, pour s'assurer des majorités parlementaires, de recourir à la terreur et au vol des urnes. La volonté nationale était foulée aux pieds par l'appareil administratif et ajustée aux besoins électoraux du gouvernement.

Corneliu Codreanu a démontré que le régime de la "démocratie" en Roumanie était, en réalité, un état d'anarchie politique chronique:

> "Où sont les "droits du peuple souverain" de décider de son sort — s'exclamait-il — quand les réunions publiques sont interdites, quand, au moment de voter, des dizaines de milliers d'hommes en sont empêchés, sont maltraités, menacés de mort, tués?" [38]

Voici quels étaient les défenseurs de la démocratie: ceux qui juraient de respecter les lois et la Constitution du pays lorsqu'ils prendraient le pouvoir, pour les fouler aux pieds le lendemain. Les détenteurs du pouvoir étaient donc eux-mêmes des infracteurs perpétuels de l'ordre démocratique. Ainsi, les politiciens n'avaient aucune autorité morale pour faire à Codreanu des procès d'intentions, quand ils ne manifestaient pas eux-mêmes le moindre respect pour les institutions fondamentales de l'État.

Voyons maintenant l'opinion de Corneliu Codreanu sur la démocratie. Il est incontestable que le spectacle déshonorant que présentait la vie publique en Roumanie ne pouvait que faire surgir dans son esprit des doutes sérieux à l'égard d'un pareil système de gouvernement. Ne nous étonnons

---

38. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 395.

donc point que Corneliu Codreanu se soit déclaré contre la démocratie, qu'il ait fait un âpre réquisitoire contre cette forme de gouvernement, la rendant responsable de tous les maux qui s'étaient abattus sur le peuple roumain. Mais il n'est pas moins vrai qu'à l'âge de 30 ans, son expérience politique se limitait à l'horizon roumain. Il a jugé la démocratie d'après ses effets déplorables en Roumanie.

Au nom de la démocratie, le peuple roumain était frappé, tourné en dérision et exploité jusqu'au sang. Quel règne du peuple était celui-ci où le peuple n'avait droit qu'aux humiliations et aux injustices? Et, lorsqu'il était appelé, une fois tous les quatre ans, à décider du sort du pays par des élections, on lui fermait la bouche à coups de crosse. Ses conclusions reflétaient les déficiences spécifiques de la démocratie roumaine. Nous ne savons pas dans quelle mesure, s'il avait vécu dans un climat politique occidental, il se serait tenu à ces mêmes conclusions.

Parallèlement à cette condamnation de la démocratie, on observe cependant, dans sa pensée politique, une autre tendance, apparentée à l'idéal démocratique: *un respect infini pour la volonté du peuple,* ce qui n'a jamais été observé chez les anciens partis. Ceux-ci agissaient dans un climat politique de duplicité permanente. Ils prétendaient gouverner au nom du peuple, mais en même temps faisaient usage de tous les moyens pour étouffer son droit de libre détermination dans la vie de l'État.

Corneliu Codreanu fait une distinction entre la démocratie et la source du pouvoir dans un État: la volonté de la nation. Cette volonté, il ne la néglige pas, ne la méprise pas. Il ne plaide pas pour son annihilation. Au contraire. Il la met à la base de toute forme de gouvernement. Il demande continuellement qu'elle soit respectée. Il entend se soumettre à ses décisions: L'essence d'un État réside dans cette volonté, non dans la forme de l'État. Les formes sont changeantes, soumises à évolution. Aujourd'hui, c'est la démocratie, demain cela peut être autre chose, un régime moins démocratique, plus autoritaire. L'essentiel est que, dans tous ces changements de régime, la nation soit présente, que tout se fasse en accord avec sa volonté. Voici ce que répond Corneliu Codreanu, au Parlement, à ceux qui l'accusaient de vouloir la suppression des partis:

> "... Sommes-nous pour ou contre la suppression des partis? A cet égard, je vais vous exprimer mon point de vue. Qui est celui qui doit décider la suppression des partis? Pouvez-vous les fonder ou les supprimer? Non. Celui qui doit décider, c'est le peuple, le pays affamé et nu.
>
> "En tout cas, je vous dis que le peuple n'aime pas les partis politiques. Ceci est un fait précis et vous, dans un régime démocratique, ne pouvez pas vous maintenir à la barre de l'État contre la volonté du peuple. Ceci est un autre fait précis. Mais

il y a encore une question. Quelqu'un disait: les partis ne sont pas nés d'une improvisation, ils sont le résultat d'une évolution. Oui, je suis moi-même favorable à cette théorie et j'applique aux partis la loi de l'évolution. Les partis, comme toutes les choses en ce monde, naissent, se développent et meurent. Je ne crois pas que les partis soient une forme supérieure de perfection, ayant gagné le droit à l'immortalité." (Discours au Message, 3 décembre 1931.)

Dans sa conception politique, tout changement dans la forme de gouvernement doit être réalisé conformément aux règles constitutionnelles. Il est contre tout changement brusqué de la situation existante, qui violenterait la volonté du peuple, lui imposant une Constitution dictée de haut en bas.

Cette distinction entre la démocratie et la volonté de la nation constitue un trait capital de la pensée politique de Corneliu Codreanu. La volonté du peuple peut s'exprimer à un moment donné par la démocratie et les partis, mais rien ne l'empêche de trouver aussi d'autres formes d'expression. Si le peuple est souverain dans ses décisions, ainsi que le proclament les principes démocratiques, en vertu de cette même souveraineté, il peut renoncer à la démocratie parlementaire et adopter une autre forme de gouvernement. "L'État n'est qu'un simple vêtement qui couvre le corps de la nation" — proclame Codreanu. Le vêtement, par ses propres fonctions, doit être coupé selon les besoins du corps qu'il habille. Le corps, c'est la nation avec son ensemble d'intérêts, d'aspirations et d'idéaux. La nation est antérieure à l'État et le conditionne. Le créateur de l'État, c'est la volonté de la nation.

Corneliu Codreanu, sans se prononcer sur la forme d'État qu'adoptera la Légion, fait une anticipation fondamentale, concernant les rapports de l'État avec la Nation. Si, à un moment donné, la forme existante de l'État ne correspond plus aux nécessités de la nation, que faut-il faire? Doit-on brusquer la situation, faire un coup d'état, pour faciliter le processus de renouvellement constitutionnel de la Nation? Non, catégoriquement non, répond Corneliu Codreanu. Si la Constitution et les lois en vigueur empêchent qu'on prenne des mesures de salut, déclare-t-il au Parlement, alors que soit convoquée l'Assemblée Constituante, "pour que le peuple désigne celui qui sera appelé à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauver le pays".

Nous verrons plus tard comment a évolué la pensée politique de Codreanu, comment il est devenu, en fin de compte, le principal défenseur de la Constitution, au moment où tous les autres groupements politiques ont renié la démocratie et accepté la dictature du Roi Carol.

L'immense respect dont témoignait Corneliu Codreanu pour les aspirations des masses populaires, émanait de la structure spirituelle du Mou-

vement. *La vie dans l'amour*, notion spécifique de la communauté légionnaire, ne tolère pas d'autre moyen d'affirmation dans la vie politique que la conviction: un légionnaire attire des gens autour de lui, et, par la force de son amour, réveille leur puissance spirituelle et les intéresse aux grands objectifs de la nation. La violence, le désordre, ou les promesses démagogiques ne constituent pas les armes dont use un légionnaire pour capter les masses populaires. Les foules doivent être conquises aux idéaux de la Légion par un processus de persuasion et d'intégration volontaire. Si les légionnaires ne sont pas capables de s'attacher les masses dans leur combat pour le salut de la nation, cela signifie qu'ils ne sont pas encore aptes à diriger le pays.

IV. LA PREMIÈRE PERSÉCUTION
LE PARTI LIBÉRAL S'ENGAGE À DÉTRUIRE LA GARDE DE FER

La Légion est née sous le signe de la persécution. Les périodes pendant lesquelles elle a pu jouir de la liberté sont tellement rares et tellement courtes qu'elles ne méritent pas d'être mentionnées. Toute son histoire est, de fait, celle d'une persécution continue. Seuls les persécuteurs ont changé, mais non le système de traîter le Mouvement. Les gouvernements se sont invariablement maintenus sur la ligne de l'oppression, indifféremment de ceux qui détenaient les rênes du gouvernement. Chocs avec les gendarmes, passage à tabac, arrestations, perquisitions, procès, prisons, étaient choses courantes dans la vie d'un légionnaire. Sa fiche comprenait toujours cette étrange rubrique: jours de prison subis. La persécution accompagnait le légionnaire comme l'ombre accompagne l'homme.

Dans le langage des légionnaires, la persécution représentait cependant quelque chose de plus que ces escarmouches quotidiennes avec les autorités, qui étaient une partie pour ainsi dire organique de leur vie. La persécution formait un chapitre à part de la souffrance. Elle avait un début et une fin bien définis. Elle envahissait l'organisme du Mouvement comme une maladie qui se manifeste par une forte fièvre. L'organisation était soumise à des secousses terribles, presque mortelles. Tandis que, dans l'oppression habituelle, la terreur se maintenait entre certaines limites, dans la persécution proprement dite, elle ne connaissait plus de bornes. Alors, l'action du gouvernement contre le Mouvement se déchaînait avec une extrême violence, ayant pour objectif son annihilation en tant que force politique.

La persécution commençait, lorsque la justice était mise hors d'état de fonctionner, et les légionnaires laissés aux prises avec la force brutale de l'État, c'est-à-dire, avec le Pouvoir Exécutif manoeuvré par des forces tyranniques. C'est seulement après l'élimination totale du pouvoir judiciaire, que l'État pouvait donner libre cours à toute sa capacité de terreur. A ce moment on rejetait les légionnaires dans la catégorie des infracteurs contre l'État, des subversifs, des hors la loi. En leur faveur on ne pouvait invoquer ni la Constitution ni les autres lois. Ils n'étaient plus jugés par les instances

prévues, mais par des instances exceptionnelles, qui prononçaient les sentences sur ordre. Les membres de la Garde de Fer pouvaient être détenus pendant des semaines et des mois sans mandat d'arrestation. Ces détentions étaient effectuées, sous sa propre responsabilité, par la force exécutive, qui ne s'inquiétait nullement de l'opinion publique, des textes de la Constitution, ou des termes de la procédure. Enfin, les légionnaires pouvaient être tués impunément par les agents de la force publique, quoique la Constitution roumaine ne prévît pas la peine de mort. L'État qui, pour des motifs humanitaires s'interdisait d'envoyer à la mort le bandit le plus féroce, devenait d'une cruauté sans bornes lorsqu'il avait affaire aux légionnaires.

On doit retenir aussi un autre caractère des grandes persécutions: *leur ampleur*. C'est le mouvement dans sa totalité qui était voué au calvaire. Des milliers d'hommes devaient souffrir, sans avoir commis d'autre faute que d'être membres de cette organisation. Pendant l'oppression ordinaire, seuls souffraient les éléments qui, *hic et nunc,* étaient surpris par les autorités dans des actions de propagande et d'organisation. La persécution extraordinaire infligeait un tourment collectif. La fureur du gouvernement s'abattait sur tous les légionnaires, connus ou supposés.

La persécution peut donc être définie dans les termes suivants: une offensive générale du gouvernement contre le Mouvement, réalisée en dehors du cadre légal de l'État, et au cours de laquelle tous les membres de l'organisation étaient exposés aux brutalités de l'appareil d'oppression.

Les gouvernements roumains d'entre les deux guerres se sont succédés dans le chaos; il n'existe pas, d'un gouvernement à l'autre, une continuité de programme, de conception politique ou d'effort dirigé. Chaque gouvernement commençait par démolir l'oeuvre du parti qui l'avait précédé au pouvoir, même s'il s'agissait de réalisations utiles; ensuite, il conduisait le pays d'après sa propre conception, qui n'était au fond qu'un système d'enrichissement de ses propres partisans.

Sur un seul point de leur programme, ils étaient d'accord: dans leur volonté d'anéantir le Mouvement Légionnaire. Les partis se passaient de l'un à l'autre la consigne de poursuivre la Légion de leur haine commune.

Le passage de la période "normale" d'oppression à la phase "aigue" de persécution ne dépendait pas tellement du parti qui gouvernait. Cette décision de déclancher toutes les forces de l'État contre la Légion fut en grande partie la conséquence du dégré momentané de puissance auquel était parvenu le Mouvement. Nous avons vu que la terreur constante, mais maintenue entre certaines limites, n'avait pas l'effet désiré par les autorités. Non seulement l'armée légionnaire ne se dispersait pas, mais un résultat encore plus déplaisant pour les partis, se manifestait: la violence exercée contre elle ne faisait qu'accroître la popularité de la Garde de Fer. Les brutalités policières, les prisons où ils souffraient, augmentaient la renommée des légionnaires

dans le pays et la sympathie des masses populaires allait de plus en plus à ceux "qui se sacrifiaient pour la justice". Le Mouvement grandissait envers et contre tous, prenait de l'ampleur comme une marée qui démolit l'une après l'autre les digues dressées contre elle. Les cadres du Mouvement, au lieu de céder aux pressions gouvernementales, se multipliaient et se renforçaient. Il ne s'agissait plus seulement de "jeunes gens écervelés", ainsi que les autorités qualifiaient les étudiants qui combattaient dans l'organisation; car, dans ses rangs, on comptait maintenant des hommes de poids de toutes les couches sociales. Les sondages faits par le gouvernement laissaient prévoir qu'aux futures élections un important secteur de l'opinion publique voterait avec les légionnaires.

A ce moment, les anciens groupements politiques se sentant de plus en plus menacés par le courant légionnaire, le gouvernement se trouva devant une alternative: ou bien, reculer — ainsi qu'il se devait dans un État démocratique normal — cesser la persécution et reconnaître à la Légion le droit de s'affirmer librement; ou bien, intensifier la persécution au maximum, pour forcer les légionnaires à capituler.

La première solution, juste et légale, supposait un sens élevé de la responsabilité sociale et du respect humain envers tous les citoyens. Dans ce cas, les dirigeants gouvernementaux auraient dû être capables de reconaître, non seulement la force politique de ce mouvement, mais aussi l'esprit de sacrifice qui l'animait et le patriotisme éleve dont il avait fait preuve dans toutes les circonstances. Or, en réalité, la classe dirigeante roumaine n'était pas l'expression de la nation. Elle était incapable d'apprécier la grandeur d'un tel mouvement nationaliste, elle ne pouvait pas faire ce geste noble de laisser l'opposition nationaliste libre de se manifester. Une telle solution aurait été contraire à sa mentalité et à sa finalité. Classe privilégiée, vouée à l'exploitation des richesses du pays et du travail des masses populaires, elle ne pouvait pas accorder la liberté d'expression justement à ceux qui voulaient faire cesser ce régime, origine et source principale de sa puissance politique. La classe dirigeante roumaine n'a jamais brillé par ses vertus civiques. Tout groupement politique qui aurait osé toucher à ses privilèges économiques, ou envisager une quelconque modification institutionnelle du statut social des masses roumaines, indifféremment des idéaux qu'il servait, devenait *ipso facto* son implacable ennemi.

Voilà pourquoi tous les gouvernements, chaque fois qu'ils ont dû prendre une décision concernant le Mouvement Légionnaire, ont opté pour la violence et l'assassinat. Basé sur l'injustice sociale, le régime politique roumain ne pouvait se sauver à ce moment où la popularité de la Légion atteignit la cote d'alarme, qu'en employant à fond la machine coercitive de l'État pour écraser son adversaire. Il fallait, à tout prix, empêcher la Légion de gagner son droit de cité politique dans l'État, parce qu'*il s'avérait qu'une*

confrontation électorale libre avec les anciens partis aurait signifié l'inévitable fin de ceux-ci.

A ce moment-là, inéluctablement, allait commencer la PERSÉCUTION, par des violences extrêmes qui allaient frapper la totalité du Mouvement, et multiplier d'une manière terrifiante le nombre des victimes innocentes dans les rangs légionnaires. L'État légal une fois supprimé, entrait en fonction l'État de la force brutale, qui ne connaît d'autres limites que celles imposées à son tour par une autre force.

Les légionnaires vont se défendre, opposant leurs poitrines à l'avalanche d'illégalités et de crimes, pour sauver l'existence politique de leur mouvement.

1) L'ORGANISATION LÉGIONAIRE EN 1933.

Au début de 1933, le Mouvement Légionnaire s'était établi dans la plus grande partie du pays. Il restait encore peu de Départements à organiser. Parallèlement à cette extension impressionnante de l'organisation, un changement s'était produit dans la composition même des cadres. Alors que, entre les années 1927-1930, la majorité de ses membres était formée de jeunes gens n'ayant pas encore quitté les bancs de l'Université, maintenant elle s'était enrichie d'éléments politiquement et socialement représentatifs, provenant de toutes les couches sociales. Incontestablement, ces nouveaux légionnaires étaient relativement jeunes, aux environs de la trentaine, mais c'étaient des hommes formés, ayant des positions professionnelles solides: professeurs, avocats, ingénieurs, prêtres et même des personnalités consacrées dans le domaine de l'art, de la science, et de la littérature.

En six ans d'existence, le Mouvement avait fait des progrès étonnants. Une petite formation provinciale, composée de quelques dizaines de membres, s'était transformée en une puissante organisation qui couvrait à peu près tout le pays. Les autorités signalaient l'apparition continuelle de légionnaires dans tous les départements du pays.

On ne pouvait encore parler d'un courant de masses. Cependant, le Mouvement disposait maintenant d'un solide réseau de "Nids" et de cadres suffisants pour livrer *la bataille de la popularité* et oser se mesurer dans la lutte électorale avec les autres partis. Prenant acte de la croissance réalisée par le Mouvement dans les années 1932-1933, Corneliu Codreanu fit un pas en avant sur la voie de l'organisation, en nommant des Chefs de Départements.

Mais, le plus grands succès enregistré par le Mouvement eut lieu dans les rangs des étudiants. En 1933, les Comités Étudiants de Direction, dans toutes les Universités du pays, se trouvaient entre les mains des légionnaires. Par la suite, aux élections qui avaient lieu tous les ans pour le renouvellement des Comités, les listes soutenues par les légionnaires furent régulière-

ment élues. En réalité, les légionnaires ne représentaient qu'une minorité par rapport à la masse des étudiants, mais cette minorité, dynamique et disciplinée, jouissait des sympathies d'une grande majorité d'étudiants. Après l'éclipse subie pendant les années 1926-1929, le mouvement étudiant nationaliste, vivifié par l'esprit légionnaire, renaissait plus fort et plus conscient de sa mission.

A partir de l'automne 1930, Corneliu Codreanu résida plutôt à Bucarest. Le 8 novembre 1930, il inaugure le premier siège de la Légion dans la Capitale: 40, Calea Victoriei. Son établissement ici signifiait, en fait, le déplacement du centre du Mouvement de Iassy à Bucarest. Corneliu Codreanu s'était rendu compte que, s'il restait à Iassy, le Mouvement aurait de la peine à se développer et à sortir de sa phase provinciale. Pour que les idées légionnaires puissent se répendre, Bucarest devait être conquise avant tout, car c'était là le centre politique et intellectuel du pays, d'après lequel la province s'orientait généralement. Il fallait gagner la Capitale pour se légitimer sur le plan national et devenir un groupement de tout le peuple roumain.

Il y avait en outre un motif de sécurité politique, qui le décidait à quitter Iassy. Tous les complots contre le Mouvement se tramaient à Bucarest. En fixant son domicile ici, il pouvait être informé plus rapidement et d'une manière plus précise des plans des ennemis; il pouvait prendre plus tôt ses contre-mesures de défense.

La présence de Corneliu Codreanu à Bucarest a donné une impulsion décisive au Mouvement de la Capitale. Jusque là, l'organisation légionnaire locale n'avait pas dépassé le secteur universitaire. Les adhésions provenant d'autres milieux sociaux étaient fort rares. La population de la Capitale ne connaissait le Mouvement qu'à travers le prisme déformant des calomnies débitées dans les journaux controlés par les Juifs ou les Partis et faisait preuve en général d'une attitude réservée à son égard. Après les procès de Bucarest en 1930 et 1931, après les retentissantes victoires électorales dans les Départements de Neamtz et de Tutova, la Capitale avait commencé à s'intéresser au Mouvement.

Le Capitaine y avait établi le siège central du Mouvement et son mandat de député lui facilitait les contacts avec la population. Un grand nombre d'honnêtes gens qui, jusqu'alors, n'avaient connu que les tristes aspects de la politicaille traditionnelle et qui appelaient de tous leurs voeux une modification radicale du pays, venaient chez lui pour connaître ses pensées. Après ces confrontations, beaucoup d'entre eux rectifiaient les opinions erronées qu'ils s'étaient formées au sujet du Capitaine et de la lutte de la jeunesse légionnaire.

Les propos qu'il tenait, impressionnaient par la précision des idées et par la maturité de la pensée. Corneliu Codreanu était un agitateur de

masses, mais pas un agité. Tous lui reconnaissaient un patriotisme désintéressé et lui accordaient la paternité de la ligne d'honneur et de dignité qu'il voulait imprimer aux nouvelles générations, même si, parfois, les interlocuteurs discordaient sur les méthodes. Le Capitaine souriait de ces objections qu'il avait entendu formuler d'innombrables fois par des hommes bien intentionnés. Quelles méthodes pouvait-on employer, quand les gouvernements bafouaient la légalité et recevaient les légionnaires à coups de bâton ou de crosse de fusil?! S'il n'avait pas réagi énergiquement à son tour, le Mouvement aurait été condamné à disparaître.

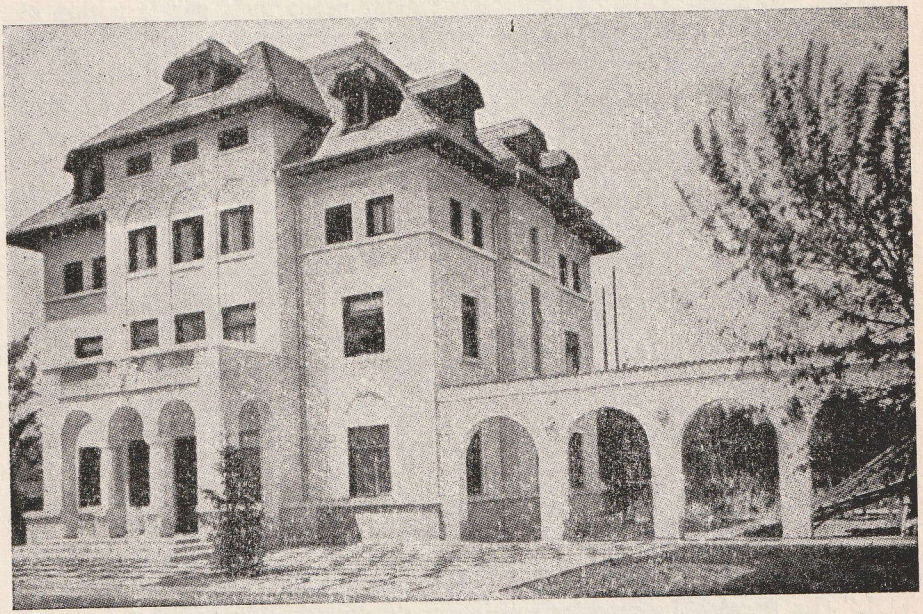
Le Capitaine appliqua à Bucarest son système particulier de propagande. Au lieu de discussions stériles, il fit une démonstration vivante des principes légionnaires. Au début d'Août 1933, le Capitaine fonda un camp de travail à Bucurestii-Noi, un quartier de la banlieu de la Capitale, et y réunit des jeunes gens venus de tout le pays pour travailler à la construction d'un Foyer destiné aux légionnaires blessés, connu plus tard sous le nom de "MAISON VERTE" (Casa Verde). Les luttes incessantes, les tortures infligées par la police, les souffrances endurées dans les prisons, avaient provoqué de graves infirmités chez de nombreux légionnaires. Pour ces invalides de la Légion, on pensa à construire un Foyer, pour éviter qu'ils ne deviennent une charge trop lourde pour leurs familles ou pour eux-mêmes.

Aux menaces des politiciens, qui demandaient une répression plus impitoyable encore à son égard, la Garde de Fer répondait par l'édification d'un Foyer destiné aux victimes de cette persécution...

Au sujet de la "Maison Verte", Corneliu Codreanu avait encore une autre pensée, qu'il confiait de temps en temps à ses camarades les plus proches: "S'il le faut, j'y ferai aussi un cimetière pour les légionnaires qui tomberont dans le combat pour la rédemption de la Nation. Nous resterons unis, même au tombeau. Nous ne fuirons pas le sacrifice. Et si on doit nous tuer, préparons déjà le lieu de notre dernier repos."

Le camp de Bucurestii-Noi produisit une impression profonde sur la population de la Capitale. Journellement, des centaines de visiteurs se succédaient sur le chantier de la "Maison Verte", d'où ils revenaient stupéfaits de ce qu'ils avaient vu. Fraternisant dans le même idéal, travaillaient côte-à-côte des étudiants venus de tous les coins de la Roumanie, des professeurs universitaires, des prêtres, des avocats, des ingénieurs, des paysans et de simples ouvriers. Toute la Nation s'y trouvait représentée. LES DIFFÉRENCES DE CLASSE SOCIALE AVAIENT DISPARU. Seul subsistait l'effort commun pour le salut de la Patrie. Ce camp attira l'attention de hautes personnalités roumaines et étrangères. Les légionnaires du camp reçurent la visite du Maréchal Averesco, du prof. Nae Ionesco, du Général Cantacuzène, du Sénateur italien Général Coselschi, et bien d'autres...

La "Maison Verte" fut construite par le travail collectif des légionnaires, grâce aux dons effectués par les visiteurs qui venaient contempler



CASA VERDE (*La Maison Verte*) *Bucarest.*

"le phénomène de Bucurestii-Noi". Ce camp fonctionna à un rythme tellement intense que le toit de l'édifice put être posé au début de novembre 1933. Cette réalisation légionnaire fut une démonstration éclatante des possibilités de redressement du pays par le travail discipliné et la collaboration désintéressée de tous. Le chantier de la "Maison Verte" offrait, en modèle réduit, une image de ce que serait demain la Roumanie sous la direction de la Légion.

Dans les rangs des intellectuels de la Capitale, la présence de Corneliu Codreanu provoque un changement de perspectives. Alors que, jusque là, la plupart d'entre eux se montraient intéressés par l'existence des partis et par les problèmes généraux de la culture — philosophie, sociologie, arts, sciences —, maintenant, ils sont ouvertement préoccupés par la nation et ses problèmes. Beaucoup d'entre eux, spécialement les plus jeunes, se rapprochent de la Légion, y trouvant le milieu spirituel indispensable au développement de leurs possibilités créatrices. Non seulement ils revêtent la chemise verte, mais ils apportent une contribution considérable à la propagation des idées légionnaires.

Comme résultat important de ce revirement dans le monde intellectuel de Bucarest, surgit la revue "AXA", autour de laquelle se groupent un grand nombre de jeunes écrivains, ayant à leur tête Mihail POLIHRONIADE, Victor VOJEN et Alexandru CONSTANT. A cette revue collaborent régulièrement les meilleurs esprits de la pensée légionnaire de cette période: Ion MOTA et Vasile MARIN, qui défendent vigoureusement dans leurs articles les positions idéologiques du Mouvement. Ils vont souffrir ensemble, un peu plus tard, dans les cachots de la prison de Jilava, pour mourir ensemble aussi sur le front espagnol, en 1937, pour la défense du Christ et de l'Europe.

D'autres jeunes gens de l'élite intellectuelle, recrutés pendant les années 1932-1933, expliquent le credo légionnaire dans les pages de deux journaux nationalistes: "CALENDARUL" (Le Calendrier) et "CUVANTUL" (La Parole). Le premier paraît sous la direction du poète et écrivain Nichifor CRAINIC, le deuxième est dirigé par le philosophe Nae IONESCO. Ces deux journaux mènent une lutte parallèle à celle du Mouvement. Par des voies indépendantes et après avoir fait, eux aussi, d'amères expériences avec les anciens partis, Nichifor Crainic et Nae Ionesco sont arrivés à une conclusion semblable à celle de Corneliu Codreanu: *seule une révolution nationale, dont l'accent doit porter sur la formation d'un nouveau type de Roumain, peut encore sauver la nation.*

Ces trois publications de culture politique, avec leur titre précis et leur haute forme d'exposition des idées nationalistes et chrétiennes ont barré définitivement le chemin des idéologies de gauche. Elles les ont balayées du contexte de la vie publique roumaine et ont préparé la couche intellectuelle du pays à comprendre le phénomène légionnaire.

VASILE MARIN

Avocat, brillant défenseur
des procès légionnaires.
Tombé sur le front espagnol,
aux côtés de Mota.

Au premier plan de la lutte pour l'éclaircissement de l'opinion publique, en dehors des plumes plus haut citées, se sont distingués le poète Radu GYR, l'historien Vasile CHRISTESCO, le professeur Vladimir DUMITRESCO, les peintres ZLOTESCO et BASARAB.

Avec l'entrée en lutte de cette phalange d'écrivains de la Capitale, la Légion va dépasser, dans le domaine idéologique aussi, son caractère provincial. La nouvelle génération, avec tout ce qu'elle aura de plus représentatif dans le domaine de la culture, va se joindre progressivement au Mouvement, pour qu'en 1937 la Légion arrive à disposer de la force intellectuelle la plus puissante du pays.

2) L'"ÉQUIPE DE LA MORT"

Au début de mai 1933, Corneliu Codreanu forma une puissante équipe de propagande, qu'il envoya parcourir, dans la camionnette de la Légion, les provinces du Banat et du Sud de la Transylvanie.

Après la déception provoquée par le gouvernement national-paysan, il considérait le moment opportun pour rallumer la flamme de l'espérance dans le peuple de ces provinces, considérées jusqu'alors comme le patrimoine électoral de Jules Maniu.

Pourquoi cette dénomination d'"Équipe de la Mort"?

Elle n'appartient pas au Capitaine; elle est née spontanément dans l'esprit de ceux qui avaient participé à l'expédition, en hommage à leur esprit de sacrifice. Les ennemis du Mouvement, intéressés, comme toujours, à attribuer les pires intentions à toute action légionnaire, avaient fait courir le bruit que l'équipe était formée des éléments les plus durs du Mouvement et que, partout où elle passerait, elle répandrait le sang et la mort. Comble de perfidie, car la vérité était à l'opposé. Les membres de l'équipe avaient choisi ce nom pour manifester leur volonté de souffrir les pires tortures et d'accepter même la mort pour accomplir leur mission.

Ils savaient ce qui les attendait; ils allaient au devant de tourments et de dures épreuves. Ils connaissaient, avant de partir, l'ordre donné par le gouvernement aux gendarmes et aux forces de police de tout le pays, de les maltraiter et de les chasser de tous les villages et de toutes les villes par où ils passeraient.

Les légionnaires de cette "Équipe de la Mort" ne partaient pas en propagande avec la pensée de créer des désordres. Le Capitaine leur avait donné des instructions sévères de s'abstenir de toute bravade, de se dérober à tout défi et d'éviter soigneusement les provocations de la force publique. En même temps, ces mêmes hommes étaient décidés à ne pas se soumettre aux mesures illégales. Aucun désordre suscité par eux, mais aucun recul, aucune abdication dans cette tournée. Ils étaient décidés à résister jusqu'à la mort aux autorités qui voudraient les empêcher d'exercer leurs droits de

citoyens. Ainsi, l'"Équipe de la Mort" n'était pas une équipe de terroristes, envoyée pour répandre la mort à travers le pays, comme leurs ennemis le prétendaient, mais une poignée d'hommes décidés et pleins de foi, qui voulaient apporter une parole de consolation et d'encouragement aux paysans de Transylvanie, après les terribles déconvenues que leur avaient infligées tous les partis.

Partout, la population reçut avec la plus grande joie l'équipe de propagande du Mouvement. Cependant, dès le début, les gendarmes les suivirent comme des meutes de loups. Partout où ils passaient, des gendarmes leur barraient la route, les sommant de se disperser. Comme ils refusaient de se soumettre, des bousculades et des bagarres éclataient.

Les obstacles grandirent quand ils abordèrent les villes. À Oravita, à Resita, à Arad, c'est l'armée qui vint à leur rencontre, avec les mitrailleuses en position de tir. En raison de ces entraves continuelles, aucune réunion publique ne put avoir lieu.

Une pareille réunion publique avait été annoncée à Resita, au cours de laquelle Corneliu Codreanu devait prendre la parole. En sa qualité de député, il avait le droit de prendre contact avec les électeurs de tout le pays. Pour l'empêcher de parler, on mobilisa toutes les forces exécutives des environs. C'est en vain que le Capitaine, dans ses discussions avec les autorités, voulut se prévaloir de sa qualité d'élu de la Nation et insista sur le caractère illégal des mesures prises. A la fin, il dut renoncer à la réunion projetée pour éviter des incidents plus graves.

Pendant ce temps, dans la commune de Kier département d'Arad, les autorités ameutèrent la population de ce village contre l'équipe des légionnaires en tournée, en répendant le bruit qu'il s'agissait d'une bande de bolchevistes venus de Hongrie. Les villageois armés attaquèrent l'équipe légionnaire. Conformément aux ordres reçus, les légionnaires refusèrent de se défendre. Ils furent cruellement battus par les paysans, plusieurs d'entre eux grièvement blessés. Ensuite, arrêtés par les gendarmes, ils furent traduits en justice, pour... rébellion.

Le procès, jugé à Arad, s'acheva par un nouveau triomphe du Mouvement devant la justice. "L'Équipe de la Mort" fut acquittée. Les paysans qui avaient brutalisé les légionnaires vinrent vers eux en pleurant pour leur demander pardon. Cependant, le calvaire de cette équipe n'était pas fini...

Les incidents les plus graves sur le parcours se produisirent à Teius, petite ville du centre de la Transylvanie. Une conférence avait été annoncée, qui devait être tenue par le prof. Ion Zelea Codreanu, père du Capitaine et député au Parlement. La salle où devait avoir lieu la conférence était pleine. Quand le professeur commença à parler, les gendarmes firent irruption dans la salle et commencèrent à asséner des coups de crosse à droite et à gauche, pour chasser les auditeurs. Quant à l'orateur, ils lui fracturèrent le crâne et le laissèrent en sang.

"Légalité, oh légalité! — s'exclama Corneliu Codreanu. — Un parlementaire roumain, jouissant de l'immunité et de ses droits, va tenir une conférence, et les représentants de la force publique pénètrent dans la salle et lui fracturent le crâne à coup de crosse... Oh, légalité!"

A la suite de ces incidents, "L'Équipe de la Mort", et cinquante autres légionnaires, furent arrêtés et transportés à Alba Iulia, capitale du Département et incarcérés dans la prison où avait souffert HORIA, le chef des révolutionnaires roumains à la fin du XVIII.ème siècle. Nouveau procès et nouvel acquittement. Devant la justice indépendante et honnête, le gouvernement perdait régulièrement ses batailles, sournoisement préparées et menées contre le Mouvement Légionnaire. Les accusations injustes des autorités fondaient comme neige au soleil. Il a été d'ailleurs montré, au cours de ces procès, que les vrais auteurs des désordres étaient les autorités elles-mêmes.

3) LES PROVOCATIONS

Après deux mois de luttes, de rixes avec les gendarmes, de prisons et de procès, "L'Équipe de la Mort" rentra à Bucarest, couverte de gloire. La hardiesse de ces légionnaires et leurs sacrifices n'avaient pas été vains. Le mythe légionnaire s'était répandue comme une traînée de poudre dans la grande province, berceau du peuple roumain... La Transylvanie allait mettre, dorénavant, tous ses espoirs dans le jeune mouvement nationaliste. Les anciens partis y étaient irrémédiablement compromis et, même le nom de Jules Maniu, vénéré en Transylvanie, ne pourrait plus arrêter le déclin du Parti National-Paysan.

Les violences subis par "L'Équipe de la Mort" n'étaient pas un fait isolé. Elles faisaient partie d'un *système de provocations*, étendu à tout le pays, destiné à créer un climat de tension autour de la Légion. Le Mouvement fut soumis jusqu'à l'été de 1933 à un crescendo d'illégalités, et traqué par les autorités jusqu'à l'asphyxie.

Les coups pleuvaient de toutes parts incessamment. On sentait partout la "main énergique" des autorités. Armand Călinesco, Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur, s'occupait personnellement de la "question légionnaire". Il donnait des ordres, étudiait les réactions et dirigeait pas à pas la campagne de provocations contre la Légion. Le gouvernement préparait ainsi l'atmosphère pour la Grande Persécution qui se tramait dans les coulisses du Palais.

Au mois de mai 1933, Corneliu Codreanu eut une entrevue avec le Premier Ministre, Vaïda Voevod. Celui-ci se plaignit des agitations de la "Garde de Fer":

"— Pourquoi ne commencez-vous pas quelque chose de constructif?

— Monsieur le Premier Ministre, lui ai-je répondu, j'ai pris la décision de construire une digue sur la rive du Buzau. Avez-vous une objection quelconque?

— Non. Très bien. C'est très beau." [39]

Fort de cette déclaration et de cette approbation, Corneliu Codreanu donna des instructions aux légionnaires, pour qu'ils se réunissent, le 10 juillet 1933, à Visani, un village situé sur la rive de la rivière Buzau. Cette rivière débordait chaque année, inondant les champs. Sollicité par les villageois, Corneliu Codreanu prit la décision de construire une digue de protection, grâce au travail volontaire des légionnaires.

Plus de 200 jeunes gens, en majorité des étudiants, répondirent à l'appel du Capitaine et affluèrent à Visani. A peine arrivés dans cette localité, ils se virent encerclés par plusieurs compagnies de gendarmes qui, les sommant de se coucher à terre, se mirent à les frapper avec une cruauté de bêtes féroces. Les jeunes légionnaires supportèrent tous les coups, sans esquisser la moindre résistance. Ensuite, ligotés avec des cordes, ils furent laissés une demi-journée dans la boue et sous la pluie. De là, ils furent conduits à pied dans la capitale du Département, Ramnicul Sarat, de nouveau maltraités au siège de la Gendarmerie, et après quatre jours de tortures, remis en liberté.

"Les gendarmes avaient reçu ces instructions de leurs officiers, sur l'ordre du Ministère de l'Intérieur, où M. Armand Calinesco, d'après ses propres déclarations, jouait un rôle décisif dans la prise des mesures d'oppression et de tortures qui nous étaient appliquées, de sorte qu'ils frappaient ces enfants avec la haine avec laquelle ils auraient frappé les pires ennemis de la nation roumaine." [40]

Les atrocités commises par les autorités à Visani dépassaient tout ce qu'avait pu subir jusqu'alors la jeunesse du pays. Jamais encore la terreur gouvernementale n'avait fait tant de victimes parmi les légionnaires et n'avait manifesté tant de mépris à l'égard de la loi.

En définitive, quel crime voulaient commettre ces jeunes gens? Ils voulaient sauver la population d'un village des inondations qui, presque chaque année, détruisaient ses récoltes, offrant, du même coup, un exemple constructif à toute la jeunesse du pays et à toute la population. Mais ceux

39. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 427.
40. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 435.

qui vivaient de l'exploitation du peuple ne pouvaient admettre cet exemple, ne pouvaient tolérer que la jeunesse roumaine suivît une autre voie que celle tracée par eux: celle de la corruption et du désordre politique et social.

L'atmosphère était lourde; partout on était à bout de patience; dans cette atmosphère, il aurait suffi d'une nouvelle provocation si petite fût-elle, pour que la catastrophe s'abattît sur les pays et le Mouvement. Corneliu Codreanu sentait le désespoir envahir l'esprit de ses légionnaires. Brisé par tant d'humilliations et d'injustices, il envoya une lettre au Premier Ministre Vaïda-Voevod l'avertissant des conséquences tragiques que pourraient avoir de nouvelles provocations.

C'était plus qu'un cri de révolte. C'était un cri de désespoir, venant du tréfonds de l'âme, né de sombres pressentiments. Vaïda-Voevod était donc averti que le régime d'oppression imposé à la Garde de Fer ne pouvait continuer sans provoquer des réactions fatales.

Au début de sa lettre, Corneliu Codreanu relatait le martyre que tous les Gouvernements avaient infligé à la jeunesse nationaliste depuis plus de dix ans, pour ses convictions roumaines et chrétiennes:

> "Je vous dirai seulement que, depuis dix ans, les Gouvernements de la Grande Roumanie ne cessent de nous frapper. D'abord, le gouvernement libéral nous a écrasés sous ses coups. Puis, M. Goga est arrivé, et lui aussi nous a roués de coups, en 1926, M. Mihalache, ensuite, s'est fait une gloire, auprès de ses maîtres étrangers, de nous frapper de manière barbare et de nous exterminer. Le gouvernement Iorga-Argetoïanu nous a frappés à son tour, jusqu'à s'en lasser. Enfin, vous êtes arrivé, et vous continuez à nous frapper."
>
> "Aucun d'entre vous, Monsieur le Premier Ministre, ne s'est demandé si nous pouvons encore supporter ces tortures morales et physiques sans fin qui, maintes fois, visaient à dépasser notre puissance de résistance."

Après avoir fait une description détaillée des incidents de Visani, Corneliu Codreanu démontrait que les atrocités commises en cette localité ne constituaient pas un évènement isolé. L'ordre de frapper le Mouvement était général. En conclusion, le Capitaine expliquait quel était l'état d'esprit des légionnaires, et ce à quoi le Gouvernement pouvait s'attendre s'il continuait la politique des provocations:

> "Monsieur le Premier Ministre,
>
> "J'attire votre attention, de la manière la plus courtoise, sur le fait que nous, qui connaissons l'histoire et qui savons les sacrifices consenti par chaque peuple lorsqu'il veut mériter un

meilleur sort, nous, la jeunesse roumaine d'aujourd'hui, nous ne refusons pas ce sacrifice."

"Nous ne sommes pas des lâches, capables de fuir le sacrifice nécessaire pour créer une autre Roumanie."

"Mais, à nouveau, j'attire votre attention sur le fait que, avec ces jeunes gens, j'ai établi l'apprentissage du sentiment de la dignité humaine, l'école de l'honneur."

"Nous savons mourir, et nous sommes prêts à le prouver. Nos os peuvent pourrir au fond des prisons. Nous pouvons être fusillés, mais nous n'acceptons pas d'être giflés; nous ne voulons pas être insultés et nous refusons d'avoir les mains liées derrière le dos."

"Nous ne croyons pas que notre nation — dans sa triste mais fière histoire roumaine — ait jamais admis d'être déshonorée."

"Nos champs sont couverts de morts, mais pas de lâches."

"Aujourd'hui, nous sommes des hommes libres, avec la conscience claire de nos droits. Nous ne sommes pas des esclaves, et nous ne l'avons jamais été."

"Nous admettons la mort, mais non l'humiliation."

"Soyez certain, Monsieur le Premier Ministre, que nous nous refusons de vivre des jours pleins d'humiliation et d'indignités."

"Après dix ans de tortures, soyez assuré que nous avons assez de force morale pour trouver une issue honorable à une vie que nous ne pouvons supporter sans honneur et sans dignité." [41]

4) D'OÙ PROVIENT L'ARGENT DE LA GARDE DE FER?

A peine le chapitre des souffrances de Visani se trouvait-il clos que les légionnaires lirent dans "PATRIA" du 22 juillet 1933, organe officieux du parti national-paysan de Cluj, une nouvelle ahurissante:

"A Rasinari, commune située dans les environs de Sibiu, une découverte sensationnelle a été faite, qui est de nature à présenter sous le plus mauvais jour toute une organisation politique, contre laquelle le Gouvernement, qui a maintenant entre ses mains des preuves écrasantes, devra agir avec la plus grande sévérité."

"Une fabrique de fausse monnaie de la Garde de Fer!"

"C'est dans la commune de Rasinari qu'a été découverte une des nombreuses fabriques de fausse-monnaie. A la suite de

41. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 1940, pages 436, 439, 440.

l'enquête entreprise, on a constaté, à la stupeur générale, que cette fois-ci il ne s'agissait pas d'une simple bande de tziganes ou d'écervelés, qui affrontent les rigueurs de la loi dans l'espoir d'un enrichissement rapide, mais de la Garde de Fer elle-même, l'organisation politique de M. Zelea Codreanu qui, ces derniers temps, s'est livrée à la plus violente campagne contre le Gouvernement et contre les partis politiques de Roumanie."

L'article continuait sur le même ton, affirmant que la propagande de la Garde de Fer, qui avait pris des proportions considérables depuis quelques temps, se faisait avec l'argent provenant de cette fabrique clandestine.

Sans attendre que l'enquête de rigueur soit effectuée, les journaux du parti national-paysan de tout le pays, secondés avec une immense satisfaction par la presse juive, reprirent l'information lancée par le journal "PATRIA", la présentèrent comme un fait certain, et couvrirent le Mouvement des insultes et des calomnies les plus odieuses.

"Il a été prouvé — lisait-on dans tous les journaux du parti — que cette organisation, qui se permettait d'attaquer les partis, invoquant son honnêteté, la justice et le respect des lois du pays, est en réalité composée d'une bande de "malfaiteurs". Ils font partie de la bande des pilleurs professionnels du pays" — conclut le journal "CHEMAREA ROMÂNILOR" (L'Appel des Roumains) du 6 août 1933 — "et devant cette monstrueuse violation de la loi qu'ils ont commise, nous conseillons au Gouvernement de les juger de la manière dont ils demandent, eux, que soient jugés de tels méfaits: "les faussaires, à la potence".

Cette furieuse campagne de presse ne reposait sur aucun fait avéré. Ce qui s'était produit dans la commune de Rasinari, c'est que certains tziganes, récidivistes en la matière, avaient falsifié des pièces de monnaies. Ni l'organisation légionnaire locale, ni départementale, n'étaient mêlées de près ou de loin à cette affaire. Au cours de l'enquête, la mauvaise foi de la presse gouvernementale fut complèment démasquée.

Celui qui avait orchestré toute cette campagne de presse, était un autre membre du Gouvernement national-paysan, Viorel V. Tilea, Sous-Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil. Tilea était un intime de la camarilla et l'homme de confiance du Roi Carol dans le gouvernement Vaïda-Voevod. Parallèlement à l'action entreprise par Armand Calinesco au Ministère de l'Intérieur, Tilea avait monté l'affaire de Rasinari pour compromettre moralement la Garde de Fer.

Dans les coulisses du Palais, on préparait une nouvelle persécution contre le Mouvement, et les deux Sous-Secrétaires d'État avaient été chargés, par la camarilla, d'intensifier les actions de provocation contre la Légion, dans l'espoir que les légionnaires perdraient patience et riposteraient. Viorel Tilea avait même anticipé sur les intentions de la camarilla, déclarant, au cours de cette campagne, que,

> "étant donné la gravité des faits commis par certains de ses membres, les Gardes de Fer devront nécessairement être dissoutes." ("PATRIA", le 22 juillet 1933.)

Après trois semaines de continuelles attaques, la campagne de presse mourut, car elle ne pouvait se baser sur aucune preuve d'ordre judiciaire. C'est en vain que les légionnaires tentèrent de publier un démenti, allant de rédaction en rédaction. Aucun journal ne voulut admettre la vérité. C'était l'époque de gloire de la démocratie roumaine!

5) "AU SERVICE DE L'ÉTRANGER"

La campagne de dénigrement contre le Mouvement Légionnaire s'étandit aussi au domaine de la politique étrangère. Les journaux des partis, secondés par la presse juive, lançaient tous les mensonges possibles. Même si leurs affirmations successives se contradisaient totalement, elles étaient soutenues de la même façon éhontée. Un jour, le monde lisait dans ces journaux que la Garde de Fer recevait de l'argent de Mussolini; un autre qu'elle était au service des "Hongrois qui se réveillent" (une organisation révisionniste hongroise). Recevoir de l'argent de Mussolini, passe encore comme calomnie, quoique cette information ne reposât sur rien; mais imputer à un mouvement nationaliste roumain de n'avoir trouvé d'autre maître que les Hongrois révisionnistes, c'était une pure aberration!...

Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, ce n'était plus Mussolini qu'on accusait d'être le patron et le bailleur de fonds de la Garde de Fer. Le Mouvement était maintenant passé à la solde des Hitlériens!... Accusation purement gratuite, comme les autres. Ce qui n'empêchait pas les Juifs de publier dans leur presse une autre énormité, opposée — mais personne ne semblait s'en apercevoir — aux premières accusations: le Mouvement était au service de Moscou; c'était une organisation d'inspiration communiste, camouflée sous des slogans nationalistes.

Dans leur haine, les ennemis de toutes les catégories mêlaient leurs arguments. Ce qui les intéressaient, c'était de lancer, dans l'opinion publique, toute espèce de calomnies pour troubler les esprits. Enfin, comme aucune de ces calomnies n'eut l'effet désiré, ils cherchèrent à couvrir le

Mouvement de ridicule, en soutenant que les Juifs mêmes finançaient la Légion!...

Le lecteur des grands journaux de la Capitale devait rester sous l'impression que la Garde de Fer n'avait d'autres préoccupations que de soulever de l'agitation, dans le désir exclusif de se créer des sources de revenus; qu'elle louait ses services à n'importe qui lui fournissait des fonds: aujourd'hui aux fascistes ou aux hitlériens, demain aux communistes, tout en ne méprisant pas l'argent des Juifs...

Le Mouvement Légionnaire avait fixé ses positions, en matière de politique étrangère, dès le premier discours prononcé au Parlement par Corneliu Codreanu, le 3 décembre 1931: Le monde va vers les extrêmes, avait dit Corneliu Codreanu à cette occasion, l'extrême droite ou l'extrême gauche. Les formations politiques intermédiaires ne pourront pas résister à ces courants révolutionnaires. Les peuples doivent choisir.

> "En ce qui concerne notre orientation, si la question est de choisir entre ces deux extrêmes, nous sommes de ceux qui croient que le soleil ne se lève pas à Moscou, mais à Rome."

Le Capitaine s'était prononcé pour une politique étrangère axée sur les grands États nationalistes, aux côtés de l'Italie et de l'Allemagne. Faisant abstraction d'une certaine parenté idéologique entre le légionarisme, le fascisme et le national-socialisme, tout homme d'État, ayant une compréhension raisonnable de la situation européenne, pouvait réaliser que, devant la menace bolchevique, seule une alliance avec l'Allemagne et l'Italie pouvait sauver la Roumanie.

Les pays de l'Europe Occidentale pouvaient encore opter pour une troisième solution, soit la neutralité, soit l'alliance avec les démocraties d'outre-mer, tandis que la Roumanie, avec sa frontière sur le Dniestr, ne pouvait se soustraire à la nécessité de choisir entre la Russie et l'Allemagne. L'alliance avec les États nationalistes était devenue l'impératif catégorique de sa politique étrangère.

Les dirigeants des partis ne comprenaient pas les changements survenus en Europe depuis 1933. Les démocraties occidentales n'étaient plus capables de défendre la Roumanie, qui, pour survivre, était obligée de se joindre aux États nationalistes, ouvertement déclarés anticommunistes. Les anciens partis jugeaient la politique étrangère d'après des clichés vieillis. Ils étaient hostiles à la nouvelle Italie et à la nouvelle Allemagne, parce qu'ils craignaient qu'une évolution analogue pût se produire aussi en Roumanie, amenant au pouvoir le Mouvement Légionnaire. C'était toute ce qu'ils avaient retenu du grand drame européen, du cataclysme qui menaçait notre Continent. Le pays ne les intéressait pas, ni les dangers qui le guettaient de l'extérieur; seul, les préoccupait le moyen de conserver pour eux leur

pouvoir et leurs privilèges. La classe dirigeante avait perdu toute sensibilité à l'égard des grands intérêts nationaux, ignorant délibérément la position précaire du pays dans la nouvelle conjoncture extérieure.

D'autre part, les partis étaient contaminés par les agents du communisme mondial. Tant dans la direction du parti national-paysan que dans celle du parti libéral, existaient des groupes d'orientation marxiste, qui y exerçaient une grande influence. Ces éléments attisaient et entretenaient la haine contre l'Allemagne et l'Italie, empêchant toute évaluation objective de la politique étrangère. Enfin, l'élément juif en Roumanie s'opposait avec acharnement à tout pas dans la direction du rapprochement de la Roumanie des États nationalistes, pour des motifs qu'il est superflu de mentionner.

Les divergences entre le Mouvement et les anciens partis se prolongeant aussi dans la politique étrangère, il était naturel que les attaques contre la Légion se reflètent également dans ce secteur. Le Mouvement Légionnaire était qualifié de "*terroriste*", "*subversif*" et "*anarchique*" du point de vue de l'ordre intérieur, mais il était accusé aussi de constituer une menace contre la sécurité extérieure de l'État, car il "était vendu aux intérêts étrangers". Les experts des partis concluaient que: "Tant les nécessités de la politique intérieure que celles de la politique étrangère réclament la dissolution de la Garde de Fer."

6) LE ROI CAROL ET LE MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

La campagne de provocations déclenchée par le gouvernement national-paysan pendant le printemps et l'été de 1933, ne constituait que le prélude de la grande persécution qui se préparait.

Les forces occultes, qui dirigeaient cette action, avaient préparé une seconde partie du plan, qui devait être appliquée par un autre gouvernement du même acabit. Après l'application du plan d'ensemble, ces forces espéraient en finir définitivement avec les "agitations de la Garde de Fer". Mais, avant de montrer comment s'est déroulée la "*Phase dure*" de la persécution, il est nécessaire d'étudier les transformations politiques qui s'étaient produites dans le pays pendant les trois dernières années.

Le Prince Carol, exclu de la succession au trône par l'Acte du 4 janvier 1926, était rentré clandestinement dans le pays le 6 juin 1930 et, grâce à l'appui qu'il avait obtenu dans l'armée, dans le parti national-paysan et dans l'opinion publique, il fut proclamé roi le 8 juin 1930.

Avec l'accession au trône du Roi Carol, la vie politique du pays souffrit de grands changements. Les rênes du Pouvoir échappèrent aux partis et furent accaparés par le souverain.

Jusqu'à ce moment, d'après la Constitution, le Roi était l'arbitre de la vie politique, mais en réalité, les changements de governements étaient tou-

jours dictés par les partis, à savoir par celui qui jouissait de la plus grande influence au Palais. Les Gouvernements accédaient au Pouvoir et le quittaient, indépendamment de la popularité du parti, ou de sa représentation au Parlement. Pendant la première décennie d'après guerre (1918-1928), le parti libéral a exercé une influence décisive sur la formation des gouvernements. Le Roi Ferdinand changeait les gouvernements selon les indications de Jean Bratianu, le chef de ce parti; sous la Régence — pendant la minorité du Roi Michel — le facteur constitutionnel fut dominé par le parti national-paysan.

Avec l'accession au Trône du Roi Carol, les partis cessèrent de dominer le cours de la politique roumaine. Le Roi Carol ne se laissait plus manoeuvrer par les partis, mais n'entendait pas non plus arbitrer la vie publique selon les règles constitutionnelles. Il se réservait le Pouvoir exclusivement pour lui, exerçait une dictature déguisée, manoeuvrant les partis tour à tour à l'aide de la camarilla royale, qui étendait ses tentacules jusque dans les cercles intimes de direction. Pour qu'un parti accède au Pouvoir, il ne suffisait plus, comme jadis, qu'il eût des hommes de confiance au Palais ou qu'il organisât des troubles dans la rue, susceptibles de menacer la Couronne, quand les intrigues de coulisses se révélaient inefficaces. Le Roi Carol imposa aux partis de renoncer à leur personnalité politique, d'abandonner toute velléité d'indépendance et de se dégrader au rôle d'instruments de ses ambitions de domination. Les partis furent amenés à mendier le Pouvoir, à reconnaître le Roi comme chef effectif et discrétionnaire de l'État. Le Roi Carol ne se contenta pas du rôle passif joué por les Rois antérieurs dans la politique roumaine et tendit à confisquer tout le pouvoir pour lui-même, réduisant les partis à une situation subalterne.

Le pouvoir glissant des mains des partis entre celles du Roi, il était naturel que la direction de la lutte d'extermination de la Garde de Fer passât aussi des partis, au Roi et à sa camarilla. Les partis gardèrent leur attitude hostile au Mouvement, mais ils n'eurent plus l'initiative du combat. LES PLANS D'ANNIHILATION DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE FURENT DORENAVANT ÉTABLIS AU PALAIS; les partis contribuèrent à leur exécution matérielle, dans la mesure de leur accession au gouvernement, soit en tant que partis, soit par individus isolés.

La destruction de la toute puissance des partis n'aurait pas été mauvaise pour le pays, si le Souverain, dans un élan de compréhension, s'était servi de l'autorité royale pour renforcer et élever la nation. Or, son intention d'humilier les partis n'était pas inspiré par le désir d'établir un Gouvernement conscient et puissant, voué aux grands intérêts nationaux. Le motif qui le détermina à asservir les partis fut tout simplement l'orgueil et sa soif de pouvoir personnel.

En outre, cette tendance fut amplifiée sous l'influence de sa maîtresse, Hélène Lupesco. La domination personnelle dégénéra en tyrannie sanglante,

pleine de haine contre tout ce qui représentait l'énergie créatrice de la nation. Quoique, lors de son retour au pays, le Roi Carol eût pris, devant les personnalités politiques qui l'avaient aidé à récupérer le Trône, l'engagement solennel de renoncer définitivement à Hélène Lupesco et de reprendre la vie de famille, quelques mois après sa proclamation comme Roi, on vit cette femme reparaître à Bucarest, à la consternation générale et surtout de ceux qui avaient été ses partisans les plus fervents.

La faiblesse du Roi Carol pour Hélène Lupesco n'était pas une passion passagère et elle ne resta pas dans le cadre de sa vie privée. Elle devint un problème de politique nationale. Hélène Lupesco dominait la volonté du Roi et l'influençait dans les décisions qu'il prenait en qualité de Chef de l'État. Tout le mécanisme constitutionnel se ressentait de cette liaison. Il est hors de doute que depuis que la monarchie roumaine existait, des influences secrètes s'étaient exercées sur le souverain, altérant ses décisions. Mais ces influences provenaient de l'ambiance nationale, alors que, sous le Roi Carol II, des facteurs incontrôlables pénétrèrent dans la vie publique. Auparavant, la volonté royale était interceptée par les partis, qui conservaient un certain attachement envers le pays.

Avec Hélène Lupesco, nous entrons dans une phase où la politique du pays est accaparée par les Juifs, minorité travaillant en étroite liaison avec la conspiration du communisme mondial. Le Roi, tombant sous la dépendance d'Hélène Lupesco, il en résultait que ceux qui gouvernaient dans l'ombre étaient les Juifs, non seulement les Juifs du pays, mais le judaïsme mondial, avec ses ramifications à Londres, Paris, Washington et Moscou.

Jusqu'à l'accession au trône du Roi Carol, les Juifs exerçaient déjà une puissante influence dans les affaires de l'État, par l'intermédiaire d'hommes politiques achetés par eux. Sous le règne de Carol II, les Juifs n'eurent plus besoin d'avoir leurs hommes de confiance dans les partis, puisqu'ils étaient entrés en possession des leviers de commande de l'État. Le Roi, dominé par sa maîtresse, avait cessé d'être le Roi des Roumains, devenant l'instrument principal de soutien des intérêts juifs en Roumanie et de tous les courants occultes et internationalistes qui sapaient la sûreté de l'État. Les hommes politiques qui aspiraient à jouer encore un rôle dans la politique de l'État devaient au préalable gagner la faveur de la "*princesse*" Hélène Lupesco, ou du moins s'assurer sa neutralité. Et tout homme politique qui osait seulement murmurer contre "*la reine sans couronne*" perdait définitivement la confiance du Roi.

Le Mouvement Légionnaire fut un mouvement monarchiste convaincu. Dans sa première déclaration au Parlement, Corneliu Codreanu avait fixé les principes de base de l'action politique du Mouvement sur les points suivants: DIEU — PATRIE — ROI — FAMILLE — PROPRIETÉ — ARMÉE. Plus encore: quand Corneliu Codreanu apprit le

retour du Prince Carol en Roumanie, et avant tous les partis qui hésitaient encore à le reconnaître comme Roi, il organisa une manifestation à Iassy, le 7 juin 1930, au cours de laquelle il prit la parole, demandant son couronnement. Par la suite, pas la plus légère allusion anti-royaliste n'est sortie des lèvres d'aucun légionnaire, même en sachant que les ordres de persécution contre eux venaient directement du Palais.

Cependant, toutes ces preuves de profond attachement de la Légion à l'idée monarchique et à la dynastie régnante n'ont servi à rien. Le Roi avait rompu avec la nation et avec ses aspirations. Sous l'influence du milieu perverti dans lequel il vivait il était devenu un ennemi implacable du nationalisme roumain. Il manifestait une aversion profonde pour tout ce qui représentait une valeur roumaine, une énergie créatrice, un élan de rénovation du pays. C'est pourquoi grondait en lui une haine croissante contre la jeunesse légionnaire. Les initiatives constructives de cette jeunesse provoquait en lui des accès de rage. Quand il apprenait que Corneliu Codreanu était acclamé partout par des milliers de jeunes gens, sa fureur ne connaissait plus de bornes. Le Capitaine était devenu une obsession pour ce Roi vaniteux. Les anciens cadres politiques étaient trop corrompus, pour qu'il ait à craindre une réaction de leur part. Mais cette jeunesse, éduquée à l'école du sacrifice et de la souffrance, était un obstacle redoutable sur la voie de ses visées de domination.

Le changement survenu dans la structure politique du pays aggravait d'autant plus les conditions dans lesquelles le Mouvement devait survivre et agir. Dorénavant, comme on l'a déjà dit, tous les complots contre le Mouvement seront tramés dans le secret du Palais, les politiciens promus Ministres étant toujours choisis parmi ses adversaires les plus implacables. Le front des ennemis du Mouvement devenait chaque jour plus compact. Car cette coalition groupait dans un cercle infernal, partis, Juifs, forces occultes et le propre chef de l'État!...

7) LE RÔLE DE NICOLAE TITULESCO

Pour avoir une vue d'ensemble sur la persécution de 1933, nous devons prendre aussi en considération ce qui se passait alors en Europe.

Hitler était arrivé au pouvoir. Cet événement produisit l'effet d'un séisme sur la politique mondiale. Chaque État se mit à réviser ses positions en matière de politique étrangère, en fonction des problèmes créés par la Nouvelle Allemagne. Parmi tous ces États, le plus inquiet était la Russie Soviétique, qui se considérait la victime potentielle de la machine de guerre allemande, dès que celle-ci serait reconstituée.

Pour ne pas rester seule en face du péril allemand, l'Union Soviétique commença à chercher fébrilement l'amitié de toutes les nations qui se sentaient ou auraient pu se sentir menacées par Hitler, leur proposant de

former un front commun contre une éventuelle agression. Les avances de l'Union Soviétique furent reçues froidement. La Grande-Bretagne, en particulier, dissimulait peu ses réticences. Elle voyait alors, en l'Allemagne nationale-socialiste, un facteur de consolidation de la paix en Europe; seule, une Allemagne puissante pouvait contre-balancer la pression croissante exercée par la Russie Soviétique sur les États petits ou moyens, de l'Europe Orientale. En France, quoique l'atmosphère parût plus favorable à une entente avec la Russie Soviétique, il existait aussi de nombreux cercles qui inclinaient vers un accord avec l'Allemagne.

L'offensive de la diplomatie soviétique se serait enlisée en Occident, si elle n'avait trouvé l'appui de certaines personnalités politiques qui, trahissant les intérêts de leurs propres peuples, se firent les instruments de cette puissance acharnée à la conquête de notre Continent. Ces hommes politiques de divers pays européens collaborèrent en union étroite avec les bolcheviques, à la destruction du *"cordon sanitaire"* qui isolait la Russie Soviétique de l'Europe Centrale et Ocidentale. Chacun d'entre eux utilisa la fonction qu'il détenait dans le cadre de son État respectif, pour tâcher de faire sortir la Russie de la quarantaine diplomatique dans laquelle on l'avait maintenue jusqu'alors, de la placer parmi les États civilisés, de l'intégrer dans tous les organismes internationaux.

Un de ces agents, de grande classe, du communisme mondial, l'un des plus zélés et des plus efficients soutiens de l'Union Soviétique, était le Roumain Nicolas Titulesco, Ministre des Affaires Etrangères dans le cabinet national-paysan de Vaïda, puis Ministre du même Département dans les gouvernements libéraux jusqu'en 1936. Il y a quelque chose d'étrange, d'absurde même, dans le fait que le Ministre des Affaires Etrangères d'un pays directemente menacé par le bolchevisme ne trouvait rien de mieux à faire que de combiner des démarches à travers toutes les Capitales occidentales pour obtenir la reconnaissance de l'Union Soviétique en tant que facteur d'ordre et de stabilité dans la politique européenne (!!).

Les intérêts de la Roumanie ne pouvaient être plus mal défendus que par cet homme. Un Ministre des Affaires Etrangères, s'il avait été patriote et conscient des réalités géo-politiques de son pays, aurait agi dans un sens diamétralement opposé. Il aurait combattu de toutes ses forces pour que la Russie Soviétique fût tenue à l'écart des affaires européennes et aurait salué avec joie la résurrection de la force militaire allemande comme une garantie supplémentaire de la sécurité de l'État roumain. Mais Nicolae Titulesco n'était nullement le représentant des intérêts roumains et ne se préoccupait pas de défendre la Roumanie, en tant que patrie. Il ÉTAIT L'AGENT DE CEUX QUI CONSPIRAIENT EN FAVEUR DE LA BOLCHEVISATION DE NOTRE CONTINENT.

Il est hors de doute que la renaissance politique et militaire de l'Allemagne constituait une menace pour l'existence de l'État soviétique.

Cette nouvelle situation créée au Centre de l'Europe inquétait Titulesco. Les forces occultes du bolchevisme, dont Titulesco faisait partie aussi, entrèrent immédiatement en action pour essayer d'éloigner le danger allemand des frontières soviétiques. Pour que l'action de sauvetage des Soviets réussisse, il était nécessaire que le destin de Moscou soit relié à celui du plus grand nombre possible d'États européens, de sorte que, dans l'éventualité d'une attaque allemande, tous ces États accourraient à son aide, en vertu des pactes conclus, et que la conflagration se généraliserait.

Nicolae Titulesco, un bon agent des forces antiroumaines, lutta, avec l'énergie du désespoir, pour que "*l'européisation*" de la Russie Soviétique s'accomplisse. Il mit en jeu toutes ses relations, toutes les ressources de sa brillante intelligence, pour obtenir ce que lui demandaient les forces occultes du communisme mondial: que la Russie Soviétique, qui avait bâti son existence politique sur des monceaux de crimes abominables, gagne droit de cité dans la famille des peuples européens. A la suite des efforts de Titulesco, de Benes et d'autres coreligionnaires, la Russie Soviétique fut acceptée à la Société des Nations et signa une série de pactes de non-agression avec les États limitrophes, dont la Roumanie.

Titulesco, contre tout bon sens, faisait usage de sa carte de visite (MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA ROUMANIE) pour plaider la cause de la Russie Soviétique — ennemie avouée de son pays — dans les capitales occidentales. Abusant de sa position officielle, il affirmait partout que le peuple roumain, dans l'intérêt de sa propre sécurité, réclamait une entente avec la Russie (!).

Par de telles déclarations — abusives et mensongères — il induisait en erreur les gouvernements occidentaux, car, disait-on dans ces capitales: — si un pays voisin de la Russie Soviétique ne craint pas le bolchevisme et est disposé à une amélioration des rapports avec l'Union Soviétique, comme l'affirme Titulesco, alors, à plus forte raison, les puissances occidentales n'ont aucun motif de crainte.

Titulesco s'employait à désarmer la vigilance anticommuniste de l'Occident; il présentait les futurs pactes des démocraties avec la Russie, comme un service rendu à la Roumanie, leur alliée, et à tous les peuples de l'Orient, menacés gravement par l'expansion hitlérienne.

Titulesco ne perdait cependant pas de vue la politique intérieure roumaine. Avec un gouvernement conscient de ses responsabilités, sa trahison ne serait jamais arrivée à son terme final. A ses yeux, une victoire nationaliste en Roumanie, représentait l'écroulement de tout le plan élaboré par les forces bolchevisantes d'Europe. La Russie Soviétique risquait d'être coupée du reste de l'Europe et exposée à une attaque allemande, effectuée avec le concours de la majorité des peuples de l'Europe Orientale. La Roumanie, par l'intermédiaire de Titulesco, constituait donc une pièce maîtresse dans le plan de sauvetage de la Russie, dont l'objectif était l'intégration de

celle-ci dans les systèmes politiques et militaires de l'Occident. Le jeu perfide de Titulesco ne souffrait pas d'être troublé par une modification indésirable de la scène politique de la Roumanie.

L'affirmation impétueuse de la Garde de Fer l'inquiétait. Devant l'offensive nationaliste en Roumanie, Titulesco réagit avec la force du désespoir. Il somma le Gouvernement de prendre des mesures radicales pour liquider le Mouvement. Il affirma aux gouvernants qu'il parlait au nom des démocraties occidentales, particulièrement de la Grande-Bretagne et de la France; que si la Garde de Fer continuait à se développer au même rythme, les positions extérieures de la Roumanie seraient ébranlées à Londres et à Paris et qu'il ne pourrait plus assumer aucune responsabilité au sujet des frontières du pays. Les Traités de Paix, sur la base desquels avait été établie la Grande Roumanie, étaient menacés par Hitler et s'ils étaient attaqués sur un seul point, toute la construction faite à Versailles s'écroulerait. L'élimination de la Garde de Fer était nécessaire, selon Titulesco, pour la défense de l'intégrité territoriale de l'État roumain.

Titulesco exagérait sciemment le péril allemand, cachant en même temps les proportions réelles du danger soviétique. S'il était question d'un danger hitlérien, ainsi que l'avait écrit Mota, seul un État puissant, rendu dynamique par l'esprit de la Garde de Fer, aurait pu s'y opposer avec succès. La destruction de la Garde de Fer ne pouvait qu'affaiblir les positions extérieures de la Roumanie, en toute éventualité.

Titulesco pratiqua un double chantage: dans les capitales occidentales, au nom des intérêts de la Roumanie, il sollicita la participation de Moscou au maintien du *statu-quo* européen; tandis qu'en Roumanie, il se présenta comme le mandataire des grandes démocraties occidentales, et comme la personne la plus autorisée pour transmettre leur opinion. L'Occident, disait-il, est alarmé par les agitations de la Garde de Fer et se demande ce que fait le Gouvernement, quelles mesures il prend pour arrêter l'expansion de ce courant "*pro-nazi*". En réalité, Titulesco n'était ni au service de la Roumanie ni à celui de l'Europe Occidentale. Il était tout simplement un agent des forces secrètes, qui se jouaient tant des pays occidentaux que de son propre pays. Il demandait la destruction du Mouvement Légionnaire, pour que la Roumanie ne pût mener une politique indépendante de défense de ses intérêts propres, ne pût s'émanciper de la tutelle des forces de la conspiration communiste.

8) L'ENGAGEMENT DU PARTI LIBÉRAL

Quoique le parti national-paysan eût donné des preuves suffisantes d'énergie dans la répression "*des agitations*" légionnaires, les adversaires du Mouvement étaient toujours mécontents de Vaïda-Voevod, Président de ce

Gouvernement. Il était trop faible à leur goût, trop lié à son passé nationaliste du temps où il luttait contre l'oppression magyare, pour se décider à entreprendre une opération radicale contre le Mouvement. La presse du parti libéral l'accusait de "tolérance à l'égard du Mouvement", de "coquetterie avec l'extrême droite" et réclamait son éloignement du Gouvernement. La presse étrangère, ameutée par Nicolae Titulesco, le couvrait des mêmes accusations, demandant à ce que l'on mette fin aux agitations "hitlériennes" en Roumanie; autrement, la Roumanie risquait de perdre son crédit politique et financier à l'étranger.

Écarter Vaïda-Voevod était simple, mais il était plus difficile de trouver le parti et le Chef de Gouvernement disposés à assumer le rôle odieux de bourreau de la jeunesse roumaine. Car, le Roi, à ce moment-là, n'accordait plus le pouvoir que sur la base d'un seul critérium: au parti et au chef qui prendraient l'engagement d'envoyer en prison ou au tombeau la jeunesse nationaliste.

Le Parti du Peuple était trop faible numériquement et son Chef, le Maréchal Alexandru Averesco, n'aurait jamais accepté le pouvoir à ce prix. Les autres formations politiques étaient encore plus faibles pour être même prises en considération, au sujet de la succession. Ne restait donc disponible, pour exécuter ce mandat sanglant, que le Parti Libéral. Ce parti ne jouissait d'aucune popularité; il disposait en échange de cadres puissants et disciplinés. Son passé le désignait, en outre, pour ce rôle rigoureux et brutal. N'avait-il pas commis les premiers assassinats politiques en Roumanie! Il avait donné de belles preuvres "d'énergie" quand, en 1907, il avait fait massacrer 11.000 paysans.

Il existait cependant une difficulté pour passer la succession à ce parti. Ses rapports avec le Roi Carol II étaient tendus. Jean G. Duca, chef du Parti Libéral, s'était prononcé le 8 juin 1930 contre la restauration, et il était encore plus acharné contre la maîtresse du Roi, Hélène Lupesco. A leur tour, le Roi et Madame Lupesco détestaient profondément le Chef du Parti Libéral. Pour faire cesser cette aversion le Roi fut soumis à de fortes pressions intérieures et extérieures, afin de l'amener à prendre en considération les services que Duca pourrait rendre *"à la cause"* en ce moment.

Le problème légionnaire encombrait l'horizon et unissait tous les clans politiques, par-dessus les disparités d'intérêts ou de caractères: le Roi Carol ne pouvait supporter l'ascendant de Corneliu Codreanu sur la jeunesse; Hélène Lupesco instiguait le Roi à persécuter les légionnaires, par solidarité avec ses coreligionnaires; le Parti Libéral voyait son avenir menacé par la croissance du courant nationaliste; et Titulesco, en tant qu'éminence grise de la conspiration communiste, refusait de collaborer avec tout Gouvernement qui ne prendrait pas de mesures radicales pour liquider *"le danger de la Garde de Fer"*.

En ce qui concernait le parti libéral, la clause de la destruction de la Garde de Fer n'était pas une condition pour lui déplaire. Le parti libéral n'était pas un parti de masses. Sa seule possibilité de survivre politiquement était de ne pas être coupé de la source du pouvoir: de la Couronne. Il ne pouvait arriver au gouvernement que de haut en bas, c'est-à-dire par la bienveillance du facteur constitutionnel. De plus, une fois installé à la direction du pays, il se serait trouvé dans l'obligation de fausser les élections pour s'assurer des majorités parlementaires. Si le climat politique changeait (ainsi que le voulait Corneliu Codreanu), dans le sens d'une application sincère de la légalité constitutionnelle, ce parti serait balayé de la scène politique. Par la voie libre du suffrage universel, jamais le parti libéral n'arriverait à gouverner le pays. L'impopularité chronique dont il souffrait l'empêchait d'affronter un combat politique loyal, en laissant le pays choisir librement parmi les divers groupements politiques.

Devant la popularité croissante du Mouvement Légionnaire, le parti libéral se voyait irrémédiablement perdu. Quand on demanda à J. G. Duca, comme condition "*sine qua non*" de l'accession au pouvoir, de combattre la Garde de Fer avec les moyens les plus énergiques, il donna son consetement.

Quoique devant cette perspective, Duca ait eu certaines hésitations, ainsi que l'avouent plusieurs personnalités politiques, et qu'il ait même été torturé par le pressentiment d'une fin violente, jusqu'à la fin la raison du parti a vaincu, l'élimination du Mouvement étant considérée comme une condition de survie pour le parti libéral.

Le Parti National-Paysan ne se trouvait pas dans la même situation. C'était un parti de masses, avec une popularité solide et, en conséquence, il ne dépendait pas, dans la même mesure, de l'appui de la Couronne. L'activité politique de Corneliu Codreanu ne menaçait pas son existence politique. Au besoin, on pouvait même envisager une alternance de gouvernement entre les légionnaires et les nationaux-paysans, avec l'exclusion perpétuelle des libéraux. Evidemment, les dirigeants de ce parti se réjouissaient dans leur for intérieur de la perspective d'une lutte entre légionnaires et libéraux. L'aile marxiste du parti saluait cette lutte comme une projection de leur propre idéologie, tandis que l'aile conservatrice spéculait sur la possibilité de voir la jeunesse légionnaire, décapitée et désorientée, chercher refuge dans les rangs de leur propre parti.

Dès l'été 1933, "VIITORUL" (l'Avenir), l'organe officieux du parti libéral, lança une campagne véhémente contre le Mouvement, accusant en même temps le Premier Ministre, Vaïda-Voevod, de complaisance à l'égard des "*agitateurs*" de la Garde de Fer. C'était une invitation directe à l'intention des Juifs de l'étranger, pour qu'ils fassent pression sur le Souverain roumain, afin de l'amener au pouvoir, car c'était l'unique manière, pour eux, de se débarrasser du cauchemar de la Garde de Fer.

"Ces jours-ci, écrivait Corneliu Codreanu, nous avons atteint, comme nation, au bas de l'échelle, à la plus grande humiliation de la Roumanie. Deux hommes d'État, J. G. Duca et Nicolae Titulesco combinent l'arrivée au pouvoir du Parti Libéral, avec l'appui politique des trusts de banquiers juifs de Paris, intéressés pour une part à l'exploitation impitoyable des richesses du pays et, d'autre part, à assurer la plus heureuse situation à leurs coreligionnaires de Roumanie.

"Ceci à une condition formelle: d'exterminer, par tous les moyens, le Mouvement Légionnaire."

"Et, de la sorte, comme un aboutissement de plus de dix années de souffrances, on nous prépare, sans que nous soyons fautifs en rien, la couronne de la mort." [42]

9) LES ÉLECTIONS SANGLANTES

Vasile Marin complète les déclarations précédentes de Corneliu Codreanu, en précisant envers qui J. G. Duca a pris son engagement de détruire la Garde de Fer. Après l'attentat contre Duca, Vasile Marin n'a pas pu être arrêté par la police. Tout l'hiver de 1933-34, il a vécu caché, refusant de se rendre. Il connaissait, par ses expériences antérieures, alors qu'il avait été retenu 19 jours sans mandat d'arrestation, ce que signifiait la légalité en Roumanie et quelle importance on pouvait donner aux "*enquêtes*" des autorités.

Cependant, tandis qu'il se trouvait dans la clandestinité, il n'était pas resté inactif. Il s'était efforcé de démontrer aux gens avec lesquels il était en rapport les abus du gouvernement libéral et ce qu'il y avait de monstrueux dans ce qu'on appelait "*le complot de la Garde de Fer*", mis en scène pièce par pièce par les organes de la police.

De cette époque ont été préservées trois lettres précieuses, d'une grande valeur documentaire, écrites par Vasile Marin. L'une était adressée à Nicolae IORGA, une autre à Grigore IUNIAN, chef du Parti Radical-Paysan, et la trosième à Charles MAURRAS, que Vasile Marin avait connu pendant ses études en France.

Dans la lettre à Charles Maurras, on trouve les lignes suivantes:

"Cette besogne de bourreau revient au gouvernement du défunt Duca, celui-ci s'étant assuré l'appui de la finance internationale, notamment de la "Banque de Paris et des Pays Bas", ainsi que la protection du cabinet maçonnique de M. Chautemps,

42. Corneliu Zelea Codreanu: *Pour les Légionnaires,* page 441, éd. 1940.

le tout couronné par la caution bourgeoise de M. Titulesco, l'un des représentants des banquiers internationaux en Roumanie."

Le 7 novembre 1933, à la demande du Roi, Vaïda-Voevod présente sa démission. Le Chef du Parti Libéral, J. G. Duca, fut chargé de former le nouveau Gouvernement. Le Parlement fut dissous et les nouvelles élections fixées au 20 décembre 1933.

Le Mouvement Légionnaire participa aux élections. A peine la campagne électorale fut-elle ouverte qu'au siège central de la Légion, affluèrent les nouvelles les plus inquiétantes. Dans tout le pays régnait une terreur sans précédent. Le plan du Gouvernement était de provoquer le plus possible d'incidents avec les légionnaires, dans la période de la campagne électorale, de les pousser à réagir, pour qu'ensuite on puisse répondre à ces "*désordres*" par la dissolution de l'organisation.

En apprenant ce plan, le Capitaine donna l'ordre aux équipes de propagande légionnaires d'éviter toute provocation. Dans les régions où ils ne pourraient pénétrer, mieux valait renoncer à la propagande. Mieux valait perdre quelques milliers de votes que de donner satisfaction au Gouvernement.

Mais le Gouvernement ne se borna pas au secteur de la propagande. Il inventa un genre de provocations qui ne pouvait être évité: il donna des instructions aux organes exécutifs pour empêcher les légionnaires de déposer les listes de candidatures. Conformément à la loi roumaine, les élections étaient de la compétence du judiciaire. La force exécutive était exclue des opérations de vote. La Commission Centrale Electorale, les Commissions Electorales Départementales et tous les Bureaux de vote étaient présidés par des magistrats. Les listes des candidatures des différents partis étaient déposées aux Tribunaux où la Comission Electorale du Département avait son lieu de résidence.

Avec la nouvelle mesure, les Tribunaux furent placés sous la surveillance de la police et, dès que les légionnaires apparaissaient, les agents sautaient sur eux, les fouillaient, confisquaient les listes et les renvoyaient chez eux à pied, de gendarmerie en gendarmerie. Dans certains Départements, pour plus de sûreté, les Tribunaux furent cernés par la troupe et à tout suspect on interdit l'entrée dans le Palais de Justice.

Dans une pareille situation, comment éviter les provocations?!

Le défi du Gouvernement avait dépassé toutes les limites. La Légion pouvait-elle s'incliner devant de telles outrances? Pouvait-elle renoncer à déposer les candidatures pour ne pas provoquer la colère du Gouvernement, ce qui équivalait pratiquement à abandonner les élections? Non seulement cette attitude aurait eu pour conséquence d'encourager les abus gouvernementaux, mais elle aurait supprimé même la possibilité pour le Mouvement

de s'affirmer dans la vie politique; et ce procédé aurait pu être appliqué, par la suite, par tous les gouvernements. Luttant pour l'enregistrement des candidatures, le Mouvement luttait pour son existence politique, pour son droit légitime et pour son prestige, sous le couvert des lois de l'État.

Une lutte acharnée éclata dans tout le pays entre les autorités et les légionnaires, les unes pour empêcher le dépôt des candidatures, les autres pour les présenter. Dans certains Départements, les légionnaires réussirent à pénétrer dans les Tribunaux, usant de divers stratagèmes; dans d'autres cas, de véritables combats furent nécessaires pour arriver jusqu'au bureau de la Commission Electorale. Le professeur Basile Cristesco ne put mettre les pieds au Tribunal de la ville de Giurgiu que le revolver au poing. Il y eut des cas où la police en arriva à violer la propre enceinte du Palais de Justice. Des délégations légionnaires furent arrêtées et dépossédées de leurs documents, comme elles ouvraient la porte du bureau du Président.

Dans cette épreuve de forces, les légionnaires ne se laissèrent pas dominer. Chaque organisation se serait considérée deshonorée, si elle n'avait pu déposer sa liste. La capacité de sacrifice des légionnaires finit par vaincre l'appareil de terreur du Gouvernement. Le Mouvement réussit à déposer des listes de candidatures dans 66 Départements sur 71. Entre-temps, les sympathies pour le Mouvement s'affirmaient dans le peuple comme une avalanche, à mesure qu'augmentait la haine contre le Parti Libéral.

Le moyen mis en oeuvre par le Gouvernement dans ces élections (l'interdiction de déposer la liste des candidatures), était sans doute le plus efficace pour provoquer autant d'incidents qu'il pouvait le désirer. Mais, cette grave violation de la loi électorale en vigueur n'était pas la principale caractéristique de cette persécution. Il y avait un aspect bien plus tragique. Pour la première fois, on emploait l'assassinat comme moyen de destruction du Mouvement. Les arrestations, les passages à tabac, et toutes les autres illégalités, ne suffisaient plus et le Gouvernement alla bien plus loin: le légionnaire se trouvait exposé ouvertement à la mort. C'était "*gibier libre*" sur lequel on pouvait tirer sans craindre aucune conséquence. Les policiers et les gendarmes furent encouragés par leurs supérieurs à ouvrir le feu contre les légionnaires. Ceux qui se montreraient impitoyables dans leur combat contre "*les infracteurs de l'État*", seraient récompensés par le Gouvernement, pour "*acte de courage au service de la Patrie*".

L'ordre de verser du sang innocent provenait directement de J. G. Duca, le Chef du Gouvernement. Celui qui surveillait l'exécution du plan d'extermination de la Légion était Victor Iamandi, Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur.

La première victime de la terreur libérale fut l'étudiant Virgil Teodoresco, de Constantza, tué par un sergent de ville alors qu'il collait des affiches. L'assassinat de Virgil Teodoresco a inspiré à Ion Motza, qui avait

assisté à son enterrement, comme représentant du Capitaine, un article émouvant "*Têtes de bois*", publié dans la revue légionnaire "L'AXE", le 7 décembre 1933:

> "Le front de notre camarade était tellement bombé, son crâne tellement lourd, et malgré tout combien léger pour ceux qui l'ont abattu... Avec quelle simplicité ils ont tout résolu!... Quelques notes d'état-civil, des procès-verbaux, des autorisations d'enterrement, tout s'est passé très vite et dans la bonne règle... Aujourd'hui, lui; demain, d'autres... Avec le temps, le pouvoir acquerra même une fort bonne expérience administrative en cette "*matière*", et tout s'arrangera encore plus facilement. Pourquoi ne pas créer même un service public administratif pour répondre à cette nouvelle fonction: l'épuration sociale, par l'envoi dans l'autre-monde de ces indésirables du monde roumain d'aujourd'hui, ces indésirables qui sont, malgré tout, les éléments spirituellement les plus purs de notre jeunesse, les plus patriotes, les premiers dans les écoles et les examens, les meilleurs et les plus chers fils des familles, le rêve réalisé du Roi Carol I.er: des caractères. Des jeunes gens qui savent que, sur cette voie, les attendent tous les sacrifices, toutes les offenses et aucun avantage personnel, mais qui acceptent avec joie ce martyre pour la Nation et pour la Croix...
>
> "C'est pourquoi les meurtriers de notre camarade, ainsi que les initiateurs du système "*des têtes de bois*" ont assumé un lourd fardeau devant Dieu, devant la Justice future et le jugement de l'histoire roumaine." [43]

Quelques jours plus tard, un autre assassinat eut lieu à Iassy. Les étudiants de cette ville faisaient dire une messe pour leur camarade tué à Constantza. L'armée intervint, arrêta la procession et obligea les étudiants à se réfugier dans le Foyer Culturel Chrétien. L'armée encercla alors le Foyer et maintint le siège pendant trois jours. Un ouvrier légionnaire, Nitza Constantin, jeta quelques pains aux étudiants bloqués, par-dessus les têtes des soldats qui formaient le cordon. L'un d'eux tira sur lui et Nitza Constantin tomba à terre, foudroyé...

Aucune enquête judiciaire ne fut effectuée dans un cas comme dans l'autre. L'affaire fut étouffée et ces deux assassinats, commis par les agents de la force publique, passèrent à la rubrique des "*incidents électoraux*". Le sergent de ville qui avait tué Virgil Teodoresco à Constantza fut simplement transféré dans une autre ville, et encore non pas comme sanction, mais parce que le gouvernement craignait pour lui la vengeance des légionnaires.

---

43. Ion I. **Motza**: *"Cranii de lemn"*, (Crânes de bois), 1940, pages 160 et 162.

De même, on ignore jusqu'à ce jour qui a tiré sur Nitza Constantin. Peu de temps après, on apprit au Centre la mort d'une troisième victime de la terreur libérale: le légionnaire Ion Balaianu, mort à l'hôpital de Giurgiu, des suites des tortures subies. Et la liste des morts ne venait que commencer...

Le Gouvernement était parvenu à créer un climat de terreur, il avait déclenché le goût de la violence, et policiers et gendarmes se ruaient férocement sur les légionnaires partout où ils les rencontraient. Mais le Gouvernement nourrissait des plans encore plus ténébreux. Son intention était, à la faveur d'une échauffourée entre légionnaires et policiers, de liquider Corneliu Codreanu lui-même, et de faire passer sa mort comme un nouvel "*incident électoral*".

Conscient du danger, le Capitaine ne bougea pas de Bucarest, contrairement à son usage de parcourir plusieurs Départements pendant la campagne électorale.

Cependant, la terreur ne donnait pas les résultats escomptés par le Gouvernement. Les autorités n'avaient pas pu empêcher le Mouvement de déposer ses candidatures et de gagner de plus en plus la sympathie populaire. Les accusations de "*mouvement anarchique et terroriste*", lancées contre lui par la presse gouvernementale n'avaient plus de prise dans le peuple. Les rapports qui arrivaient au Ministère de l'Intérieur, signalaient que, si le Mouvement participait aux élections, il obtiendrait un nombre de votes considérable et le péril que le Gouvernement voulait conjurer se trouverait augmenté. C'est pourquoi le Mouvement n'arriva pas aux élections. Avant de devenir Premier Ministre, J. G. Duca s'était engagé à dissoudre une nouvelle fois la Légion.

10) LA DISSOLUTION DU MOUVEMENT LÉGIONNAIRE

Le Gouvernement avait décidé que la dissolution de l'organisation légionnaire n'aurait pas lieu avant l'expiration du terme pour le dépôt des candidatures. C'est seulement en l'annonçant à ce moment-là que la mesure produirait tous ses effets. Autrement, s'il y avait un seul jour de battement, on courait le risque que les légionnaires introduisent d'autres listes de candidatures, au nom d'une organisation créée pour la circonstance, qui aurait alors échappé à la volonté du Conseil des Ministres. Pour prévenir cette éventualité, le Journal annonçant la dissolution du Mouvement ne fut rendu public que dans la nuit du 9 au 10 décembre, après quoi, conformément aux dispositions de la loi électorale, aucune candidature ne pouvait plus être déposée.

Il est significatif que la dissolution de la Garde de Fer n'a pas fait l'objet d'un Décret Royal, mais qu'elle a résulté d'une décision du Conseil des Ministres. Quoique le Roi fût mêlé dans le complot de liquidation du

Mouvement Légionnaire, il refusa d'apposer sa signature sur un tel Décret, laissant retomber toute la responsabilité sur J. G. Duca.

Agissant dans la hâte et dans l'improvisation, le Gouvernement se couvrit de ridicule. Le Journal du Conseil des Ministres annonçait la dissolution de la "*Légion de l'Archange Michel*" et de la "*Garde de Fer*", groupements politiques qui ne figuraient pas à la Commission Centrale Electorale. Ces organisations avaient déjà été dissoutes en 1931. Le Mouvement avait présenté les candidatures sous le nom de "*Groupement Corneliu Zelea Codreanu*", dénomination dont le Capitaine avait déjà fait usage aux élections générales de 1932. Au bout de quelques heures, le Gouvernement se rendit compte que les dispositions figurant au Journal du Conseil des Ministres n'étaient pas applicables aux listes légionnaires, et il les compléta par une nouvelle décision, spécifiant que l'acte de dissolution s'étendait au "*Groupement Corneliu Zelea Codreanu*".

Les souffrances ne faisaient que commencer!...

Après la dissolution, le Gouvernement ordonna l'arrestation de tous les légionnaires, depuis le Chef suprême jusqu'aux membres les plus récents. La Roumanie politique n'a jamais brillé par le respect de la légalité. Les citoyens, malgré toutes les garanties constitutionnelles, se sont souvent trouvés sans défense devant les vexations de la force exécutive. Et cependant, on n'avait encore jamais vu pareille persécution. Plus de 11.000 personnes furent enlevées de leurs domiciles et jetées en prison. D'après les lois du pays, aucun citoyen ne pouvait être détenu plus de 24 heures, si ce n'est en vertu d'un mandat judiciaire. J. G. Duca supprima toutes les garanties constitutionnelles, et il se substitua abusivement au pouvoir judiciaire, pour ordonner toutes ces arrestations. Les détenus n'étaient pas les prisonniers de la justice; ils étaient en quelque sorte escamotés par le Gouvernement et gardés de force dans les prisons. Les arrestations ne furent pas effectuées par les Parquets civils ou militaires, mais par la police, les gendarmes et les Préfets des Départements. Aucun détenu ne fut l'objet d'une enquête d'un juge d'instruction ou d'un procureur. Pas un seul mandat d'arrêt ne fut lancé. Ils furent libérés, sans l'assistance de la justice, deux semaines plus tard, quand les élections étaient déjà "*gagnées*" par le Gouvernement...

Motza et Marin, par exemple, restèrent 19 jours dans la prison militaire de Jilava. Ils firent demandes sur demandes, pour qu'on éclaircisse leur situation, pour qu'on les traduise en justice. Ils firent même la grève de la faim pendant cinq jours. Ils envoyèrent des protestations de tous côtés, et même jusqu'au Roi. Ils s'adressèrent aux procureurs de toutes les instances, leur demandant d'intervenir pour mettre fin à ces détentions illégales. En vain! Nul ne répondit à leurs appels! Quand ils furent enfin relâchés, le colonel Izet, Directeur de la prison, consentit à leur délivrer, à leur demande, des certificats de détention illégale. Avec ces documents, ils

recoururent à la justice, demandant le châtiment de Victor Iamandi, Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur.

Parmi les détenus, se trouvaient de nombreuses personnalités faisant partie de l'élite de la Capitale: le prince Alexandre Cantacuzène, le poète Radu Gyr, l'écrivain et journaliste Michel Polichroniade, l'ingénieur Virgil Ionesco, av. Vasile Marin, avocat Ion Motza, etc. Diverses prisons du pays, gardaient d'autres prisonniers importants: les avocats Ilie Gârneatza et Corneliu Georgesco, fondateurs du Mouvement Légionnaire, le professeur Basile Cristesco, le professeur Ion Zelea Codreanu, l'Archiprêtre Ion Motza, l'avocat Mille Lefter, le professeur Nicolae Patrasco et bien d'autres...

Par ces arrestations en masse, le Gouvernement voulait frapper le peuple de terreur: "Qui s'associe à ces anarchistes, ne jouit plus de la protection de la loi", on répétait sur tous les tons. Il pouvait être détenu, maltraité, tué, sans que les autorités compétentes interviennent. Le Gouvernement donnait par là un avertissement impérieux au pays et traçait une ligne de démarcation entre la grande majorité du peuple roumain, qui supportait docilement tous les abus, et ce groupe de "*révoltés*", d'"*insurgés*". L'avertissement s'adressait aussi aux parents les engageant à interdire à leurs fils de se compromettre avec ces "*aventuriers*", car leur vie même en dépendait. Lorsqu'il s'agit de maintenir l'ordre public, l'État ne recule devant rien, au risque même de paraître cruel et inhumain, au risque même de frapper des innocents.

La mise à l'écart des légionnaires poursuivait aussi un objectif immédiat, directement lié à la situation électorale du Gouvernement. Le courant en faveur du Mouvement était si puissant que le Gouvernement craignait une défaite, au cas où les légionnaires seraient laissés en liberté après l'acte de dissolution. Comme il était à prévoir, ils iraient voter et faire de la propagande pour les partis de l'opposition, dans l'intention d'affaiblir les libéraux. En les gardant sous clef pendant les élections, le Gouvernement se mettait à l'abri de toute surprise désagréable. Corneliu Codreanu, en vérité, avait donné des instructions, dans la matinée du 10 décembre, après la dissolution, pour que les légionnaires votent en faveur des partis d'opposition: en Transylvanie, pour Jules Maniu; dans l'ancien Royaume et dans les autres provinces, pour George Bratianu et le Maréchal Averesco.

Le Capitaine évaluait modestement les votes légionnaires à 200.000. Les 11.000 légionnaires emprisonnés ne représentaient pas seulement 11.000 votes de moins, mais 11.000 propagandistes fervents, qui, laissés en liberté, pouvaient faire échec au Gouvernement dans les élections en cours.

Général Gheorghe Cantacuzène.

11) LE GÉNÉRAL CANTACUZÈNE.

Pendant ces jours sombres, le Capitaine a eu la chance d'avoir auprès de lui le Général Cantacuzène. Descendant de la famille impériale des Cantacuzène de Byzance, par un rameau transplanté dans les Principautés roumaines, le Général comptait, parmi ses ancêtres une suite ininterrompue de hauts dignitaires et même de princes régnants.

Pendant la guerre 1916-1918, par laquelle fut réalisée la Grande Roumanie, le Général avait combattu avec ses troupes de gardes frontières, sur les crêtes des Carpathes, un des secteurs les plus difficiles de tout le front. D'où son surnom de "Granicerul" (Garde-frontière). Couvert de gloire, ayant reçu les plus hautes décorations roumaines et étrangères, il était devenu une figure légendaire de l'armée roumaine.

Comme tous ceux de sa génération, il était revenu du front avec la pensée de voir sa patrie, non seulement agrandie en territoire, mais renouvelée sur les plans politique et social. Or, le Général Cantacuzène fut profondément deçu par la politique des partis. Tout l'appareil de l'État était gangrené par la corruption et les groupes étrangers étaient devenus les vrais maîtres du pays. Après avoir quitté l'armée, il s'inscrivit dans une formation politique, qui s'était donné pour programme de châtier les coupables et d'extirper la corruption de la vie publique: la *"Ligue Vlad Tepes"* (Vlad l'Empaleur), présidée par Grigore Filipesco. Peu de temps après, il se rendit compte qu'il s'agissait d'une simple succursale de la politicaille roumaine, agencée pour capter le courant du mécontentement populaire.

Dégoûté par cette première expérience, il ne pensait pas en faire une seconde. A l'égard du Mouvement, il gardait la réserve dont témoignaient beaucoup de gens honnêtes, bernés par les campagnes de presse des partis. En 1933, en été, comme tant d'autres habitants de la Capitale, il était allé visiter le chantier de Bucurestii-Noi, où s'élevait la *"Maison Verte"* (Casa Verde). Cette oeuvre le stupéfia. Il découvrait là un monde cher à son coeur de soldat: esprit de sacrifice, volonté créatrice, discipline, dignité humaine. Parmi ces jeunes gens, qui dormaient dans des huttes et mangeaient dans des gamelles, qui malaxaient l'argile par une chaleur étouffante et travaillaient en fredonnant des chansons patriotiques, il se sentait comme entre ses soldats du front. Il lui semblait revivre les grands jours de l'épopée nationale.

Il existait donc un autre pays que celui qu'il avait connu après la guerre. Dans cette Garde de Fer, tellement calomniée, il avait trouvé la poignée d'hommes décidés à sauver la nation de l'écroulement. Il venait de découvrir une nouvelle raison de vivre. A partir de ce moment, sa vie se confond avec celle de la Légion. Ses dernières années de vie, il les employa à pousser cette jeunesse brave et propre vers le gouvernail du pays. Il les protégea, mettant en jeu et à la disposition du Mouvement tout ce qu'il

possédait: son peu de fortune, son immense prestige dans l'armée et dans la vie publique et, même, sa propre vie.

Le Capitaine, immédiatement après avoir appris l'acte de dissolution, remit le commandement du Mouvement au Général Cantacuzène et s'effaça de la scène politique. Dans la matinée du 10 décembre 1933, le Général rendit son premier service au Mouvement, en diffusant l'Ordre donné par le Capitaine aux légionnaires et aux sympathisants, dans lequel il leur indiquait pour qui il fallait voter.

Chez le Général, accoururent beaucoup de légionnaires venus demander des informations et des instructions. Sans l'avoir voulu, le Général représentait, dans ces circonstances dramatiques, le point d'appui du Mouvement. Sa maison de la rue Gutenberg n.º 3, devint le siège clandestin de l'organisation. Les légionnaires recherchés par la police y trouvèrent refuge. Les autorités n'osèrent pas forcer sa porte. Son prestige dans la Capitale était tel, que même ce Gouvernement de toutes les illégalités n'aurait risqué de le provoquer.

Le Général traitait les autorités de haut et sans ménagements. Il encourageait les légionnaires qui cherchaient à le voir, et attaquait violemment les libéraux. Il parlait vertement à tout le monde, rendant le Gouvernement responsable de tout ce qui s'était passé et clamant que l'acte de dissolution ne resterait pas sans suite. Tels qu'il les connaissait, il s'attendait à une réaction de la part des légionnaires.

12) LA MORT VIOLENTE DE DUCA.

Les élections étaient passées. La veille de Noël, la plupart des légionnaires avaient été relâchés. Avec les importants, on fit cependant une exception: on leur infligea de passer les fêtes de la Nativité en prison, sous les regards moqueurs des gardiens. C'était une cruauté inutile, voulue par le Gouvernement pour humilier l'âme torturée de ces hommes.

L'opinion publique s'émut de cette situation et les protestations s'élevèrent de toutes parts: dignitaires de l'Église, hommes politiques de tous les partis de l'opposition, professeurs universitaires, généraux, tous demandaient la fin des détentions arbitraires. Dans certaines régions, les interventions furent couronnées de succès; les autorités furent obligées, sous la pression de l'opinion publique, de libérer les légionnaires; dans d'autres, par contre, elles continuèrent à appliquer strictement les ordres du Gouvernement. Ion Motza, Vasile Marin, Sterie Ciumeti restèrent en prison et ne furent relâchés que dans l'après-midi du 29 décembre 1933. Le destin veillait sur eux, car ce même jour, à neuf heures du soir, J. G. Duca, Premier Ministre du pays et Chef du Parti Libéral, tombait foudroyé sur le perron de la gare de Sinaïa, abattu par trois légionnaires.

L'opinion publique s'attendait à une réaction. Les injustices commises par le Gouvernement avaient suscité un esprit de révolte et une tension explosive dans tout le pays. L'atmosphère était chargée jusqu'à la saturation. D'où viendrait le geste libérateur? Personne ne le savait, mais chacun pensait que les choses ne pouvaient s'arrêter à ce stade. L'histoire de la Légion ne pouvait pas être close par le triomphe de la force brute. Une fatalité planait sur la politique roumaine. Duca s'était placé dans une position intolérable, attirant sur lui toutes les haines et toutes les inimitiés. Il s'était rendu odieux également dans les rangs des autres partis. Les élections avaient été menées d'une façon tellement scandaleuse, et avec tant de sauvagerie que l'opposition avait été littéralement décimée. Un parti aussi impopulaire que le parti libéral avait obtenu aux élections du 20 décembre une majorité écrasante.

Dès que l'on apprit l'assassinat de Duca, le fait produisit une forte impression, mais il n'y eut aucune surprise. Le commentaire — du plus humble citoyen jusqu'aux hommes politiques — était partout le même: "Il fallait s'y attendre!"

Les auteurs de l'attentat étaient trois étudiants: Nicolae Constantinesco, Doru Belimace et Constantin Caranica. Il seront connus dorénavant dans l'histoire de la Légion sous le noms collectifs des "NICADORI", mot formé de syllabes prises dans leurs prénoms.

Nicolae Constantinesco était un étudiant distingué de l'Académie Commerciale. Il avait été grièvement blessé quatre fois au cours d'échauffourées avec les gendarmes pendant l'été. La dissolution l'avait surpris dans le Département de Fagaras, en Transylvanie. Ion Caranica et Doru Belimace étaient également des étudiants. Ils faisaient partie d'un groupe de jeunes intellectuels macedoniens qui, après la guerre, avaient immigré en Roumanie où ils avaient fait leurs études universitaires. Persécutés dans leur patrie d'origine, la Grèce, parce qu'ils ne voulaient pas renier leur nation, leur origine roumaine, ils avaient eu la douleur de constater qu'ils n'étaient pas mieux traités en Roumanie. Blessés dans leurs sentiments nationaux, ils s'étaient rapprochés de l'unique homme qui pût comprendre leur souffrance: CORNELIU CODREANU.

La pensée d'attenter à la vie de Duca avait germé dans l'esprit de Nicolae Constantinesco, pendant qu'il se trouvait dans la prison de Fagaras. La révolte, chez lui, avait brisé le cadre de la discipline légionnaire, le poussant vers la décision de tirer sur celui qu'il considérait comme le principal responsable du malheur de la Légion et de tout le sang versé. Tandis qu'il était encore sous les verrous, il communiqua son plan à un camarade de prison, Toader Ioras, et ils décidèrent, dès leur libération, de partir pour Bucarest, de se procurer des revolvers et de tirer sur Duca, à la première occasion favorable.

Réellement, à peine sorti de prison, Nicolae Constantinesco mit son plan à exécution avec une énergie inflexible. Cependant, au lieu de s'en tenir à son projet initial, il prit comme compagnons les deux jeunes Macédoniens, Belimace et Caranica, qu'il considérait plus fermes et plus préparés spirituellement pour une pareille action.

Le Premier Ministre avait été appelé en audience par le Roi à Sinaïa, le 29 décembre 1933. Il devait rentrer le soir même dans la Capitale. Les trois légionnaires, informés de son déplacement, partirent eux aussi pour Sinaïa et y passèrent la journée, attendant le retour de Duca. Celui-ci apparut sur le perron, se dirigeant vers le train. Nicolae Constantinesco l'appela par son nom; Duca s'étant retourné, il tira sur lui à plusieurs reprises et le toucha à la tête. La mort fut foudroyante. Constantinesco se livra immédiatement aux autorités. Belimace et Caranica avaient pour mission de jeter des petards sur le perron, pour provoquer la panique parmi les agents qui accompagnaient Duca. Ils furent arrêtés à leur tour quelques heures plus tard.

Le Capitaine avait réussi à éviter son arrestation dans la nuit de 9-10 décembre 1933, ayant appris, quelques heures à l'avance, la décision du Gouvernement de dissoudre le Mouvement. Il avait quitté le siège et se cachait dans la Capitale. Corneliu Codreanu savait que le Gouvernement, dans de pareilles circonstances, ne reculerait pas même devant un assassinat. Dans l'atmosphère de terreur qui régnait alors dans le pays, il n'était pas difficile à un agent quelconque, sous le prétexte de résistance à l'arrestation, de tirer sur lui.

Il est bien évident qu'un homme traqué comme un gibier ne pouvait s'occuper en même temps à tramer des complots, et qu'il ne pouvait guère, pour les mêmes motifs, contrôler l'organisation. En outre, tandis que le Capitaine était recherché par toute la police et se cachait de maison en maison, le responsable principal de l'attentat, Nicolae Constantinesco, se trouvait, lui aussi en prison à Fagaras.

Dès ses premières déclarations, Nicolae Constantinesco expliqua son tragique cas de conscience. Il était prêt à prouver devant témoins et par des témoins qu'il était en prison lorsquil avait pris la décision de tuer Duca. Une fois libéré, il avait cherché des compagnons pour cette action et attendu le moment pour l'exécuter. Il n'avait pas vu Corneliu Codreanu et n'avait pris contact avec aucun des chefs de la Légion. Toute la responsabilité de son acte retombait uniquement sur lui. La direction du Mouvement Légionnaire n'était aucunement mêlée dans l'attentat. S'il avait enfreint la discipline légionnaire, c'était dans un moment de profond bouleversement, parce qu'il ne pouvait plus supporter les humiliations et les coups reçus des autorités. Il avait voulu venger en même temps les crimes commis par le Gouvernement contre lui-même et contre ses camarades.

Ces déclarations ne convenaient nullement au Gouvernement. Il voulait un complot, un complot à tout prix, parce que, seule une conspiration, lui

permettrait d'impliquer la direction de la Légion dans l'attentat. Le complot n'existant pas, il se mit à en fabriquer un à l'aide de pièces forgées par la police.

Pendant l'enquête, les trois étudiants furent soumis à des tortures effroyables, pour leur arracher les déclarations désirées par le Gouvernement. Ils résistèrent héroïquement à tous les supplices. Ils se rendaient parfaitement compte des suites catastrophiques qu'aurait pu avoir pour la Légion une déclaration faite dans le sens voulu par le Gouvernement, même arrachée par la force. Ils livrèrent un combat prodigieux contre les défaillances de leurs corps épuisés et sanglants. Par bonheur, la police roumaine ne connaissait pas, à l'époque, "*les méthodes policières avancées des soviétiques*", car elle aurait certainement atteint son but...

La mort de Duca provoqua des accès de fureur indescriptibles dans le parti libéral. Le Gouvernement se trouvait décapité, juste au moment où il fêtait son triomphe électoral, remporté sur l'écrasement de la Légion. Le Ministère de l'Intérieur donna l'ordre d'arrêter et de jeter en prison tous les légionnaires du pays, dont la majorité venait juste d'être libérés quelques jours auparavant. Cette fois-ci le nombre des détenus était beaucoup plus élevé qu'au moment de la précédente dissolution: plus de 18.000 légionnaires.

Les scènes de terreur du début de décembre se répétèrent sur une échelle décuplée. Des gens qui n'avaient même pas eu le temps d'apprendre la nouvelle de l'attentat furent enlevés au milieu de la nuit du sein de leurs familles, traités comme s'ils étaient de féroces criminels et à nouveau incarcérés, sans qu'aucune inculpation fût formulée contre eux. Le Gouvernement n'effectua pas des arrestations en rapport direct avec l'attentat, ce qui aurait supposé le respect de certaines formes légales; il arrêtait purement et simplement tous les légionnaires et même les amis et les sympathisants du Mouvement, comme il y avait procédé au moment de la dissolution.

Comment le Gouvernement justifia-t-il ces mesures?

"Pour établir les responsabilités du "*complot légionnaire*", qui avait coûté la vie du Premier Ministre" — répondaient ses porteparole au Parlement. L'argument ne convainquit, naturellement, personne. Un complot, de par sa nature, suppose un nombre restreint d'individus. La détention de milliers de personnes ne pouvait avoir aucune relation avec l'instruction du cas. C'était un acte de pure vengeance du parti libéral et, en même temps, un moyen d'intimidation de la population. Ce n'étaient pas seulement les coupables de la mort de Duca qui devaient subir les conséquences de leur geste, mais tous les membres du Groupement, pour le simple fait d'avoir adhéré à cette "*organisation criminelle*".

Toute la haine des libéraux se concentra sur la personne de Corneliu Codreanu. A son égard, ne pouvait exister ni pitié ni justice. Victor Iamandi, Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur, avait donné à la police des ordres impé-

ratifs: elle devait le liquider de manière expéditive, au cas où il tomberait entre ses mains. Sa capture et son exécution étaient présentées comme une simple question de jours... En province, on avait déjà répandu la rumeur que Corneliu Codreanu avait été fusillé, pour familiariser l'opinion publique et les légionnaires avec l'idée de sa mort.

Parmi les derniers libérés de Jilava, dans l'après-midi du 29 décembre, se trouvait aussi Sterie Ciumetti, la caissier de l'organisation, et l'un des éléments connus par la police comme ayant vécu dernièrement auprès du Capitaine, telle son ombre fidèle. Dans la nuit de la mort de Duca, Ciumetti, à peine rentré dans sa famille, fut de nouveau enlevé de chez lui, soumis à des tortures effroyables pour révéler la cachette du Capitaine. La police supposait soit que Ciumetti avait pris contact avec le chef, soit qu'il connaissait ses refuges. Ils ne purent rien tirer de Ciumetti. Exaspérés par sa résistance surhumaine, les commissaires le tuèrent et jetèrent son corps, criblé de balles, sur les bords d'un lac, aux environs de Bucarest. L'enquête, entreprise plus tard, conclut par une décision de suspension des poursuites à l'égard des commissaires responsables.

Tout l'appareil de l'État fut mobilisé pour la capture du Capitaine. Tout le pays mis sens dessus dessous. Dans les montagnes, dans les monastères, dans les hameaux les plus éloignés, les gendarmes firent leur apparition, menaçant et terrorisant la population. Le Capitaine resta introuvable. Caché à Bucarest, ce fut miracle s'il échappa aux poursuites de ceux qui avaient juré sa perte.

13) SOUS LE RÉGIME DES VIOLENCES

La mort soudaine de Duca avait fourni au Gouvernement l'occasion d'inonder à nouveau le pays d'anciennes calomnies contre le Mouvement Légionnaire: "*mouvement terroriste*" qui propage la "*culte de la violence*"; mouvement qui veut arriver au pouvoir par un coup d'état pour introduire ensuite une "*dictature sanglante*".

Particulièrement en France, grâce aux relations qu'entretenait Titulesco avec les rédactions des grands journaux parisiens, la perte de Duca fut commentée en termes des plus offensants pour le Mouvement. L'attentat de Sinaïa, écrivait la presse française, ne laisse subsister aucun doute sur le caractère terroriste de ce groupement et il est regrettable que les gouvernements antérieurs aient toléré ses activités subversives.

Dans la littérature légionnaire, on ne trouvera pas une seule ligne qui puisse être interprétée dans le sens d'une adhésion du Mouvement à la doctrine de la violence. A la différence des communistes et des fascistes, Corneliu Codreanu a répudié catégoriquement l'idée de la conquête du pouvoir par la voie de l'action directe. Les théories de Sorel ne l'ont pas tenté.

Corneliu Codreanu n'a pas créé le Mouvement dans le but d'en faire un instrument de révolte contre l'ordre constitué. Dans l'éducation politique donnée aux légionnaires, il a particulièrement insisté sur la nécessité de se manifester toujours dans le cadre de la légalité. Le combat du Mouvement a été loyal envers la forme constituée de l'État. La propagande légionnaire s'est déployée en accord avec les lois du pays: "Tant de droits nous sont accordés par la Constitution; nous chercherons à nous affirmer politiquement, dans la mesure où ils nous le permettent" — enseignait Corneliu Codreanu.

Sans doute, le Mouvement Légionnaire a dressé le drapeau d'une révolution. Toute révolution tend au changement de l'ordre existant. Mais la révolution légionnaire ne se cantonnait pas dans l'ordre politique; elle dépassait la politique. Elle avait le caractère d'une transformation plus profonde, qui agissait sur le fond spirituel de l'individu et de la nation. Le Mouvement poursuivait la création d'un nouveau type de Roumain, fidèle aux valeurs morales et nationales permanentes. Les transformations politiques et sociales venaient en second rang, comme un épiphénomène des changements spirituels. La victoire du Mouvement devait survenir comme une conséquence d'un "*processus*" intime de conviction, qui se serait réalisé dans la conscience nationale. Quand ce processus aurait conquis la grande majorité de la nation, la victoire serait venue d'elle-même, parce qu'une majorité d'adhésions individuelles en faveur du Mouvement, aurait garanti une majorité légionnaire au Parlement et dans n'importe quelle consultation populaire.

Bien entendu, la condition préalable de l'ascension normale du Mouvement vers le pouvoir était que les lois de l'État fussent respectées par tous les partis. Le Mouvement Légionnaire avait pris l'engagement de ne pas sortir du cadre constitutionnel existant, mais il demandait que tous les partis fissent preuve scrupuleusement d'une égale loyauté dans leurs rapports avec le Mouvement.

Pour soutenir ses injustes accusations contre le Mouvement, le Gouvernement présentait à l'opinion publique, comme matériel documentaire, une série de violences commises par les membres du Mouvement, Corneliu Codreanu en tête, depuis ses origines les plus lointaines: le cas Manciu, le cas Vernichesco, les innombrables chocs avec les gendarmes, et le dernier exploit sanglant, l'assassinat de Duca. En exhibant ces événements isolément, comme des tableaux, arrachés à leur chaîne de causes, il est hors de doute que le Gouvernement pouvait donner à ces allégations un certain relief.

Et pourtant, la procédure était fausse! Celui qui voulait obtenir une information objective sur ces "*crimes*", et les comprendre, devait aussi s'intéresser à leurs antécédents. Ces actions n'avaient pas été commises par initiative légionnaire en tant qu'actes d'un terrorisme banal et gratuit. Ce n'étaient pas les légionnaires qui avaient commencé à attaquer les autorités, parce que leur doctrine les poussait vers la violence comme unique voie pour conquérir le pouvoir... C'est justement le contraire. C'est le Gouverne-

ment qui a pris l'initiative; ce sont les autorités qui, les premières, se sont ruées sur les légionnaires; ce sont elles qui ont arrêté, frappé, torturé et tué. "*Les violences*" des légionnaires n'ont été que des ripostes à la terreur et aux violences de leurs adversaires. Dans tous les cas, les légionnaires ont agi en légitime défense. Les provocations avaient atteint le comble de la brutalité sous le Gouvernement libéral, à l'automne de 1933, quand elles ont soulevé la réaction des "*Nicadori*".

Le Gouvernement a entretenu en permanence cette confusion, agissant à l'abri de la censure. Il était strictement impossible de publier quoi que ce soit au sujet des illégalités commises par lui. Par ordre du Gouvernement, des citoyens ont été tués, alors qu'ils exerçaient légalement leurs droits politiques. Le simple fait de coller une affiche a coûté la vie à Virgil Teodoresco.

Comment un Gouvernement peut-il mériter le respect quand il prend lui-même la vie de ceux qu'il a pour mission de protéger? Le Gouvernement avait détruit, par ses propres excès, le fondement légal de son autorité. Il avait transformé les rapports de droit entre Gouvernement et citoyens en rapports de force. D'aucune manière les légionnaires ne se sont dressés contre l'ordre légal; ils se sont tout simplement opposés à sa violation par ceux qui, investis temporairement des prérogatives du pouvoir, les transformaient en privilèges et bafouaient toutes les institutions de l'État.

Peut-on dominer sa révolte lorsqu'on voit que des hommes honnêtes et loyaux ne trouvent plus dans l'État aucun point d'appui pour la sauvegarde de leurs droits? Ou bien, exaspérés par les coups, les injustices et les humiliations, les opprimés vont-ils infliger aux tyrans la réplique méritée? Tel est l'ordre et l'atmosphère dans lesquels se sont déclenchées les violences attribuées aux légionnaires.

De telles réactions sont naturelles et prévisibles. Tout homme qui n'a pas perdu le sentiment de l'honneur, qui conserve en lui-même un minimum de dignité humaine, ne peut accepter à l'infini les coups et les offenses. Il arrive un moment où il doit choisir entre l'attitude de l'esclave et la réaction de l'homme libre.

Les coups portés aux légionnaires n'étaient pas dirigés contre eux en tant qu'hommes. La brutalité avait une signification plus profonde, politique et spirituelle. Ils étaient persécutés parce qu'ils appartenaient au Mouvement Légionnaire. Ce n'était pas la première fois dans l'affaire Duca, ce ne sera pas la dernière non plus — que les légionnaires s'étaient trouvés devant l'alternative d'abdiquer face à l'État terroriste, ou de recourir à la violence pour survivre. S'il s'était agi d'un groupement politique habituel, reposant sur des intérêts personnels, il est hors de doute que ses membres auraient cédé à la première pression gouvernementale et auraient cherché satisfaction ailleurs. Or, le Mouvement Légionnaire avait une autre structure et une autre mentalité. Il était un instrument du destin national. La désertion

de ses membres devant une injustice et un abus de pouvoir de telle envergure, aurait compromis les perspectives de progression du peuple roumain dans l'histoire. Le problème était extrêmement complexe. Les légionnaires auraient pu s'exposer moins et souffrir moins. Mais ils n'étaient pas guidés par leur propre intérêt; ILS SE CONSIDÉRAIENT CHARGES D'UNE MISSION; ils avaient pris un engagement sacré envers la Patrie.

La politique était pour eux, ainsi que le disait Motza, une religion. Ils ne la voyaient pas comme un moyen de satisfaire leurs prétentions personnelles, mais d'élever et de favoriser la Nation. Pour cela, l'ennemi devait être affronté à tout prix; il fallait arrêter l'avalanche d'illégalités et de crimes qui menaçait d'anéantir le Mouvement et d'asservir encore plus la nation. Il fallait que surgisse le geste qui imposerait le respect de la Légion. Les légionnaires pouvaient périr en tant qu'individus, mais non le Mouvement et son trésor des principes. Sans cette réaction "*in extremis*", accomplie en toute conscience de la valeur de l'acte, le Mouvement aurait été éliminé depuis longtemps de la vie politique. Si Duca avait vécu, après tous ses crimes, pouvant se vanter de ce qu'à l'aide de méthodes un "*peu plus fortes, mais indispensables, les jeunes gens se sont assagis*", le dossier de la Garde de Fer aurait été clos depuis 1933. Dans cette alternative tragique où le Mouvement a été placés d'innombrables fois par ses adversaires, le Mouvement a toujours choisi la voie de l'honneur. Toujours sont sortis de son sein des "*vengeurs*", des gens d'élite, pénétrés de l'importance de leur sacrifice, pour que, au-delà de leurs corps martyrisés, la Garde de Fer puisse continuer à avancer, triomphante.

Après la dissolution, Corneliu Codreanu avait, de sa clandestinité, lancé une Circulaire, dans laquelle il dénonçait les crimes du Gouvernement Duca contre un groupement politique qui s'était maintenu dans le cadre d'une stricte légalité:

> "Depuis le mois de juillet, disait-il, la Garde de Fer n'a convoqué aucune réunion publique, n'a provoqué aucune agitation, n'a imprimé aucun manifeste, n'a donné lieu à aucun conflit avec l'autorité publique"... "La seule activité de la "Garde" a été une oeuvre d'éducation constructive... Nous avons construit un foyer à Bucurestii-Noi."
>
> "Nous y travaillions et nous sentions notre coeur se gonfler de joie, en voyant chaque jour, par l'effort commun, s'élever toujours plus haut le fruit de notre travail, sous la bénédiction de Dieu.
>
> "Ces jeunes gens ne se sont rendus coupables d'aucun méfait, ils n'ont attaqué personne; ils n'ont même pas dit à un seul homme: "Eloigne-toi!"

"C'est dans cette atmosphère que M. Duca est arrivé au Gouvernement, avec ses menaces continuelles — (en accord avec les assurances données aux banquiers étrangers, maîtres de la Roumanie), — de dissoudre la Garde de Fer.

"Qu'est-ce qui pouvait justifier la dissolution de la "Garde"?

"1. Notre attitude? Des agitations? Des troubles graves ou même bénins? Des actions subversives? Terroristes? Nullement! Tout cela n'a jamais existé.

"2. Peut-être, du moins, une crainte justifiée de concurrence pour le pouvoir? Pas du tout! Parce qu'en réalité, nous ne travaillons pas sur le plan du présent. Nous travaillons dans la perspective de l'avenir. Nous n'avons pas demandé et ne demandons pas le Gouvernement. Plus encore: peu nous importe qui viendra au gouvernement. Cela nous est absolument indifférent. Ce qui nous intéresse, c'est la Roumanie de demain, et pour cela nous voulons prendre part, bien entendu, dans une proportion relative — pour notre propre enseignement — à toutes les activités du présent: Parlement, journalisme, science, art, etc. Nous repoussons également l'accusation qu'on nous jette habituellement que nous préparons un coup d'État. Le coup d'État suppose la volonté de gouverner immédiatement.

"D'ailleurs, il ne s'est jamais agi de nous empêcher d'exercer une tentative de violence, ou d'illégalité; bien au contraire, on nous a empêchés, par la violence, de faire usage de la voie légale.

"Et maintenant, une simple question: Comment cet homme à l'âme de fauve, M. J. G. Duca, justifie-t-il tout le sang qu'il a versé, le sang roumain de nos camarades innocents?

"Même l'accès à la Justice nous a été interdit, comme à des chiens enragés. A nos innombrables demandes légales d'intervention, on n'a pas répondu. Des dizaines de milliers de jeunes gens, qui connaissent et admirent l'attitude des Tribunaux dans d'autres pays pour des cas similaires, souffrent dans leur orgueil, tout en voulant garder leur foi dans les vertus de la justice roumaine.

"Est-il possible que dans un pays qui possède une justice, des hommes contre lesquels aucune accusation n'a pu être formulée, soient torturés pendant des semaines et qu'ils ne puissent trouver l'équité sous aucune forme?

"Cependant, la vraie justice, non les Tribunaux vendus, doit reconnaître notre bon droit. C'est à elle que nous nous adresserons.

"Chers camarades, qui passerez la Noël dans des prisons, avec vos corps brisés et vos coeurs en deuil, que cet isolement ne vous décourage pas, parce que Dieu n'est pas contre nous,

et c'est pourquoi nous ne pourrons jamais être vaincus. Nous serrerons de nouveau nos rangs clairsemés et la "Garde de Fer" sortira de ces souffrances plus lumineuse que jamais." (Circulaire parue dans le journal "Cuvântul" (La Parole) du 24 décembre 1933.)

14) LE PROCÈS

Les prisons, dans tout le pays, étaient devenues insuffisantes pour y garder tous les légionnaires détenus. Par des triages successifs, opérés par les autorités provinciales, vers le début de février 1934, la majorité des légionnaires arrêtés en province furent relâchés. On retint et on envoya à Bucarest pour de nouvelles enquêtes, ceux qui, d'après les polices locales, pouvaient être considérés dangereux et avoir eu des rapports avec l'attentat. Tous les légionnaires ainsi envoyés de province, avec ceux arrêtés dans la Capitale, furent concentrés dans la prison militaire de Jilava.

Jilava était un fort désaffecté, aux environs de Bucarest. Ses casemates, construites sous terre, servaient de cellules pour les detenus. Les murs de ces cellules suaient l'humidité et l'eau y sourdait constamment. (Le mot "jilava" signifie d'ailleurs "humide".)

Le soleil ne pénétrait dans la cour intérieure que peu de temps pendant la matinée et, pour voir le ciel, il fallait lever les yeux. Un séjour prolongé dans cette prison ruinait définitivement la santé d'un homme. C'est pourquoi elle n'était employé que comme prison préventive pour ceux qui devaient être déférés à la justice militaire.

Après la mort de Duca, la Présidence du Conseil des Ministres fut confié par le Roi au Docteur C. Angelesco, Ministre de l'Éducation Nationale. Celui-ci ne resta Premier Ministre que quelques jours, et fut remplacé, le 3 janvrier 1934, par un autre libéral, George Tataresco. Le nouveau Gouvernement décréta l'état de siège et établit la censure pour une période de six mois. Du point de vue de l'ordre intérieur, ces mesures n'avaient aucune justification. Personne ne troublait l'ordre, sauf le propre Gouvernement qui, par la détention illégale de milliers de citoyens, entretenait un état permanent de mécontentement dans l'opinion publique.

L'état de siège fut instauré pour créer le climat indispensable à la terreur. Il avait aussi un autre objectif, tout aussi important pour le Gouvernement: l'état de siège était la garantie de la condamnation des chefs de la Légion. En effet, en periode normale, le procès des auteurs de l'attentat et de leurs complices éventuels, aurait dû être jugé par la Cour d'Assises, avec un Jury civil, instance sur laquelle, d'après les expériences antérieures, les préssions gouvernementales n'auraient eu aucun effet. Les libéraux étaient détestés de tous à ce moment, de sorte qu'on pouvait s'attendre à

ce que, non seulement les chefs de la Légion soient acquittés, mais aussi les trois auteurs de l'attentat.

L'état de siège étant décrété, l'instruction et le jugement de l'attentat de Sinaïa tombaient sous la compétence de la justice militaire. Et encore, cette interprétation du décret était-elle abusive, car l'assassinat de Duca s'était produit avant l'institution de l'état de siège et, par conséquent, le jugement du procès était légalement et de toute façon, de la compétence de la Cour d'Assises. Peu importait au Gouvernement que le décret fût appliqué avec effet rétroactif! Depuis longtemps il avait perdu toute sensibilité à l'égard des lois du pays. Pour obtenir la condamnation des chefs de la Légion, que signifiait une illégalité de plus, après les milliers d'illégalités commises jusqu'alors!...

Cependant, les Gouvernements de la Grande Roumanie avaient fait d'amères expériences avec les procès contre la Garde de Fer. Ni les Cours d'Assises, ni même les instances ordinaires de la justice ne s'étaient soumises aux injonctions du Pouvoir Exécutif. A mesure que se multipliaient les attaques contre les légionnaires, c'est dans une même mesure que la Justice rétablissait l'équilibre des pouvoirs dans l'État, répondant, presque sans exception, par des sentences d'acquittement.

Les ennemis de la Légion étaient exaspérés par l'attitude digne de la Justice. Toutes les tentatives d'éliminer le Mouvement par la voie judiciaire avaient échoué. Il restait un seul espoir pour la camarilla et pour le Parti Libéral: la justice militaire.

Les tribunaux militaires, composés d'officiers, seraient, supposait-on, moins influencés par l'opinion publique que les instances civiles. Au besoin, si le procès ne prenait pas le cours désiré par le Gouvernement, un ordre venu d'en haut pouvait rappeler les officiers à leur "*devoir*".

Au début de mars 1934, presque tous les légionnaires détenus à Jilava furent relâchés et il ne resta, à la disposition de la justice militaire, en plus des trois auteurs de l'attentat, qu'un groupe de 52 personnes. Parmi les accusés se trouvaient Corneliu Zelea Codreanu, le Général Cantacuzène, le prof. Ion Zelea Codreanu, Ion Motza, l'ingénieur Clime, Ion Banea, Nicolae Totu et d'autres. Tous ceux-ci, considérés par le Gouvernement comme formant les cadres supérieurs de la Légion, étaient voués à pourrir en prison.

Il était clair qu'un groupe si nombreux ne pouvait avoir aucune responsabilité dans l'attentat en soi. Un complot ne se trame pas entre 50 personnes, et surtout dans les circonstances d'alors, quand tous les chefs étaient soit cachés soit arrêtés. Quel rapport avec l'attentat pouvait avoir Ion Motza, qui était resté en prison jusque dans l'après-midi du 29 décembre, et n'avait été relâché que quelques heures avant que l'attentat ne soit consommé?

Ayant procédé au début à des arrestations massives, et relâchant ensuite progressivement les prisonniers, le Gouvernement voulait donner au public l'impression qu'il avait procédé avec objectivité et dans l'intérêt de l'instruction. C'est-à-dire: à mesure que les enquêtes avançaient, il libérait les *"innocents"*, ne retenant qu'un groupe restreint de dirigeants, qui devraient répondre de leurs actes devant la justice. En séparant la masse des légionnaires de la direction, après les avoir tous passés au crible des enquêtes, on essayait aussi de rendre plus visible la présomption de culpabilité de cete direction.

La date du procès avait été fixée au 17 mars 1934, devant le Conseil de Guerre du II.º Corps d'Armée, siégeant à la caserne de la Malmaison (Bucarest). L'implication du Général Cantacuzène dans ce procès a joué un rôle providentiel. Ayant le grade de général, il ne pouvait être jugé que par ses pairs et le Tribunal dut donc être composé exclusivement de généraux. Le Président désigné était le général Ignat et, comme membres, les généraux Costandache, Comanesco, Dona et Filip. Le général Petrovicesco avait été désigné comme commissaire du Roi.

Cette composition exceptionnelle du Conseil, formé par un groupe de généraux illustres de l'armée roumaine, a beaucoup facilité le plaidoyer de la défense. Les généraux se trouvaient en fin de carrière; ils pouvaient juger avec une conscience plus libre que des officiers d'un grade inférieur, qui auraient pu craindre que leur carrière ne fût handicapée si la sentence était favorable aux accusés.

Le Capitaine était encore un fugitif à la date de l'ouverture du procès. Le Gouvernement ne le recherchait plus avec l'acharnement d'antant. Du moment que l'on n'avait pas pu le tuer dans les premiers jours après l'attentat, il était maintenant préférable pour le Gouvernement que le procès fût jugé en son absence. Le fait que le Capitaine ait disparu et qu'il ne se présente pas au procès constituait un grave indice de culpabilité, susceptible d'influencer les débats à son détriment. Si un homme se dérobe à la justice, c'est qu'il a quelque chose à se reprocher.

Le Gouvernement faisait fausse route et s'était rejoui trop tôt de l'absence du Capitaine au procès. Celui-ci n'avait pas fui la justice; il se cachait tout simplement de la police, qui avait reçu, du Sous-Secrétaire d'État Victor Iamandi, l'ordre de le liquider. Corneliu Codreanu ne craignait pas la mort, il voulait que le pays sût qui le tuait, qui assumait la responsabilité de son assassinat. Il ne voulait pas être la victime de quelque obscur agent, comme c'eût été le cas après la dissolution du Mouvement, ou aussitôt après l'attentat contre Duca. C'est dans ces termes qu'il se justifia de s'être dérobé pour quelque temps aux autorités, quand il fit sa première déclaration devant le Conseil de Guerre.

Corneliu Codreanu avait parfaitement compris que son absence au procès serait interprétée par le Conseil de Guerre comme un indice de culpa-

bilité. En fait, il n'avait jamais hésité à se livrer à la justice et à répondre personnellement aux accusations portées contre lui. Il voulait cependant que cet acte se produisît au moment où le danger d'être assassiné par les agents de la force publique serait passé. Ce moment était celui où la force exécutive allait passer l'affaire Duca, de façon définitive, entre les mains de la justice militaire et ne pourrait donc plus disposer directement de la vie et de la liberté des inculpés. Pour les mêmes motifs, Corneliu Codreanu prit la décision de ne pas se livrer aux autorités policières et de se présenter directement au Conseil de Guerre.

Trois jours avant le procès, une nouvelle sensationnelle courut dans la Capitale, et fut ensuite confirmée par les journaux: Corneliu Codreanu s'était présenté au Conseil de Guerre, accompagné par le colonel Zavoianu (chez qui il s'était réfugie en dernier lieu) et par le prêtre Grigore Cristesco, professeur de Théologie à l'Université de Bucarest. Il avait besoin de ces deux personnes pour temoigner, à n'importe quel moment, selon la déclaration faite par lui au Parquet militaire, qu'il s'était livré volontairement et qu'il n'avait pas été retrouvé et arrêté par la police.

Après avoir complété le dossier par la déclaration de Corneliu Codreanu, le Conseil de Guerre décida qu'il n'y avait pas lieu de fixer un nouveau terme de jugement et que le procès pouvait commencer, comme prévu, le 17 mars 1934.

Le procès débuta sous des auspices favorables pour le Mouvement. En se présentant volontairement devant le Conseil de Guerre, Corneliu Codreanu avait mis fin aux insinuations répandues par le Gouvernement qu'il se cachait lâchement pour échapper aux rigueurs de la justice. De plus, l'instance de jugement était formée par ce groupe d'officiers d'élite, dont j'ai cité les noms, et la présence du Général Cantacuzène dans le box des accusés relevait la catégorie des débats, imposant du respect aux juges.

Le fait qu'il était assis aux côtés des dirigeants de la Garde de Fer créait l'impression que le complot dont on les accusait, ne pouvait exister. Ce compagnon d'armes et de souffrances des juges, le Général Cantacuzène, était connu dans l'armée pour la droiture de son caractère. Il était donc inimaginable que cet homme d'honneur eût accordé son estime et son amitié à des conspirateurs dangereux pour l'État.

Au fur et à mesure que le procès se poursuivait, commencèrent à paraître les points vulnérables de l'acte d'accusation. Le complot supposé contre Duca s'évanouissait en fumée, à mesure qu'on découvrait qu'à sa base il n'y avait qu'une grossière mystification de la police. Après l'audition des témoins de la défense, il ne resta plus aucun doute, dans la conscience des juges, que l'assassinat de Duca était dû exclusivement à l'initiative des trois auteurs de l'attentat. Les autres chefs d'accusation (mouvement terroriste, mouvement clandestin, anarchique, dangereux pour la sécurité de l'État, etc.) furent successivement anéantis par les anciennes

sentences d'acquittement prononcées par les Tribunaux du pays, par lesquelles, des dizaines de fois déjà, le Mouvement Légionnaire avait été absous.

Par ce procès, en outre, le Gouvernement libéral était démasqué. Tous les actes arbitraires, toutes les illégalités, tous les crimes commis par lui, se trouvèrent mis en lumière, se retournèrent contre lui comme autant d'accusations. Des visages des généraux-juges avait disparu la sévérité du début. Les membres du Conseil et les accusés éprouvaient la même émotion intense en écoutant les témoins décrire les souffrances qu'ils avaient supportées. Devant les tortures et les humiliations extrêmes imposées à ces milliers d'hommes, l'attentat apparaissait comme une réaction naturelle, voire nécessaire, aux cruautés des autorités. Au Parlement, un député libéral, avait même interpelé le Gouvernement en demandant si, au Conseil de Guerre, on faisait le procès de la Garde de Fer ou celui du Gouvernement.

La tournure prise par le procès inquiétait le Gouvernement. Son trouble s'accrut encore plus lorsque les chefs des partis de l'opposition: Maniu, Vaïda-Voevod, le Maréchal Averesco, Octavian Goga, s'offrirent pour déposer comme témoins de la défense. Tous avaient désapprouvé l'acte de la dissolution et condamné le Gouvernement pour la détention illégale de milliers de personnes. Et, ce qui produisit la plus grande sensation pendant le procès, ce fut le fait que, parmi les témoins en faveur des accusés, se trouvait aussi Constantin Argetoïanu, celui-là même qui avait dissous la Garde de Fer en 1932. Une telle haine s'était accumulée dans tous les partis d'opposition contre les libéraux, qu'ils en oublièrent leur ancienne inimitié contre le Mouvement et qu'ils vinrent tendre une main secourable aux légionnaires.

Quand ce fut au tour du Commissaire Royal, le Général Petrovicesco, de prendre la parole, le Gouvernement éprouva une nouvelle et cruelle surprise: le Commissaire Royal renonçait totalement aux accusations contre le Général Cantacuzène, contre Corneliu Codreanu, contre Motza, et contre tous les autres dirigeants du Mouvement, et demandait leur acquittement, considérant seuls coupables les trois auteurs de l'attentat. Un fait rare dans les annales de la justice de tous les pays du monde.

Le Gouvernement fut alors pris de panique. L'acquittement des dirigeants du Mouvement Légionnaire était à peu près sûr. Il était difficile de croire que le Conseil de Guerre serait plus sévère que le procureur militaire et qu'il condamnerait ceux que le Général Petrovicesco, dans un suprême effort de conscience dans l'accomplissement du devoir, avait mis hors de cause. A quoi auraient servi alors toutes les arrestations, les tortures, toute l'avalanche d'insultes et de calomnies à l'adresse de la Légion, toute la terreur déchaînée depuis plus de quatre mois, tout le tort moral que le parti libéral s'était fait par ces mesures, soulevant contre lui une vague gigantesque d'impopularité?...

La situation était particulièrement grave et tendue, car il ne semblait rester au Gouvernement rien d'autre à faire que de quitter le pouvoir sous les huées de tout le pays. C'était la conclusion logique d'une défaite ignominieuse.

Un jour avant que ne fût rendue la sentence, une intervention imprévisible venue de haut lieu, risqua de compromettre toute la marche de la justice. Le Gouvernement se trouvait impuissant pour empêcher l'acquittement des dirigeants de la Légion. Toute son autorité s'était évanouie au cours des débats. Il restait pourtant une dernière solution pour obtenir la condamnation des accusés et pour sauver le Gouvernement: que le Roi en personne intervînt, demandant aux généraux du Conseil de Guerre de condamner les dirigeants de la Garde de Fer.

Le Gouvernement, Hélène Lupesco, tout son entourage s'évertuaient à convaincre le Roi de faire ce pas, de mettre en jeu toute son autorité de Chef de l'État, pour modifier la conclusion du procès. Le Roi appella au Palais le Général Uica, Ministre de l'Armée, et lui ordonna de communiquer aux généraux de l'instance judiciaire militaire que "le désir de S. M. le Roi est que les inculpés soient condamnés". Le général Uica s'exécuta.

Les membres du Conseil de Guerre furent consternés. Ils étaient sommés par le Roi de donner une sentence contraire aux convictions auxquelles ils étaient arrivés après de laborieux débats. En tant que soldats, ils ne pouvaient que se soumettre à l'ordre reçu du Chef suprême de l'Armée.

Au dernier moment, la situation fut sauvée par le général Moruzi: celui-ci était un bon ami du général Cantacuzène et se trouvait, en même temps, en excellents termes avec le Roi Carol. Apprenant l'ordre donné par le Roi à travers le général Uica, il se refusa à croire que l'ordre provenait du Palais. Il supposa qu'il s'agissait d'une manoeuvre du parti libéral, effectuée avec la complicité du général Uica et sans la connaissance du Palais.

Les généraux du Conseil de Guerre le prièrent de vérifier l'authenticité de l'ordre reçu par l'intermédiaire du général Uica. Si c'était un ordre du Roi, eux, en tant que soldats, ne pouvaient s'esquiver et l'exécuteraient. Le général Moruzi se précipita au Palais et mit le Souverain au courant de la situation créée au Conseil de Guerre, par l'intermédiaire du Ministre de l'Armée:

— "Si les inculpés sont condamnés à la suite de la démarche de Votre Majesté, lui dit le général Moruzi, alors ce ne sont plus les condamnés de la Justice, mais les condamnés de Votre Majesté."

— "Cher Moruzi, lui répondit le Roi, effrayé, après s'être vu découvert, je te prie d'aller immédiatement au Conseil de Guerre et de communiquer aux généraux qu'ils sont libres de juger selon leur conscience."

Le général Moruzi retourna dans plus grande hâte au Conseil et communiqua à ses compagnons d'armes le résultats de son entrevue avec le Roi. Tout le monde respira, soulagé.

Le Vendredi Saint, 5 avril 1934, le Conseil de Guerre prononça la sentence: étaient condamnés aux travaux forcés à perpétuité, Nicolae Constantinesco, Doru Belimace et Constantin Caranica. Tous les autres accusés étaient acquittés, le général Cantacuzène et Corneliu Codreanu en tête. La Légion sortait de prison, couronnée des lauriers de la victoire.

15) UN DOCUMENT ÉDIFIANT

A l'ouverture du Parlement, au printemps de l'année 1934, l'opposition, révoltée devant les résultats frauduleux des élections, qui avaient décimé leurs rangs, a déchaîné des attaques furieuses contre le gouvernement libéral. Au moment de la *"Discussion du Message"* tous les dirigeants de l'opposition se sont succédé à la tribune de la Chambre, condamnant les violences commises par le gouvernement pour s'assurer la majorité parlementaire.

A cette occasion a été ouverte aussi la question de la Garde de Fer, de sa dissolution et des arrestations illégales effectuées dans tout le pays. Les orateurs ont demandé la mise en liberté des victimes de la vengeance du Parti Libéral, et la légalisation des enquêtes. Au cours de ces débats orageux, se sont signalés, pour leur énergique défense de la jeunesse légionnaire, Octavian GOGA, chef du Parti National-Chrétien, et Grigore IUNIAN, chef du Parti Radical-Paysan. Le premier était le président d'une formation politique de droite, tandis que Grigore Iunian représentait la tendance de gauche dans la politique roumaine. Ce dernier s'était éloigné du Parti National-Paysan et avait formé son propre parti, d'orientation plus radicale. Aux dernières élections, il avait réussi à grande peine à obtenir les 2% des voix exigées par la loi électorale et ainsi, à avoir 4 députés au Parlement.

Cependant, bien que sa position fût très éloignée des idéals légionnaires, cet homme n'avait pu supporter le spectacle sanglant offert au pays par le Parti Libéral. Grigore Iunian était une *"rara avis"* dans la politique roumaine de l'après-guerre. Démocrate convaincu, il demandait l'application stricte de la Constitution et le respect total de la volonté du peuple. La terreur déchaînée par le Parti Libéral pendant les élections et après l'attentat de Sinaïa, l'avait révolté; il avait alors décidé d'intervenir avec toute son énergie en faveur des milliers de légionnaires qui gisaient dans les prisons sans aucune formalité légale, enlevés arbitrairement par la police et les gendarmes.

Vasile MARIN, profondément ému par le discours tenu à la Chambre par Grigore Iunian, discours dans lequel il faisait le réquisitoire du parti gouvernemental, l'accusant ouvertement de l'agitation régnant dans le pays, lui a envoyé une lettre de remerciements en son nom personnel et au nom de tous ceux que ne pouvaient pas parler. Dans la même lettre, il mettait à sa disposition de nouvelles données se référant à la situation des prisonniers, le priant de continuer sa courageuse action pour éclairer l'opinion publique.

La lettre de Vasile Marin, par la personnalité de celui qui l'écrivait — lui-même brillant avocat et homme d'une vaste culture —, autant que par ses révélations sur la terreur en cours, constitue un document unique dans les annales légionnaires, qu'aucun historien ne pourra ignorer. Document unique par la richesse et la précision du matériel informatif, ainsi que par la source d'où il provient. Il ne s'agit pas de matériel reconstitué rétrospectivement, de souvenirs. Cette lettre n'a pas été écrite APRÈS les tragiques événements, mais AU COURS de ces événements et par une personne qui a vécu dans sa chair, jour après jour, heure après heure, le drame de l'homme traqué, qui, possédant un cerveau lucide, ne se laisse pas accabler par les événements et les enregistre au contraire avec clarté.

Prenant en considération l'importance capitale de cette lettre pour l'éclaircissement de ce chapitre d'histoire roumaine aux côtés des deux autres lettres de Vasile Marin dont on a déjà parlé dans un chapitre antérieur, nous la publions en entier, telle qu'elle est restée dans ses oeuvres:

Le 6 Mars 1934,

Cher Monsieur Iunian,

"J'ai lu avec une grande émotion et un immense plaisir intellectuel, le solide et vigoureux discours que vous avez prononcé à la Chambre, à l'occasion de la discussion du Message. J'avoue en toute sincérité que, par-dessus tout, ce discours, par les innombrables vérités qu'il contient, constitue une leçon de haute éthique politique et un catéchisme de civisme, héroïque d'ailleurs, en ces temps de lâcheté dégradante dans le sentiment et dans la pensée. J'ai été profondément impressionné par le talent qui a honoré l'exposition de notre cause, ainsi que par l'argumentation stricte par laquelle vous avez serré la rhétorique de foire parlementaire de certains hommes, qui ont depuis longtemps perdu la mesure des paroles qu'ils débitent et des actes qu'ils commettent.

"Avec mes vifs remerciements et ceux de mes camarades emprisonnés ou poursuivis comme moi-même, à l'intérieur des frontières d'un pays qui semble ne plus nous appartenir, je me

permets de faire appel à votre bienveillance pour que vous preniez en considération certains renseignements qui mettront en lumière, je crois, l'imposante mise en scène destinée à préparer le sinistre simulacre de jugement de la Garde de Fer. Et cela d'autant plus maintenant qu'on n'entend nulle part la vérité.

"Il est nécessaire que l'opinion publique consciente de ce pays sache — si peu qu'il en soit restée à la suite de cette vague de bassesse qui a inondé notre pays depuis l'installation à sa tête de l'équipe des exploiteurs de cadavres — que notre procès est jugé devant la police et non pas devant la véritable justice.

"Les 5 000 légionnaires et non-légionnaires emprisonnés dans tout le pays, n'ont pas été "*arrêtés*", comme on l'a dit à la Chambre, mais "*séquestrés*" par ordre des Préfets de police, et non par décision des parquets, civils ou militaires. La preuve la plus évidente en est le fait que les arrestations ne font que commencer maintenant, deux mois après le séquestre, ainsi qu'en témoignent les Communiqués de la Censure du Conseil de Guerre. Ces "*tris*" dont on parle ne sont que poudre aux yeux, destinée à donner à l'opinion publique l'illusion de sérieuses enquêtes, à la suite desquelles seuls les "*coupables*" restent arrêtés. Or, le plan a été diaboliquement établi; on savait bien qu'on séquestrait des gens totalement étrangers à la cause, mais on les a retenus simplement pour faire de la figuration pendant les enquêtes: ces figurants, une fois détachés du groupe des véritables membres de la Garde, laissaient ces derniers apparaître, devant le monde, comme des coupables. L'opération est simple et elle n'est pas dépourvue d'habileté; d'un côté, on donne une certaine satisfaction à l'opinion publique; d'un autre côté, on retient, selon son bon plaisir, tous ceux qui sont indésirables.

"D'ailleurs, les bases légales de ces arrestations sont inexistantes. Comme exemple, je peux donner mon propre cas. La maison où j'habite a été perquisitionnée trois fois jusque maintenant et, chaque fois, la police — 5 à 10 personnes — s'est présentée entre minuit et 3 heures du matin. A aucune de ces "*visites*", ni même à celle d'il y a 2 semaines, — bien que l'instruction soit dans une phase assez avancée et que les possibilités de procéder légalement soient ouvertes — les hommes de la police n'ont suivi aucune procédure judiciaire: ni mandat d'amener, ni mandat de perquisition, ni mandat d'arrestation. Ainsi, et c'est le cas de tous mes camarades emprisonnés ou

poursuivis, quoique la justice ne me recherche pas, la pression de la police s'exerce sans arrêt, et surtout la nuit.

"Avec tout le sérieux qu'exigent ici mes affirmations, je tiens à vous révéler une autre chose extrêmement significative. Par l'intermédiaire de certaines personnes dévouées à notre cause, j'ai su que la justice militaire ne nous recherche pas, n'ayant aucune preuve contre nous; j'ai su aussi que les commissaires royaux conseillent à tous ceux qui s'intéressent au sort des personnes poursuivies "de se méfier de la police".

"En vous apportant ces donnés, je fais appel à votre bienveillance et vous prie de vous représenter le mécanisme de la prétendue instruction: la justice militaire — compétente on non, ne nous intéresse pas maintenant — ne nous recherche pas; en échange, c'est la police et la Sûreté qui sont après nous; une fois entre leurs mains, après 5-6 jours de recherches préliminaires, surgissent aussi les preuves, fabriquées "*pro causa*", qui donnent force légale au mandat d'arrestation, gardé en réserve. Voilà, cher Monsieur Iunian, comment on prépare l'instruction "de l'odieux attentat de Sinaïa" et voilà comment tous les membres importants de la Garde de Fer sont présentés comme des participants du "*complot*".

"En passant maintenant à un autre chapitre de la pénible mise en scène, j'ai lu dans la réponse du Sous-Secrétaire de Jassy à votre vigoureuse communication, que toutes ces mesures ont été déterminées en raison du "caractère clandestin de la Garde de Fer, dont l'action violente est synthétisée par l'assassinat de Sinaïa". On trouve dans ce passage, dans cette insinuation infâme, toute l'hypocrisie de la mentalité libérale qui, en désespoir de cause, accuse toute une organisation qui a toujours lutté ouvertement et en pleine lumière, d'avoir commis un acte que seuls 3 de ses membres ont exécuté à la suite d'un dramatique cas de conscience. L'action a été élaborée et exécutée par eux seulement. Mais, l'insinuation ci-dessus mentionnée implique aussi une autre face du problème: nous les légionnaires ne pouvons, ainsi que l'affirme sentencieusement ce monsieur, être envoyés "devant la justice à cause de notre caractère subversif et clandestin".

"La preuve sans réplique est constituée par toute la série de procès intentés à la Garde de Fer, toujours pour les mêmes considérations, par le gouvernement de M. VAIDA, "celui qui voulant employer "*la méthode de la persuasion*", nous a tortu-

rés, nous a rompu les os, nous a jetés dans les chaînes à Visani, à Chier, à Teius, à Hârsova et sur tout le territoire du pays, et qui, en outre, par l'intermédiaire de l'éternel TILEA, a monté de toutes pièces des enquêtes et des arrestations pour la fabrication de fausse monnaie à Rasinari.

"Or, tous ces procès, soit devant les tribunaux civils de Tighina, Radauti, Caransebes, Arad, Alba Iulia, Cluj, Constanta, soit au Conseil de Guerre (CIA — et Août 1933), soit à la Cour d'Appel (Bucarest s. III et Timisoara — 22 Nov. 1933), et que j'ai eu l'honneur de défendre, ont été gagnés par la Garde de Fer. J'en veux pour preuves les sentences rendues sur tout le territoire du pays. Quant au licencié de la Faculté de Droit de Jassy, élevé aujourd'hui au banc des Ministres en qualité de procureur des intérêts anti-nationalistes, rapelons le dicton de droit: *non bis in idem.*

"Je passe maintenant, si vous le permettez, à la question de l'existence du fameux complot, à la suite duquel a surgi le malheureux attentat de Sinaïa; je ne peux refréner mon indignation quand je vois comment ont été tissés les fils destinés à ourdir la terrible combinaison. Pour la grande cause de la justice et pour le respect de la vérité, nous vous prions, cher Monsieur Iunian, de continuer à démasquer tous ces falsificateurs des lois.

"Dans toute cette lutte engagée contre nous par le gouvernement des forces occultes et de l'imbécillité intéressée, l'attentat de Sinaïa apparaît comme un incident malheureux. Ce n'est pas la conclusion d'une action préparée par nous, car personne parmi nous ne l'a désirée et aucun de nous ne l'a recommandée. Aucun complot n'a existé, au contraire de ce que clament à tous les échos ceux qui veulent écraser le mouvement de la Garde de Fer. D'ailleurs, tous ces messieurs le savent parfaitement, aussi bien les figurants ministériels que la presse en contact avec le gouvernement, dont le représentant authentique est Mr. SEICARU, qui déclare entre amis "qu'il s'agit d'une mystification, certes, mais nécessaire, car il y va du salut de la sécurité de l'État bourgeois et — *horibile dictu!* — démocrate."

"Selon les déclarations des trois jeunes gens qui ont commis l'attentat, et pour l'obtention desquelles on a utilisé des méthodes dont Torquemada lui-même aurait été fier, il résulte qu'ils ont organisé cet attentat seuls, sans aucune pression et qu'ils l'ont exécuté, pensant, par ce geste, venger et réparer une série d'injustices, et punir l'action anti-nationale d'un gouvernement

engagé totalement dans des intérêts contraires au roumanisme. Or, la justice répressive ne se contente pas de poursuivre uniquement ceux qui ont déclaré — et les enquêtes honnêtes le confirment — avoir commis cet acte, poussés par la conviction de servir une juste cause; esclave de la vengeance libérale, cette justice cherche à étendre sur tous son réseau oppressif et, spéculant sur un fait, contre toutes les preuves et par la négation la plus insolente de la justice, elle cherche à entraîner dans le même procès un Mouvement tout entier, pour le détruire, et si possible, y jeter aussi tous ceux qui sympathisent avec lui, comme c'est le cas de Nae IONESCO.

"La réponse du Sous-Secrétaire d'État, monument de passion et d'inexactitude, contient en plus une impertinente négation de la vérité.

"Qu'affirme-t-il? Ceci: "Le 29 Décembre, quand a eu lieu l'assassinat de Sinaïa, il n'y avait plus un seul détenu dans les prisons du pays. *Les formalités avaient été remplies, et, conformément aux lois en vigueur, ils allaient être envoyés devant les instances respectives.*"

"J'avoue que je ne me serais pas attendu à entendre, même de la part du libéral le plus authentique, né et éduqué à l'école de l'hypocrisie, une affirmation aussi malhonnête.

"Cher Monsieur Iunian, je suis justement l'un des derniers détenus de Jilava et j'ai été libéré *le 29 Décembre 1933, à 3,30 p. m.* Ce même jour, ont été mis en liberté: Ion MOTA, Sterie CIUMETTI et moi-même.

"Comment peut-on affirmer de telles choses de la tribune ministérielle, alors que nous n'avons pas subi le moindre simulacre d'enquête? Enlevé de force, la nuit même de la dissolution de la Garde de Fer, le 9 Décembre, ..., j'ai été transporté de Sighisoara (Transylvanie), où j'étais candidat sur les listes légionnaires, à Bucarest. Je suis passé d'abord par les cachots de la Préfecture pour être ensuite emmené à Jilava, sans la moindre formalité de procédure. J'y suis resté détenu, avec mes camarades, pendant 19 jours. C'est là qu'intervient le paradoxe: ce sont justement les détenus qui demandent une enquête et un jugement, tandis que les autorités refusent. Nous avons employé tous les moyens pour obtenir qu'on ouvre l'enquête ou, pour le moins, qu'on lance des mandats d'arrestation; nous avons fait la grève de la faim, nous avons protesté dans les journaux, nous avons recouru au Roi, nous avons demandé au Premier Procureur du Tribunal de Ilfov de s'enquérir de la

détention illégale de plusieurs citoyens. Celui-ci, non seulement n'a pas rempli son devoir, mais, par l'intermédiaire de tierces personnes, nous a fait savoir qu'il ne pouvait pas même prendre connaissance de notre situation, car il risquait de perdre son poste.

"Devant cet incroyable abus de force, nous avons demandé, par une pétition publiée dans le journal "CUVÂNTUL", au Procureur Général de la Cour d'Appel, d'une part de prendre connaissance de notre situation, et d'autre part, de demander la mise en jugement du Premier Procureur pour refus de justice. Cette nouvelle demande, faite pour les mêmes motifs, a eu, pour les mêmes raisons, un effet nul. Ce qui nous a déterminés à demander au Procureur Géneral de la Cour de Cassation la mise en jugement aussi du Procureur Général de la Cour d'Appel.

"Voilà, cher Monsieur Iunian, quelle était le 29 Décembre la situation juridique de ceux pour lesquels "les formalités nécessaires" avaient déjà été remplies, etc... Ces détentions n'étaient que des séquestres de fait, et notre seul gardien, le Colonel IZET, Comandant de la Prison Militaire de Jilava, disait à certains d'entre nous que, s'il fallait interpréter la lettre de la loi et s'il ne craignait pour son existence et celle de sa famille, il devrait nous ouvrir les portes du fort et nous dire: "Je vous en prie! Je ne peux vous retenir une minute de plus."

"Autre chose. A notre départ, il nous a donné des certificats de notre détention illégale, que nous gardons et dont nous avons l'intention de nous servir un jour comme preuves en justice dans l'action que nous pensons intenter, tant pour obtenir des dommages-intérêts, que pour exiger la punition des fonctionnaires abusifs qui nous ont séquestrés. Cependant, le soir même, a eu lieu le malheureux acte de Sinaïa et, par là, s'est offerte au gouvernement, en utilisant des méthodes de bandits chinois, l'occasion de laver toutes les hontes dont il s'était couvert jusque là.

"Nous vous disons toutes ces choses, pour que vous les sachiez et pour que le sache, par vous, le vrai pays, qui n'est pas seulement le monde officiel. Nous n'avons pas une presse payée lourdement sur le budget anémié du pays, ni des postes de Radio à notre disposition du matin au soir, pour organiser la confusion de l'opinion publique. Nous n'avons pas non plus à notre disposition la grande cloche de la Patriarchie, ni la nuée des clients politiques qui répandent leurs infamies aux carrefours.

"A la suite de cette confusion, entretenue d'une manière permanente, . . ., la justice du gouvernement signifie confiscations, tortures, emprisonnements, et séquestres de femmes, de femmes qui n'avaient rien à voir avec le Mouvement. Epouses ou fiancées, prises comme otages selon la méthodes des bandits, et torturées pour obtenir des informations sur leurs époux ou fiancés: le cas de Madame Codreanu, etc.

"On parle de complot, de menace à la sûreté de l'État, de violence, etc. Je vous demande, à vous et à tous les gens de bonne foi de ce pays, même si, par une hypothèse absurde, on admettait comme vraies toutes ces déclarations ministérielles alambiquées, je vous demande quel sens a la détention et l'arrestation du dr. Nicolae ROSU, journaliste, qui n'est même pas membre de la Garde de Fer? Sa culpabilité? Celle d'avoir, en qualité de médecin légiste et de bon Roumain, aidé à éclaircir la question Ciumetti. Le Dr. Rosu, le conspirateur, est coupable d'avoir identifié et photographié le cadavre d'un "inconnu", cadavre amené à la Morgue et qui, par hasard, appartenait à un certain Sterie Ciumetti. Voilà la grosse faute, voilà la culpabilité d'un homme impliqué dans un procès qui est à la fois pénible et monstrueux.

"Il y a ici, exposés, des faits dont vous avez, vous aussi, connaissance, et pour lesquels je vous ai pris un temps précieux. Vous allez le pardonner à un homme qui a vécu tout ce qu'il vous expose et à la parole duquel je vous prie de croire. D'ici où je me trouve, je cherche à contribuer, avec le peu que je sais, à l'éclaircissement des choses qui ne peuvent se prolonger à l'infini, même dans notre pays plein de patience et, j'oserais dire, contaminé par la lâcheté. Contre le gouvernement qui organise systématiquement l'exaspération, contre le gouvernement ravagé par la furie des instincts primaires, contre les champions de l'hypocrisie et de leur vengeance, votre parole autorisée tombera comme un sabre de revanche de la justice outragée. Votre parole, mise au service de la vérité et de la sincérité, sera comme un projecteur de lumière. Découvrez-les, montrez-les au pays, tels qu'ils sont et, en le faisant, vous servirez la grande cause de la justice et gagnerez la reconnaissance des meilleurs fils de cette terre." *

* Vasile MARIN: Crez de generatie, 1952, Colectia Omul Nou, pages 199-206.

16) LA TRAHISON

L'acquittement du Mouvement Légionnaire avait ébranlé dans une telle mesure la position du Gouvernement Tataresco, que le Roi décida de le changer, bien qu'il n'eût pas de motifs spéciaux de mécontentement. Le Roi appréciait la souplesse de caractère de Tataresco et s'entendait beaucoup mieux avec lui qu'avec la vieille garde libérale, mais le remplacement des libéraux était indispensable dans les circonstances.

Le Roi avait choisi le Maréchal Averesco comme successeur. Juste à ce moment, quand la crise était virtuellement résolue, survint le décès de l'épouse du Maréchal, et celui-ci dut quitter la Capitale pour se rendre à Turnu-Severin où avaient lieu les funérailles. Tataresco profita de l'absence du Maréchal pour arranger les choses au Palais. Quand le Maréchal revint dans la Capitale, on ne parla plus du changement du Gouvernement. Le parti libéral gardait toujours le pouvoir grâce à l'habilité de George Tataresco, qui avait démontré au Souverain les avantages du maintien de son gouvernement.

En rapport avec le changement de gouvernement projeté, certains troubles s'étaient produits aussi dans les cadres du Mouvement. Michel Stelesco, alors qu'il était en prison à Jilava, avait commencé à réunir des gens autour de lui, dans le but de se créer un groupe d'obédience personnelle. Une fois en liberté (il avait, lui aussi, figuré au procès), sa tendance séparatiste s'était accentuée. Les forces qui travaillaient à la destruction de la Légion, découvrant ses ambitions politiques, le séduisirent, lui conseillant de se séparer de Corneliu Codreanu, et lui promettant trois Ministères dans le Gouvernement qui devait être formé sous la présidence du Maréchal Averesco, s'il réussissait à entraîner avec lui une partie du Mouvement. La question n'eut pas de suite, parce que le Gouvernement ne put se constituer. Stelesco fut pourtant gardé en évidence par la camarilla et bientôt on lui offrit une autre possibilité de travailler à la destruction de la Légion.

Après l'échec souffert par le Palais et les libéraux, lors du déchaînement de la persécution, les ennemis des légionnaires ne pouvaient plus se risquer à une attaque directe contre le Mouvement. La chute de Duca les épouvanta, les déterminant à changer de tactique. Ils allaient travailler dorénavant à perdre la Légion par l'intrigue et par la désunion. C'est-à-dire: découvrir à l'intérieur du Mouvement des éléments disposés à jouer leur jeu et les attirer par l'argent ou par d'autres promesses.

Michel Stelesco était de l'étoffe dont on fait les traîtres. C'était un présomptueux et un vaniteux. Il se considérait de plus en plus comme l'égal du Capitaine. Il manquait de bon sens autant que du sens de la mesure. Incontestablement, il avait fait des sacrifices pour le Mouvement, il avait participé à bien des combats, mais ses mérites, si grands fussent-ils, ne pou-

vaient pas être mis en balance avec ceux du Capitaine. Corneliu Codreanu dépassait de beaucoup les plus valeureux légionnaires. Il avait crée ce Mouvement, lui avait donné vie, avenir et force, par ses combats, ses souffrances et ses sacrifices. Stelesco, aveuglé par une ambition démesurée, avait perdu la notion des valeurs et la vertu de la fidélité.

La zizanie que préparait Stelesco ne donna aucun résultat. Ses travaux d'approche, parmi ses camarades les plus intimes, les allusions qu'il jetait par-ci par-là, dans la masse des légionnaires, firent long feu. Les légionnaires avaient pour Codreanu une fidélité inébranlable; son prestige était sorti encore agrandi de la persécution. Aux tentatives d'intrigue et de désunion, les légionnaires répondaient en serrant encore plus les rangs autour du Capitaine.

Michel Stelesco, torturé par l'ambition, tomba d'abjection en abjection. Par l'entremise de son beau-frère, Luca Gheorghiade, il entra en rapport avec la camarilla du Palais. Celle-ci avait déjà perdu l'espoir d'arriver à briser l'unité du Mouvement. C'est pourquoi elle insista auprès de Stelesco pour le convaincre d'attenter à la vie de son chef. Une fois cette question résolue, toutes les voies lui seraient ouvertes. Les légionnaires le reconnaîtraient comme chef et, travaillant la main dans la main avec le Palais, il s'assurait un brillant avenir.

Séduit par ces perspectives prometteuses, Stelesco prit cet engagement terrible et commença à ourdir son plan ténébreux. La mort de Codreanu par la main d'un légionnaire, représentait la solution idéale pour liquider le Mouvement. Les ennemis traditionnels restaient éloignés en spectateurs, sans aucune responsabilité directe, n'ayant qu'à se réjouir au spectacle des légionnaires se déchirant entre eux.

Le plan d'assassinat fut conçu de la manière suivante:

1) L'attentat devait être organisé de telle manière que Stelesco restât en dehors de tout soupçon. C'est à cette seule condition qu'il pourrait mettre à profit le trouble qui éclaterait dans le Mouvement après la disparition du Capitaine, pour s'emparer de la direction de l'organisation.

2) L'attentat devait être justifié. On répandrait la version que Corneliu Codreanu avait trahi le Mouvement, qu'il était en rapport avec Hélène Lupesco, et que c'était grâce à elle qu'il avait échappé à la mort lors de la dernière persécution.

3) L'attentat devait être commis par un légionnaire révolté par la conduite scandaleuse du Capitaine. Sa pureté de conscience l'avait déterminé à faire usage du pistolet. L'auteur de l'attentat voulait venger les sacrifices de tant d'âmes innocentes, induites en erreur par Corneliu Codreanu.

4) Le jeune homme choisi pour tirer sur Codreanu devait être suggestionné dans ce sens: en tuant Corneliu Codreanu, on rendait un grand service à la Légion. Pour cela, on devait trouver un jeune homme encore peu formé, un adolescent privé d'autocontrôle et facilement influençable.

Avec l'argent reçu du Gouvernement, Stelesco organisa, pendant l'été de 1934, un camp de repos pour les légionnaires malades ou affaiblis par les prisons, à Budachi, en Bessarabie, sur les rives de la Mer Noire. Ce qui était etrange dans ce camp, c'est qu'on amenait au soleil de la Mer Noire non pas les hommes qui en avaient le plus besoin, mais ceux qui étaient personnellement dévoués à Stelesco, ou bien des éléments qui lui paraissaient disposés à passer de son côté. Parmi les compagnons les plus proches de Stelesco, se trouvait un jeune homme de 19 ans, Vasile Cotea, qui venait de sortir de l'École Normale d'Instituteurs. C'était lui l'instrument choisi par Stelesco pour tuer le Capitaine.

On l'amena au camp de Budachi pour deux motifs: pour la préparation psychologique de l'attentat et pour éprouver, grâce à lui, les réactions des légionnaires lorsqu'on mettrait en doute la probité politique et morale du Capitaine.

Instruit par Stelesco, Cotea commença à provoquer des discussions au sujet de Corneliu Codreanu avec d'autres légionnaires, exprimant à haute voix son mécontentement: "*Le Capitaine s'écarte de la ligne du Mouvement*", "*le Capitaine est le protégé d'Hélène Lupesco*", et d'autres infamies du même genre. Les incidents se multiplièrent. La majeure partie des légionnaires réagirent, demandant à Stelesco, en sa qualité de chef du camp, d'éclaircir la position de Cotea. Il promit d'ágir, mais s'en garda bien. Cotea continua à diffamer le Capitaine. Un jour, il alla tellement loin que, étant avec plusieurs légionnaires sous une tente, il arracha la photographie du Capitaine accrochée dans un coin et la déchira devant les assistants. Les légionnaires, scandalisés, rapportèrent le fait à Stelesco. Celui-ci, non seulement ne le punit pas, comme de bien entendu, mais chercha à l'excuser: "C'est un garçon jeune, dont l'esprit n'est pas mûr, mais le fond de son âme est bon. Il ne doit pas être pris au sérieux."

Stelesco avait besoin d'accumuler le plus grand nombre possible de témoignages, confirmant que Cotea avait eu des paroles violentes contre le Capitaine; ainsi, au moment de l'attentat, on dirait qu'il avait agi dans un moment de trouble "de son esprit instable".

Une partie des légionnaires du camp de Budachi ne se contentèrent pas des explications de Stelesco. Ils quittèrent avec ostentation le camp, se rendirent à Bucarest et racontèrent à l'ingénieur Clime les faits étranges auxquels ils avaient assisté. Celui-ci leur ordonna de n'en parler à personne et de retourner calmement à leurs domiciles. Le Capitaine, informé par Clime de l'état d'esprit créé par Stelesco au camp de Budachi, donna des instructions, pour que fût exercée la plus stricte vigilance sur les mouvements de Stelesco. Personne ne soupçonnait alors que la trahison de Stelesco pût aller aussi loin, jusqu'à préparer un complot contre la vie du chef suprême. On supposait que Stelesco préparait une dissidence et rien de plus; le camp de Budachi lui servait de foyer pour capter des sympathisants.

Vasile Cotea quitta, lui aussi, après un court séjour, le Camp de Budachi et se rendit dans la propriété d'un haut personnage politique du Département de Râmnic-Sarat, où il commença à s'entraîner au tir. Après avoir acquis une habilité suffisante au revolver, Cotea, vers la fin Juillet 1934, se rendit à un autre camp légionnaire établi sur le mont Rarau, en Bucovine, où, sous la conduite directe du Capitaine, on était en train de construire une maison de repos pour les légionnaires. Ici, d'après sa propre confession, faite plus tard, il devait chercher un moment propice pour tirer sur le Capitaine.

En route vers Rarau, dans le train qui le menait en Bucovine, il se rendit compte qu'il n'était pas capable de commettre l'attentat. Quelque chose l'inquiétait et le retenait. Il fit demi-tour et avoua sa faiblesse à Stelesco. Celui-ci le soumit à un nouvel entraînement spirituel, le remonta et, le voyant incapable de tirer, le persuada d'employer le poison au lieu du revolver.

Luca Gheorghiade, beau-frère de Stelesco, fournit le poison. C'était du cyanure de potassium. Entre-temps, le Capitaine, vers le début d'août, avait quitté le *Camp de Rarau* et s'était rendu à Carmen Sylva, en Dobroudja, sur les bords de la Mer. Noire, pour traiter de sa santé. C'est là qu'il organisa, sur une propriété particulière, un camp légionnaire de repos, pour les légionnaires malades.

Beaucoup de légionnaires s'arrêtaient à Carmen Sylva. Les uns pour profiter des bains de boue de Techir-Ghiol, mais la plupart, particulièrement les jeunes "*Frères de Croix*", pour voir le Capitaine. Celui-ci les retenait d'habitude quelques jours avec lui. Cotea, suivant le plan établi, devait se glisser au milieu d'un groupe de légionnaires visiteurs, profiter de l'hospitalité du Capitaine et, dans un moment d'inattention, verser la cyanure dans son repas.

Après avoir mis au point, avec Cotea, la suppression du Capitaine par le poison, Stelesco chercha à se ménager un alibi pour lui-même, qui le mît à l'abri de tout soupçon. Justement, pendant cette période, du 10 au 14 août 1934, se tenait à Râmnic-Vâlcea un Congrès des étudiants d'Olténie, excellente occasion pour Stelesco de s'y rendre.

Au cours du Congrès, des chocs se produisirent avec les autorités, dues aux instigations de Stelesco; en conséquence, des arrestations furent effectuées. Parmi les détenus figurait aussi Stelesco, sa détention ayant été délibérément concertée avec les autorités. En attendant le procès, les étudiants restèrent dans la prison de la ville. Stelesco voulait être lui-même en prison, pendant que le Capitaine périrait empoisonné, pour sortir sans tache de toute l'affaire; d'autre part, il espérait que l'auréole de son récent martyre lui faciliterait l'accès à la direction de la Légion.

Cette tentative échoua elle aussi. Stelesco, pour pousser Cotea au meurtre, voulut lui montrer qu'il existait encore d'autres commandants légionnaires derrière cette action. Stelesco avait comme bons amis deux

légionnaires: Dumitresco-Zapada (celui qui avait tiré sur Socor) et Virgil Radulesco. Il les considérait comme attachés, corps et âme, à sa cause. Avec eux, il s'était livré à certaines confidences et il s'était arrangé pour que les conversations qu'il avait eues avec eux parvinssent aux oreilles de Cotea, afin de le stimuler à l'action. Le profit espéré par Stelesco de l'élargissement du cercle des conspirateurs, se retourna contre lui. Dumitresco-Zapada et Virgil Radulesco dévoilèrent à Nicolae Totu toute la trame ourdie par Stelesco avec Cotea. Par cette même filière, le Capitaine en fut informé. Il quitta en hâte Carmen-Sylva pour se rendre à Bucarest.

Pendant l'absence de Stelesco, Totu réussit à gagner la confiance de Cotea, se présentant comme l'un des initiés du complot. Le 5 septembre 1934, Totu, avec deux autres légionnaires, emmenèrent Cotea en voiture, sous le prétexte d'arranger le départ pour Carmen-Sylva. Cotea, voyant qu'ils parlaient ouvertemente de tout le plan, n'eut plus aucun doute que son action jouissait de l'approbation des plus anciens éléments légionnaires. Sa conviction qu'il ferait un grand exploit en tuant le Capitaine, se trouva renforcée.

Sa joie disparut subitement, quand il se rendit compte que la voiture s'arrêtait devant la maison du général Cantacuzène, rue Gutenberg n.º 3. La première personne qui l'acueillit fut le Capitaine, qui lui caressa les joues et lui dit avec tristesse: "Eh bien, Cotea, quel mal t'ai-je fait pour que tu veuilles me tuer?"

Cotea, en pleurant, divulgua tout le complot. Pour avoir la preuve matérielle de la tentative d'empoisonnement du Capitaine, un groupe de légionnaires (Corneliu Codreanu et le général Cantacuzène en tête) effectuèrent une descente chez Luca Ghoerghiade. Dans la chambre et l'armoire indiquées par Cotea, ils trouvèrent la fiole de cyanure de potassium.

Stelesco apprit en prison l'échec du plan d'empoisonnement. Craignant les réactions des autres légionnaires arrêtés avec lui, il s'arrangea avec les autorités pour être transféré dans la prison de Craiova et plus tard il fut libéré.

Une fois en possession de toutes les preuves, Corneliu Codreanu convoqua, pour le 25 septembre 1934, un Conseil d'Honneur, formé par 23 chefs légionnaires, présidé par le Général Cantacuzino, devant lequel Stelesco fut invité à se présenter. Face au Conseil, Cotea répéta ses déclarations.

Le Conseil d'Honneur, composé par les anciens compagnons de combat de Stelesco, déclara à l'unanimité celui-ci coupable de haute trahison à l'égard de la Légion et du Capitaine. Sur la base de cette déclaration, le Capitaine décida l'exclusion de Stelesco pour une durée illimitée. Prenant cependant en considération son passé, il lui laissa une possibilité de réhabilitation et de retour:

"J'accorde à Stelesco le droit — dans un délai si lointain soit-il et qui reste soumis à mon appréciation — de se présenter devant le même Conseil d'Honneur, convoqué par moi à cet effet, et de faire la preuve qu'il a racheté, au prix des sacrifices endurés, l'honneur perdu et le péché commis."

ION BANEA
Commandant légionnaire
Il a dirigé l'organisation légionnaire de Iassy, après le départ du Capitaine pour Bucarest, en 1930.

V. LA PHASE D'EXPANSION (1935 — 1937)

Dans une lettre adressée aux légionnaires à l'occasion de la Nouvelle Année 1935, Corneliu Codreanu faisait le bilan de la persécution qu'avait soufferte le Mouvement et annonçait le début d'une nouvelle étape dans sa vie:

Camarades,

L'année la plus difficile est passée; la plus ardue que nous ayons dû passer dans notre combat; peut-être la plus difficile qu'ait dû affronter la jeunesse roumaine depuis plusieurs siècles.

Le bilan: 18.000 arrestations, 18.000 maisons forcées par les barbares, rougies de sang innocent; 300 malades dans les prisons, 16 morts, dont plusieurs enterrés vivants.

Camarades,

Tout est passé; et le fer de notre Garde, après avoir traversé ce feu, puis l'eau de la plus infâme trahison, qui sera connue plus tard comme telle, s'est transformé en acier bien trempé.

Aujourd'hui, notre âme est également bien trempée et, au seuil de cette année 1935, nous sommes de nouveau prêts à engager le combat avec une volonté et une vaillance plus fermes que jamais.

L'année qui commence sera une année de chance pour nous.

Le Mouvement Légionnaire va croître comme une avalanche et remporter des victoires éclatantes.

A vous tous, camarades, qui avez souffert et qui, après tant d'épreuves, êtes restés inébranlables dans votre foi, qui n'avez pas plié devant la vague d'insultes et de calomnies, je vous envoie mes voeux de bonheur, de joie et de victoire pour l'anné 1935.

Agenouillez-vous et priez pour les morts qui veillent sur nous et veillez sur ceux qui gisent sous terre.

En avant, chers légionnaires. Soyez fiers de ce qu'a été cette année passée, et marchez avec une confiance infinie vers l'année qui commence."

L'optimisme envahissant, la décision de retourner au combat avec une vaillance nouvelle, la confiance dans la destinée de la Légion, furent aussi les traits caractéristiques des manifestations légionnaires pendant toute la période 1935-1937. La circulaire était l'expression de *"l'esprit offensif"* qui va animer le Mouvement pendant les années suivantes. Sorti victorieux de la persécution, il va reprendre sa marche en avant et revêtir l'aspect d'une force irrésistible.

Qui pouvait encore s'opposer à lui, après cette brillante victoire? La coalition des puissances du mal avait été vaincue, au cours d'un procès retentissant. Les ennemis étaient en déroute, tandis que le prestige du Mouvement avait grandi aux yeux de la nation.

Pendant cette nouvelle étape, la Légion rencontrera moins d'obstacles sur son chemin et ses activités pourront se développer plus librement. La persécution ne cessera pas un seul instant, mais elle n'aura plus l'âpreté d'antan. Il n'y aura plus d'assassinats, ni d'arrestations en masse. Les années 1935-1937 représentent une époque relativement tranquille dans l'histoire de la Légion, période mise pleinement à profit par le Capitaine pour achever l'édifice légionnaire. C'est la phase d'expansion du Mouvement, pendant laquelle l'organisation se complète, le nombre de ses membres décuple et sa doctrine atteint sa plénitude.

Sur le plan politique, le Mouvement va rivaliser avec les anciens partis. C'est une avalanche, qui, ainsi que le prophétisait le Capitaine, s'étendra dans tout le pays. La tendance générale du peuple roumain, à la fin de cette période, était de s'enrôler en masse sous le drapeau de la Légion. Les autres partis observaient impuissants la diminution inquiétante de leurs partisans et surtout, l'éloignement massif de la jeunesse.

Le Capitaine était devenu le facteur prédominant de la vie politique roumaine, autour duquel tournaient tous les problèmes de l'époque. Tous les hommes politiques s'interrogeaient à son sujet: Que fait Codreanu? que pense-t-il? quelles nouvelles actions va-t-il entreprendre? comment pourrait-on arrêter sa montée vers le pouvoir?...

La phase d'expansion commence par la circulaire du 1.º Janvier 1935 et prend fin avec le triomphe électoral du 20 Décembre 1937.

Dans l'exposé de cette période, j'ai introduit une innovation par rapport aux périodes précédentes: un court commentaire au début de chaque année, destiné à offrir au lecteur une perspective d'ensemble sur les événements qui s'y attachent. J'ai considéré nécessaire d'intercaler ces petites

NICOLAE PATRASCO
Commandant légionnaire
Chef de Région, chargé de la parution des grandes oeuvres de la littérature légionnaire.

introductions, parce que chacune des trois années, qui constituent la phase d'expansion (1935, 1936, 1937), possède une physionomie à part et un contour bien défini. Chacune est dominée par une manifestation caractéristique du Mouvement, l'ignorance de laquelle risque d'affaiblir la compréhension de l'histoire légionnaire de la période en cause.

Evidemment, l'exposé des événements ne se soumet pas rigidement aux limites des années. Parfois l'exposé, avec ses caractéristiques, ses situations spéciales, ses problèmes et ses actions du moment, passe d'une période à l'autre, comme cela est naturel.

A — L'ANNÉE 1935. RÉORGANISATION DU MOUVEMENT

Après les coups reçus, l'organisme légionnaire devait passer par une phase de recomposition. Pendant l'année 1935, la Légion s'y employa et reprit ses activités. Le Capitaine procéda d'ailleurs avec beaucoup de prudence, avançant progressivement et méthodiquement dans les secteurs où il rencontrait le moins de résistance. Mais, c'était une avance irrésistible, qui renversait tous les obstacles, légaux et illégaux, dressés sur sa trajectoire.

Les anciennes bases sont enrichies par de nouvelles formes de manifestation. Le Mouvement, non seulement se reconstitue, mais il grandit et se développe comme un arbre, qui, sous l'influence bienfaisante du soleil du printemps, se hisse toujours plus haut et pousse de nouvelles branches. Avec un art politique parfait le Capitaine avait compris en toute clairvoyance que le moment était venu pour que le Mouvement s'affirme sur d'autres dimensions.

Sur le plan politique, l'année 1935 se caractérise par une grande mobilité de manoeuvre. Pour se défendre contre les intrigues du Palais et contre l'hostilité permanente du Parti Libéral, le Capitaine noua des relations amicales avec tous les groupements politiques de l'opposition, dans la mesure où ceux-ci respectaient la doctrine et l'indépendance de la Légion. De cette façon, il lui assurait une certaine couverture politique dans sa phase de rétablissement, quand elle était le plus vulnérable aux attaques.

Les ennemis n'attaquèrent plus de front; la leçon de Sinaïa les avait fait réfléchir. Repliés dans leurs repaires, ils se consultèrent sur la manière de répéter, victorieusement cette fois, l'opération qui avait échoué en 1933-1934. Ils se fixèrent le même objectif *"avec d'autres moyens"*.

Cependant le Mouvement Légionnaire n'était plus le même. Des modifications substantielles lui assuraient une autre place dans la vie politique roumaine.

1) LA FONDATION DU PARTI "TOUT POUR LE PAYS"

La Légion de *"l'Archange Michel"* ainsi que la *"Garde de Fer"* avaient été dissoutes en 1931-1932. Le groupement *"Corneliu Zelea Codreanu"*, nom sous lequel le Mouvement avait pris part aux élections de 1932, avait eu le même sort en 1933. Le gouvernement Tătăresco, pour prévenir une reconstruction du Mouvement, avait imposé au Parlement le vote d'une loi de *"Défense de l'Etat"*, inspirée du texte d'une loi semblable de Tchécoslovaquie. Conformément aux dispositions de cette loi, les membres d'une organisation politique disoute ne pouvaient reprendre leur activité politique dans un autre parti qu'après écoulement d'une année à partir de la date de la dissolution.

Le *"Groupement Corneliu Zelea Codreanu"* avait été disous le 10 décembre 1933. Le terme légal pour la reprise des activités politiques de ses membres expirait donc le 10 décembre 1934. Ce même jour, le chef de la Légion adressa une lettre, au général Cantacuzène, par laquelle il sollicitait sa collaboration pour fonder un nouveau parti, dans le cadre duquel les membres du Mouvement pourraient agir politiquement de manière légale. Corneliu Codreanu, lui, resterait sur l'ancienne position de la Légion et de la Garde de Fer, espérant, faire annuler par voie de justice, l'acte illégal de dissolution. Dans le nouveau groupement politique, il se réservait le droit de s'occuper de l'éducation de ses membres.

Le nouveau parti *"Tout pour le Pays"* prit naissance quelques mois plus tard, le 20 Mars 1935, sous la présidence du Général Cantacuzène. Le premier acte du nouveau chef du parti fut de se rendre à la Commission Centrale Electorale, pour choisir le signe électoral du parti, au tableau de signes établi par la Commission. En Roumanie, les candidatures individuelles n'existaient pas et chaque parti devait se présenter devant les électeurs avec un signe distinctif. Le général choisit — un carré avec deux points au centre :

Une fois cette formalité accomplie, le Général lança un Manifeste au pays. Le Manifeste reproduisait, dans sa première partie, la lettre du Capitaine et, dans la seconde, dans un style clair et concis de militaire, il annonçait qu'il assumait la responsabilité du nouveau parti et fixait son orientation dans le cadre de la politique roumaine.

Le parti *"Tout pour le Pays"* n'était en fait qu'une couverture légale pour le Mouvement, et rien n'était changé, en fait, dans son système d'organisation. Le parti était la forme politique sous laquelle le Mouvement pouvait se manifester dans les circonstances d'alors. Le Mouvement, phénomène vivant, disposait d'un ordre intérieur que ses membres respectaient, indépendamment des vicissitudes de la vie politique.

VASILE CHRISTESCO
Professeur universitaire
Chef ad-interim du parti "Tout pour le Pays"
pendant l'absence du Général Cantacuzène.

Du point de vue de la structure, le Parti et le Mouvement ne se distinguaient pas l'un de l'autre. Le Parti fonctionnait d'après les règles contenues dans le *"Livret du chef de nid"* et n'avait pas d'autres organismes d'expression que ceux du Mouvement.

La seule différence entre le Mouvement et le Parti était que ce dernier avait pour président le Général Cantacuzène. Celui-ci représentait le Parti dans les relations avec les milieux officiels et avec les autres partis. Mais ce dédoublement de la direction n'altérait pas la position du Capitaine. De même que l'organisme légionnaire ne s'était pas divisé pour former un nouveau parti, sa direction suprême n'était pas partagée. Il existait un seul chef suprême: Corneliu Zelea Codreanu. Le Général n'était qu'un soldat à ses ordres, chargé d'une importante fonction politique, dans le cadre du Mouvement. Il n'avait fondé le nouveau Parti qu'après en avoir reçu l'autorisation expresse du Capitaine.

Il existait cependant une répartition du travail entre Corneliu Codreanu et le général Cantacuzène. Le Capitaine, préoccupé essentiellement de l'éducation, n'intervenait que rarement dans l'action politique, et seulement lorsque survenait un évènement particulièrement important. Le Général était l'homme sur le terrain. Il inspectait les organisations, participait aux réunions publiques, intervenait dans les conflits entre autorités et légionnaires avec son prestige et son courage proverbiaux.

Le Général a rendu les plus grands services au Capitaine dans les relations avec le Gouvernement et le Palais. Chaque fois qu'un coup se préparait contre le parti, une lettre du général, adressée à un membre de la camarilla, suffisait pour que les machinations cessent comme par enchantement. Dans ces lettres, le Général ne ménageait ni le Gouvernement, ni Hélène Lupesco, et n'hésitait pas à leur rappeler la fin de Duca. Les avertissements du Général, faits sur un mode plaisant ou sérieux, produisaient toujours l'effet désiré.

Les rôles étaient admirablement partagés. Le Capitaine préparait les cadres et assurait l'efficacité du Mouvement dans toutes les manifestations politiques. Le général couvrait le front politique officiel et servait de bouclier contre les nombreux ennemis du Mouvement.

2) CRÉATION DES "RÉGIONS"

Le 5 Juin 1935, parurent *"Les lignes générales du Parti Tout pour le Pays"*, signées par son Chef, le Général Georges Cantacuzène.

L'élément nouveau apporté par ce parti dans le système d'organisation du Mouvement Légionnaire a été la création des *"Régions"*. Au total, on avait prévu 13 Régions couvrant tout le territoire national. En général, le Capitaine s'est basé sur les frontières des anciennes provinces historiques pour créer les Régions, sans en faire cependant une règle absolue; quelque-

fois, certains départements d'une province étaient annexés à une autre province, parce qu'ils étaient plus faciles à diriger à partir d'un certain centre, et aussi pour témoigner que l'unité politique du peuple roumain dépassait les anciennes divisions historiques.

Avec la création des Régions, *"l'organisation de base"* du Mouvement prit son caractère définitif. Elle était composée des unités suivantes: *nid — garnison — arrondissement — département — région.* La Capitale possédait une organisation à part, formée par quatre Secteurs, correspondant à son organisation administrative. Les nids, dans la Capitale et dans les autres grandes villes du pays, étaient groupés par *familles de nids,* correspondant aux garnisons des villages ou des petites villes. Les familles de nids réunies formaient les Secteurs respectifs. La Capitale possédait, en outre, une organisation originale, appelée *"Rasletii"* (les Solitaires). Ainsi que son nom l'indique, cette organisation était destinée à encadrer les éléments légionnaires flottants, c'est-à-dire les légionnaires qui résidaient temporairement seulement dans la Capitale, ou qui, s'y établissant définitivement, n'avaient aucune attache dans une des organisations de secteur. Avec le temps, cependant, cette organisation des *"Solitaires"*, considérée au début comme une organisation de transition et d'adaptation, devint si puissante qu'elle dépassa en importance les Secteurs mêmes. Non seulement, les légionnaires arrivés de province, mais encore un grand nombre de légionnaires de Bucarest s'inscrivirent dans les rangs des *"Solitaires"*. Les intellectuels, particulièrement, manifestèrent leur préférence pour cette organisation, de sorte que, vers 1937, les *"Solitaires"* devinrent l'unité d'élite de la Capitale.

Au début d'Octobre 1935, eut lieu à Bucarest la première *"Conférence Nationale des Chefs de Régions"*. Pendant trois jours, on débattit, sous la direction du Capitaine, tous les problèmes d'organisation du Mouvement, au stade de développment où il était alors parvenu.

Corneliu Codreanu précisa le rôle et les attributions du Chef de Région et insista tout particulièrement sur le chapitre de l'éducation légionnaire. Il établit une différence importante entre les éléments ayant appartenu au Mouvement avant 1933, et ceux qui s'y étaient ralliés après la persécution: les premiers, seuls, avaient droit au titre de "LÉGIONNAIRE"; les autres, entrés après la persécution de 1933-34, étaient simplement "MEMBRES DU MOUVEMENT".

Pour qu'un *"membre"* devint *"légionnaire"*, il lui fallait justifier d'une activité ininterrompue de trois ans. Etre *"légionnaire"*, d'après les nouvelles dispositions, signifiait avoir mérité le premier grade dans la hiérarchie du Mouvement.

Dans le Mouvement Légionnaire existaient des *"fonctions"* et des *"grades"*. Les fonctions — *chef de nid, chef de garnison, chef de famille de nids, chef de secteur, chef d'arrondissement, chef de département, chef*

de région, chef de corps légionnaire — avaient un caractère temporaire. Le grade était permanent. Il était accordé aux légionnaires ayant une ancienneté et ayant fait preuve d'une activité exceptionnelle en divers domaines: organisation, éducation, camps de travail, commerce, propagande, doctrine légionnaire, etc. Il était accordé sur la base d'une sélection faite par le Chef de la Légion dans la masse des légionnaires. Les grades représentaient les cadres vérifiés du Mouvement, son corps d'élite, sa réserve inaliénable. Pour qu'un légionnaire soit " *gradé*", c'est qu'il avait totalement dédié son existence aux aspirations du Mouvement Légionnaire.

Un gradé légionnaire n'était pas tenu à exercer une fonction. Il pouvait n'être qu'un simple membre d'un nid. Cependant, son influence sur l'organisation du nid était très grande. Il surveillait la bonne marche de celui-ci, aidait le nouveau chef par son expérience et par ses conseils, s'occupait de l'éducation des nouveaux membres et dirigeait habituellement les chantiers et les camps de travail. Pendant les persécutions, quand l'organisation visible disparaissait, le légionnaire le plus élevé en grade prenait le commandement de ses camarades emprisonnés, ou des groupes qui se formaient dans la clandestinité. Quand la liaison avec le Centre était coupée, les gradés prenaient les initiatives demandées par les évènements.

Pour qu'un légionnaire fût nommé chef de département ou de toute autre unité supérieure, point n'était besoin qu'il possédât un grade. De plus, dès que son mandat avait expiré, ou qu'il avait été relevé de son commandement par le Centre, il n'avait plus aucun pouvoir sur l'organisation qu'il avait dirigée. Alors, ou bien il passait dans les rangs, ou bien il recevait une nouvelle mission. Les fonctions, temporaires, ne duraient qu'un an ou deux, trois au maximum; les grades étaient définitifs.

La hiérarchie des grades légionnaires était la suivante:

— légionnaire
— instructeur légionnaire
— commandant-adjoint légionnaire
— commandant légionnaire
— commandant de l'Annonciation.

Ce grade "*Commandant de l'Annonciation*", le plus haut dans la hiérarchie du Mouvement, avait été créé par le Capitaine le 2 décembre 1936. Il fut accordé d'abord à ses premiers camarades de combat dans la vie d'étudiants, ceux qui, plus tard, s'unirent à lui lors de la fondation de la Légion: Ion Mota — Corneliu Georgesco — Ilie Gârneatsa — Radu Mironovici.

A la même date, furent distingués aussi, avec ce grade, les ingénieurs George Clime et Jean Blanaru, et l'avocat Mile Lefter. Ceux-ci avaient appartenu à la Ligue Cuziste, mais ils s'étaient ralliés, dès la première heure, à la nouvelle organisation légionnaire.

Avec la création des Régions et du grade de Commandant de l'Annonciation, le Mouvement arrivait à son sommet, tant dans le domaine des fonctions que dans celui des grades.

3) LA POLITIQUE EXTERNE DU NOUVEAU PARTI

Ainsi, de même que, dans sa structure interne, le nouveau parti *"Tout pour le Pays"* ne diffère que nominalement des anciennes organisations légionnaires, existentes jusqu'en 1933, de même, dans sa projection extérieure, il ne s'écarte pas d'un pouce de l'orientation fixée pendant les années précédentes par Corneliu Codreanu.

Le Capitaine a manifesté très tôt, depuis qu'il était étudiant, sa sympathie pour les mouvements nationalistes de l'Europe et pour les Etats surgis des efforts de ces mouvements et connus plus tard sous le nom de *"Puissances de l'Axe"*.

> "Il y a, dit-il, une liaison de sympathie naturelle entre tous ceux qui, dans différentes parties du globe, servent leur nation, de même qu'il y a une liaison de sympathie entre tous ceux qui travaillent à la destruction des nations." [44]

Son coeur, et celui de tous les nationalistes roumains, par affinité idéologique et spirituelle, battait aux côtés de tous les nationalistes de l'Europe. Tout succès des forces patriotiques et chrétiennes des autres pays était regardé par la jeunesse roumaine comme une victoire personnelle et comme une confirmation de sa propre lutte. Ils se sentaient sur la voie de la vérité car, dans d'autres pays, les mêmes idées, qu'ils reconnaissaient eux-mêmes, s'étaient imposées dans la vie publique!

La *"Marche sur Rome"* de Mussolini, en Octobre 1922, avait surpris Corneliu Codreanu à Berlin, où il faisait ses études. Voici ses propres paroles, en apprenant la victoire du mouvement fasciste en Italie:

> "... C'est toujours à Berlin, et presque en même temps, que j'ai appris la nouvelle de la grandiose prouesse du fascisme: la marche sur Rome et la victoire de Mussolini. Je me suis réjoui comme si c'était la victoire de mon pays...
>
> "Mussolini, le brave qui piétinait le dragon, est de notre monde; c'est pourquoi, toutes les têtes de dragon se ruaient sur lui, en jurant sa mort. Pour nous, il sera une étoile lumineuse qui nous donnera de l'espoir; ce sera pour nous la preuve vivante que l'hydre peut être vaincue. Un témoignage de nos possibilités de vaincre." [45]

---

44. Corneliu Z. Codreanu: *Pour les Légionnaires,* 3.ème édition, 1940, page 70.
45. Corneliu Z. Codreanu: *op. cit.,* 3.ème édition, 1940, pages 70-71.

Il ressort nettement de sa pensée que tous ceux qui professent une doctrine nationaliste sentent une inclination naturelle à se chercher et à former un front commun contre ceux qui luttent pour la destruction des nations.

Lorsque le Mouvement Légionnaire s'est constitué en organisation puissante, devenant une réalité incontestable dans la vie publique de Roumanie, Corneliu Codreanu a dépassé la "*phase de la sympathie naturelle*", caractéristique des années de sa jeunnesse. Il a cherché à examiner avec des yeux critiques les intérêts de la Roumanie dans l'ensemble de la vie internationale. Cette fois, ce n'était plus le jeune enthousiaste qui parlait mais l'homme d'Etat, conscient de ses responsabilités devant la nation. Car il pouvait arriver très bien que le rapprochement de la Roumanie avec un Etat sorti d'une révolution nationale ne convienne nullement à ses intérêts fondamentaux, comme l'histoire nous en montre une foule d'exemples.

Corneliu Codreanu a eu la joie de constater qu'il n'avait rien à modifier de ses premières intuitions au sujet du phénomène nationaliste en Europe et que les intérêts vitaux de la Roumanie aux environs des années 1930-1933 s'harmonisaient parfaitement avec les tendances des mouvements de droite. Ces mouvements s'opposaient avec acharnement au bolchevisme, et la Roumanie était menacée sur le Dniestr par un Etat bolchevique qui propageait l'idée de la révolution mondiale et de la destruction de l'ordre national et chrétien du monde.

La première déclaration solennelle de Corneliu Codreanu sur la politique extérieure, en sa double qualité de chef d'un jeune groupement nationaliste et de député, a eu lieu le 3 Décembre 1931, à l'occasion de la "Discussion au Message":

> "Messieurs les Députés, regardez l'Europe. Il y a deux extrêmes puissantes: l'extrême droite et l'extrême gauche qui se consolident. A un certain moment, l'une de ces extrêmes doit vaincre. Eh bien, je vous demande, surtout vous, qui vous vous êtes soumis tout le temps devant l'Europe et avez tremblé au moindre souffle de vent: dans une Europe où vaincra l'une de ces extrêmes, est-ce que vous pourrez résister au courant de cette Europe?
>
> "En ce qui concerne notre orientation, s'il s'agit de choisir entre ces deux extrêmes, nous sommes de ceux qui croyons que le soleil se lève à Rome et non pas à Moscou."

Rome représentait le pôle du nationalisme européen, tandis que Moscou l'autre de l'hydre bolchevique qui tendait ses tentacules aussi vers notre pays.

Le Capitaine a choisi Rome, non seulement pour des motifs de sympathie pour les autres mouvements nationalistes, non seulement parce que Rome a engendré notre être ethnique il y a deux mille ans, mais aussi parce que les constantes de la politique extérieure roumaine réclamaient un rapprochement vers l'Italie. Pour la Roumanie, l'ennemi n.º 1 était la Russie Soviétique et tous ceux qui pouvaient nous aider pour endiguer l'invasion du pays par les armées rouges, devenaient notre allié naturel. Le vieux système d'alliances, garanti par la puissance française sur le continent, était entré en crise sous la pression des deux extrêmes; la Roumanie était obligée de chercher une nouvelle orientation, en se rapprochant de l'une d'elles.

Au moment de la fondation du parti *"Tout pour le Pays"* en Mars 1935, les raisons qui avaient déterminé le Capitaine à faire sa déclaration de 1931, étaient devenues évidentes pour tout le monde. Personne ne pouvait plus contester que le monde se dirigeait vertigineusement vers ces extrêmes et que la Roumanie devait choisir Rome dans l'intérêt de sa propre sécurité. En Janvier 1933, Hitler était devenu Chnacelier de l'Allemagne et, depuis, il marchait de victoire en victoire. Le nationalisme européen était devenu, par la victoire du national-socialisme en Allemagne, la force politique et militaire dominante sur le continent.

Un mois après la constitution du parti *"Tout pour le Pays"*, de Général Cantacuzène fixe aussi la ligne de la politique extérieure du nouveau parti. Dans un Manifeste diffusé en Avril 1935, il préconise l'idée d'une "LIGUE EUROPEENNE ANTICOMMUNISTE", ayant comme noyau la France, l'Allemagne et l'Italie, auxquelles devait adhérer, comme quatrième force, la Roumanie. Dans un certain sens, c'était la reprise du projet du *"Pacte à Quatre"* de 1933, qui, comme on le sait, a échoué à cause de la non-ratification du Pacte par le Parlement français.

Le Général Cantacuzène ne considère pas opportune l'entrée de l'Angleterre dans cette alliance anticommuniste, les intérêts britaniques ne pouvant s'harmoniser avec ceux de l'Europe. Ce n'est que par la constitution de cette coalition, disait le Général, qu'on pourrait éviter la soumission de l'Europe à la domination de Moscou et assurer la paix sur le continent.

4) LE CONGRÈS DE MONTREUX

Les 16 et 17 Décembre 1934 eut lieu, à Montreux, le congrès des mouvements nationalistes européens. La réunion avait été convoquée par les *"Comittés d'Action pour l'Universalité de Rome"*, dirigés par le sénateur fasciste, Général Eugênio COSELSCHI.

Cette réunion restera une date mémorable dans l'histoire du nationalisme, un événement d'importance capitale pour le destin de l'Europe. Ce congrès a été la première et la dernière tentative pour constituer un front unitaire des mouvements nationalistes, indépendamment de leur degré d'évolution politique. Certains mouvements bourgeonnaient à peine, d'autres s'étaient développés puissamment, tandis que quelques-uns avaient déjà conquis le pouvoir dans l'Etat.

L'inspirateur de ces Comités avait été Mussolini en personne. Comme le nom de cette organisation l'indique d'ailleurs, Mussolini poursuivait l'idée de provoquer, sous l'égide du fascisme victorieux, une intégration progressive des forces de renaissance nationale en Europe. Il espérait ainsi pouvoir lutter, avec des forces unies, contre la coalition libéralo-bolchevique qui, à ce moment-là justement, avait entamé les premières actions pour encercler et détruire l'Italie et l'Allemagne.

Si la vision de Mussolini s'était réalisée, dans le sens conçu à Montreux, le sort de l'Europe, selon toutes probabilités, aurait été autre, car ce qui a toujours manqué aux combattants nationalistes du monde entier, et n'a jamais manqué à leurs ennemis, a été la coordination de leurs efforts en fonction de leurs intérêts communs.

Le mouvement National-Socialiste allemand n'a pas participé à la réunion nationaliste de Montreux. Ses tendances d'hégémonie européenne étaient incompatibles avec une collaboration loyale avec d'autres mouvements similaires. Cela explique aussi le manque d'intérêt de la part du troisième Reich pour la création d'un front commun d'action contre les ennemis communs. Par la suite, à cause de l'augmentation vertigineuse de la puissance de Hitler et de la chute de Mussolini dans la dépendance de Berlin, les Comités d'Action pour l'Universalité de Rome ont été abandonnés par les initiateurs eux-mêmes et, à la fin, ils ont disparu du centre d'intérêt de la politique fasciste.

A la réunion de Montreux avait été invitée aussi la Garde de Fer. Corneliu Codreanu délégua Ion Mota comme représentant de l'organisation légionnaire. Bien que l'événement ait eu lieu à la fin de l'année 1934, les interventions de Ion Mota, au point de vue spirituel, doivent être situées dans la *"phase d'expansion"*, qui commence avec l'année 1935. C'est une manifestation offensive du mouvement légionnaire, qui anticipe, à l'extérieur, sur la Circulaire du 1.º Janvier 1935. Nous allons voir que Ion Mota a déterminé, au cours de ce congrès, la modification des résolutions dans le sens des vues de la Légion. De plus, il a eu un choc oratoire avec Nicolae TITULESCO, qui se trouvait lui-aussi à Montreux, l'obligeant à se retirer complètement vaincu.

Ion Mota était très bien préparé, tant par les langues qu'il parlait que par la culture juridique et politique qu'il possédait, pour affronter n'importe quel adversaire sur le terrain des problèmes internationaux. Étudiant brillant, il avait terminé ses études à l'Université de Grenoble, un an avant Corneliu Codreanu, en 1932, par une thèse sur *"La sécurité juridique dans la Société des Nations"*.

Bien que le contenu de son travail ne fût pas du tout au goût de la majorité des professeurs de Grenoble, qui appartenaient à un autre type de mentalité, la Commission examinatrice — devant son argumentation infaillible et sa profonde érudition — avait dû s'incliner et lui accorder la plus haute mention, avec la recommandation de la communiquer aussi aux autres Universités de France.

"La Ligue des Nations" était un sujet qui le préoccupait depuis longtemps. Le 15 Décembre 1929, en tant qu'invité du Centre Etudiant de Bucarest, il avait tenu, devant les étudiants, une conférence sur: *"La Ligue des Nations — son idéal, ses vices et ses dangers."* La conclusion à laquelle il était arrivé, tant dans cette conférence que dans sa thèse de doctorat, était la suivante: dans la Société des Nations, bien qu'apparemment elle semble reposer sur un fondement de droit, il n'y a pas de sécurité juridique. La règlementation des conflits internationaux — attribution fondamentale de cet organisme — ne s'appuie pas sur la règle abstraite, caractéristique du Droit, pour le simple motif qu'on n'est pas encore arrivé à établir un faisceau de règles de droit international, universellement reconnues. Par conséquent, la Société des Nations ne saurait résoudre les conflits entre les nations sur la base d'une justice judiciaire, mais en fonction du complexe politique du moment, selon les cas, selon la prédominance des intérêts d'un groupe ou l'autre des Etats membres. Dans les décisions prises dominera et triomphera la justice politique, et non pas la règle abstraite du droit, ce qui équivaut au triomphe de l'arbitraire dans les relations internationales.

Le travail de Ion Mota sur la sécurité juridique dans la défunte *"Société des Nations"* garde aujourd'hui encore toute sa valeur, car ses arguments s'appliquent avec la même rigueur à l'actuelle organisation des *"Nations Unies"*, qui a été constituée dans le même esprit et avec les mêmes défauts que l'organisme génevois.

Dans son discours devant les représentants des mouvements nationalistes des 16 pays européens, Ion Mota s'est attaqué au problème central des débats de Montreux: *"l'universalité de Rome"* et l'unité du front nationaliste mondial. Plein d'admiration pour la grande oeuvre politique et doctrinaire de Mussolini, reconnaissant au fascisme le rôle de dirigeant dans la formation de la nouvelle unité européenne, Mota parle du "monde fasciste de demain", c'est-à-dire d'une communauté de peuples dans laquelle devraient prévaloir l'esprit et l'expérience du fascisme.

L'adhésion de Mota à l'universalité de la *"nouvelle Rome"* ne signifie pas que le Mouvement Légionnaire a pris naissance sous l'impulsion du fascisme ou en employant comme modèle ce qu'avait fait Mussolini en Italie. La Légion est l'expression de certaines réalités spécifiquement roumaines. Simplement, l'apparition du Mouvement Légionnaire coïncide avec un phénomène général de restructuration de la vie des peuples qui a surgi dans l'Europe entière; c'est pourquoi on a pu attribuer à la Légion une parenté avec l'organisation italienne et l'inclure parfois dans le *"monde fasciste"*.

Voici les principales parties du discours prononcé par Ion Mota à Montreux:

> "Le problème en discussion, celui de la réalisation d'une nouvelle unité, me préoccupe tout particulièrement. Il va falloir faire l'impossible pour que le monde fasciste de demain ne reste pas divisé en plusieurs fronts qui se combattent entre eux. Le problème de l'Universalité de Rome doit nous préccuper tout d'abord. Nous devons nous efforcer pour trouver un terrain d'entente commun, sur lequel nous pourrons nous axer demain.
>
> "Ainsi que l'a déjà précisé Monsieur le Président, nous ne pouvons espérer qu'une chose: que le monde fasciste de demain forme une unité complète de tous les points de vue. Nous ne devons pas nous fixer des objectifs trop vastes, mais nous devons reconnaître à chaque peuple le droit de résoudre ses problèmes spéciaux, dans lesquels personne n'a le droit d'intervenir. Cependant, d'un autre point de vue, il est parfaitement juste que, sur les grands problèmes internationaux, nous tombions d'accord pour ne pas compromettre l'unité fasciste de demain."

En poursuivant son discours, Mota analyse deux questions dont l'ajournement pourrait compromettre l'unité européenne de demain:

— L'une est l'existence effective de plusieurs organismes qui étudient les problèmes communs aux mouvements nationalistes. Ces Centres d'études et d'initiative devraient se mettre d'accord entre eux le plus tôt possible. D'autre part, ils devraient être invités à participer aux futures réunions des "Comités".

— La deuxième question concerne l'une des conditions essentielles pour la constitution d'un bloc européen et mondial unique. Cette condition est qu'aucun des grands problèmes internationaux ne doit être ignoré ou laissé de côté. Et, parmi ces problèmes il y a celui de la question juive, très grave pour certains pays et tout à fait spéciale pour la Roumanie".

Quoique la question juive ne figurât pas à l'ordre du jour du Congrès, elle a été prise en discussion à la suite de l'intervention de Motsa et a abouti à une résolution votée à l'unanimité:

> "Le Congrès, considérant que chaque État, en vertu du principe de la souveraineté nationale, est seul compétent pour décider, sur son territoire, de l'attitude qu'il doit prendre envers les citoyens, groupes, races et religions, établis entre ses frontières et, tenant compte des prescriptions des lois naturelles et des règles morales, déclare que la question juive ne doit pas être conçue comme une campagne de haine universelle contre les Juifs.
>
> "Cependant, considérant que, dans beaucoup de pays, certains groupes juifs exercent, soit ouvertement, soit d'une manière occulte, une influence nuisible aux intérêts moraux et matériels de la Nation et constituent une sorte d'État dans l'État, profitant de tous les droits, mais refusant de se conformer à tous les devoirs, et travaillant en même temps à la destruction de la civilisation chrétienne, le Congrès dénonce l'action néfaste de ces éléments et s'engage à les combattre. [46]

Ion Mota n'en a pas moins souffert en cette occasion les persécutions du gouvernement roumain, alors qu'il représentait la Légion devant les illustres personnalités étrangères qui participaient au Congrès. Il a dû supporter une grave offense de la part de Nicolae Titulesco, qu'il a ressentie d'autant plus profondément qu'il s'agissait du renom de sons pays.

Nicolae Titulesco, Ministre de l'Extérieur de la Roumanie, habitait dans le même hôtel que les délégués venus au Congrès. A son instigation, la police suisse est entrée dans la chambre de Mota pour faire une perquisition minutieuse, à la recherche d'armes. Ne trouvant rien, les agents se sont retirés, en s'excusant et en lui expliquant qu'ils avaient été avertis qu'un attentat était préparé contre le Ministre roumain.

Mota, après la perquisition dont il avait été victime, a envoyé à Titulesco une lettre véhémente dans laquelle il l'accusait de cette dénonciation infamante. Celui-ci ne se montra pas vexé. Bien au contraire, il apparut dans la salle où se tenait le Congrès et d'un air innocent exprima à Mota son indignation pour ce qui s'était passé "dans cette Suisse libre et civilisée"... Mota ne s'est pas laissé prendre aux paroles conciliatrices de Titulesco et lui a donné une réponse dont la tenue et la dignité ont frappé toute l'assistance. Non seulement il n'a pas admis les déclarations de Titu-

46. Le texte original se trouve dans "*Comités d'Action pour l'Universalité de Rome* — Rénion de Montreux, n.os 16-17, 1935.

lesco, mais en outre, il l'a accusé, lui et les gouvernants de Bucarest, d'être coupables d'injustices, d'abus, de mensonges et de falsifications.

A la fin, il a demandé à l'assistance une minute de recueillement pour les victimes des persécutions du gouvernement roumain. Dans un silence total, tous les délégués se sont mis debout, tandis que Titulesco quittait la salle sous leurs regards méprisants.

5) L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Une année ne s'était pas encore écoulée depuis la sanglante persécution de l'hiver 1933-34, et le Mouvement se trouvait déjà en pleine phase de réorganisation. Comment le Gouvernement a-t-il réagi à l'égard du parti "*Tout pour le Pays*" et de la reprise de l'offensive légionnaire dans tous les domaines?

Le gouvernement libéral de Tataresco n'était plus disposé à un affrontement de forces avec le Mouvement. La mort violente de Duca n'avait pas seulement semé l'effroi parmi les membres principaux du parti, mais cette disparition l'avait désorganisé et affaibli.

Avant 1933, le Parti Libéral avait souffert une scission: George Brătianu, fils de Jean I. C. Brătianu, s'était détaché des vieux cadres qui avaient élu Duca comme chef et avait formé un Parti Libéral dissident, auquel avaient adhéré surtout des éléments jeunes. Après la mort de Duca, le vieux parti libéral était en quelque sorte entré en décomposition. Un autre membre du clan, Dinu (Constantin) Bratianu, avait été élu chef du parti, mais le Palais avait imposé George Tataresco comme chef du gouvernement. De cette façon, le Parti Libéral avait perdu son unité traditionnelle de direction.

Deux chefs existaient en réalité: l'un, Tataresco, aux ordres de la camarilla, et l'autre, Dinu Bratianu, qui représentait les intérêts du parti. Dans la lutte entre les deux chefs, le premier était toujours victorieux, parce qu'il bénéficiait de l'appui de la Couronne et de l'argument du pouvoir. Les vieux cadres n'étaient pas du tout disposés à renoncer aux avantages du Gouvernement. La servilité de Tataresco à l'égard de la Couronne, allait maintenir le Parti Libéral au pouvoir jusqu'à la fin de la législature: l'automne de 1937.

Un autre facteur qui empêchait la reprise de la persécution dans le style de 1933, était la personnalité même du nouveau chef. Tataresco n'était pas disposé à risquer sa vie pour détruire le Mouvement. C'était l'homme des compromis, des transactions, un politicien opportuniste, qui répugnait aux attitudes fermes. Dans ses relations avec le Mouvement, il s'était fixé comme règle de ne pas forcer la note. Certes, la persécution ne

cessera pas un instant sous son gouvernement, mais Tataresco se garda d'accomplir des actes irréparables, pour éviter des réactions désespérées.

La position du Gouvernement coïncidait avec la nouvelle stratégie de la camarilla. Dans les coulisses du Palais, on avait décidé de changer de tactique. Voyant que le Mouvement avait résisté à la terreur et que la persécution n'avait fait qu'augmenter son prestige, les conspirateurs du Palais décidèrent d'adopter, pour liquider le Mouvement, des méthodes plus douces, mais non moins efficaces: calomnies, intrigues, dissensions. Le nouveau programme de la camarilla prévoyait:

a) de discréditer le chef de la Légion par des campagnes de presse et des rumeurs habiles répandues dans l'opinion publique, présentées comme *"venant de source sûre"*;
b) d'utiliser Michel Stelesco comme élément de choc dans la campagne contre Corneliu Codreanu;
c) d'essayer de séparer Motsa du Capitaine, en faisant miroiter à ses yeux la promesse d'une place dans le Gouvernement;
d) de lancer des formations nationalistes contrôlées par le Palais, pour semer la confusion dans l'opinion publique, particulièrement dans les rangs de la jeunesse;
e) de créer des organisations d'État, patronnées par le Roi, auxquelles la jeunesse serait obligée de participer, pour échapper à l'influence de la Garde de Fer.

Sur toutes ces manoeuvres, nous aurons l'occasion de revenir avec d'amples détails dans les chapitres suivants.

Nous nous bornerons, pour l'instant, à dévoiler l'une des manoeuvres les plus perfides pour discréditer le Capitaine, entreprise par la camarilla.

Tout le monde savait que Hélène Lupesco, *"la reine sans couronne"* de la Roumanie, en étroite collaboration avec ses coreligionnaires, était responsable de tous les coups portés contre le Mouvement. Or, cette même Hélène Lupesco, fit circuler, dans les cercles *"bien informés"* de la Capitale, la rumeur que Corneliu Codreanu n'avait eu la vie sauve que grâce à la protection qu'elle lui avait accordée. On racontait que, dans des circonstances graves, alors que Corneliu Codreanu était traqué par la police, après l'assassinat de Duca, sa main mystérieuse l'avait sorti du danger et l'avait sauvé. Qu'y avait-il de vrai dans ces bruits qui circulaient dans les cafés de Bucarest, troublant même les légionnaires?

Vraiment, le Capitaine s'était trouvé, à un certain moment, dans une situation difficile qu'il ne voyait aucune maison, aucun ami, qui puisse le cacher. Errant dans les rues de Bucarest, il s'était souvenu d'un député qu'il avait connu du temps où il était parlementaire. Il s'appelait Cernăianu.

Celui-ci lui avait dit une fois, dans les couloirs de la Chambre: "Monsieur Codreanu, si vous vous trouvez jamais dans une situation difficile et si vous croyez que je puis vous être utile, venez chez moi!"

Se basant sur cette déclaration amicale, et comme il se rappelait l'adresse du député, il s'était dirigé de ce côté, espérant pouvoir se réfugier chez lui. Quand il entra, Cernăianu verdit de peur:

— Que cherchez-vous chez moi, Monsieur Codreanu?

— Ne m'avez-vous pas dit que, si je me trouvais jamais dans une situation difficile, je pourrais faire appel à vous? Ce moment est arrivé. Je vous prie de m'abriter pour quelques jours dans votre maison. Si la police m'attrape, elle me tue.

— Monsieur Codreanu, ne savez-vous pas que je suis marié à la cousine de Madame Lupesco?

— Non, je ne le savais pas.

Le Capitaine ignorait ce fait, et il ne pouvait soupçonner qu'un homme qui avait offert son appui au chef de la Garde de Fer pût être marié à la cousine d'Hélène Lupesco. Il le salua et partit immédiatement. Toute la conversation avait duré deux minutes et s'était tenue dans le vestibule de la maison. Un quart d'heure après, la police était chez Cernăianu. Il paraît que la cousine d'Hélène Lupesco avait téléphoné au Palais, pendant qu'ils parlaient dans le vestibule.

Voilà sur quels éléments avait été construite la fantastique rumeur que Corneliu Codreanu ne devait d'avoir eu la vie sauve qu'à la protection de Madame Lupesco...

A la suite de cette rumeur, on en a lancé une autre encore plus fantastique: l'assassinat de Duca aurait été commis avec l'assentiment du Palais. Le Roi aurait voulu se débarrasser de Duca. Il avait poussé celui-ci à dissoudre la Garde de Fer, mais, d'autre part, il aurait fait dire à Corneliu Codreanu qu'il n'approuvait pas cette mesure abusive du gouvernement. Pour manifester son désaveu, il aurait refusé de dissoudre la Garde de Fer par Décret Royal. En vérité, la dissolution avait été prononcée par une simple Décision du Conseil des Ministres. Par ce jeu trouble, le Roi aurait encouragé Corneliu Codreanu à la vengeance, laissant entendre que la réaction du Mouvement, si elle se produisait, ne le concernait pas, et il lui aurait même donné des assurances anticipées d'immunité. La façon dont s'est déroulé le procès et l'acquittement des principaux membres de la Garde de Fer auraient démontré ensuite, avec de nouvelles pièces justificatives, la convention existant entre le Roi et Codreanu en vue de l'assassinat de Duca.

Cette combinaison est forgée de toutes pièces. En réalité, Carol et Duca avaient formé un front commun contre le Mouvement. Le Roi n'avait donné le pouvoir à Duca qu'à la condition de dissoudre la Garde de Fer.

Il est possible aussi que le Palais ait envisagé l'éventualité que si Duca disparaissait également, on se débarrassait du même coup de deux rivaux.

Quoi qu'il en soit, cette spéculation, si elle a existé dans les sphères de la camarilla, ne saurait être mise sur le compte d'une entente avec Corneliu Codreanu. Le Capitaine était condamné à mort, même avant l'assassinat de Duca. Si les choses ont pris une tournure imprévue, si le Capitaine est sorti vivant de cette terrible épreuve, ce ne peut être le fait que de la Providence!

6) SOUS LA CENSURE ET L'ÉTAT DE SIÈGE

Après l'attentat de Sinaïa, le Gouvernement décréta l'état de siège et la censure sur l'ensemble du territoire, pour une durée de six mois. Une fois ce terme passé, les mesures exceptionnelles furent encore prolongées de six mois, et ensuite, de six en six mois, automatiquement. Le pays n'a pas joui d'un seul moment de liberté pendant toute la durée du gouvernement libéral. Et ces abus avaient lieu sous une prétendue démocratie parlementaire, quoique rien d'extraordinaire ne se fût passé pendant ces quatre années dans le pays, aucun trouble grave de l'ordre public qui pût justifier la prolongation de telles mesures.

Le maintien des mesures exceptionnelles était imposé par le Palais, et elles n'étaient pas pour déplaire au chef du gouvernement, George Tătărăsco. C'est sous le couvert de la censure et de l'état de siège que le Roi Carol pouvait piller aisément le pays et préparer son régime de dictature personnelle. Censure et état de siège visaient l'opposition tout entière mais, tout d'abord et particulièrement, la Légion, seule force politique capable de s'opposer avec acharnement aux plans criminels du Roi.

Par la censure, le Gouvernement interdit la parution des journaux légionnaires et non seulement des publications reconnues comme telles, mais aussi celle des grands quotidiens: "CALENDARUL" et "CUVANTUL", qui combattaient le gouvernement libéral pour les illégalités commises contre le Mouvement Légionnaire pendant l'année 1933. Ces deux journaux ont été supprimés après la mort de Duca, et leurs directeurs: Nichifor CRAINIC et Nae IONESCO, jetés en prison, aux côtés des milliers de légionnaires, et considérés comme responsables pour l'attentat. Après une longue détention, ils ont été retirés de l'enquête. Cependant, l'interdiction contre leurs publications a été maintenue, malgré le fait que les accusations lancées contre eux s'étaient révélées ridicules et, ce qui est le comble, que les dirigeants de la Garde de Fer avaient été acquittés entre-temps en bloc.

En ce qui concerne les autres journaux, qui se seraient montrés disposés à publier des articles et des informations favorables au Mouvement, ils étaient systématiquement bloqués par les ciseaux de la censure.

Par contre, il n'existait aucune restriction pour la presse hostile au Mouvement. Elle jouissait, justement, d'une entière liberté pour attaquer le Capitaine et les cadres dirigeants, de la manière la plus infâme possible. Ainsi, cette même censure, qui empêchait les légionnaires de répondre aux attaques et de rétablir la vérité, protégeait ouvertement ceux qui inondaient l'opinion publique de leurs calomnies contre la Légion.

Prenons *"le cas Stelesco"*: Après la tentative d'assassinat contre Corneliu Codreanu, au lieu de reconnaître sa faute et de chercher à se réhabiliter par les voies indiquées par le Capitaine, Stelesco était revenu vers les maîtres qui l'avaient incité au crime et s'était mis totalement à leur disposition. Avec l'argent reçu des fonds secrets du Gouvernement, il lança une revue *"CRUCIADA ROMANISMULUI"* (La Croisade du Roumanisme), dans laquelle il attaquait violemment le Capitaine. Il s'attribuait d'ailleurs des mérites au moins égaux à ceux de Corneliu Codreanu dans la fondation de la Légion; il prétendait ensuite avoir donné un apport de combat et de sacrifice beaucoup plus important que celui du chef de la Légion; enfin, il affirmait s'être séparé du Capitaine parce qu'il était convaincu que celui-ci avait trahi les principes de l'organisation.

Toutes ces infamies s'étalaient dans cette feuille, sans que les légionnaires eussent d'autres possibilités de réplique que de se taire et de ronger leur frein. La censure veillait, afin qu'aucune réponse du Mouvement ne parût quelque part pour confondre le calomniateur.

Le journal de Stelesco n'eut aucun effet sur la masse légionnaire, et attira seulement quelques éléments périphériques. Plus Stelesco se voyait impuissant à diviser l'organisation, plus ses attaques devenaient furieuses. Et tout cela sous la protection bienveillante de la censure.

Ce n'était pas seulement *"La Croisade du Roumanisme"* qui attaquait. A peu près toute la presse: celle des partis, celle contrôlée par les Juifs, celle dite indépendante, se faisait l'écho de telles insultes et calomnies gratuites. Pour un légionnaire, il était devenu odieux d'ouvrir un journal, car on n'y rencontrait que des articles venimeux contre eux. Tous s'occupaient du Mouvement et tous avec l'intention et le plaisir sadique de le frapper, même lorsque les articles manifestaient une apparente objectivité. C'était d'ailleurs là le comble de la perfidie!... Le Capitaine était le centre convergent de toutes ces attaques. C'est à lui surtout qu'on s'en prenait. Toutes les haines, toutes les infamies étaient dirigées contre lui, dans une explosion de fureur pour l'avoir laissé échapper en 1933-34.

Pendant cette campagne d'infamies et d'intrigues, aucun légionnaire n'a bougé. Ils se sont serrés autour du Capitaine, ont supporté en silence toutes les humiliations et toutes les injustices. L'état d'esprit des légionnaires, pendant cette campagne de presse, a été admirablement rendu par le Capitaine dans une circulaire du 1.º Mars 1935:

Légionnaires,

J'imagine combien l'absence de toutes informations ou nouvelles doit être pénible pour vous tous, au fond de vos villages. Cette absence est causée par la censure et les persécutions.

Chez vous ne parviennent que de mauvaises nouvelles, des insultes, des calomnies et des mensonges, dans l'espoir que le doute finira par s'emparer de vos âmes et que vous abandonnerez la position de combat. Tous les traîtres de ce pays s'acharnent à jeter de la boue et du venin sur nos blessures, reçues au milieu de tant de dangers, pendant les combats passés.

A travers cette obscurité, cet inconnu, privés de conseils et de directives, des dizaines de milliers de légionnaires marchent fièrement conduits par leur instinct droit, par l'honneur et la foi inébranlable dans la victoire du drapeau légionnaire.

Quel tableau impressionnant! Cette cohorte légionnaire, répandue à travers tout le territoire national et dépourvue de tout commandement, poursuit sa marche, avec le même rythme serein, sur les chemins de la victoire; sûre d'elle-même, contre toutes les machinations, les tractations et les tentatives perfides.

Quel honneur s'attache maintenant à ce nom de légionnaire, qui vivra éternellement!...

Quelle autre organisation dans le monde, et pas seulement en Roumanie, pourrait rester fidèle à elle-même, dans les conditions infâmes qui lui sont faites?

7) L'OFFENSIVE DES ÉTUDIANTS

La première vague de légionnaires qui brisa *"le mur de haine et d'infamie"* dressé autour de la Légion après la grande persécution, fut constituée par des étudiants. Le Mouvement Légionnaire, ainsi que nous l'avons montré dans la première partie de cet ouvrage, est né des soucis qui agitaient la génération de 1922. Après l'effondrement de la Ligue Cuziste, les idéaux de cette génération trouvèrent à s'exprimer dans la Légion et furent sauvés de l'anéantissement grâce aux principes du Mouvement fondé par Corneliu Codreanu. Il n'est pas étonnant qu'après la persécution de 1933-34, ce soient les étudiants encore qui aient donné les premiers signes d'énergie dans la phase d'expansion du Mouvement.

Avant d'exposer le rôle des étudiants dans la reconstruction du Mouvement, nous devons nous arrêter quelques instants sur leur attitude pendant la période de 1927-1933, c'est-à-dire l'époque qui s'est écoulée entre la fondation de la Légion et le déchaînement de la grande persécution.

La génération des étudiants de 1922 avait quitté les bancs de l'Université alors que la Légion prenait forme, en 1927. A ce moment, une nouvelle génération était entrée à l'Université. Or, l'esprit du mouvement étudiant de 1922 s'était transmis à cette nouvelle génération, et les agitations revendicatrices sur le même thème, continuèrent avec la même véhémence, culminant au Congrès d'Oradia Mare, en 1928.

Cependant, ce que les étudiants de 1927 ne possédaient plus, c'était une orientation politique claire. La lutte continuait, mais personne ne la guidait plus, et les Gouvernements manoeuvraient avec facilité cette masse désorientée. Il n'existait plus de conseillers de taille, ni d'organisation politique avec laquelle les étudiants puissent rester en étroite liaison, personne pour convertir leurs élans en énergie créatrice. Les déceptions provoquées par le professeur Cuza, les déterminaient à se tenir à l'écart des deux fractions de l'ancienne Ligue. Nous pourrions définir l'attitude des étudiants au cours des années 1927-1928 comme *"d'expectative"*.

Pendant cette période, une partie des étudiants, une minorité, fut attirée par les partis politiques historiques. La grande majorité, cependant, attendait que lui fût offerte une nouvelle possibilité, dans la ligne de ses anciennes croyances nationalistes. Cette fois-ci, et c'est là que réside la différence par rapport au mouvement de 1922, les étudiants n'étaient plus disposés à s'attacher avec le même enthousiasme à un nouveau groupement politique. Ils étaient devenus plus sceptiques et plus critiques dans leurs jugements.

Certainement, le nom de Corneliu Codreanu exerçait une grande attraction sur la jeunesse universitaire, mais sa renommée même ne paraissait plus constituer une garantie suffisante pour déterminer les étudiants à sortir de leur réserve. L'effondrement de la Ligue avait provoqué une telle confusion dans leurs rangs qu'il leur fallait un certain temps pour que les brumes se dissipent. Ce n'est que plusieurs années après, à la suite d'un long processus de clarification, qu'a pu être rétablie l'unité d'action parmi les étudiants et qu'ils se sont rapprochés de l'organisation politique qui avait la mission de représenter leurs idéaux dans la vie politique du pays.

Le retour des étudiants dans la lutte politique s'est fait très lentement. Au cours de la première année qui a suivi la fondation du Mouvement, quelques dizaines d'étudiants à peine y ont adhéré. Vers 1929, il y avait quelques centaines d'étudiants encadrés dans l'organisation et c'est en 1932 seulement que le Mouvement gagne une influence prépondérante dans la masse étudiante.

La conquête des étudiants a été réalisée par une action commune sur deux plans: une action de bas en haut par la multiplication des nids parmi les étudiants. Après un travail persistant de plusieurs années, les nids d'étudiants légionnaires s'étaient multipliés de telle manière que le Capitaine

fut obligé de les grouper en organisations supérieures. Tous les nids formés d'étudiants originaires du même Département constituaient le *"Groupe Légionnaire Etudiant Départemental"*, alors que tous les groupes départementaux d'étudiants d'une même Université étaient réunis dans un *"Centre Etudiant Légionnaire"*. Il existait autant de Centres Etudiants Légionnaires que d'Universités.

Parallèlement à l'action de bas en haut, une action de haut en bas était réalisée sur le plan professionnel, et avait pour objectif la conquête de la direction des organisations d'étudiants. Dans chaque ville universitaire existait un *"Centre Etudiant Officiel"*, qui représentait les étudiants de toutes les Facultés et les Ecoles de niveau académique. A leur tour, les Centres d'Etudiants étaient groupés dans une *"Union Nationale des Etudiants Chrétiens Roumains"*, ayant son siège à Bucarest. Tant les Comités des Centres d'Etudiants de chaque Université que ceux du Comité de l'Union étaient constitués par élection.

Quoique en minorité, les étudiants légionnaires livrèrent le combat avec tant d'ardeur, d'intelligence et d'habileté qu'en 1934, tous les Comités de direction des organisations d'étudiants de tout le pays étaient entre les mains des légionnaires. En sept ans, la semence légionnaire avait grandi comme la semence de moutarde de l'Evangile, devenant un arbre puissant, nourri par la sève de l'ensemble des étudiants.

Les étudiants de tout le pays se réunissaient une fois par an en un Congrès Général, qui se tenait dans une des grandes villes de la Roumanie. D'habitude, le Congrès Général des Etudiants avait lieu le 10 Décembre, pour fêter et perpétuer le souvenir du jour où avait éclaté le mouvement des étudiants nationalistes, le 10 Décembre 1922. A cause des obstacles dressés par le Gouvernement, les Congrès ne pouvaient être tenus régulièrement, ni chaque année, ni à leur date traditionnelle. Après la persécution de 1933-34, un Congrès de proportions modestes et plutôt improvisé, se tint dans une localité balnéaire: Băile Herculane (Les Bains d'Hercule), le 20 avril 1934, lorsque le climat politique et la bonne volonté des gouvernants le permirent.

La participation des légionnaires à ce Congrès a été minime et ils n'ont pu influencer les débats de façon décisive, parce que la sentence d'acquittement des chefs de la Garde de Fer venait à peine d'être prononcée le 5 avril et que, parmi les accusés, se trouvaient aussi des dirigeants des étudiants. D'autre part, c'était juste à ce moment-là que Stelesco avait commencé son travail de sape contre l'autorité du Capitaine. Enfin, d'autres groupes politiques avaient envoyé leurs hommes au Congrès pour troubler les eaux. Ce fut donc un Congrès assez effacé, sans aucune résonance dans la jeunesse universitaire et qui ne détermina pas de lignes de conduite claires.

Passant sur cet épisode, les étudiants légionnaires de toutes les Universités, à peine sortis de la persécution, se sont de nouveau jetés dans le

combat avec un élan indescriptible. Tandis que les organisations légionnaires de base reprenaient petit à petit leurs activités en 1935 et seulement après la fondation du parti "*Tout pour le Pays*", les étudiants légionnaires, eux, déployaient déjà toutes leurs forces au cours du printemps 1934; vers la fin de cette même année, ils avaient atteint tous les objectifs fixés par le Capitaine. Le 20 décembre 1934, le légionnaire Traian Cotiga était élu Président de l'Union Nationale des Etudiants, ce qui signifiait que tout l'appareil de direction des étudiants de tout le pays se trouvait entre les mains des légionnaires.

Le Congrès Général des Etudiants de l'année suivante eut lieu à Craïova, en Olténie, entre les 17 et 19 avril 1935. Ce Congrès marque une nouvelle étape dans l'histoire des mouvements d'étudiants, caractérisée par la prédominance de l'esprit nouveau légionnaire. Les idéaux des étudiants et de l'organisation politique appelée à les réaliser, s'unifièrent à nouveau, formant un bloc homogène. La situation de 1923 se répétait, quand la "*Ligue de Défense Nationale Chrétienne*" avait pris en mains les desiderata des étudiants et les avait transposés sur le plan de la lutte politique. Cette fois-ci, cependant, à la tête de l'organisation politique qui luttait coude à coude avec les étudiants, se trouvait, non plus un chef débile comme le professeur Cuza, mais un homme doué de toutes les qualités d'un grand chef, redouté par ses adversaires et suivi avec une loyauté indéfectible par ses soldats.

Le Congrès Etudiant de Craïova a eté le Congrès de l'unanimité légionnaire. Quoique les débats se fussent déroulés dans des conditions de liberté parfaite, personne ne s'est levé pour soutenir des points de vue différents de ceux des représentants légionnaires. L'esprit de la Légion embrasait, comme un fluide invisible, les milliers de congressistes. Les chansons légionnaires étaient entonnés par la masse des étudiants tout entière. Tous les orateurs, dirigeants de Centres Universitaires d'Etudiants, étaient des légionnaires. Tous ont glorifié le Capitaine et tous ont manifesté leur adhésion inconditionnelle aux idéaux du Mouvement. Le Congrès de Craïova fut une manifestation d'élan et de jeunesse qui démontra brillamment que les étudiants s'étaient intégrés, s'étaient absorbés dans la spiritualité légionnaire.

Ion Motsa fut élu Président d'Honneur du Congrès. C'était un hommage apporté, non seulement à un illustre précurseur, mais aussi à la génération entière des combattants nationalistes de 1922. Répondant à l'honneur qui lui avait été fait, Motsa envoya un message au Congrès, publié plus tard dans "CUVÂNTUL STUDENTESC" (La Parole des Etudiants), sous le titre "*L'essentiel*". Ce n'était pas un message conventionnel, c'était un appel, qui rappelait aux étudiants leurs devoirs à l'égard du combat nationaliste:

Il ne suffit pas, disait Motsa, de réaffirmer les idéaux des étudiants; un Congrès d'étudiants ne peut se réduire à cette simple manifestation idéologique; un Congrès doit être une occasion de vérifier la force intérieure dont disposent les étudiants pour réaliser leurs idéaux. Il est inutile d'indiquer des idéaux, si on n'envisage pas, en même temps, les moyens par lesquels ces idéaux seront atteints.

"Quelle est la capacité de sacrifice de la jeunesse réunie dans ce Congrès? C'est seulement par une fusion de la vie personnelle de l'étudiant avec son idéal que l'on peut garantir la réalisation de celui-ci.

"*L'essentiel est l'esprit de sacrifice.*

"Nous avons tous la plus formidable dynamite, le plus irrésistible instrument de combat, plus puissant que les tanks et les mitrailleuses: ce sont *nos propres cendres*! Toute puissance du monde est condamnée à s'effondrer, tant qu'elle se maintient sur les cendres de combattants vaillants, tombés pour la Justice et pour Dieu!"

A ce même Congrès toujours, a été répandue la brochure d'Alexandre Cantacuzène: "*Le Roumain de Demain.*" En phrases lapidaires, Alexandre Cantacuzino dénonçait les vices dont, souffrait la société roumaine et faisait le portrait du Roumain rêvé par le Capitaine: un homme vaillant, généreux, désintéressé, toujours prêt à se sacrifier pour la justice et les libertés du peuple.

8) L'ASSOCIATION "GÉNÉRATION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT DE 1922"

Alarmés par la croissance vertigineuse du courant légionnaire dans le milieu étudiant, le gouvernement et les forces occultes qui le dirigeaient ont essayé de capter l'élan de cette jeunesse, en la déviant dans une direction qu'ils pourraient contrôler. Ces manoeuvres n'ont donné aucun résultat appréciable, ni pendant les Congrès estudiantins de Baile-Herculane et Râmnicul-Sarat, ni après la création du camp de repos de Stelesco, à Budachi (Bessarabie). Les forces étudiantes ont pressenti le danger et se sont rapprochées davantage du Mouvement.

Cependant, la camarilla du Palais, dont la capacité d'inventer des intrigues et des guets-apens était inépuisable, avait en réserve un autre plan, particulièrement audacieux et perfide. Il ne s'agissait de rien de moins que de saper le mouvement étudiant, pour que les énergies de la jeunesse uni-

versitaire cessent de se nourrir aux sources de l'organisation légionnaire. Le plan était forgé de telle manière que les nouvelles générations ne seraient nullement troublées dans leur foi. Elle allaient peu à peu, et sans bien comprendre ce qui leur arrive, tomber sous la dépendance de certains éléments dont les liaisons éloignées menaient au Palais. L'astuce était subtile: Nationalisme? Oui!... Antisémitisme? D'accord!... Manifestations? Sans doute!... Même des désordres, à la rigueur!... Mais que le tout se déploie " *dans les limites permises par les organismes officiels*".

Mais avec qui le gouvernement voulait-il réaliser cette manoeuvre de captation de la jeunesse? Celui qui dirigeait l'opération a pensé à utiliser les anciens dirigeants du "*mouvement étudiant*" de 1922, qui n'étaient pas entrés dans les rangs de la Garde de Fer. Pour bien comprendre le plan de la camarilla, dans toute son extension, il est nécessaire d'expliquer au préalable ce qui était arrivé aux anciens représentants de ce mouvement étudiant de 1922, après leur entrée dans la vie civile:

1) Les plus vaillants et les plus conscients se sont ralliés au Mouvement Légionnaire et ont continué la lutte sous la direction de Corneliu Codreanu. Le plus brillant représentant de cette catégorie de combattants a été Ion MOTA.

2) Une seconde catégorie, formée d'éléments excellents, mais dépourvus de l'énergie de la continuité, se sont laissé absorber par leurs professions, et ne participaient que de loin en loin à la vie publique. Parmi eux, il faut rappeler les grandes figures de la vie étudiante de Bucarest: dr. Ion SIMIONESCO, dr. Constantin DANULESCO et l'ingénieur POPESCO-BOTOSANI.

3) Une troisième catégorie de combattants nationalistes sont restés fidèles au professeur CUZA et l'ont même suivi lorsque la Ligue s'est fondue avec le parti d'Octavian GOGA.

4) Dans la quatrième catégorie il faut placer tous ceux qui ont profité du prestige acquis dans le mouvement étudiant pour obtenir des postes bien rémunérés dans l'État ou dans les entreprises particulières, impliquant en contre-partie, qu'ils renonceraient définitivement à toute agitation ou activité nationaliste.

5) Enfin, il y en a eu d'autres qui, incapables de se réaliser et se préparer une profession, habitués à vivre d'expédients, ont échoué dans les rangs des agents de la Police ou de la "SIGURANTA" (Sûreté), offrant leurs services ignobles contre leurs propres camarades de la veille.

C'est en s'appuyant sur la lie de ces catégories, c'est-à-dire les indicateurs de la Police, que la conspiration permanente du Palais voulait attirer *à tout prix,* dans sa manoeuvre, les anciens dirigeants des étudiants placés déjà dans les catégories 2, 3, 4, pour les opposer en bloc à Corneliu Codreanu et à tous ceux qui l'avaient suivi dans sa croisade. En d'autres

mots, on voulait mobiliser la "*génération de 1922*" contre ses successeurs légitimes, contre ceux qui n'avaient pas un instant trahi ses idéals.

Le plan fut très rapidement mis à exécution et, en qualque sorte, par surprise. Au début de 1935 s'est constitué, à Bucarest, le "*Bloc de la Génération Étudiante de 1922*", sous la direction de l'ing. Popesco-Botosani. Naturellement, ceux qui apparaissaient à la tête de ce mouvement ne pouvaient pas être accusés de complicité avec le gouvernement, eux-mêmes étant victimes des suggestions étrangères à leur ancienne conviction. C'étaient des hommes dont le nom était populaire, bien connus dans la vie publique, destinés à camoufler les objectifs ténébreux de l'entreprise gouvernementale.

Ainsi, aux côtés des organisations officielles étudiantes, dominées par les légionnaires, avait pris naissance un groupement parallèle, qui se targuait de représenter avec plus d'authenticité les désidérata des étudiants.

L'apparition du "*Bloc*" aurait pu provoquer une forte confusion dans la masse des étudiants, et même rompre l'unité de base de leurs forces. La réaction légionnaire ne s'est pas fait attendre. Pour couper net toute possibilité au nouveau groupement d'abuser les étudiants, Corneliu Codreanu a chargé Mota de créer un organisme aux objectifs semblables à ceux du "*Bloc*" et qui devait fonctionner sous le contrôle du Mouvement.

Mota avait un droit infiniment plus légitime de convoquer la "*génération de 1922*" que tous ceux qui, au cours des années, avaient quitté les rangs du nationalisme et s'étaient perdus dans les méandres de la vie, et que ceux qui, encopire, en étaient arrivés à servir les ennemis qu'ils avaient combattus jadis.

Discipliné et efficace, Mota se mit au travail. Au début d'Avril 1935, il appela à Bucarest les anciens étudiants de la génération de 1922, plus tous les étudiants qui, depuis, avaient exercé des fonctions dans les organisations étudiantes. Il considérait, et à juste titre, que "*la génération de 1922*" ne pouvait pas se limiter à réprésenter cette année-là. La "*génération de 1922*" représentait quelque chose de plus important: elle symbolisait une nouvelle direction, une nouvelle spiritualité nationale, qui devait englober tous les étudiants qui partageaient le même crédo. A la génération de 1922 appartenaient tous les étudiants qui, ultérieurement, par vagues successives, en entrant dans les Universités, avaient adopté les mêmes idéals.

Cependant, pour éviter de faire croire qu'avec cette assemblée élargie, le Mouvement poursuivait un objectif électoral, Mota a limité la participation des étudiants des séries plus récentes à ceux qui avaient exercé des fonctions de responsabilité dans les Centres Étudiants.

D'autre part, pour marquer la différence avec le "*Bloc de la Génération Étudiante de 1922*", Mota appela la nouvelle formation l'Association "*Génération du Mouvement Étudiant de 1922*".

Les débats de la nouvelle Association se sont déroulés dans la Palais des Étudiants en Médecine, dans la salle où avaient lieu habituellement

les conférences organisées par le "*Centre Étudiant Bucarest*". Les légionnaires se sont présentés en grand nombre, venus de tous les centres universitaires du pays et formant ainsi la majorité de l'assistance.

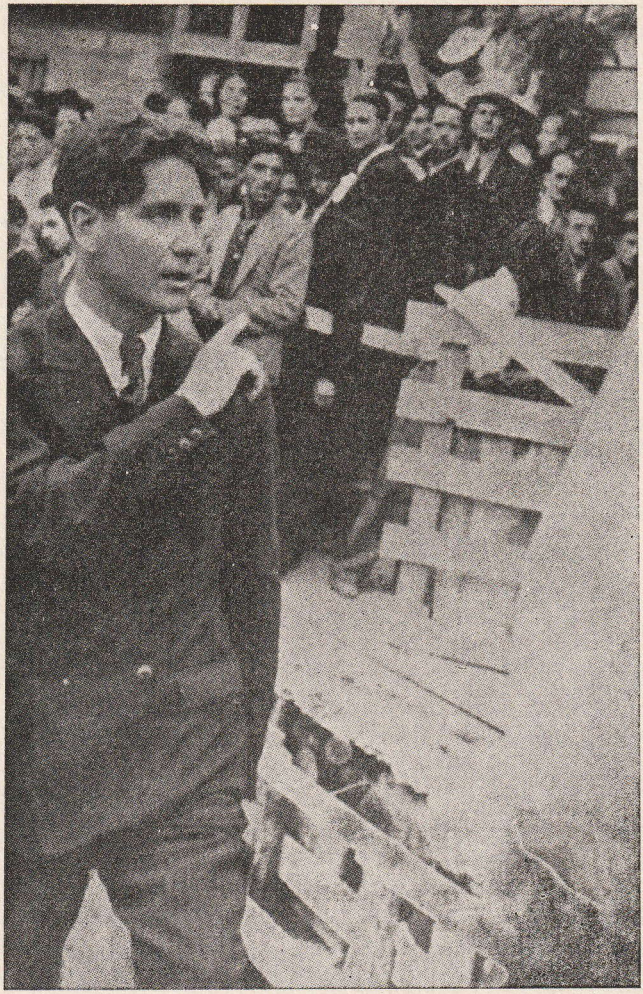
Au début de la séance d'ouverture s'est produit un incident pénible, qui a troublé pour un instant la joie qu'éprouvaient, à se revoir, tant de collègues d'Université, maintenant dispersés dans tout le pays. Alors que la salle était archi-pleine et qu'il n'y avait plus que quelques places libres, tout au fond de la salle, Stelesco a fait son apparition. Tout le monde est resté figé, au milieu d'un silence de mort. Personne ne s'attendait à un tel acte de provocation téméraire, après la campagne qu'il avait déclenchée contre Corneliu Codreanu dans son hebdomadaire "CRUCIADA ROMANISMULUI" (La Croisade du Roumanisme).

Après avoir jeté un regard circonspect sur la salle, et se rendant compte de l'atmosphère chargée qui y régnait, il s'est assis dans un fauteuil, beaucoup moins sûr de lui qu'à son arrivée. La séance a été ouverte, le bureau provisoire a été choisi. Ensuite Mota s'est levé et, sans regarder du côté de Stelesco et sans prononcer son nom, il le somma, au nom de tous les présents, de quitter la salle, dans les termes suivants:

> "Après tout ce qu'il a fait, après toutes les attaques sales qu'il a déclenchées contre le Capitaine par la tribune d'une publication entretenue par des ennemis, c'est un homme indigne de se trouver parmi nous"...

Bien que bouillant d'indignation, Mota avait parlé sur un ton mesuré. Cependant, de la manière dont il accentuait chaque mot, de son allure dure et impitoyable, émanait tant de fermeté que Stelesco n'avait plus qu'à quitter la salle. Autrement, tout le monde se serait jeté sur lui pour l'expulser par la force. Comprenant que la lutte était déjà perdue et que le moindre retard lui serait fatal, Stelesco se leva et sortit comme une ombre. La salle respira soulagée et les débats purent commencer.

Quelle fut la tactique employée par le gouvernement devant l'Assemblée convoquée par Mota? Le gouvernement comptait sur l'aide des éléments de manoeuvre dont il disposait au sein du "*Bloc étudiant*" et des dirigeants de cette organisation de noyautage, hommes d'ailleurs de bonne foi, mais incapables de distinguer qu'ils etaient utilisés comme de simples pions dans un jeu supérieur, et dont l'objectif était justement la destruction du mouvement étudiant; il espérait provoquer une confusion suffisante entre les délégués pour que l'assemblée se déchire, se brise. Ce résultat aurait signifié le triomphe du "*Bloc*" et l'aurait confirmé représentant unique de la génération de 1922. C'est pourquoi le gouvernement, au début, non seulement n'a pas interdit l'assembléia convoquée par Mota (comme il aurait



CORNELIU Z. CODREANU

Chef du Mouvement Légionnaire dans une attitude caractéristique : donnant des indications dans un chantier de travail.

pu le faire), mais au contraire, a encouragé la participation des membres du "*Bloc*" à la réunion du Palais des Étudiants en Médecine.

Les débats du premier jour furent dominés par le duel oratoire entre Mota et Danulesco. Ce dernier, exposant le point de vue du "*Bloc*", dénonçait emphatiquement la présence, dans la salle, des personnes n'appartenant pas à la génération de 1922. Selon lui, ces personnes ne possédaient pas les éléments nécessaires pour représenter la génération de 1922 et l'assemblée était, par conséquent, illégalement constituée. Il demandait qu'avant de passer au fond de la question, on décide sur l'appartenance de chacun à la génération de 1922 et qu'on élimine ceux qui ne répondaient pas aux normes.

Mota a refuté sa thèse en lui montrant qu'on ne pouvait pas délimiter dans le temps "*la génération de 1922*", car elle embrassait tous ceux qui, au cours des années, avaient lutté pour les mêmes idéals. Cette "*génération*" ne prendrait fin qu'au moment où il n'y aurait plus d'étudiants pour s'abreuver à cette foi. Ce serait donc la pire injustice d'exclure des rangs des combattants ceux qui avaient transmis aux nouvelles générations la flamme de la foi nationaliste, telle qu'ils l'avaient reçue des mains de l'héroïque génération de 1922. Ils formaient tous un bloc, et si l'on faisait l'erreur de le fragmenter selon des critériums artificiels, on donnerait gain de cause aux ennemis du mouvement nationaliste.

La grande majorité des présents se sont levés et ont applaudi avec enthousiasme les paroles de Mota, tandis que les représentants du "*Bloc*", ouvertement en minorité, assistaient aux débats, solitaires et résignés. Danulesco, voyant l'atmosphère de la salle et se rendant compte que la partie était perdue, s'est levé et a quitté la réunion en signe de protestation, suivi de ses amis.

Ion Mota fut choisi Président de l'Association "GÉNÉRATION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT DE 1922", dont le comité était constitué en grande partie par des légionnaires.

En désespoir de cause, voyant que le plan pour torpiller la réunion du Palais des Étudiants en Médecine avait échoué, le gouvernement montra son vrai visage en interdisant, le lendemain, la continuation du congrès. Mais, c'était trop tard. L'Association avait été constituée et Mota figurait à sa tête.

9) LES CAMPS DE TRAVAIL

Une des plus grandes réalisations de Corneliu Codreanu, aux effets bienfaisants sur le peuple roumain tout entier, et particulièrement sur la jeunesse, a été l'institution du "*camp de travail*".

On se souvient que le premier camp de travail fut fondé par le Capitaine à Ungheni, en 1924, au temps où il militait encore auprès du professeur Cuza. Avec les briques fabriquées dans ce camp, on construisit ensuite le "*Foyer Culturel Chrétien*" de Jassy. Le pierre fondamentale de ce Foyer fut posée le 13 Septembre 1925.

Après la fondation de la Légion, ce camp de travail d'Ungheni fut rouvert, au cours du printemps de 1928, et le travail reprit pour la continuation du Foyer, dont la construction fut terminée un an plus tard.

Les difficultés inhérentes à la création d'une nouvelle organisation, le nombre restreint de légionnaires durant les premières années, les soucis du Capitaine, harcelé continuellement par les autorités, empêchèrent l'accomplissement de cette éducation par le camp de travail. Cette oeuvre resta en suspens jusqu'en 1933. Pendant l'été 1933. le Capitaine prit cependant l'initiative de construire à Visani, dans le département de Buzau, une digne longue de 6 km, destinée à protéger quelques villages et les cultures de la région contre les inondations. Nous avons montré, dans le chapitre précédent pourquoi ce projet ne put être mené à bien. Le Gouvernement interdit la poursuite des travaux, et les quelques centaines de légionnaires qui s'y étaient concentrés furent arrêtés, puis dispersés.

Cependant, au début d'août 1933, le Capitaine reprit l'offensive du travail et établit les bases du "*Camp de Bucurestii-Noi*", une des banlieues de la Capitale. Là, on commença à construire un Foyer pour les légionnaires blessés dans les combats, édifice qui sera connu, un peu plus tard, sous le nom de "CASA VERDE" (Maison Verte). La persécution de 1933 interrompit les travaux de Bucurestii-Noi et les légionnairs furent forcés, par le Gouvernement, à échanger le travail fécond du camp pour les murs humides des prisons.

Les persécutions ayant cessé pendant le printemps et l'été de 1934, des camps de travail surgirent en différents points du pays. A Bucarest, le travail ne put être continué à la "Maison Verte", car le bâtiment était encore occupé par les gendarmes; par contre, un autre camp fut ouvert dans la localité de Giulesti, située également dans les environs de la Capitale, sur un terrain donné par un bienfaiteur du Mouvement: Dimitrie MICESCO. Sur ce terrain, les légionnaires cultivèrent des légumes et fabriquèrent des briques. Le chef du camp était l'étudiant Ion Caratânase, légionnaire d'une vaillance sans pareille, qui, plus tard, fera partie de l'équipe qui s'est chargée de punir le traître M. Stelesco.

C'est dans ce "*Camp de Giulesti*" que le Capitaine décora le Général Cantacuzène de la "*Croix Blanche*" distinction décernée aux légionnaires qui s'étaient distingués par des actes de bravoure. Le camp de Giulesti ne dura, lui aussi, que quelques mois, car, le 17 août 1934, les gendarmes y firent leur apparition et en chasserent les légionnaires.

C'est toujours au cours de l'été de 1934 que fut fondé le premier camp de travail en Transylvanie. Un groupe d'étudiants de l'Université de Cluj, sous la direction du Dr. Ion Banea, commença la construction d'une école à Dealul Negru, village du pays des Motzi, une des régions les plus pauvres de la Roumanie.

A la même époque, dans la commune de Cotiugenii Mari, en Bessarabie, un autre groupe de légionnaires travaillait, sous la direction de l'avocat Traian Puiu, à la réparation d'une église en ruine.

En Bucovine, autre province roumaine du Nord du pays, le Capitaine lui-même posa les bases d'un nouveau camp. Au début de juillet 1934, il se rendit avec un groupe de légionnaires sur le mont Rarau et commença à y édifier une maison de refuge. Corneliu Codreanu aimait la nature. Dès qu'il avait un moment libre, il s'empressait d'aller, soit à la montagne, soit à la mer. Il avait une affection particulière pour le mont Rarau. C'est là qu'il surmonta les blessures morales infligées par Manciu, c'est là également qu'il prit la décision soudaine de ne plus supporter de nouvelle humiliation.

Le "*Camp de Rarau*" fut pris en main par Vasile Iasinschi, chef des légionnaires de Bucovine, et mené à bonne fin en un temps record. Un fier bâtiment fut élévé dans ce nid d'aigle.

Au début d'août 1934, le Capitaine abandonna le mont Rarau et s'établit sur le rivage de la Mer Noire, à Movila-Techirghiol, où il inaugura un camp de repos pour les légionnaires malades.

Si nous examinons une carte de la Roumaine, nous constatons que le phénomène du camp de travail s'était répandu à travers tout le pays. Il n'existait pas une province, où, pendant l'été 1934, ne fonctionnât au moins une communauté volontaire de travail. Prenant pour modèle les camps fondés par le Capitaine lui-même, les forces locales du Mouvement se lancèrent avec enthousiasme dans la même direction. Ce n'était peut-être pas beaucoup, mais le phénomène du camp du travail s'était généralisé provoquant l'intérêt de tous les légionnaires. Partant de quelques initiatives sporadiques qui se perdaient dans l'immensité du pays, le dynamisme légionnaire avait trouvé une nouvelle forme d'affirmation, qui allait donner des fruits spectaculaires pendant les années suivantes.

Ajoutons que, tandis que surgissaient les camps de travail, les légionnaires se maintenaient calmement sur les fronts de la réorganisation et de la propagande. Ils reprenaient des contacts, serraient les rangs, mais évitaient de se manifester autrement. Tel était le mot d'ordre du Capitaine: tranquillité et attente. Dans cette atmosphère, il suivait avec une attention passionée le cours de la politique roumaine, afin de déterminer le moment où les forces légionnaires pourraient, de nouveau, agir au grand jour.

Pourquoi, alors que l'activité politique du Mouvement était entièrement arrêtée, le Capitaine concentrait-il les légionnaires dans les camps de travail? Quel était le mobile de cette attitude?

Le Gouvernement se trouvait dans une situation déplaisante, pénible même. Il aurait voulu empêcher cette forme de manifestation des légionnaires, comme il l'avait fait en quelques endroits, mais il lui manquait les textes légaux sur lesquels s'appuyer et, en outre, il se heurtait à la désapprobation de l'opinion publique: sous quel motif empêcher des hommes de travailler?! Comment interdire des ouvrages d'intérêt général, telles que la construction d'une école, d'une église, d'une maison de refuge? Après la défaite subie lors du procès récent contre les légionnaires, les libéraux se seraient rendus encore plus odieux aux yeux de la nation.

Le travail dans les camps de travail ne pouvait être puni, ni en invoquant l'état de siège, ni en l'encadrant dans les paragraphes de la loi récente sur la défense de l'État. C'est pour cette raison légale que les camps de travail purent fonctionner, assurant la continuité de l'esprit légionnaire dans la masse du peuple.

Pendant l'été 1935, après la fondation du parti *"Tout pour le Pays"*, le nombre des camps de travail passa de 5 à 20. En plus des camps, surgirent, beaucoup plus nombreux, ce qu'on appelait les *"Chantiers"*. Le *"Camp de travail"* possédait un effectif nombreux, de 30 personnes minimum (certains arrivaient jusqu'à 300); il devait durer au moins un mois (d'habitude, ils duraient trois mois) et son objectif était la réalisation d'une oeuvre importante: église, école, digue, route, maison de repos ou maison pour un pauvre. Etant donné les proportions et les difficultés d'installation d'un camp de travail, il ne pouvait être établi qu'avec l'appui des organisations légionnaires départementales.

Un *"chantier"* était constitué d'au moins 5 personnes, devait durer au moins 5 jours; le travail accompli était de portée modeste: réparer un pont sur une vallée, remettre un cimetière en état, élever une croix, nettoyer un fossé, arranger la maison d'un paysan pauvre... N'importe quel *"Nid"* légionnaire pouvait prendre d'initiative d'un chantier, tandis qu'un camp ne pouvait être créé qu'avec l'approbation du Capitaine.

Les légionnaires qui travaillaient dans les chantiers et les camps de traxail recevaient un *"diplôme"* signé par le général Cantacuzène, en sa qualité de Chef du parti, et par Corneliu Codreanu, en tant que Chef de l'éducation légionnaire.

Pendant l'été 1936, le mouvement des camps de travail et des cahntiers atteignit son point culminant. Presque tous les départements (71 au total) possédaient un camp de travail et les chantiers se comptaient par milliers. Dans presque tous les villages, les légionnaires réalisaient une oeuvre d'intérêt général. A travers tout le pays, des dizaines de milliers de légionnaires travaillaient de tout coeur pour aider le peuple. Les étudiants,

au liau de se reposer à la montagne ou à la mer, passaient leurs vacances dans des camps, pétrissaient la terre de leurs pieds sous le soleil ardent, aux côtés des ouvriers et des paysans.

Les camps les plus importants, en 1935 et 1936, furent les suivants:

— Le "*Camp de Cluj*" (Transylvanie), où fut commencé l'édification d'un Foyer d'Étudiants.

Le "*Camp d'Arnota*" (Olténie), où on tailla dans le roc une route jusqu'au Monastère du même nom.

— Le "*Camp du Mont Rarau*" (Bucovine), où on poursuivit les travaux entrepris par le Capitaine pendant l'été 1934.

— Le "*Camp du Mont Susai-Prédeal*" (Valachie), où on commença à construire un Mausolée destiné à recueillir les ossements des soldats tombés là pendant la première guerre mondiale.

— Le "*Camp de la Maison Verte*" (Bucarest), où on continua les travaux pour le Foyer des légionnaires blessés.

— Le "*Camp de Carmen Sylva*" (Dobroudja), où on aménagea le rivage de la Mer Noire et où Corneliu Codreanu voulait construire, plus tard, un Sanatorium. Ce camp était dirigé personnellement par Corneliu Codreanu et c'est là qu'étaient entraînés les cadres nécessaires à la direction des autres camps.

L'impulsion d'où surgit le premier camp de travail (celui d'Ungheni, en 1924) fut une nécessité d'ordre matériel: la jeunesse nationaliste de Jassy ne disposait pas d'un local où elle pût se réunir. Cependant, l'apparition sur la terre roumaine du premier camp de travail volontaire, eut des effets qui dépassèrent largement la réalisation de son objectif matériel: ELLE DETRUISIT UN PREJUGE DE CLASSE — celui que le travail physique (aux camps, dans les ateliers, dans les fabriques) abaisse l'homme et revient en partage aux classes inférieures de la société.

Avec la fondation du Mouvement, la conception du camp de travail volontaire s'enrichit d'autres significations. Les hommes qui y travaillaient n'étaient plus recrutés exclusivement parmi les étudiants, mais dans toutes les couches de la société. Étudiants, ouvriers, paysans, membres des professions libérales, fonctionnaires, professeurs, artisans, princes du sang et savants, tous fraternisaient au rythme du travail créateur. Il s'y forgeait une communauté nationale, victorieuse des barrières traditionnelles. Des hommes d'origines sociales diverses communiaient spirituellement dans une entreprise commune. Tous avaient le sentiment que leur travail dans les camps n'était qu'un prélude aux grandes réalisations collectives de demain, qui changeraient la face de leur pays. Sans détruire les différences naturelles de classe sociale, sans viser au nivellement forcé et absurde des individus, le travail en commun des légionnaires contribuait à former l'"HOMME NOUVEAU", l'individu détaché de l'égoïsme avide, capable de consacrer sa vie aux idéaux nationaux supérieurs.

La Capitaine au cam de travail
de Carmen Sylva sur les rives
de la Mer Noir
(scrutant l'horizon).

A partir de 1936, le Capitaine mit de plus en plus l'accent sur le rôle éducatif des camps. "Le camp — dit-il dans une Circulaire adressée aux étudiants — a un rôle éducatif. Tous ceux qui sortent d'un camp sont marqués de l'empreinte légionnaire. Personne ne recevra aucun grade, aucune fonction, s'il n'est pas passé par un camp, quel que soit son âge".

En résumé, le camp remplissait, dans la vie légionnaire, plusieurs fonctions:

— il créait un bien matériel pour l'organisation,
— il augmentait le patrimoine du peuple roumain,
— il démontrait que les maux du pays pouvaient être guéris, par l'union de tous les efforts, au lieu de les gaspiller dans des luttes stériles de partis,
— il rapprochait des Roumains d'origines sociales différentes,
— il servait d'école d'éducation légionnaire.

10) LE COMMERCE LÉGIONNAIRE

Les travaux dans les camps étaient en plein essor (nous sommes le 14 Septembre 1935) quand Corneliu Codreanu lança les légionnaires dans une nouvelle bataille, qu'il dénomma *"la bataille du commerce légionnaire"*.

Cette action naquit, comme les camps de travail, d'une nécessité matérielle. Les légionnaires qui travaillaient au siège central — du fait de leurs fonctions bénévoles — se trouvaient dans l'impossibilité de gagner autrement leur vie. Il ne leur restait d'autre solution pour se nourrir et se vêtir que de faire appel à leurs familles ou à des amis bienveillants. Cependant, on ne pouvait demander à des jeunes gens, dans la pleine force de l'âge, de vivre d'aumônes, ou d'expédients.

Alors, Corneliu Codreanu pensa à créér un Fonds propre pour les légionnaires mobilisés au Centre. Pourquoi les légionnaires ne pourraient-ils, eux aussi, faire du commerce et devenir même de bons négociants?

Ce n'était pas chose facile. Et, tout d'abord, cette idée se heurtait à une mentalité alors régnante dans la société roumaine: le commerce était considéré comme une activité inférieure. Un fonctionnaire, même misérablement payé, était mieux considéré dans la société qu'un négociant prospère. La jeunesse se détournait du commerce et suivait la voie des professions libérales ou des fonctions d'État. On soutenait aussi, dans certains cercles intéressés, que le Roumain *"n'était pas doué pour le commerce"*. (!!) Il fallait donc détruire, à trout prix et le plus vite possible, cette mentalité défaitiste et dégradante. Il fallait démontrer que le Roumain était tout aussi capable de faire des affaires que le Juif, le Grec, l'Arménien et le lévantin, qui dominaient alors la plus grande partie du commerce du pays.

Une fois la décision prise, se posa le problème de trouver le petit capital indispensable pour les premiers investissements. La Légion, à l'épo-

que, était tellement pauvre que les revenus de l'organisation suffisaient à peine pour couvrir les dépenses du petit groupe qui travaillait au Centre. Mais le Capitaine n'était pas homme à reculer devant un pareil obstacle. Deux mois après avoir pris la décision d'engager les légionnaires aussi sur la voie des affaires, le 14 novembre 1935, il inaugura la première entreprise commerciale du Mouvement: une coopérative de consommation, qu'il enregistra sous le nom de "*Coopérative Légionnaire*", et qu'il installa dans une aile du siège de la Légion: 3, rue Gutenberg.

En deux mois, les formalités administratives avaient été accomplies, le local aménagé, la marchandise apportée et le système d'approvisionnement organisé. Tous les préparatifs pour l'ouverture du magasin avaient été effectués sous sa conduite directe. Il avait surveillé les travaux d'aménagement, examiné les marchandises commandées, fixé les prix et instruit le personnel. De sa vie, il ne s'était occupé d'affaires, mais à son oeil vigilant n'échappait aucun détail: depuis l'arrangement attentif du local jusqu'à la propreté du personnel.

La marchandise provenait de toutes les régions du pays et était livrée à crédit. Sur ce point, il est indubitable que l'organisation fonctionnait admirablement. Conformément à une liste établie par le Capitaine, les Groupements Départementaux envoyaient au Centre tout ce qu'ils découvraient de bon dans leur département, les meilleurs vins, les meilleurs fromages ou primeurs. A mesure que la marchandise se vendait, elle était payée aux fournisseurs, qui s'empressaient de la remplacer.

De même que pour les Camps, cette Coopérative était le fruit d'une nécessité immédiate: la création d'un moyen d'existence pour le personnel du Centre. Une fois l'action commencée, Corneliu Codreanu y découvrit de nouveaux sens et de vastes possibilités. L'expérience commerciale réalisée par le Mouvement Légionnaire se révélait un modèle à suivre, qui pouvait profiter au peuple roumain tout entier. L'affirmation selon laquelle les Roumains étaient inaptes aux affaires, n'était qu'un préjugé et une insinuation perfide. La preuve était faite que les légionnaires réussissaient parfaitement. Leur modeste entreprise avait pris racine et prospérait régulièrement. Pourquoi tous les Roumains ne feraient-ils pas de même?... Par leur exemple éloquent, les légionnaires ouvraient, à leurs compatriotes, la voie dans un domaine, jusqu'alors pratiquement accaparé par les étrangers. LA NOUVELLE ENTREPRISE LÉGIONNAIRE ALLAIT SE TRANSFORMER EN UNE ÉCOLE DE COMMERCE POUR TOUT LE PEUPLE ROUMAIN.

Le Capitaine ne se limita pas à l'aspect matériel du problème et aux résultats qu'il aurait pu obtenir par l'intermédiaire de cette entreprise, si prometteurs qu'ils fussent. Le succès immédiat ne justifie pas toujours une action humaine. Une école de commerce, destinée à l'ensemble du peuple roumain, devait obligatoirement se baser sur certains principes qui don-

nent satisfaction aussi au facteur spirituel. Autrement dit, Corneliu Codreanu cherchait à découvrir et à définir également les fondements éthiques du commerce.

Quels sont les principes d'un commerce sain, se demandait Corneliu Codreanu, d'un commerce qui ne soit pas au service d'une minorité avide, qui ne soit pas basé sur la spoliation du consommateur, qui reste une activité rémunératrice, mais en même temps une activité au service de la communauté tout entière?

Dans la Circulaire du 29 septembre 1935, il établit les "*principes*" qui gouverneraient la future Coopérative légionnaire:

— *Première devise:* "Ici, on ne vend pas de marchandise de mauvaise qualité."

— *Deuxième devise* (qui complète la première): "Ici, on vend la meilleure marchandise produite par le peuple roumain."

— *Troisième devise* (lancée dans une autre Circulaire): "Le commerce légionnaire vend à des prix normaux."

Le respect de ces principes si simples ne pouvait causer aucun dommage au commerce en soi, considéré comme une activité lucrative. Par la vente de bonne marchandise à des prix modérés, la clientèle devait augmenter constamment, la marchandise s'écouler plus vite, et le profit, quoique réduit sur chaque article, deviendrait important sur un gros chiffres d'affaires. Il était donc indispensable, pour la prospérité de l'entreprise, que le commerçant se contentât d'un bénéfice modeste.

Le Capitaine alla plus loin encore dans son désir de fonder le commerce sur des bases nationales et morales. Plus valable que le bénéfice réalisé, était l'attitude des hommes travaillant dans cette branche. Les principes fixés plus haut supposaient des hommes qui ont le respect d'eux-mêmes. Un commerçant s'abaisse s'il offre au client une mauvaise marchandise à des prix de spéculation. *Respectant le client, il se respecte lui-même.* Entre le client et le commerçant s'établissent des rapports d'honneur. La bonne renommée du négociant est beaucoup plus importante que le bénéfice supplémentaire qu'il réalise en trompant le client. Le commerce est un service rendu à la collectivité. Le commerçant est un individu qui exerce une fonction dans la société, exactement comme le professeur, le médecin, le cordonnier, et, en échange de ce service, il a droit à une compensation, à un petit gain. "Le commerce légionnaire — disait Corneliu Codreanu — est un commerce chrétien, basé sur l'amour des hommes, non sur le vol; un commerce basé sur l'honneur."

Au point de vue national, le Capitaine considérait l'engagement des légionnaires dans les affaires comme une nouvelle phase dans l'histoire de son peuple. Un secteur considérable de l'économie nationale, abandonné jusqu'alors aux étrangers, devait être reconquis. Dans une de ses circulaires, il précisait:

"Nous sommes appelés à parcourir une nouvelle voie avec le même succès et la même gloire que celles que nous avons tracées par trois fois jusqu'à ce jour.

"Nous avons vaincu dans le domaine de l'épée, dans celui des prison et dans celui des camps de travail.

"Pour la première fois, le légionnairisme va s'engager sur la voie du commerce.

"Nous subissions passivement les effets d'une mentalité erronée et nous vivions sous sa tyrannie: le Roumain n'est pas bon pour le commerce...

"Nous voulons aujourd'hui détruire, briser cette mentalité et montrer que, dans cette voie aussi, le légionnaire sera vainqueur."

(Circulaire sur le Commerce Légionnaire, 29 sept. 1935.)

La majeure partie du commerce se trouvait alors entre les mains des Juifs. Cette situation résultait du fait, non pas que les Roumains étaient incapables d'être négociants, mais que les Juifs formaient un bloc qui attaquait systématiquement les positions des commerçants roumains. Ceux-ci, abandonnés par l'État, négligés par leurs compatriotes, obligés, en outre, de lutter contre une administration corrompue, se trouvaient isolés, dans leurs villes, devant la communauté juive tout entière. Isolés, sans personne à qui recourir, devant des milliers de commerçants juifs bien organisés et soutenus par leurs communautés. De cette façon, à cause de la disproportion des forces économiques, les éléments roumains étaient progressivement éliminés. L'un après l'autre, ils fermaient leurs magasins, vendaient leurs maisons, s'effaçaient sur les grandes artères commerciales, devant l'offensive organisée des Juifs.

Corneliu Codreanu, conscient du grave danger qui menaçait les centres commerciaux des villes, passa à l'attaque, mais d'une manière qui seule pouvait sauver le commerce roumain. Il n'instigua pas les jeunes à crier, comme le faisaient les cuzistes: "*A bas les Juifs*"; il ne les poussa pas non plus à briser les vitrines des Juifs ou à les maltraiter; il les encouragea à entrer dans les affaires et à livrer bataille sur le terrain où les Juifs affirmaient justement leur supériorité. La jeunesse roumaine devait apprendre à faire du commerce, pour reconquérir, sur les Juifs, par la voie de la libre concurrence, les positions perdues.

Pour être en mesure d'affronter l'armée économique bien organisée des Juifs, le Roumain devait, lui aussi, se présenter au combat en formation compacte. Corneliu Codreanu préconisa donc la création d'une "*armée*" de commerçants roumains. Au "*bloc juif*", souverain en affaires, devait s'opposer le "*bloc roumain*", enthousiaste et décidé à vaincre. La Légion, avec

ses cadres disciplinés et désintéressés, pouvait engager cette bataille, même sans capitaux, formant l'avant-garde de la future cohorte des commerçants roumains, trempés par l'esprit légionnaire. Grâce au travail acharné des légionnaires et à la coopération du public, on pouvait créer le capital initial, et ce capital, gagné à la sueur de leur front, pouvait être relancé dans le circuit et faire d'autres entreprises jusqu'à ce que tout le commerce du pays soit aux mains des Roumains.

Nous verrons comment, pendant les années suivantes, ce projet grandiose commença à se réaliser. De la modeste Coopérative de la rue Gutenberg, surgirent d'autres entreprises, prospères et puissantes, réparties dans toutes les grandes villes du pays.

11) L'ÉQUIPE DES CONFÉRENCIERS.

A côté des *"camps du travail"*, du *"commerce légionnaire"* et du gigantesque effort des étudiants, pendant cette période de transition (1934--1935), lorsque l'organisation à peine sortie d'une terrible période de terreur, pansait ses blessures et reprenait lentement son activité politique, l'*"équipe des conférenciers"* occupe une place d'honneur dans la lutte de récupération de la Légion.

Son action étant bloquée dans le domaine politique, Corneliu Codreanu a dû imaginer d'autres formes de manifestations pour l'énergie légionnaire, qui n'entraient pas en conflit avec les lois en vigueur. Tout de suite après la création du parti *"Tout pour le Pays"*, le nouvel instrument d'affirmation de la Légion, quoique légalement constitué, s'est heurté à d'innombrables difficultés. D'abord, il devait lutter contre la conspiration de la presse, dominée par les Juifs ou par les partis; les périodiques des adversaires bénéficiaient aussi de la protection de la censure, qui frappait uniquement la Légion, laissant la voie libre aux attaques contre elle. Tandis qu'en 1933 le Mouvement disposait de 17 organes de presse, maintenant il n'y en avait plus un en fonctionnement.

Cependant, le Capitaine a compensé la faiblesse temporaire de l'organisation de base par les camps de travail, le commerce, les organisations étudiantes et enfin, l'équipe des conférenciers. En bon stratège, ne pouvant bouger sur le front principal avec l'élasticité nécessaire, il a entrepris de manoeuvrer sur les flancs, arrivant aux mêmes résultats: *le réveil de la nation de son apathie et de son désespoir.*

Qu'était cette équipe des conférenciers?

Un groupe de personnalités, de gens d'élite, jouissant d'un prestige reconnu dans tout le pays, chargés par le chef de la Légion, de se déplacer sans cesse dans les villes de l'intérieur pour y faire des conférences sur des sujets culturels.

Par leur simple apparition dans une localité, sans faire la moindre allusion au Mouvement, ils provoquaient de l'intérêt et de la sympathie pour la Légion.

Parmi les figures éminentes de cette équipe, celles qui se sont fait remarquer par des déplacements fréquents et par des résultats féconds, on peut citer: le professeur de logique et de métaphysique de l'Université de Bucarest, Nae IONESCO; les avocats Ion MOTA et Vasile MARIN; et le poète Radu GYR. Chacun d'eux s'était imposé dans sa profession, autant que dans la vie publique du pays.

Nae Ionesco était l'idole des nouvelles générations d'étudiants et d'intellectuels; Ion Mota était le combattant "*sans peur et sans reproche*", possédant, en outre, une profonde connaissance des lois; Vasile Marin était l'un des jeunes avocats de la Capitale qui avait plaidé dans d'innombrables procès légionnaires et les avait tous gagnés; Radu Gyr était l'un des poètes les plus doués de la nouvelle génération, qui avait enrichi la poésie lyrique roumaine d'une vague de nouveaux motifs d'inspiration. D'autre part, tous les quatre étaient aussi des orateurs consacrés, sensibles aux pulsations d'une salle, sachant comment entrer en communion spirituelle avec l'assistance.

Comment se manifestait l'activité de cette équipe?

Corneliu Codreanu avait indiqué une orientation générale, transmise à toutes les organisations légionnaires provinciales, pour qu'elles s'occupent de faire inviter les personnalités désignées par le Centre pour tenir des conférences. Toute la difficulté résidait dans ces invitations, car elles ne pouvaient pas émaner directement de l'organisation légionnaire locale. Les autorités n'auraient jamais permis ce genre de manifestations sous les auspices de la Légion. La seule possibilité était que cette fameuse "*invitation*" provienne d'un autre organisme local.

Grace aux liens d'amitié que les chefs légionnaires avaient sur place, ils s'arrangeaient pour qu'une "*Association Culturelle*", un "*Athénée Populaire*" ou un "*Cercle Artistique*" insèrent, parmi ses propres conférences, un au moins des noms proposés par le Centre. De cette manière, les autorités, même si elles avaient voulu empêcher Mota, Nae Ionesco ou Radu Gyr de parler, se seraient heurtées aux protestations des organismes sous les auspices desquels les conférences étaient prévues. Un conflit permanent avec ces institutions n'était nullement désirable. De plus, l'organisation légionnaire n'était jamais présente sur l'affiche annonçant la conférence, et moins encore parmi les personnalités qui recevaient le conférencier et le présentaient ensuite au public. Les légionnaires remplissaient la salle et saluaient l'orateur par des tonnerres d'applaudissements.

Une deuxième caractéristique de ces conférences était le fait que les thèmes traités ne se référaient jamais au Mouvement. Les orateurs parlaient de problèmes généraux: un grand événement national, une grande figure historique, une question culturelle ou philosophique, etc. Cependant, au cours de l'exposition, on intercalait subtilement des remarques légionnaires, comme une réflexion naturelle, imposée par l'ensemble de l'exposé. Ainsi, en parlant de la *"nouvelle génération"*, il était impossible de ne pas faire allusion au Mouvement Légionnaire, celui-ci étant l'héritier et l'interprète permanent des grandes aspirations de notre peuple.

Les résultats obtenus par ces conférences ont été sensationnels. Les vieux préjugés, inculqués par la presse partisane, et par le prisme desquels on jugeait d'habitude la Légion, fondaient comme neige au soleil devant les arguments et la foi des orateurs. Toute la mentalité figée des provinces tournait en faveur du Mouvement Légionnaire, ainsi que l'avait prévu le Capitaine.

L'auteur de ce livre a pu apprécier personnellement les effets de cette tactique dans la province de Banat, où il avait la responsabilité du groupe légionnaire de la localité de Lugoj. Dans cette ville trois conférences ont été organisées pour Ion Mota, Nae Ionesco et Radu Gyr, à des intervalles assez espacés.

Ion Mota, venu à la fin de l'année 1934, a parlé sans faire la moindre allusion au Mouvement; les temps ne s'y prêtaient pas. Mais il était légionnaire et tout le monde le savait. Sa présence et sa parole ont créé une auréole de sympathie autour de la Légion, l'arrachant du ghetto où les partis voulaient la confiner.

Quelques mois plus tard, en 1935, la grande figure du professeur Nae Ionesco a fait son apparition. La glace était déjà rompue. Il s'est donc permis d'être un peu plus explicite et de toucher certains points impossibles à aborder un an avant.

Enfin, en 1936, arrive Radu Gyr, le poète, avec sa verve et son lyrisme. Il n'a plus trouvé aucune réticence. Il a parlé ouvertement du mouvement nationaliste, car il sentait le public préparé spirituellement. L'enthousiasme soulevé par sa conférence fut tel que legionnaires et sympathisants, passant outre aux consignes données, se sont mis en colonnes de marche et ont fait une imposante manifestation. Toute la ville a résonné des chansons légionnaires.

Les résultats de ces conférences se sont réflétés dans le nombre des adhésions qui ont suivi. Prêtres, professeurs, instituteurs, avocats, ingénieurs, fonctionnaires et ouvriers sont venus en masse grossir nos rangs, pulvérisant la calomnie courante, selon laquelle on ne trouve dans la Légion que la *"racaille"* de la société.

12) L'HOMME CORRECT.

Après l'ouragan de 1933-1934, Corneliu Codreanu eut l'immense satisfaction de constater que les légionnaires avaient subi avec succès l'examen des combats et des prisons. Au cours de ces épreuves, s'était cristallisé l'homme de foi, l'homme vaillant, l'homme de sacrifice, l'homme qui ne craint pas la souffrance, les tortures et la mort. Le comportement dans les camps de travail avait prouvé que les légionnaires avaient compris le sens constructif du travail et que la Roumanie ne pouvait être restaurée que par un effort collectif et discipliné.

Et pourtant, le Capitaine n'était pas satisfait. Il constatait encore des failles dans l'éducation légionnaire. Car, dans sa conception, être légionnaire, signifiait réaliser une harmonie des qualités, et non pas un simple développement unilatéral, si parfait fût-il.

Après la reprise des activités du Mouvement, au début de 1935, ce qui le préoccupa le plus, dans l'éducation du légionnaire, fut la création de la notion de *"l'homme correct"*. Il avait constaté avec douleur que, pour la plupart des légionnaires, encore imbus de la mentalité ancienne, la notion de correction n'était pas suffisamment claire. Ce qu'entendait Corneliu Codreanu par *"correction"* ne se limitait pas à ces questions, généralement connues sous le nom de *"comportement honnête"*, comme l'honnêteté dans la gestion des deniers d'autrui, publics ou privés. Sa notion avait un contenu beaucoup plus ample. *"L'homme correct"* était celui en qui l'apparence et la réalité, l'extérieur des manifestations et l'intérieur des motifs tendaient à se confondre. N'était pas incorrect le légionnaire qui déclarait ses forces insuffisantes pour réaliser un travail qui lui était demandé par ses chefs. Était incorrect le légionnaire qui prenait certains engagements et puis, ne les tenait pas. Était incorrect le légionnaire qui se déclarait plus vaillant qu'il ne l'était en réalité et qui, au moment du combat, s'esquivait ou désertait. Était incorrect le légionnaire qui faisait excès de loyauté à l'égard du chef pour, ensuite, dans une situation difficile, le renier. Était incorrect le légionnaire qui allait à l'Eglise et se prosternait pour suivre extérieurement la spiritualité chrétienne du Mouvement, mais qui, dans son for intérieur, était athée. En matière de gestion des deniers publics, il ne suffisait que le légionnaire ne s'appropriât pas cet argent par des moyens frauduleux; il fallait aussi que le légionnaire veille pour que cet argent ne soit pas pillé par d'autres, ou mal employé. La négligeance en matière de deniers publics était considéré une incorrection.

Voici comment Corneliu Codreanu décrivait *"l'homme correct"*:

> "Nous avons créé jusqu'ici l'homme de foi, l'homme vaillant, l'homme de sacrifice. Maintenant, nous avons besoin de l'homme correct.

"Correct à tous les points de vue: en rapport avec lui-même, en rapport avec le monde extérieur (bonne attitude, bonne foi, respect, etc.), à l'égard de l'organisation, à l'égard des camarades, à l'égard de ses chefs, à l'égard du pays, à l'égard de Dieu.

"Il existe au monde l'homme rusé, l'homme entremetteur, l'homme de rien, l'homme roué, l'homme canaille.

"Brûlez, dans le feu le plus vif, le souvenir de ces hommes.

"Un légionnaire ne peut être comme eux. Il doit porter le sceau de l'homme correct.

"Les légionnaires doivent se comporter de telle manière, qu'être correct comme un légionnaire, devienne une formule courante."

(Circulaire destinée aux légionnaires du "Camp d'Arnota", le 20 juillet 1936.)

Et il précisait ailleurs:

"Etre incorrect ne signifie pas essentiellement être un voleur. Cela signifie aussi: l'insuffisance de soin, d'ordre, le manque de scrupules, de sévérité, touchant l'argent qui ne vous appartient pas.

"Nous ne pouvons prétendre à gouverner, à critiquer et à flétrir les politiciens incorrects, si nous ne sommes pas nous-mêmes corrects."

(Circulaire lors du renouvellement des cadres, le 12 novembre 1936.)

Dans toutes les Circulaires publiées à cette époque, le Capitaine mettait l'accent sur l'"*homme correct*". Il sentait que, sans la création de cet "*homme correct*", on ne pouvait réaliser la grande révolution spirituelle. Bien des malheurs dans la vie des nations sont dûs au fait que les hommes tendent à paraître meilleurs et plus grands qu'ils ne sont en réalité. Ils assument des obligations qui outrepassent leurs forces, poussés par des ambitions frivoles. Le Capitaine demandait aux légionnaires de ne pas assumer de fausses apparences, de ne pas prendre de "*poses légionnaires*", de ne pas se montrer plus grands que nature. Rester "*eux-mêmes*", avec, leurs défauts, leurs limitations et leurs possibilités. Il leur demandait, en d'autres termes, "*d'avoir du caractère*". Qu'ils fixent eux-mêmes les limites de leur sacrifice, mais une fois un engagement pris en toute lucidité d'esprit, que la parole soit tenue. Il préférait un sacrifice modeste, mais fait consciencieusement et avec amour. Un balayeur de rues, qui exécute son travail avec conscience, est bien plus digne d'admiration qu'un haut fonctionnaire paresseux, négligent ou incapable.

13) UNE NOUVELLE CONCEPTION DU CHÂTIMENT.

Dans le domaine de l'éducation, Corneliu Codreanu n'était pas un théoricien abstrait ou stérile. Il ne montrait pas seulement où se trouve le bien, le recommandant aux autres. Il était aussi un pédagogue. Les principes établis étaient aussitôt appliqués dans le cadre de l'organisation qu'il dirigeait.

Souvent la préoccupation éducative prenait chez lui une voie inverse: de l'action aux principes, des actes accomplis à la conception de vie légionnaire. Comme chef du Mouvement, il était informé d'une série de faits du monde légionnaire, bons ou mauvais. Il ne perdait jamais l'occasion de mettre en évidence leur valeur éducative. La plupart de ces observations, étant verbales, se sont perdues. Certaines d'entre elles cependant se trouvent consignées dans ses Circulaires.

Les observations à caractère éducatif de Corneliu Codreanu se réduisent d'habitude à quelques lignes, mais leur concision ne diminue en rien leur importance. En elles se réflète toute la pensée du Capitaine, comme le ciel se réflète dans une goutte de rosée.

Le refus d'un légionnaire d'exécuter le châtiment que lui avait été appliqué par le "*Conseil Légionnaire de Jugement*", offrit à Corneliu Codreanu l'occasion de préciser le sens du châtiment dans la doctrine légionnaire. Il apportait des idées neuves qui ennoblissent la conception du châtiment. Tous les hommes, explique-t-il, fuient le châtiment, le considèrent comme infamant, comme quelque chose qui diminue leur parsonnalité. En contradiction avec cette mentalité, Corneliu Codreanu découvre le côté constructif du châtiment, son sens créateur, tant pour l'individu que pour la société. Il transforme le châtiment en un facteur de réalisation de "*l'homme nouveau*".

> "Je veux faire connaître à tous les légionnaires, par cette Circulaire, que lorsqu-ils commettent une faute ou qu'ils s'écartent de la voie légionnaire, ils doivent reconnaître leur faute et la payer par le châtiment. Le légionnaire devra dire: — J'ai failli, mais j'ai payé. Je ne dois donc rien à personne.
>
> "En second lieu, je voudrais faire disparaître, de la mentalité des légionnaires, la conception que payer par le châtiment un mal que l'on a commis, est quelque chose de honteux. Non! C'est quelque chose de saint, parce que cela porte remède à une injustice commise, et rétablit un équilibre qui a été supprimé."
>
> "Personne n'est perdu parce qu'il reçoit une punition; nous sommes tous perdus, lorsque nous fermons les yeux devant les fautes des légionnaires, lorsque nous brisons notre ligne de vie

légionnaire, nos propres lois, en vertu desquelles nous vivons comme légionnaires en ce monde."

(Circulaire au sujet du châtiment légionnaire.)

Dans la conception de Corneliu Codreanu donc, le châtiment constitue un instrument pédagogique d'une haute valeur éducative, qui doit être utilisé au maximum par le chef. Les effets éducatifs du châtiment sont les suivants:

— Il libère l'individu d'un fardeau spirituel. Se sentant coupable à l'égard du Mouvement, il ne peut plus agir avec la pureté d'antan. Une fois la punition accomplie, il revient à l'état de pureté à l'égard de l'organisation.

— Il ne frustre pas la conscience des autres camarades. Une fois la faute payée, l'ancien coupable ne doit plus rien à personne. Il revient au combat, avec des droits égaux. Personne ne peut rien lui imputer, car il a payé sa faute.

— Dans l'ordre moral, recevoir un châtiment équivaut à la réparation d'un mal commis.

— Une organisation, qui couvre les fautes de ses membres, est perdue, car elle vit en vertu de certaines lois. Si ces lois sont violées, aujourd'hui par l'un, demain par l'autre, sans que la direction réagisse, alors l'organisation se perd ou se transforme en autre chose, en une association d'intérêts et d'intéressés.

Le châtiment sauve l'originalité politique et spirituelle du Mouvement, de même qu'il sauve la personnalité du légionnaire qui s'y est soumis.

14) LES MACHINATIONS DU PALAIS.

Celui qui passerait en revue les riches réalisations du Mouvement pendant l'année 1935 — reconstitution et expansion de l'organisation, efflorescence doctrinaire, etc. — s'imaginerait que les légionnaires avaient été laissés en paix par le Gouvernement, afin de poursuivre leur chemin sans obstacles, et que c'est seulement grâce à la liberté dont ils jouissaient, qu'ils pouvaient s'affirmer avec tant de vigueur.

Rien de plus faux. La persécution avait faibli, c'est vrai, elle avait perdu son caractère féroce de l'hiver 1933-34, mais elle n'avait pas cessé un seul instant. Chaque pas en avant fait par les légionnaires, était payé par d'innombrables souffrances: insultes, menaces, arrestations, tortures et procès. Particulièrement les procès, les interminables procès... On ne peut même pas en garder le détail, tant ils sont nombreux. Il n'y a pas un Tribunal dans le pays qui n'ait eu à juger de tels procès. Cependant, dans

toutes les sentences rendues, les légionnaires ont été régulièrement acquittés. La Justice du pays était digne; elle se refusait à se laisser transformer en instrument du pouvoir exécutif. Toutes les sentences d'acquittement des légionnaires se convertissaient en autant de sentences de condamnation des illégalités gouvernementales.

Pour quels motifs les légionnaires étaient-ils arrêtés et traînés devant les tribunaux? — Pour une simple médaille représentant l'Archange Michel (leur patron) portée à la boutonnière; pour une chanson patriotique ou légionnaire chantée en groupe; pour être entrés dans les villages en formation de marche; pour avoir constitué des "*nids*"; pour avoir répandu des manifestes du parti "*Tout pour le Pays*"; et tant d'autres chefs d'accusation tout aussi mesquins, absurdes ou illégaux. En somme, tout effort d'affirmation du nouveau parti constituait, pour le Gouvernement, un acte d'accusation contre ses membres.

La jeunesse légionnaire était obligée de fournir un double sacrifice: combattre pour le Mouvement; et payer, en même temps, son tribut de souffrance à des gouvernants pleins de haine. Mais, quoique engagé dans un combat sur deux fronts, rien ne put résister à son élan. Toutes les digues élevées par le Gouvernement pour freiner la vie nouvelle s'écroulaient les unes après les autres. Les lois les plus sévères s'effondrèrent, les gouvernants se fatiguèrent de porter tant de coups aux légionnaires et, finalement, les autorités mêmes commencèrent à sentir l'attraction du phénomène.

En un seul endroit, la vigilance ne faiblissait pas: au Palais Royal. Acharnée, la camarilla ourdissait de nouveaux plans pour l'anéantissement du Mouvement Légionnaire. L'attaque de front avait échoué avec la mort de Duca et la perte du procès intenté à la Garde de Fer; les tentatives pour assassiner Codreanu par le revolver ou le poison avaient échoué également. Leur auteur direct, Stelesco, fut obligé, par les mêmes cercles, d'entreprendre une nouvelle campagne de diffamation contre le Chef de la Légion. Son effet fut minime. Les adhérents de Stelesco pouvaient se compter sur les doigts de la main. Les partis se trouvaient désorientés.

Que faire? Seule la camarilla, infatigable, était capable d'inventer sans arrêt des conspirations pour liquider le Mouvement. N'avait-elle pas à sa disposition toute la force de l'État et toutes ses ressources économiques? Le Roi n'était-il pas un instrument docile entre les mains d'Hélène Lupesco? Et, dans les rangs des partis, ne pouvait-on pas trouver suffisamment d'individus sans caractère, disposés à commettre les actions les plus basses en échange d'une participation au pouvoir ou d'une rémunération substantielle? Rien n'était donc perdu!

Dans le nouveau plan imaginé par la camarilla, on renonçait à l'attaque de front et on commençait à tramer une vaste manoeuvre d'encerclement du Mouvement; l'originalité de ce plan consistait dans le fait qu'il devait être exécuté avec l'aide des partis d'opposition.

Ainsi que nous l'avons montré en temps opportun, pendant la persécution de 1933-34, les partis politiques d'opposition s'étaient montrés bienveillants à l'égard du Mouvement. Les chefs de ces Partis avaient déposé au procès en faveur des membres de la Garde de Fer.

Après l'issue victorieuse du procès, les partis d'opposition et la Légion avaient maintenu de bons rapports, mais avec un substratum différent: chaque parti espérait attirer le Mouvement dans son orbite, tant dans l'espoir d'une récompense pour les services rendus pendant la persécution, que comme une promesse faite aux légionnaires d'une plus facile ascension au pouvoir. En voulant accaparer le Mouvement, ils cherchaient à régénérer leurs cadres anémiés et vieillis, avec le sang vigoureux de la jeunesse légionnaire. Chaque parti songeait à une sorte de fusion avec le Mouvement, mais dans des conditions telles que les anciens cadres de leur parti prédomineraient.

Corneliu Codreanu, bien que reconnaissant envers ces partis pour l'aide apportée pendant la persécution, ne pouvait admettre cette fin lamentable de la Légion, pour laquelle s'étaient déjà sacrifiés Virgil Teodoresco et Sterie Ciumetti. A mesure que les partis politiques s'étaient convaincus que Corneliu Codreanu n'était pas disposé à une fusion, leurs rapports avec le Mouvement s'étaient refroidis. Ce jeu dura plusieurs années. Situons-le pendant les années 1934-1936. Pendant ce laps de temps, tantôt l'un, tantôt l'autre des partis d'opposition ont tenté d'attirer la jeunesse légionnaire dans leurs sphères d'influence. A la fin, tous se sont convaincus de l'impossibilité de transformer la Légion en un instrument de leurs ambitions.

La camarilla avait rapidement compris quels avantages elle pourrait tirer d'une fusion du Mouvement avec l'un des partis d'opposition; car, si le Mouvement était absorbé par l'un de ces partis, celui-ci, à son tour, pourrait plus facilement être manoeuvré par le Palais. C'est pourquoi, pendant toute cette période, les tendances de rapprochement avec l'un quelconque des partis d'opposition furent encouragées par la camarilla. Si un parti échouait dans ses efforts de rapprochement et ne parvenait pas à endormir la vigilance du Chef de la Légion, un autre parti était préparé par le Palais pour solliciter la collaboration du Mouvement. Ces manoeuvres, si bien calculées, varièrent, mais le but resta le même: capter le Mouvement Légionnaire par un parti de tendance nationaliste qui, à son tour, serait contrôlé directement par le Palais.

Tour à tour, les projets les plus fantastiques furent tentés: des offres directes furent faites à Corneliu Codreanu de fusionner avec un autre parti; on tenta de rompre l'unité du Mouvement en achetant certains chefs légionnaires; on essaya d'isoler Corneliu Codreanu de la masse des légionnaires, etc. Dans le cadre de ce plan, la camarilla, dirigée par Hélène Lupesco, encouragea et finança des formations politiques et des journaux antisémites, dans l'intention de tromper les nouvelles générations.

La camarilla avait des projets à longue échéance et son objectif final était l'instauration d'un régime de dictature, sous la conduite directe du Roi. Pour atteindre ce but, il fallait au préalable pulvériser toutes les forces politiques existantes, tant les partis traditionnels de gouvernement que le Mouvement Légionnaire. Les deux actions se combinaient parfaitement, parce qu'un régime totalement dominé par le Palais supposait la destruction préalable de toute opposition, quelle que soit sa tendance.

15) LES PARTIS D'OPPOSITION ET LE MOUVEMENT.

Entre 1933-1937, le pays fut gouverné par le Parti Libéral. A cette époque l'opposition était composée par les partis et les formations politiques suivants:

"*Le Parti National-Paysan*", sous la direction de Jules Maniu.

"*Le Front Roumain*", groupement politique détaché, en 1935, du précédent, sous la direction du Dr. Vaida Voevod.

"*Le Parti du Peuple*", sous la direction du Maréchal Averesco.

"*Le Parti National-Agraire*", détaché du précédent, en 1934, sous la direction d'Octavian Goga.

"*Le Parti Libéral dissident*" (surnommé "*géorgiste*"), dirigé par le professeur Georges Bratianu.

"*Le Parti Paysan*", du Docteur Nicole Lupu — autre dissidence du Parti National-Paysan.

"*Le Parti Radical-Paysan*", dirigé par Grigore Iunian — troisième dissidence du Parti National-Paysan.

"*Le Parti Agraire*", conduit par Constantin Argetoianu.

"*Le Parti National-Démocrate*", du professeur Nicolae Iorga.

"*La Ligue de Défense Nationale-Chrétienne*", du professeur Cuza,

"*Le Parti TOUT POUR LE PAYS*" (le Mouvement Légionnaire) sous la direction du Général Cantacuzène.

Les partis d'opposition les plus importants étaient deux: le Parti National-Paysan, dirigé par Jules Maniu, et le Parti "Tout pour le Pays". Les autres groupes ne représentaient que des formations politiques mineures et instables. Ils manquaient de base populaire et n'existaient guère que par la personnalité de leurs chefs. Les différences de programme politique comptaient fort peu dans les relations entre ces groupements. Leurs partisans étaient prêts à abandonner à tout moment leurs drapeaux et leurs chefs, si une occasion d'arriver au pouvoir leur était offerte.

C'est dans ce milieu nébuleux et instable de l'opposition, que la camarilla a étendu ses tentacules. L'élément sur lequel elle comptait pour les attirer était d'exciter leur appétit de pouvoir. Tous ces groupements flottants

avaient un dénominateur commun: ils haïssaient le vieux Parti Libéral, ils haïssaient le Gouvernement, et, particulièrement, le chef de celui-ci: Georges Tatarasco, qu'ils considéraient comme un parvenu et un usurpateur.

Le Roi, à son tour, savait spéculer avec beaucoup d'habileté sur les ressentiments des chefs de partis mineurs. A tous ceux qui se présentaient devant lui pour demander le changement du Gouvernement, il tenait un langage ambigu, laissant entendre qu' "il était lui-même d'accord avec leur point de vue; mais qu'il n'avait pour le moment personne pour le remplacer. Ah! s'il pouvait trouver des hommes disposés à collaborer loyalement avec la Couronne, le changement aurait lieu dès le lendemain. Bien entendu, ne pouvaient entrer dans la combinaison le Parti National-Paysan, tant qu'il serait dirigé par Jules Maniu, l'adversaire implacable de la Couronne, ni la Garde de Fer. La jeunesse légionnaire était excellente, mais sous sa direction actuelle, elle était inutilisable. Si cette jeunesse pouvait militer dans une autre organisation politique, alors, évidemment, on pourrait prendre en considération sa participation au Gouvernement."

Conformément aux indications suggérées par le Roi, ne restaient donc disponibles, pour prendre la succession de Tatarasco, que les petits partis. Mais ceux-ci étaient trop faibles pour pouvoir aspirer isolément au Gouvernement. C'est pourquoi le Roi les incitait à amplifier leur base électorale, soit en entraînant des partisans des vieux partis, soit en captant la jeunesse de la Garde de Fer. Il se montrait très intéressé à une combinaison entre l'un de ces partis et la Garde de Fer. Une fois celle-ci domptée par sa fusion avec l'un de ces partis mineurs, le Roi, n'aurait plus rencontré aucune opposition à son plan de devenir le maître absolu du pays.

Par la suite, nous verrons comment ont évolué les rapports entre le Mouvement et les petits partis d'opposition, comment leur désir de capter la jeunesse légionnaire s'est heurté à l'intransigeance du Capitaine, et comment, jusqu'à la fin, cet espoir étant frustré, ils sont eux-mêmes entrés en conflit avec le Mouvement.

A la suite de la défaite subie au printemps de 1934, défaite qu'il attribuait à juste titre à l'intervention d'Hélène Lupesco, le Maréchal Averesco, chef du Parti du Peuple, devint un ennemi implacable de la camarilla, ce qu'il exprima publiquement dans une série d'articles parus dans l'organe officieux du parti: "INDREPTAREA" (Le Redressement).

Ce que le vieux Maréchal ne put empêcher, cependant, ce fut l'infiltration d'éléments de la camarilla dans les cadres dirigeants de son propre parti. L'homme de confiance de la camarilla auprès du Maréchal Averesco était le Général Radesco, celui qui, après l'occupation du pays par les Soviets, a joué un rôle connu.

Le général Radesco réussit à convaincre le Maréchal que Corneliu Codreanu n'était qu'un opportuniste de la pire espèce, qu'il avait été sauvé de la mort par Hélène Lupesco et que, pour le moment, il était utilisé par

le Palais comme pion dans la lutte pour la destruction des partis. D'après lui, le représentant authentique de la jeunesse nationaliste devait être Stelesco qui, s'étant séparé de Codreanu, avait démasqué publiquement la duplicité de son ancien chef. L'intrigue réussit et, à partir de ce moment, le Maréchal se tourna vers Stelesco, tandis qu'il manifestait à Codreanu le même mépris qu'à la camarilla.

Le général Radesco joua parfaitement le rôle indiqué par les forces occultes. Soutenu par d'autres conseillers mêlés à la même affaire, Radesco suggéra au Maréchal de recourir à Michel Stelesco pour détacher de Codreanu la jeunesse nationaliste et de l'attirer ensuite de son côté. De cette façon, les cadres du parti seraient rajeunis, la popularité du Maréchal augmentée, et le *"Parti du Peuple"* redeviendrait un facteur décisif dans la vie du pays. Cette offre paraissait d'autant plus intéressante au Maréchal qu'elle venait après le départ d'Octavian Goga. Octavian Goga, son premier lieutenant, avait quitté le parti, avec un grand nombre de cadres, fondant le *Parti National-Agraire*.

Les relations inadmissibles entre une grande figure nationale, comme le Maréchal Averesco, et un déchet moral de la catégorie de Stelesco, déterminèrent Ion Mota à écrire, au printemps de 1935, une *"Lettre ouverte"* au Maréchal, qui fut ensuite affichée par les légionnaires sur les murs de la Capitale. Se référant à la campagne de calomnies, à laquelle se prêtait le *Parti du Peuple,* lié à Stelesco, Mota attirait l'attention du Maréchal sur le fait que son passé et ses hauts faits d'armes ne lui permettaient pas de briser l'oeuvre que lui-même avait créée et de devenir, dans sa vieillesse, le fossoyeur de la Grande Roumanie. En s'associant aux ennemis du Mouvement Légionnaire, le Maréchal s'associait, en réalité, à ceux qui cherchaient à miner l'avenir de cette nation. Or, cette voie était interdite à tous, et surtout à ceux qui avaient gagné des mérites impérissables dans la création de l'État roumain...

Cette lettre eut un effet bienfaisan, surtout parmi les légionnaires, qui ne savaient que penser de l'association du Maréchal avec Stelesco. Les relations entre le Maréchal Averesco et la Garde de Fer se durcirent encore plus après cette lettre. Le Maréchal continua à appuyer l'aventure de Stelesco et cette attitude conduisit à la rupture avec le Mouvement.

Pour sortir de son isolement, après la défection de Goga, et pour renforcer sa position politique, le Maréchal Averesco s'allia au *Parti Libéral dissident* de Georges Bratianu. Sans fusionner, les deux partis prirent la décision de former un front commun aux élections et de se soutenir en toutes occasions. La camarilla, qui avait également des hommes de confiance dans le parti libéral dissident, réussit à convaincre Georges Bratianu d'adopter, à l'égard du Mouvement, la même attitude que le Maréchal Averesco. Les deux chefs tombèrent d'accord, en 1935, pour appuyer Michel Stelesco contre Corneliu Codreanu. Ils considéraient Stelesco comme un authenti-

que représentant de la nouvelle génération et l'invitèrent à participer aux manifestations communes des deux partis.

A cause de la collaboration avec Stelesco, les relations entre le Mouvement Légionnaire et les deux partis, excellentes pendant les années 1933--1934, commencèrent à se refroidir vers la fin de 1934; la tension augmenta au printemps de 1935, pour arriver à un conflit déclaré à l'automne de cette même année. La rupture fut provoquée par le fait qu'à une réunion commune des deux partis, leur direction admit que Stelesco fasse une sorte de déclaration d'adhésion de son groupement au front averescano-géorgiste. Le Capitaine fut outré d'une telle perfidie. Au risque de s'isoler politiquement, il lança une Circulaire, annonçant que les rapports entre le parti "*Tout pour le Pays*" et les deux groupements étaient rompus:

> "Comme vous le savez, nous avons tous éprouvé, jusqu'à présent, de bons sentiments, de l'amitié même, à l'égard des actions de M. Georges Bratianu et du Maréchal Averesco.
>
> "Ces sentiments, nous les avons manifestés, tant pendant les élections de 1933, qu'en d'autres occasions, sans rien demander en échange, en dehors d'une élémentaire bienséance.
>
> "Depuis un an environ, circulent, parmi les membres de ces organisations, une série de calomnies anonymes, souvent tapées à la machine, et reproduites à des centaines d'exemplaires, dans lesquelles nous, les légionnaires, avec notre passé de luttes, avec notre fierté, sommes continuellement souillés et réduits à la condition de valets de la Lupesco et de la "*Force Occulte*", avec qui tout contact est un déshonneur.
>
> "Hier, lors d'une réunion à Bucarest de ce Front averescano-géorgiste, on a admis qu'une ordure morale (Stelesco) lise une déclaration d'adhésion.
>
> "Nous avons compris que, de ce fait, tous les ponts sont rompus entre nous. A partir de maintenant, si peu nombreux que nous soyons:
>
> I. Tout rapport, de quelque nature qu'il soit, avec ces organisations, est exclu.
>
> II. Les relations personnelles des légionnaires avec n'importe quel membre de ces organisations sont rompues.
>
> "Nous ne tendons notre main légionnaire qu'à ceux dont les actes prouvent qu'ils savent ce que signifie l'honneur et qui se maintiennent sur sa ligne."
>
> (Circulaire du 30 Septembre 1935.)

La camarilla avait donc réussi à rompre le front des amitiés politiques du Mouvement. Deux partis qui, par leurs conceptions politiques et

le patriotisme de leurs chefs, étaient destinés moralement à lutter conjointement avec la Légion contre les influences néfastes des forces internationales qui voulaient continuer à dominer la Roumanie, furent manoeuvrés de telle façon par ces mêmes Groupes, qu'ils en arrivèrent à considérer Corneliu Codreanu — l'ennemi n.º 1 de la Force Occulte — comme son protégé et leur ennemi!...

Un autre chef de parti, intéressé à capter la jeunesse légionnaire, était Octavian Goga.

Le chef du *Parti National-Agraire* avait émergé, à l'aide du Mouvement Légionnaire, lors de la persécution; il avait été l'un des rares leaders politiques qui, de la tribune de la Chambre, avait stigmatisé les abus et les crimes du Gouvernement. Il est apparu ensuite, au procès, en qualité de témoin de la défense, faisant une brillante déposition en faveur des chefs de la Garde de Fer. Il nourrissait l'espoir qu'à la suite de ces gestes d'amitié, Corneliu Codreanu s'attacherait, avec toute la jeunesse légionnaire, à son groupement politique.

Bien sûr, le Capitaine gardait, dans son coeur, la plus grande reconnaissance pour l'appui prêté par Goga au Mouvement, en ces moments difficiles; mais, comme dans d'autres cas similaires, il ne pouvait pousser sa reconnaissance jusqu'au point de se suicider politiquement. C'est pourtant ce qu'aurait signifié sa fusion avec le Parti National-Agraire de Goga. Celui-ci ne disposait pas d'une formation politique capable de mener à bien les idéaux du nationalisme roumain. A côté d'éléments d'une réelle valeur, existaient, jusque dans la direction du parti, une série de personnages douteux. Le parti ne disposait pas d'une équipe centrale homogène, consciente de sa mission nationale.

Outre cette faiblesse, Goga voulait ménager Hélène Lupesco pour ne pas fâcher le Roi, de qui il avait tout à attendre pour sa carrière politique. Il voulait arriver au pouvoir à tout prix; mais le pouvoir ne pouvait être obtenu que du Roi, et celui-ci éliminait systématiquement tous ceux qui s'opposaient à la camarilla. Confier le sort de la Légion à Octavian Goga, c'était pour le Capitaine un gros risque à courir, car il ne pouvait avoir la certitude que les idéaux pour lesquels tant de jeunes gens avaient combattu et étaient morts pourraient être atteints dans la vie publique de la Roumanie. Ce n'est pas par ambition que Corneliu Codreanu s'opposait à la fusion avec d'autres groupements plus ou moins nationalistes, mais parce qu'il craignait que son acte ne desservît les intérêts nationaux. Le Mouvement Légionnaire, seule organisation non contrôlée par les forces occultes, risquait de disparaître dans le tumulte politique des partis.

Voyant que le Mouvement n'était pas disposé à se joindre à lui, Goga se tourna vers la "*Ligue*" du professeur Cuza, ou plutôt vers ce qui subsistait de la puissante organisation d'antan. Les négociations furent

couronnées de succès. Les deux partis fusionnèrent sous la dénomination de *"Parti National-Chrétien"*. Goga fut élu chef du nouveau parti.

La camarilla encouragea la fusion. Son calcul était simple: le nouveau parti ne pouvait en aucune façon représenter un danger, ni pour la camarilla, ni pour la minorité juive. Son programme antisémite (héritage cuziste), très virulent sur le papier, pouvait n'importe quand être dilué, freiné ou même complètement annulé, dans l'éventualité d'un gouvernement de ce parti. En échange, les avantages de la fusion étaient considérables pour les intérêts de la camarilla: l'agitation antisémite, déclanchée par le nouveau parti dans le pays, se retournerait contre le Mouvement, diminuant sa popularité.

Or, cette perte de vitesse du Mouvement était essentielle pour ses plans. La Garde de Fer était un adversaire autrement redoutable et redouté par la camarilla que le Parti National-Chrétien, quoique son programme antisémite fût beaucoup plus modéré que celui du professeur Cuza, que Goga s'était approprié. L'utilité immédiate d'un pareil groupement était d'un autre ordre. Le Mouvement Légionnaire ne pouvait être manoeuvré, ni directement, no indirectement, tandis que le parti récemment créé se soumettait docilement aux consignes du Palais.

Après la fusion, le nouveau parti se lança dans la politique du pays avec la tendance visible de porter le coup de grâce au Mouvement. Sa propagande prenait des allures extravagantes. Sa jeunesse se manifestait bruyamment, portant des chemises bleues avec banderole à swastika. Ils faisaient de la démagogie antisémite pour attirer sur eux l'attention des foules. Les autorités ne leur créaient guère de difficultés, comme si leur propagande ne les incommodait pas. Pendant le même temps, les légionnaires continuaient à encaisser coups sur coups, à être soumis aux mêmes restrictions quant à leur propagande et aux mêmes représailles violentes qu'avant.

Ces manifestations antisémites ne donnèrent pas les résultats désirés et ne transformèrent pas le Parti National-Chrétien en un parti de masses. Sa popularité ne s'était pas multipliée par la fusion, elle était restée exactement ce qu'elle était à l'origine: une simple addition de cadres et de masse électorale. La confusion provoquée dans l'opinion publique par ces éclats bruyants et en apparence courageux dans la question juive, fut de courte durée. Il y avait trop de superficiel dans cet étalage de forces mal dirigées...

Un autre prétendant à la main de la Légion était Vaida Voevod. L'ancien Président de Conseil s'était éloigné de Jules Maniu et, au printemps de 1935, il avait posé lui aussi les bases d'une nouvelle formation politique, dénommée le *"Front Roumain"*.

L'apparition du nouveau parti provoqua une énorme sensation. Vaida Voevod avait quitté non seulement le Parti National-Paysan, mais aussi sa ligne de conduite; de la démocratie cosmopolite qui l'avait carac-

térisé jusque là, il venait de faire un saut jusqu'au front des partis de droite. Le programme du parti, concentré dans la formule: "*numerus valachicus*", n'était en réalité que la reprise de l'ancien voeu des étudiants du mouvement de 1922, le "*numerus clausus*", dans une version mitigée. Vaida Voevod demandait que la proportion ethnique soit introduite dans les écoles supérieures et dans les professions libérales. Il n'aimait pas l'expression "*numerus clausus*", à cause de ses réminiscences antisémites, mais au fond, avec le "*numerus valachicus*" il reprenait le même objectif.

Le Mouvement Légionnaire salua avec joie l'adhésion de Vaida Voevod à la doctrine du nationalisme. Ion Mota écrivit à cette occasion un article élogieux pour le vieux combattant transylvain, lui souhaitant la bienvenue dans les rangs de ceux qui luttaient depuis 1922 pour rétablir le peuple roumain dans ses droits historiques:

> "Voici pourquoi, plus que n'importe qui, nous nous sommes sentis profondément réconfortés, nous avons senti une joie qui était comme un baume sur nos vieilles blessures, quand nous avons vu M. Vaida Voevod rejoindre nos positions douloureuses et sanglantes, courbé lui aussi sous le poids des douleurs du roumanisme persécuté. Douleurs, dont il a chargé le poids sur ses épaules comme l'a fait notre jeunesse haïe et honnie, à la manière dont ce même Vaida Voevod a supporté jadis, avec succès, d'autres responsabilités roumaines."
> ("CUVÂNTUL STUDENTESC" — La parole de l'étudiant — 20 Mars 1935.)

Vaida Voevod avait été antisémite dans sa jeunesse. Étudiant à Vienne, il avait connu le fameux maire de la capitale des Habsbourgs, le Dr. Lueger, et avait milité dans son mouvement antisémite. S'étant engagé ensuite totalement dans la lutte d'émancipation politique des Roumains de Transylvanie, il avait perdu le contact avec les cercles antisémites de sa jeunesse.

Dans la Grande Roumanie, comme Ministre de l'Intérieur pendant les années 1928-1930, et ensuite comme Président du Conseil entre 1932-33, il avait dû affronter les problèmes soulevés dans la politique du pays par l'apparition du Mouvement Légionnaire. Son attitude à l'égard de la Légion fut inégale. Certaines fois, il respecta les lois du pays; d'autres fois, il les foula aux pieds, suivant l'exemple de tous les partis et de tous les gouvernements.

Vaida Voevod sympathisait, au fond de son coeur, avec la jeunesse de la Garde de Fer, revivant dans ses manifestations sa propre jeunesse agitée. Tant que ces sentiments et ces souvenirs prédominèrent dans sa conscience, il laissa au Mouvement la liberté relative de s'affirmer, mais

quand les pressions qui s'exerçaient sur lui, provenant, soit du Palais, soit des rangs de son propre parti, furent trop fortes, il s'inclina dans leur direction. Pendant toute sa vie politique, il oscilla entre ces extrêmes. Quand il fut *"rappelé à l'ordre"*, il oublia son passé nationaliste et sa sympathie pour la jeunesse nationaliste et laissa aux gendarmes les mains libres pour se ruer sur les légionnaires. La sauvage agression de la digue de Visani eut lieu pendant que Vaida Voevod était Premier Ministre.

Nous pouvons imaginer quelle émotion et quelle joie put provoquer parmi les légionnaires la nouvelle que Vaida Voevod avait renoncé à sa politique de duplicité et qu'il s'était décidé à militer clairement aux côtés des partis nationalistes. Cependant, dans le même article, Ion Mota, quoique beaucoup plus jeune que Vaida, se permettait d'alerter le vieux politicien transylain au sujet des difficultés et des dangers liés à sa nouvelle attitude. Le Mouvement Légionnaire, avec sa longue expérience de la lutte nationaliste, se disait prêt à lui servir de guide et à lui accorder son aide.

Alexandre Vaida Voevod commença à organiser le *"Front Roumain"* d'abord en province et ensuite, comme couronnement de ses efforts, il débarqua dans la Capitale. Lors de la réception de Vaida à la gare, aussi bien que sur le parcours vers le siège du parti, les légionnaires participèrent en grand nombre. Vêtus de la chemise verte, marchant par colonnes et chantant des chansons patriotiques, ils le conduisirent en triomphe dans les rues de la Capitale. C'est ainsi que le Capitaine entendait honorer le retour de ce vénérable personnage de Transylvanie sur la voie du mouvement nationaliste.

Une grande multitude salua l'ancien Président du Conseil avec un enthousiasme indescriptible. Nombreux étaient ceux qui espéraient une collaboration profitable pour le pays entre *"le lion de la Transylvanie"* et le jeune chef de la Légion, Corneliu Zelea Codreanu. C'eût été un admirable couronnement en faveur des grands intérêts nationaux.

Ce dénouement heureux n'eut pas lieu et d'ailleurs, il ne pouvait avoir lieu. Vaida Voevod n'avait pas la force d'âme nécessaire pour se détacher totalement des influences occultes. La constitution du *"Front Roumain"* ne résultait pas d'une initiative propre, d'une conversion du leader transylvain à l'idéal de la génération de 1922, comme les légionnaires pouvaient l'espérer. Il avait rompu avec Maniu et créé la nouvelle organisation, sur une simple suggestion du Palais. En lançant le *"Front Roumain"*, le Roi cherchait à faire d'une pierre deux coups: affaiblir l'organisation de Maniu et diluer le mouvement nationaliste. Aux côtés de la Garde de Fer, aux côtés du Parti National-Chrétien, s'ajoutait une trosième formation, qui réclamait elle aussi l'application du principe de la proportion ethnique. Le Roi espérait que les légionnaires impressionnés par l'apparition du grand combattant transylvain dans l'arène du nationalisme, s'encadreraient dans le Front Roumain. On n'excluait pas la possibilité que Codreanu, en per-

sonne, se laisserait séduire par la perspective d'un Gouvernement, où il figurerait aux côtés de Vaida Voevod, et qu'il accepterait de fusionner avec le nouveau groupement.

La camarilla n'a pas eu plus de chance, en lançant le *"Front Roumain"*, que dans d'autres entreprises du même genre contre le Mouvement Légionnaire. Corneliu Codreanu et tous les légionnaires regardèrent avec sympathie l'apparition de la nouvelle formation nationaliste, lui accordèrent même leur concours en plusieurs occasions; mais rien de plus. Les eaux des deux courants ne se sont pas mêlées.

Deux ans après, la prudence du Capitaine fut confirmée par les événements et ceux qui avaient mis leur espoir dans Vaida Voevod souffrirent une dure déception. A l'automne de 1937, quand le Roi eut, de nouveau, chargé Tatarasco de former le Gouvernement et de procéder à de nouvelles élections, Vaida Voevod, obéissant à une injonction du Palais, accepta de figurer sur les listes du Parti Libéral. Sa décision équivalait à dissoudre le groupement du Front Roumain. Ce qui se produisit d'ailleurs. Depuis lors, on n'entendit plus parler de celui-ci. Une organisation artificielle, créée et entretenue exclusivement dans le but de servir les plans ténébreux de la camarilla, disparut sans laisser de traces, au moment où elle ne correspondait plus aux nouvelles intentions du Palais. Plus tard, sous le régime de la dictature royale, Vaida Voevod devint Conseiller Royal et ensuite, Président de la Chambre, suivant docilement la ligne de ce nouveau régime césarien.

La tactique du Capitaine à l'égard des tentatives des *"partis de droite"* pour capter le Mouvement était très nuancée. Quoiqu'il se rendît parfaitement compte que toutes ces *"formations nationalistes"* de la dernière heure étaient créées et téléguidées par le Palais, il ne prenait pas position dès le premier moment pour dénoncer leur origine douteuse. Il avait la patience d'attendre et de les laisser se démasquer seules. Aux manoeuvres du Palais, il répondit en acceptant le jeu, tout en sachant toujours reculer au moment opportun, avant d'avoir contracté des obligations politiques formelles. Dans son âme subsistait encore une miette d'espoir: celui que ces dirigeants, riches d'un passé politique remarquable dédié au service de la nation, ne pourraient se dégrader jusqu'à n'être que des pantins au service de la camarilla; qu'un revirement de leur conscience pourrait se produire et qu'ils pourraient se rallier aux vérité du nationalisme.

La position de Corneliu Codreanu n'était pas commode. Souvent sollicité par l'un ou l'autre de ces groupements fraîchement constitués, il leur accordait son appui. Aux légionnaires, jaloux du prestige et de la pureté de leur organisation, ces décisions paraissaient parfois anormales, et ils murmuraient. Ils ne saisissaient pas les considérations plus profondes qui déterminaient le Capitaine à adopter une position bienveillante à l'égard de certaines formations pseudo-nationalistes. Corneliu Codreanu ne pou-

vait pas soulever des inimitiés inutiles et n'avait pas le droit de faire ce qui aurait élargi inconsidérément le cercle de ses ennemis. Si, cependant, ces groupements dépassaient certaines limites, attaquant ou offensant le Mouvement, alors il n'hésitait pas à remettre les choses en ordre, comme cela s'était produit avec les partis coalisés Averesco-Georges Bratianu. Pour faire face à ces exigences d'ordre tactiques, il se fiait à la discipline des légionnaires et à la confiance qu'ils avaient dans sa manière de les conduire.

Cependant, il dut, à un moment donné, intervenir énergiquement pour faire cesser les critiques qui lui étaient adressées, particulièrement de la part de certains chefs provinciaux qui, éloignés des agitations de la Capitale, n'embrassaient pas le champ de bataille tout entier. Par une Circulaire, il expliqua aux légionnaires que *leur devoir* était d'avoir confiance en leur chef suprême, et que *sa liberté* consistait à se livrer à toute manoeuvre qu'il croirait utile pour assurer la victoire finale:

> "Au cas où, dans différentes élections communales, départementales et parlementaires, et seulement quand les partis qui présentent des candidats demanderont l'appui du Centre, les légionnaires recevront l'ordre de voter pour certaines listes.
>
> "Les légionnaires exécuteront intégralement l'ordre, sans points d'interrogation, soupçons ou murmures, même si, personnellement, ils se trouvent en conflit avec ceux qui doivent être aidés. Parce qu'un légionnaire, quel qu'il soit, n'a pas le droit d'empêcher ou de gêner une manoeuvre politique de grande envergure entreprise par la direction centrale légionnaire. Toute manoeuvre est motivée par la victoire finale. Seul, celui qui est contraire à cette victoire, qui manque de confiance ou de largeur de vue, celui-là seul se posera des questions. Le vrai légionnaire restera inébranlable et aura une confiance inébranlable aussi dans la Direction qui manoeuvre avec une sûreté de fer." (Circulaire "L'appui aux élections" — 20 Septembre 1936.)

B — L'ANNÉE 1936

LE NAVIRE VERT PREND LE LARGE

L'année 1934 fut plutôt une année de repos et de recueillement: les légionnaires pansaient leurs blessures, tandis que le Capitaine scrutait l'avenir. Dès 1935, la Légion reprit son activité avec la volonté de rattraper le retard que la persécution avait apporté dans le développement de l'organisation. Cet objectif fut atteint et dépassé; de nouvelles initiatives vinrent s'ajouter aux anciennes. C'est finalement en 1936 que la Légion reparut au grand jour dans la vie politique, comme un navire toutes voiles déployées.

Après la création de bases de départ solides, au début de 1936, l'offensive légionnaire se manifesta avec une intensité croissante, tandis que les resistances officielles allaient en s'affaiblissant. Le Gouvernement parraissait timoré et se maintenait sur la défensive. Qu'attendait-il? Sans doute, les résultats de la manoeuvre d'encerclement réalisée avec l'aide des partis d'opposition. Vaida Voevod réussirait-il à capter la jeunesse légionnaire? Quels effets aurait la campagne de Stelesco? Ebranlerait-elle les rangs compacts de la Légion? Le Parti National-Chrétien de Goga dépasserait-il en popularité le Mouvement Légionnaire, du fait de l'agitation démagogique à laquelle il se livrait dans la question antisémite? D'autres agissements, plus ténébreux encore, étaient en cours.

Des sondages furent faits auprès de Mota, pour voir s'il n'était pas disposé à abandonner Codreanu et à entrer dans le Gouvernement. La camarilla n'avait-elle pas réussi à séparer Vaida Voevod de Maniu, détruisant l'amitié solide des deux Transylvains, vieille de quelquer dizaines d'annés? Et Goga de son vénérable chef, le Maréchal Averesco?... Mais Mota n'était ni un ambitieux ni un affamé du pouvoir. Il était dévoué au Capitaine corps et âme. Quand il apprît les offres du Palais, il frémit de colère et les repoussa avec indignation et mépris. Le Capitaine éclata de rire à

l'annonce de cette tentative grotesque: "C'est justement Mota, qu'ils ont trouvé!..."

Cependant, l'offensive de la Légion ne s'est pas déployée sans incidents. Les innombrables chicanes de tous les jours continuaient. Les autorités ne réagissaient pourtant plus avec la vigueur d'antan. Elles semblaient avoir perdu confiance dans le régime et commençaient à être préoccupées par les lendemains incertains. Et si la Légion arrivait ou pouvoir? C'est surtout en province qu'on observait un fléchissement du moral et une tendance à l'accommodement. Les autorités: police, gendarmes, procureurs, continuaient la persécution, conformément aux ordres reçus, mais avec moins de conviction et de passion. D'autre part, devant la justice, les procès intentés aux légionnaires étaient régulièrement perdus, ce qui désorientait encore plus les agents exécutifs.

L'esprit légionnaire pénétrait aussi dans les couches supérieures de la société. Les illégalités et les abus du Gouvernement ne pouvaient passer inaperçus et l'opinion publique réagissait avec plus de vigueur. Le Gouvernement était durement critiqué et le Roi lui-même n'était pas épargné. La Légion réussit, au cours de cette année, à modifier le climat politique du pays. Un formidable courant légionnaire gagna tous les secteurs de la vie publique et toutes les classes sociales. Le Gouvernement était poussé dans ses derniers retranchements: la police, les gendarmes et l'armée.

1) LE CAPITAINE ÉCRIT SES MÉMOIRES.

Le Capitaine passa l'hiver de 1935-1936 à Carmen Sylva, sur les bords de la Mer Noire. Il s'était retiré là, loin du tourbillon des évènements, pour écrire ses Mémoires. Après une année d'activité intense, il pouvait s'accorder cette brève retraite. L'Organisation avait été refaite et fonctionnait à plein rendement sous la direction de chefs capables. Ni le Gouvernement, ni le Palais, ne manifestaient de signes inquiétants. Le danger de la reprise d'une persécution sur une grande échelle paraissait momentanément écarté.

En quatre mois, du 6 Décembre 1935 au 5 avril 1936, le Capitaine écrivit son monumental ouvrage "PENTRU LÉGIONARI" (Pour les Légionnaires). Le livre contient le récit de sa vie et de ses combats, à partir de 1919 jusqu'à la veille de la persécution de 1933. Il choisit ce titre, parce que le livre était destiné, avant tout, à la famille légionnaire. La grande majorité des légionnaires avaient pris part aux combats qu'il contait. Le Chef du Mouvement faisait ce don à ses soldats, offrant à leur méditation le souvenir des épreuves de leur jeunesse, l'histoire de la Légion, écrite avec leur sang et leurs sacrifices.

Cependant, le livre de Corneliu Codreanu n'est pas une simple chronique. Il ne se contente pas de reconstituer fidèlement le passé, mais il explique aussi les ressorts intimes des actions entreprises par lui et par d'autres légionnaires. "*Pour les Légionnaires*" est composé sur deux plans: le plan extérieur des évènements et le plan intérieur, celui de leur signification doctrinaire. D'ailleurs, chaque geste du Capitaine, chacune de ses actions, apparaissent comme des projections de la conception de vie légionnaire.

Ce livre eut un double effet sur les légionnaires. Non seulement il les encouragea, leur rappelant tout le passé de combats et de victoires, mais surtout il contribua profondément à parfaire leur éducation. Ils y découvrirent les dimensions spirituelles, sociales et politiques où évoluait le Mouvement. Ils apprirent comment les principes se transposent dans l'action, comment le contenu spirituel du Mouvement passe du potentiel au réel. Ils assistèrent à une nouvelle naissance du phénomène légionnaire, processus expliqué cette fois par son créateur. Pendant les combats et les enquêtes policières ils n'avaient pas eu le temps nécessaire pour méditer sur leurs propres actes. Maintenant, le Capitaine leur offrait la vision intégrale des engagements auxquels ils avaient participé, les encourageait à persévérer jusqu'à la victoire finale.

> "Je veux — disait-il — que vous, soldats d'autres horizons roumains, en lisant ces Mémoires, reconnaissiez en eux votre propre passé et que vous vous rappeliez vos combats. Que vous reviviez les souffrances endurées et les coups reçus pour la nation. Que vous remplissiez vos coeurs d'ardeur et de volonté dans le combat difficile, mais juste, où vous êtes engagés et dont nous devons tous sortir, ou vainqueurs ou morts."

Ce livre expose l'histoire du nationalisme roumain d'après la 1.° guerre mondiale. Corneliu Codreanu y distingue trois étapes:

a. *l'étape étudiante*: le mouvement de 1922.

b. *l'étape politique*: la Ligue du professeur Cuza.

c. *l'étape légionnaire*: qui commence avec la fondation de la Légion, en 1927, sous sa propre direction.

L'ouvrage s'achève sur les sombres pressentiments de la persécution qui s'abattra sur les légionnaires pendant l'hiver 1933-1934. Corneliu Codreanu annonçait, à la fin, la composition d'un second volume, qui devait compreendre la persécution, le procès, la trahison, ainsi que des considérations sur les problèmes sociaux et politiques roumains et sur l'homme nouveau — "*le légionnaire*".

Le Capitaine a commencé ce deuxième volume. De nombreuses pages, écrites par lui, furent trouvées par la police, pendant les perquisitions faites au cours de la persécution de l'année 1938, et brûlées sur

l'ordre d'Armand Calinesco. C'est une grande perte, car beaucoup de faits concernant la persécution de 1933-34 auraient été dévoilés, faits que nous, si bien informés que nous soyons, ne connaissons pas dans toute leur étendue.

Corneliu Codreanu n'a pas eu de jeunesse. Il n'a pas connu la vie gaie, insouciante, sans préocupations, de l'adolescent. A 17 ans, il était au front. A 18 ans, il dressait des plans contre les bolcheviks, qui menaçaient d'envahir la Moldavie. Après son entrée à l'Université, à l'âge de 19 ans, il est passé d'un combat à l'autre, sans jamais se laisser prendre par des préccupations banales. Sa jeunesse s'est donc écoulée dans les combats, les souffrances et la prison. Une seule joie, une seule satisfaction, dans cette vie chargée d'épreuves: sur ces chemins ardus il ne fut pas seul. A son appel, des centaines de jeunes gens répondirent avec enthousiasme. Eux aussi rejetèrent les satisfactions mineures de la vie, pour chercher des joies supérieures, dans le combat suprême pour la nation.

Ayant achevé son livre, et jetant un regard en arrière sur sa jeunesse, il sentit, non pas des regrets, mais une joie exaltante:

> "Si ces 14 dernières années de ma jeunesse n'ont pas été remplies de divertissements et de joies, une grande satisfaction illumine maintenant ma conscience: une Roumanie Légionnaire a enfoncé, comme un arbre, ses racines dans la chair de notre patrie. Elle grandit par les douleurs et les sacrifices, et nos yeux émerveillés, la regardent fleurir, illuminant l'horizon lointain du temps de sa splendeur et de sa grandeur. Cette grandeur compense largement, non seulement nos petits sacrifices, mais toute torture humaine, si cruelle soit-elle."
>
> (Parole de conclusion.)

2) LE CONGRÈS DES ÉTUDIANTS DE TÂRGU-MURES.

Le Congrès des Étudiants de Craiova, en Avril 1935, représenta de la part des étudiants de toutes les Universités, un vibrant témoignage de foi dans la Légion et dans le Capitaine. Non seulement la direction centrale des étudiants était légionnaire, mais les milliers d'étudiants participants, donnèrent en masse leur adhésion au Mouvement. Le Congrès de l'année suivante eut lieu, entre les 2 et 5 Avril 1936, à Târgu-Mures, ville située au coeur de la Transylvanie.

Le Gouvernement donna tout d'abord son approbation pour ce Congrès à la date fixée, mais il changea ensuite d'avis et décida de l'empêcher. La manière dont il procéda prouvait une volonté délibérée de provoquer des incidents. Sans aucun avis préalable, alors que les étudiants de tous les Centres Universitaires se trouvaient déjà en route, de puissants contingents de gendarmes furent concentrés à tous les noeuds de voies

ferrées menant vers Târgu-Mures, avec ordre d'arrêter les trains spéciaux qui se dirigeaient vers cette ville. Comme il fallait s'y attendre, les milliers d'étudiants refusèrent de se soumettre à ces contre-ordres de dernière heure et opposèrent une vive résistence. Des bousculades eurent lieu; les gendarmes furent repoussés des gares et des voies ferrées. Ensuite, les étudiants, montés sur les locomotives et remplaçant les mécaniciens timorés, conduisirent eux-mêmes les trains jusqu'à destination, sans le moindre accident. Après ces péripéties, les étudiants qui s'approchaient par trois colonnes, l'une de Bucarest, l'autre de Moldavie et la denière de Cluj, purent pénétrer dans la ville, où les autorités les laissèrent en paix.

Le Congrès se déroula dans l'ordre le plus parfait. Aucun incident ne se produisit, pas même une vitre cassée, malgré la présence aussi d'une population juive. Pour éviter l'action des agents provocateurs, les étudiants avaient organisé leur propre service de police et, à la moindre velléité de désordre, le responsable aurait reçu une correction séance tenante et aurait été expulsé de la ville.

Le Gouvernement savait que, là où la responsabilité d'une réunion était entre les mains des légionnaires, le désordre n'existait pas. Mais le Gouvernement ne voulait pas l'ordre; il lui fallait des troubles. Et comme les désordres attendus ne se produisaient pas, le Gouvernement se chargea de les provoquer. Dans cette intention, comme je l'ai dit plus haut, des forces de gendarmerie furent chargées de bloquer les voies ferrées, et il fallut tout le sang-froid des dirigeants des étudiants, pour que le sang ne coulât pas, comme l'aurait désiré le Gouvernement.

La direction de l'Union et celle du Centre des Étudiants de Bucarest, responsables de l'organisation du Congrès, n'étaient plus celles de l'année précédente. Aux dernières élections, avaient été élus, comme Président de l'Union des Étudiants: Georges Furdui, tandis qu'était élu, comme Président du Centre de Bucarest: le théologue Viorel Trifa, apprécié par le Capitaine pour ses dons d'orateur et d'organisateur.

Le Congrès de Târgu-Mures eut une caractéristique différente de celui de l'année précédente. Tandis qu'à Craiova, la note dominante du Congrès avait été *l'affirmation de la foi légionnaire du corps des étudiants*, à Târgu-Mures, les débats prirent un caractère plus dur: *on y dénonça ouvertement et on y attaqua les Forces Occultes* qui dirigeaient la politique du pays et étaient responsables aussi de la persécution de la jeunesse universitaire. Les étudiants passaient à l'offensive, parce que, au cours du printemps 1936, on parlait, dans les cercles de la Capitale, d'une nouvelle opération de police contre le Mouvement, dans le style de celle de 1933. On précisait que l'objectif principal de la nouvelle persécution serait de liquider Corneliu Codreanu. On connaissait bien ceux qui conspiraient contre le Capitaine et qui pressaient le Roi de passer à une action décisive, dont il assumerait personnellement la responsabilité.

Alarmés par ces informations, dont la source put être retrouvée dans les propres coulisses du Palais, les dirigeants des étudiants considérèrent de leur devoir de donner un sévère avertissement aux fomentateurs de complots et de nouvelles persécutions; et ce, pour étouffer dans l'oeuf, toute tentative d'exécution du plan. Ils ne touchèrent pas à la personne du Roi, mais ils dénoncèrent publiquement les personnes qui poussaient à l'assassinat de Corneliu Codreanu, les prévenant que, au cas où leur plan criminel serait mis en application, leurs propres vies ne seraient pas épargnées.

L'avertissement ne se limita pas, cette fois-ci, à une simple déclaration verbale faite devant des milliers d'étudiants; il fut suivi d'un début de réalisation, et on constitua des équipes d'étudiants prêtes à entrer en action contre ceux qui conspiraient à l'ombre du Trône, s'ils persistaient dans leurs projets. Etaient visés en premier lieu: Hélène Lupesco, Virgil Madgearu, le Général Gabriel Marinesco, Armand Calinesco et le questeur Parisiano.

Nombreux furent ceux qui se prononcèrent contre les Puissances Occultes: le Président de l'Union, Georges Furdui, tous les représentants des autres centres d'étudiants, et aussi Emil Bulbuc, Virgil Radulesco, Paul Craja et Alexandru Cantacuzène. Après ces déclarations, les chefs d'équipe prêtèrent serment devant le Congrès tout entier, prenant l'engagement de frapper personnellement les personnes impliquées dans la conspiration, si elles passaient aux actes et mettaient leur plan à exécution.

Ces déclarations catégoriques au Congrès dans la question des Forces Occultes, et la constitution des équipes punitives, permirent de gagner une année de tranquillité. Tatarasco n'était pas homme à affronter le Mouvement. Les souvenirs de 1933 étaient trop vifs pour ne pas l'obséder. La camarilla, impuissante à trouver les instruments indispensables, fut contrainte de remettre à plus tard ses plans d'extermination des chefs de la Légion. Pendant toute l'année 1936, le Palais se maintint sur la défensive, préférant continuer la tactique des moyens "*suaves*".

La constitution de ces équipes ne représentait pas une menace de mort proprement dite contre les personnes visées, mais une assurance de représailles, au cas où elles mettraient leur plan à exécution. C'était un engagement de principe, contre une menace réelle et permanente, qui n'attendait que le moment favorable pour passer à la phase de réalisation.

Bien qu'aucun délit proprement dit n'existât, le Gouvernement se considéra en droit d'ordonner des poursuites et de mettre en accusation les dirigeants étudiants. Or, si les déclarations du Congrès et les décisions prises méritaient des poursuites judiciaires, il aurait été logique de faire rechercher aussi les personnes qui tramaient l'assassinat de Corneliu Codreanu. Mais, ces personnes étaient "'*tabou*". Elles pouvaient conspirer en toute quiétude, sans craindre aucune poursuite, puisqu'elles étaient couvertes par l'autorité du Roi.

Le procès des dirigeants étudiants fut transféré de Târgu-Mures à Brasov, où le Gouvernement espérait trouver des juges plus dociles. Après plusieurs ajournements, le Tribunal Militaire de Brasov condamna les dirigeants étudiants, par les sentences des 17 mai et 12 octobre 1937, à des peines variant de six mois à un an de prison, avec bénéfice du sursis.

3) GRAVES PRÉOCCUPATIONS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

La politique étrangère de Nicolae Titulesco était suivie avec inquiétude par tous les cercles politiques du pays. D'une part, le Ministre roumain des Affaires Étrangères faisait tous ses efforts pour empêcher le rapprochement de la Roumanie avec les États nationalistes: Allemagne et Italie; de l'autre, il travaillait avec la même ardeur pour pousser la Roumanie vers le système d'alliances franco-tchéco-soviétique, adopté par les Pactes des 2 et 16 Mai 1935.

Devant les chefs des partis, il soutenait la thèse qu'un rapprochement de la Roumanie avec la Russie Soviétique ne présentait aucun péril pour l'indépendance du pays et son intégrité territoriale. La véritable menace ne venait pas de Moscou, pour lui, mais de Berlin, qui soutenait le révisionisme maghiar. Pour lui, seul, l'axe Moscou-Paris pouvait garantir les frontières du pays. Le prix à payer pour entrer dans le nouveau système n'était pas trop élevé ,disait-il: accepter le passage des troupes russes à travers le Nord du pays, dans l'éventualité d'une guerre dans le centre de l'Europe, pour que la Russie puisse venir en aide à la Tchécoslovaquie.

Or, l'orientation de la politique étrangère de la Roumanie à l'égard de la Russie Soviétique se trouvait aux antipodes des intérêts essentiels du peuple roumain. Titulesco inversait l'ordre de gravité des dangers qui menaçaient la Roumanie. Il avait créé de toutes pièces l'idée de l'hostilité du Reich Allemand contre la Roumanie, — alors inexistante — pour pousser les partis et le Gouvernement à accepter sa politique criminelle d'alliance avec les bolcheviks. La politique extérieure de Titulesco n'allait pas à l'encontre des réalités géo-politiques de notre pays. Au lieu d'orienter sa politique extérieure en fonction de la terrible menace venant de l'Est, en cultivant l'amitié de tous les États disposés à l'aider, y compris la nouvelle Allemagne, il écartait volontairement ce danger majeur et voulait convaincre le peuple roumain de chercher son salut dans les bras de son ennemi mortel.

Le peuple roumain, instinctivement, était hostile à tout rapprochement avec la Russie. Il était particulièrement opposé à tout passage de troupes soviétiques à travers son territoire, en cas d'un conflit au coeur de l'Europe. Cette proposition parut exorbitante aussi aux hommes politiques ayant le sens de leur responsabilité, et ils réagirent avec vigueur. Si les troupes russes entraient en Roumanie, qui pourrait garantir qu'elles s'en retireraient?

Et une fois l'Allemagne annihilée comme facteur d'ordre en Europe Centrale, qui pourrait contraindre les Russes à évacuer la Roumanie?

La question fut débattue aussi au Parlement, où A. C. Cuza, George Bratianu, Octavian Goga, Pamfil Seicaru et d'autres combattirent la politique étrangère de Titulesco. Aucune intervention ne fut plus tranchante, plus catégorique et plus efficace que la *"Circulaire sur la politique étrangère"*, du 30 Mai 1936, dans laquelle Corneliu Zelea Codreanu disait entre autres choses:

> "... Le monde roumain sain est inquiet du sort du pays, que M. Titulesco tient dans ses mains débiles.
>
> "Nous, Roumains, estimons que M. Titulesco est peut-être un talent, à peine une intelligence, et certainement pas une sagesse.
>
> "Mieux vaut confier le sort d'un pays à un sage sans talent qu'à un talent sans sagesse."
>
> *Le rapprochement avec la Russie.*
>
> "I. Ce serait un acte de trahison du peuple roumain à l'égard de Dieu, de l'ordre moral de ce monde et des peuples qui sont au service de cet ordre, dans la guerre contre les puissances destructrices du Mal. Honneur à ces peuples. Notre geste salirait devant l'histoire la face du peuple roumain, le déshonorerait.
>
> Il faudrait verser du sang, beaucoup de sang, à l'avenir pour racheter l'honneur perdu, devant ceux que nous trahirions ainsi et qui nous déconsidéreraient désormais.
>
> "II. Si les troupes russes entrent chez nous, qui peut affirmer, qui peut soutenir, qu'elles partiront de chez nous avant de nous avoir satanisés, c'est-à-dire bolchévisés? Inutile de le discuter!
>
> "III. Si les armées chrétiennes étaient victorieuses, le résultat serait notre partage et la destruction de l'État Roumain serait le paiement de notre trahison..."
>
> "... Que ceux qui détiennent le pouvoir à l'heure présente aient conscience de leur responsabilité..."

En quelques mots, Corneliu Codreanu avait défini le profil psychologique et moral de Titulesco: un orateur au talent remarquable, un bon manieur de phrases, une intelligence brillante, mais superficielle, incapable de discerner le sens profond des évènements; pas un sage, car la sagesse suppose le respect de l'ordre moral du monde.

En se mettant au service du communisme mondial, Titulesco prouvait combien il était perveti moralement, puisque le résultat final ne pouvait être que la ruine et la mort de la nation qui lui avait confié ses destinées.

Corneliu Codreanu exprima ses pensées avec réserve. Titulesco était Ministre des Affaires Étrangères de la Roumanie et il ne pouvait se permettre des expressions trop dures. Aujourd'hui, nous avons toutes les preuves que Titulesco se trouvait bien au service de l'ennemi. Il savait que sa politique menait le pays au désastre, mais sa soif de parvenir, son goût de la vie somptueuse ne connaissaient pas de limites et avaient tué en lui tout sentiment national.

Corneliu Codreanu jugeait les problèmes de politique extérieure, comme il jugeait tous les autres, en donnant la primauté à la notion de l'ordre moral. Indifférent au point de vue matériel, aux avantages douteux sinon hypothétiques d'une pareille alliance avec la Russie, la seule pensée d'un rapprochement avec les Soviétiques, avec la Russie communiste et athée, provoquait son horreur.

Il y a des peuples et des États, disait-il, qui se trouvent à certaines époques au service de l'ordre moral du monde. Ces États personnifient, à un moment donné, les forces du Bien et de la Vérité, qui mènent le combat contre les puissances du Mal.

A ce moment-là de l'histoire mondiale, le Mal était représenté par la Russie bolchevique. C'était elle qu'on devait combattre. Il croyait aussi en l'éthique des États nationalistes, en leur ligne d'honneur, en leur décision de lutter contre le communisme et de l'écraser sur le plan international, ainsi qu'ils l'avaient fait dans leur propre pays.

Il ne pouvait pas prévoir à cette date, au printemps 1936, quelle serait l'évolution de l'Allemagne Nationale-Socialiste, comment Hitler se laisserait progressivement entraîner vers une politique de force qui ne tiendrait plus compte d'aucun commandement moral. Il aurait frémi de douleur s'il avait assisté à la conclusion du "*pacte de non-agression Ribbentrop-Molotov*". Il n'a pas vécu pour voir cette journée noire de l'histoire du nationalisme européen, car les bourreaux du Roi l'ont assassiné en Novembre 1938.

4) LE "FRONT POPULAIRE" EN ROUMANIE.

L'année 1936 est connue dans l'histoire de l'Europe comme celle de l'implantation, dans plusieurs pays, par l'Internationale Communiste, des fronts "*antifascistes*" et "*populaires*". Le but de ces actions politiques diversionnistes était de miner la sécurité interne des États Nationaux et de les attirer, par cette voie, dans la sphère d'influence de Moscou.

L'origine de ces "*fronts*" doit être recherchée dans la situation précaire de l'Union Soviétique sur le plan international, après la victoire de Hitler en Allemagne. Menacée en Europe par la puissance militaire croissante du nouveau Reich et en Extrême-Orient par les tendances expansionnistes du Japon; ayant un champ d'action sensiblement réduit dans presque

tous les pays européens à cause de l'apparition du fascisme et d'autres mouvements nationalistes, Moscou a cherché son salut en se rapprochant des États démocratiques occidentaux. Dans ces États, l'URSS disposait, non seulement de puissantes formations communistes, mais aussi d'importantes complicités dans les sphères des partis et même des gouvernements. Grâce à ces complicités dans le camp démocrate, l'URSS a été admise en 1934 dans la LIGUE DES NATIONS, bien qu'elle ne remplisse nullement les conditions indispensables pour faire partie de cet organisme. Toujours grâce à ces complicités, le gouvernement bolchevique a réussi à signer un Pacte d'Assistance Mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie, embryon d'une nouvelle politique d'encerclement de l'Allemagne.

Les "*fronts*" politiques d'inspiration communiste, surgis en 1936 et connus sous le nom de "*Fronts Antifascistes*" et de "*Fronts Populaires*" sont la projection d'une même stratégie élaborée par Staline après 1933. Ils avaient comme objectif principal de protéger la Mecque du communisme mondial de l'isolement total, dans l'éventualité d'une attaque concentrique des États nationalistes d'Europe et d'Asie. Cependant, les alliances extérieures, pour être durables et efficaces, devaient être renforcées par une seconde ligne de fortifications, qui devaient se constituer au coeur même des États non-communistes. Car, un État gouverné par un "FRONT POPULAIRE" serait beaucoup plus accessible à l'idée d'alliance avec la Russie Soviétique et constituerait un partenaire beaucoup plus loyal dans la lutte pour la destruction du nationalisme européen.

La conception du Kremlin pour monter ces ingénieux instruments de subversion à l'intérieur des autres États, était la suivante: les partis communistes des pays européens, si puissants et si développés soient-ils, ne seraient pas suffisamment forts au point de conquérir SEULS le pouvoir par les voies légales, c'est-à-dire par des élections et à travers le Parlement; quant à la conquête du pouvoir par la révolution prolétaire, ils étaient encore moins capables de l'accomplir. Pour pénétrer dans l'enceinte supérieure du gouvernement, ils avaient besoin d'être véhiculés par d'autres forces, par les partis sociaux-démocrates par exemple, et même par ceux purement bourgeois. Mais, à ce plan s'opposait continuellement la répulsion organique que ces partis sentaient de s'allier avec les communistes, sachant pertinemment que le but final de ceux-ci était la destruction de la démocratie parlementaire et l'instauration de la dictature de parti.

Pour vaincre la méfiance des partis démocratiques envers l'extrême gauche, L'Internationale Communiste, par l'intermédiaire de ses milliers de canaux souterrains, s'est mis à injecter dans la mentalité de ces partis la crainte d'un "*imminent danger fasciste*"... Devant cette situation — soutenaient les communistes — les anciens préjugés devaient se taire pour l'instant, pour faire place à une unité d'action contre l'extrême droite.

Il n'était plus question de maintenir les réserves habituelles en face du communisme, MAIS DE COMBATTRE EM COMMUN, du centre bourgeois jusqu'au communisme, le danger qui les menaçait tous et qui, en premier lieu, risquait de compromettre l'existence même de l'État démocratique.

Les deux types de "*fronts*" ont été lancés en même temps par l'Internationale Communiste, quoiqu'il existe, entre les deux, une différence d'objectif. Le "FRONT ANTIFASCISTE" servait à la préparation psychologique de l'opinion publique en vue de la formation de l'autre front: le "FRONT POPULAIRE", qui était le groupement politique opérationnel dans la politique d'un pays.

L'"*antifascisme*" était le slongan lancé par les communistes pour attirer les partis bourgeois et les faire entrer dans la nouvelle combinaison. Sans l'obsession du "*danger fasciste*", on n'aurait pas abouti au "*Front Populaire*", parce qu'il aurait manqué le ciment capable de lier les diverses formations politiques appelées à constituer le "*front*"...

Ainsi qu'on le sait, en Espagne d'abord et puis en France, les partis non-communistes ont cédé aux instigations orchestrées par Moscou et ont constitué des gouvernements du type "*front populaire*" avec les résultats funestes qu'on connaît. L'Espagne n'a pu se libérer des griffes de Moscou qu'après une sanglante guerre civile, tandis que la France a échappé comme par miracle à ne pas être engloutie dans la même tempête.

Une fois le "*front populaire*" installé au pouvoir, suivait la troisième phase, celle de son épanouissement: le cheval de Troie introduit dans le gouvernement — représénté par le parti communiste — commence à éliminer progressivement les autres partenaires, d'abord les bourgeois, ensuite les socialistes, pour assurer son omnipotence et transformer le malheureux pays trompé en un esclave du Kremlin.

Le moment politique européen, caractérisé par l'apparition des "*fronts populaires*", a été évoqué avec vigueur et clairvoyance par Vasile MARIN, dans un article paru en 1936:

> "A la fin de cet hiver printanier, sous l'action dynamisante du soleil "*du levant*", sur l'arbre de la vie publique, jusqu'aux branches les plus délicates, ont surgi les porteurs de sève, les bourgeons maudits du communisme, qualifiés pour la circonstance "*antifascisme*", par les meneurs intéressés de Moscou.
>
> .....
>
> "L'or lourd — la contre-valeur obtenue, par la violence, du travail et du sang des millions de robots moscovites — est entré en fonction; comme à un commandement militaire, les troupes marxistes de tous les pays du monde sont parties à l'attaque. S'étant assuré l'appui lâche et intéressé de la maçonnerie et de la démocratie judaisées, les organisations communis-

tes sont passées à l'attaque sous le nouveau camouflage, baptisé pour tromper les naïfs *"action antifasciste"*. Les effets ne se sont pas fait attendre: en Espagne, entrée depuis longtemps sur le chemin de la débâcle républicaine, à cause d'un régime vénal et adonné aux affaires louches, le Front Populaire, instrument de lutte parlementaire du communisme, a surgi, triomphal, des élections récentes. Avant même d'avoir pris en mains le gouvernement, il a ouvert les prisons et des hordes déchaînées brûlent les Églises, occupent les casernes, pendant les patriotes aux arbres des routes.

"En France, commandée par les laquais de Léon Blum et de Cachin, la plèbe des faubourgs parisiens défile dans des cortèges ponctués de drapeaux rouges et hurlent cyniquement l'"INTERNATIONALE" sous les arcades des palais. Par des guet-apens arrangés avec le concours de la police républicaine, ils tuent les patriotes français et, sûrs de l'impunité, ils préparent dans l'administration, dans l'armée, dans l'enseignement et même dans la justice *"la grande nuit"*...

"A Genève, dirigés par le Juif délinquant de droit commun, Litvinoff, de véritables congrès ont lieu sous le signe de cette même Internationale, sous le masque de l'*"antifascisme"*, et pour le plaisir des vieilles filles anglo-saxonnes, transformées subitement en défenseurs des races de couleur.

"Partout le communisme fait son jeu et prépare l'incendie de l'Europe, pour qu'à la suite de ce carnage et sur les ruines d'une civilisation, puisse s'asseoir le vautour communiste.

"Enfin, les ordres et les roubles généreux du "tov" Staline ont commencé à produire leur effet aussi dans notre pays. Et, le fait est symptomatique que la recrudescence communiste en Roumanie coïncide, étrangement, avec l'installation d'une représentation diplomatique de l'URSS chez nous, représentation dirigée par un fils d'Israël, d'origine rabinique, de la région de Balti (Bessarabie), le "tov" Misha OSTROVSCHI." [47]

La Roumanie ne pouvait pas échapper à la zone d'attaque de Moscou d'autant plus que, dans notre pays, l'anémique Parti Communiste (moins de 1.000 membres avant la 2.ª guerre) ne pouvait nullement aspirer au titre d'une force politique réelle. Malgré tout l'appui dont le Parti Communiste jouissait au Palais, où une camarilla d'extraction judéo-marxiste dirigeait la vie publique, ils s'asphyxiait à la périphérie de la vie publique, incapable

47. Vasile Marin: *Crez de generatie,* Colectia "Omul Nou", Salzburg, 1952, pages 109-110, (en roumain).

de pénétrer et de s'affirmer dans la conscience de la nation, et ce, à cause du puissant mouvement nationaliste légionnaire, qui correspondait entièrement aux coordonnées spirituelles de la nation.

La mission des deux "*fronts*", téléguidés de Moscou, aurait été de redonner au faible "*Parti Communiste Roumain*" une certaine vigueur et de le relancer dans l'actualité, par une transfusion d'énergie provenant d'autres secteurs politiques. En Roumanie, l'objectif de l'opération "*front populaire*" ne pouvait pas être, en l'occurence, comme en France ou en Espagne, la conquête du pouvoir, mais tout au plus la mise à la disposition du Parti Communiste local d'un ballon d'oxygène, d'une bouée de sauvetage.

Le signal de l'agitation anti-fasciste en Roumanie a été donné par le professeur de théologie CONSTANTINESCO-IASSY, qui conciliait fort bien sa position de "*budgetivore*" de l'État avec celle de militant dans un groupement d'extrême-gauche. Il a organisé quelques manifestations mineures à Iassy et Chisinau, en utilisant spécialement un personnel politique allogène, recruté parmi les Juifs, les Russes et les Ukrainiens.

Mais, de là, l'étincelle de l'agitation anti-fasciste a fait un bond spectaculaire, en envahissant l'organisme du "*Parti National Paysan*". Alors qu'il menait une faible campagne pour renverser le gouvernement libéral, tout à coup, le parti "*des paysans*" a commencé à donner des signes de dynamisme, dès qu'il a senti sa vocation "*anti-fasciste*".

Ce parti avait une structure hybride depuis sa naissance. Une des branches, transylvaine, représentait la ligne de la bourgeoisie nationale, tandis que celle de l'Ancien Royaume (l'ex-Parti Paysan) penchait vers la lutte de classe et le marxisme. Parmi les dirigeants de cette dernière branche, il y avait un puissant noyau de personnalités marxistes, qui ne cachaient pas leur sympathie envers la Russie et le communisme. Ceux-ci faisaient partie aussi de la camarilla du Palais, poussant consciemment et lucidement le pays vers une dictature rouge. Les figures principales de la gauche militante du Parti Paysan, engagées dans une collaboration secrète avec les communistes, étaient: Armand CALINESCO, Mihail RALEA, Petre ANDREI et Virgil MADGEARU.

Le "FRONT POPULAIRE" en Roumanie a trouvé un commencement d'expression politique pendant les élections partielles qui ont eu lieu au début de cette année-là, dans plusieurs circonscriptions vacantes, pour la Chambre et le Sénat. Le pivot de la coalition de la gauche pendant ces élections était le Parti National Paysan, autour duquel se sont réunis plusieurs groupements de tendance radicale et de moindre importance.

Pour contrecarrer l'existence de ce "*front*" s'est constitué, en vue de ces élections, le "*Bloc des partis de la droite*" par l'adhésion du Parti National Chrétien, du "Front Roumain" et quelques autres groupements

mineurs. Le Mouvement Légionnaire n'a pas fait partie de ce bloc et n'est même pas entré dans la lutte électorale.

Dans le département de Sùceava (Boucovine) le candidat des partis de droite: le professeur A. C. CUZA est sorti vainqueur. En échange, dans le département de Mehedinti (Oltenie) la victoire est revenue au candidat du Parti National Paysan. Cependant, l'élection la plus intéressante, du point de vue de l'expérience pour le *"front populaire"*, a eu lieu dans le département de Hunedoara (Transylvanie). A cause du grand nombre d'entreprises minières et industrielles qui existaient dans cette région, les voix de gauche avaient un certain poids. La particularité de ces elections partielles à Hunedoara a été la participation d'un nouveau groupement marxiste, récemment constitué, sous la présidence d'un ex-Ministre du gouvernement Averesco, PETRE GROZA, personage qui allait jouer en 1945 le triste rôle de communiser le pays.

Son groupement s'appelait le "FRONT DES AGRICULTEURS" et n'avait jamais passé en importance les limites du département de Hunedoara, où l'ex-Ministre jouissait d'une certaine popularité. Ce *"Front des Agriculteurs"* avait pris naissance en accord avec Moscou et le Parti Communiste Roumain, en prévision de certains événements futurs, que la stratégie communiste prévoyait plusieurs années à l'avance.

Comme il fallait s'y attendre, le parti de Groza s'est attaché immédiatement, pour la bataille électorale dans le Département, au *"Front Populaire"* en formation. Les élections ont eu lieu, et le candidat du *"front populaire"* embryonnaire, un membre du Parti National Paysan, a remporté la victoire, obtenant en chiffres ronds 31.000 voix, devant 21.000 voix seulement pour le candidat libéral (parti du gouvernement, disposant de tout l'appareil administratif), laissant loin en arrière le candidat du *"Bloc de la droite"*, qui n'a obtenu que 8.000 voix. Rappelons que le Mouvement Légionnaire n'a pas pris part à ces élections.

L'action entreprise par le KOMINTERN en Roumanie par la filière des deux *"fronts"* a bénéficié, dès le début, de l'appui illimité de la presse judéo-marxiste de la *"rue Sarindar"*. Toute la chaîne des gazettes publiées par ce trust a commencé une violente campagne contre le danger *"fasciste"* et " *l'extrêmisme de la droite"*, le Mouvement Légionnaire étant visé en premier lieu. Pendant des mois et des mois, les rotatives des publications: "DIMENEATA" (Le Matin), "ADEVARUL" (La Vérité), 'LUPTA" (La Lutte), "PRESA" (La Presse), "ZORILE" (L'Aube), "TEMPO" (Le Temps), "FACLA" (Le Flambeau), "ZIUA" (Le Jour) et "CUVANTUL LIBER" (La Parole Libre), nullement importunées par la censure, ont, avec une haine hystérique, instigué le gouvernement à prendre des mesures contre les *"fascistes"* et les *"hitlériens"*.

Les quelques succès obtenus ne satisfaisaient pas les agitateurs du "*front populairre*" en Roumanie, parce qu'ils ne touchaient pas la source du nationalisme roumain, qui était la classe étudiante elle-même. Certes, si cette force étudiante pouvait être affaiblie et ensuite captée par la ligne marxisto-communiste, le "*front populaire*" aurait une chance de prendre racine en Roumanie. C'est pourquoi, les efforts principaux des instigateurs cachés des deux "*fronts*" se sont concentrés sur les étudiants. L'argent a coulé à flots, la propagande s'est déversée en avalanche sur les Universités et les appâts individuels sont devenus monnaie courante. Que n'a-t-on essayé pour percer l'unité de granit de la classe étudiante!...

Pendant cette époque, ont paru dans le monde étudiant une foule de publications de tendance bolchevique: "STUDENTUL ROSU" (L'Étudiant Rouge), "TARANUL LENINIST" (Le Paysan Léniniste), "AJUTORUL ROSU" (L'Aide Rouge), "STUDENTUL ROMAN" (L'Étudiant Roumain), "TARANUL EVREU" (Le Paysan Juif), etc... Sans parler des brochures communistes incendiaires, glissées en cachette dans les serviettes des étudiants, dans les pupitres, dans les couloirs des Facultés, ...

Au printemps de 1936, surgit même un groupement étudiant marxiste-léniniste, nommé "GRUPUL STUDENTILOR DEMOCRATI" (Le Groupe des Étudiants Démocrates), destiné à cueillir les fruits de la propagande rouge.

Aucune de ces manifestations publicitaires, et moins encore le groupe étudiant communiste (réduit à quelques dizaines de personnes et incapable de se manifester publiquement) n'aurait troublé le rythme de la vie étudiante roumaine, axé sur la ligne du nationalisme, s'ils n'avaient reçu une aide inattendue *de la part du gouvernement*. L'État en personne venait, pourrait-on dire, au secours de ces formations du type "*front populaire*" qui POURSUIVAIENT JUSTEMENT SA DESTRUCTION.

Chose incroyable: l'appui du groupement étudiant marxiste par les organismes destinés à veiller au maintien de l'ordre interne, s'est accompli PAR LA FILIÈRE DU PALAIS. C'est la "camarilla" bien connue qui a indiqué au gouvernement libéral de TATARESCO d'intervenir discrètement mais efficacement, pour soutenir les groupements étudiants "*démocratiques*", contre les groupements "*extrêmistes*". (!!)

Ainsi, la conspiration communiste du Palais venait à l'aide des "*tovaritch*" qui travaillaient dans le pays à la constitution du "*front populaire*". Nous allons nous référer de nouveau aux paroles de Vasile MARIN qui, mieux que personne, a saisi ce moment politique de la Roumanie:

> "L'Internationale a déclenché son offensive dissolvante dans toutes les couches de la société roumaine et a dirigé son attaque spécialement vers la classe étudiante, sans l'adhésion de laquelle rien ne peut se faire dans la politique du pays. Les gouvernants

ont saisi aussi l'occasion pour lui tendre une main secourable. Voilà donc comment, pour atteindre son but infâme: la division des étudiants, le prétendu "ÉTAT BOURGEOIS" — défenseur d'un certain ordre politique, social et économique — se met au service des agents de Dimitrof. Sitôt dit, sitôt fait! Des cabinets du Ministère de l'Intérieur et sous la protection de la Sûreté, sont partis les ordres qui obligent à ménager et à encourager les actions "*professionnelles*", "*antifascistes*", "*étudiantes*"...

"Sous la formule: "la classe étudiante doit se préoccuper de nouveau de ses besoins" — dont elle se serait désintéressée depuis qu'elle s'est intégrée à la discipline nationaliste — et par le mot d'ordre "JOS FASCISMUL" (à bas le fascisme), on cherche à diviser les étudiants. En hâte et sous la protection directe de la police, ont été constitués, soit aux sièges politiques, soit dans les Facultés, des groupements anémiques d'"*étudiants démocrates*", réunis "sans différence ethnique ou religieuse" surtout et dont les préoccupations doctrinaires sont largement orchestrées par tous les journaux juifs de "*Sarindar*" ou d'ailleurs.

"La manoeuvre de l'Internationale, assistée par la complicité des hommes politiques roumains, est vouée à l'échec une fois de plus. La diversion n'a pas pris et ne prendra pas. La classe étudiante nationale-chrétienne, parfaitement disciplinée et consciente du grand rôle qu'elle a eu et qu'elle a encore à jouer, ne se laissera pas attirer dans ce guet-apens. Les "*Fronts démocratiques*" auront le sort qu'on a essayé d'imposer jusqu'ici à la classe étudiante." [48]

L'expérience du "*front populaire*" en Roumanie a pris fin peu de temps après cela, par un échec retentissant; et ce qui est le plus curieux, nullement comme résultat d'une contre-offensive calculée des forces de la droite, mais par un phénomène qu'on n'avait pas vu en Roumanie depuis 1922: une réaction de l'opinion publique, qui a balayé, comme un ouragan, les frêles organisations du front populaire.

A partir du mois de Mai 1936 et atteignant son point culminant vers le milieu du mois suivant, un mouvement collectif de protestation éclate contre les provocations de Moscou. Répandu dans tout le pays, il prend de telles proportions que, en un instant, il fait disparaître tout ce que

48. Vasile Marin: *Crez de generatie,* Colectia "Omul Nou", Salzburg, 1952, page 114, en roumain.

les agents communistes avaient tramé en plusieurs mois de travail pénible. Rien n'a pu s'opposer à cette onde d'indignation de la conscience nationale outragée. Ni le gouvernement ni le Palais n'ont rien pu sauver.

Le Mouvement Légionnaire a pris part à ce combat général de condamnation du front populaire, aux côtés de tous les partis de la droite. Cependant, le mouvement anticommuniste ne s'est pas limité au secteur politique. Il a envahi la classe étudiante, il s'est propagé aux associations professionnelles: avocats, médecins, architectes, ingénieurs, prêtres et professeurs et, ce qui est le plus significatif, il a déterminé l'adhésion de la presse nationale, de la presse purement roumaine, le grand journal "UNIVERSUL" en tête. Une polémique virulente s'est engagée entre l'"UNIVERSUL" et le trust judéo-marxiste des gazettes de la *"rue Sarindar"*, les quotidiens "ADEVARUL" et "DIMENEATA" en premier lieu, sur la question capitale de la "PRIMAUTÉ NATIONALE DANS LA VIE PUBLIQUE ET PROFESSIONNELLE".

Pour la première fois, la presse de *"Sarindar"*, dirigée par les Juifs-marxistes BLUMENFELD, PAUKER, HONIGMAN et autres, est condamnée par l'opinion publique et ses publications sont brûlées sur les places publiques. A Bucarest et dans toutes les villes du pays, les gazettes judéo-communistes ne se vendent plus, et ne peuvent plus être vendues. Elles sont arrachées, par les manifestants révoltés, des kiosques, des mains des vendeurs, et jetées aux flammes. Le boycottage se généralise et, à partir de ce moment, cette presse, tellement hostile aux intérêts du peuple roumain, perd définitivement son crédit devant l'opinion publique.

L'agitation prend fin avec l'arrivée de l'hiver. Cependant, avec les cendres des derniers exemplaires brûlés, disparaît aussi de Roumanie le fameux *"front populaire"*.

5) LE CAMP DE CARMEN SYLVA.

A l'été de 1936, l'activité prédominante de la Légion est consacrée aux camps de travail. De quatre en 1934, leur nombre était monté à vingt en 1935, pour se multiplier à un tel point, en 1936, que presque chaque département (71 au total) avait son propre camp de travail. Sans parler des chantiers, des petites oeuvres, dont le nombre s'élevait à plusieurs milliers. Il n'existait pas de *"Nid"* qui n'eût réalisé du moins un petit ouvrage d'intérêt général.

Tous les honnêtes gens admiraient les travaux des légionnaires. Ici s'élevait une église, là une école, ailleurs on construisait une maison de repos ou un logement pour une famille pauvre de paysans ou d'ouvriers...

Dans certains départements, les légionnaires commencèrent à bâtir le siège de l'Organisation. L'année 1936 restera dans l'histoire de la Légion comme *"l'année des camps de travail"*.

Le Capitaine passa cet été au camp de Carmen Sylva, sur les bords de lar Mer Noire. Jour après jour, il était à son poste parmi les légionnaires. Il partageait leur vie dure, dormait sous la tente comme eux et mangeait la même nourriture qu'eux... Le seul luxe qu'il se permettait était une cigarette aux heures de repos. Il avait écarté sa famille, sa femme et tout ce qui n'avait pas un rapport direct avec le camp. Toute son énergie était concentrée sur les centaines de légionnaires venus à Carmen Sylva de tous les points de la Roumanie. Il était leur commandant, mais aussi leur père, leur conseiller, leur exemple...

Son ceil brillait en contemplant les travaux du camp: les uns retiraient des pierres de la mer, d'autres les transportaient au camp; des équipes bâtissaient des remblais pour éviter les éboulements, par temps pluvieux, du terrain en pente. Beaucoup travaillaient à la route; une large chaussée descendant de la falaise jusqu'au milieu du camp. D'autres encore faisaient du jardinage dans un champ voisin. L'équipe de service à la cuisine préparait la nourriture dans des chaudières énormes. Tous travaillaient avec allégresse et ardeur. Un regard du Capitaine suffisait à les ranimer; la joie de vivre avec lui compensait tous leurs efforts...

Le travail commençait à l'aube; on faisait une pause à midi pour le déjeuner et l'on continuait ensuite jusqu'au coucher du soleil. Le camp était conduit militairement. Chaque jour, le Capitaine désignait un officier de service, qui était responsable du fonctionnement du camp jusqu'au lendemain. Celui-ci faisait sonner le réveil, réunissait les légionnaires en carré, donnait le rapport au Capitaine et envoyait les hommes à leur travail. Il veillait à la propreté du camp, à la nourriture, à la réception et à l'installation des nouveaux venus.

Les travaux proprement dits étaient dirigés personnellement par le Capitaine. C'est lui qui établissait le programme des travaux quotidiens et les objectifs à atteindre. Étant doué du sens architectonique, il dirigeait les travaux avec précision et goût, essayant d'unir l'utile à l'esthétique.

La soirée, après le dîner, était consacrée à l'éducation. Le camp vivait alors une autre vie. Après l'accablement de la fatigue et de la chaleur du jour, les légionnaires aspiraient à s'évader de la terre et à découvrir le sens de leur existence légionnaire, de leurs sacrifices, de leur lutte... Réunis autour du Capitaine, ils écoutaient ses paroles, et la majesté de la nature donnait plus de poids à ses enseignements... Un feu de camp brûlait avec une flamme sourde... Le Chef, assis sur une pierre ou sur une souche, au milieu d'eux, leur parlait... Seule, la lumière du feu et celle de

la lune se reflétaient sur les visages attentifs. Le silence extérieur les enveloppait; à peine entendait-on le clapotis des vagues et les craquements du bois qui brûlait... On aurait cru revivre une scène des Ecritures: le Christ parlant à la foule, au bord de l'eau... Sa voix grave, bien timbrée, pénétrait profondément dans les coeurs. Le visionnaire, le doctrinaire et le politicien se fondaient en une seule pensée. Dans ses paroles, passé, présent et avenir s'unissaient pour fournir la meilleure réponse aux problèmes pressants. Pour lui, toute réflexion prenait la perspective de l'éternité. Et pourtant, même en pareilles circonstances, Corneliu Codreanu se gardait bien de tenir des discours ou de s'engager dans des discussions stériles. Loin de là!... Ce n'était pas son genre. Son éloquence était l'éloquence des faits. Il n'avait aucun goût pour les réunions publiques; il préférait envoyer d'autres personnes parler aux foules, et particulièrement son père, le professeur Ion Zelea Codreanu, orateur populaire sans pareil.

Le Capitaine était, lui aussi, un orateur, mais d'une autre espèce: il parlait à l'âme, il cherchait des voies d'accès vers l'intérieur. Pour pouvoir développer toute sa force de conviction, il avait besoin d'une ambiance intime, de la chaleur de ses camarades. Il ne se sentait bien qu'au milieu des siens et c'est alors seulement que sa pensée atteignait toute sa force. Pour se manifester pleinement il devait sentir, dès l'abord, une communion spirituelle avec son auditoire. Alors, son éloquence touchait au sublime.

Une autre caractéristique des causeries du Capitaine était qu'il n'aimait pas s'étendre longuement sur le même sujet. Quelques phrases claires lui suffisaient pour expliquer sa pensée. L'affectation, la manière de parler académique ou didactique, lui répugnaient. Quoique son ascendent sur les légionnaires fût total, il ne voulait pas paraître leur donner des leçons, les écraser de sa science et de sa personnalité. Il aimait la parole vivante, le dialogue; il préférait être interrogé.

Le Capitaine était également un éminent pédagogue. Il savait que, pour éduquer, il fallait se mettre au niveau de compréhension des hommes, s'attacher à trouver ce qui est en leur âme, et, après seulement, chercher à les élever jusqu'aux grandes vérités nationales et chrétiennes. Toutes sortes de questions lui étaient posées par les centaines de légionnaires qui l'entouraient. Il répondait avec la même bonne volanté et le même sérieux à toutes, tant aux questions profondes et subtiles posées par des hommes cultivés, qu'à celles plus simples, et même naïves, posées par un lycéen, un paysan ou un ouvrier. Bien qu'ayant fait ses études de droit et d'économie politique en France, il n'avait rien de la vanité de certains intellectuels, qui, parce qu'ils ont assimilé quelques notions hâtives, croient avoir acquis la sagesse intégrale. Ici, c'était le légionnaire qui prédominait et dans la Légion, toutes les classes sociales étaient également respectées.

Voici quelques-unes des questions posées au Capitaine pendant ces mémorables séances nocturnes au bord de la Mer Noire:

— Quel doit être le comportement du légionnaire à l'égard des autres groupements nationalistes, Vaidistes et Couzistes?

— Quelle est la situation du journal "PORUNCA VREMII" (L'Impératif du Temps)?

— Comment arriverons-nous au pouvoir, si les Gouvernements continuent à nous persécuter?

— Quelle attitude prendre à l'égard de Jules Maniu?

— Est-il profitable de créer des camps, ou serait-il plus utile que le temps passé et l'énergie dépensée dans les camps soient employés dans la propagande et l'organisation?

— Est-il souhaitable que le légionnaire se marie, puisque sa vie est exposée en permanence aux dangers?

— Quel est le rôle de la femme dans l'Organisation et dans la Société?

— Comment peut-on concilier la vie de l'étudiant, astreint à des études et à des examens, avec la vie du légionnaire?

— Quelle est l'attitude de l'Eglise Chrétienne à l'égard de la guerre et de tout acte sanguinaire?

Dans ses réponses, le Capitaine ne se contentait pas de donner des solutions aux cas soulevés; il expliquait aussi les principes et les lois légionnaires. La base de ses réponses était toujours pratique et doctrinaire à la fois. Il n'oubliait jamais le côté éducatif des problèmes, même lorsque le sujet en discussion était strictement politique. Les mots qui revenaient sans cesse sur ses lèvres, comme un leit-motif de sa conception éducative tout entière, était: AMOUR, BON SENS et COMPORTEMENT CORRECT.

Ces trois mots synthétisent toute l'éthique légionnaire. Un légionnaire doit respecter la bienséance en toutes occasions. Il doit être bon, doux, tolérant. Il ne doit être ni vantard ni orgueilleux; il doit garder la mesure en tout, ne faire aucun geste déplacé. Il ne doit chercher querelle à personne, ne porter la chemise verte qu'à bon escient; il ne doit pas provoquer les autorités sans motif, ni s'enivrer; il doit être proprement vêtu, évitant l'ostentation; son vêtement, même rapiécé, doit être propre et net. Il doit respecter la femme et ne commettre aucune vilenie, même envers l'ennemi...

Les séances se terminaient par des chansons, sortant de centaines de jeunes poitrines: chansons tristes, chansons héroïques, chansons évoquant les gloires ancestrales, chansons qui semblaient les transfigurer...

La renommée de la Légion pénétrait de plus en plus profondément dans le pays; le peuple suivait, de plus en plus nombreux, la voie tracée par le Capitaine. Cependant, ces succès de masse ne lui suffisaient pas. Sa vision portait beaucoup plus loin. Il était préoccupé du problème de l'"*homme*

nouveau". La création de CET HOMME NOUVEAU était son objectif principal au sein de son peuple, parce que cet homme, une fois créé, pourrait résoudre tous les problèmes de la nation. C'est pourquoi, dans toutes les séances de Carmen Sylva, dans toutes ses Circulaires de ce temps, il insistait sur *l'importance éducative du camp.*

Le 10 Juillet 1936, Corneliu Codreanu adressa une Circulaire à tous les Commandants de Camp, leur demandant de donner la priorité à l'éducation des légionnaires:

Éducation des légionnaires dans les camps.

"Ayez soin de l'éducation des légionnaires. Celle-ci peut être réalisée:

A. Par l'exemple de la vie commune. Menez la même vie qu'eux. Comportez-vous avec bonté et amour.

B. Par les leçons d'éducation que vous donnez dans les séances. Là, vous insisterez sur les questions suivantes:

1. Le danger des mésententes et des disputes au sein de l'Organisation.
2. Le danger des accusations contre les camarades, des commérages, des intrigues.
3. Eviter le mécontentement contre les responsables, contrôlés eux-mêmes par leurs propres chefs.
4. Le fléau de l'espionnage et de la trahison.

Insistez particulièrement sur le comportement des légionnaires en société. Par sa conduite, un légionnaire peut nous faire le plus grand bien ou le plus grand mal.

Ne donnez pas l'exemple de la mauvaise conduite, de l'impolitesse, de l'orgueil, de la morgue, des discussions stupides, etc.

Suivez la loi du silence; évitez tout conflit.

Mes chers amis, tout le pays est couvert de camps. Partout régne l'ordre. Le peuple est content de notre travail et de notre conduite.

Soyez tous convaincus que, jour après jour, heure après heure, nous préparons un grand avenir pour notre peuple roumain."

6) LA MARCHE DES FRATERNITÉS DE LA CROIX.

Dans l'après-midi du 15 juillet 1936, une longue colonne légionnaire fit son apparition au Camp de Carmen Sylva. Elle était constituée de jeunes gens de moins de vingt ans, élèves de lycées et d'autres écoles secondaires. Ils avaient parcouru à pied les 22 km séparant Constantza de Carmen Sylva, sous les rayons brûlants du soleil d'été. Pendant toute cette marche, ces jeunes gens n'avaient rien mangé et n'avaient pas bu une goutte d'eau, respectant l'ordre de leur chef, George Istrati, qui voulait mettre à l'épreuve leur volonté et leur capacité de résistance. Effort épuisant pour des lycéens, citadins pour la plupart, qui, de leur vie, n'avaient fourni un tel effort physique, ni fait d'aussi longues marches. Cependant, aucune défection et aucune défaillance ne furent signalées; pas un malade, pas un traînard. Ils avaient tous supporté l'épreuve dans de parfaites conditions.

Quand ils pénétrèrent dans l'enceinte du camp, chantant *"Sainte Jeunesse Légionnaire"*, toute trace de fatigue avait disparu de leurs visages. La joie de voir le Capitaine et de se trouver au camp avec lui pendant deux semaines, compensait toutes les épreuves physiques.

Ces jeunes gens étaient membres de l'organisation légionnaire "FRATIILE DE CRUCE" (Fraternités de la Croix), qui s'occupait de l'éducation de la jeunesse des établissements secondaires.

La "Fraternité de la Croix" est un nom étroitement lié aux vicissitudes historiques du peuple roumain. Quand les ennemis envahissaient le sol de la patrie, ou quand de mauvais princes opprimaient le peuple, on voyait se lever, du sein du peuple, des hommes vaillants qui combattaient les oppresseurs. Ils volaient au secours des masses opprimées et, par des coups de main hardis, semaient la terreur parmi les tyrans. Ces vengeurs se liaient entre eux par des serments, se jurant une loyauté mutuelle jusqu'à la mort. Ils prenaient la Croix pour témoin de leur serment et se faisaient même tatouer son image sur le bras. Ces hommes étaient les "Frères de la Croix".

Corneliu Codreanu avait choisi le nom de cette très ancienne institution pour désigner l'organisation chargée de parfaire l'éducation de la jeunesse dans *l'esprit nouveau* du nationalisme chrétien qu'il voulait imprimer.

L'idée d'organiser les jeunes gens des classes secondaires en "Frères de la Croix" avait germé dans l'esprit de Codreanu à l'automne de 1923, lorsqu'il était enfermé dans la prison de Vacaresti, inculpé pour la question du *"complot des étudiants"*. Méditant au sujet des rapports des partis

et de la classe dirigeante avec la jeunesse, Corneliu Codreanu était arrivé aux conclusions suivantes:

— Les écoliers d'aujourd'hui sont les futurs dirigeants du pays;
— De l'éducation de ces écoliers dépendra la qualité de la classe dirigeante de demain, par une relation de cause à effet;

— Si nous avons aujourd'hui une classe dirigeante égoïste, lâche et fourbe, cela se doit au milieu, où ont été élevés les actuels politiciens.

— L'école actuelle n'a aucune préoccupation moralisatrice. On met l'accent sur la culture intellectuelle, on attache une importance démesurée à l'accumulation des connaissances, aux résultats des examens et on néglige la formation morale. L'école moderne laisse l'âme en friche.

— Parallèlement à l'école, et sans empiéter sur les attributions des professeurs, on doit inculquer à la jeunesse l'amour de la patrie, le sens de la loyauté, de l'honnêteté, la foi. Ces jeunes gens doivent grandir dans un milieu propre d'où il faut bannir l'exemple de la lâcheté, de la trahison, l'influence de tous les sentiments bas.

— Ce milieu, cette école parallèle, fondée sur l'esprit de sacrifice, sur l'héroïsme, ce sera "La Fraternité de la Croix".

La mission de la nouvelle organisation est résumée dans les termes suvants:

La Fraternité de la Croix

"Une organisation de la jeunesse roumaine, qui couvre tout le pays, qui a comme but suprême de former de bons soldats pour la Roumanie de demain: tel est l'impératif des temps actuels — c'est un impératif, étant donné les combats futurs auxquels la jeunesse sera appelée et qui exigeront d'elle un esprit sain, une grande âme, un poing d'acier; c'est une nécessité de défendre l'âme de nos enfants contre les attaques systématiques des ennemis.

"Etre "Frères de la Croix", cela signifie la fraternité jusqu'à la mort, autour de la Croix, de tous ceux qui sentent dans leur âme l'étincelle sacrée de l'amour pour leur patrie."

(George Istrati, "'La Fraternité de la Croix", Collection "OMUL NOU", 1952, page 11.)

La réponse adressée par Corneliu Codreanu, de sa prison, pendant l'automne de 1923, aux élèves du lycée "*Mihail Kogalniceanu*" de Vaslui, par laquelle il les encourage à s'organiser, doit être considérée comme l'acte de fondation des "Frères de la Croix":

"Ici, dans cette prison, où nous sommes si loin du monde de la liberté, beaucoup plus loin que vous ne pouvez l'imaginer, toute nouvelle venue du dehors nous apporte de la joie, nous rappelle ces journées heureuses où nous aussi pouvions regarder le ciel...

"Et, quand ces nouvelles nous arrivent de la jeune génération, saine et ardente, qui attend avec impatience l'heure de revêtir l'uniforme et d'empoigner l'épe du soldat, alors notre esprit est saisi d'un frisson profond et sacré. Parce que ces jeunes sont les hérauts des batailles à venir qui décideront du destin de notre terre ancestrale. A qui appartiendra-t-elle? A nous? A vous, enfants? Aux Roumains qui y vivent depuis des siècles, ou bien aux envahisseurs étrangers?

"Vous devez prendre conscience de ces responsabilités, chers camarades, et préparer solidement votre esprit, surtout votre âme, car, que nous importe d'avoir des philosophes, si ce sont tous des lâches, sans caractère, sans âme, ou plutôt, ayant perdu leurs âmes!"

(Cité par George Istrati — "Les Frères de la Croix", Collection "OMUL NOU", 1952, page 13.)

Du fond de sa prison, Corneliu Codreanu était arrivé, non seulement à des conclusions théoriques sur la nécessité de créer une organisation de la jeunesse des lycées et collèges, mais encore il avait élaboré le plan de constitution des "Frères de la Croix". Dès sa sortie de prison, il le mit en application.

La première organisation des "Frères de la Croix" fut créée à Iassy, le 1.º Mai 1924, et groupa des élèves des collèges de cette ville. Par la suite, d'autres furent constituées dans plusieurs villes de Moldavie.

Le premier chef des "Frères de la Croix" fut Ion Mota, nommé en Septembre 1924. A la suite du "*cas Manciu*", Mota fut arrêté et les "*Frères*" restèrent pour quelque temps sans chef. Libéré trois mois plus tard, il reprit la direction de l'Organisation et réussit à la répandre aussi en Transylvanie. Sous la direction de Ion Mota, les "Frères de la Croix" livrèrent leur première grande bataille: la campagne pour éclairer l'opinion publique au sujet du procès intenté à Corneliu Codreanu pour la mort de Manciu. Grâce aux élèves des lycées, encadrés par les "Frères de la Croix", des dizaines de milliers de manifestes, de brochures et de lettres furent diffusés aux quatre coins de la Roumanie.

Le plan de Mota était de provoquer un puissant courant nationaliste dans tout le pays, et surtout dans la région où le procès devait être jugé. Les effets de cette campagne se firent sentir lors du procès. La nation

entière avait appris qui était l'accusé, quels combats il avait livrés, ce qu'il voulait. L'opinion publique, vacillante au début, s'était rangée avec décision du côté de Corneliu Codreanu. Les "Frères de la Croix" avaient joué un rôle déterminant dans ce mouvement d'opinion qui aboutit à l'aquittement de Turnu-Severin.

La crise générale qui frappa le mouvement nationaliste après la rupture intervenue dans la Ligue, ébranla gravement l'organisation de la jeunesse. Les années 1926-1927 représentent une période de désorientation et de déclin dans l'histoire des "Frères de la Croix". Seules, les organisations de Focsani et de Galati réussirent à survivre et à maintenir leur unité, constituant des pépinières de dirigeants légionnaires.

Après la création de la Légion, en 1927, les liens furent renoués et l'on se remit à organiser. Ce travail alla très lentement la première année, parce que beaucoup de "Frères de la Croix" de la première heure, déçus par la rupture de la Ligue Cuziste, s'étaient dispersés. Même la puissante organisation Iassy avait perdu une bonne partie de ses effectifs. Mais, peu à peu, les groupes se reconstituèrent sous le bouclier de la Légion et les "Frères de la Croix" reprirent le combat avec le même élan d'antan.

Ils prirent part dorénavant à toutes les grandes batailles de la Légion: la marche en Bessarabie — les luttes éléctorales de Neamt et de Tutova — la digue de Visani — et partagèrent les souffrances de leurs camarades plus âgés. De cette époque, date un Manifeste célèbre de Corneliu Codreanu, adressé aux lycéens ayant terminé leurs cours et désireux de s'inscrire dans la Garde de Fer:

> "Il existe DEUX JEUNESSES" — disait-il dans ce Manifeste. Il y a des jeunes qui se disent studieux, avec des lunettes sur le nez, un air faussement savant, des gestes étudiés, une épaule plus haute que l'autre pour faire plus intéressant, la poitrine creuse et étroite, les jambes torses; arrivés avec des habits rapiécés et modestes, ils sont devenus, quelques mois plus tard, les "don Juan" des centres universitaires, et jettent des regards de mépris sur la masse vulgaire; ils ont honte de tenir la hache pour fendre une bûche à la maison, de prendre la charrue en main, ou la houe pour biner, quand les mauvaises herbes étouffent le maïs, ou de se mettre derrière le comptoir pour aider leur mère. Convaincus de pouvoir résoudre, d'un trait de plume, les plus grands problèmes, ils ont un seul idéal dans la vie: se servir de la politique pour arriver le plus haut et le plus facilement possible; prêts à baiser la main du premier maître puissant qui leur promettrait une faveur.

"Ceux-là sont les impuissants, les farceurs, les incapables, les flatteurs et les gaspilleurs, parmi lesquels se recrutent, depuis environ soixante ans, la plupart des dirigeants du pays, condamné aujourd'hui à payer tous leurs péchés.

"Avec de tels hommes, il était fatal que toutes les bassesses triomphent chez nous.

"*Mais il existe une autre jeunesse*!

"Une jeunesse qui regarde vers le ciel. Capable saïnement et simplement de saisir le livre ou la charrue, l'arme ou l'outil, quand il le faut.

"Capable de respecter ce qu'il y a de sacré dans ce pays et de le défendre en faisant de sa poitrine un rempart.

"Qui sait tendre une main loyale à l'ami, frapper l'ennemi et conspuer l'imbécile ou le traître.

"Telle est la jeunesse formée à l'école de la Légion et de la Garde de Fer."

Pendant la grande persécution des années 1933-34, les "Frères de la Croix" versèrent leur premier tribut de sang pour la cause du nationalisme. Un bachelier, Virgil Teodoresco, tomba frappé d'une balle, dans les rues de Constantza, alors qu'il collait une affiche électorale. D'autres jeunes gens furent arrêtés et jetés en prison.

Après la persécution, les "Frères de la Croix" passèrent eux aussi par une période de refonte et de transformation. Le 10 Novembre 1934, le Capitaine nomma comme chef de l'Organisation pour tout le pays, un homme d'une valeur exceptionnelle: George ISTRATI. Sous sa direction, l'organisation prit un développement extraordinaire et son réseau couvrit à peu près tout le pays.

Istrati était un chef modèle. Il exigeait des jeunes gens placés sous ses ordres une haute discipline, leur imposait des privations, mais, en même temps, il savait donner lui-même l'exemple. Il était respecté et aimé, car il unissait, dans son commandement, la sévérité et la bonté. Il ne laissait passer aucune faute sans la remarquer et la punir, pour que les conséquences n'en affectent pas les autres. Il avait le don d'adapter la doctrine légionnaire à la mentalité de ces jeunes esprits. En phrases précises et claires, il exposait des pensées d'une grande profondeur; et même des intellectuels versés dans la connaissance de la doctrine venaient le consulter sur certains problèmes.

George Istrati est aussi l'auteur d'un ouvrage consacré au système d'éducation et d'organisation qu'il préconisait, connu sous le nom de "*Guide des Fraternités de la Croix*". Pour écrire ce livre, il s'était basé sur les dispositions du Capitaine en matière de formation de la jeunesse des lycées-

-collèges. Non seulement, il les avait unifié, formant un corps de normes de toutes ces dispositions diverses, mais il les avait complétées par sa propre expérience, accumulée du temps où il avait exercé la fonction de Chef des "Frères de la Croix".

Quand il soumit le manuscrit au Capitaine, celui-ci fut effrayé par son volume, qui ne lui paraissait pas adapté à la jeunesse. Après l'avoir lu, il le lui restitua avec des éloges, sans y avoir même changé une virgule.

Le *"Guide des Fraternités de la Croix"* est une oeuvre capitale pour la connaissance de l'histoire et de la doctrine légionnaire. Ce livre contient *un historique* de l'organisation qui, à ses débuts, se confond avec celui du Mouvement; *un exposé des principes* légionnaires, sous une forme appropriée pour la jeunesse; ensuite — et c'est la partie la plus importante — *le système d'éducation et d'organisation* des "Frères de la Croix", dans sa forme définitive, tel qu'il s'était cristallisé pendant la période d'expansion de la Légion.

Jusqu'à la persécution de 1933, il n'existait que des organisations éparses, répandues à travers le pays, tandis qu'à partir de là, elles se multiplièrent tellement que le Capitaine se vit contraint d'élargir leur cadre d'organisation. Dans ses grandes lignes, le système d'organisation était le suivant:

1. *Les Fraternités de la Croix*: Tous les "Frères" d'un lycée ou d'une école de même niveau, s'associaient, constituant l'unité de base de l'organisation. C'est ici que se faisait l'éducation et c'est d'ici que partait l'action pour le recrutement de nouveaux membres.

2. *Le Groupe des Fraternités de la Croix*: Les organisations de tous les Collèges d'un Département formaient le "Groupe F.D.C." de ce Département.

3. *Le Corps des Fraternités de la Croix*: Tous les Groupes F.D.C. de tout le pays formaient le "Corps F.D.C.", dont le siège était à Bucarest, directement dirigé par le Centre, sous la surveillance du Capitaine.

La direction du Corps F.D.C. s'appelait *"Commandement F.D.C."*.

Entre les 25 et 30 Novembre 1936, s'est tenue à Bucarest la première *"École de Cadres"* des "Fraternités de la Croix" de tout le pays. Y ont pris part au total 67 Chefs de Groupes, ce qui signifie que, sur 71 Départements, 67 avaient des organisations compactes de F.D.C.

A cette occasion furent examinés aussi les résultats obtenus par l'organisation selon les nouvelles méthodes employées depuis 1934. Comme suite à cet examen, le Capitaine approuva définitivement le livre *"Guide F.D.C."*, élaboré par George Istrati et lui demanda de le préparer pour la publication. Le livre parut en 1937.

Le 13 Janvier 1937, Ion Mota, premier chef des "Fraternités de la Croix" tomba sur le front espagnol. Ce sacrifice eut un effet bouleversant sur les milliers de jeunes "Frères de la Croix". Avec une énergie redoublée, ils répandirent le Credo Légionnaire dans la masse des élèves, réussissant, non seulement à créer dans toutes les écoles secondaires des organisations "F.D.C.", mais aussi à provoquer un courant de sympathie envers le Mouvement parmi la grande majorité des élèves non encadrés.

7) LA QUESTION DES VIOLENCES LÉGIONNAIRES: RÉPONSE MÉMORABLE DE MOTA.

Pendant l'année 1936, malgré une tranquillité apparente, on continue dans les coulisses de la politique roumaine, à conspirer contre le Mouvement Légionnaire. Ses ennemis, exaspérés par la résistance qu'ils rencontrent dans leur effort pour capter la jeunesse légionnaire, ont pensé à déclencher une nouvelle terreur, beaucoup plus sanglante que celle de 1933. Son résultat devait être la liquidation en masse des cadres légionnaires.

Au Congrès Étudiant de Târgu-Mures, cette question a été débattue et, comme résultat de ces discussions, on a constitué les équipes de punition des membres de la camarilla, considérés comme les instigateurs principaux du projet d'assassinat du Capitaine.

Parallèlement à ces manifestations, Ion Mota s'est montré lui-aussi préoccué par la menace d'une nouvelle terreur; en termes catégoriques, il a averti les comploteurs du Palais de ce qui les attendrait s'ils voulaient attenter à la vie du Capitaine. Toute nouvelle tentative de destruction du Mouvement Légionnaire aurait une réplique prompte et impitoyable. L'hydre du Palais serait frappée à mort.

Au deuxième Congrès de l'Association *"Génération du Mouvement Étudiant de 1922"*, qui a eu lieu les 18 et 19 Avril 1936, Mota a clos les débats par la déclaration suivante:

> "... D'autre part, le Congrès exprime sa décision, au nom de la jeune génération du mouvement étudiant des 14 dernières années, de se protéger contre ces tentatives avec toute la vigueur d'une légitime défense, et de montrer au pays entier que notre mouvement ne pourra pas être abattu par un ou deux assassinats, ou par des dissolutions inutiles; il ne le sera que lorsque les dizaines de milliers de jeunes gens qu'il représente seront descendus au tombeau."

Pour donner une plus grande force à sa déclaration, Mota a apporté des précisions à ce sujet. En été 1936, se trouvant dans le camp de repos de Carmen Sylva sur les rives de la Mer Noire, il a pris des dispositions pour qu'une organisation spéciale soit créée. Inconnue même de la masse légionnaire, cette organisation secrète devrait entrer en action contre le gouvernement et contre les membres de la force occulte retranchée au Palais, dès que le moindre attentat contre Corneliu Codreanu aurait été signalé. L'organisation se trouvait sous la direction personnelle de Mota.

Les personnes visées ont eu vent, naturellement, de l'existence de cette organisation. Effrayées par les suites terribles de leurs maneuvres, ils se sont de nouveau enfermées dans le silence et l'inaction, renonçant pour quelque temps à réaliser leurs plans ténébreux.

Pendant l'été de la même année 1936, révolté par une nouvelle campagne de presse contre le Mouvement Légionnaire, campagne qui ne faisait que répéter les vieilles infamies en qualifiant la Légion d'"*anarchique*", de "*terroriste*", de "*subversive*", Mota a donné une réponse mémorable à tous ces calomniateurs:

> "... La jeunesse nationaliste légionnaire, n'est nullement anarchique. Elle ne pratique pas la violence en vertu d'un principe nihiliste, et moins encore en tant que méthode générale de lutte. Notre jeunesse est étroitement attachée à l'idée de l'ordre, ordre moral avant tout, ordre national ensuite, et même ordre légal. La preuve en est qu'elle se présente de son propre gré devant les autorités légales (ce qu'elle aurait pu éviter). Cette jeunesse déclare que les normes légales lui suffisent pour remplir sa mission historique et pour vaincre.
>
> "Mais, lorsque des gens, effrayés par le progrès normal et légal de cette jeunesse, conçoivent et mettent en application, *les premiers,* la mise hors la loi de cette jeunesse, le problème prend un autre aspect. Devant l'emploi des moyens les plus perfides (dissolutions, assassinats, complots contre les dirigeants, achat et encouragement des traîtres, etc), nous voulons qu'on sache que nous ne pouvons pas nous résigner et accepter notre défaite par le moyen de pareils coups immoraux, illégaux et déloyaux; nous entendons répondre par tous les moyens auxquels nous donne droit la défense la plus légitime et la plus légale.
>
> "Nos affirmations peuvent très facilement être combattues par nos adversaires, en affirmant tout simplement qu'elles ne sont pas vraies; que les provocations dont nous parlons, les attaques infâmes, immorales et illégales dont nous nous plaignons ne sont que de l'imagination: — "C'est vous qui avez

commencé les conspirations et les violences!" — disent-ils. Cependant, nous affirmons devant Dieu et devant l'Histoire que nos violences ont toujours été des défenses et des ripostes légitimes. L'initiative des illégalités et des violences revient entièrement à nos ennemis. Dieu et l'Histoire décideront sur cette question de la priorité de l'attaque injuste et donc, de la justification d'une violence ou de l'autre.

"Et si, à l'avenir, ces politiciens veulent vraiment la paix et la tranquillité dans le Pays, alors qu'ils se gardent d'avoir de malheur de tenter de conspirer encore contre notre vie, de nous mettre hors la loi, de nous arracher au droit et à la lutte égale et chevaleresque. Ainsi, ils auront la tranquillité et la paix.

"Mais si leurs violences et leurs conspirations continuent, ils se heurteront durement à cette jeunesse qui défendra avec sauvagerie s'il le faut, sa mission et son idéal."

8) LE CHÂTIMENT DE STELESCO.

L'histoire de Stelesco est connue. Ce jeune homme, à 25 ans, était arrivé à une situation inespérée: il avait été élu député sur les listes de la Garde de Fer, grâce à Corneliu Codreanu, lequel, par ce geste, voulait montrer comment la Légion récompensait la vaillance et le sacrifice de ses soldats.

Cependant, empoisonné par l'orgueil, Stelesco s'était mis au service des ennemis de son Organisation et de son pays, et avait attenté contre la vie de son chef. Découvert, avant d'avoir pu mettre à exécution son plan monstrueux, il avait été jugé par un Tribunal légionnaire d'Honneur et déclaré coupable. Après ce jugement, le Capitaine l'avait éliminé du Mouvement, lui laissant toutefois une possibilité de se racheter par des sacrifices volontairement consentis.

Stelesco refusa de se soumettre à cette sentence, qui reflétait pourtant l'immense bonté de Corneliu Codreanu et l'esprit de compréhension et de pardon du Mouvement Légionnaire. Si Stelesco avait fait le moindre geste de repentir, le Capitaine lui aurait pardonné et, avec le temps, lui aurait redonné son rang dans le Mouvement. Ce qui s'était déjà produit avec Cotea, le june homme chargé de l'attentat. Le lendemain de sa confession et de son repentir, il avait repris sa place dans la famille légionnaire, le Capitaine ayant compris qu'il avait été victime de son manque de discernement.

Stelesco, dévoré par l'orgueil et le ressentiment, suivit une autre voie. Il persévéra dans le péché et le crime. Sa tentative d'assassinat par le revolver ou le poison ne réussissant pas, il tenta d'assassiner le Chef de la Légion moralement. Avec l'argent du Gouvernement, il fit paraître une revue, pompeusement dénommée "CRUCIADA ROMÂNISMULUI" (La

Croisade du Roumanisme), qui se bornait à diffamer le Capitaine. Il imputa à Corneliu Codreanu tous les crimes imaginables, pouvant sortir d'une âme prevertie. Avec une persévérance diabolique, numéro après numéro, il lança dans l'opinion publique les attaques les plus infâmes. Il faut rappeler que Stelesco bénéficiait de la complicité de la censure, puisque, alors qu'elle lui laissait toute liberté pour diffamer le Capitaine, la même censure interdisait toute publication légionnaire et supprimait tout article qui aurait tenté de remettre l'imposteur à sa place.

Cette campagne, nourrie des accusations les plus injustes et les plus invraisemblables, révélait l'abjection morale où avait sombré Stelesco. Il jouait sa dernière carte, après s'être montré incapable de loyauté et de fidélité envers ses propres camarades. Pour s'assurer une situation politique quelconque, il s'était abaissé à s'associer avec les Forces Occultes et à exécuter aveuglément leurs ordres, en échange des deniers de Judas.

Les vilenies publiées par la "*Croisade du Roumanisme*" ne pouvaient pas salir le Capitaine. Il enregistrait avec tristesse et dégoût les convulsions impuissantes d'un camarade déchu de sa dignité et de la plénitude de son être spirituel. Il ne craignait pas pour lui-même l'effet de cette campagne, car il ne pouvait être question d'une rivalité entre lui et Stelesco, malgré les efforts de ses ennemis dans ce sens. Le Capitaine avait des dizaines de milliers d'hommes intègres autour de lui, tandis que Stelesco ne disposait que de quelques éléments, et encore, douteux. Les fonds du Gouvernement ne suffisaient pas pour créer un Mouvement!...

Cependant, alors que le Capitaine supportait en silence cette avalanche de calomnies, la colère grandissait chez les légionnaires. Ils rageaient et contenaient difficilement leur indignation, en lisant la feuille de Stelesco, laquelle paraissait régulièrement, dans des conditions typographiques exceptionnelles. La répétitions des infamies éprouvait la force de résistance des hommes. La tension augmentait de jour en jour et un éclat devenait inévitable. A toutes leurs questions au sujet des attaques de Stelesco, les légionnaires recevaient la même réponse de Corneliu Codreanu: "Si moi, qui suis frappé, puis prendre patience, pourquoi vous, ne le pourriez-vous pas? Laissez passer!"

Les anciens amis et camarades de combat de Stelesco étaient scandalisés et torturés. Dans le fond de leur coeur, ils gardaient encore un sentiment de regret pour leur ancien camarade tombé si bas. C'est pourquoi, ils allèrent le trouver, le priant de se calmer et de cesser de faire le jeu de l'ennemi. Stelesco interpréta leur geste comme un signe de faiblesse de Corneliu Codreanu et, au lieu de se modérer, il intensifia sa campagne. Or, toutes ces tentatives furent faites à l'insu du Capitaine.

Voyant que les attaques de la "*Croisade du Roumanisme*" redoublaient, les chefs des étudiants, dont certains étaient d'anciens amis de Stelesco, firent un pas de plus: au Congrès de Târgu-Mures d'Avril 1936, ils inclurent Stelesco parmi les complices des Forces Occultes et annoncèrent la formation d'une équipe pour le liquider, au cas où l'on attenterait contre la vie de Corneliu Codreanu. Cet avertissement sévère, exprimé publiquement et sous une forme solennelle, ne servit de rien. La série des ignominies continua avec la même virulence...

Ebloui par les promesses de la camarilla et par la quantité d'argent qu'il recevait, Stelesco ne se rendait pas compte de l'orage qui approchait. Or, un groupement aussi puissant que l'était la Légion en 1936, ne pouvait tolérer à l'infini que son Chef fût insulté par un vaurien. Stelesco s'imaginait que sa témérité et son insolence lui suffiraient pour paralyser toutes les réactions. Ce en quoi, il se trompait lourdement. Avec des effectifs et des possibilités bien plus faibles, la Légion avait pu dominer la persécution des années 1933-34. Et, maintenant que son potentiel de combat avait augmenté considérablement, elle était d'autant moins disposée à se laisser intimider par un élément déchu.

Pendant l'été de 1936, les légionnaires travaillèrent tranquillement dans les dizaines de camps ouverts sur toute l'étendue du pays. Rien de particulier ne survint dans la vie politique nationale. Le Gouvernement, lui-même, paraissait respecter l'effort constructif de la Légion, et hésitait à lancer ses gendarmes contre les légionnaires. Dans cette période d'accalmie politique relative, éclata brutalement la nouvelle de l'exécution de Stelesco, le 16 Juillet 1936.

L'initiative de punir Stelesco appartenait à un de ses anciens camarades de combat, Ion Caratanase, originaire de la province de Dobroudja. Il avait été un des meilleurs amis de Stelesco et dans de nombreux conflits avec les gendarmes, ils avaient affronté le danger côte à côte. Quand il apprit la trahison de Stelesco, il fut frappé de stupeur. Les liens entre eux étaient si étroits qu'il ne pouvait y croire. Puis, voyant que Stelesco était décidé à détruire le Capitaine à tout prix et que, pour atteindre ce but, il ne reculait devant aucun crime et aucune indignité, son âme se remplit de fureur et il vit en Stelesco un monstre, possédé par le démon. De la révolte, il n'y avait qu'un pas à franchir pour que germe en lui l'idée de supprimer le traître.

Entre temps, le Centre Légionnaire avait appris que le Palais poursuivait un objectif précis par la campagne de Stelesco contre Corneliu Codreanu: la réouverture du procès Duca, dans l'intention d'impliquer le Capitaine, sur la foi des "*révélations*" de Stelesco. Il n'est besoin d'aucun effort d'imagination pour se rendre compte de ce qu'a pu déclarer Stelesco, un homme qui avait trahi son chef et avait attenté à sa vie. Il était capable

de toutes les infamies, pour servir ses nouveaux maîtres. Cette perspective inquiéta encore plus Caratanase, l'affermissant dans sa décision d'agir.

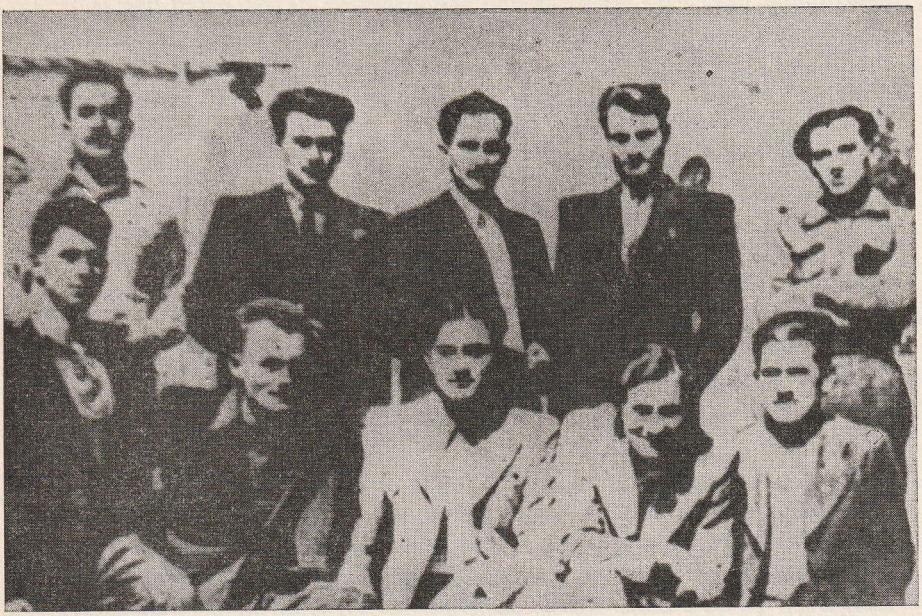
Il fit part de ses inquiétudes à Ion Bozântan, un légionnaire de Transylvanie, connu pour son esprit de décision et son courage. Bozântan était tourmenté par les mêmes pensées que lui et, ensemble, ils établirent un plan pour supprimer Stelesco. Petit à petit, huit autres légionnaires furent initiés dans ce projet, de sorte que l'équipe finale fut composée de dix personnes.

Pourquoi Caratanase et Bozântan impliquèrent-ils dans leur action tellement d'hommes, alors qu'avec trois personnes, ils pouvaient agir tout aussi bien? Leur idée était que non seulement on devait supprimer le traître, mais aussi établir un exemple historique. La trahison en soi devait être stigmatisée et c'est pourquoi Stelesco devait être puni par un groupe de légionnaire, symbolisant le peloton d'exécution sur le front. Ils arrivèrent aussi à la conclusion qu'à l'acte de châtiment de Stelesco, devaient participer non seulement des représentants de toutes les provinces roumaines, mais aussi des étudiants et des ouvriers, les catégories nationales les plus conscientes et dynamiques du Mouvement Légionnaire. Tous ces desiderata furent satisfaits, d'où la composition de l'équipe. Étant au nombre de dix, les exécuteurs de Stelesco reçurent le surnom de "DECEMVIRI" et c'est sous ce nom qu'ils sont entrés dans l'histoire.

Une fois l'équipe constituée, ses membres se réunirent à Bucarest au cours du mois de Juillet et commencèrent à poursuivre Stelesco. Entre temps, celui-ci était entré à l'hopital Brancovan, pour y subir une légère opération. On a dit plus tard qu'il pressentait quelque chose et qu'il était entré à l'hopital pour que l'on perde sa trace. Là, il fut identifié par un étudiant en Médecine qui, par hasard, informa un des membres du groupe et donna des renseignements précis sur le pavillon et la chambre où il se trouvait. L'équipe, mobilisée en permanence, se rendit à l'hopital et put pénétrer facilement jusqu'à la chambre. Stelesco, qui se trouvait au lit, esquissa un geste de défense, mais il ne pouvait s'enfuir. Les dix légionnaires déchargèrent leurs revolvers sur lui. A l'autopsie, on trouva 200 balles dans son corps. Sans être dérangés par personne, les légionnaires se retirèrent et allèrent se livrer *"in corpore"* à la justice.

L'exécution de Stelesco bouleversa le pays. Le Gouvernement et les groupes à sa solde, ainsi que les Forces occultes, furent frappés de panique. Non seulement on avait éliminé un des instruments principaux de leurs plans ténébreux, mais aussi le programme des étudiants, annoncé à Târgu-Mures, était entré dans sa phase d'exécution.

L'un de ceux que les étudiants visaient était tombé. Paralysé par la crainte, le Gouvernement n'osa pas, comme il l'avait fait autrefois dans les cas *"Socor"*, *"Angelesco"* et *"Duca"*, impliquer Corneliu Codreanu et d'autres chefs de la Garde de Fer. Après quelques jours d'agitation et de mena-



DECEMVIRI.

ces, le Gouvernement fit le silence. La justice se limita à l'arrestation et à la mise en accusation des auteurs de l'attentat. Le Capitaine fut appelé au Cabinet d'Instruction du Tribunal Militaire de la Capitale, où il déclara qu'il n'avait aucune part dans cette exécution, mais qu'il comprenait l'état d'esprit de ces hommes, qu'il les approuvait et qu'il les défendrait au cours du procès.

9) LA PROFANATION DU "MONT SUSAI".

Corneliu Codreanu aimait profondément la nature. Dès qu'il avait du temps libre, il âartait, soit dans les montagnes de Bucovine, soit à Predeal, soit à la mer. En hiver, particulièrement, il allait à Predeal, station climatique située à 1.000 mètres d'altitude, à quelques 100 km. de Bucarest, où il pratiquait le ski. Il aimait aussi séjourner dans cette localité, parce qu'elle était située sur l'ancienne frontière roumaino-hongroise et dominait les deux versants, l'un descendant vers la Transylvanie, l'autre vers l'Ancien Royaume.

Comme sa présence en ce lieu attirait beaucoup de monde, légionnaires et sympathisants, il eut l'idée de construire, sur l'un des sommets des alentours, une Maison de Refuge. Escaladant le Mont Susai pour trouver un endroit propre à cette construction, il découvrit, sous des monceaux de branches de sapin, les ossements blanchis de centaines de soldats et d'officiers roumains, tombés dans les durs combats de 1916, pour défendre la frontière de la vieille Roumanie contre l'invasion austro-allemande. Les corps de ces soldats et de ces officiers n'avaient pas été recueillis à la fin de la guerre et enterrés avec les honneurs qui leur étaient dus; ils avaient été laissés là où ils étaient tombés, aux intempéries et aux bêtes. En contemplant ce triste spectacle, Corneliu Codreanu demeura stupéfait de cette preuve d'indifférence des dirigeants du pays:

> "Horrifié et honteux, j'ai pris la décision de construire un Mausolée, dans lequel on réunirait ces ossements, ainsi que les musettes, les cartouchières et les uniformes ensanglantés que j'ai découverts intacts en certains endroits.
>
> "J'ai pris cette décision, non seulement par piété, mais aussi par honte. Parce que n'importe quel peuple, fût-ce une tribu sauvage, s'il apprenait que, vingt ans après la guerre, les corps de nos héros, les fondateurs de la Grande Roumanie, sont la proie des fauves dans les forêts, détournerait la tête avec horreur et nous mépriserait à jamais comme un peuple infâme."

Par ordre du Capitaine, quelques jours plus tard, des jeunes gens légionnaires se rassemblèrent et commencèrent à travailler: les uns recueillaient les ossements répandus à travers la forêt; d'autres transportaient des

pierres et du ciment sur leur dos, qu'ils allaient chercher dans la vallée à plusieurs kilomètres de là. Les ossements furent réunis dans un sanctuaire provisoire. Le Métropolite Gurie, de Bessarabie, vint officier un requiem pour les héros, à l'occasion de la pose de la pierre fondamentale, en présence du Général Cantacuzène.

Alors que le Mausolée, ainsi que les travaux d'aménagement du terrain étaient presque achevés, dans la matinée du 5 Septembre 1936, une compagnie de gendarmes, sous les ordres d'un commandant, accompagnés du procureur de la Région, firent leur apparition. Sans aucune explication ils arrêtèrent les légionnaires du campement permanent (au nombre de 17), ainsi que tous ceux qui étaient présents à ce moment-là, et, après les avoir fouillés sévèrement, les évacuèrent de force dans la vallée. Ensuite, les gendarmes se mirent à détruire, avec des pics et des haches tout ce que les légionnaires avaient construit. Le Mausolée, presque terminé, la maison où s'abritaient les légionnaires, furent réduits à l'état de décombres. Dans leur fureur dévastatrice, ils s'attaquèrent même aux ossements, pieusement rassemblés. Ils les sortirent du sanctuaire provisoire pour les écraser sous leurs bottes. La croix, la veilleuse, l'Evangile et l'icône, que l'on avait placés dans le sanctuaire, furent brisés et jetés aux ordures.

Le professeur Ion Dobre, chef du camp, envoya immédiatement un télégramme de protestation au Roi Carol II, pour dénoncer l'iniquité commise et demander au souverain qu'il intervienne pour réparer ce sacrilège. En guise de réponse, les autorités envoyèrent une charrette avec deux cheveux sur la montagne, pour enlever les ossements brisés et les descendre dans la vallée. Ensuite, la nuit venue, on les enterra à la dérobée dans le cimetière du village. Ce dernier forfait commis, les gendarmes se retirèrent, laissant le campement en ruine.

Informé de la sauvagerie des gendarmes, le Capitaine se rendit sur la montagne, pour vérifier la déclaration du professeur Dobre. "J'ai trouvé moi-même — écrit Corneliu Codreanu dans une lettre adressée au Général Cantacuzène — la Croix et la veilleuse, qui veillaient sur les pauvres ossements, jetées aux ordures... Les ossements des héros ont été profanés par la fureur dévastatrice des gendarmes."

Corneliu Codreanu demanda au général Cantacuzène, en sa qualité d'ancien commandant des troupes qui avaient combattu en ces lieux, d'intervenir auprès du Gouvernement et de toutes les autorités civiles et militaires, pour obtenir la punition des responsables: "Les officiers coupables de cette profanation devront être durement punis, et toute la gendarmerie éliminée des cadres actifs de l'armée, pour que la malédiction de cet acte ne rejaillisse pas sur elle... Mon Général, conclut-il dans sa lettre, nous ne demandons aucune réparation pour nous ni pour le campement. Nous demandons satisfaction au nom de nos héros. Les sanctions que nous voulons, n'ont rien d'une vengeance. Il s'agit d'un sacrifice d'expiation, que le

peuple doit exiger. Si cette expiation n'a pas lieu, le châtiment se retournera contre nous. Le malheur s'abattra sur nous."

(Circulaire: La suppression du campement de Susai.)

Le Général Cantacuzène adressa, le 9 Septembre, une lettre à plusieurs généraux, hauts prélats, ministres et journalistes, pour les informer de l'infamie commise à Susai:

> "Devant ce sacrilège inouï, je ne puis que crier: lève-toi, Ferdinand le Loyal, et vois comment on tue lâchement, une seconde fois, tes héros!...
>
> "Nous adressant à vous, officiers de l'Armée roumaine qui avez survécu à cette guerre cruelle, je vous demande:
>
> — Laisserez-vous impunie l'offense faite aux ossements de vos frères et camarades?"...

Le Gouvernement nomma une commission d'enquête, composée par l'Inspecteur administratif Paul Goma et le Colonel de gendarmerie Melicesco. Le résultat des recherches fut de nier tout ce qu'avaient affirmé le professeur Dobre, Corneliu Codreanu, le général Cantacuzène et des dizaines de temoins. Aucune sanction ne fut prise.

L'avertissement lancé par Corneliu Codreanu aux dirigeants du pays fut tragiquement vérifié par la suite. On avait demandé le châtiment des coupables pour que la malédiction des milliers de soldats tombés en ce lieu, unie à celle de tous les morts de la guerre, ne retombe pas sur l'armée et le pays. Le sacrilège non expié, ainsi que l'avait prophétisé Corneliu Codreanu eut des suites cruelles: Huit ans après, le 23 Août 1944, le pays fut envahi par les bolcheviks, l'armée supprimée, et des milliers d'officiers périrent dans les prisons.

10) LA PRESSE LÉGIONNAIRE.

L'année 1936 représente aussi un moment culminant dans le développement de la presse légionnaire. "*Culminant*", non pas en ce qui concerne les possibilités de manifestation du mouvement dans ce domaine, mais par rapport aux conditions dans lesquelles on pouvait alors écrire sous ce gouvernement. Ainsi que nous l'avons dèjà montré, la censure et l'état de siège — les deux instruments d'étouffement de la volonté populaire — étaient régulièrement prorogés de six en six mois, de manière que la Légion, pendant toute cette période, n'a pu se libérer de leur étreinte. Si les lois de base de l'État avaient été respectées par les gouvernements, la presse légionnaire aurait pris un essor incroyable. Donc, lorsque nous disons "*moment culminant*", nous pensons seulement à ce qui a pu échapper aux ciseaux de la censure.

N.B. — Le Roi Ferdinand, père du Roi Carol II, avait commandé les troupes roumaines pendant la 1.ère Guerre Mondiale.

Comme résultat de l'application implacable et permanente de cette censure, se produit en 1936 une situation paradoxale: la presse légionnaire, quoique arrivée à son moment culminant, n'avait pas atteint le niveau de 1933. Combien de forces créatrices frustrées, combien de nobles pensées tuées dans le germe ou dans l'impossibilité de se manifester au grand jour!...

En 1933, avant le commencement de la terreur, le mouvement disposait de 17 organes de presse, hebdomadaires ou mensuels, avec un tirage total de 35.000 exemplaires. En dehors de ses propres forces, le Mouvement Légionnaire jouissait de l'appui de deux quotidiens importants: "CALENDARUL" (Le Calendrier) et "CUVANTUL" (La Parole). Pendant la terreur, tous ces organes de presse ont cessé d'exister et, à peu d'exception près, n'ont plus jamais obtenu l'autorisation de paraître par la suite.

A cette époque (1933) ont été balayés par la terreur libérale "PAMANTUL STRAMOSESC" de Iassy, organe officiel de la Légion; la grande revue "AXA", dans les pages de laquelle étaient débattus, à un très haut niveau scientifique, tous les problèmes politiques et doctrinaires qui intéressaient l'existence de la nation; de même, les journaux sympathisants "CALENDARUL" et "CUVANTUL" ont cesseé de paraître; enfin, une série de gazettes de province, ont été éliminées pour toujours.

Avec la réorganisation du mouvement en 1935, sous la protection du nouveau parti "TOUT POUR LE PAYS", la presse légionnaire commence à donner des signes de renaissance. Il est vrai que des gazettes de filiation ouvertement légionnaire ont existé au ralenti et en nombre très réduit, car la censure ne leur donnait pas l'autorisation nécessaire. Pour compenser, dans une certaine mesure, le manque d'organes de presse propres, les journalistes légionnaires ont eu recours à l'hospitalité de certaines gazettes et revues aparentées aux aspirations de la Légion.

Parmi ces publications parallèles, il faut mentionner tout d'abord "CUVANTUL STUDENTESC", le bulletin officiel de l'Union Nationale des Étudiants Chrétiens Roumains. Cette revue était tout aussi ancienne que le mouvement étudiant, son premier numéro étant paru en 1922.

"CUVANTUL STUDENTESC" (La Parole Étudiante) a joué un grand rôle pendant cette période de lutte contre la censure permanente, quand les autorités empêchaient systématiquement la propagande légionnaire. Étant donné que la direction du Corps Étudiant était passé depuis 1934 aux mains des légionnaires, rien de plus naturel que cette union se reflète aussi dans les publications officielles de la classe étudiante. Si l'on feuillette les pages du "CUVANTUL STUDENTESC" des années 1935 — 1936 — 1937, on rencontrera d'innombrables articles signés par Mota, Marin, Cantacuzino, Banea et d'autres personnages notables de la Légion. Par la suite ces articles ont été réunis en volume et font actuellement partie

intégrante de leurs oeuvres, en tant qu'écrivains et doctrinaires du Mouvement Légionnaire.

Une autre possibilité d'affirmation par la presse a surgi à Cluj (Transylvanie) où, sous la direction de l'écrivain Marta RADULESCO, apparaît "REVISTA MEA" (Ma Revue). A partir de 1935 Mota, Marin et une foule d'autres noms connus dans la presse légionnaire collaborent à cette revue.

A Orastie (Transylvanie) le prêtre Mota, père de notre camarade Ionel Mota, avait fait publier pendant longtemps sa feuille populaire, l'hebdomadaire "LIBERTATEA" (La Liberté), très répandue dans la classe paysanne de la province. Le père Mota, sans appartenir à la Légion, a toujours appuyé le mouvement étudiant et, plus tard, le Mouvement Légionnaire, dans les rangs duquel militait son fils. Cependant, après une existence héroïque de plus de trente ans, la publication du père Mota avait cessé de paraître, à cause des difficultés matérielles. Dans ces conditions, après avoir consulté son père, Mota décide de transférer la revue "LIBERTATEA" à Bucarest et d'assumer sa direction. A partir du 1.er Septembre 1936, la feuille paraît à Bucarest. Dès les premiers numéros, son tirage s'accroît considérablement et elle est répandue dans tout le pays par le "*Service de colportage*" du Mouvement. Sans en changer le style et le caractère populaire imprimés par son père, employant toujours des phrases simples au niveau du peuple, Mota réussit à l'adapter aux nécessités de la lutte légionnaire. On sentait le besoin d'une publication centrale du Mouvement à l'usage des masses populaires, et Mota avait résolu le problème de la manière la plus heureuse. On ne créait rien de nouveau, on continuait seulement la glorieuse tradition d'une revue qui, depuis le temps de l'oppression hongroise, avait gagné une renommée bien méritée.

Mota n'a disposé que de quelques mois pour introduire "LIBERTATEA" dans le monde légionnaire de tout le pays. Cependant, il a réussi à assurer l'efficacité de sa propagande, et sa survivance. Il était si préoccupé par cette feuille qu'il a écrit des articles pour elle alors qu'il était en route vers l'Espagne, et même au front, au milieu de la mitraille. Ces articles ont été publiés ensuite dans le petit livre de son "TESTAMENT".

A Cernauti (Bucovine), sous la direction du professeur de sociologie de l'Université locale, Traian BRAILEANU, prend naissance, en avril 1935, la revue "INSEMNARI SOCIOLOGICE" (Remarques sociologiques). Ayant conçu cette revue sur un plan strictement scientifique, le professeur Braïleanu et ses collaborateurs ont entrepris des enquêtes sur les réalités sociales de la Roumanie. Dans le cadre de ces préoccupations, ils ont fait paraître aussi des études sur le phénomène légionnaire, le considérant partie intégrante de la réalité roumaine contemporaine. Etant donné que la revue n'avait pas de tendance de propagande et ne se mêlait pas

à la politique militante, la censure s'est montrée plus tolérante et ainsi, avec quelques incidents seulement, le revue a continué à paraître jusqu'au début de la grande terreur de 1938.

Parmi les publications légionnaires proprement dites, c'est-à-dire celles connues comme étant l'émanation de l'organisation, nous devons rappeler d'abord la tentative manquée de faire ressurgir la revue "AXA" sous un autre nom. En mars 1936, Vasile MARIN et Gheorghe CIORO-GARU lancent la revue "VESTITORII" (Les Annonciateurs), à Bucarest. Toutes les plumes de l'AXA se sont retrouvées spontanément autour de "VESTITORII". Mais, après quatre numéros seulement, la revue fut interdite par la censure. L'impétuosité avec laquelle la nouvelle revue avait débuté et la haute qualité intellectuelle de l'Etat-Major de la rédaction avaient alarmé le gouvernement, qui voyait en elle une menace pour l'état d'esprit de la Capitale.

D'autre part, lorsque le Capitaine avait déménagé à Bucarest en 1930, il avait laissé, à Iassy, la direction du Foyer Culturel Chrétien et la typographie installée dans ce Foyer, à la charge de Ion BANEA, docteur en médecine. Il s'agissait d'un des légionnaires les plus dévoués, formé dans son entourage le plus proche. Plus tard, ayant besoin d'un bon organisateur et d'un homme de toute confiance en Transylvanie, le Capitaine envoya Ion Banea à Cluj, pour commencer l'organisation de la partie Nord de cette province. Ion Banea remplit brillamment cette mission. Entre autres réalisations figure, après la terreur de 1933, la création d'une revue d'éducation légionnaire à Cluj, sous le nom de "GLASUL STRAMOSESC" (La Voix des Ancêtres), qui a réussi à se maintenir pendant toute cette période critique, quand la censure, attentive à ce que pouvaient écrire les légionnaires, laissait une liberté totale aux ennemis et aux calomniateurs de la Légion.

Parmi les rares publications de province parues entre 1935-1937, il faut mentionner "CUVANTUL ARGESULUI" (La Parole de la Région d'Arges), publication officieuse de l'organisation légionnaire du Département d'Arges, lue par tout le pays, grâce à la collaboration de Vasile Marin et d'autres intellectuels du Centre.

Parmi les journaux quotidiens qui avaient appuyé le mouvement en 1933, "CALENDARUL" avait définitivement disparu; en échange, "CUVANTUL" a bénéficié d'une tolérance du Palais et a pu reparaître. Cependant, ce n'était plus "CUVANTUL" d'autrefois ... Brimés par la censure, ni le professeur Nae IONESCO, ni ses collaborateurs, ne pouvaient plus écrire dans le sens de leurs convictions. Il leur fallait faire trop de concessions au gouvernement. Se rendant compte que le journal en serait réduit à végéter, le professeur a renoncé à faire sortir le journal. "CUVANTUL" a fermé ses portes pour la seconde fois, pour ne les rouvrir qu'avec la victoire légionnaire en 1940.

Néanmoins, au début de 1937, la presse légionnaire reçoit une aide inattendue. Elle se trouve renforcée par ce qui manquait justement à la propagande légionnaire, c'est-à-dire un quotidien indépendant qui soutienne parallèlement la lutte et les aspirations du Mouvement, comme les "CALENDARUL" et "CUVANTUL" pendant les années difficiles de 1932-1933; le journal "BUNAVESTIRE" (La Bonne Annonce), surgit, dirigé par le professeur Mihail MONOÎLESCO.

Une série d'intellectuels légionnaires entrent à la rédaction de ce journal. Les idées exposées dans cette publication ne coïncidaient pas toutes avec les vues de Corneliu Codreanu, mais il y avait enfin un journal qui, chaque jour, allait lutter contre la presse judéo-marxiste de la "*rue Sarindar*" et combattre les attaques lancées contre la Garde de Fer par les organes des partis.

La presse légionnaire, en raison des circonstances, n'est jamais arrivée à avoir l'envergure nécessaire pour rester à la hauteur des réalisations du Mouvement dans d'autres domaines, pendant cette phase de son expansion. La censure guettait et étouffait tout effort de la pensée légionnaire qui aurait osé se convertir en parole écrite. Il faut cependant reconnaître l'élan constant et l'ingéniosité des journalistes légionnaires pour écarter les obstacles surgis dans le chemin de leur devoir. Quand il le fallait, ils abandonnaient une expérience infructueuse, pour revenir à l'áttaque et occuper une nouvelle position ailleurs sur le front de l'éclaircissement de l'opinion publique.

Le Mouvement Légionnaire ne s'est jamais laissé terroriser par la censure et n'a jamais déposé les armes devant les illégalités et les abus; avec une énergie toujours renouvelée il se glissait de nouveau dans la citadelle interdite de la presse, là où ne pouvaient se manifester librement que les pontifes des partis historiques et les énergumènes de la maffia communiste.

Nous verrons plus loin que la faiblesse de la presse légionnaire a été largement compensée par la production littéraire du mouvement, par le nombre important d'essais, de brochures, de livres qui ont paru pendant cette période, traitant tous de thèmes d'histoire, de doctrine, de sociologie et de politique et qui, aujourd'hui, constituent la littérature classique de la Légion.

11) PARUTION DU LIVRE DU CAPITAINE.

Après avoir achevé son livre "POUR LES LEGIONNAIRES", Corneliu Codreanu se posa le problème de son impression. La question n'était pas facile. Dans la Capitale, ainsi que dans toutes les villes de province, fonctionnait un service de censure et tout ouvrage, livres inclus, ne pouvait être publié sans autorisation.

Les rares publications légionnaires se heurtaient, pour paraître, à de grandes difficultés. A plus forte raison, un livre signé Corneliu Codreanu

aurait été immédiatement mis à l'index. Le Gouvernement savait qu'il avait écrit ses Mémoires et il cherchait, par tous les moyens, à apprendre le nom de la maison d'édition ou de l'imprimerie où le livre devait paraître.

Le danger pour la Légion était grand. Une fois repoussé par la censure, le livre ne pourrait plus voir le jour, sans enfreindre les lois en vigueur. Dans ce cas, le Capitaine avait le choix entre l'impression clandestine du livre, ce qui l'exposait à un procès, ou il lui fallait renoncer à sa publication, laissant le peuple roumain dans l'ignorance des quinze annés de luttes et de souffrances de sa vie et de celles des autres légionnaires.

A ce moment, alors que le Capitaine ne savait que faire pour résoudre ce dilemme, une aide providentielle lui parvint de la part de l'organisation légionnaire départementale de Sibiu (Transylvanie). Cette organisation avait réussi, en avril 1936, à faire imprimer, avec l'approbation de la censure, la collection d'articles de Ion Mota, intitulée "CRANII DE LEMN" (Crânes de bois). Le fait paraissait incroyable, car c'était le seul endroit de la Roumanie où la censure s'était montrée en quelque sorte généreuse envers un texte légionnaire.

Que s'était-il passé à Sibiu, pour que les légionnaires jouissent de ce traitement de faveur? Tout simplement, les chefs de l'organisation s'étaient liés d'amitié avec le chef de la censure, un officier, et celui-ci s'était déclaré disposé, à ses propres risques à autoriser les publications légionnaires sans prévenir le Gouvernement de l'importance des ouvrages soumis à son approbation. Encouragés par cette promesse, les chefs de l'organisation de Sibiu se présentèrent devant le Capitaine et lui proposèrent de faire imprimer son ouvrage dans cette ville.

Corneliu Codreanu confia le manuscrit au professeur Nicolae Petrasco et lui souhaita bonne chance. En même temps, pour dérouter les informateurs qui s'empressaient autour de lui, il commença des discussions avec plusieurs maisons d'édition de Bucarest. Le Gouvernement était informé jour par jour de ces conversations et guettait le moment où Corneliu Codreanu remettrait le manuscrit à l'impression pour le confisquer. Ce jeu dura tout l'été et le Gouvernement ne se rendit compte qu'il avait été trompé que lorsque le livre parut en librairie et, pour comble, avec l'approbation de la censure.

La responsabilité qu'avait assumée Nicolae Patrasco était lourde. Même s'il pouvait compter sur l'approbation de la censure, il lui fallait s'assurer la discrétion la plus absolue de tous ceux qui travaillaient à l'imprimerie, du propriétaire jusqu'au dernier apprenti. La moindre information filtrant à Bucarest pouvait compromettre tous les efforts. L'ouvrage ne pouvait pas être composé et mis en forme en quelques jours; le manuscrit était volumineux. D'autre part, étant donné son auteur, l'ouvrage devait paraître dans des conditions parfaites. Le Capitaine était fort exigeant. Il n'admettait pas qu'un travail fût mal fait ou fait à moitié.

Nicolae Petrasco, aidé par l'organisation locale, passa brillamment l'épreuve. Rien ne transpira du travail acharné accompli en silence. Il s'occupa aussi de la correction des épreuves et suivit fiévreusement, jour après jour, le travail d'imprimerie. Cette sourde bataille dura quelques mois, pendant lesquels les légionnaires de Sibiu vécurent dans une tension continuelle.

Le 1.º Octobre 1936, le livre sortit finalement de l'imprimerie. Lorsque, grâce à l'excellent "*Service de Colportage*" du Mouvement, il fut expédié par vagues successives dans tout le pays, les légionnaires de Sibiu vécurent les moments les plus heureux de leur vie.

En une semaine, le livre avait atteint toutes les régions de la Roumanie. L'édition s'épuisa rapidement et peu de temps après, le besoin se fit sentir de publier une seconde édition, pour faire face aux demandes.

Que pouvait faire le Gouvernement? Le livre avait paru avec l'approbation de la censure. Légalement, il n'y avait aucune raison de le confisquer. D'ailleurs, il était trop tard! Le livre était déjà connu dans tout le pays. Surpris par le coup, il dut se résigner à cette nouvelle défaite.

Pour récompenser cet exploit de l'organisation de Sibiu, le Capitaine éleva le professeur Nicolae Petrasco au grade de commandant légionnaire, à titre exceptionnel. En même temps, il envoya une lettre de félicitation au chef de Région, le Dr. Augustin Bidianu. Par la même lettre, il le priait de transmettre ses remerciements, tant au propriétaire de l'imprimerie, M. Vestemean, qu'à tout le personnel qui avait travaillé à la composition du texte. L'organisation de Sibiu avait fait, par son travail d'équipe, un présent précieux à la Légion. Les actions des légionnaires brillaient désormais dans la lumière historique et dans leur vérité, consignées par celui-là même qui les avait dirigées et qui avait conduit les légionnaires dans tant de batailles, de victoire en victoire.

"*Pour les Légionnaires*" n'est pas un livre de mémoires ou d'histoire classiques, en ce sens qu'il n'inclut pas seulement des faits, c'est-à-dire des événements accomplis. Le Capitaine contait les combats dont le développement était en cours. C'était un livre palpitant qui ressuscitait le passé et éclairait le présent, pour mieux indiquer et tracer l'horizon des luttes futures. Ses chapitres avaient été vécus par la plus grande partie des légionnaires. Dans ses pages on voyait couler le sang des martyrs et des torturés, mais on y voyait fleurir aussi des espoirs pour un avenir meilleur de la nation.

12) LE CORPS DES OUVRIERS LÉGIONNAIRES.

Le 25 Octobre 1936 reste une date mémorable dans l'histoire de la Légion. Corneliu Codreanu venait de fonder le "CORPUL MUNCITO-

RESC LEGIONAR" (Corps des Ouvriers Légionnaires), organisation dans laquelle seront appelés à militer dorénavant les ouvriers de tout le pays.

Tenant compte du grand nombre d'ouvriers encadrés dans le Mouvement, ainsi que de l'importance politique de cette classe sociale, Corneliu Codreanu lui fit l'honneur de la constituer en corps à part. Aux côtés des étudiants et des frères de la croix, apparaissaient maintenant les ouvriers, investis du droit de former une unité autonome, dépendant directement du Centre.

Le Capitaine choisit cette date pour la fondation du nouveau corps, parce que, ce même jour, avait été consacré un "*Triptyque*" sur le mont Sorica, dans le Département de Prahova, élevé par les ouvriers à la mémoire des héros morts pendant la guerre. Cette classe sociale, considérée jusqu'alors comme hostile à l'Etat roumain, venait ainsi apporter son tribut de reconnaissance envers ceux qui s'étaient sacrifiés pour forger la Grande Roumanie.

L'ordre de création du nouveau corps a été lu par le général Cantacuzène, en présence d'un grand nombre de légionnaires venus pour assister à la solennité.

Le motif qui avait déterminé le Capitaine à prendre cette décision n'avait rien à voir avec la politique du moment; ce n'était pas une question de tactique. Il voulait honorer, devant toute la nation, cette classe sociale négligée jusqu'alors; il voulait montrer ainsi, qu'au point de vue spirituel et moral, il n'existait pas de différences entre les fils d'un même peuple, quel que soit le travail auquel ils se livrent. Ce qu'appréciait par-dessus tout la Légion, c'était la correction et la capacité de sacrifice de l'individu. Un ouvrier prêt à donner sa vie pour sa nation vaut mille fois mieux qu'un intellectuel lâche et opportuniste.

Corneliu Codreanu avait déjà fixé, en 1920, son attitude à l'égard du problème ouvrier, quand il luttait contre le communisme sous le commandement de l'ouvrier Constantin Panco, dans la "*Garde de la Conscience Nationale*". Il avait combattu les tendances qui prédominaient alors dans la masse ouvrière, celles de s'associer avec des éléments étrangers et même ennemis de l'Etat Roumain, dans sa lutte pour obtenir une amélioration de ses conditions de vie; mais, avec une égale énergie, il s'est élevé aussi contre la classe dirigeante qui, sous le couvert d'un patriotisme commode et hypocrite, voulait perpétuer l'exploitation du peuple travailleur.

S'adressant aux ouvriers, à l'occasion de la création du nouveau corps, Corneliu Codreanu, à l'encontre de tous les autres chefs et représentants de partis, communistes inclus, NE LEUR PROMIT RIEN. Au contraire, à ces hommes malheureux, qui n'avaient connu que la faim, les brutalités, les injustices et les humiliations, il leur demanda d'être prêts à tout donner pour la nation, de même que les autres légionnaires:

"Donnons tout ce que nous avons pour notre nation, luttons de toutes nos forces contre ceux qui la pillent, l'exploitent et la déshonorent, et menacent son existence.

"La nation légionaire, quand elle ressuscitera, quand elle surgira, triomphante, grâce à nos combats et à nos sacrifices, nous récompensera chacun d'après notre mérite et d'après nos actes: par la richesse et la justice qui vont rejaillir sur nous, ou par la mort et le blasphème.

"Au travail, donc! Mais ne vienne à nous que celui qui peut avancer ferment, avec confiance et détermination, et qui apporte un coeur fraternel dans nos rangs.

"Dans votre lutte, jusqu'ici, vous vous êtes égaré sur toutes sortes de voies de traverse et vous avez été vaincus. Toutes vos tentatives ont été écrasées.

"Cette fois-ci, vous vaincrez sous le signe légionnaire. Votre sacrifice sera récompensé avec le triomphe des vainqueurs et des maîtres du pays."

(Circulaire: Création du Corps Ouvrier Légionnaire".)

Corneliu Codreanu tenait à répéter dans cette Circulaire ce qu'il avait déjà dit en 1920: LA LÉGION NE S'ENGAGE PAS DANS DES LUTTES SOCIALES, EN FAVEUR D'UNE SEULE CLASSE. Elle a engagé son combat d'ensemble en faveur de la totalité de la nation et toutes les classes sociales en tireront bénéfice, au moment de la victoire. Une fois que la nation sera arrivée à être maîtresse de sa destinée, *elle rendra justice aussi à l'ouvrier, non en tant que membre d'une classe sociale, mais en tant que partie intégrante de la nation.* Les ouvriers participeront, en toute égalité, avec tous les citoyens du pays, aux devoirs et aux responsabilités, mais aussi aux honneurs, aux droits et aux récompenses.

Corneliu Codreanu nomma, comme chef des ouvriers légionnaires, l'ingénieur George CLIME. Clime était un homme d'un certain âge quand il reçut le commandement du nouveau corps. Il avait fait la guerre et y avait obtenu le grade de capitaine. Lors de la démobilisation, en sa qualité d'ingénieur il trouva toutes les voies ouvertes devant lui pour faire une carrière brillante, s'enrichir et jouir d'une vie confortable. Mais cette orientation ne correspondait pas à sa structure morale. L'ingénieur Clime était un grand patriote et il ne pouvait assister avec indifférence à la destruction du pays, que préparaient sous ses yeux les partis politiques. C'est pour cette raison qu'il se lança passionnement dans le mouvement nationaliste. Il milita d'abord dans la "*Ligue de Défense Nationale Chrétienne*" du prof. Cuza, comme Vice-Président de l'organisation régionale de Moldavie. L'écroulement de la Ligue l'affecta énormément.

Quand il apprit la création de la *"Légion de l'Archange Michel"*, il donna immédiatement son adhésion. A partir de cet instant il ne vécut plus que pour le Mouvement Légionnaire, en acceptant toutes les privations, tous les sacrifices, pour être présent en permanence dans le combat.

C'était un homme d'une grande énergie et d'une totale probité, dont la capacité de travail et la résistance étaient devenues proverbiales. Après le procès de 1934, dans lequel il figura, lui aussi, comme accusé, sous l'inculpation d'avoir participé au complot contre Duca, le Capitaine le retint auprès de lui, à Bucarest, et lui confia le *"Bureau de l'Organisation"*.

Le trait caractéristique de son esprit était un dévouement sans limites à l'égard de Corneliu Zelea Codreanu. Cette foi dans les qualités supérieures de celui qui conduisait la Légion se manifestait dans tous les actes de sa vie. Tout son être vibrait d'ardeur et d'enthousiasme lorsqu'il parlait de l'oeuvre du Capitaine, ardeur et enthousiasme qui ne le quittaient jamais dans ses rapports avec les légionnaires. Sa faculté d'amour et de compréhension était si profonde, si puissante, qu'elle rayonnait autour de lui. On disait que quiconque parlait une fois avec Clime comprenait la necéssité d'aimer le genre humain. C'est à cet homme, doué de qualités exceptionnelles, que le Capitaine confia le commandement du nouveau corps légionnaire.

L'ingénieur Clime entreprit immédiatement d'organiser le Corps. Les *"Nids"* d'ouvriers de tout le pays furent détachés des *"Organisations de base"* et entrèrent sous le nouveau commandement. Après un travail gingantesque de plusieurs mois, Clime put rapporter au Capitaine les premiers résultats: le *"Corps des Ouvriers Légionnaires"* avait été constitué dans tout le pays et fonctionnait pleinement.

La création du nouvel organisme eut des effets bienfaisants sur les masses ouvrières et entraîna de profondes répercussions: LE COMMUNISME PERDIT DEFINITIVEMENT LA BATAILLE PARMI LA CLASSE OUVRIERE, son milieu de prédilection pour l'agitation et le recrutement de ses membres. Les ouvriers s'enrôlèrent en masse sous le drapeau de la Légion. Ils ouvrirent les yeux et comprirent qui étaient ceux qui luttaient pour la justice et souffraient les persécutions. C'était, en effet, contre les légionnaires que se déchaînait toute la fureur du Gouvernement, alors que les communistes étaient traités avec indulgence.

Bientôt, ces ouvriers, encadrés dans le Mouvement, eurent l'occasion d'en faire l'amère expérience dans leur propre chair. Dans les entreprises où ils travaillaient, on leur faisait toutes sortes de chicanes. Les autorités exigeaient des chefs d'entreprises qu'ils dénoncent à la police les ouvriers légionnaires et qu'ils congédient les plus conscients et les plus actifs, qu'on qualifiait d'ailleurs de *"récalcitrants"*. Les autorités s'imaginaient que les ouvriers, parce qu'ils étaient des gens simples, devant la menace de perdre

ING. GHEORGHE CLIME

Chef du "Corps des Ouvriers Légionnaires"
Chef du parti "Tout pour le Pays"
après la mort du gén. Cantacuzène.

leur pain quotidien, renonceraient à ces "*bêtises*". Quelques-uns cédèrent à l'intimidation, sans doute, mais il faut dire, à l'honneur du nouveau corps, que de tels cas furent extrêmement rares. Les deux pressions combinées, celle des autorités et celle des entreprises, ne purent donner les résultats escomptés. Le "*Corps des Ouvriers Légionnaires*" croissait et se développait. Des centaines de nouveaux nids se constituèrent. Les grandes entreprises publiques et privées, en particulier, étaient fortement encadrées dans un réseau de nids légionnaires.

Pour souligner l'estime dont jouissait la masse ouvrière au sein du Mouvement, les étudiants de Bucarest, à la suggestion du Capitaine, invitèrent une délégation de dirigeants ouvriers à la fête du 10 Décembre 1936 (Fête Nationale des Étudiants roumains), en les priant de prendre place dans la tribune d'honneur et de présider avec eux les solennités. A partir de cette date, les deux corps fraternisèrent et c'est ainsi que naquit la tradition de *la lutte commune des étudiants et des ouvriers*. Ce sont eux qui constituèrent toujours les troupes de choc du Mouvement et qui eurent à souffrir les plus lourdes pertes au cours des persécutions ultérieures.

13) MÉMOIRE ADRESSÉ AU ROI.

Dans sa Circulaire du 30 Mai 1936, Corneliu Codreanu avait poussé un cri d'alarme, dénonçant la politique étrangère de Nicolae Titulesco comme un grand danger pour les intérêts du pays. Le 5 Novembre de la même année, il revint sur les problèmes de politique étrangère dans un Mémoire adressé au Roi et à tous les hommes politiques du pays.

Ce Mémoire représentait le document principal de l'expression légionnaire en matière de politique étrangère. C'était une synthèse de toutes les déclarations faites jusque là par le chef suprême du Mouvement Légionnaire, mais en même temps un net engagement pour l'avenir.

Si l'on examine les déclarations de politique extérieure de Corneliu Codreanu, on constate qu'elles ne contiennent aucune modification substantielle, de 1927 jusqu'à 1938. Une pensée continue les relie toutes, dans une parfaite unité de vues. Corneliu Codreanu est parvenu dans ce domaine aussi, à une conception claire, à une doctrine cohérente, à une ligne de politique étrangère équilibrée.

Les critiques n'ont pas manqué de dire que sa manière de traiter les problèmes de politique étrangère n'était pas adéquate aux problèmes imposés par la sécurité extérieure du pays. Dans ce domaine, disaient-ils, la rigidité, l'inflexibilité, peuvent être nuisibles aux intérêts de la nation. La politique étrangère, par sa nature même, est soumise aux fluctuations et réclame une permanente souplesse de mouvements, une utilisation intelligente de toutes les opportunités. Toute tendance d'immobiliser la politique

étrangère, de lui imprimer à tout prix une certaine direction, peut produire pour la nation des dommages irréparables. Or, ces observations ne sont justes que dans le domaine tactique.

En matière de stratégie, la situation est tout à fait différente. Dans la perspective d'un avenir plus éloigné, l'homme d'État doit se fixer un objectif qu'il poursuivra avec une persévérance inaltérable. Une politique étrangère qui s'oriente exclusivement d'après les circonstances du moment, risque de devenir leur jouet, et l'homme politique qui se contente de naviguer en improvisant, finira par briser le navire de l'État contre des écueils imprévus.

Evidemment, il n'existe point d'objectifs immuables en politique étrangère. Ils sont valables seulement pour un temps donné. Par exemple, l'idéal de l'unité nationale a dominé la politique étrangère de la Roumanie depuis la guerre d'indépendance (1877) jusqu'en 1919. Une fois cet idéal atteint, il a naturellement cessé de figurer au programme des Affaires Étrangères de la Roumanie. Les objectifs d'une politique extérieure représentent les constantes de cette politique pour une certaine époque et le véritable homme d'État doit les poursuivre avec persévérance, saisissant toutes les occasions qui se présentent pour leur réalisation.

Corneliu Codreanu a répondu, comme tous les Roumains, que l'objectif principal de la politique étrangère de la Roumanie, après l'achèvement de l'unité territoriale, était la défense du patrimoine national contre tous les dangers qui le guettaient aux frontières. Bien entendu, cette déclaration de principes n'était pas suffisante. Encore fallait-il soumettre ces dangers à une sage analyse, pour arriver à une juste évaluation de leur importance. Or, les dangers qui menaçaient la Roumanie étaient multiples et de gravité variable. Ils venaient de tous les côtés: du Sud, de l'Ouest, du Nord et de l'Est. Il restait donc à établir quel était le *"danger"* par excellence, le danger mortel pour le peuple roumain, celui qui ne risquait pas seulement de le priver d'un morceau de territoire, mais qui compromettait sa propre survivance physique et spirituelle.

L'analyse de la politique étrangère que fit Corneliu Codreanu était complètement différente de celle du Roi et de tous les politiciens responsables de l'époque. Il affirmait, en se basant sur les conditions géopolitiques du pays et sur l'étude de la situation internationale, que le pire danger, la pire menace pour notre peuple, émanait de la Russie Soviétique. Les autres menaces — et il ne les perdait pas de vue — étaient secondaires par rapport au péril venant de l'Est. En conséquence, la politique étrangère de la Roumanie devait être définie, élaborée et poursuivie en permanence, en fonction des plans impérialistes de Moscou. Telle devait être la constante de notre politique internationale et c'est à la lumière de cette réalité que devait être organisé tout notre dispositif de défense.

Une fois cette constante énoncée, Corneliu Codreanu fit un pas de plus et exposa aussi les moyens logiques de défense contre une agression venant de l'Est. D'abord, nos alliances principales devaient être orientées dans ce sens, c'est-à-dire, être sélectionnées d'après l'unique criterium valable: quels États, quels peuples d'Europe et d'ailleurs, pouvaient nous aider contre une invasion venue d'au-delà du Dniester? Le système d'alliances construit après la Première Guerre Mondiale, ayant la France comme point d'appui, nous avait protégé d'une certaine manière contre Moscou au cours de la première décennie. Mais vers les années 1930, le système avait commencé à se détériorer, jusqu'à perdre toute efficacité après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Aucune des constructions de la politique étrangère de la Roumanie postérieures à la guerre ne nous fournissaient plus un bouclier impénétrable contre une invasion bolchevique.

Dans le Mémoire du 5 Novembre 1936, adressé au Roi, Corneliu Codreanu précisait:

> "La Petite Entente et l'Entente Balkanique n'existent plus. Qui croit encore en elles prouve qu'il n'a rien compris."

En vérité, celui qui pouvait encore penser, en 1936, que ces deux Ententes pouvaient nous être d'une utilité quelconque, dans un moment difficile, faisait preuve d'un aveuglement sans bornes. Ces Alliances avaient eu une valeur réelle tant que la puissance militaire française avait dominé sur le Continent et que la Russie avait été tenue en échec par le "*cordon sanitaire*", organisé en Europe Orientale tout au long de ses frontières, ayant toujours la France comme soutien principal.

Lorsque les États des révolutions nationales, l'Italie et l'Allemagne, se furent relevés, — tandis que la France perdait son hégémonie sur le Continent — ces alliances étaient devenues d'une extrême fragilité; mises à l'épreuve, elles n'auraient certainement pas résisté.

Ce fait était devenu évident en 1936 et si, malgré tout, à peu près la totalité des chefs de partis croyaient encore dans la solidité des anciennes Alliances, le fait doit être attribué à leur propre inertie politique, à leur manque de discernement et à l'influence néfaste exercée sur eux par Titulesco. *Ce n'est pas Corneliu Codreanu qui se trompait au sujet de la faillite de la Petite Entente, de l'Entente Balkanique, de la Société des Nations, des anciennes alliances anglo-françaises, mais Maniu, Bratianu, Iorga, Argetoianu, Tataresco et tous les autres chefs de partis plus petits, qui écoutaient religieusement l'oracle titulescien.*

Dans les nouvelles circonstances, "*nos grands alliés*", ainsi qu'étaient désignées la France et l'Angleterre dans tous les discours officiels, n'étaient plus en état de nous aider contre une attaque venue de l'Est, ni même

contre une attaque, de moindre envergure, venue de l'Ouest. Elles-mêmes, respiraient à peine, sous la pression croissante des puissances de l'Axe. Faire reposer le destin de la Patrie sur des constructions aussi artificielles c'était courir ouvertement au désastre.

Titulesco n'ignorait sûrement pas ces réalités. Il savait que sa politique étrangère était fatale pour la Roumanie. Mais le sort du pays ne l'intéressait pas. Depuis longtemps, il s'était détaché de la nation pour servir les intérêts du communisme mondial. Il agissait d'une manière parfaitement logique et lucide sur la ligne que lui avaient fixé ses nouveaux maîtres. Son souci majeur n'était pas de sauver la Roumanie de la tourmente qui approchait, mais d'endormir la vigilance des dirigeants du pays.

En même temps, il exagérait le danger magyar, danger secondaire, qui n'aurait pu devenir effectif et aigu que dans l'hypothèse d'une entente militaire avec l'Allemagne. En falsifiant les données de la politique étrangère, Titulesco cherchait à modifier de telle manière le dispositif de défense du pays, que nous arrivions à nous appuyer sur la Russie contre un danger magyar supposé et que nous finissions graduellement par être envahis et conquis par les bolcheviks.

Corneliu Codreanu, lui, voyait les faits clairement. Il soutenait que la Petite Entente et l'Entente Balkanique n'étaient que des fictions diplomatiques, entretenues par Titulesco pour donner au pays un faux sentiment de sécurité; que l'Angleterre et la France n'étaient plus capables de nous aider contre une attaque venant de l'Est et que la Société des Nations était totalement inopérante. En conséquence, il fallait à tout prix remplacer les alliances existantes, déjà caduques, par d'autres plus sûres, capables de garantir notre intégrité territoriale. Nous n'avions pas le choix, que cela nous plaise ou non; telle était la situation: *nous devions nous tourner vers les Puissances de l'Axe*. La nouvelle conjoncture nous contraignait à chercher d'autres alliances.

> "Deux mondes se trouvent face à face: sous leurs pressions antagonistes, au moment d'un conflit, toutes les combinaisons diplomatiques s'écrouleront comme des châteaux de cartes. Ces deux mondes sont: d'une part, les États des révolutions nationales, qui luttent pour la défense de la Croix et pour une civilisation millénaire, et, d'autre part, le bolchevisme avec ses alliés, qui luttent pour l'anéantissement des nations et la destruction de la civilisation chrétienne."

Les prévisions de Corneliu Codreanu se vérifièrent avec une exactitude mathématique. Au moment de la guerre, la France et l'Angleterre furent rapidement éliminées du conflit. Que dire alors de la Petite Entente,

de l'Entente Balkanique et de la Société des Nations, qui faisaient figure de pièces de musée!... La Roumanie resta isolée, prise entre une Allemagne victorieuse sur le continent et une Russie perfide, qui guettait le moment favorable pour la déchirer.

En 1940, quoiqu'elle eût signé avec la Roumanie un *"Pacte de non-agression"*, la Russie lui arracha la Bessarabie et la Bucovine du Nord. Elle l'aurait annexée tout entière si, au dernier moment, l'Allemagne n'était venue à son aide. Cette Allemagne que Titulesco, l'homme de Moscou, et la grande majorité des hommes politiques roumains, détestaient! En fin des comptes, la Roumanie avait été contrainte de s'unir aux Puissances de l'Axe, ainsi que l'avait prévu Corneliu Codreanu, mais dans les conditions les moins favorables, payant la nouvelle alliance indispensable par de grosses pertes territoriales...

Titulesco avait été éliminé du Gouvernement en Août 1936, avant que n'ait été publié le Mémoire adressé au Roi par Corneliu Codreanu. Mais, quoique Titulesco ne figurât plus comme titulaire des Affaires Étrangères, le Gouvernement continuait sa néfaste politique de rapprochement avec la Russie. La politique internationale était dirigée directement par le Roi Carol, dont les vues ne différaient en rien de celles de Titulesco. Il se trouvait toujours sous l'influence de sa maîtresse, Hélène Lupesco, et celle-ci, avec toute la camarilla royale, s'employait à favoriser la conspiration communiste.

Constatant que l'éloignement de Titulesco n'avait pas produit le revirement salutaire escompté dans la politique étrangère, Corneliu Codreanu crut nécessaire d'ajouter à ses déclarations un sévère avertissement, donné à ceux qui détenaient alors les destinées du pays entre leurs mains:

> "Nous demandons à Votre Majesté d'exiger de tous ceux qui dirigent la politique étrangère de la Roumanie ou qui expriment des opinions à ce sujet, qu'ils répondent, sur leur tête, des directives qu'ils adoptent.
>
> "Nous attendons aussi cette même déclaration, chevaleresque et courageuse, de la part de Votre Majesté, en ce qui concerne la ligne Royale de politique étrangère de la Roumanie.
>
> "De cette manière, au moment d'une éventuelle catastrophe, le Pays saura à qui incombent les responsabilités et connaîtra aussi la nature de la sanction.
>
> "Si nous, les jeunes, sommes placés dans la situation tragique d'entrer en guerre aux côtés des Puissances du bolchevisme, contre ceux qui défendent la civilisation chrétienne, qui veulent empêcher les églises d'être démolies, les reliques sacrées d'être souillées, les tombeaux de nos héros d'être profanés,

nous déclarons ouvertement que nous sommes prêts à faire feu contre ceux qui nous auraient menés là et, comme nous ne pouvons déserter et commettre un acte déshonorant, nous nous suiciderons.

"Jamais la jeunesse du peuple roumain ne combattra sous le signe de Satan contre Dieu."

14) L'EXPÉDITION LÉGIONNAIRE EN ESPAGNE

Dans la soirée du 24 Novembre 1936, sur le perron de la Gare du Nord, de Bucarest, se passait une scène poignante, d'une profonde signification. Corneliu Codreanu, avec tout son État-Major, prenait congé des légionnaires qui partaient combattre en Espagne. Deux d'entre eux, Mota et Marin, ne rentreront pas vivants dans leur patrie...

En plus de Mota et Marin, l'équipe était formée par l'ingénieur George Clime, l'avocat Nicolae Totu, le prince Alexandre Cantacuzène, le prêtre Dumitrescu-Borsa et l'avocat Banica Dobre. L'équipe partait sous le commandement du vieux général George Cantacuzène qui, en plus de la charge de faire entrer le groupe roumain dans l'armée espagnole, avait reçu la mission d'offrir, de la part du Capitaine et du Mouvement Légionnaire, un sabre d'honneur au général Moscardo, le vaillant défenseur de l'Alcazar.

Le Capitaine se sépara, le coeur serré, des légionnaires qui partaient à 4.000 km de distance pour défendre le Christ contre la furie dévastatrice des hordes rouges. Ces légionnaires n'étaient pas seulement de braves soldats de la Légion, mais des chefs légionnaires qui, à ses côtés, avaient édifié ce mouvement à travers d'innombrables luttes, épreuves et souffrances. La disparition de n'importe lequel d'entre eux devait provoquer un vide sensible dans les cadres de la Légion.

En particulier, il s'inquiétait du sort de Ion Mota. Celui-ci surpassait de beaucoup les autres chefs légionnaires. C'était l'un des fondateurs du Mouvement et son collaborateur le plus proche. Aux moments difficiles pour la Légion et quand la vie même de Corneliu Codreanu s'était trouvée menacée, Mota l'avait aidé corps et âme. Ses paroles étaient écoutées avec respect par les légionnaires. Les adversaires le craignaient. Toute intervention de Mota avait un effet retentissant dans le monde politique. Quand il prenait la défense du Capitaine, pour répondre à un calomniateur ou pour dénoncer un complot contre sa vie, tout le pays devenait attentif. Les ennemis savaient qu'il ne reculait jamais quand il avait pris une résolution et que, lorsqu'il faisait une déclaration, il la mettait en application.

Mota était un homme d'une vaste culture politique, un brillant avocat et un penseur profond. Ses écrits ont été proclamés, par le Capitaine

L'ÉQUIPE LÉGIONNAIRE

qui a pris part à la guerre civile espagnole.

lui-même, comme *"doctrine légionnaire"*, c'est-à-dire égaux en valeur aux pensées du fondateur.

Mais, par dessus tous ses mérites, Mota représentait quelque chose d'incomparable pour tout le Mouvement. C'était un modèle, un idéal d'homme et d'humanité, dans leur réalisation la plus pure et la plus complète. L'exemple de Mota constituait la preuve éloquente que Corneliu Codreanu ne se berçait pas d'illusions lorsqu'il avait proclamé, comme finalité de la Légion, la création d'un *"homme nouveau"*. Mota était auprès de lui pour démontrer, par ses propres qualités, par ses propres actions, la réussite de l'expérience éducative de la Légion. Le Capitaine, appuyé sur lui, sentait se renforcer sa certitude intérieure qu'il ne s'était pas trompé en forgeant *l'homme du sacrifice*. Il disposait, dès le début, d'une énergie qui agissait conformément aux lois du nouvel organisme et qui pouvait être donnée en exemple à ses membres. Corneliu Codreanu contemplait en Mota, dans sa vie tissée de renoncements et de sacrifices, le reflet de son oeuvre.

L'initiative de l'expédition appartenait à Mota. C'était — on peut le dire — une nécessité intime de son être. Les nouvelles effroyables qui arrivaient d'Espagne le blessaient jusqu'au fond du coeur. Il ne pouvait supporter l'idée des autels profanés par la barbarie, déchaînée, dans ce pays par l'idéologie marxiste, sans qu'il ne sente en lui le besoin d'accourir au secours de ceux qui y défendaient le Christ.

Quoiqu'il fût douloureux pour le Capitaine de se séparer de Mota, il ne pouvait s'opposer à une pareille décision. Cependant, pour diminuer les risques éventuels, tant pour Mota que pour les autres membres de l'équipe, il avait limité leur présence sur le front à un mois, après quoi ils devaient être remplacés par d'autres légionnaires, qui prendraient leurs places dans la bataille. Des centaines de légionnaires étaient prêts à prendre le chemin de l'Espagne et seule la précarité des moyens matériels empêcha la formation d'une unité plus grande.

Le train se mit lentement en mouvement. Les bras de ceux qui étaient restés sur le quai, le Capitaine à leur tête, se levèrent dans un dernier salut à ceux qui allaient affronter l'ennemi de la nation et de la Chrétienté sur la terre ensanglantée de l'Espagne!... La route qu'ils devaient parcourir passait par le Nord du pays, par le point de frontière de *"Grigore Ghica Voda"* (en Bucovine), et de là, par la Pologne et l'Allemagne. Le chemin le plus court aurait été de traverser la France, mais ils devaient éviter ce pays, où se trouvait alors au pouvoir un gouvernement de *"Front Populaire"*, présidé par Léon Blum, qui appuyait le régime communiste espagnol.

Les autorités polonaises accueillirent le groupe avec amitié; de même les Allemands qui avaient envoyé eux-mêmes en Espagne, les avia-

teurs chevronnés de la *"Légion Condor"*, assurant ainsi, dès les premiers mois de la guerre, la supériorité aérienne des forces nationalistes.

A Hambourg, l'équipe légionnaire s'est embarquée sur le bateau *"Monte Oliva"*, pour arriver au Portugal. Le nom du navire leur évoqua les heures tragiques de la vie du Sauveur, avant qu'il ne tombe dans le piège des Pharisiens.

Le voyage en bateau dura plusieurs jours. Le temps fut employé à discuter des thèmes de combat avec le général Cantacuzène et avec l'ingénieur Clime. Ion Mota, seul, regardait au loin!... On aurait dit que les choses de ce monde ne l'intéressaient déjà plus... C'est pendant cette traversée qu'en un moment d'illumination spirituelle, il dit à Banica Dobre (qui l'a consigné dans son livre) :

> "Il est beau de vivre au service d'un idéal, mais il est sublime de mourir à son service."

Le 4 Décembre 1936, les légionnaires roumains débarquèrent au Portugal. Ils furent reçus par le Ministre de l'Espagne nationaliste, qui leur souhaita la bienvenue. Les étudiants portugais, apprenant le passage des légionnaires roumains, vinrent aussi leur apporter le témoignage de leur chaleureuse sympathie. Mota improvisa un petit discours, pour expliquer la raison de leur marche vers l'Espagne.

De Lisbonne, ils prirent le chemim de Salamanque. Dès qu'ils eurent passé la frontière, ils entrèrent en contact avec les cruelles réalités de la guerre: maisons détruites, champs dévastés par les obus, gares pleines de soldats et de femmes en deuil...

> "Grande et sublime est cependant la tragédie du peuple espagnol qui, pour la Croix et la Patrie, préfère tout perdre!..." remarque Nicolae Totu dans son livre.

Dans la soirée du 5 Décembre, ils arrivèrent en gare de Salamanque, où ils furent salués par un représentant du Généralissime Franco. Le Général Cantacuzène répondit en français :

> "Le Capitaine des légionnaires roumains, Corneliu Codreanu, envoie à l'Espagne nationaliste qui défend la Foi et la Croix, sept chefs de la Légion pour combattre et mourir, si Dieu le demande, en défendant l'idéal qui, ici, en Espagne, comme chez sa soeur lointaine, la Roumanie, est celui de la Légion et de son Capitaine."

ALEXANDRU CANTACUZÈNE

Un des survivants de Majadahonda
Assassiné plus tard sous la terreur
du roi Carol II.

Un grand nombre de personnes s'étaient réunies autour d'eux à leur arrivée. Quoique ne comprenant pas le sens exact des paroles du Général, ils écoutèrent avec émotion et poussèrent des acclamations à la fin de son allocution.

A Salamanque, où se trouvait alors le Quartier Général de Franco, le problème de l'encadrement des légionnaires dans l'armée espagnole fut rapidement résolu. On leur offrit la possibilité de s'engager avec les grades qu'ils avaient en Roumanie (tous étaient des officiers de réserve); mais ils refusèrent, déclarant qu'ils préféraient combattre comme simples soldats en première ligne. Alexandre Cantacuzène expliqua plus tard pourquoi ils avaient choisi cette voie :

> "Nous voulions lutter comme soldats pour donner un exemple. Un exemple de fusion complète avec les défenseurs les plus exposés, les petits et les humbles, dont le sacrifice n'est pas couronné de lauriers."
>
> "Nous voulions que les ouvriers et les paysans, que les écoliers même, sachent que les commandants légionnaires ne gagnent pas leurs droits au commandement par des privilèges ou des manoeuvres, mais à force de privations, de souffrances et de sacrifices, souriant devant la mort."

Ils furent adjoints à la "*Légion Étrangère Espagnole*", que Alexandre Cantacuzène lui-même appelait "la plus vaillante infanterie du monde".

Accompagnés du colonel Villalba, un des héroïques défenseurs de l'Alcazar, l'équipe légionnaire, ayant à sa tête le général Cantacuzène, se rendit à Soria, où se trouvait alors le général Moscardo, commandant le front du Nord de Madrid, où devait avoir lieu la cérémonie de la remise du sabre d'honneur.

A Soria, une foule immense les attendait devant le Palais du Gouverneur de la province. Toute la ville avait pavoisé avec des drapeaux espagnols et roumains et les représentants de la lointaine Roumanie furent longuement acclamés. Voilà comment Nicolae Totu nous décrit les phases de cette émouvante cérémonie :

> "Beaucoup de monde. De l'ordre. Le Général Moscardo lui-même est venu à notre rencontre, entouré de tout son État-Major. Nous allons dans une salle pour nous préparer. Le père Dumitresco revêt ses vêtements sacerdotaux; nous déployons le drapeau tricolore et arrangeons nos uniformes. Avec une allure majestueuse, nous entrons dans la grande salle de réception. Ion Mota commande le "*garde-à-vous*". Il fallait le voir, imposant, fier, sublime! Nous étions comme des statues de pierre,

comme frappés de stupeur. Silence profond. Le général sort le sabre du fourreau. Il le saisit par la garde et la pointe et le plie en arc. De l'acier fin de Tolède. Il commence, grave comme il sait l'être, dans les grands moments, dans un français parfait. Ce qu'il tient à la main n'est pas un jouet. "Je l'ai porté au combat" — dit-il. Tous connaissent le passé de vaillance de ce brave. Je regarde notre général, héros parmi les héros; devant lui, le célèbre Moscardo. Les paroles chaleureuses enflamment les coeurs. Les larmes me viennent aux yeux, mais je me retiens.

"Le général a achevé son brûlant discours. Il remet le sabre et étreint le général Moscardo, qui l'embrasse. La foule applaudit."

Dans son discours, le général Cantacuzène a mis l'accent sur la solidarité du destin de l'Espagne, de la Roumanie et du monde entier:

"Cette guerre sainte n'est pas seulement celle de l'Espagne; elle appartient à tous et à nous aussi. Vous même, à l'Alcazar et ici, sur le front Nord de Madrid, vous avez assumé la défense du monde entier."

Les brillants faits d'armes du général Cantacuzène étaient connus du général Moscardo par les traités d'histoire militaire. Le général Moscardo, dans sa réponse eut la délicatesse de souligner que les enseignements tirés de la splendide défense des crêtes des Carpathes par le général Cantacuzène pendant la première guerre mondiale, lui avaient été utiles, tant dans la défense de l'Alcazar que dans les combats plus récents livrés sur le front Nord de Madrid.

De Soria, l'équipe des légionnaires roumains partit pour Tolède, où elle visita les ruines de l'Alcazar, et le 8 Décembre 1936, arriva à Talavera de la Reina, où se trouvait l'Inspectorat de la Légion Étrangère. Ils furent introduits chez le colonel Yague, commandant de la Légion Étrangère, puis répartis dans la 6.º Bandera du Tercio, la 21.º compagnie. Ici s'achèvait la mission du général Cantacuzène. Il devait rentrer à Salamanque et, de là, en Roumanie. Le vieux, général, les larmes aux yeux, se sépara de "*ses enfants*", regrettant de ne plus être assez jeune pour rester avec eux, pour affronter de nouveau la mort dans les tranchées. A son âge, il ne pouvait plus faire campagne en première ligne, et le Haut Commandement espagnol lui fit savoir qu'il n'avait pas de place disponible digne de son rang.

Après une instruction sommaire de quelques jours, surtout pour se familiariser avec les commandements espagnols, les légionnaires roumain furent envoyés sur le front.

Avant de relater les combats auxquels ils prirent part, il faut rappeler leur état d'esprit, fondamentalement différent de celui des autres étrangers engagés dans le Tercio. Ce qui les avait déterminés à partir pour l'Espagne, ce n'était pas tellement une analogie politique avec les forces nationalistes, mais surtout un élément religieux: les outrages quotidiens commis par les communistes contre Dieu. Leur désir le plus cher était de porter témoignage pour le Christ, offrant pour cela, si c'était nécessaire, leurs propres vies. Ils brûlaient d'impatience de partir pour le front. Il leur semblait que le temps coulait trop lentement et qu'un évènement inattendu — peut-être une victoire nationaliste précipitée — pouvait les frustrer de leur profonde soif de sacrifice.

Mota, surtout, vivait dans une tension permanente. Quand, à Talavera de la Reina, Nicolae Totu tomba malade et ne put, pendant plusieurs jours, prendre part aux exercices, Mota fut au comble de l'agitation. Il fut soulagè quand Totu surmonta la maladie et put finalement réintégrer la compagnie. La satisfaction suprême à laquelle aspiraient les légionnaires était de pouvoir défiler, le drapeau roumain à leur tête, dans un Madrid délivré par leurs sacrifices aussi.

L'arrivée sur le front des légionnaires coïncida avec les grands combats des environs de Madrid. D'où leur espoir que la prise de la capitale de l'Espagne n'était qu'une question de quelques semaines.

Après l'avance victorieuse des troupes nationalistes du Maroc jusqu'aux abords de Madrid, le Haut Commandement avait pris la décision de concentrer toutes les troupes disponibles contre la Capitale, afin d'essayer de la conquérir au cours de cette même offensive. Cette tentative échoua, parce que, au moment le plus critique de la bataille, intervinrent, dans la défense de Madrid, les brigades internationales.

Les légionnaires roumains participèrent pleinement à l'activité sur le front. La 6.º Bandera, dont ils faisaient partie, fut jetée dans les combats les plus acharnés qui furent livrés entre la "*Casa de Campo — Las Rozas — El Escorial*", pendant la phase offensive des nationalistes, aussi bien que dans la contre-attaque ennemie et les durs combats en vue de la stabilisation du front sur une ligne qui, par la suite, ne souffrit plus de grands changements jusqu'à la fin de la guerre.

Les légionnaires sortis sains et saufs de cette guerre ont conté les péripéties vécues sur le front espagnol et écrivirent chacun un livre. La vision pathétique de la guerre s'entrelace dans leurs narrations avec la chaîne infinie des horreurs commises par les communistes contre la population civile et contre l'Église. Ce que leurs yeux ont vu, les a remplis de douleur, de révolte et de fureur. Dans toutes les localités par où sont passés les communistes, ils ont laissé derrière eux des églises détruites, des autels profanés, des images saintes déchirées à coups de baïonnettes, des prêtres

assassinés, des femmes et des fillettes violées, puis assassinées avec un sadisme effrayant.

Toutes ces horreurs n'étaient pas *"des excès inhérents à toute guerre"* comme on a voulu le faire croire la presse communiste, mais des actes prémédités de vandalisme, de cruauté et de perversion. Au cours des attaques suivantes, les légionnaires roumains combattirent avec une fureur décuplée par la vue de ces atrocités.

Nous suivrons les actes de guerre de l'équipe légionnaire dans la narration de Nicolae Totu, qui, dans son livre *"Notes du front"* a laissé la chronique la plus détaillée de ces évènements. On peut vraiment considérer Nicolae Totu comme le chroniqueur de l'expédition légionnaire en Espagne.

La première localité de la zone du front où ils arrivèrent fut Boadilla del Monte. Cette petite ville avait été occupée le jour d'avant par les troupes nationalistes et était dans un état lamentable. Aucun bâtiment n'était intact. La 21.º compagnie prit ses quartiers dans un monastère. Ce qu'il y virent les terrifia:

> "Tous les tableaux peints par de peintres célèbres, des oeuvres d'art de l'époque de la Renaissance ou même plus anciennes, car le monastère date de six siècles, sont déchirés, les yeux des portraits sont crevés. L'image de la Mère de Dieu profanée clame vengeance. Il est impossible de décrire toutes ces horreurs...
>
> "... Notre torche illumine de façon fantastique les galeries, les autels: il nous semble que c'est la fin du monde et que l'enfer en a pris possession. Des immondices sur les autels, tout est souillé et pour que le sacrilège soit encore plus grand, la faucille et le marteau, reproduits par des mains malhabiles, couvrent les murs, les images... Voilà la civilisation qui nous attend, nous aussi!..."

C'est à Boadilla del Monte aussi que les légionnaires roumains ont découvert le cadavre d'un prêtre dans une chapelle détruite et profanée.

> "La chapelle est ravagée. Sur les marches de l'autel, on entrevoit quelque chose; on dirait un corps humain; mais nous ne pouvons y croire... Au milieu d'un tas d'habits et d'une mare de sang, nous reconnaissons, avec horreur, le cadavre d'un prêtre. Nous regardons les yeux; ceux-ci sont anormalement grands et nous frissonnons. Les paupières ont été coupées. Les narines du prêtre ont servi pour un feu d'artifice. On trouve encore des traces de poudre. Les communistes lui ont rempli les

MOTA et MARIN
Unis dans la vie et dans la mort.

narines de poudre et, ensuite, y ont mis le feu. Quel sadisme! Les mains sont restées liées derrière le dos. Partout, les murs sont éclaboussés de sang. Dans certains endroits, des restes de cerveau désséché avec des cheveux. Ici avait été établi une sorte de commandement militaire communiste...

"Dans cette même localité les cadavres d'une jeune femme et d'une fillette d'environ six ans, violées et tuées par ces monstres. Mota est bouleversé. Son âme sensible se brise de douleur. Il est incapable de prononcer une parole. Il tombe à genoux et demande au père Dumitresco de dire une prière."

Nous ne retracerons que les moments les plus importants de cette campagne qui, bien qu'ayant duré six semaines seulement, est pleine d'intensité dramatique.

Les troupes concentrées autour de Boadilla del Monte furent surprises le jour même du Nouvel An, par un ordre de passer à l'attaque. Jusqu'alors, elles avaient été chargées de creuser des tranchées, particulièrement des fossés anti-tank, ce qui donnait l'impression qu'on cherchait à stabiliser le front. En réalité, tous ces travaux servaient de simple camouflage, pour dissimuler l'offensive qui se préparait. L'objectif de l'offensive dans le secteur de la Bandera n.º 6 était de couper la route de Las Rozas, en amont de cette localité, occupée par les rouges.

D'abord, partirent à l'attaque les troupes maures, puis les légionnaires du Tercio. La 21.º compagnie, dont faisait partie l'équipe roumaine, quoique venue au feu plus tard, réussit à avancer rapidement et à couper le bord de la route, où ils creusèrent des tranchées. En une seule journée, ils avaient progressé de 17 kilomètres, renversant tous les obstacles, devançant de beaucoup les flancs de la compagnie. C'est dans la soirée seulement que l'on put rétablir la liaison avec le reste de la Bandera. Les pertes avaient été très lourdes. La Bandera n.º 6 perdit presque tous ses officiers, morts ou blessés. Au cours de cette offensive le groupe roumain subit sa première perte: Banica Dobre fut blessé par une balle mexicaine et dut être évacué.

Surpris par l'offensive nationaliste, l'ennemi céda du terrain, mais, le lendemain, il revint à la charge avec de grands renforts d'hommes, des tanks et du matériel lourd. Le but de la contre-attaque était de reprendre la route de Las Rozas et de rejeter les nationalistes le plus loin possible, vers leur point de départ.

Au moment de la contre-attaque, la 21.º compagnie se trouvait sur la position la plus dangereuse, encadrée par un feu intense de mitrailleuses, de fusils-mitrailleurs et de canons. Les avions ennemis mitraillaient aussi sans arrêt les tranchées. Plus tard, surgirent aussi vingt-cinq tanks et, sous leur protection l'infanterie ennemie put s'approcher.

La situation semblait désespérée. Les renforts ne pouvaient pas arriver, car le terrain derrière le front était entièrement sous le feu de

l'ennemi. D'un moment à l'autre, les défenseurs s'attendaient à être écrasés par les tanks qui avançaient. Personne ne commandait plus, car non seulement tous les officiers, mais aussi un grand nombre de sous-officiers avaient été mis hors de combat. Impossible de s'échapper non plus. L'anéantissement paraissait inévitable. Le groupe roumain résistait encore; la mort l'avait épargné jusque là. Au dernier moment, quand tout paraissait perdu, une intervention héroïque de Mota sauva la situation. Suivons, encore une fois, le chroniqueur de l'expédition:

> "L'enfer sur la terre; les tranchées sont labourées. Pas moyen de s'en tirer. On voit sauter des mains, des pieds, des corps en morceaux; on entend des râles, des gémissements, des cris et puis... le feu qui ne cesse pas. Aucune aide ne peut plus venir, l'ennemi a barré la route des renforts...
>
> "Tout d'un coup, un cri, un rugissement, qui n'a plus rien d'humain. Nous sursautons tous. Mota, debout sur la tranchée, sous la pluie des balles, prend le commandement:
>
> — En avant!
>
> "Nous avons tous compris, Espagnols, Portugais, Russes, Allemands. Mota semble grandi, on dirait une statue.
>
> — Baïonnette au canon!
>
> "Ce que nous faisons est une folie, mais nous le suivons tous à la mort. Des tranchées surgissent, non plus des hommes, mais des bêtes féroces, affolées par le feu meurtrier..."

Toutes les autres troupes, voyant le geste téméraire des Roumains, se joignent à leur attaque. C'est à ce moment critique que, par bonheur, les renforts leur parviennent. Les communistes prennent la fuite, après avoir perdu un grand nombre de tanks. L'attaque a été repoussée.

> "Autour de Mota, on fait cercle. Les officiers le félicitent; les soldats le contemplent avec admiration. A nous, Roumains, le coeur se gonfle d'orgueil. Les larmes coulent de nos yeux. Son regard, cependant, plane vers le haut, vers des sphères où nous n'avons pas accès! Il est transfiguré..."

Grâce au geste héroïque de Mota, la 21.º Compagnie a pu conserver la position conquise la veille, au prix de lourds sacrifices. En outre, la 6.º Bandera a été sauvée d'un désastre certains.

L'attaque nationaliste contre la route de Las Rozas n'était qu'un objectif secondaire dans l'ensemble des opérations; c'était plutôt, en fait, une manoeuvre de diversion, destinée à masquer le véritable objectif: la conquête de Madrid.

Immédiatement après cette victoire, la 21.º Compagnie fut évacuée de la route et on lui ordonna de se regrouper à l'arrière du front, pour une nouvelle mission: la conquête du village de Pozuelo, qui se trouvait dans la direction de Madrid. L'ennemi, surpris par le changement de front, s'était retiré en débandade vers Pozuelo.

La 21.º Compagnie avança de façon vertigineuse pour l'empêcher de se regrouper et de former une nouvelle ligne de défense. A la lisière du village, les rouges avaient établi des tranchées renforcées. Autour du village un vaste terrain découvert. Les légionnaires ne pouvaient se camoufler d'aucune manière; d'autre part, du clocher d'une église, deux mitrailleuses couvraient tout le secteur. L'offensive semblait arrêtée.

> "Alors Mota va chez le Capitaine de la Compagnie — nous raconte Nicolae Totu — et lui demande la permission d'avancer, avec les Roumains, pour essayer de détruire le nid de mitrailleuses. Tentative d'une témérité folle, mais nous sommes tous prêts. Le Capitaine hésite cependant à dégarnir sa section, dont la position est déjà menacée. Il ordonne que l'on lui envoie un homme de chaque section. Mota demande encore un Roumain, au moins. Le Capitaine appelle Vasile Marin. Ils partent à douze. Nous les regardons partir et prions Dieu, le coeur serré.
>
> "Les mitrailleurs ont compris la manoeuvre et tout le feu se retourne contre eux. Ils tombent, se relèvent, courent... Quatre seulement d'entre eux sont arrivés près du clocher. Nous ne distinguons pas qui ils sont. On entend des éclatements de grenades. Les mitrailleuses se sont tues. Seuls, reviennent Mota, Marin, Igor Zaharov * et un Espagnol. Ils reprennent leurs places, comme si rien ne s'était passé."

Une fois le danger éliminé, la Compagnie peut avancer vers Pozuelo, d'où l'ennemi embusqué dans les maisons, déversait des torrents de feu. L'opération était risquée car l'avance devait avoir lieu en terrain découvert et plusieurs attaques antérieures, effectuées par les Maures, avaient été repoussées avec de lourdes pertes. Ceux-ci refusaient de faire une nouvelle tentative. Alors on fit appel à l'unité la plus vaillante de la Bandera, la 21.º Compagnie.

En tête avançaient les Roumains, conduits par le sergent Ortigoza. Tout le feu ennemi se concentra sur eux; mais rien ne put les arrêter. Ils arrivèrent aux réseaux de barbelés, à travers lesquels ils se glissèrent l'un après l'autre. Puis, ils pénétrèrent dans le village, où commença le nettoyage

---

* (Fils de Russes exilés, engagé volontaire dans le "TERCIO".)

des maisons à la grenade. Une fois les communistes délogés, la Compagnie put enfin se reposer, après une lutte ininterrompue de quarante-huit heures.

Le repos ne dura pas longtemps. La 21.º Compagnie fut retirée de son abri dès le lendemain et dirigée vers Aravaca. Son objectif: intercepter la voie ferrée et la route parallèle Las Rozas-Madrid et occuper Aravaca qui était à proximité. Depuis les hauteurs qui entouraient Aravaca, on pouvait contempler le panorama de Madrid. La section dont faisaient partie les Roumains était toujours prête la première, à n'importe quel appel. Mota les pressait toujours: — "Vite, camarades! pour que les Espagnols ne puissent pas se moquer de nous!" Dans toutes les circonstances, depuis les actes les plus simples de la vie du soldat jusqu'à la tension du combat, quand il fallait du courage devant la mort, Mota était préoccupé du renom de la Légion: — "Présentons-nous bien, pour que le Capitaine soit fier de nous, pour que nous soyons à la hauteur de la vaillance espagnole".

L'assaut contre Aravaca eut lieu en deux étapes. La Compagnie arriva relativement vite jusqu'à la voie ferrée, mais, avant de pénétrer dans la localité, il y avait une dépression, dominée par le village, où l'ennemi s'était solidement retranché. La situation était semblable à celle de Pozuelo. Passer par cette vallée était une folie; le terrain était entièrement découvert: pas même une ronce. Rien que des champs labourés. Les unités hésitaient. Dans le doute, on fit de nouveau appel à la 21.º Compagnie.

> "Tout à coup on entend le mot magique: "Veintiuna"! Un frisson nous a traversés, tous. Nous sommes de nouveau prêts à mourir; nous avons oublié la faim, le froid, la fatigue. Le drapeau de la Compagnie est déployé. Même le lion du drapeau paraît ému, il semble plus fier.
>
> "Quelques commandements brefs et nous partons, déployés en tirailleurs, dans la vallée. L'ennemi est resté un moment interdit. Nous faisons figure de fous. Cette vallée représente la mort certaine pour l'attaquant. On ne pouvait pas espérer, du côté communiste, une victoire plus sûre.
>
> "Quiconque a fait la guerre, sait ce que cela signifie de s'avancer en terrain découvert, les flancs martelés par les mitrailleuses. Nous avons conscience d'entrer dans l'enfer et nous sommes tous graves. Marin a un sourire serein au coin des lèvres. Mota nous dit: — "Tenez-vous bien, mes enfants, que le Capitaine soit content de nous!" Tout le temps, le même souci: "Que nous soyons les meilleurs."

Ils partent dans une course folle; leurs pieds s'engluent dans les terres labourées; ils s'essoufflent pour ne pas rester en arrière. Les mitrailleuses tirent sans arrêt; les rangs s'éclaircissent... Enfin, les légionnai-

res roumains arrivent à cent mètres d'une maison d'Aravaca. Un dernier effort et ils y pénètrent. Ils la nettoient à la grenade et en prennent possession.

Mais la partie difficile ne fait que commencer. Ils sont ici dans une île au milieu des ennemis. Tout le reste du village est encore entre les mains des communistes, qui les somment continuellement de se rendre. Ils cherchent à établir une liaison avec d'autres maisons, mais l'homme envoyé en reconnaissance leur confirme qu'ils sont encerclés. Ils passent une nuit terrible dans cette île, s'attendant d'un moment à l'autre à être pris d'assaut et liquidés. Ils résistent 24 heures jusqu'à l'arrivée des renforts qui les délivrent.

Cette action, dans laquelle les Roumains ont joué un rôle décisif, fut d'une grande importance pour la situation du front tout entier. La route Escorial-Las Rozas-Madrid, tomba sous le contrôle des nationalistes, et les troupes qui suivirent purent continuer leur offensive vers Madrid, resserrant de plus en plus le cercle autour de la Capitale.

Le front s'éloigna d'Aravaca. On promit un repos d'une semaine aux hommes de la 21.º Compagnie, très éprouvés. Depuis un mois, ils n'avaient pas eu un moment de repos. Toujours au combat, toujours en offensive. Cependant, cette fois encore, le sort leur fut contraire. A peine avaient ils aménagé leurs logements, qu'une canonnade puissante se fit entendre en direction de Madrid, qui allait se rapprochant. Les troupes nationalistes battaient en retraite. On donna l'ordre de se replier aussi d'Aravaca. La 21.º Compagnie fut renvoyée à son point de départ, d'où elle était partie pour l'offensive, le secteur Las Rozas-Majadahonda, où la situation s'était brusquement aggravée. L'ennemi attaquait avec des forces puissantes, dans le but de percer le front en ce point et d'envelopper les positions avancées des nationalistes autour de Madrid.

Le 11 Janvier 1937, la 21.º Compagnie se trouvait cantonnée dans le village de Majadahonda. Le front passait en bordure du village. Ici, Nicolae Totu, le chroniqueur de l'expédition, tomba frappé d'une forte grippe, avec haute température. Il avait résisté longtemps à la maladie, mais maintenant elle l'avait abattu et il dut être évacué. L'équipe légionnaire était réduite à cinq membres: Mota, Marin, Clime, Alexandre Cantacuzène et le prêtre Dumitresco-Borsa.

Jusqu'à Majadahonda, les légionnaires roumains avaient été épargnés par la mort. C'était l'unique escouade de la Compagnie où la mort n'avait pas encore frappé. Ils avaient vécu des moments dramatiques, où chacun à part, ou l'équipe tout entière, avaient été menacés de toutes parts. Non seulement ils n'avaient pas cherché à éviter la mort, mais ils étaient allés à sa rencontre, s'offrant comme volontaires, chaque fois que la situation exigeait une intervention spéciale. Dieu les épargna jusqu'au jour choisi par Lui, et au lieu déterminé par Lui.

Mota et Marin sont tombés ensemble le 13 Janvier 1937!

C — L'ANNÉE 1937

LA LÉGION CONQUIERT LE PAYS.

Les événements de l'année 1937 se déroulent sous le signe du grand sacrifice de Majadahonda. La sensibilité du pays se polarise autour des deux cercueils qui traversent le pays du Nord au Sud et de l'Est à Ouest, pour trouver le lieu de l'éternel repos dans la crypte de la *"Maison Verte"*.

La vie de la nation, en ces jours de deuil pour la Légion, paraît suspendue... Toutes ses pensées convergent vers ce foyer spirituel. Les préoccupations personnelles sont rejetées au second plan, tandis que, dans les consciences, surgissent sans arrêt les deux noms, gravés en lettres de feu: MOTA et MARIN, les noms des deux croisés de la Chrétienté orientale, morts en Espagne pour la Croix.

Ce qui impressionne le plus dans l'attitude des foules qui se portent à la rencontre du train mortuaire, plus que les larmes et les prières, c'est le silence immense, écrasant, absolu, qui marque leur premier contact avec les héros revenus du combat sur des boucliers. Il semble que la vie s'arrête pour ne pas troubler la majesté du sacrifice. Cette tension pétrifiée dure quelques instants, comme une communion muette avec les disparus; ensuite la tension cède et l'on entend les sanglots et le murmure prolongé des prières... Cependant, le silence précédent est plus significatif, plus émouvant que tous les gestes de piété. Il montre dans sa simplicité que le peuple a compris la leçon de Majadahonda, que celle-ci s'est incrustée profondément dans les coeurs. De sa participation aux funérailles ne subsistera pas seulement un souvenir pieux, mais la ferme décision de suivre la voie des légionnaires tombés en Espagne.

Le sacrifice de Majadahonda va se cristalliser dans la conscience de la nation, devenir un phénomène permanent, dont les effets imprévisibles marqueront dorénavant la vie publique de la Roumanie.

L'adhésion du peuple roumain au deuil de la Légion s'est confirmée à l'occasion de la célébration des funérailles. Celles-ci ont eu un caractère inconnu jusqu'alors en Roumanie. À aucun autre enterrement, même à ceux des têtes couronnées, on n'a vu tant de monde réuni, tant de douleur sur les visages, tant de pieux recueillement... Tout le pays, indépendamment de ses opinions politiques, s'est retrouvé dans un hymne de consécration et de respect pour les deux héros. Même les ennemis les plus acharnés de la Légion ont oublié pour un instant leur haine et se sont abstenus de troubler par quelque acte d'hostilité le déroulement des funérailles.

Quelque chose de plus a caractérisé ce "13 Février", qui a accru la valeur des manifestations de solidarité de la nation avec le deuil de la Légion. C'est que cette gigantesque mobilisation de l'âme roumaine autour de Mota et de Marin s'est passée dans l'ordre le plus parfait. Aucun incident n'a agité les cérémonies funèbres tout au long de l'itinéraire suivi. Les centaines de milliers d'hommes qui se sont pressés à la rencontre du train mortuaire, se sont ensuite dispersés tranquillement; aucune intervention de la force publique ou du Service d'Ordre Légionnaire n'a été nécessaire. Tous avaient compris que la grandeur de ce sacrifice réclamait l'observation de la discipline la plus parfaite.

Après les funérailles, le Gouvernement et la "camarilla", en faisant le bilan de la situation, sont arrivés à des conclusions qui ne pouvaient que les épouvanter:

— Le peuple roumain avait participé de façon massive à l'enterrement de Mota et Marin.

— Les funérailles s'étaient déroulées dans une atmosphère d'unanime compréhension, ce qui avait désarmé les propres ennemis de la Légion.

— L'ordre le plus parfait avait régné tout le temps dans le pays.

La "force occulte" se rendait compte, pour la première fois, qu'elle n'avait pas affaire à une masse amorphe, qui pourrait être rapidement dominée, mais à une force encadrée, disciplinée, consciente. C'est alors seulement, quand ils se trouvèrent devant les dizaines de milliers de chemises vertes, marchant d'un pas martial derrière le char mortuaire, qu'ils comprirent l'ampleur et la profondeur du phénomène légionnaire...

L'intense émotion provoquée dans le peuple par la perte des deux héros aura des suites politiques importantes. En effet, le sacrifice de Majadahonda avait brisé les barrages qui s'opposaient à la popularité légionnaire. La marche vers le pouvoir ne pouvait plus être arrêtée par des moyens électoraux. De larges secteurs de l'opinion, qui gardaient encore une certaine réticence à l'égard du Mouvement, furent définitivement conquis par ce sacrifice.

Toutes ces constatations ont épouvanté de telle manière les ennemis du Mouvement qu'immédiatement ils ont dressé le plan d'une nouvelle

persécution. C'est pourquoi, la grande persécution de 1938 a commencé en fait au printemps de 1937.

Ceux qui, cachés dans l'ombre, dirigeaient la Roumanie, n'avaient pas encore pris de décision extrême, mais ils s'orientaient vers une liquidation sanglante de la Légion, comme suprême recours devant la croissance alarmante du courant légionnaire dans le pays. Ils n'osaient pas encore attaquer de front; ils n'avaient pas encore préparé l'appareil d'exécution, ni établi la tactique à suivre. Mais ces esprits diaboliques scrutaient l'horizon avec inquiétude et impatience pour découvrir où et quand ils pourraient frapper.

L'année 1937 fut une année de harcèlement entre le Gouvernement et le Mouvement. Le Gouvernement, ou, pour mieux dire, les forces occultes, cherchent à découvrir les points vulnérables de la Légion par la tactique des incursions locales dans ses lignes.

Le Mouvement est gêné progressivement dans ses manifestations, ce qui l'oblige à renoncer à une série d'activités fécondes, les camps de travail par exemple, pour éviter de heurter le Gouvernement de front. Nous verrons par la suite comment se déroulera le "*nouveau cours*", quels obstacles le Gouvernement inventera pour réduire l'activité de la Légion, comment il durcira progressivement sa position et comment le Capitaine réagira.

L'année se termine, cependant, par le triomphe électoral de la Légion en Décembre 1937. Il semble que les ennemis aient attendu cette dernière preuve pour se convaincre du "*danger*" légionnaire. Ils avaient espéré jusqu'à la veille des élections que la popularité de la Légion ne dépasserait pas la limite de sécurité et que le système dictatorial, pratiqué de longue date, pourrait être maintenu sous le masque d'une apparente légalité démocratique. La brillante victoire électorale de la Légion ne laissait plus aucun doute: tout retard pouvait être fatal pour le système. C'était l'heure qu'attendait depuis longtemps Armand Calinesco. C'était son heure.

1) LE CHANGEMENT DES CADRES.

Le 1.º Janvier 1937, un événement important se produit à l'intérieur de l'organisation légionnaire. Par une Circulaire du Capitaine, tous les chefs de Régions et de Départements sont changés. Un nouveau groupe de chefs remplace ceux qui avaient conduit les organisations locales depuis la fondation du parti "*Tout pour le Pays*" jusqu'à la fin de l'année 1936. Par la même Circulaire, le Capitaine décide aussi que la série des anciens chefs sera nommée "*Série Général Cantacuzène*", car c'est sous la direction de celui-ci qu'ils ont rempli leur mandat.

En outre, elle annonce la création d'une nouvelle fonction, celle d'*Inspecteur Légionnaire*. Tous les chefs de la série "*Général Cantacuzène*"

deviennent Inspecteurs de Départements et de Régions, avec les attributions suivantes:

— aider le nouveau chef dans sa tâche administrative,
— inspecter régulièrement l'activité des organisations locales,
— intervenir dans les Régions plus faibles, avec leur expérience et leur autorité, pour renforcer les positions du Mouvement.

A la même date est fondé un "*Service d'Inspection et de Contrôle Légionnaire*" sous la direction de M. Popesco-Buzau, légionnaire ancien et éprouvé. Les inspecteurs légionnaires doivent adresser leurs rapports à ce Service, qui a aussi pour attribution de contrôler le budget du Mouvement.

Toutes les fonctions ont été changées, à l'exception d'une seule: le Général Cantacuzène était prié par le Capitaine de continuer à présider, pendant un an encore, le parti "*Tout pour le Pays*", comme "un hommage pour son âme vaillante et pour l'amour qu'il nous a témoigné".

Envisageant cependant l'éventualité de la disparition du Général, vieux et malade, le Capitaine créa une nouvelle fonction, celle de "*Vice-Président du Parti*", qu'il confia à Ion Mota, alors sur le front espagnol. C'était une indication claire: en cas de mort du Général, Mota passait automatiquement à la direction du Parti.

Le changement des cadres surprit, non seulement ceux qui étaient étrangers à la Légion, mais même beaucoup de légionnaires. Les anciens chefs représentaient les éléments de base de la Légion. C'étaient eux qui avaient créé les organisations locales et les avaient manées à leur état florissant.

En titre, ils n'exerçaient leur fonction que depuis la fondation du parti; en réalité, ils se trouvaient à la direction de leurs Régions ou Départements depuis 1932 et même avant, quand le Mouvement était encore embryonnaire. La période la plus difficile, où il fallait fournir un effort désespéré pour défricher le terrain, était dépassée. Maintenant le Mouvement avançait à pas de géant. Les "*nids*" se comptaient par centaines dans chaque Département, s'étendaient dans les régions les plus reculées et encadraient des milliers de personnes.

Le problème qui se posait de toute urgence au Capitaine était justement de freiner l'élan extraordinaire qu'avait pris le Mouvement, débordant ses possibilités d'encadrement utile et d'éducation fructueuse. Une croissance excessive du Mouvement était tout aussi préjudiciable qu'une stagnation. Le Mouvement s'était répandu dans toutes les régions, devenant un puissant parti national qui attirait vers lui, comme un aimant, les masses populaires.

Le groupe des chefs qui quittaient maintenant la direction des organisations locales était celui qui, en quelques années, avait crée ce splendide réseau de forces organisées. Pourtant, au lieu de les récompenser — selon l'usage des partis — en prolongeant leurs mandats, ou même en rendant

leur situation définitive, Corneliu Codreanu leur a retiré leurs fonctions pour les confier à d'autres.

Ce geste, à peine concevable dans la mentalité des anciens partis, constituait cependant un phénomène moral dans la Légion. Personne n'a manifesté son mécontentement, personne n'a protesté. Dès le début de leur entrée dans le mouvement, et conformément au "*Livret du chef de nid*", tous les légionnaires savaient que les fonctions ne duraient qu'un an. Dans le Mouvement, il n'existe pas de fonctions permanentes. Elles sont toutes renouvelées périodiquement, à l'exception d'une seule: celle du Chef de la Légion, autour duquel gravite l'organisation tout entière.

Le motif qui a déterminé le Capitaine à ne maintenir personne dans une fonction plus d'un an était spécifiquement d'ordre éducatif. Les légionnaires ne devaient pas penser que s'ils avaient créé une organisation, celle-ci leur appartenait comme une propriété particulière, dont personne ne pourrait leur enlever la direction. Dans la conception légionnaire, l'organisation n'est pas, pour ses créateurs, une source de bénéfices, à savoir: influence politique, siège de député, trafic d'influence, affaires, etc... Corneliu Codreanu expliquait le changement des chefs d'organisations par la nécessité de supprimer à jamais:

> "*l'esprit politicien*, qui a mené à la triste conception qu'un Département est affermé à vie à son chef, lequel y investit des sommes qu'il s'arrangera pour récupérer ensuite, par toutes sortes d'affaires".

A cet argument essentiel, d'ordre spirituel et éducatif, il ajoutait aussi d'autres considérations tout aussi capitales:

— la nécessité de faire suivre "*l'École de Commandement*" par le plus d'hommes possible;

— le renouvellement de la puissance offensive de l'organisation, par l'apparition annuelle d'une nouvelle vague de dirigeants;

— la réalisation du maximum de travail, car chaque vague nouvelle, n'ayant qu'une activité limitée à un an, s'efforcera de fournir un effort maximum.

Le Capitaine n'a pas toujours suivi strictement cette règle. Des circonstances exceptionnelles ont empêché son application *ad-litteram*. Les chefs de Départements de 1933 ont été maintenus en 1934, à cause de la persécution; ils ont été de nouveau confirmés lors de la fondation du parti "*Tout pour le Pays*". La série de 1935 n'a pas été non plus changée en 1936; l'organisation se trouvait alors dans sa phase de développement et il eût été nuisible que les cadres fussent changés en plein élan créateur. D'ailleurs, il aurait été difficile de les remplacer. "La nouvelle vague de dirigeants" n'existait pas encore. Ceux-ci se sont formés justement pendant ces deux années: 1935-1936, sous la direction des anciens cadres.

NECULAI TOTU
en uniforme du Tercio
sur le front espagnol.

Dès que le Mouvement eut pris son élan et que des nouveaux éléments eurent été formés, aucun obstacle n'empêcha plus la mise en application des principes politico-éducatifs de la doctrine légionnaire.

2) MAJADAHONDA.

Un nom entré dans la légende!

Une localité à 15 kilomètres de Madrid sur la route de l'Escurial... Des collines environnantes, on peut admirer toute la couronne des montagnes du Guadarrama. C'est dans ce cadre majestueux qu'a été consommé le plus significatif sacrifice fait par la Légion jusqu'alors.

Le 11 Janvier 1937, l'équipe légionnaire, réduite à six personnes (Banica Dobre, blessé, avait été évacué) est entrée à Majadahonda. Le front serpentait sur la limite du village. Le même jour dans la soirée, l'équipe perd encore un des siens: Nicolae Totu, malade, avec une forte fièvre, est transporté à l'hopital. Il ne reste que cinq membres de l'équipe: Ion Mota, Vasile Marin, l'ingénieur Clime, le prêtre Dumitresco-Borsa et Alexandre Cantacuzène.

Le 13 Janvier, la compagnie, cantonnée jusqu'alors dans le village, reçoit l'ordre du départ. On lui confie tout d'abord la défense de la route allant à Las Rozas; mais dans l'après-midi, vers les deux heures, elle est renvoyée dans le village et occupe des tranchées avancées à l'extrêmité de celui-ci, exactement à l'opposé de l'endroit d'où ils venaient. Peu de temps après leur entrée dans les tranchées, commence un bombardement ennemi puissant, soutenu par des tanks lourds. Voilà comment Alexandre Cantacuzène décrit ce moment d'ouragan dans une brochure qu'il a publiée en Roumanie, intitulée: "PENTRU CRISTOS" (Pour le Christ):

> "Le grondement du canon devient étourdissant. Les sifflements des balles et des éclats d'obus nous assourdissent. Les tanks ont avancé jusqu'à 500 mètres de nous, dissimulés dans une vallée. Maintenant, les rangs communistes avancent..."
>
> "Ion Mota nous crie: — "Si nous sommes encerclés, personne ne doit tomber prisonnier. Nous mourrons tous ensemble" — Ce sont les derniers mots qu'il nous ait dit."

Alexandre Cantacuzène se trouve au poste d'observation. Son regard est fixé sur l'ennemi pour contrôler ses mouvements et régler le tir du fusil-mitrailleur, qui se trouve entre les deux escouades formées par les Roumains. A un moment donné, il observe que la mitrailleuse ne fonctionne plus; ses servants, blessés, se sont faufilés hors de la tranchés. Il essaie de la faire fonctionner, pour ne pas se trouver au beau milieu de l'attaque sans mitrailleuse. Il ne réussit pas. Alors, il crie à l'officier que la mitraileuse ne fonctionne plus; au même moment, un obus tombe directement dans la tranchée, tout près de là. Une explosion effrayante lui frappe le

tympan et l'oblige à fermer les yeux pour quelques secondes. Quand il les rouvre, étourdi, son regard tombe sur un corps, étendu dans la tranchée, face contre terre:

> "Je m'agenouille et lui relève la tête. C'est Ion Mota. Je lui tiens la tête entre mes mains, le regardant longuement, perdu dans je ne sais quels mondes lointains... A un mètre, gît Vasile Marin, le dos appuyé à la paroi de la tranchée. Je me retourne et je hurle à Clime, et au père Dumitresco, pardessus les sifflements des balles et le grondement des obus: — "Ionel et Marin sont morts"... Par-dessus le vêtment, tâche de sang, la montre de Ion Mota pend, le verre brisé. Elle s'est arrêtée. Il est cinq heures moins le quart".

Par ces mots simples, tel un rapport de soldat, Alexandre Cantacuzène relate la mort de Mota et Marin. Le drame était arrivé à son dénouement. Dieu avait accordé à Mota de mourir pour la défense du Christ, mission à laquelle il s'était préparé dès sa plus tendre adolescence.

Il avait été frappé en plein. Sa poitrine et son coeur étaient déchirés, mais son visage était resté intact, illuminé par un sourire de bonheur surhumain. Marin avait été frappé à la tête par des éclats d'obus. Leur mort, à tous deux, avait été instantanée. Aucun gémissement. Ils étaient passé dans le monde des justes sans tortures, sans les crispations de l'agonie...

Sous la veste lacérée de Mota, on voyait les couleurs du drapeau roumain. Mota portait toujours, par dessus sa chemise, le drapeau avec lequel ils s'étaient présentés au Général Moscardo, espérant qu'un beau jour, il pourrait défiler avec lui, porté à bout de baïonnette, par les rues d'un Madrid libéré.

Les trois légionnaires restants, après un regard douloureux, retournent au combat, qui continue acharné. Des renforts étant arrivés, l'attaque des rouges est enfin repoussée... Ce jour-là, note Alexandre Cantacuzène, la compagnie a eu de très nombreux blessés, mais seulement deux morts: Mota et Marin.

La mort dans les tranchées n'est pas un événement. Elle n'impressionne plus personne. "*Mala suerte*" (malchance) — disent les soldats espagnols. Les brancardiers arrivent et enlèvent les corps; le père Dumitresco-Borsa les accompagne.

Le lendemain, les trois survivants vont au rapport du commandant de la "*Bandera*" et lui demandent la permission d'accompagner les corps à Tolède. La permission leur est accordée. Ils vont d'abord dans le village, où ils trouvent les restes de leurs camarades abrités dans une maison dévastée par la guerre. Le prêtre Dumitresco-Borsa a passé toute la nuit à les veiller et à prier. Le même jour, dans l'après-midi, Clime, Cantacuzène et le père Dumitresco montent dans une camionnette chargée de cadavres, parmi lesquels reposent les corps de Mota et Marin.

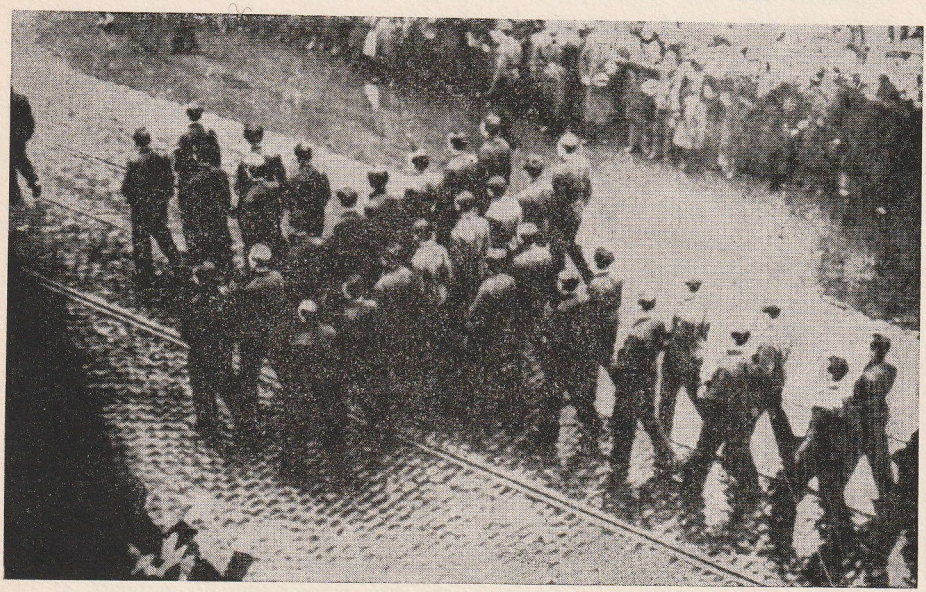
A Tolède ils sont déposés à la Morgue de l'hôpital *"Doncellas Nobles"*, et embaumés. Après quelques jours d'attente, arrivent Nicola Totu, sorti de l'hôpital et, un peu plus tard, le Général Georges Cantacuzène, accompagné par l'ingénieur Virgil Ionesco, qui avaient reçu l'ordre du Capitaine de ramener les corps des héros en Roumanie. Le dernier à se réunir au groupe fut Banica Dobre, tout juste sorti de l'hôpital de Zamora. La route devait être parcourue en camionnette jusqu'à la frontière française et, de là par le train, à travers la France, la Belgique, l'Allemagne et la Pologne.

Au départ de Tolède, une impressionnante manifestation de deuil a lieu, en présence du Gouverneur et de toutes les autorités civiles et militaires locales. Après le service funèbre, les troupes de la garnison défilent devant les cercueils. Des discours sont prononcés. Le Général Cantacuzène répond, remerciant l'Espagne nationaliste de nous avoir donné l'occasion de lutter dans ses rangs pour le salut de la civilisation chrétienne et pour la Croix. Avec la mort des deux légionnaires et la mise hors de combat de deux autres, le geste symbolique de l'équipe roumaine avait été accompli. La foule les a accompagnés jusqu'à la porte de sortie de Tolède. Dans la camionnette, mise à leur disposition par les autorités, sont partis aussi les survivants de l'équipe. Ceux-ci, pendant tout le parcours, ont veillé en permanence au chevet des deux héros.

A Irun, la manifestation de séparation fut encore plus émouvante. La ville avait été libérée depuis peu, après des combats acharnés. Sur toutes les maisons, on voyait les traces laissées par le bombardement. La population avait appris à connaître, par sa propre expérience, la domination communiste. Chaque famille avait senti dans sa chair et dans son sang la terreur rouge, la famine, les arrestations arbitraires, les assassinats commis sous le couvert des *"tchékas"* dirigées par des communistes étrangers.

Toute la population s'était réunie à l'entrée de la ville, les autorités en tête, pour recevoir les légionnaires qui revenaient du combat et qui avaient versé leur sang pour leur liberté. Les enfants des écoles étaient alignés le long de la route, des bouquets de fleurs à la main, tandis que les rues étaient pavoisées de drapeaux roumains et espagnols. L'armée rendit les honneurs et des allocutions vibrantes furent prononcées. Le Géneral Cantacuzène, impressionné jusqu'aux larmes par cette grandiose et sincère manifestation, improvisa un de ses plus beaux discours:

> "... Nous ne pleurons pas nos glorieux morts. Nous les honorons. Et leurs corps apporteront en Roumanie le salut de l'Espagne sanglante, en lutte pour le devoir de l'honneur...
>
> .....
>
> "L'enterrement est la fête de nos morts. Nous vous avons honoré autant que nous avons pu par ce sacrifice suprême.



CROIX VIVANTE
Enterrement des héros Mota et Marin 13 Février 1937.

Vous nous honorez, ainsi que sait le faire toute une nation, qui a souffert les misères du communisme..."

La barrière levée, la camionnette se met lentement en marche. Les bras de milliers d'hommes se lèvent pour rendre un dernier salut à ceux qui retournent vers la terre de la patrie.

A Saint-Jean de Luz, les cercueils sont embarqués dans deux wagons mortuaires, attachés au train de Paris. Dans la capitale de la France, un arrêt. Les membres de la colonie roumaine et de l'organisation légionnaire de France viennent à la gare avec des bouquets de fleurs. Les wagons sont rattachés à un autre train, qui les mènera en Allemagne, via la Belgique.

A la frontière allemande, la délégation roumaine est accueillie par une compagnie de soldats avec des drapeaux, qui rendent les honneurs. L'officier de service présente le rapport au Général Cantacuzène. A Berlin, la réception est encore plus impressionnante. Une délégation d'officiers de toutes les armes présente au Général les hommages et les condoléances de l'armée allemande. Les cercueils sont décendus, soulevés sur les épaules des officiers allemands et transportés jusqu'à la salle de réception de la gare, au centre de laquelle on a improvisé un catafalque. Trois compagnies, de trois armes différentes, rendent les honneurs sur le passage du cortège, jusqu'à la salle couverte de drapeaux roumains et allemands. De nombreuses couronnes sont déposées, sur les rubans desquelles on pouvait lire, parmi d'autres noms, ceux d'Adolphe Hitler et du Maréchal Göring. Toute la nuit, une garde d'honneur veille à tour de rôle autour des cercueils, en tenue de cérémonie.

Le lendemain, les wagons mortuaires, rattachés à un autre train, se dirigent vers la Roumanie à travers la Pologne. Le Gouvernement Polonais a accordé toutes les facilités pour le passage du wagon mortuaire à travers le territoire polonais; aucune réception officielle n'est organisée, parce que le voyage jusqu'à Grigore Ghica Voda, station frontière roumaine en Bucovine, est effectué de nuit.

3) L'ENTERREMENT DES HÉROS.

Le matin du 9 Février 1937, le train avec les dépouilles mortelles des deux légionnaires pénètre dans la station-frontière Grigore Ghica Voda, en Bucovine. Sur le perron, attendent le Capitaine et les familles des disparus. Tout autour, une grande foule agenouillée. Le général descend du train et donne le rapport au Capitaine:

"Vive la Légion!

"Capitaine, je te ramène l'équipe d'Espagne. Deux morts, un blessé, un malade et deux hommes sains et saufs."

Les survivants de l'équipe de Majadahonda.
En uniformes des troupes du Tercio Espagnol
(pendant l'enterrement de Mota et Marin).

Un lourd moment de silence, puis, de toutes parts, éclatent des sanglots. Les parents de Mota et Marin pleurent; leurs épouses, leurs frères et soeurs, ainsi que les légionnaires et toute la foule réunie dans la gare, pleurent aussi... La douleur est déchirante!

Les cercueils sont descendus du traim et un groupe de prêtres dit une courte messe. Ils sont remontés ensuite dans le wagon mortuaire, rattaché à un train spécial qui va parcourir tout le pays.

Les autorités auraient voulu que l'itinéraire du train fût le plus court possible et qu'il suivît des voies écartées, éviter les grandes concentrations de foules et empêcher les manifestations du *"mysticisme populaire"*... Corneliu Codreanu refuse de se soumettre à de telles suggestions du Gouvernement, qui lui sont parvenues par des voies détournées. Mota et Marin se sont sacrifiés pour la délivrance de tout le peuple roumain. Le peuple roumain a donc le droit de saluer ses martyrs. Le train traversera donc tout le pays, s'arrêtera partout où les deux héros ont mené leurs combats et passé leur vie. Au lieu de se rendre directement à Bucarest, le train passera en premier lieu par la Transylvanie et, après s'être arrêté dans les villes où Mota a passé son enfance et sa jeunesse, descendra par la vallée de l'Olt, en Olténie, se dirigeant ensuite vers la Capitale du pays. Ainsi, Mota et Marin, au cours de leur dernier voyage, traverseront plusieurs provinces, pour que les habitants puissent leur rendre un dernier hommage.

Le premier arrêt est à Cernautzi, capitale de la Bucovine. Les cercueils sont déposés dans la Cathédrale de la ville. Pendant toute la journée, des colonnes sans fin de personnes venues de la ville et des villages des alentours attendent en silence qu'arrive leur tour de s'agenouiller devant les deux héros. La ville de Cernautzi, où vivent de nombreux Juifs, reprend pour quelques heures, son caractère ethnique roumain et se remplit de paysans bucoviniens, dans leurs beaux costumes nationaux.

Descendant à travers la Moldavie, dans toutes les gares, grandes ou petites, où le train s'arrête ou même ne fait que passer, la même scéne impressionnante se répète. Des milliers de paysans, leurs prêtres en tête, parfois accompagnés des Evêques locaux, viennent l'accueillir. Sous le froid intense et les tempêtes de neige, ils attendent pendant des heures l'arrivée du train, dans le plus complet recueillement. Quand le train entre en gare, la foule s'agenouille dans la neige, cierges allumés, têtes découvertes et on n'entend que le murmure prolongé des prières. Puis, les prêtres disent une courte messe pour les âmes des martyrs. Et le train se remet lentement en marche vers d'autres horizons...

A chaque arrêt des prêtres montent dans le train, pour les accompagner dans leur dernier voyage et pour prendre part à la cérémonie de l'inhumation. Lorsque le train arrive à Bucarest, plus de soixante prêtres sont présents.

Le Capitaine le général Cantacuzène et le marquis Prat y Soutzo, Ambassadur d'Espagne à Bucarest, devant l'Eglise "SAINT ILIE GORGANI" à loccasion de l'enterrement de Mota et Marin.

Les arrêts les plus importants auront lieu à Roman, Cluj, Orastie et Sibiu. A Cluj, les étudiants du Centre local, que Mota avait présidé quinze ans plus tôt, l'attendaient en masse. Sur la place de la gare, on avait érigé un catafalque, où furent déposés les cercueils. Tout autour, une grande multitude: toute la jeunesse universitaire, et aussi, presque toute la population roumaine de Cluj et des villages voisins.

Saisie par le frisson du saint sacrifice, la foule s'est pétrifiée dans un garde à vous hiératique. Les mains se lèvent vers le ciel, au commandement donné par le chef des légionnaires de Cluj, Ioan Banea. Pour la première fois — écrit Banica Dobre — Mota et Marin passent avant le Capitaine. Tous les regards sont fixés vers l'estrade couverte de branches de sapin et de drapeaux, comme si l'on s'attendait à voir Mota et Marin se dresser et parler à la foule... Leur mort paraît irréelle, impossible à admettre. Le Capitaine, au milieu de la multitude, semble attendre lui aussi que le miracle se produise... Une émotion intense s'est emparée de ces âmes, remplies de tant de douleur, d'amour pur et profond... C'est une apothéose et seuls ceux qui ont vécu de pareils moments peuvent se rendre compte de sa plénitude!... Le peuple ne participait pas simplement au deuil de la Légion, phénomène purement humain, mais dans un élan de communion spirituelle, chérissait et vénérait ceux qui étaient tombés en Espagne, les considérant comme ses propres fils qui étaient tombés en Espagne, et ses représentants éminents.

De Cluj, le train se dirige vers Orastie, petite ville de Transylvanie, où Ion Mota est né et où il a passé son enfance. Pour la dernière fois, ses parents reçoivent leur fils à la maison. Ecrasés de douleur, le vieux prêtre Mota et son épouse aux cheveux blancs, se tordent les mains et embrassent le cercueil. Ensuite, ils prennent une poignée de terre du jardin de leur maison et la répandent sur le cercueil de leur fils, pour que celui-ci emporte, dans les lieux lointains où il sera enterré, le souvenir de son foyer.

Dans la soirée, le train part vers Sibiu, où il arrive à deux heures du matin. Malgré l'heure tardive, une imposante masse humaine attend à la gare, ayant à sa tête le Vicaire Métropolitain de Sibiu, l'Evêque Vasile Stan. Après la messe des morts, l'Evêque prononce une oraison funèbre d'une grande noblesse, dont voici quelques fragments:

> "Heureux guerriers du Christ!
>
> "Nous vous saluons avec piété sur votre chemin vers l'éternel repos. Nous vous saluons avec le douloureux sentiment de la séparation, dans le tourment de notre conscience qui nous dit combien de jeunesse spirituelle, combien d'héroïque vaillance se sont perdues du trésor du peuple roumain quand vous avez exalé votre dernier souffle...

"Votre mort consentie, voulue, comme un suprême sacrifice, pour conserver dans sa splendeur la Croix du Christ et faire triompher l'idée nationale, nous a profondément troublés. C'est un choc qui a retenti dans l'âme de tous les Roumains.

"Une commotion de douleur jamais ressentie encore, nous frappe maintenant que nous vous connaissons dans toute votre grandeur, maintenant que vous n'êtres plus vivants parmi nous. Un frisson de honte nous parcourt, parce que tant que vous étiez là, combattant fermement pour garantir à notre nation ses droits souverains, nous ne vous avons pas vraiment compris et nous ne vous avons pas appréciés comme vous le méritiez.

"Pleins de tristesse, vous avez dû vous expatrier, pour que nous comprenions enfin votre grande âme, la vigueur de votre foi et l'héroïsme de votre sacrifice...

"Certainement, Dieu a guidé votre résolution et vos pas, pour que votre martyre rayonne comme un éclair bienfaisant dans les profondeurs de l'âme roumaine, lui révélant l'abîme où veulent le précipiter les sans-Dieu. Autrement, votre sacrifice dramatique resterait inexpliqué, peut-être sans suites et surtout sans écho dans les coeurs de la nation roumaine..."

L'oraison funèbre de l'Evêque Vasile Stan n'était pas un simple panégyrique de circonstance; il résumait remarquablement la haute signification de la vie et de la mort de Mota et Marin. Ils sont partis en Espagne pour défendre le Christ contre les offenses et les outrages qui lui étaient infligés dans ce pays par les athéomarxistes; en même temps ils voulaient, par leur sacrifice, réveiller le peuple de son apathie, l'avertir du danger communiste. Si le peuple roumain ne tirait pas les leçons nécessaires de la tragédie de l'Espagne, il s'effondrerait lui aussi dans l'abîme. Les ennemis de la Chrétienté lui préparaient, à lui aussi, un sort tout aussi horrible que celui qui s'était abattu sur le peuple espagnol.

"Nous serions des fous et des incapables — concluait l'Evêque Vasile Stan dans son dramatique appel à la conscience du peuple roumain en face des deux cercueils — si nous ne les comprenions pas et ne les suivions pas."

De Sibiu, le train descend la vallée de l'Olt et, de là, se dirige vers Bucarest. Dans ces deux dernières provinces, l'Olténie et la Valachie, la même ferveur s'empare des masses populaires. Un sentiment irrésistible les pousse à abandonner leurs foyers et leurs occupations quotidiennes, pour aller à la rencontre des braves d'Espagne. Le peuple se rendait compte,

plus que les classes cultivées, grâce à une intuition forgée au cours des millénaires, que leur sacrifice était un signe présageant de grands changements dans le monde et que... "nous serions des fous si nous n'en comprenions pas le sens", comme l'avait souligné l'Evêque Vasile Stan. A leurs yeux, Mota et Marin n'étaient pas les représentants d'un groupement politique, mais les hérauts de la communauté nationale. Ils devaient être écoutés avec piété, parce qu'ils étaient les précurseurs d'*une nouvelle ère historique* qui allait se réaliser dans le bien ou dans le mal, selon que nous suivrions ou non leur exemple.

Le 11 Février 1937, le train spécial entre dans la gare du Nord de Bucarest. La Place de la Gare est noire de monde. Au milieu, s'élève un immense catafalque, qui peut être vu de partout. Dès que les cercueils y sont déposés, une impressionnante messe est officiée en hommage aux âmes des héros, par plus de cent prêtres.

Après la cérémonie, les légionnaires prêtent le *"Serment Mota-Marin"*. Ce serment a été conçu par le Capitaine pendant qu'il veillait au chevet des deux camarades morts et qu'il méditait sur l'avenir de la Légion. La disparition de Mota et de Marin laissait un vide immense dans le Mouvement Légionnarie. Leur perte était irréparable, aucun des chefs vivants n'étant en mesure de les remplacer. Cependant, Mota et Marin ne devaient pas mourir spirituellement. Le sens de leur sacrifice devait être fixé par un serment et transmis aux futures générations légionnaires.

En haut des marches, à côté des deux cercueils, le Comandant des legionnaires de Bucovine, Vasile Iasinschi, d'une voix forte, énonce la formule du serment:

"Je jure devant Dieu
et devant votre saint sacrifice pour le Christ et pour la Légion,
d'éloigner de moi tous les plaisirs de ce monde,
de me soustraire à l'amour humain,
et, pour la résurrection de mon peuple,
d'être toujours prêt à mourir,
Je le jure!"

La foule des légionnaires en uniforme — ils sont environ cinquante mille — répète en choeur les paroles du serment. La voix sortie de dizaines de milliers de poitrines roule comme le grondement de la mer, arrivant jusqu'au centre de la Capitale, jusqu'au Palais Royal, où le Roi et ses conseillers attendent fièvreusement les nouvelles. Dans leurs âmes, tourmentées d'envie et de ha ine, ils rongent leur impuissance de n'avoir pu empêcher la grandiose participation du peuple roumain aux funérailles. Ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient s'opposer à la vague d'adhésion collective déchaînée par le sacrifice de Majadahonda, sans risquer une grave confrontation avec la nation.

Il y a de ces moments cruciaux dans la vie d'un peuple, quand les plus cruels tyrans eux-mêmes ne peuvent s'opposer à l'affirmation de la volonté collective...

Après le serment, les cercueils sont transportés à l'Église St. Ilie Gorgani, près du siège central du Mouvement de la rue Gutenberg n.º 3. C'est à cette Église que se rend d'habitude le Capitaine et où viennent aussi tous les chefs de la Légion pour assister à la messe. Mota et Marin comptaient également parmi ses fidèles. Fréquentée par un grand nombre de légionnaires, l'église de St. Ilie Gorgani a fini par être considérée *"l'église de la Légion"*. C'est devant cet autel que les deux légionnaires ont trempé leur âme, quant ils ont pris le chemin de l'Espagne, en invoquant la protection divine; maintenant, leurs dépouilles y sont déposées, pour leur dernière étape parmi les hommes et leurs camarades.

Dès que les cercueils sont installés dans l'église, les légionnaires commencent à monter la garde au chevet des héros, conformément à un programme établi, en commençant par les plus hauts grades légionnaires. En même temps, commence la procession de la population de la Capitale. Du soir jusqu'à l'aube et de l'aube jusqu'à la nuit, des milliers d'hommes, guidés par le service d'ordre de la Légion, pénètrent dans l'église pour apporter leur dernier hommage à ces braves, morts en Espagne. Les gens s'approchent silencieusement, avec des visages pensifs, touchent de la main les cercueils; puis, ils s'inclinent devant les icônes et sortent de l'église, transfigurés par la force surnaturelle qui émane de toute cette ambiance. La grâce divine descend généreusement sur les âmes, les élevant pour un instant dans le monde de l'Eternelle Vérité, pour le triomphe de laquelle ces héros ont donné leur vie.

Le lendemain 12 Février, à neuf heures du soir, arrive l'ordre que la foule doit évacuer l'église. Plus personne ne peut y entrer. Dans l'église, il ne reste plus que le Capitaine et les gradés légionnaires de tout de pays. Personne ne sait pourquoi le Capitaine a convoqué seulement les gradés légionnaires, mais tous supposent qu'un acte d'une importance extraordinaire pour l'avenir du Mouvement doit avoir lieu en présence de Mota et Marin.

Le Capitaine commande "garde à vous", puis il commence à lire, d'une voix grave et scandée, un *"Ordre du jour"* suivi du *"Serment des gradés légionnaires"*:

> "Chers camarades,
>
> "Chaque fois que j'ai été témoin d'un sacrifice légionnaire, je me suis dit: Comme ce serait horible si, sur le sacrifice suprême de nos camarades, s'instituait une *"caste victorieuse"*;

pour qui s'ouvrirait les portes vers la vie des affaires, les coups fantastiques, les vols spectaculaires, la saturation, l'exploitation des autres.

"Ainsi, certains des nôtres seraient morts pour servir le désir d'enrichissement facile, de vie commode ou de débauche des autres!

"Et voilà, en ce moment, Dieu nous a amenés ici, devant le plus grand sacrifice que le Mouvement Légionnaire pouvait offrir.

"Mettons à partir d'aujourd'hui, le coeur, le front et le corps de Mota et de son camarade Marin à la base de la Nation Roumaine: qu'ils soient le fondement, par dessus les siècles, pour les futures grandeurs roumaines.

"Que Mota et Marin deviennent la base de la future élite nationale, qui sera appelée un jour à faire de ce peuple, ce que notre esprit entrevoit à peine.

"Vous, qui représentez les débuts de cette élite, liez-vous par serment à vous comporter de telle façon *que vous soyez vraiment le début sain,* d'avenir, de l'élite roumaine, à défendre le Mouvement Légionnaire, pour qu'il ne glisse pas sur la voie des affaires, du luxe, de la vie facile, de l'immoralité, de la satisfaction des ambitions personnelles ou des appetits de grandeur humaine.

"Vous allez jurer que avez compris, dans votre âme et conscience, que Ion Mota et Vasile Marin ne se sont pas sacrifiés pour que nous, quelques individus d'aujourd'hui ou de demain, nous gorgions de nourritures choisies et que nous fassions bombance sur leurs tombeaux. Ils ne sont pas morts pour que nous renversions, par leur sacrifice, une caste d'exploiteurs et que nous nous établissions dans les palais de cette caste, continuant l'exploitation du pays et du travail des autres, continuant la même vie d'affaires, de luxe, de débauche.

"Dans ce cas, pour la malheureuse masse des Roumains rien ne serait changé, sinon le nom des exploiteurs et notre pays ne dresserait ses forces épuisées que pour établir *une nouvelle catégorie de vampires* qui lui suceraient le sang: c'est-à-dire nous!

"Oh, Mota! tu n'est pas mort pour cela. Ton sacrifice, tu l'as fait pour toute la nation!

"C'est pourquoi vous allez jurer que vous avez compris qu'être une élite légionnaire, dans notre langage, ne signifie pas seulement combattre et vaincre, mais aussi et surtout: se sacri-

BANICA DOBRE
Un des survivants de Majadahonda
Assassiné plus tard sous
la terreur du roi Carol II.

fier de façon permanente au service de la nation; car l'idée d'élite est reliée à l'idée de sacrifice, de pauvreté, de vie sévère et dure, et là où cesse l'idée du sacrifice de soi-même, cesse l'idée d'élite légionnaire.

"Nous allons donc jurer que nous engageons, à notre tour, par serment, nos descendants à venir jurer, sur le tombeau de Mota et Marin, les conditions essentielles de l'élite, comme nous le jurons nous-mêmes aujourd'hui:

1. Vivre une vie dure et sévère, en éloignant de nous le désir d'enrichissement matériel.

2. Vivre une vie dure et sévère, en éloignant de nous le luxe et la satisfaction de se gorger.

3. Ecarter toute tentative d'exploitation de l'homme par l'homme.

4. Nous sacrifier de façon permanente pour le pays.

5. Défendre le Mouvement Légionnaire de toute notre force, contre tout ce qui pourrait le mener sur la voie des compromis ou de la compromission; et contre tout ce qui pourrait même diminuer sa haute ligne morale."

Mota et Marin,
Nous le jurons!

Les deux serments ne diffèrent pas en leur essence. Tous deux s'inspirent de l'idée de sacrifice de l'individu pour le Christ et la Légion. Mais, tandis que le "*Serment Mota-Marin*", destiné aux légionnaires, est formulé en termes généraux, celui réservé aux gradés est muni d'un préambule et d'une exposition de motifs, qui contiennent les raisons doctrinaires du serment et une énumération des obligations contractées, prenant Dieu à témoin.

Ces précisions étaient absolument nécessaires, ayant en vue le rôle joué par les gradés légionnaires au sein du Mouvement. Ceux-ci forment l'élite de la Légion, c'est-à-dire les éléments qui, par un long processus de sélection, arrivent au sommet de la pyramide légionnaire. Leur principale mission est d'éduquer les autres légionnaires, conformément à la doctrine et aux normes d'organisation de la Légion. Et comme le plus puissant instrument d'éducation est l'exemple vivant, les gradés doivent conformer strictement leur vie à la doctrine légionnaire, afin de devenir un modèle pour les cadres et les masses.

L'enterrement de Mota et Marin a eu lieu exactement un mois après leur mort à Majadahonda. Le service funèbre a commencé dans la matinée du 13 Février, en présence des chefs légionnaires, ayant à leur tête le Capitaine et le Général Cantacuzène, ainsi que les représentants diplomatiques de l'Espagne, du Portugal, de la Pologne et de l'Allemagne.

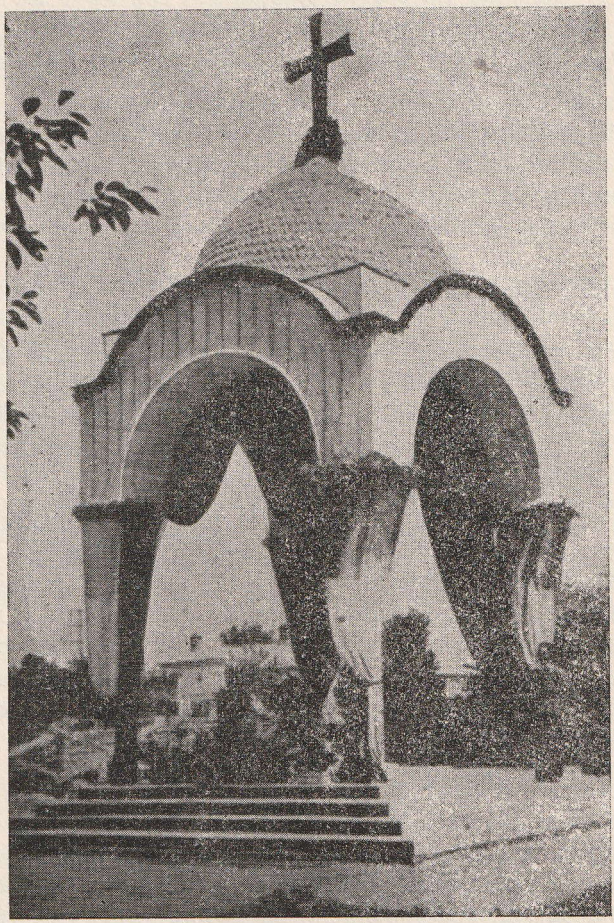
Ensuite s'est formé le cortège. Les cercueils ont été placés sur un char garni de branches de sapin, tiré par 75 légionnaires. Après le char mortuaire, une énorme Croix vivante formée par des légionnaires chantant tout le long de la route l'"*Hymne Mota-Marin*", créé pendant ces journées par un grand poète et un grand compositeur, pour glorifier le sacrifice des héros. Après la Croix vivante, suivaient les familles des disparus. Enfin, le Capitaine et le Général Cantacuzène, ayant à leurs côtés les combattants légionnaires revenus d'Espagne sains et saufs. Ceux-ci arboraient leurs uniformes militaires du "*Tercio*", qu'ils avaient portés sur le front espagnol. Le long des rues, deux files de légionnaires marchaient comme deux rivières parallèles, formant un mur qui séparait le cortège et la foule amassée sur les trotoirs. C'étaient les membres du service d'ordre du Mouvement, en grande partie des étudiants, le reste des ouvriers, qui avaient pour mission d'empêcher l'action des agents provocateurs.

Sur tout le parcours de la procession des centaines de milliers d'hommes attendaient sous la neige, depuis les premières heures du jour, pour s'assurer une place d'où ils pourraient contempler le déroulement des funérailles. Au passage du cortège, les gens se découvraient, faisaient le signe de la croix et saluaient, la main levée vers le ciel. Même les plus indifférents, même ceux qui n'étaient venus que par simple curiosité, ne pouvaient se défendre de lever de bras et de verser des larmes. La population de la Capitale, emportée par la vision mystique du sacrifice, avait oublié pour un instant les intérêts matériaux et les barrières sociales, pour se laisser entraîner par les élans purs de l'âme.

Il faisait déjà presque nuit, quand le cortège arriva à la "*Maison Verte*". Ici, un mausolée, construit par le Capitaine et une équipe de légionnaires, attendait les dépouilles des deux héros. Le Capitaine avait beaucoup travaillé aux fondations de ce mausolée, comme s'il avait voulu caresser cet endroit de son regard et de ses mains... Mota et Marin lui étaient trop chers!... Leur sacrifice affectait la vie de la nation tout entière. Leur présence permanente au milieu des légionnaires serait la sève qui nourrira l'arbre de vie de la Légion jusque dans les générations les plus éloignées.

Le Capitaine avait décidé que Mota et Marin seraient enterrés tout près de la "*Maison Verte*" pour que leur "*présence*" au centre de direction du Mouvement devienne pour les légionnaires un stimulant perpétuel au combat et au sacrifice. Ainsi, Mota et Marin se trouveraient parmi les camarades et rien ne les séparerait de la Légion. Même pas la mort!

Le Capitaine, qui depuis quelque temps, avait établi sa résidence à la "*Maison Verte*", descendrait chaque matin devant la crypte et consacrerait ses premières pensées au souvenir de ses camarades. Près de leur tombeau, il pourrait méditer plus à l'aise, il sentirait plus profonde leur présence et leur influence dans tous les problèmes affectant l'avenir de la Légion...



Le Mausolée MOTA-MARIN
construit à la Maison Verte
Bucarest.

Il était déjà nuit quand les gens se dispersèrent. Les légionnaires, trempés jusqu'aux os, étant restés toute la journée sous la pluie mêlée de neige; affamés, car ils avaient jeûné depuis la veille, se retirèrent silencieux, par groupes, vers les maisons de la Capitale qui les avaient abrités ou directement vers les gares. Ils allaient repartir vers leurs villes et villages, l'âme reconfortée et endurcie. La grande communion spirituelle du peuple roumain s'était accomplie. A partir de cet instant, un monde nouveau allait prendre contour, un monde basé sur le sacrifice, placé sous la protection de Mota et Marin.

La Légion perdait deux grandes personnalités, mais en échange, elle gagnait définitivement la grande bataille spirituelle qui serait désormais son fondement.

4) LE "NOUVEAU COURS".

Nous devons répéter de nouveau ce qu'on a dit tant de fois déjà, que le Mouvement Légionnaire n'a jamais joui d'une liberté entière dans ses manifestations. La persécution n'a jamais cessé un seul instant. Elle n'a varié qu'en intensité: persécution du premier degré, du deuxième, du troisième degré...

Sous le gouvernement Tataresco, la pression de l'autorité a continué à se manifester sans interruption. Moins énergique que pendant la période 1933-1934, son objectif est resté le même: l'anéantissement de la Légion. J'ai déjà montré, dans les chapitres antérieurs, les moyens que le Gouvernement a employés pendant cette période *"suave"* pour écraser le Mouvement: l'état de siège et la censure, pour que, sous leur couvert, la calomnie, la trahison, le poison et le revolver puissent se donner libre cours.

La période *"bénigne"* de la persécution s'achève avec l'enterrement des héros Mota et Marin, le 13 Février 1937. Le gigantesque déploiement des forces légionnaires dans tout le pays, culminant par la concentration de Bucarest et surtout, l'ordre et la discipline parfaits observés par les masses populaires au cours du défilé et des services funèbres, ont fait réfléchir les gouvernants du pays. Les méthodes *"indirectes"* avaient failli. Stelesco était mort comme on le sait et les essais de démembrement de la Légion par les tentatives de capter Mota et d'autres légionnaires s'étaient soldés par un échec total.

Parallèlement, le Mouvement Légionnaire avait profité de cette tranquillité relative et apparente pour se déployer sur tout le pays. Ce n'était plus un mouvement de caractère local ou provincial, qui aurait pu être facilement étouffé, mais une force d'envergure nationale, avec des ramifi-

cations puissantes dans toutes les provinces et dans toutes les classes sociales. Aucune combinaison de gouvernement ne pouvait plus être envisagée dorénavant sans prendre en considération le facteur légionnaire.

Après les funérailles de Mota et Marin, "*la force occulte du Palais*" qui contrôlait le Gouvernement et l'État, a décidé de revenir aux méthodes sangalntes d'autrefois. La persécution qu'on préparait cette fois-ci dans les coulisses du Palais devait avoir un caractère décisif, exterminateur. L'expérience de 1933-1934 leur avait été une leçon. Elle avait démontré que le Mouvement ne pouvait être anéanti que si on menait cette guerre fratricide jusqu'à ses dernières conséquences. Un combat à mort devait être livré contre la Légion, visant à liquider son chef et ses principaux collaborateurs. Le retour aux procédés forts et expéditifs était d'autant plus indispensable que les circonstances favorisaient la montée du Mouvement vers le pouvoir.

Cependant, le passage d'un état à l'autre ne pouvait pas se faire brusquement. Il fallait au préalable préparer le terrain, créer un climat de tension croissante entre les autorités et les légionnaires, qui puisse justifier les mesures ultérieures. C'est ainsi que, pendant l'année 1937, le gouvernement entreprit des efforts dirigés et persistants dans le sens de provoquer un retour à l'attitude de "*main forte*". Les mesures prises furent de plus en plus rudes et injustes. Les actes de provocation augmentèrent, abus d'autorité pour pousser le Mouvement à sortir de la ligne de la légalité s'accentuèrent. L'intention des autorités était de pouvoir indiquer les légionnaires comme coupables d'une attaque de front, excuse pour leur propre attaque préparée pour "*un peu plus tard*".

Ce "*nouveau cours*" se caractérisa par une suite ininterrompue d'agressions contre la Légion, qui allaient devenir de plus en plus audacieuses et brutales, pour aboutir à la "GRANDE PERSECUTION" de 1938. Ce n'était pas des coups d'une grande ampleur, mais plutôt des incursions dans la sphère d'activité du Mouvement, pour découvrir ses points vulnérables et mesurer sa capacité de réaction.

Pour bien faire comprendre le changement de climat intervenu dans les relations existant entre le Gouvernement et la Légion, nous reproduisons une "*Circulaire*" de Corneliu Codreanu, envoyée à toutes les Organisations départementales, le 26 Février 1937, deux semaines seulement après l'enterrement de Mota et Marin. Le Chef de la Légion y met les légionnaires en garde contre ce "*nouveau cours*" subtil et menaçant:

> "A la suite de l'enterrement des martyrs Mota et Marin, les autorités ont eu peur; non pas à cause du désordre, mais justement à cause de l'ordre, vraiment impressionnant, qui a régné tout le temps.

"Quelques jours après ont surgi les déclarations ministérielles, dépourvues du moindre intérêt: "Nous voulons assurer l'ordre" ... "Nous ferons tout pour que l'ordre soit rétabli"...

"Je ne comprends pas. Pourquoi parler de défendre un ordre que personne ne menace?

"Maintenant, on murmure que les autorités voudraient faire naître à tout prix une inquiétude parmi la population et qu'elles font courir le bruit que les légionnaires préparent un complot, que des perquisitions et des arrestations seront faites, qu'on cherchera des chemises vertes et des armes au domicile des légionnaires.

"Il se peut bien que ce soient de simples rumeurs de taverne. J'ai cependant l'obligation d'attirer l'attention des légionnaires sur les faits suivants:

I. Jamais le Mouvement Légionnaire, pour vaincre, ne recourera à *"l'idée de complot"* ou de *"coup d'était"*.

"Je considère ces moyens comme tout à fait déraisonnables.

"Le Mouvement Légionnaire ne peut vaicre qu'en faisant naître un mouvement de conscience dans la Nation. Quand ce processus atteindra la majorité des Roumains, la victoire viendra automatiquement, sans complots et sans coups d'état.

II. En cas de perquisition, de jour ou de nuit, les légionnaires ouvriront leurs portes et recevront les autorités avec la plus parfaite amabilité.

"Aux sièges où il y aura des légionnaires, à l'apparition des autorités, sera donné l'ordre du *"Garde à vous"*.

III. Si les légionnaires, leurs familles et leurs enfants sont malmenés ou maltraités, alors avec calme et sérénité, ils diront: "Mon Dieu, pour la victoire de la Légion rends-nous dignes d'un sacrifice comme celui de Mota et Marin"."

Corneliu Codreanu réaffirmait dans cette Circulaire la voie choisie par la Légion dès le premier moment de son apparition pour la lutte politique: *la voie de l'ordre et de la légalité constitutionnelle*. Le Mouvement Légionnaire ne s'engagera jamais dans des conspirations et des coups d'état. Ce n'est qu'au moment où ce processus de perfectionnement touchera la conscience de tout le peuple roumain, c'est-à-dire lorsque sa majorité appartiendra à l'idéal légionnaire, que le Mouvement Légionnaire pourra dire qu'il a vaincu. Ce processus et son degré de perfectionnement dans la conscience de la nation roumaine se reflèteront aussi dans les élections: le Mouvement Légionnaire sortira vainqueur sur le plan politique, lorsque le peuple passera de son côté et lui accordera une majorité parlementaire. C'est

une formule qu'aucune démocratie de ce monde ne peut refuser parce qu'elle est en concordance avec sa propre essence.

Néanmoins, la "*camarilla*" n'était nullement satisfaite des déclarations de Corneliu Codreanu. "*Démocratie*", "*Constitution*", "*volonté populaire*", n'avaient aucune signification pour elle, intéressée exclusivement à accaparer et à conserver le pouvoir.

Le problème qui préoccupait la "*force occulte*" était donc d'empêcher l'ascension au pouvoir du Mouvement, ascension qui semblait inévitable, si on laissait le processus "démocratique" se développer normalement. Les futures élections, marquées pour l'automne de la même année, pouvaient amener des surprises insoupçonnables. C'est en vue de ces élections que le gouvernement a commencé à durcir sa position, dans l'espoir que les légionnaires allaient réagir et, de cette manière, fournir eux-mêmes les motifs pour mettre la Légion hors la loi; ce qui permettrait au gouvernement de procéder exactement comme en 1933.

En sentant le danger, Corneliu Codreanu a mis ses légionnaires en garde contre cette campagne de provocationes devaient plutôt se laisser humilier et maltraiter pour déjouer les plans de l'ennemi. Ils devaient accepter la souffrance, sans faire le moindre geste de défense. Nous allons voir comment, au cours des mois précédant les élections, s'est manifesté le "*nouveau cours*" — prélude de la grande persécution de 1938 — et la manière dont Corneliu Codreanu a réagi aux innombrables pièges qui lui ont été tendus.

5) L'OFFENSIVE CONTRE LES ÉTUDIANTS.

La première manifestation de force du Gouvernement contre le Mouvement, conformément aux directives du "*nouveau cours*", s'est déclenchée dans le secteur étudiant.

Le 26 Février 1937, treize jours à peine après l'enterrement de Mota et Marin, le Gouvernement ferme les foyers et les cantines des étudiants. A la suite de cette mesure arbitraire, des milliers d'étudiants de toutes les Universités sont jetés à la rue, privés de toit et de nourriture. Ce qui, pratiquement, oblige l'énorme majorité de cette jeunesse, constituée de fils de paysans pauvres, à quitter les centres universitaires.

A Bucarest, les autorités universitaires prennent une décision beaucoup plus grave: la suppression du "*Centre Étudiant Bucarest*", organisation officielle des étudiants, dont la direction était assurée par élection. Cette mesure insensée a servi plus tard comme base justificative au Gouvernement pour interdire le Congrès Général des Étudiants, qui devait avoir lieu au printemps de 1937. Ainsi, en l'espace de quelques jours, les masses étudiantes se sont vues précipitées de leur position de légalité, dans un tour-

billon d'arbitrariétés, sans qu'aucune provocation n'ait justifié de telles mesures du Gouvernement. Mais, ces masses étaient légionnaires et le Pouvoir voulait les réduire au silence le plus complet. Il pressentait que le Congrès prévu pouvait se transformer en une tribune de critique et de blâmes contre sa politique.

Le 1.º Mars 1937, un incident pénible a lieu à Jassy, capitale la Moldavie. Le Recteur de l'Université, le professeur Train Bratu, est victime d'une agression stupide: un inconnu le blesse légèrement à l'oreille. Les autorités n'attendaient que cela. Elles rejettent toute la responsabilité de l'attentat sur les légionnaires, profitant du fait que le professeur Traian Bratu était connu pour son hostilité à l'égard des étudiants associés au Mouvement Légionnaire.

Le lendemain, Corneliu Codreanu lance un Communiqué, déclarant que le Mouvement Légionnaire n'a absolument rien à voir avec le pénible incident de Jassy, et recommande aux autorités de garder le calme jusqu'à ce que l'enquête judiciaire soit effectuée. Il était sûr de l'innocence des légionnaires. D'ailleurs, au cours de l'instruction, les étudiants légionnaires, accusés d'y avoir participé, ont été mis hors de cause.

Et cependant, que fait le Gouvernement? Au lieu d'attendre le résultat final de l'enquête, ainsi que Corneliu Codreanu l'avait raisonnablement demandé, il ordonne la fermeture de toutes les Universités et oblige tous les étudiants de province à retourner chez eux.

La provocation était évidente. Même si les auteurs de l'agression avaient été légionnaires, la mesure officielle outrepassait tout bon sens et tout sentiment d'équité. Le regrettable incident avait eu lieu à Jassy, en Moldavie. Quel besoin avait le Gouvernement d'étendre ces sanctions à tout le territoire national et de fermer les Universités dans les autres centres culturels du pays? Quel acte est celui qui frappe sans discernement les coupables et les non-coupables, en punissant toute la collectivité étudiante du pays pour le geste insensé de quelques jeunes gens?!

Étant donné que la décision du Gouvernement affectait brutalement tout le corps étudiant, et comme la grande majorité des étudiants étaient ralliés au Mouvement, Corneliu Codreanu lança une nouvelle *"Circulaire"* le 3 Mars 1937, pour apaiser les esprits. Il demandait aux étudiants de supporter avec patience l'injustice qui leur était faite:

> "Un jour viendra, disait-il, où ceux qui ont fait cette injustice se sentiront honteux et humiliés."

Pourtant, la série des provocations n'est pas close. A la réouverture des Universités, un mois plus tard, le Gouvernement exige que tous les étudiants qui veulent suivre les cours signent une déclaration par laquelle

ils prennent l'engagement de ne faire aucune politique jusqu'à la fin de leurs études. Cette disposition gouvernementale se trouvait en conflit avec les normes constitutionnelles, qui établissaient que tous les citoyens, à partir de l'âge de 21 ans, avaient le droit de participer à la vie politique. La mesure visait clairement et exclusivement le Mouvement Légionnaire, car les autres partis, depuis longtemps, ne suscitaient plus aucun intérêt dans les rangs des étudiants. Un puissant courant légionnaire s'était formé au sein de la classe étudiante, dans le torrent duquel s'intégraient les nouvelles générations d'étudiants. Le Gouvernement se rendait parfaitement compte que la mesure imposée ne pouvait avoir aucun effet sur les légionnaires formés, organisés, disciplinés, mais il espérait néanmoins créer une inquiétude destructrice parmi les étudiants sympathisants du Mouvement, les obligeant à être plus réservés dans leurs manifestations.

Le monde étudiant se trouvait dans une impasse. Il ne pouvait pas signer une déclaration qui le privait d'un droit inscrit dans la Constitution et qui, en outre, le mettait en conflit avec sa propre conscience. D'autre part, les "*récalcitrants*", ceux qui ne voulaient pas signer la déclaration exigée par le Gouvernement, allaient se voir automatiquement exclus des cours. Corneliu Codreanu, une fois de plus les sauve de ce trouble spirituel. Par la "*Circulaire*" du 2 Avril 1937, il les laisse libres de signer la déclaration exigée par le Gouvernement, en expliquant son attitude de la manière suivante:

> "La masse étudiante roumaine est appelée à se plier sous le joug de l'humiliation.
>
> "C'est un énorme sacrifice qu'on demande à un corps conscient de ses droits civils.
>
> "...Étudiants légionnaires, je vour laisse cette liberté Supportez, le coeur serré de douleur, l'humiliation que ces ennemis de la jeunesse vous ont préparée en croyant vous déshonorer.
>
> "Comment l'État et ses dirigeants peuvent-ils s'imaginer qu'une nation pourra vivre avec une jeunesse à laquelle ils n'ont proposé que l'école de la trahison, de la lâcheté et de l'infamie?
>
> "Le crime des gouvernants, à ce point, est tellement odieux et compromet de telle manière l'avenir de la Nation, que rien au monde ne saurait l'égaler.
>
> "Signez, mes enfants, l'âme chargée de douleur et avec la conscience de l'humiliation à laquelle on vous expose.
>
> "Et rappelez-vous que Rome l'Invincible et ses armées victorieuses, ont été vaincues, définitivement vaincues, par les humbles et pauvres disciples du Sauveur, lesquels, suivant Sa

sagesse, ont accepté, de la Rome païenne, toutes les humiliations et tous les sacrifices.

"Plus tard — et quelle plus gigantesque défaite peut exister — toutes les armées qui avaient tué, humilié, torturé, portaient le signe de la Croix, le signe des humiliés et des torturés."

6) "LA MISE AU PAS" DE LA JUSTICE.

Le "*nouveau cours*" commence à se faire sentir aussi dans le domaine de la justice. Chaque fois que le Gouvernement avait essayé, jusque là, de faire des pressions sur les instances civiles de jugement, il s'était heurté à une résistance obstinée de cet honorable corps. Le Corps Judiciaire de Roumanie jouissait de l'inamovibilité, ce qui lui assurait une totale indépendance par rapport au Pouvoir exécutif. Tant que le Gouvernement a respecté le Statut des juges, ceux-ci ont refusé de juger autrement que conformément aux lois et à leur conscience. Dans 99% des procès intentés contre les légionnaires, ceux-ci ont été acquittés. Rarement, et dans des circonstances spéciales, apparaissait une sentence de condamnation. Et les procès étaient nombreux!... Il n'y a pas eu un seul Tribunal en Roumanie, qui n'ait eu au moins un procès légionnaire par an, ce qui représentait des centaines de procès pour tout le pays.

Il faut reconnaître que les Tribunaux Militaires se sont comportés avec la même loyauté envers les légionnaires, tant que le pouvoir exécutif n'a pas altéré leur composition. Les officiers de la justice militaire étaient des éléments d'élite, très bien préparés du point de vue professionnel et soucieux de leurs obligations patriotiques. Avec un pareil corps incorruptible de juges civils et militaires, une action radicale de destruction de la Légion était inconcevable.

Mais les vents changèrent! A partir du pritemps de 1937, le Gouvernement libéral de Tatarasco, contrôlé par la "*camarilla*", décida d'en finir avec "*l'anarchie*" qui régnait dans la justice du pays. Le Roi Carol II avait besoin d'une justice docile, soumise à ses ordres. Cependant, comme "*la mise au pas*" de la justice était plus difficilement réalisable dans le cadre de la justice civile, à cause du grand nombre d'instances et de la solidité morale de ce corps, le Gouvernement impose au Parlement de voter une loi, par laquelle tous les procès politiques seront jugés dorénavant par les instances militaires. Les accusés sont ainsi soustraits à leurs juges naturels et transférés à des instances incompétentes juridiquement. Les Conseils de Guerre ou "Tribunaux Militaires", comme ils ont été appelés plus tard, n'étaient normalement autorisés à juger que pendant les périodes exceptionnelles, lorsqu'on proclamait l'état de siège, et tant que cet état restait en vigueur; les procès politiques étaient de la compétence exclusive des ins-

tances civiles. Tout procès politique, indifféremment de son importance, serait dorénavant à la charge des instances militaires.

Cette loi anticonstitutionnelle a été complétée par une autre d'ordre hiérarchique administratif, qui a été mise en pratique peu à peu et avec beaucoup de discrétion. Étant donné que le Gouvernement ne pouvait pas compter non plus sur l'obéissance aveugle des Conseils de Guerre dans leur composition normale, il a commencé à les épurer des éléments "*incertains*", c'est-à-dire de ceux qui n'auraient jamais été disposés à renier leur conscience, en rendant des sentences "*ordonnées d'en haut*".

Dans l'ensemble, cette mesure a frappé les officiers-juges de carrière, qui se sont vus éloignés de leurs fonctions légales en faveur de certains officiers de troupe, infiniment moins compétents, mais aussi, infiniment plus dociles. En outre, ces officiers prêts à tout avaient été choisis parmi ceux qui avaient encouru des peines disciplinaires et étaient désireux de se "*réhabiliter*" de n'importe quelle manière pour ne pas perdre leur droit à l'avancement. En exécutant fidèlement les ordres venus du Palais, ils espéraient rétablir "l'intégrité morale et professionnelle de leurs dossiers".

Les deux mesures combinées ont produit l'effet désiré par le Gouvernement. La "JUSTICE" du pays perd son indépendance et dénature sa fonction spécifique dans le cadre de l'État, devenant un instrument aveugle entre les mains des forces qui opéraient, à l'ombre du Palais, contre les intérêts nationaux.

Les effets du "*nouveau cours*" dans l'administration judiciaire commencent à paraître immédiatement dans les procès en jugement. Exemple typique: le jour de l'enterrement des héros légionnaires Mota e Marin, la jeunesse du parti libéral a lancé un Manifeste dans lequel on insultait Corneliu Codreanu, le Mouvement Légionnaire et, ce qui était plus grave, la mémoire des deux combattants tombés sur le front espagnol. Un groupe d'étudiants légionnaires, révoltés de cette infamie, ont administré une correction corporelle à l'auteur de ce Manifeste, un certain Amedeu Badesco.

Les autorités se sont immédiatement saisies de cet incident et ont envoyé en justice les étudiants qui avaient participé à la punition du lâche. A la surprise générale, le cas a été rattaché à la catégorie des délits politiques. De cette façon, conformément à la nouvelle loi, le procès a été soumis au Conseil de Guerre du II.º Corps d'Armée de Bucarest.

Les débats ont eu lieu le 2 Avril 1937 et, à l'étonnement général, une condamnation a été prononcée contre le légionnaire Viorel Trifa, Président du Centre des Étudiants Bucarest, et les autres étudiants légionnaires qui avaient pris part à l'incident. L'injustice faite à ces jeunes gens était évidente: Amadeu Badesco ne détenait aucune qualité officielle qui justifie qu'on lui fasse l'honneur d'un procès politique. Il était le chef d'un petit groupe de jeunes gens affiliés au Parti Libéral, qui se trouvait alors

au pouvoir. C'était sa seule liaison avec le pouvoir constitué. D'autre part, les légionnaires qui l'avaient corrigé, n'avaient eu aucune intention de faire une démonstration politique. Leur geste était l'expression de leur révolte contre la bassesse d'un individu qui était allé jusqu'à insulter la mémoire de deux héros que la nation entière vénérait.

Dans cette atmosphère, troublée par "*l'incident Badesco*" et par son dénouement inattendu, commence, le 15 Avril 1937, devant le même Conseil, le grand procès des "DECEMVIRI", les dix légionnaires qui avaient tué le traître Mihail Stelesco. La sentence est rendue le 27 Avril et elle apparaît d'une dureté exceptionnelle. Huit des dix légionnaires sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité, les deux autres à dix ans de travaux forcés.

Les légionnaires s'attendaient à une condamnation, mais personne ne pensait qu'elle serait d'une telle gravité. Stelesco n'avait détenu aucune fonction officielle, n'avait pas été Premier-Ministre comme I. G. Duca, pour que les légionnaires qui l'avaient puni comme il le méritait souffrent une peine égale à celle des "NICADORI".

C'est alors qu'on a compris le sens réel de la loi récemment votée, qui enlevait les procès de la sphère de la juridiction civile pour les soumettre à la juridiction militaire: elle avait été spécialement promulguée pour assurer la condamnation des "DECEMVIRI" à la peine maximum, ce qui ne pouvait être réalisé que par une instance militaire et, encore, uniquement après une épuration préalable. Bien que Stelesco soit mort en Juillet 1936 et que l'instruction ait été depuis longtemps terminée, le procès a été suspendu jusqu'à ce que soit créé — par la violation de la Constitution — un appareil judiciaire entièrement asservi au Pouvoir exécutif.

Un symptôme plus alarmant encore que la dureté des sentences a été la manière scandaleuse dont ont été jugés les dix légionnaires. Ils ont été purement et simplement privés de toute possibilité de se défendre. Les avocats de la défense ont été éliminés en bloc; la même mesure a été appliquée aux témoins principaux de la défense. Un officier a été chargé de plaider pendant SEPT MINUTES en faveur des accusés. Et c'est tout. Des abus avaient déjà eu lieu bien souvent dans les procès légionnaires, mais jamais on n'avait accumulé tant de brutalité et de cynisme, au point de supprimer en bloc toutes les règles de procédure.

Révolté de cette procédure scandaleuse, qui détruisait la notion même de justice, Corneliu Codreanu a adressé une "Lettre" à tous les avocats légionnaires, en les priant de la faire connaître à toute la nation:

> Messieurs les avocats,
>
> "Je m'adresse à vous et, par votre intermédiaire, à tous les avocats de tous les Barreaux du Pays, je m'adresse à tous les juges, je m'adresse au Pays entier, et avant même de voir ce que nous pouvons faire, je proteste de toute mon âme contre

la manière inadmissible dont ont été jugés les dix légionnaires.

"1. Je proteste contre le fait qu'ils ont été soustraits, en vertu de la nouvelle loi, à leurs juges naturels et envoyés devant une instance militaire, dans les attributions de laquelle n'entrent pas ces procès.

"2. Je proteste contre l'élimination de tout le groupe de la défense, privant ainsi les accusés de toute protection, car on ne peut pas considérer comme un soutien juridique la plaidoirie d'un seul officier, pendant 7 minutes, en faveur de dix personnes, qu'on condamne ensuite à dix ans de travaux forcés ou à perpétuité.

"3. Je proteste contre le fait que, en outre, les accusés ont été privés de leurs témoins principaux dans cette question, témoins qui pouvaient apporter des révélations sensationnelles en faveur des accusés, témoins qui, laissés pour la fin des débats par la défense, ont été évincés par les mesures prises ultérieurement...

"4. Je proteste contre ce système qui établit dans le pays la méfiance à l'égard de la Justice, la méfiance qui est le commencement de tous les malheurs, car la disparition de la justice mène l'homme à l'idée de faire seul sa propre justice. Exactement comme dans le cas Stelesco. Or, c'est le plus grand malheur qui puisse s'abattre sur la vie d'un pays.

"Messieurs les Avocats, je vous prie de prendre toutes les mesures dictées par les lois, pour que la décision présente soit cassée par les instances supérieures.

Bucarest, le 28 Avril 1937.

Corneliu Z. Codreanu.

Les effets du "*nouveau cours*" se sont fait sentir aussi dans d'autres régions du pays, où il y avait des procès légionnaires en jugement. Les dirigeants des étudiants qui avaient présidé le Congrès de Târgu-Mures, où s'étaient formées les équipes de punition contre les membres de la "*Force Occulte*", ont tous été envoyés devant la justice. Le procès a commencé à Târgu-Mures, puis, par ordre du Ministère de Justice, il a été transféré à Brasov, où leur condamnation semblait mieux assurée. La sentence a été prononcée le 17 Mai 1937, juste à l'époque où on s'efforçait de juguler la justice. Les dirigeants des étudiants, Gheorghe Furdui, Président du Congrès en tête, ont été condamnés à un an et demi de prison. C'était une nouvelle injustice, parce que les menaces exprimées pendant le Congrès (sous la forme d'équipes de punition) n'avaient aucun caractère immédiat; ces menaces se référaient à l'éventualité où les personnes visées auraient attenté à la vie de Corneliu Codreanu.

Devant la manière dont ces procès s'étaient déroulés, devant les sentances prononcées, Corneliu Codreanu s'était rendu compte du grand changement intervenu dans le cadre de la justice. Dorénavant, on ne pouvait plus compter sur l'impartialité du pouvoir judiciaire... Il fallait donc éviter à tout prix tout incident avec les autorités, il ne fallait répondre à aucune provocation, pour ne pas donner l'occasion au Gouvernement d'utiliser la force judiciaire, assujettie et réduite à l'impuissance, transformée en un simple instrument d'oppression contre le Mouvement. Il était préférable d'abandonner certaines positions plutôt que de résister à tant d'arbitraire, puisqu'il n'y avait plus, dans l'État, un seul organisme indépendant et assez fort pour prendre la défense des citoyens contre les abus du Gouvernement.

La politique d'intimidation et d'asservissement de la justice roumaine, commencée au printemps de 1937, fut maintenue avec l'énergie du désespoir par le Gouvernement. Au printemps de 1938, quand est instaurée la *dictature carliste*, l'opération de substitution était consommée et le nouveau régime dictatorial disposait d'un instrument complètement subordonné à ses buts criminels. Par l'entremise du corps judiciaire la nation avait perdu la jouissance de la justice; elle ne supportait plus que les décisions et les ordre venus du Palais.

7) EXPULSION DU PRINCE NICOLAE.

En avril 1936, à l'instigation d'Hélène Lupesco, le Prince Nicolae fut exclu de la famille royale, dépossédé de tous les droits et privilèges liés à son titre, puis contraint de partir en exil.

Le Prince Nicolae avait joué un rôle décisif lors de l'ascension au trône du Roi Carol, en juin 1930. Membre de la Régence au moment où Carol rentrait clandestinement en Roumanie, il l'avait reçu à bras ouverts et avait renoncé à sa haute charge pour faciliter l'accession au trône de son frère. Pour le récompenser, Carol le traita avec une froideur croissante, lui enleva successivement toutes les fonctions qu'il remplissait dans le cadre de l'armée, et finalement, le força à s'expatrier. Hélène Lupesco avait réussit à convaincre Carol que son frère représentait un danger imminent, qu'il cherchait à s'emparer du Trône, avec l'aide de Maniu et de Codreanu. Seule, l'expulsion du Prince Nicolae pouvait éviter une concentration de l'opposition autour de lui.

L'accusation n'avait aucun fondement. Le Prince Nicolae ne convoitait pas le Trône de Roumanie. S'il avait eu cette intention, il aurait pu facilement la mettre à exécution en tant que membre de la Régence. Il était loyal au Roi Carol, mais il ne supportait pas l'immixtion d'Hélène Lupesco dans les affaires de l'État et, à ce sujet, il avait eu des discussions violentes

avec son frère. Et comme, pour le Roi Carol, quiconque soulevait le problème d'Hélène Lupesco devenait automatiquement son ennemi, les insistances de son frère l'irritèrent tellement qu'il décida d'en finir avec lui.

Les dessous de cette affaire doivent aussi être mis en rapport avec le "*Nouveau cours*". La Force Occulte, qui préparait une nouvelle terreur contre la Légion, ne voulait nullement qu'à ce moment décisif de la confrontation entre le Roi Carol et Codreanu, il existe un membre de la famille royale qui puisse troubler la marche de l'opération, soit par des conseils de modération, soit par la polarisation des sympathies légionnaires et de l'opposition en général. La tension entre le Prince Nicolae et le Roi Carol était arrivée à une rupture au printemps de 1937, à cause des motifs ci-dessus mentionnés; l'entourage du Roi considérait même qu'il serait hasardeux de mettre en branle le mécanisme de liquidation de la Garde de Fer avant d'avoir résolu la crise dynastique.

Le Prince Nicolae avait donné une certaine quantité de bois de construction pour bâtir la "*Maison Légionnaire*" du Mont Rarau. C'était un simple geste amical, par lequel il montrait qu'il appréciait le travail désintéressé accompli dans les camps légionnaires. Ce fut suffisant pour provoquer des suspicions quant à la personne du Prince, et l'accuser d'une imaginaire entente avec la Garde de Fer. En réalité, il n'y avait absolument rien, mais dans l'atmosphère du Palais et du "*Nouveau cours*", qui commençait à produire ses effets, le moindre soupçon de ce genre prenait des proportions inattendues et alarmait l'"*Occulte*".

Le Roi Carol, entièrement dominé par Hélène Lupesco, décida de couper le nœud gordien et de sacrifier son frère. Le prétexte invoqué était le mariage morganatique du Prince Nicolae avec une Roumaine, mariage qui ne satisfaisait pas les conditions stipulées par le "*Statut de la Famille Royale*". L'hypocrisie et l'excès de la mesure étaient évidents. Car, si le Prince Nicolae était exclu de la famille royale et obligé de quitter le pays pour s'être marié avec une Roumaine, quelle punition méritait le Roi Carol qui avait répudié sa femme légitime et vivait en concubinage avec une Juive, de la pire espéce pour les intérêts de la nation ! ?

Le Président du Conseil, TATARESCO, se prêta, comme d'habitude, à cette nouvelle infamie. Au Conseil de la Couronne, convoqué par le Roi le 9 Avril 1937, il lut le rapport du Conseil des Ministres adressé à sa Majesté le Roi, concernant la situation du Prince Nicolae. Le Président du Conseil demanda à sa Majesté, au nom du Gouvernement, d'appliquer au Prince les sanctions prévues par le "*Statut de la Famille Royale*".

Les autres membres du Conseil de la Couronne, anciens Présidents du Conseil, Maréchaux et Chefs de Partis, se sont associés — soit par ignorance des intrigues qui avaient provoqué cette crise, soit pour plaire au Roi — au rapport du Gouvernement et autorisèrent le Roi à déclarer

le Prince Nicolae déchu de tous ses droits comme memebre de la famille royale.

Une fois cette formalité accomplie, le Gouvernement régla l'expulsion du Prince du pays. Pour éviter des manifestations populaires en faveur du Prince, le Gouvernement ordonna son arrestation et sa surveillance, jusqu'au moment où il fut conduit à l'Aéroport où l'attendait l'avion qui devait lui faire passer la frontière.

L'éloignement du Prince Nicolae du pays ne put être évité, en raison de la lâcheté des partis politiques. Aucun chef politique n'osa assumer la responsabilité d'une protestation publique, de crainte de compromettre ses chances d'arriver au pouvoir. Seul, le Mouvement Légionnaire courut au secours du Prince exilé, prouvant, une fois de plus, son attachement à la Couronne. Viorel TRIFA, Président des étudiants de Bucarest, lança un Manifeste pour dénoncer, devant l'opinion publique, l'acte arbitraire du Gouvernement. Le Général Cantacuzène, Président du parti *"Tout pour le Pays"*, apprenant la séquestration du Prince, partit en voiture, avec un groupe de légionnaires, vers Snagov, lieu de détention du Prince, pour lui présenter ses hommages et lui offrir l'appui éventuel de la Légion. La route vers Snagov étant barrée par de puissants cordons de troupes, le Général Cantacuzène dut rebrousser chemin.

Après le départ du Prince, le Mouvement organisa une campagne de protestation dans tout le pays. On répandit des centaines de milliers de manifestes, et les villes et les villages où existaient des *"Nids"* légionnaires furent remplis de slogans, exposant au peuple l'injustice commise contre le Prince Nicolae. Sur les maisons, les palissades, les bornes des champs, sur les arbres bordant les routes, on pouvait lire des témoignages de sympathie à l'égard du Prince: *"Vive le Prince Nicolae"*, *"A bas le Gouvernement félon"*, *"A bas Hélène Lupesco"*. En deux mois, d'Avril à Mai 1936, tout le pays apprit la nouvelle abjection commise par le Roi.

Le Gouvernement donna l'ordre aux procureurs de poursuivre *"ceux qui troublaient l'ordre public"*. Un nouveau contingent de légionnaires fut appelé devant les tribunaux et leurs procès n'avaient pas encore pris fin à l'automne de 1938. De nombreuses condamnations à des peines variant de trois mois à six ans furent prononcées.

8) UNE LOI MONSTRUEUSE.

Le *"nouveau cours"* a poursuivi son offensive sournoise, en s'attaquant peu à peu à d'autres secteurs légionnaires. Au mois de Mai 1937, peu de temps après la *"mise au pas"* de la justice, le Gouvernement libéral, présidé par Tatarasco, envoie au Parlement un projet de loi qui interdit les *"Camps de travail"* légionnaires.

Malgré l'intervention mémorable du professeur Mihail Manoïlesco sympathisant du Mouvement, qui a démontré devant le Sénat l'absurdité et la monstruosité d'une pareille loi, les majorités parlementaires, dominées par le parti libéral, ont voté le texte proposé par le Gouvernement.

Aux termes de cette loi, les légionnaires n'ont plus le droit de se *concentrer dans des villages et d'autres centres sociaux pour réaliser en commun des travaux d'intérêt collectif. Il leur est désormais interdit de construire* une école, une église, de réparer un pont ou un chemin ruinés par les eaux, ou d'aider les paysans aux travaux des champs. Par l'arbitraire de ceux qui se montraient incapables de faire quoi que se soit pour améliorer le sort des classes malheureuses, les "Camps de travail" ont été déclarés "SUBVERSIFS"!... C'est-à-dire, considérés comme des entreprises susceptibles de renverser l'ordre de l'État! Tous les légionnaires qui aideraient le peuple à lutter contre la misère, à améliorer son bien-être s'exposaient à être incarcérés et condamnés.

Cette loi a paralysé l'une des manifestations les plus florissantes de l'activité sociale du Mouvement. Surtout que, pour l'été 1937, on avait prévu de doubler le nombre des "Camps" par rapport à l'année précédente. Des délégations de paysans de toutes les régions du Pays se succédaient au Siège Central du Mouvement à Bucarest et priaient le Chef de la Légion d'envoyer ses équipes pour les aider. Maintenant, tout cet élan de générosité et de solidarité de la nouvelle génération, répandu avec amour et désintéressement jusque dans les villages les plus éloignés, se trouvait bloqué par la main invisible qui gouvernait de l'ombre... On peut imaginer quel aurait été l'aspect du Pays pendant l'été de 1937, animé par des centaines de camps de travail et par des dizaines de milliers de chantiers... Que de choses utiles auraient pu s'accomplir dans le bouillonnement d'énergies *de tout un peuple uni dans un même effort et un même idéal!... Chaque* camp représentait non seulement une communauté qui travaillait avec entrain et profit pour le peuple, mais aussi un foyer de puissance nationale, d'où irradiait l'espoir d'un renouvellement du Pays.

Et voilà que tous les travaux déjà commencés devaient être abandonnés. Dans beaucoup de chantiers, le travail, interrompu avant la fin de la construction, devait être repris l'été suivant; là, on avait préparé des briques et établi des fondements; ailleurs, la construction avait atteint le toit, mais les murs attendaient encore le mortier, les portes et les fenêtres; un dernier effort, et la construction aurait été prête...

Maintenant, tout ce qu'on avait bâti allait tomber en ruine, tout le matériel ramassé allait être perdu. Les camps allaient rester vides et les villages, privés de l'élan et de l'énergie de la jeunesse légionnaire, allaient retomber dans l'apathie et la misère auxquelles les avait condamnés la politique anti-sociale des partis politiques traditionnels.

Quelle loi monstrueuse! Le travail, signe distinctif de l'homme, activité qui anoblit l'individu, avait été déclaré *"acte subversif"*! Dans la Grande Roumanie, qui s'écroulait à cause de l'incompétence et de l'indifférence des dirigeants, où le pillage des coffres publics était la régle, où la misère des classes pauvres allait de pair avec l'incurie administrative, on interdisait, par la loi, de réparer un pont, de construire une digue, de refaire une route défoncée...

Les vieux partis, incapables d'une politique constructive, formés dans leur majorité de profiteurs, de parasites et de spéculateurs, n'avaient rien trouvé de mieux pour sauver leur *"démocratie"* que de se coaliser avec la *"Force Occulte"* et de s'acharner contre ceux qui voulaient travailler pour le bien de la nation.

Ces camps, où, en même temps qu'on effectuait des travaux utiles d'ordre matériel, on forgeait une nouvelle mentalité, les gênaient comme un coin fiché dans leurs espoirs de privilégiés égoïstes. Il fallait à tout prix détruire cette oeuvre dynamique. Le Mouvement Légionnaire avait prouvé, par l'exemple vibrant de ces jeunes combattants, que l'image du pays pouvait être transformé, élevé, si à la place d'une politique stérile et rétrograde, on se dédiait à une action communautaire d'aide réciproque et de compréhension mutuelle, au bénéfice des masses pauvres et humiliées.

Le Roi, la Camarilla, les Partis, la Force Occulte, haïssaient cet exemple viril et patriotique qu'ils voyaient comme un cauchemar. C'était un défi lancé à leur manière de vivre, à leur système de gouvernement, basés sur la corruption et sur l'exploitation des masses incultes. Les chacals de la vie politique sentaient que la proie séculaire leur échappait, que le peuple, comme réveillé d'un long sommeil, se tournait plein d'espoir vers les hérauts du *"Crédo"* légionnaire.

Une fois la loi monstrueuse promulguée, le Gouvernement s'est demandé ce que Corneliu Codreanu allait faire pendant l'été? Allait-il pousser les légionnaires à continuer le travail dans les camps? Irait-il personnellement à Carmen-Sylva, au bord de la mer, pour diriger les travaux déjà commencés, en risquant un procès?

Non! Corneliu Codreanu était beaucoup trop sage pour procéder de cette manière. Le coeur blessé, il renonça aux *"Camps de travail"*. Le Mouvement n'allait pas disparaître pour cela. La Légion était assez riche en initiatives et en imagination. On avait ravi à la jeunesse, par une loi infâme, le droit de travailler dans les camps; eh bien, l'énergie créatrice qui bouillonnait dans ses fibres serait mobilisée et dirigée dans d'autres directions.

Dans une "Circulaire" du 13 Juin 1937, Corneliu Codreanu annonce que :

> "Cette année, le parti "TOTUL PENTRU TARĂ" (Tout pour la Patrie) n'ouvrira pas de camps de travail. Une Circulaire,

qui sera envoyée en son temps, expliquera en détails, comment et dans quelles circonstances on a enlevé à la jeunesse légionnaire le droit sacré de travailler dans ses camps."

Dans la même Circulaire, il annonce qu'il y aura tout de même deux camps de repos: l'un à Carmen-Sylva, pour les légionnaires rhumatisants et l'autre à Câmpina, dans la montagne, pour les faibles de poitrine.

Pour ne pas contrevenir à la loi qui interdisait le travail dans les camps, et par la même Circulaire, Corneliu Codreanu précise que:

> "Dans ces Camps, le travail est strictement interdit! (bien entendu, en dehors du nettoyage indispensable). Celui qui essaiera de travailler, sera immédiatement éliminé, et ce pour ne pas enfreindre la loi, et surtout pour ne pas fournir à l'exécutif un prétexte pour fermer les camps."

Le Gouvernement s'est immédiatement rendu compte de l'ingénieuse réplique de Corneliu Codreanu. Aucun texte légal n'empêchait les légionnaires de se réunir dans des camps de repos, où ils pouvaient être de nouveau ensemble, chanter ensemble, faire des excursions ensemble, se réjouir ensemble de l'air pur et du soleil. Le problème n'avait été que partiellement résolu.

Bien que sans aucune base légale, le Gouvernement décide d'empêcher à tout prix le fonctionnement des camps de repos. Un tel gouvernement peut toujours mettre en oeuvre les décisions les plus inhumaines ou les plus impopulaires, sans honte et sans remords.

Le 14 Juin 1937, Corneliu Codreanu reçoit une Note de la part de l'Office d'Éducation de la Jeunesse, organisation officielle, dénommée "STRAJA TARII", par laquelle on le prévient qu'au cas où, dans les camps de repos ou les colonies d'été prévus, se trouveraient des enfants ou des jeunes gens entre 7 et 18 ans, il doit demander l'approbation préliminaire de cette organisation, et exécuter pendant tout le temps du séjour un programme minimum d'éducation pour les *"strajeri"*, dirigé par un commandant-strajer. Le même jour, Corneliu Codreanu répond par une autre "Circulaire":

> "Le soussigné, avec tout le Mouvement Légionnaire, refuse de se soumettre à cette invitation, pour des motifs qui seront exposés en leur temps.
>
> "Il est probable que ces Messieurs voudront nous envoyer un jour un chef de parti pour faire notre éducation.
>
> "Ainsi, pour ne pas être obligé de me soumettre à une pareille invitation, et pour ne pas devoir assister à ces leçons, données dans notre propre maison, par un "Commandant-

-Strajer", je refuse de recevoir dans les deux camps de santé, des jeunes entre 7 et 18 ans.

"Si, pour ceux de plus de 18 ans, on veut m'imposer de faire une demande d'approbation à l'O.E.T.R., cette demande ne sera jamais faite et je renoncerai définitivement aux deux camps annoncés."

Dans la même Circulaire, il demande aux autorités de lui faire savoir d'avance s'il peut ouvrir les deux camps de repos pour les jeunes de plus de 18 ans, afin de disposer du temps nécessaire pour prévenir tout le monde et éviter des dépenses inutiles.

Ne recevant aucune réponse des autorités, Corneliu Codreanu en a conclu, comme il était logique, que le Gouvernement ne voyait aucun inconvénient dans le fonctionnement des colonies de repos pour les jeunes de plus de 18 ans. En conséquence, le 5 Juillet 1937, il lance un "Ordre du Jour", par lequel il annonce l'ouverture de la colonie de repos de Câmpina pour le lendemain. Entre le 14 Juin et le 5 Juillet, le Gouvernement avait eu tout le temps d'examiner la demande et de se prononcer.

A partir du 6 Juillet, les jeunes gens commencent à arriver de tous les coins du pays à Câmpina et, en quelques jours, toutes les places sont occupées. C'est justement le moment que les autorités choisissent pour ordonner la fermeture du camp déjà organisé. La forme imposée pour la fermeture est, elle aussi, des plus barbares: les gendarmes font leur apparition dans le camp, somment les légionnaires de quitter les lieux dans les 24 heures, puis s'y installent pour attendre le départ des jeunes gens, dont la plupart avaient fait des dépenses importantes et étaient venus de très loin.

Tous les télégrammes de protestation adressés par le Général Cantacuzène, Chef du parti "Tout pour la Patrie", sont inutiles. Les jeunes gens doivent vider les lieux en 24 heures, conformément à l'ordre d'évacuation.

Le Gouvernement avait pris cette mesure inhumaine pour accroître l'amertume dans l'âme de cette jeunesse déjà durement éprouvée. Il voulait les humilier aussi profondément que possible.

L'été de l'année 1937 s'est écoulé sans camps de travail et sans colonies de repos. Le Gouvernement n'a permis aux légionnaires, ni de travailler, ni de se reposer. Il craignait leur rapprochement, leur vie en commun, même dans le cas des malades. C'est ainsi que des milliers de jeunes gens affaiblis et pauvres ont été privés de l'air bienfaisant des montagnes et du soleil vivifiant de la mer, sous le prétexte qu'ils "troublaient l'ordre public"!...

9) ORDRES CONFIDENTIELS.

Dans les chapitres précédents, j'ai exposé les mesures les plus importantes prises par le gouvernement contre la Légion, et son changement radical d'attitude dans ses relations avec le mouvement nationaliste. Je vais compléter maintenant le tableau de ces interventions abusives à légard des manifestations du Mouvement Légionnaire, par les *"ordres confidentiels"* envoyés par le Gouvernement ou par quelque autorité subalterne, pour interdire "certaines" activités du parti *"Tout pour le Pays"*.

Quoique tous ces ordres aient porté le cachet *"confidentiel"*, en réalité, ils n'avaient rien à voir avec la "sûreté" interne ou externe de l'État. Ils ne faisaient que frapper une organisation politique régulière, en violant les lois fondamentales du pays. C'est pourquoi, étant donné leur caractère illégal, Corneliu Codreanu n'a pas hésité à les porter à la connaissance des légionnaires, pour démasquer justement la duplicité du gouvernement et essayer d'exercer une pression morale sur lui.

> "Je vous prie de faire connaître à tous les légionnaires du Pays — dit le Capitaine dans sa Circulaire du 28 Septembre 1937 — les ordres confidentiels suivants des autorités exécutives, pour que tout le monde prenne connaissance de l'esprit de l'égalité et de justice qui les anime et pour que les noms de ceux qui les signent — ainsi que les noms de tous les oppresseurs de la nation — ne soient oubliés. Cette nation devra punir, ne serait-ce qu'une fois tous les mille ans, ceux qui ont violé ses lois, l'ont opprimée et l'ont trahie."

Après cette explication, le Capitaine reproduit les *"Ordres"* qui ont soulevé son indignation et l'ont déterminé à les divulguer. Nous allons, aussi, les reproduire dans une forme résumée, pour qu'on se rende compte de leur caractère abusif et unilatéral:

1. Un ordre, signé par M. Alexandre Bentoiu, Ministre de la Justice, daté du 24 Juillet 1937 et adressé aux Présidents de Tribunaux de tout le pays. Il leur ordonne de classer immédiatement, et d'une manière définitive,

> "les dossiers des procès intentés par les légionnaires contre les organes exécutifs (Préfets, gendarmes et policiers)" pour leur détention illégale pendant la grande persécution de l'hiver 1933--1934, en expliquant que "l'arrestation de ces légionnaires a eu lieu à la suite d'une acte de gouvernement (la dissolution de la Légion) et que, par conséquent, elle ne peut pas être imputé aux organes exécutifs".

Le Ministre de la Justice invitait, de cette manière, les instances judiciaires subalternes à ne pas remplir leur devoir dans les procès intentés par les légionnaires contre les agents du pouvoir public qui les avaient arrêtés et détenus illégalement. Une pareille anomalie ne lui semblait aucunement injuste!

2. Par un ordre confidentiel du 27 Juillet 1937, M. Alexandre Bondoc, Préfet du Département de Prahova, demandait aux Directions de plusieurs fabriques de la ville d'Azuga (fabriques de tissus, de bière, de verre et de ciment) de renvoyer un groupe de 36 ouvriers légionnaires, qui, selon les slogans diffamatoires de l'époque, s'étaient rendus coupables "d'agitations qui avaient troublé et troublaient encore l'ordre public".

Ce ordre du Préfet de Prahova n'avait, lui non plus, aucun fondement légal, parce que ces 36 ouvriers, ainsi, que des dizaines de milliers d'autres, étaient inscrits et militaient dans un parti légalement constitué. Par leurs manifestations, appelées "*agissements*" pour la circonstance, ils ne faisaient qu'exercer un droit constitutionnel. Mais il y avait un point sensible et "*impardonnable*" du point de vue gouvernemental: ce parti s'appelait "*Tout pour le Pays*". C'était intolérable pour les partisans du gouvernement de voir les masses ouvrières affluer vers cette force nouvelle et non pas vers leurs organisations locales de parti.

3. Le 19 Septembre 1937, par un ordre 'téléphonique", la Direction Générale de la Police ordonnait l'interdiction, *pour ce jour-là seulement,* "de n'importe quel genre de réunions, fêtes, marches ou autres réjouissances, organisées par le parti "*Tout pour le Pays", même s'ils avaient été préalablement"autorisées".*

Cette mesure était particulièrement absurde. Dans aucun pays du monde, l'État ne prend de mesures de défense contre une organisation politique *valables pour un seul jour.*

Cette mesure avait son explication secrète! Le gouvernement voulait provoquer à tout prix des incidents entre les légionnaires et les autorités policières. Au cas où les légionnaires auraient passé outre à l'interdiction du gouvernement, les forces de "*l'ordre*" auraient eu une excuse pour les persécutions qu'on préparait pour plus tard.

A ces "*ordres confidentiels*", dirigés contre le Mouvement Légionnaire, et signalés dans la Circulaire du 28 Septembre 1937, sont venus s'en ajouter d'autres les mois suivants. Le Capitaine les faisait immédiatement communiquer aux légionnaires. Nous allons en rappeler quelques-uns:

4. Le 9 Octobre 1937, le Ministre des Cultes et des Arts, envoie une "*Adresse*" à l'Evêque de Râmnic, pour porter à sa connaissance la mesure prise contre deux prêtres: Gheorghe Popesco et Stefan Smarandesco, appartenant à son diocèse. La mesure arbitraire était

> "la suspension provisoire du paiement des salaires des deux prêtres, étant donné qu'ils ont participé à l'interprétation de

chansons légionnaires, à la distribution de manifestes de caractère légionnaire et ont reçu le serment des participants des réunions légionnaires dans leurs communes respectives."

Et cette Adresse poursuivait sur le même ton autoritaire:

"En même temps, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir nous communiquer les mesures prises par Votre Sainteté contre les deux serviteurs de l'Autel."

Cet ordre était, lui aussi, en conflit avec les lois du pays. En Roumanie, les prêtres avaient le droit de s'inscrire dans n'importe quel parti politique. Ainsi, par sa décision arbitraire de suspendre les salaires de deux prêtres, le gouvernement commettait une double transgression de la loi: d'un côté, il touchait aux droits et aux libertés inscrits dans la Constitution; d'un autre côté, il s'attaquait à une catégorie d'élite des citoyens roumains.

5. Deux jours après, le 11 Octobre 1937, la Direction Générale de la Police, du Ministère de l'Intérieur, envoyait un "ordre confidentiel" à la Préfecture du Département de Ilfov, lui enjoignant de prendre des mesures drastiques pour empêcher la propagande du parti "Tout pour le Pays" sur le territoire de ce Département:

"Vous allez prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher la pénétration des légionnaires sur le territoire du Département et surtout dans les villages.

"Tous ceux qui ne se soumettront pas à cet ordre, seront arrêtés et renvoyés à leur domicile."

L'illégalité de cet ordre ressort largement du fait qu'il se référait au rayon d'un seul Département, et n'affectait en rien la propagande légionnaire dans d'autres. Il y avait à cela une raison majeure. Ce Département était celui dont faisait partie la Capitale Le gouvernement poursuivait son plan initial, celui de provoquer à tout prix des incidents pour pouvoir les exploiter ensuite sur le plan politique. Un conflit entre légionnaires et autorités aux abords de la Capitale aurait eu une autre résonance dans l'opinion que s'il avait éclaté dans un Département éloigné.

6. Enfin, le 21 Octobre 1937, un "*Procès-Verbal*" signé par les autorités exécutives du Département de Prahova (Préfet, Procureur Général, Chef de la Police et Chef de la Gendarmerie) était envoyé au Gouvernement.

Dans ce Procès-Verbal, ils expliquaient l'état d'esprit de la population à l'approche des élections, qui devaient avoir lieu en Décembre.

Comme tous les fonctionnaires gouvernementaux de l'époque, ils ne perdaient pas une occasion d'accuser de nouveau la Légion. Entre autres absurdités, ils assuraient:

> "Les membres du parti "Tout pour le Pays" affirment que si les élections sont gagnées par le parti National-Paysan, ils vont procéder à l'assassinat de ses membres les plus importants."

La mauvaise foi des signataires de ce Procès-Verbal était plus qu'évidente, et ils le savaient. Mais un pareil mensonge pouvait avoir des répercussions importantes avant et pendant les élections.

Corneliu Codreanu a saisi immédiatement l'intention de ce groupe gouvernemental et leur a répondu par une Circulaire du 4 Novembre 1937, qui a annulé leur tentative de provocation. Sa circulaire finit ainsi:

> "Il est absolument faux que les membres du parti "Tout pour le Pays" aient déclaré que, si les nationaux-paysans arrivent au gouvernement, ils procéderont à l'assassinat de ses membres les plus importants.
>
> "Je m'étonne que des notabilités aient pu signer un pareil Procès-Verbal."

Le plus curieux dans toute cette affaire, c'est que les légionnaires auraient été infiniment plus satisfaits de voir la succession gouvernementale échoir au Parti National-Paysan, plutôt que de la voir de nouveau confiée au Parti Libéral, qui leur avait fait tant de mal depuis dix ans... Le destin a voulu que les libéraux reviennent au pouvoir!...

Ces exemples ne sont qu'une partie infime des "ordres confidentiels" lancés à une cadence croissante à partir de Juillet 1937. Ils se sont multipliés au fur et à mesure qu'approchait la période des élections, fixées au 20 Décembre 1937. On doit supposer que leur nombre a dû atteindre plusieurs centaines, dont quelques-uns seulement sont tombés entre les mains du Capitaine.

Par cette tactique, le gouvernement poursuivait plusieurs objectifs:

1. Fortifier la confiance de l'appareil exécutif dans la décision du Gouvernement de réprimer jusqu'au bout les activités de la Garde de Fer.

2. Intimider les fonctionnaires de l'État, et même les travailleurs des entreprises particulières, en les menaçant de renvoi immédiat, au cas où ils s'inscriraient dans le Mouvement Légionnaire.

3. Compromettre la propagande légionnaire à la veille des élections.

4. Répandre des bruits alarmants au sujet des intentions des légionnaires si le Mouvement arrivait au pouvoir. Les partis, terrifiés par

la perspective de voir leurs "membres les plus importants" tués par les légionnaires, cesseraient toute opposition à la politique du roi et se rapprocheraient de la "camarilla".

Cependant, tous ces objectifs n'étaient que des fragments et des aspects secondaires d'un plan plus vaste, le PLAN proprement dit de la camarilla. Le gouvernement poursuivait en réalité la création artificielle d'un climat d'inquiétudes et de troubles continuels dans le Pays, caractéristique au début des grandes persécutions... Exactement comme en 1933, le gouvernement avait besoin de heurts entre les légionnaires et la force publique, il avait besoin d'un mécontentement général, de blessés et même de morts, pour pouvoir justifier plus facilement sa décision finale: le passage par le feu et par le fer du Mouvement Légionnaire. Le gouvernement était décidé à anéantir la Légion, comme le lui avaient ordonné les forces occultes internationales.

10) L'ORGANISATION "STRAJA TĂRII".

En 1934, le gouvernement libéral de Tataresco, à l'instigation de la camarilla, a créé une organisation appelée "Straja Tării" (La Garde du Pays), destinée à faire l'éducation de la jeunesse roumaine des écoles primaires et secondaires. Je n'ai pas mentionné cette organisation à l'année correspondant à sa création, parce que c'est en 1937 seulement que "Straja Tării" est arrivée à la plénitude de son développement et que ses initiateurs cachés ont dévoilé clairement leurs objectifs.

Il faut souligner que ce n'est pas par une simple coïncidence que la "Straja Tării" a surgi en 1934. C'est l'année où le Mouvement Légionnaire est sorti d'une lourde épreuve, triomphant de tous ses ennemis.

La terreur et la persécution avaient pris fin par le brillant acquittement dans le procès intenté contre les dirigeants de la Légion et, parallèlement, par la condamnation implicite du gouvernement qui l'avait déclanché. La camarilla du Palais, consciente de la défaite essuyée, a élaboré sans retard une nouvelle intervention contre la Légion, qui puisse se substituer efficacement à l'attaque de front, impossible à reprendre pour l'instant. Naturellement, l'objectif restait le même; seuls, les moyens variaient, tactique que j'ai déjà exposée en détail en ce qui concerne le début de la phase d'expansion. Donc, il faut rattacher la mise en action de la "Straja Tării" à cette nouvelle entreprise pour combattre le mouvement nationaliste.

Rappelons que Corneliu Codreanu, depuis 1923, lorsqu'il se trouvait dans la prison de Vacaresti, avait imaginé le plan d'une organisation qui puisse commencer l'éducation nationaliste de la jeunesse dès le plus jeune âge. C'est ainsi qu'avaient pris naissance nos *"Fraternités de la croix"*,

qui, au cours des années, avaient pénétré profondément dans toutes les écoles secondaires. Les élèves entraient dans les Universités déjà formés dans l'esprit de la Légion et s'attachaient tout naturellement aux organisations légionnaires étudiantes. A leur tour, les étudiants, une fois leurs études terminées, s'engageaient de la même manière dans les organisations de base du mouvement.

De cette manière, les anciens partis ne pouvaient plus rafraîchir leurs cadres avec des éléments recrutés dans les nouvelles générations, tandis que la Légion recevait continuellement un afflux de sang nouveau, avec chaque vague de jeunes gens qui entraient dans les grandes écoles ou les quittaient.

"*Straja Tării*" a été conçue pour remplir une fonction semblable à la "*Fraternité de la Croix*", mais dans une direction inverse. La jeunesse devait à tout prix, et dès sa plus tendre enfance, être dirigée vers une organisation autre que celle de la Légion et éduquée dans un autre esprit. On pensait que, de cette façon, le bénéficiaire du nouveau système d'éducation ne serait plus le mouvement nationaliste et, moins encore, les partis politiques, mais la clique de conspirateurs qui s'était groupée autour du Roi et agissait dans l'ombre contre les intérêts et l'existence même de l'État roumain.

Conformément à la nouvelle tactique, la "*Straja Tării*" ne devait pas manifester une hostilité ouverte contre le Mouvement Légionnaire. Elle devait poursuivre son programme, indépendamment de toute considération politique, comme s'il s'agissait d'une simple et bienfaisante organisation civique. Seuls, les hauts dirigeants connaissaient son but véritable: substituer au mythe légionnaire le mythe de la royauté, tandis que les cadres qui opéraient sur le terrain étaient d'une indiscutable bonne foi. Tous s'imaginaient qu'il s'agissait d'une excellente initiative du Roi, par laquelle, au lieu de combattre la Légion, ainsi que l'avaient fait les partis politiques, il adoptait tout simplement ses idées et ses initiatives.

"*Straja Tării*" embrassait une aire plus large que les "*Fraternités de la Croix*": elle s'étendait à tous les jeunes du pays entre 7 et 18 ans, des classes primaires et secondaires. L'organisation légionnaire s'occupait seulement des élèves des classes secondaires et, d'une manière prépondérante, de ceux du cours supérieur, c'est-à-dire des jeunes gens qui avaient déjà acquis une base de formation intellectuelle.

Naturellement, l'éducation donnée aux jeunes par l'organisation officielle avait certains points communs avec l'éducation légionnaire. On mettait l'accent sur l'idée de patrie et de sacrifice pour elle. On commémorait les grandes figures de l'histoire nationale et on chantait des chansons patriotiques. Sa dénomination même de "*Garde du Pays*" donnait l'impression d'une préoccupation pour les intérêts suprêmes de la nation. Les enfants

et les jeunes gens trouvaient dans son programme une dose de patriotisme suffisante pour leur faire croire qu'il ne s'agissait pas de quelque chose de différent de la Légion. De plus, le Mouvement n'était pas attaqué et on n'en parlait guère dans les séances des "*strajeri*". Lorsque la question de la Légion surgissait dans la conversation, les dirigeants responsables répondaient que la "*Straja Tării*" était une organisation apparentée au Mouvement Légionnaire, mais ordonnée sur des bases officielles et placée sous la direction suprême de Sa Majesté le Roi, qui voulait se rapprocher la jeunesse et lui ouvrir le chemin, à ses côtés, dans la vie de l'État.

Néanmoins, un observateur attentif, et spécialement un légionnaire, ne pouvait manquer de déceler certaines tendances douteuses de la nouvelle organisation. Par exemple, on s'efforçait par tous les moyens de remplacer, dans l'âme des nouvelles générations, l'image du Capitaine par le culte du Roi. Ainsi, le Roi Carol II était "*le grand strajer*" et le chef suprême de l'organisation. A toutes les réunions, sa personne occupait la place centrale, passant toujours avant l'image de la patrie. Aux grandes fêtes nationales, les masses des élèves en uniforme devaient préparer au souverain d'imposantes réceptions. Tout était mis en scène et régi de façon que la figure du Roi Carol prenne des proportions gigantesques de splendeur et de force, dans un effort puéril pour éclipser l'auréole d'héroïsme et pureté du Capitaine.

On a pu observer une foule d'autres manifestations suspectes: "*Straja Tării*" avait adopté des signes distinctifs et des formes de manifestations spécifiques du Mouvement Légionnaire. Or, pourquoi une telle imitation servile, sinon pour créer un climat de confusion dans l'esprit de la jeunesse? Aux solennités, les "*strajeri*" apparaissaient en uniformes, saluaient de la même manière que les légionnaires, formaient un front discipliné et présentaient leurs rapports selon les règles militaires. Lorsque le professeur entrait en classe, le chef de la classe commandait le "*garde à vous*" et s'adressait au maître en lui donnant le litre de "*Monsieur le Commandant*", formule employée par la Légion, où existe le grade de "*commandant légionnaire*".

L'entourage du Roi, qui avait introduit cette parodie, avait calculé qu'en procédant ainsi il allait obligatoirement se créer aussi des "*états d'esprit*" semblables, qui auraient comme effet de déplacer le courant nationaliste de Corneliu Codreanu vers la personne du Roi.

La direction effective de l'organisation était entre les mains d'un officier, le commandant Teofil SIDOROVICI, qui ne s'était fait remarquer par aucun acte particulier au cours de sa carrière militaire, en dehors de son attachement envers le Roi. Il exécutait fidèlement les ordres reçus du Palais.

Pour coordonner les activités déployées par l'organisation, on a créé un Département autonome, directement subordonné au Roi, qui s'est

appelé "L'OFFICE D'ÉDUCATION DE LA JEUNESSE ROUMAINE" (O.E.T.R.). Cet Office était doué d'un budget particulier et, grâce aux fonds dont il disposait, il attirait de nombreux cadres enseignants dans sa sphère d'action. Les professeurs et instituteurs de la Roumanie, mal payés, avaient l'occasion de passer un mois de vacances aux frais de l'État, lorsqu'ils étaient appelés à suivre des cours d'initiation sur le programme de l'organisation, dans les localités où se trouvaient les centres pédagogiques de l'institution.

En 1937, la *"Straja Tării"* s'était étendue à presque toutes les écoles secondaires du pays, grâce à la constitution progressive des cadres. La lutte invisible entre les deux systèmes d'éducation, l'un du Mouvement Légionnaire, représenté par les *"Fraternités de la Croix"*, et l'autre de l'État, mais rabaissé au rôle d'instrument de la camarilla, s'était aggravée aussi. Imperceptible, au début, cette lutte éclatait maintenant dans toutes les directions. Les dirigeants de l'organisation officielle, désespérés de constater qu'après quatre ans (1934-1937) d'activité acharnée, ils n'avaient pas obtenu les résultats escomptés, sont passés à des actes d'agression contre la jeunesse encadrée dans les formations légionnaires. Car, malgré toute la discrétion employée, on avait fini par saisir la vérité: les élèves des *"Fraternités de la Croix"* menaient une vie double. Ils participaient régulièrement aux réunions légionnaires, mais en même temps — par obligation — ils assistaient de mauvaise grâce aux manifestations de l'organisation officielle.

Alors, pour interrompre le contact des élèves avec le Mouvement, les directeurs des écoles et les professeurs qui avaient obtenu le diplôme de *"Commandant-Strajer"*, ont été solicités par leurs supérieurs à prendre des mesures disciplinaires contre les récalcitrants. Entre-temps, la police avait reçu l'ordre de collaborer avec le personnel enseignant pour réprimer les *"infractions"* commises par les élèves. La pression des autorités devait d'ailleurs s'exercer conjointement sur les élèves, sur les parents et sur les professeurs.

"Straja Tării" a été renforcée et complétée plus tard par d'autres institutions, destinées à éliminer aussi l'influence légionnaire sur les jeunes gens de plus de 18 ans. La lutte était engagée sur un front très large et poursuivait des objectifs lointains. Tous les jeunes gens de 18 ans, des villes et des villages, étaient obligés de suivre des cours de *"préparation paramilitaire"*.

Les intentions des législateurs semblaient excellentes. Ainsi que cela se produisait dans d'autres pays, devant les dangers croissants qui menaçaient la paix et la patrie, il semblait nécessaire que la jeunesse, avant d'entrer sous les drapeaux, acquière les connaissances militaires élémentaires. Cependant, l'intention du Roi en créant cette organisation n'était nullement d'instruire la jeunesse au maniement des armes, mais tout bonne-

ment de la soustraire à l'influence et au contrôle spirituel de la Garde de Fer.

De même, le secteur universitaire n'a pas été négligé par le régime dictatorial du Roi Carol. Pour capter les masses étudiantes, on a créé deux nouvelles organisations: les "*Équipes Royales*" et le "*Service Social*", toutes deux placées sous la direction du professeur de sociologie de l'Université de Bucarest, Dimitrie GUSTI. Celui-ci était entré, au service du Palais et avait accepté de patronner les institutions destinées à endiguer l'influence légionnaire parmi les étudiants.

Le professeur Gusti avait fondé une école de recherches sociologiques et, chaque année, il effectuait des sondages scientifiques dans différents points du territoire national. Des équipes de jeunes hommes, formés à son école, s'installaient dans les villages et étudiaient la vie des paysans sous les aspects les plus variés. Les "*Équipes Royales*" se sont greffées sur les équipes sociologiques du professeur Gusti. Elles faisaient des recherches similaires dans les villages, mais leur rendement scientifique était extrêmement réduit parce qu'elles avaient une composition hétéroclite. Pouvaient y entrer des étudiants de toutes les Facultés, sans aucune obligation de préparation préalable.

D'ailleurs, les "*Équipes Royales*" n'avaient pas été créées dans des buts scientifiques, mais uniquement pour attirer la jeunesse étudiante vers un autre plan de préoccupation que le plan politique. Ces équipes cherchaient à capter aussi les étudiants par l'important avantage matériel qu'elles offraient. Ceux qui participaient aux campagnes d'été, non seulement étaient entretenus gratuitement, mais ils recevaient une solde mensuelle. Pour un étudiant pauvre (et ils étaient l'énorme majorité), qui pouvait tout juste payer ses taxes d'examen et sa carte de cantine, gagner quelques milliers de "*lei*" pendant l'été, représentait un appoint considérable.

Les "*Équipes Royales*", en dehors de l'étude des réalités sociales, avaient aussi la mission d'aider à la culture des masses et de répandre des mesures sanitaires. Bien entendu, toutes les manifestations de ces équipes commençaient et finissaient par la glorification de Sa Majesté le Roi.

Par la présence de ces équipes, on poursuivait un double effet: non seulement éloigner les étudiants des activités légionnaires, mais aussi essayer d'attacher la classe paysanne à la personne du Roi. Au fond, on voulait qu'il soit dit partout: "*Ce n'est pas Corneliu Codreanu et sa Garde de Fer qui sauveront les paysans de leurs souffrances, mais le Roi, par des moyens raisonnables et sérieux, avec l'aide de cette jeunesse qu'on voit partout.*"

D'autre part, le "*Service Social*" fonctionnait aussi sous la direction du professeur Gusti et englobait la population féminine des Universités. La loi qui avait créé cette institution prévoyait qu'aucune étudiante ne pouvait recevoir son diplôme sans présenter l'attestation d'accomplissement du stage social. Naturellement, le "*Service Social*" constituait un contre-

-poids à la puissante organisation féminine du Mouvement Légionnaire, dirigée par Nicoleta NICOLESCO.

On voit donc que la "camarilla"' avait érigé entre 1934 et 1937 tout un ensemble d'institutions destinées à détacher la jeunesse du Capitaine, la poussant à concentrer ses rêves et ses idéals sur la personne du Roi. Ce qui doit être retenu, c'est que ces organisations, apparemment inoffensives, constituaient elles aussi un aspect de la persécution, une forme spéciale du combat contre le Mouvement Légionnaire, d'autant plus perfide et dangereuse qu'elle se cachait derrière une façade de promesses patriotiques. Les forces qui opéraient du Palais se sont rendu compte que, pour détruire la Garde de Fer, on ne pouvait pas recourir toujours à la force brute, ou seulement à elle. Ils ont compris que la Légion était l'expression d'un état d'esprit, de certaines aspirations profondément enracinées dans le peuple. Ainsi, ils sont arrivés à la conviction qu'il fallait créer sans tarder une soupape de sûreté aux énergies débordantes de la jeunesse, qui ne trouvaient une entière compréhension que dans le Mouvement Légionnaire.

C'est dans cette intention qu'on a créé ces organisations pseudo-nationalistes, qui ne pouvaient jamais devenir une menace pour ceux qui les avaient projetées, parce qu'elles fonctionnaient sous le contrôle de leurs hommes de confiance: Teofil Sidorovici et Dimitrie Gusti.

Pendant l'été de 1937, quand s'est déclenché le conflit de compétence entre l'O.E.T.R. et le Mouvement, il n'y avait plus de doute sur l'origine et les intentions de l'organisation *"Straja Tării"*. La preuve manifeste avait été fournie: Corneliu Codreanu avait été brutalement averti qu'il n'y avait plus de place pour lui dans l'action d'éducation de la jeunesse roumaine et qu'il devait laisser le terrain libre au Roi et aux institutions officielles de l'État.

Les choses d'ailleurs ne devaient pas s'arrêter là. *"Straja Tării"*, ainsi que les autres institutions complémentaires, étaient conçues de manière à servir même dans des situations exceptionnelles. Ainsi, dans l'éventualité où le Mouvement resterait acéphale — et c'était vers cette fin que tendait toute la politique du Palais — la jeunesse désorientée ne se serait pas trouvée sans appui et sans direction, disponible pour une nouvelle aventure nationaliste. Il y avait *"Straja Tării"* qui, avec son immense appareil constitué par tout le corps enseignant du pays, aurait pu ramener les masses tourbillonnantes de la jeunesse vers la voie ordonnée de l'État.

De cette manière, l'image du "troubleur" d'âmes se serait peu à peu effacée dans les nouvelles générations, grâce au travail méthodique et continu de la *"Straja Tării"*. Mais ce qu'on ne voulait nullement avouer, c'est que l'entreprise de démolition de l'État Roumain se serait réalisée conformément aux plans établis par la conspiration communiste internationale.

11) L'ESSOR DU COMMERCE LÉGIONNAIRE.

Les énergies légionnaires, bien que ne pouvant se déployer dans le travail des chantiers, ne sont cependant pas restées inactives. Corneliu Codreanu leur a trouvé une autre destination. Il a mobilisé le Mouvement dans la direction du commerce, qui a connu pendant l'année 1937 une période de grand épanouissement.

Le gouvernement constatait, impuissant, que de nouvelles entreprises légionnaires surgissaient de rien et que, dès le début de leur existence, elles gagnaient la faveur du public. Il n'avait pas à sa disposition une loi criminelle, du type de celle votée au printemps pour l'interdiction des chantiers de travail, sinon il aurait supprimé, dès le premier moment, ce nouvel effort roumain.

Le commerce légionnaire avait commencé, ainsi qu'on l'a déjà vu par ailleurs, par la modeste "*Coopérative de consommation*", créée en Septembre 1935, dans l'édifice même du siège central du Mouvement, à Bucarest, 3, rue Gutenberg. La situation était restée stationnaire en 1936. C'était une année d'essai et d'expérience. Comme il s'agissait d'un domaine inconnu pour les légionnaires et pour lui-même, le Capitaine devait étudier attentivement le terrain. Il savait bien que tout échec se serait répercuté automatiquement sur tout le Mouvement et aurait pu compromettre tout son programme économique.

Avant de s'engager dans la "bataille du commerce légionnaire", sur un front large et avec toutes les forces disponibles, il fallait qu'il devienne lui-même un bon commerçant. C'est en devenant lui-même un "maître", qu'il pouvait préparer les hommes, grâce auxquels il allait pouvoir gagner aussi ce combat. Un légionnaire, si correct et si travailleur qu'il fût, ne pouvait être placé, sans aucun apprentissage, derrière un comptoir.

Il y avait ensuite la question du capital. Il était impossible de former le capital initial, indispensable à l'ouverture de nouvelles entreprises, avec les revenus de la Coopérative existente. Ce capital ne pouvait être trouvé que chez les légionnaires eux-mêmes, par l'intermédiaire de "*contributions exceptionnelles*". Cet effort financier massif était inconcevable en 1935, lorsque l'organisation était encore fragile. C'est en 1936, seulement, que le Mouvement a pris de vastes proportions, au point de couvrir tout le pays de ses structures de base.

Au printemps de 1937, tous les préparatifs étaient terminés pour l'offensive dans le domaine du commerce. Comme au moment de la création de la Coopérative, le Capitaine gardait entre ses mains l'initiative. C'est lui qui dirigeait personnellement le combat. Comme un officier d'État-Major, il étudiait d'abord le champ de bataille (les caractéristiques de l'agglomération urbaine, l'importance commerciale de l'endroit, le degré de

dénationalisation du commerce local, les forces numériques des légionnaires, etc.), puis, avec une sûreté mathématique, il fixait les endroits où seraient implantées les nouvelles entreprises. Une fois ces endroits choisis, il commençait, avec soin méticuleux, l'organisation proprement dite du commerce.

Le culte du détail, un des grands enseignements donnés aux légionnaires, il l'appliquait scrupuleusement dans le commerce aussi. Tout ce qui sortait de son imagination créatrice était *"impeccable"*, mot qu'il employait souvent pour souligner "comment doit être l'oeuvre d'un légionnaire". Rien ne devait être laissé au hasard: de l'achat de la marchandise jusqu'au service du client, toutes les opérations étaient étudiées et mises au point. L'homme, enclin par sa nature à une certaine négligence, tant pour les questions particulières que pour les affaires publiques, a besoin d'un entraînement intensif et pratique pour comprendre la valeur du détail dans toute action humaine. Particulièrement dans le commerce, où sont engagées des responsabilités matérielles et pécuniaires, l'individu doit faire la preuve d'un très haut sens du devoir.

La première unité économique du Mouvement qui a été fondée en 1937, était un *"Magasin d'alimentation"*, dans la station balnéaire de Carmen Sylva, sur le litoral de la Mer Noire. Elle prit d'ailleurs le nom de: "CONSUMUL LÉGIONAR CARMEN SYLVA" (Magasin de consommation légionnaire Carmen Sylva).

Étant donné que les marchandises étaient vendues beaucoup moins cher que dans les autres magasins locaux, cette coopérative légionnaire a été fréquentée par une nombreuse clientèle. Naturellement, le Capitaine n'avait pas fixé les prix plus bas qu'ailleurs dans le but de faire de la concurrence aux autres, mais pour donner une impulsion générale au commerce local. A tous ceux qui se plaignaient de cette "concurrence" — commerçants sans scrupules, qui exploitaient impitoyablement les visiteurs — Corneliu Codreanu répondit par une Circulaire, intitulée: *"Eclaircissement"*, signée au mois de Juin 1937 et répendue dans tout le pays:

> "Le Magasin Légionnaire "Carmen Sylva" vend moins cher, nullement pour faire concurrence aux autres commerçants. Mais, en vertu d'un principe très sain, qui devrait être appliqué par tous les commerçants de Carmen Sylva:
>
> 1. *Dans leur intérêt*: parce que les gens, voyant que, dans la station Carmen Sylva, ils ne sont pas exploités, que la marchandise est vendue aussi bon marché que chez eux, viendront 20.000 au lieu de 10.000. Le commerçant à son tour, gagnera davantage s'il vend bon marché à 20.000 personnes plutôt que s'il veut vendre cher à 10.000 personnes.

2. *Dans l'intérêt de la station*: parce que la station, avec l'arrivée d'un plus grand nombre de visiteurs, s'épanouira et ne sera plus déserte à certaines époques de l'année.

3. *Dans l'intérêt des visiteurs*: car ils n'envisageront plus avec effroi de séjourner à Carmen Sylva, en pensant à la bande de spéculateurs qui veulent les dépouiller.

4. *Dans l'intérêt de la nation*: la nation a intérêt à ce qu'un nombre toujours plus grand de Roumains puissent venir à la mer, pour se reposer, pour guérir, pour refaire leur santé. On ne doit pas dire: "Que viennent seulement les riches!". La nation exige: "Qu'ils viennent tous!" Tous ceux qui en ont besoin: malades riches ou pauvres. Car la nation s'appuie sur tous également, sur les riches comme sur les pauvres. Et peut-être plus encore sur les pauvres. En tout cas, la nation a intérêt à ce que tous ses fils, pauvres ou riches, soient en bonne santé."

Comme dans toutes ses circulaires relatives à la "*bataille du commerce légionnaire*", le Capitaine subordonnait les principes économiques aux principes moraux et aux grands intérêts nationaux. Et a ceux qui ne poursuivaient que le gain, il leur montrait que sa façon d'envisager le commerce ne pouvait pas leur nuire, bien au contraire.

De la "*coopérative de consommation*" Corneliu Codreanu a fait un saut dans une autre branche alimentaire, beaucoup plus difficile à manipuler, sous tous les aspects: "*Le restaurant*".

Le premier restaurant légionnaire fut organisé également au Siège Central du Mouvement, à Bucarest, dans un bâtiment annexe, où fonctionnait avant une cantine d'étudiants. Cette nouvelle entreprise fut connue sous le nom de "RESTAURANT LÉGIONNAIRE GUTENBERG".

Dorénavant, le Siège Central, la Coopérative Alimentaire et le Restaurant constituaient un seul corps, comme une nouvelle citadelle de roumanisme, d'éducation professionnelle, d'honnêteté et de formation morale. De cette manière, Corneliu Codreanu avait la possibilité de surveiller la bonne marche de ces deux unités économiques, sans perdre le contact permanent avec l'organisation politique.

Comme toujours aux grands moments de la vie légionnaire, quand il prenait une nouvelle initiative décisive pour le Mouvement, le Capitaine a expliqué aux légionnaires et au public la finalité de l'entreprise en cours et son importance dans l'ensemble des activités légionnaires. Par une Circulaire du 3 Juillet 1937, il a montré les objectifs économiques qu'il poursuivait par l'intermédiaire du restaurant:

— éduquer la jeunesse roumaine dans la direction du commerce spécialisé de cette branche.

— venir en aide aux camarades qui ont besoin d'un repas bon marché, sain et propre.

— réaliser un petit bénéfice pour le Mouvement, qui puisse servir à la subsistance des légionnaires qui travaillent au Siège Central.

Cependant, une fois la question matérielle résolue, il passait à des considérations plus élevées, d'ordre national, moral ou religieux. L'activité économique ne constituait qu'un objectif transitoire, un support utile et indispensable, pour l'épanouissement du potentiel créateur de la nation sur d'autres plans.

A l'occasion de l'inauguration du restaurant "Gutenberg", il a même fait une incursion dans les problèmes sociaux, en mettant l'accent sur l'harmonie qui doit régner entre toutes les classes sociales. Ce restaurant légionnaire serait un endroit de fraternisation entre tous les Roumains, sans aucune discrimination sociale:

> "Nous devons réaliser à l'intérieur de ce restaurant l'harmonie sociale légionnaire.
>
> "Dans ce restaurant, peuvent venir un professeur universitaire et un charretier, ou n'importe quel autre ouvrier. Qu'ils viennent à notre table, eux et leurs familles, avec femmes et enfants.
>
> "Le professeur universitaire ne les regardera pas avec mépris, mais aura pour eux un regard de frère.
>
> "Mais, ce frère ouvrier, à son tour, ne doit pas gêner l'autre frère, sa famille ou ses enfants, en criant à table, en crachant, en jurant ou en se livrant à d'autres incorrections.
>
> "Ici, tout le monde doit être poli, doit faire preuve d'élégance spirituelle et de bonne volonté.
>
> "Je tiens donc à préciser que, de ce restaurant, je désire faire une véritable école de bon comportement, de correction et de chaude camaraderie légionnaire, dans une fraternisation totale entre tous les fils de la nation...
>
> "Dans ce restaurant, nous ne sommes pas des professionnels. Nous faisons des efforts pour apprendre maintenant. C'est pourquoi je vous demande d'être indulgents devant les fautes que vous observerez et nous vous prions d'attirer notre attention sur elles."

Cependant, en bon commerçant, le Capitaine n'oublie pas de venter la marchandise du restaurant:

> "*Post scriptum*: Nous avons des vins dont nous pouvons être fiers. Ils sont garantis naturels et les prix sont très bas par rapport à leur qualité."

Pour bien comprendre le sens de cette Circulaire, qui insiste tellement sur le "*bon comportement*" exigé de tous ceux qui viendraient dans le restaurant légionnaire, il faut savoir la grande importance que Corneliu Codreanu donnait à l'apparence et à la tenue du légionnaire. Les vêtements, même vieux et rapiécés, devaient être propre, repassés, les souliers cirés, les cheveux et la barbe en ordre. Il avait horreur des jeunes gens négligés, sales, surtout s'ils prenaient des airs d'"*incompris*". De même, il détestait l'impertinence et la grossièreté dans les relations sociales. Un légionnaire, où qu'il arrive, même dans la prison, doit se comporter décemment avec tous, quelle que soit la position sociale de son interlocuteur. Il doit respecter les femmes, les vieux et tous ceux qui sont plus instruits que lui. Il ne doit pas mépriser l'ouvrier ou le paysan. Quel que soit le métier qu'on exerce, du simple balayeur des rues jusqu'à l'homme le plus savant ou au plus riche, tous sont les fils de la nation et, en chacun, on doit honorer la nation entière, avec ses mérites et ses aspirations.

L'éducation du légionnaire — héroïque, nationale, morale, religieuse — doit être complétée par une éducation sociale, par le bon comportement dans la société. On doit sentir, du premier contact avec un légionnaire, à son attitude élégante et correcte, qu'on a affaire à un "*homme nouveau*".

Quelques jours seulement après son ouverture, le restaurant légionnaire "Gutenberg" pouvait rivaliser, comme clientèle, avec les restaurants les plus fréquentés de la capitale. En dehors des légionnaires, venaient beaucoup de Roumains de toutes les couches sociales, attirés, non seulement par le bas prix et la qualité du repas, mais aussi par l'atmosphère chaude et amicale qui y régnait. Ils y trouvaient de la camaraderie, de la bonne humeur et de la décence. C'était une expérience inconnue dans le monde bucarestois, qui y découvrait un autre genre de vie, réglé par d'autres normes que l'argent et l'intérêt matériel. "*Le Patron*" du restaurant, le Capitaine, y faisait son apparition tous les jours, saluait les gens à leurs tables, demandait s'ils étaient satisfaits du service, du repas et des prix. S'il constatait la moindre négligence dans le service, il intervenait énergiquement.

Lorsque le Capitaine aparaissait dans l'embrassure de la porte, haut de taille, d'allure imposante, il se produisait un instant d'exaltation collective. Les gens oubliaient leur repas, un silence profond s'établissait et les regards de l'assistance suivaient sa démarche et ses gestes. Il exerçait une véritable fascination sur les gens de toute gatégorie. Son emprise spirituelle était indescriptible. On était heureux de le voir, de lui adresser la parole, de le sentir présent. Avec sa beauté virile, avec sa parole calme et son magnétisme, il semblait un Dieu antique descendu parmi les mortels...

Quelques semaines d'activité lui avaient été suffisantes pour se rendre compte que le succès du restaurant "Gutenberg" était définitif et que la rentabilité de l'affaire répondait à tous les espoirs. Sa pensée alla de nouveau vers Carmen Sylva, où le gouvernement avait interdit la poursuite du chantier légionnaire. Ce chantier du littoral de la Mer Noire restait abandonné. Une grande affliction lui serrait le coeur:

> "Eh bien — disait-il souvent, en s'adressant indirectement au gouvernement — vous ne voulez pas me laisser continuer le travail sur le chantier. Je trouverai autre chose pour le remplacer. J'ouvrirai un restaurant, qui sera établi sur le principe des chantiers légionnaires, c'est-à-dire sur le travail volontaire. Le Mouvement reviendra à Carmen Sylva sous une autre forme, le monde remplira notre restaurant et se réjouira des résultats de notre effort."

Sitôt dit, sitôt fait. Au mois de Juillet 1937, à côté du "*Magasin d'Alimentation*" (dont on a déjà parlé) commençait aussi à fonctionner à Carmen Sylva un restaurant légionnaire, organisé sur le modèle de toutes les entreprises économiques de la Légion: des repas bon marchés et d'excellente qualité, servis avec amabilité et avec le désir de satisfaire le client.

Cependant, la grande nouveauté de ce restaurant — qui le rendit fameux sur tout le littoral de la Mer Noire — c'était la composition du personnel de service. Les garçons appartenaient à l'élite intellectuelle et professionnelle de la Capitale. On y voyait, en train de servir simplement, des artistes du Théâtre National, des médecins, des peintres renommés, des écrivains, des professeurs universitaires, des avocats, des architectes, des ingénieurs, etc. Les gens qui fréquentaient le restaurant se sentaient parfois gênés en voyant tant de figures illustres de Bucarest, qui leur apportaient, à eux — personnes plutôt modestes — le repas et les boissons. Pourtant, les "*garçons*" ne se sentaient nullement humiliés par ce travail, car ils étaient passés par l'école légionnaire et, maintenant, ils regardaient chaque Roumain, de n'importe quelle couche sociale, avec un amour fraternel.

Pendant l'été, aucun événement particulier ne surgit sur le front du commerce légionnaire. Le Capitaine partait pour Carmen Sylva pour surveiller la marche de la nouvelle entreprise et pour se soigner. Pendant l'hiver, il alla à Prédeal pour faire du ski; l'été, il préférait Carmen Sylva, où il pouvait prendre des bains de boue dans le lac de Techirghiol. Les deux unités économiques de la Capitale étaient parfaitement mises en route et pouvaient fonctionner sans sa présence.

Après la clôture du commerce de Carmen Sylva — limité à la saison d'été —, Corneliu Codreanu revint dans la Capitale et reprit l'offensive du secteur commercial légionnaire, avec une vigueur sans précédent:

— le 3 Octobre 1937, il inaugure le "CONSUMUL LÉGIONAR OBOR", dans un quartier des plus anciens de la capitale.

— le 24 Octobre, il ouvre la "PENSION LÉGIONNAIRE", à Prédeal, une station climatique dans les Carpathes.

— le 1.º Novembre, il inaugure un nouveau Restaurant dans la capitale, Boulevard Bassarab.

— le 10 Novembre, un troisième Restaurant, appelé "GRIVITA", destiné aux ouvriers, ouvre ses portes dans l'un des quartiers les plus pauvres de la capitale.

— le 22 Novembre, en plein centre de Bucarest, Boulevard Elisabeta, surgit le "RESTAURANT LAZAR".

— le 3 Décembre a lieu l'inauguration de la "COOPERATIVE LÉGIONNAIRE" à Bacau, localité moldave, où presque tout le commerce se trouvait entre les mains des Juifs.

— le 10 Décembre, en pleine campagne électorale, le Capitaine met en marche le premier "MAGASIN DE MANUFACTURE" du Mouvement Légionnaire, dans le bâtiment du nouveau Siège Central du Mouvement, dont la construction était terminée.

— enfin, toujours au début de Décembre, on inaugure un grand "RESTAURANT LÉGIONNAIRE OBOR", le dernier de la série.

Les résultats de cette campagne économique étaient extraordinaires. En l'espace de deux mois, pas moins de six entreprises nouvelles étaient entrées en fonction dans la Capitale et deux autres en province. Si la terreur du printemps 1938 n'était pas intervenue, le nombre d'établissements commerciaux de la Légion aurait certainement rivalisé avec le nombre des chan-

tiers de travail de 1936, lorsque chaque Département avait son grand chantier.

A chaque inauguration, Corneliu Codreanu parlait aux légionnaires, leur expliquant la signification de la bataille du commerce légionnaire. Nous allons reproduire quelques fragments des plus importants des discours qu'on a pu sauver, où, chaque fois, en dehors de la partie purement économique relative à l'entreprise, on trouve l'énonciation et parfois l'élucidation d'un problème d'ordre national, social ou spirituel.

Dans son allocution à l'inauguration du "CONSUMUL LÉGIONAR OBOR", il a dit:

> "Le commerce légionnaire, entrant aujourd'hui dans le très ancien OBOR roumain, salue fraternellement les commerçants roumains, successeurs des fameux marchands d'autrefois, détruits actuellement dans une proportion de 50% par l'invasion étrangère. La vieille cité inébranlable de jadis se trouve à moitié conquise. Chacun de vous, l'un après l'autre, est menacé de disparition. Sous vos yeux ont disparu les marchands roumains de Vacaresti, les commerçants roumains de Dudesti (*). Les trois quarts du commerce de "Calea Victoriei" sont déjà juifs. (*)
>
> "Dans ce combat sourd, vous avez un frère de plus, un soldat, qui saura tenir en respect et vaincra toute prétention étrangère, et qui, aujourd'hui par la lutte, demain par la victoire du Mouvement Légionnaire, va rétablir l'ancienne gloire des marchands roumains de OBOR, de cette corporation de bâtisseurs d'Églises et d'Hôpitaux, source de bien-être pour le pays. De cette citadelle, que nous ouvrons aujourd'hui, partiront bientôt des éléments formés, pionniers qui vont conquérir les autres citadelles perdues: Iasi, Cernauti, Chisinau, Tighina, Cetatea-Albã, la Transylvanie du Nord...
>
> "Chers camarades, qui allez travailler ici et qui formerez une nouvelle école, il existe aujourd'hui une tendance dans le commerce: s'enrichir le plus vite possible. Je vous dis: NON! Vous allez renoncer à cette tendance. La nôtre sera: vivre, ne pas s'enrichir.

(*) Avenues importantes de Bucarest.

"Il y a, de par les lois de la nature, *"le droit à la vie"*, et non *"le droit de s'enrichir"*.

"Cette mentalité doit disparaître. La fièvre rapace d'enrichissement, l'envie de posséder toujours plus, le désir du gain, doivent être remplacés par la joie de rendre service à ceux qui nous entourent. La joie de faire du bien, la joie de voir le client sortir satisfait du magasin.

"Cette joie fait plus que la satisfaction d'avoir soustrait 20 lei à un autre homme."

Avec le magasin d'alimentation ouvert dans le quartier OBOR, auquel se réfèrent les lignes ci-dessus, le commerce légionnaire entrait dans une nouvelle étape, celle des *"grandes unités économiques"*. Ce magasin était d'une autre catégorie que ceux déjà existants, tant par le capital investi que par le volume et la variété des marchandises. Il pouvait satisfaire la clientèle la plus exigeante.

D'ailleurs, dans ce quartier, il aurait été difficile au Mouvement Légionnaire de pénétrer avec une coopérative modeste, du type de celle qui fonctionnait au siège central, rue Gutenberg. Les commerçants de ce faubourg étaient renommés dans toute la Capitale et représentaient les derniers bastions solides du roumanisme devant l'invasion massive des commerçants juifs. Voulant venir en aide à ce quartier, menacé d'avoir le sort de tant d'autres quartiers commerçants de Bucarest, Corneliu Codreanu ne pouvait pas s'y établir — tout en proclamant sa décision de s'opposer vaillament aux assauts de la coalition des commerçants juifs — avec un magasin médiocre.

Il précisait aussi, dans cette allocution, que la lutte pour arrêter l'invasion judaïque dans le commerce et pour reconquérir les positions perdues, devait être conduite parallèlement, en assurant une victoire morale sur le principe judaïque du profit. Le droit à la vie est une chose, couronné par la faculté de gagner son existence et celle de sa famille; tandis que le *"droit de s'enrichir"* est une aberration sociale, car il ne peut se réaliser que par l'exploitation des autres. La charge contre le mot *"s'enrichir"* n'est pas, dans la conception légionnaire, une attaque au bien-être et à l'aisance, ambitions que chaque individu et chaque famille poursuivent dans leur existence. Ce serait une déformation absurde de la réalité sociale et du sens de la vie. Il s'agit seulement de repousser l'influence néfaste de la mentalité judaïque, qui affirme que le commerce repose sur le gain exagéré et l'enrichissement sans bornes, même si on piétine le droit à la vie d'autres individus.

A la place du gain sans limite dans les affaires, Corneliu Codreanu introduit l'idée du *"service pour la collectivité"*. En vertu de ce principe,

la satisfaction de contenter la personne qu'on sert, doit surpasser la satisfaction matérielle de lui avoir extorqué quelques sous au-delà du bénéfice légal.

De même, dans ses déclarations au moment de l'inauguration de la pension légionnaire de Predeal, le 24 Octobre, Corneliu Codreanu élève de nouveau le niveau de la discussion, de la sphère de l'économique vers le problème de la responsabilité de l'individu devant la justice sociale. Après avoir montré que la pensée qui l'a conduit à constituer cette pension était le désir de voir les jeunes gens respirer "le meilleur air de Roumanie", il continue ainsi:

> "Camarades et amis,
>
> "Dans cet établissement, vous allez manger tous de la même manière, les mêmes plats, mais vous allez payer selon vos possibilités. Entre un minimum et un maximum fixés par nous, le pauvre paiera moins, les plus aisés paieront davantage, selon leurs salaires, leurs charges de famille, etc.
>
> "Si quelqu'un dit: "Je n'ai pas un sou", il ne paiera rien. Car, ce n'est pas juste que quelqu'un meure de faim. Cependant, nous allons chercher pourquoi il n'a pas d'argent, pour pouvoir le mettre au travail et lui faire gagner sa vie.
>
> "Qui jugera combien doit un client payer? Lui seul, le client: "j'ai jugé que je peux donner tant, je crois donc qu'il est juste que je paie tant". Et son jugement sera sans appel.
>
> "Chers camarades,
>
> "Un principe de justice dit: "Personne ne peut être juge dans sa propre cause". Je réponds: Ce principe dégrade l'humanité, parce qu'il considère l'homme comme lâche et cupide. Peut-être est-il ainsi! Mais je ne parle pas de l'homme tel qu'il est, je parle de ce qu'il peut et doit être. Dans une humanité élevée, l'homme, non seulement peut, mais doit être son propre juge. L'homme doit se juger personnellement, il doit avoir le courage et la loyauté de donner à chacun ce qui lui revient, c'est-à-dire: *être juste*. L'homme, juge dans sa propre cause, est à la fois juste avec les autres et sévère avec lui-même.
>
> "Aux fondements d'un monde nouveau, doit se trouver l'homme juste, et il est indispensable que nous commencions à faire école dans cette voie. Ces directives marquées, le restaurant de Predeal est ouvert, et vous tous qui vous trouvez ici, pauvres ou riches, vous êtes nos invités."

Nous répétons: l'économique ne constitue pas l'objectif principal du commerce légionnaire. Il n'est qu'un support pour la réalisation d'autres

objectifs d'odre supérieur. Dans le cas de la *"Pension de Prédeal"*, qui disposait aussi de six chambres, Corneliu Codreanu avait pensé aux jeunes qui, à la suite de mauvaises conditions d'existence dans les grandes villes, se débilitaient en masse. Une surveillance minime de santé pouvait les récupérer ou leur éviter de contracter la tuberculose, qui, à cette époque, constituait une véritable plaie en Roumanie.

Dans la doctrine légionnaire, il y a une corrélation entre l'économique et la santé de la nation. L'activité économique n'est pas destinée à l'enrichissement infinit; elle doit servir à la préservation biologique de la nation, à la garantie d'un bien-être individuel, familial, national, ce qui veut dire une certaine abondance générale dans l'ordre matériel. La santé d'un peuple, à son tour, est indispensable, mais elle ne constitue pas un objectif final et exclusif. Car, c'est un contre-sens d'avoir des gens physiquement sains, grâce à une juste distribution des richesses, s'ils continuent à s'entre-dévorer, à se conduire selon les lois de la jungle, à se laisser mener uniquement par des instincts et des envies..., à perpétuer la cupidité et l'exploitation des faibles.

Conformément aux normes légionnaires, l'homme doit être sain, doit avoir garanties son existence et celle de sa famille, pour pouvoir dédier toutes ses forces de travail et de création à sa Patrie et à Dieu; pour devenir un autre homme; pour ne pas gaspiller le patrimoine collectif de la nation; pour devenir une énergie créatrice qui multiplie le talent qui lui a été imparti... Il faut qu'une nouvelle génération, saine et robuste, grandisse et que sa présence s'affirme brillamment dans le domaine spirituel.

Ainsi, l'ouverture d'un restaurant est toujours l'occasion, pour le Capitaine, de rappeler aux légionnaires et à leurs amis, la vraie lutte de la Légion: LA FORMATION D'HOMMES NOUVEAUX, JUSTES, LOYAUX, INCAPABLES D'EXPLOITER LEURS SEMBLABLES. Il a tellement confiance dans la capacité de transformation intérieure de l'homme, qu'il lui accorde l'honneur de devenir seul juge dans sa propre cause. C'est ainsi qu'il voit l'humanité future.

Corneliu Codreanu n'oublie pas non plus les ouvriers. Pour leur venir en aide, il crée le "RESTAURANT GRIVITA", placé dans le quartier du même nom, habité en grande partie par de petits fonctionnaires et des ouvriers des *"Ateliers des Chemins de Fer de la Gare du Nord"*.

Ces ateliers avaient été le théâtre de chocs sanglants avec les forces publiques, en 1934, lorsque les ouvriers avaient déclaré la grève générale et qu'une foule d'agitateurs communistes s'étaient infiltrés dans leurs rangs. A cette époque-là Corneliu Codreanu avait pris, devant le Parlement, la défense des ouvriers barricadés.

Dans l'allocution faite à l'ouverture du Restaurant Grivita, il leur parle des injustices sociales et de leurs causes:

"Camarades,

"Ce restaurant s'ouvre aujourd'hui pour les ouvires. L'avocat George Leatu et l'étudiant Vasile Buhaiu ont été chargés de diriger cette entreprise.

"Dans le commerce légionnaire, nous allons renverser le principe judaïque matérialiste: pour l'intérêt et pour le gain.

Ce principe représente *"la faim de l'or"*!

"Tant que, d'un côté, il y aura cette faim de l'or, de l'autre côté, règnera *la faim de la justice.*

"Parce que ceux qui ont beaucoup d'or arrachent injustement, chaque jour, une miette du pain noir du pauvre, pour agrandir leur tas d'or.

"Le légionnaire du secteur commercial saura donc que le mystère de la prospérité de son commerce, ainsi que tous les épanouissements de ce monde, se trouve dans *l'amour*: l'amour de son métier et l'amour des hommes.

"Pour y arriver, je vous dis: Ouvriers de toute la Roumanie, au combat!"

L'origine des injustices sociales, dit Corneliu Codreanu, doit être recherchée dans l'idée de profit, qui régit les relations entre individus et qui a pour conséquence l'accumulation des richesses entre les mains de quelques-uns, au détriment des masses populaires. Il rend les Juifs responsables de l'apparition de cette anomalie dans la structure de la société moderne. *"LA FAIM DE L'OR"*, sentiment spécifique de la race judaïque, provoque les tensions sociales. Comme réaction à cette pression, il y aura continuellement *"la faim de justice"* des exploités. Telle est la réalité concrète, dans laquelle le monde se débat impuissant.

Le commerce légionnaire, lui, s'appuie sur d'autres normes. Ce n'est pas par intérêt ou par désir de gain que les légionnaires sont venus ouvrir un restaurant dans un des quartiers les plus misérables du prolétariat bucarestois, mais justement pour offrir aux ouvriers mal payés et mal nourris, un repas accessible à leur bourse et suffisant pour les alimenter.

Cela ne signifie pas — conclut le Capitaine — que le commerce légionnaire, qui ne respecte pas les lois économiques dominantes dans la société contemporaine, ira à la faillite. L'amour que les légionnaires mettent dans ce commerce, leur désir de venir en aide aux foules pauvres et malheureuses, auront leur compensation et leur récompense. Les ouvriers découvriront enfin leurs véritables bienfaiteurs et, de plus en plus nombreux, viendront à ce restaurant, assurant ainsi son bon fonctionnement.

Le mystère de la prospérité de toutes les entreprises légionnaires doit être cherché dans l'AMOUR. L'amour fait fleurir et s'épanouir tout: individu, famille, État, nation, culture, et maintenant — l'expérience légion-

naire le montre — l'amour montre son effet miraculeux dans le commerce même.

A la direction de ce restaurant ouvrier, Corneliu Codreanu avait mis un avocat et un étudiant. Ce choix n'était pas dû au hasard. En définitive, on aurait pu trouver aussi bien des gens sans titres universitaires. Cependant, par cette mission, confiée à des intellectuels, de se mettre à la disposition d'une clientèle ouvrière, le Capitaine avait voulu souligner, une fois de plus, la solidarité et la fraternité qui doivent régner entre toutes les classes sociales. Le travail ne peut pas constituer un facteur de discrimination sociale. Il n'y a pas de travaux inférieurs ou indignes. N'importe quel travail a sa noblesse, lorsqu'il est exécuté avec honnêteté et amour, dans la conviction qu'on rend service à son semblable ou à la collectivité.

Les ouvriers de ce quartier, maltraités, brusqués et exploités, avaient besoin de la chaleur avec laquelle ils étaient accueillis, dans la Légion. Ils avaient besoin de sentir que leur métier était apprécié, surtout par des gens supérieurs en culture et d'une autre position sociale. Or, ces gens, avec lesquels ils entraient journellement en contact dans le restaurant légionnaire, étaient tout prêts à les comprendre et à les servir avec sympathie.

Nous nous sommes étendus un peu plus qu'il ne fallait sur ce chapitre, non seulement pour raconter les succès de la Légion dans le secteur du commerce, mais surtout pour consigner les déclarations du Capitaine à ces différentes occasions.

Ces allocutions de circonstance sont en réalité des "*normes de doctrine légionnaires*" d'une valeur considérable. Elles font partie intégrante de la pensée de Corneliu Codreanu et il est indispensable de les connaître si l'on veut comprendre l'idée de base de l'activité économique légionnaire.

12) L'OPÉRATION "FERRAILLE".

Un des problèmes les plus difficiles à résoudre dans la bataille du commerce légionnaire était *la constitution du capital initial*. L'argent investi par Corneliu Codreanu dans les entreprises réalisées jusqu'alors provenait des sources suivantes:

— une petite partie de la Coopérative de consommation et des premiers restaurants.

— la partie la plus importante avait été couverte par l'effort financier des organisations mieux structurées. Spécialement, les légionnaires de la Capitale, un peu plus aisés que les autres, avaient fourni des sommes importantes.

— enfin, quelques crédits à court terme avaient été accordés par des commerçants, qui avaient compris la lutte légionnaire dans ce secteur.

Cependant, toutes ces possibilités pécuniaires étaient loin d'atteindre le niveau désiré par le Capitaine. Il n'avait nullement l'intention de faire une simple démonstration économique, pour montrer que le Roumain aussi était capable de devenir un bon commerçant; il voulait ardemment reprendre aux étrangers — et spécialement aux Juifs — le terrain perdu progressivement par notre peuple dans ce domaine. Le problème avait pour lui une tout autre valeur et une tout autre ampleur. Il projetait d'étendre cette "*bataille*" à d'autres branches du commerce: textiles, matériel électrique, produits pharmaceutiques, matériaux de construction, etc., où l'on pouvait gagner beaucoup, mais où il fallait investir des capitaux importants.

D'où faire sortir cet argent? A qui le demander?

Problème difficile et délicat. Néanmoins, Corneliu Codreanu n'était pas homme à capituler devant de tels écueils! Depuis qu'il avait décidé de faire pénétrer la Légion dans le monde du grand commerce, une nouvelle idée avait germé dans son esprit: *ramasser de la ferraille et en faire une source de revenus.*

Une immense fortune gisait là, éparpillée un peu partout sur le territoire du pays: sur des routes, dans des villages, dans des cours, des terrains vagues, les domaines de la voirie, même dans les ordures ménagères. Il est vrai que des commerçants spécialisés réalisaient des affaires brillantes avec l'achat et la vente de la ferraille. Ceux-ci disposaient de réseaux importants d'intermédiaires et de collecteurs, qui parcouraient les villages et les régions les plus éloignées afin d'acheter, pour une bouchée de pain, les métaux inutiles ou inutilisés.

Mais, ces acheteurs ambulants n'enlevaient qu'une petite partie des métaux jetés au rebut et ne s'y intéressaient que lorsqu'ils en trouvaient une quantité appréciable: Un clou, un fer à cheval, un morceau de tôle, un tube de médicaments, des bouts de fer perdus sur une route ou dans les champs, abandonnés dans les broussailles ou dans les forêts, n'offraient pas le moindre intérêt pour eux. Or, ces objets insignifiants existaient partout en quantités considérables.

Ce programme de ramassage de ferraille pouvait paraître singulier, mais, il était valable et, dans une certaine mesure, de son succès dépendait la victoire de la bataille commerciale de la Légion. Certainement, s'il lui avait fallu engager du personnel et payer aux intermédiaires le fer ramassé, comme le faisaient les autres commerçants, il n'aurait jamais pu envisager une pareille entreprise. Celle-ci supposait justement la possession du capital initial qu'il s'efforçait de créer.

Corneliu Codreanu disposait en échange d'un autre capital, infiniment plus précieux, que les autres commerçants ne possédaient pas: les dizaines de milliers de bras des légionnaires, qui n'attendaient qu'un signal

de leur chef pour montrer ce qu'ils pouvaient dans cette direction aussi, surtout après l'interdiction du travail dans les chantiers de la Légion. Qu'on imagine des dizaines, des centaines de milliers d'individus, partant, pendant leurs heures de loisir, à la recherche du fer abandonné, dans les villages, dans les champs, sur les routes... Des quantités immenses pouvaient être ramassées dans un délai extrêmement court! En six mois, selon les calculs du Capitaine, le Mouvement pouvait disposer de plusieurs millions de *lei* par la récupération et la vente de ces métaux perdus. L'opération "*ferraille*" aurait pu devenir la source principale de financement des entreprises légionnaires.

Voici quelques passages de la Circulaire du 15 Septembre 1937, intitulée "OPÉRATION FERRAILLE", par laquelle Corneliu Codreanu donnait l'ordre de commencer la campagne:

> "Dans cette prise de position gigantesque, qui vient après des années de victoires étrangères et de défaites roumaines, pendant laquelle les Roumains ont perdu leur place commerciale, leur courage et même leur pays, nous avons besoin d'une base de capital.
>
> "Nous avons, à profusion, de l'enthousiasme, de la correction, des capacités, et la justice est de notre côté.
>
> "Pour réunir cette base de capital, il nous faut recourir à toutes les solutions.
>
> "Une de ces solutions est la suivante:
>
> "En raison des besoins énormes, la deamnde de fer de construction a augmenté vertigineusement: de cent pour cent en l'espace d'un an.
>
> "Parallèlement, la quantité de ferraille a augmenté, elle aussi. Il s'agit des débris de fer, jetés au rebut, rongés par la rouille et considérés sans aucune valeur.
>
> "Ce fer inutilisé, il faut le ramasser dans tous les villages, sur toutes les routes, et le porter aux dépôts des sièges départementaux, au moment où on vous demandera de le faire. Et nous allons le vendre. Il nous rapportera près de 3 lei de kg. N'oubliez pas que nous sommes nombreux et que nous pourrons ramasser des millions de kg.
>
> "A ceux qui diront: "C'est avec la ferraille que vous voulez vaincre le grand capital juif?!", nous répondons: "La nation roumaine a déjà vaincu, rien qu'avec son âme et quelques armes, d'autres armées que le monde considérait invincibles."

Le lendemain, 16 Septembre, il complétait la Circulaire par les "*Instructions pour le ramassage des métaux*", qui sont un modèle de pré-

cision dans le domaine de la pensée pratique. Le ramassage de la ferraille était une occupation nouvelle pour les légionnaires. Il leur fallait donc des explications détaillées et claires sur ce qu'ils avaient à faire. Corneliu Codreanu décrit toutes les phases de l'opération: ramassage du matériel, son triage selon la nature et la valeur du métal, la manière de le transporter, etc... avec une précision digne d'un homme qui aurait toute sa vie travaillé dans cette branche. Il attire spécialement l'attention des légionnaires sur les différentes sortes de fer. Chaque catégorie doit être placée à part, car les prix en diffèrent...

Les unités de base — les nids — sont chargées de la collecte du fer abandonné et de son transport dans les entrepôts aménagés par les organisations départementales, qui s'occuperont de la vente.

L'appel du Capitaine est adressé, tant aux légionnaires qu'aux amis de la Légion: paysans, ouvriers, intellectuels, étudiants, élèves des lycées. Même les enfants sont appelés à participer à cette "*bataille*":

"Appel à tous les enfants,
"Vous êtes des centaines de milliers.
"Chaque jour, en rentrant chez vous, ramassez dans la rue:

toute boîte de fer
tout morceau de fer
tout fer à cheval
tout clou

et apportez-les chez vous.

"Là, faites chacun un petit dépôt, pour le donner au commerce légionnaire.

"J'espère que personne ne nous accusera de faire une action "*subversive*".

"Quand vous saurez combien de fer vous avez ramassé, vous allez vous rendre compte de votre nombre et de l'importance d'être unis dans une bonne pensée.

"Mon conseil est le suivant:

"Pas un enfant sans sa pile de ferraille,

"Pas un clou abandonné dans la poussière des routes."

Corneliu Zelea Codreanu.

Quel a été le résultat de "*l'opération ferraille*"?

Trois mois après, le 15 Décembre 1937, date à laquelle Corneliu Codreanu avait demandé qu'un premier rapport lui soit adressé, toutes les organisations départementales disposaient de quantités énormes de fer et d'autres métaux, qui n'attendaient que d'être envoyés à destination.

Cependant, la grande persécution a été déclenchée par le Gouvernement et toute la ferraille ramassé a été confisquée par les autorités...

13) LE "BATAILLON DU COMMERCE LÉGIONNAIRE".

Corneliu Codreanu avait entrepris l'activité commerciale du Mouvement comme un combat livré sur le front large de toute la nation. L'objectif, d'ailleurs, n'était pas d'ordre strictement matériel; on ne poursuivait pas le financement du Mouvement. Les bénéfices du commerce restaient réservés au commerce, pour l'ouverture d'autres entreprises. L'activité politique de la Légion était soutenue par les cotisations et les donations des légionnaires.

Le "*commerce légionnaire*" était en réalité une guerre menée contre l'envahissement des Juifs, qui contrôlaient 80% de l'économie nationale. Une guerre sans violence, menée par des voies légales, par une concurrence légale, conformément aux lois de l'État. C'était une compétition de commerçant à commerçant. Mais, comme les Juifs avançaient, organisés comme une armée, contre les positions du commerce autochtone, les Roumains se devaient de procéder de la même manière. Tel était le problème, telle était la méthode.

Le commerce roumain, seul dans sa lutte, réduit à ses propres moyens, ne pouvait pas résister à l'envahissement juif, organisé d'après toutes les règles de la stratégie et de la tactique militaires; il était condamné à perdre les derniers bastions économiques de la nation. Avec l'intervention du Mouvement Légionnaire, les données changeaient. Dans cette opération fondamentale toute la Légion luttait dans un but déterminé, avec toute sa capacité de sacrifice. Corneliu Codreanu voulait créer *une armée économique nationale*, qui puisse reconquérir les positions économiques perdues dans le commerce et dans l'industrie. Dans ce but, certains légionnaires dirigeaient les entreprises; d'autres servaient en qualité de cuisiniers, de garçons, de comptables; d'autres encore contribuaient à la formation du capital; tandis que le gros de "*l'armée*", la masse des légionnaires aidaient, eux aussi, en achetant au maximum dans les magasins ainsi créés.

Les premiers légionnaires employés dans ce commerce n'avaient aucune préparation professionnelle. Dévoués, travailleurs, ils étaient stimulés par leur mission, mais pas plus. Leurs insuffisances étaient compensées par la présence permanente du Capitaine parmi eux. Lui, bien que n'ayant pas non plus de connaissances spéciales, était doté d'un sens pratique et d'une vision des affaires remarquables.

Cependant, cette situation ne pouvait se prolonger à l'infini. On ne pouvait pas gagner la bataille contre le puissant capital juif avec des commerçants improvisés. D'autre part, si l'on voulait étendre le réseau du commerce légionnaire dans tout le pays, et disloquer la solide organisation juive, il fallait que le Capitaine fût présent partout. Ainsi, le problème aigu de la *préparation du personnel* se posait avec acuité et urgence.

Pour assurer l'efficacité et la continuité du front économique du Mouvement, Corneliu Codreanu prit la décision d'organiser une nouvelle unité légionnaire, appelée le "BATAILLON DU COMMERCE LÉGIONNAIRE".

Ce bataillon serait constitué d'abord par ceux qui avaient déjà servi dans les entreprises du Mouvement et s'étaient formés au cours des deux dernières années, sous la direction personnelle du Capitaine. A ceux-ci, il allait en ajouter d'autres, recrutés selon les normes les plus sévères

— le candidat avait besoin de deux recommandations précises: celle du Chef de Département et celle d'un Commandant légionnaire.

— l'acceptation était faite à titre provisoire. Après un an de travail effectif et de surveillance stricte, le légionnaire était accepté définitivement dans le nouveau Corps.

Avec l'organisation du "Bataillon du Commerce Légionnaire", on passait de la *phase de l'improvisation* à la *phase de la formation professionnelle* des futurs commerçants *roumains*. Le B.C.L. avait encore d'autres attributions, tout aussi importantes, pour la lutte économique du Mouvement:

il devait analyser le marché, en vue de l'ouverture de nouvelles entreprises.

— il lui incombait de préparer et d'organiser les nouvelles exploitations commerciales et industrielles.

— enfin, il allait devoir coordonner le commerce légionnaire dans tout le pays.

Le Bataillon du Commerce Légionnaire (B.C.L.) a pris naissance avec la Circulaire du 13 Septembre 1937, exactement deux ans après l'inauguration de la première unité économique du Mouvement: la modeste Coopérative de consommation, ouverte dans les locaux du Siège Central de la Légion. En même temps, on proclamait les 13 et 14 Septembre (Saint Corneliu et Jour de la Croix, dans la religion orthodoxe) comme date anniversaire du Commerce légionnaire.

Nous reproduisons *in extenso* cette Circulaire, parce qu'elle traduit à merveille les pensées du Capitaine, la clarté et la précision des objectifs qu'il poursuivait par l'ouverture de ce front économique et l'organisation de ce nouveau Corps Légionnaire:

> "Voici deux ans, que le légionnaire a fait ses premiers pas sur la route du commerce.
>
> "Après un an et demi d'étude à la Coopérative de Bucarest, je me suis lancé, avec les premiers éléments formés, dans une première offensive d'envergure.
>
> "Le résultat, le voici: un succès total au point de vue matériel et moral. Les légionnaires, hommes et femmes, ont accom-

pli des actes inoubliables de volonté, de patience, d'application, de dévouement. Cela m'a incité, après l'ordre officiel de fermeture du chantier Carmen Sylva, à créer une nouvelle catégorie dans le cadre de notre organisation:

"Le Bataillon du Commerce Légionnaire", qui récompense ce dévouement.

"Nous nous trouvons à la veille d'une grande offensive dans le secteur du commerce, perdu par les Roumains. C'est pourquoi, nous sentons le besoin d'organiser un nouveau Corps.

"Ce Corps prend naissance aujourd'hui 13 Septembre, et portera le nom de "Bataillon du Commerce Légionnaire".

"Sa mission sera de reconquérir, mètre par mètre, les positions économiques que notre nation a perdues.

"Son nom a une résonance de guerre et non d'affaire.

"Y entreront les éléments d'élite sur le plan de la correction, de la capacité et du dévouement.

"Ce Corps nouveau restera sous mon commandement direct pendant un an, ayant comme second le Commandant légionnaire Petre Tocou.

"Notre lutte est une lutte historique. Elle sera inscrite dans le Livre de la Nation, parce que nous marcherons, avec la plus grande fermeté, de victoire en victoire, écrasant résistances et inimitiés, renversant les traditions d'une mentalité défensive et décourageante, d'aujourd'hui et d'hier.

"Nous allons détruire des opinions et des arguments figés depuis des décades dans une pensée de vaincus, déprimant et humiliant la nation, et montrer que, de notre sang, peuvent naître des commerçants, dans tous les domaines, capables de tenir tête à n'importe qui et de surpasser tout rival."

D'après les termes de cette Circulaire il résulte clairement qu'avec l'organisation de la nouvelle unité, la bataille économique du Mouvement entrait dans une nouvelle phase. Des essais dispersés et expérimentaux, on passait à une offensive générale et organisée, dont l'objectif était d'étendre le réseau des entreprises dans tout le pays et dans toutes les branches du commerce.

La Circulaire était accompagnée d'un Statut d'organisation du B.C.L. Le Bataillon était dirigé par un Chef, un sous-Chef et un État-Major. Cet État-Major était composé d'un caissier, un comptable, et un conseiller technique pour chaque branche commerciale.

A côté de l'État-Major, le Capitaine créait un Service de Contrôle, appelé "INSPECTION LÉGIONNAIRE DU COMMERCE". Il précisait, cependant, que cette fonction existerait à titre provisoire, jusqu'à ce qu'elle tombe en désuétude "au fur et à mesure du perfectionnement du légionnaire":

> " Les hommes de ce Bataillon — disait-il — n'auront qu'un seul contrôle: *celui de leur conscience*. Ils seront tellement corrects et ordonnés que la seule idée de contrôle leur paraîtra une offense. Je ne crois pas que la multiplication des contrôleurs puisse extirper la malhonnêteté et les vols. Seule, la perfection de notre conscience pourra faire de nous des hommes corrects. Cette conscience est le plus grand et le plus sûr contrôle réel."

Corneliu Codreanu affirmait une fois de plus son immense confiance dans l'homme, dans ses vertus, dans ses possibilités de transformation en un être nouveau, dans lequel puissent triompher le bien et la vérité. Il se sentait humilié lui-même de mettre un légionnaire sous contrôle. Il lui semblait annuler ainsi la substance spirituelle, dans laquelle se cristallisait l'homme nouveau.

Il est à noter qu'il n'a jamais introduit dans le Mouvement un système de contrôle au niveau des organisations locales. Des cotisations reçues, — et pendant la dernière année, ces chiffres étaient extrêmement importants —, les organisations départementales envoyaient la moitié au Centre, et l'autre moitié restait pour couvrir les besoins locaux. Cet argent était dépensé par le Chef du Département, assisté de son État-Major, sans aucun contrôle imposé par le Centre. Le système a fonctionné d'une manière parfaite. On n'a jamais enregistré un seul abus, car les dirigeants, honorés par cette confiance illimitée, auraient été incapables de s'approprier indûment un centime de la Légion.

Dans la même Annexe, Corneliu Codreanu précise le système d'organisation de chaque entreprise et la façon de vivre du légionnaire dans son cadre. Les légionnaires vont y vivre selon le principe de la famille légionnaire, soldats au service de la Légion :

> "C'est ici qu'ils trouvent le sens et la joie de leur vie. Vivre et travailler du matin au soir, pour faire fleurir de leur travail et de leur sacrifice, la Légion et la Nation.
>
> "Ils se guident sur un seul mot d'ordre: la Légion et la Nation croissent et fleurissent seulement de ce que nous ne faisons pas pour nous-mêmes, c'est-à-dire, de ce qui, pour nous, est un renoncement et un sacrifice."

Cependant, les légionnaires engagés dans cette course pacifique du Bataillon du Commerce, ne pouvaient pas oublier la lutte générale de la Légion:

> "Ce Bataillon travaille dans le commerce, mais ses armes sont toujours prêtes, au cas où des menaces seraient faites aux autres Corps légionnaires; il est toujours préparé à donner à chaque instant l'exemple d'un sacrifice total."

Si le Mouvement avait eu quelques années de plus de tranquillité, avec cette organisation, avec l'élan et le dévouement des membres de ce Bataillon, la Légion aurait pu arriver à des résultats spectaculaires, et les Juifs auraient ressenti sûrement la concurrence légionnaire. Mais... au Palais quelqu'un veillait pour que n'arrive pas cette échéance fatale pour la toute puissance économique des Juifs en Roumanie.

14) UN NOUVEAU SIÈGE CENTRAL POUR LA LÉGION.

Le siège du Mouvement était abrité dans la maison du général Cantacuzène, 3, rue Gutenberg. Cette maison se trouvait au centre de la capitale, tout près des grandes artères de communication: Boulevard Elisabeta, Calea Victoriei et Boulevard Bratianu. Elle n'avait qu'un seul inconvénient: elle était trop petite pour sa nouvelle destination.

C'était une maison en style ancien, typique du style bucarestois de la fin du XIX.º siècle, avec parterre, dépendances, une cour spacieuse; elle était construite pour le goût et les commodités d'une seule famille. Après avoir monté deux volées de marches en marbre, qui occupaient toute la façade, on pénétrait dans un petit hall, sur lequel s'ouvrait une chambre à droite, continuée au fond par une autre. C'est tout ce qui intéresse notre récit. La première servait de Secrétariat; dans la deuxième, était installé le bureau du Capitaine.

Dans ces deux pièces, s'est déroulée toute l'activité du Centre après la terreur de 1933-34. Les deux premières années (1934-35), lorsque les visiteurs étaient peu nombreux, le Siège ne semblait pas exigu; mais à partir de 1936, lorsque la Légion eut pris des proportions considérables et que le Capitaine fut littéralement assailli par les gens qui voulaient le voir et lui parler, il régnait au Centre une cohue et un va et vient continuels qui empêchaient l'activité normale des différents services. Même la cour était pleine de monde, qui occupait les marches, envahissait le Secrétariat...

Entre temps, le commerce légionnaire venant s'y ajouter, une nouvelle vague d'éléments actifs se sont concentrés au Siège, gênant encore plus

ceux qui y travaillaient. Il fallait à tout prix trouver une maison plus ample pour abriter le Siège Central d'un Mouvement politique en pleine expansion.

Le déménagement du Siège Central à la "CASA VERDE" (Maison Verte) ne pouvait pas être pris en considération pour plusieurs motifs: La "CASA VERDE" était trop loin, placée à la périphérie de la Capitale, dans un quartier nouveau, appelé d'ailleurs *"Bucurestii Noi"* (Nouveau Bucarest). En outre, c'était le mausolée "MOTA-MARIN", qui avait converti la maison en un endroit de méditation et de recueillement. Enfin, au printemps de 1937, le Capitaine, avec sa femme et sa nièce, Catalina, s'y étaient installés. Il y rassemblait les légionnaires pour organiser des séances et donner des Communiqués, mais seulement à des moments d'une importance particulière.

Corneliu Codreanu aurait pu aussi louer ou acheter une maison plus grande quelque part dans le centre de la Capitale. Cette solution ne lui souriait pas non plus, parce que le Mouvement aurait pu perdre beaucoup sur le plan spirituel. La maison du général Cantacuzène s'était convertie en *"institution"*, depuis qu'elle servait comme Siège Central. Elle irradiait une autorité et un prestige qu'on ne pouvait ignorer. Elle représentait aussi toute la personnalité et tout le passé glorieux du général! Même les adversaires respectaient cette maison, redoutant le caractère irascible et impétueux de son propriétaire. De plus, le général était le chef du parti *"Tout pour la Patrie"* et rien de plus naturel que le Siège du Parti fût abrité chez lui.

Toutes ces considérations ont déterminé le Capitaine à rester sur place et à édifier un nouveau Siège sur le terrain même de la maison de la rue Gutenberg. Il choisit l'aile gauche de la maison, là où se trouvaient les dépendances. Celles-ci allaient être démolies et, à leur place, devaient commencer les travaux de construction d'un édifice de plusieurs étages. De cette manière, on respectait la maison du général, en lui gardant son ancienne physionomie.

Pour cette construction, le Capitaine a fait un plan simples, mais efficace. Quant à la main-d'oeuvre, il y en avait en abondance, de toutes les catégories, et gratuite: des architectes, des ingénieurs, des maçons, des travailleurs non qualifiés.

Pour l'achat du matériel de construction, il adopta la formule d'un prêt légionnaire intérieur. Par une Circulaire du 25 Avril 1937, il fit appel à 2.000 légionnaires, leur demandant de souscrire chacun *"mille lei"* à ce prêt. Cet argent leur serait restitué en deux ans. Les sommes devaient être versées jusqu'au 1.º Juillet 1937, date à laquelle était prévu le commencement des travaux. Le succès de cette initiative a dépassé les espoirs, l'emprunt ayant été convert entièrement avant le terme fixé.

Les travaux ont avancé si rapidement qu'au 26 Septembre 1937, on dressait le dernier plancher et on posait le toit. Restait l'intérieur, dont les travaux devaient commencer au printemps de l'année suivante. Dans sa

Circulaire du 26 Septembre, après avoir annoncé la fin de la campagne d'été pour l'édifice du Siège Central, le Capitaine dit ce qui suit:

> "Ce que vous voyez ici, est le résultat d'un effort spirituel de 144 jours, dont 97 d'un travail intense.
>
> "La satisfaction de tous ceux qui ont travaillé en tant que légionnaires ou en tant qu'amis, est de voir dressés les murs de cet édifice, qui vous salue tous avec son profil de jeunesse et de grandeur."

Dans la même Circulaire, le Capitaine rappelle les légionnaires et les organisations qui se sont distingués sur le chantier du nouveau Siège. D'abord sont nommés les 22 légionnaires, ouvriers et étudiants, qui ont travaillé d'une manière permanente, du matin au soir, sans quitter le chantier. Suivent quelques organisations qui ont participé en groupe aux travaux pendant quelques jours:

1. La Section S.T.B. (Société des Tramways de Bucarest) du Corps des Travailleurs Légionnaires, avec leur chef Sandu Marin.
2. Le Groupe Légionnaire Étudiant Constanta — chef Dumitru Moraresco.
3. Le Groupe Légionnaire Étudiant de Tulcea (Dobrodgea) — chef Emil Obreja.
4. Le nid "Toader Toma", de l'Organisation des Indépendants, chef Iordache Nicoara.

Suit la liste des architectes et ingénieurs qui ont dirigé les travaux. Ceux-ci sont distingués avec leur avancement dans la hiérarchie légionnaire:

1. Architecte Gheorghe Doïcesco, avancé au grade de légionnaire.
2. Anton Davidesco, au grade d'Instructeur Légionnaire.
3. Architecte Vasile Ionesco, au grade de légionnaire.
4. Chef des travaux Ion Niculesco, au grade de légionnaire.

Selon la tradition, aux assises du nouveau local, ont été insérées dans la maçonnerie plusieurs pierres du vieux monument romain de l'empereur Trajan — TROPAEUM TRAJANI — (Adam Clisi, de Dobroudgea), érigé il y a presque deux millénaires par les Romains:

> "Ces pierres — dit le Capitaine — maçonnées à la base de notre édifice signifient le contact spirituel entre les deux catégories de légionnaires de l'histoire: les légionnaires romains et les légionnaires roumains.
>
> "Que soit sur nous la bénédiction divine!"

Les travaux de finissage de cet édifice ont été interrompus par la nouvelle terreur déclenchée en 1938.

15) LA MORT DU GÉNÉRAL CANTACUZÈNE.

Le 9 Octobre 1937 meurt le général Cantacuzène, après longue maladie qui l'avait retiré de la vie politique active depuis le printemps de la même année. Ses deux voyages en Espagne, réalisés à de courts intervalles l'un de l'autre, avec les fatigues, les soucis et les émotions qui les ont accompagnés, avaient ébranlé sa santé.

Il avait 67 ans à sa mort. Pendant sa maladie, il est resté la plupart du temps à Prédéal, dans la tranquillité et l'air pur des montagnes. Bien qu'arrivé à un point de faiblesse extrême, il s'est intéressé tout le temps au Mouvement et, même, il est intervenu dans le combat. Lorsque les gendarmes, au début de Juillet, ont envahi le camp légionnaire de repos de Campina et ont sommé les gens qui s'y trouvaient de l'évacuer dans les 24 heures, le Général, en sa qualité de chef du Parti, a tout de suite envoyé des télégrammes de protestation au Gouvernement et au Roi.

Pendant cette période, le Capitaine allait souvent à Prédéal pour le consulter sur la situation politique. Le coeur serré, il voyait comment ce brave parmi les braves s'affaiblissait de jour en jour... Des centaines de légionnaires sont passés aussi pour s'intéresser à sa santé et pour le saluer. Quand sa chambre de malade se remplissait de jeunes gens, ses forces semblaient lui revenir; il oubliait sa maladie et parlait avec eux avec sa vivacité et son animation d'autrefois. Cependant, tous repartaient tristes, car l'évolution de la maladie faisait présager que le dénouement était proche.

Le Général n'a pas un instant perdu son équilibre intérieur, son humour et sa lucidité. Jamais une plainte n'est sortie de sa bouche; il ne s'est jamais apitoyé sur son propre sort. La mort ne l'effrayait pas. Habitué à sa compagnie sur les champs de bataille, il la regardait en face avec la même tranquillité sur son lit de souffrance. Sa seule douleur — qu'il exprimait assez souvent — était de ne pouvoir assister à la victoire légionnaire. Il aurait bien voulu, avant de fermer les yeux, voir défiler les colonnes légionnaires dans une Roumanie nouvelle...

L'enterrement du Général Cantacuzène, sans avoir l'aspect monumental et bouleversant des funérailles de "MOTA ET MARIN", fut impressionnant. Un nombre imposant de légionnaires de la Capitale, renforcés par des délégations venues des provinces, l'ont conduit, le Capitaine en tête, à sa dernière demeure, au cimetière de "*Belu*". Le cortège est parti de la maison du Général, Siège central du Mouvement, 3, rue Gutenberg. Comme le Général possédait la plus haute décoration militaire de guerre, la décoration "MICHEL LE BRAVE", le cercueil fut posé sur un affût de canon et accompagné jusqu'au cimetière par tous les chevaliers de l'ordre de "MICHEL LE BRAVE". A contre-coeur, le Roi, en tant que chef suprême de l'Ordre, dut s'incliner devant les prescriptions du règlement de l'Ordre et lui concéder les honneurs militaires traditionnels.

A cette occasion s'est créée la situation paradoxale d'une collaboration entre le gouvernement et le Mouvement en vue de l'organisation des funérailles. A la sortie de l'Église "SAINT ILIE GORGANI", le cortège s'est formé de la manière suivante: d'abord, l'affût de canon, tiré par des chevaux et entouré par les chevaliers de l'Ordre de "MICHEL LE BRAVE", enveloppés dans leurs capes blanches; immédiatement après, la famille du Général et ensuite, une puissante colonne de légionnaires, le Capitaine en tête.

Étant donné que le gouvernement avait interdit le port des chemises vertes pendant l'enterrement, le Capitaine a imaginé un autre moyen de reconnaissance: il a donné l'ordre à tous les légionnaires qui possédaient de longs manteaux de cuir (très à la mode à Bucarest à ce moment-là) de former une unité à part, dont il prendrait le commandement. Cette colonne compacte, qui marchait d'un pas grave et dans le silence complet, cadencée seulement par le rythme des lourds souliers cloutés, fit une impression extraordinaire sur le public bucarestois. A partir de ce moment, surtout que l'hiver approchait, le manteau en cuir est devenu un objet courant de l'équipement légionnaire, un véritable vêtement de remplacement de la chemise verte.

Des masses imposantes de gens se sont concentrées dans les rues par où passait le cortège, saluant, le bras tendu vers le ciel, la dépouille du Général et les dirigeants de la Légion. Au cimetière Belu, après une courte cérémonie, au cours de laquelle on a chanté l'"HYMNE DES LÉGIONNAIRES TOMBÉS", le cercueil fut descendu dans le caveau de famille, aux côtés de sa femme, décédée très jeune.

Le même ordre parfait a régné tout le temps, pareil à celui de l'enterrement de Mota, bien qu'il y eût des milliers de légionnaires en colonnes compactes et des dizaines de milliers de citoyens tout le long du parcours.

La mort du Général Cantacuzène posait un grave problème au Capitaine, problème dont les répercussions allaient être ressenties fortement un an plus tard. Il avait désigné Mota comme Vice-Président du parti "TOUT POUR LE PAYS", dans l'espoir que celui-ci allait revenir vivant du front espagnol. Après le départ du Général de la direction du parti, prévue pour l'année 1938, Mota devait lui succéder. Malheureusement, Mota était tombé à Majadahonda et maintenant, le Général, lui aussi, avait disparu.

Les pertes étaient irréparables! Avec ces morts disparaissaient, non seulement deux personnalités de la Légion, mais deux hommes intègres et rares, et, ce qui était plus important encore, qui remplissaient des fonctions spéciales dans le Mouvement. Mota et le Général avaient été les paratonnerres du Capitaine. C'étaient eux toujours qui offraient leurs poitrines pour recevoir les premières décharges des attaques ennemies. C'étaient eux

qui intervenaient avec leur fermeté farouche et une décision inébranlable, chaque fois qu'il y avait à l'horizon une menace contre la vie du Capitaine. Pour la fonction de *"chef de parti"*, on pouvait toujours trouver des gens capables de les remplacer avec succès, mais pour le rôle spécial qu'ils avaient assumé dans le Mouvement, celui de défenseurs du Capitaine contre les projets d'assassinat qu'on tramait sans cesse dans les profondeurs du Palais, *il n'y avait plus personne.*

Le Général avait contribué d'une manière décisive au salut de la Légion pendant la terreur des années 1933-1934, et une déclaration de Mota, adressée au pays entier, suffisait pour lancer les ennemis dans la panique. Ce sont eux, les ennemis, qui ont compris, mieux que beaucoup de légionnaires, la signification de ces deux pertes, et c'est pourquoi ils ont redressé la tête au printemps de l'année suivante.

L'enterrement du Général Cantacuzène a eu lieu le 11 Octobre 1937. Le lendemain, le Capitaine a convoqué, au siège de la rue Gutenberg, tous les chefs des Départements et des Régions, ainsi que tous les gradés les plus importants de tout le pays, venus à Bucarest à l'occasion des funérailles. Le but de cette réunion était de désigner le nouveau chef du parti "TOUT POUR LE PAYS". Après un court discours du Capitaine, dans lequel il a montré l'immense perte que le Mouvement venait de souffrir avec la mort du Général et la nécessité de lui trouver un digne remplaçant à la direction du parti, Alexandru CANTACUZÈNE a pris la parole pour proposer comme chef du parti l'ingénieur Gheorghe CLIME, qui remplissait jusqu'à cette date les fonctions de chef du "CORPS DES TRAVAILLEURS LÉGIONNAIRES" et de chef du "BUREAU CENTRAL DE L'ORGANISATION".

Le Capitaine a donné son assentiment à cette proposition et un tonnerre d'applaudissements a ratifié la décision. A partir du 12 Octobre 1938, le chef du parti "TOUT POUR LE PAYS" devenait l'ingénieur Gheorghe CLIME.

La vacance de la direction du parti légionnaire a été résolue en dix minutes, sans luttes internes, sans intrigues et sans menaces de fractionnement du Mouvement. Le nouveau chef a vu l'oeuvre de sa vie couronnée d'une responsabilité considérable, qu'il a su honorer par la suite.

16) LE CRÉPUSCULE DES PARTIS POLITIQUES.

Au cours de ce travail, on s'est occupé plusieurs fois des partis politiques de Roumanie. On a montré leur origine, leur ascension vers le pouvoir, et leur impuissance à répondre aux aspirations de la nation. On a exposé ensuite le processus d'affaiblissement et de fractionnement progressif des partis roumains sous le règne du Roi Carol II.

Maintenant, c'est le moment de rouvrir le dossier des partis pour faire un dernier examen de leur situation avant les élections de 1937. Avec ces élections s'achève une époque politique de la Roumanie moderne: ces élections signifient la fin des partis politiques et le passage vers les régimes de dictature.

Avant même que la dictature du Roi Carol de 1938 ait été formellement instaurée, les partis ne représentaient plus la force politique de l'État. Ce changement a eu lieu en même temps que l'accession au trône de ce Roi, en 1930. Le Roi Carol n'était pas du tout disposé à jouer le rôle d'arbitre entre les partis, à amener au pouvoir un parti ou un autre, sous une forme plus ou moins constitutionnelle, à favoriser un groupement politique au dépens d'un autre, comme cela s'était passé sous les règnes de Carol I-er et de Ferdinand I-er. Dès le début, le Roi était décidé, non seulement à régner, mais aussi à gouverner. Il voulait devenir la source unique et indiscutable du pouvoir, en excluant les partis, en annihilant l'opinion, en dominant le peuple, en rabaissant les Ministres au rôle de simples exécutants de ses ordres.

C'est pourquoi, alors que pendant la période de 1919-1930, les partis imposaient leur volonté dans l'État, soit par l'effet d'une grande popularité (cas du Maréchal Alexandru Averesco) soit par l'intermédiaire d'une camarilla (cas de Ion Bratianu) soit par des mouvements de masses (cas de Jules Maniu), après 1930 ils avaient perdu leur rôle prédominant dans l'État pour devenir de simples annexes de la Couronne.

Le renversement des rapports entre la Couronne et les Partis s'est aggravé en raison de la composition et des buts nouveaux de la nouvelle camarilla qui s'est constituée au Palais après l'arrivée du Roi Carol II. La formation d'une camarilla, c'est-à-dire la constitution d'un groupe influent autour d'un monarque, est un phénomène inévitable, qui n'est pas nécessairement néfaste. Tout dépend de la nature de l'influence qu'il exerce sur le Monarque. Il y a des entourages royaux qui sont bons et d'autres qui sont mauvais. Sous le Roi Ferdinand, la camarilla était contrôlée par le Parti Libéral. Le chef de la camarilla était Barbu STIRBEI, un *alter-ego* de Ion Bratianu, le chef inconstesté du parti.

Après la guerre, le Parti Libéral aurait pu avoir le sort du Parti Conservateur, c'est-à-dire disparaître, s'il n'avait été sauvé du naufrage par sa camarilla. Le propre Parti Libéral, ou les formations indiquées par lui, étaient appelées régulièrement au pouvoir par le Roi Ferdinand, chaque fois que son chef exprimait ce désir par l'intermédiaire de Barbu Stirbei. Indépendamment de la popularité des libéraux ou de l'état d'esprit du pays, continuellement hostile à ce parti, le Roi Ferdinand se soumettait aux suggestions qu'il recevait de la part de son entourage.

Barbu Stirbei a perdu son crédit sous la Régence et la camarilla ne s'est plus reconstituée. Il a existé une certaine influence de Jules Maniu

auprès de la Haute Régence, mais celle-ci ne peut être considérée une camarilla.

Sous le Roi Carol II, la camarilla se reconstitue, mais avec un personnel nouveau et totalement différent comme mentalité et comme tendances de la camarilla précédente. Au temps du Roi Ferdinand, bien que dominée par le parti libéral, la camarilla, malgré tous ses péchés, était une "*camarilla nationale*". Le Parti Libéral commettait des abus, pillait le pays, mais il n'a jamais envisagé ce crime: liquider l'État roumain et le passer entre les mains des étrangérs, sinon par raison d'État, du moins par intérêt. Le Parti Libéral concevait l'État comme une vaste propriété à exploiter. Le peuple, la substance qui composait l'État, l'intéressait beaucoup moins. Cependant, personne ne renonce facilement à l'entreprise qui lui rapporte des bénéfices!

Avec la montée sur le trône du Roi Carol II, la camarilla change radicalement sa structure et son orientation. Ce n'est plus une camarilla nationale, ce n'est plus un foyer d'intrigues pour amener au pouvoir l'un ou l'autre des partis, lequel, une fois au pouvoir, n'était plus dérangé, mais une "*camarilla d'extraction internationale*". Ainsi, avec l'arrivée du Roi Carol, s'installe dans l'État, dans son centre névralgique, là où était décidé le sort du pays, sa politique interne et externe, l'"INTERNATIONALE COMMUNISTE".

Par un véritable coup d'État, et sans que les partis et le Pays s'en rendent compte, l'ÉTAT ROUMAIN a été entraîné dans le sillage de la conspiration communiste. C'est pourquoi Corneliu Codreanu et d'autres hommes politiques avisés ont préféré appeler la camarilla du Roi Carol: l'"OCCULTE", la "FORCE OCCULTE", parce qu'ils savaient qu'elle servait des intérêts étrangers aux aspirations de notre nation. L'épicentre de la camarilla précédente était dans le pays; tandis que l'épicentre de l'"OCCULTE" était au-delà des frontières, ayant des rapports secrets avec l'Internationale Communiste.

On ne peut pas parler, à l'époque, d'un Parti Communiste en Roumanie. Ce groupement n'avait aucune prise sur la population et s'est toujours trouvé cantonné à la périphérie de la société roumaine. A l'entrée des Russes en Roumanie, en 1944, ce "*parti*" comptait à peine UN MILLIER d'individus! Cependant, le communisme était fort puissant en Roumanie, non par le nombre des "*activistes*", mais par les agents secrets de l'Internationale Communiste qui opéraient directement du Palais et sous la protection de l'autorité royale. L'État et la Nation étaient devenus deux entités distinctes. L'État avait été accaparé par une minorité anti-nationale, de prédominance judéo-marxiste.

Le Roi Carol, bien qu'il ait travaillé avec les partis jusqu'en 1938, voyait en eux un obstacle sur la voie de l'implantation en Roumanie d'une

monarchie absolue, de tendance internationaliste, qui fasse la transition vers la domination communiste dans le pays. Toutes ses intérventions et ses manoeuvres dans la vie politique du pays entre 1930 et 1938 ont été faites dans le but de disperser la cohésion interne des partis et de les transformer en instruments serviles de sa volonté. Le passage de l'opposition au gouvernement, pour n'importe quel parti, était conditionné par la soumission aux désirs du souverain en ce qui concerne la constitution du Cabinet et la politique à suivre. Ainsi, les partis assumaient la responsabilité du gouvernement sans cependant avoir la liberté de gouverner. D'une manière formelle et publiquement, la "*dictature carliste*" a été instaurée en 1938 à peine; en réalité et habilement camouflée, elle existait depuis le début du règne.

La situation précaire des partis résultait aussi de la croissance du courant légionnaire dans le pays. La nation, trompée par les promesses de tous les partis, cherchait son dernier refuge et son dernier espoir de salut dans la Légion. Les partis ne pouvaient plus rajeunir leurs cadres, parce que la jeunesse se pressait en rangs serrés autour de la Garde de Fer. D'autre part, le Mouvement Légionnaire les supplantait de plus en plus sur le plan électoral. Non seulement le Parti Libéral, qui n'avait jamais été un parti de masses, se ressentait de l'avalanche de la popularité légionnaire, mais aussi le Parti National Paysan qui disposait encore de puissantes organisations de base.

Soumis à ces deux pressions qui s'exerçaient indépendamment l'une de l'autre et pour des motifs totalement différents — l'une du haut vers le bas, venant du Palais; l'autre de bas vers le haut, venant des masses populaires qui s'attachaient de plus en plus au Mouvement — les partis avaient perdu leur souffle à l'automne de 1937. Tous se présentaient avec une "*perte vitale*" devant les élections. Ni le Pays ni la Couronne ne les acceptaient plus. Ils vivaient un drame incompréhensible pour eux. Le Pays voulait une Roumanie légionnaire; la Couronne voulait une dictature, détachée des intérêts de la nation et engagée dans le jeu trouble de la maffia communiste.

Néanmoins, ces pressions n'expliquaient que partiellement le déclin des partis. A l'origine du phénomène se trouve une cause interne. LA DEGENERESCENCE DES PARTIS POLITIQUES EN ROUMANIE A ÉTÉ PROVOQUÉE PAR LEUR PROPRE CORRUPTION. Les affaires louches, les fraudes aux dépens de l'État, les ont discrédités aux yeux du peuple. Incapables et incompétents pour résoudre les problèmes de base de la Grande Roumanie, les partis historiques laissaient une traînée de scandales après chacun de leurs passages au Gouvernement.

La structure de la couche dirigeante des partis était déficiente et flottante. Il n'y avait aucune sélection dans le recrutement du personnel de base. Les notions de sélection et d'élite leur étaient étrangères. N'importe

qui pouvait arriver aux situations les plus hautes, à condition d'être un bon électeur démagogue. Il y avait une élite dans les partis, sans doute, mais d'ordre négatif. Les partis se reposaient sur les vices des hommes, faisaient appel à leurs égoïsmes, à leurs petitesses, à leurs ambitions vaines, à la partie mauvaise et inférieure de l'âme humaine. La grande majorité des dirigeants des partis pouvaient être comparés à des oiseaux de proie: arriver au gouvernement, signifiait pour eux se créer une existence confortable sans donner le quantum de travail correspondant. Généralement, des personnes qui avaient échoué dans leur vie professionnelle s'accrochaient à la "*politique*", où ils remportaient souvent des succès spectaculaires. Les gens qui "*faisaient de la politique*" étaient devenus une catégorie sociale méprisable aux yeux du peuple.

La classe dirigeante roumaine, entre les deux guerres, n'était pas formée, à de rares exceptions près, par des hommes politiques, au sens noble du mot, mais par des "*politiciens*". J'ai écrit dans un article dédié au Capitaine: "Le "*politicien*" est capable des transactions les plus abjectes pour satisfaire son égoïsme: il vend les secrets de l'État, il conspire contre sa propre patrie, il met aux enchères les richesses du pays, il n'a aucune pitié pour les douleurs et les besoins du peuple. C'est un spécimen totalement dépourvu d'honorabilité, du sens de la justice et d'amour pour son pays. Il considère le pays comme sa propre ferme. Il est "*patriote*" à condition que ses affaires marchent brillamment. Cette mentalité mériterait qu'une étude sociologique soit faite sur la plaie du "*politicianisme*" qui a sévi chez nous, en cherchant à savoir pourquoi, au milieu de notre peuple, sage, posé et religieux, a pu surgir, dans la vie politique, cette prolifération d'avortons et de nullités."

Et, un peu plus loin, j'ajoutais: "Les réquisitoires fulminants du Capitaine contre ces excroissances "*politicianistes*" des partis n'ont pas été lancés dans l'intention de se créer un piédestal de popularité. Corneliu Codreanu était doté d'un sens très haut de l'équité. Il était incapable de jeter une insulte ou même une parole inconsidérée à l'adresse de n'importe qui. Si, parfois, il s'est manifesté âprement, violent dans ses expressions, menaçant même, s'il a parlé de la nécessité de punir les coupables, d'établir un tribunal exceptionnel, il ne l'a pas fait par un désir aveugle de vengeance, mais parce qu'il comprenait où menait cet enchaînement de forfaits: vers l'abîme qui a englouti plus tard l'État Roumain le 23 Août 1944."

Dans son premier discours prononcé au Parlement, le 3 Décembre 1931, Corneliu Codreanu s'est occupé des partis et de la démocratie — comme elle était comprise et pratiquée alors en Roumanie — découvrant à leur actif de graves déviations sur la ligne des intérêts nationaux:

> "Notre génération, en regardant les partis politiques de l'extérieur, constate que:

1. Un parti politique est une sorte de société anonyme d'exploitation du vote universel,

2. Tous les partis sont "*démocratiques*", parce qu'ils utilisent le vote universel dans le même sens,

3. Les partis négligent les intérêts du peuple et de la patrie, en satisfaisant seulement les intérêts particuliers de leurs partisans,

4. La démocratie est irresponsable, il lui manque la force de la sanction; ainsi, tous les partis commettent des crimes, s'accusent réciproquement, mais aucun n'applique de sanctions contre ses propres membres parce qu'on a peur de les perdre, ni contre les adversaires, parce que ceux-ci commettent à leur tour leurs crimes personnels.

. . . . . .

"Les démocraties vues de l'intérieur nous donnent l'impression d'une vaste complicité de crimes. Conclusion: la démocratie est incapable d'autorité."

Le rôle néfaste joué par les partis dans la vie publique est prouvé par les fraudes commises en Roumanie depuis la 1.e guerre sous leur gouvernement:

"Sur cette question, permettez-moi d'attirer simplement votre attention sur les fraudes commises depuis quelques années et qui sont restées sans sanction: les fraudes sur l'alcool noir, d'environ 12 milliards de lei; les fraudes sur les matériaux en laiton des Chemins de Fer, d'environ 900 millions de lei; le cas du poisson soviétique; le cas des galoches soviétiques; la déprédation des forêts du département de Neamtz; le cas similaire des forêts de Bucovine, etc.

"Selon un calcul rapide, la somme des fraudes commises sur le territoire de ce pays, depuis la guerre, atteint le chiffre de 50 milliards de lei."

Corneliu Codreanu explique ensuite que, en contraste avec "*l'oeuvre de gouvernement*" des partis, qui s'enrichissent grâce au pillage du budget de l'État et à l'exploitation des masses populaires, la paysannerie vit dans une misère noire:

"J'ai apporté dans cette boîte quelques morceaux de pain de la région de Maramures et des montagnes du département de Neamtz, pour que vous voyiez le pain que mange le Roumain de ces régions. Aujourd'hui, quand le monde se plaint de la

surproduction du blé, attribuant la crise au fait que le blé se vend UN LEU le kilo, voilà le pain que mange le paysan de chez nous.

(Le député Corneliu Zelea Codreanu présente à l'Assemblée un morceau de pain très noir)

"Notre coeur devrait se fendre de douleur devant cet objet. Et je crois que n'importe quel peuple de l'Europe, voyant cette image de la misère du peuple roumain, pleurerait de pitié pour nous.

"J'ai apporté ce morceau de pain, enveloppé et posé dans cette boîte élégante, justement pour vous faire voir de combien d'artifice et de quel clinquant de civilisation se trouve vêtue notre misère roumaine. Je le dépose au banc des Ministres et prie l'honorable gouvernement de le garder à la disposition de tout le monde, pour que ceux qui ont envie de faire des plaisanteries sur le dos du peuple roumain, regarde de près, avant tout, ce qu'il mange."

(Moniteur Officiel du 3 Décembre 1931)

Le morceau de pain posé par Corneliu Codreanu au banc ministériel était fait d'un mélange infect de farine de maïs et de sciure de bois.

Pendant le même discours, Corneliu Codreanu a attiré l'attention de La Chambre et du Pays sur un autre point noir de l'activité des partis: ils se trouvaient au service de la grande finance internationale judaïque. Et, pour prouver ce fait, il s'est référé aux prêts accordés par une grande banque judaïque: "MARMOROSCH BLANK", à divers hommes politiques. Dans le portefeuille de la "Banque Blank" figuraient, en tant que débiteurs, pour des sommes importantes, les dirigeants des partis suivants:

— Rudolf BRANDSCH, Sous-Secrétaire d'État à la Présidence pour les Affaires des Minorités (représentant le groupe allemand en Roumanie) pour: 111.000 lei.

— Carol DAVILA, membre marquant du Parti National Paysan, diplomate, pour: 4.677.000 lei.

— Eugen GOGA, frère d'Octavian Goga, pour: 6.200.000 lei.

— Grigore IUNIAN, dirigeant du Parti National Paysan, pour: 407.000 lei.

— Virgil MADGEARU, spécialiste des questions économiques du Parti National Paysan, ancien Ministre, pour: 401.000 lei.

— Grigore FILIPESCO, chef d'un groupement appelé "LIGA VLAD TEPES" pour: 1.265.000 lei.

— Mihail POPOVICI, membre du Comité Exécutif du Parti National Paysan, ancien Ministre, pour: 1.519.000 lei.

— Ion RADUCANU, membre marquant du Parti National Paysan, pour: 3.450.000 lei.

— Banque RADUCANU, de la localité de Tecuci, pour: 10.000.000 lei.

— Jean PANGAL, chef de la maçonnerie de Roumanie, pour: 3.800.000 lei.

— Nicolae TITULESCO, pour: 19.000.000 lei.

"et on entend dire — ajoute Corneliu Codreanu — que M. ARGETOIANU aussi se trouverait parmi les bénéficiaires, pour 19.000.000 lei."

Pendant qu'il lisait cette liste, le Capitaine a été plusieurs fois interrompu par d'autres députés, qui affirmaient qu'il s'agissait d'argent emprunté, reçu sur hypothèque ou pour le compte de certaines institutions bancaires de province.

> "Messieurs, leur a répondu Corneliu Codreanu, je ne soutiens pas que cet argent est pourri; ils ont peut-être l'intention de le rembourser, mais c'est un argent demandé. Qu'il sera payé un jour ou non, je ne peux pas le dire, mais d'une chose je suir sûr: il y a obligation, de la part de celui qui s'adresse à une pareille finance, de lui rendre service à son tour quand on arrive au gouvernement, de l'appuyer lorsqu'on est dans l'opposition, et en tout cas, de ne pas la frapper quand elle doit l'être.
>
> . . . . . .
>
> "Messieurs, je n'affirme pas que cet argent représente des pourboires donnés. Non! Mais cet argent a été reçu sous une forme quelconque; et quand on doit savoir ce qui s'est passé dans l'administration de cette banque (il s'agit de Marmorosch Blank) et qu'on exige des mesures radicales à ce sujet, alors, bien entendu, ces Messieurs, qui se trouvent liés à cette banque, n'ont pas une pleine liberté pour prendre des mesures catégoriques contre elle.
>
> "Messieurs les Députés, si on demande tant de sacrifices pour assainir le pays, nous ne pouvons pas consentir à ce sacrifice énorme pour renflouer la Banque Blank, alors que le mariage fait par M. Blank à Paris a coûté, dit-on, 50.000.000 lei; et il y a d'autres choses..."
>
> (Discours du 3 Décembre 1931)

Sur cette liste ne figuraient pas de personnalités du Parti Libéral. Ce parti possédait ses finances propres, ses institutions bancaires. Le personnel politique de ce parti n'avait pas besoin de la finance judaïque, tandis que les autres partis ne disposaient pas de réseaux bancaires particuliers.

L'organisation financière du Parti Libéral existait depuis très longtemps, du temps de l'ancienne Roumanie. D'autre part, entre les deux

systèmes financiers, celui libéral et celui des Juifs, s'était établie, après la première guerre, une sorte de coexistence. D'une façon générale, les institutions bancaires des libéraux étaient considérées comme *"finance nationale"*, tout simplement parce que leurs maîtres étaient des Roumains, tandis que les institutions contrôlées par des Juifs portaient déjà le nom de *"finance internationalle"*. En réalité, ni l'une ni l'autre ne se trouvaient au service du peuple. Les deux systèmes se basaient sur l'exploitation des masses populaires, et spécialement de la paysannerie, obligée continuellement de vendre ses produits au-dessous de leur valeur réelle.

Evidemment, la finance judaïque était beaucoup plus dangereuse pour l'avenir de la nation, parce qu'elle était en rapport avec la finance judaïque mondiale et celle-ci, à son tour, appuyait la Russie Soviétique et toutes les entreprises de la conspiration communiste.

La crainte du Capitaine que l'argent *"prêté"* par la Banque Blank à différents dirigeants politiques — et la liste n'était pas complète — l'avait été dans le but inavoué de les lier aux intérêts de la banque, a été confirmé plus tôt qu'on ne le pensait. Le pays passait à ce moment-là par une grave crisé économique, suite de la dépression économique mondiale et de la débâcle des prix des céréales. Les paysans ne pouvaient plus payer les dettes contractées à de forts intérêts à une époque où les prix agricoles étaient en hausse.

En Décembre 1931, le gouvernement IORGA-ARGETOIANU, pour alléger la situation désespérée de la paysannerie, a présenté un projet de *"Conversion des dettes agricoles"*. Corneliu Codreanu a déclaré à ce moment-là qu'il votait le projet. Cependant, il a attiré l'attention de la Chambre sur le fait que la conversion n'était pas une solution, même pas un médicament, mais un simple *"ballon d'oxygène"* que l'honorable gouvernement administrait à une économie moribonde. Ainsi, au printemps 1932, la crise économique s'est aggravée. Comme suite, les entrées ont diminué considérablement par rapport aux prévisions budgétaires, et l'État s'est trouvé ne plus pouvoir même payer les fonctionnaires, dont les salaires étaient payés avec des retards variant entre 2 et 4 mois. De nombreuses banques, petites et moyennes, frappées par la crise, ont fermé leurs portes, avec un gros préjudice pour les déposants modestes qui ont vu disparaître leurs économies d'une vie entière. La Banque Nationale n'est pas intervenue pour les sauver, ou pour adoucir leur malheur.

Dans cette atmosphère d'angoisse pour les finances de l'État et pour l'economie nationale entière, éclate *"le scandale"* de la banque juive "MARMOROSCH BLANK". Au moment où cette banque était sur le point de suspendre ses paiements, le gouvernement Iorga-Argetoianu lui est venu à l'aide, obligeant la Banque Nationale à lui racheter un portefeuille pourri d'une valeur de 2.000.000.000 lei. Dans cette affaire, l'État

faisait cadeau de cette somme à la Banque Blank, au moment où il imposait les fameuses *"courbes de sacrifices"* aux fonctionnaires et, par-dessus le marché ne leur payait même pas leurs misérables salaires mensuels.

La banque Marmorosch Blank avait fait une faillite frauduleuse. Normalement, ses dirigeants auraient dû être livrés à la justice. Le gouvernement en a décidé autrement, mais même ainsi, en dépit du sacrifice de cet argent arraché au travail de centaines de milliers d'hommes innocents, la Banque Blank n'a pas pu être sauvée. Les deux milliards de lei ont servi à la liquidation des dépôts les plus importants, tandis que la grande masse des petits déposants ont tout perdu.

Comble de scandale: le même gouvernement Iorga-Argetoianu, pour compenser la famille Blank des *"pertes"* supportées, lui a créé une nouvelle source de revenus — lui donnant à exploiter la distribution des produits de la *"Régie des Monopoles de l'État"* pour tout le pays. Cette nouvelle affaire, connue sous le nom de "DISCOM", se réalisait sans aucun risque et procurait des bénéfices énormes.

Le degré d'inféodation de ce gouvernement à la finance judaïque ressort clairement de son attitude devant la crise économique. D'un côté, il laissait s'effondrer les banques petites et moyennes de province, en dépit des graves répercussions que cette situation faisait retomber sur toute une catégorie sociale; d'un autre côté, il trouvait l'argent nécessaire pour *"sauver"* la Banque Marmorosch Blank. L'explication est simple: la plupart des banques de province étaient dirigées par des Roumains et leur disparition ne pouvait que faire plaisir à la finance internationale, tandis que la Banque Marmorosch Blank...

C'est à ce moment qu'ont été détruites les florissantes institutions de crédit des Roumains de Transylvanie, créées depuis le temps de la domination magyare et qui avaient joué un très grand rôle pour le maintien de la conscience nationale dans cette province.

A peine l'indignation publique envers le *"panama"* accompli en faveur de la Banque Blank s'était-elle apaisée, que dans l'été 1933, un nouveau scandale ébranlait le pays: l'"AFFAIRE SKODA". Cette fois-ci le protagoniste était le Parti National Paysan. Cette "Affaire Skoda" s'encadre dans l'histoire plus longue relative au gouvernement de ce parti. Nous allons la résumer en quelques lignes:

A la différence des *"libéraux"*, qui voulaient résoudre les problèmes économiques de la Roumanie moderne selon la formule "PAR NOUS MÊMES", c'est-à-dire, par l'effort propre de la nation (ce qui n'était pas tellement exact, étant donné que le Parti Libéral comprenait par la formule: *"par nous-mêmes"* son propre réseau bancaire et industriel), les *"nationaux-paysans"*, en arrivant au pouvoir en 1928, avaient ouvert largement les portes au capital étranger. Cependant, d'une manière *sui-generis*: par des emprunts destinés, soit à la stabilisation momentanée de la monnaie, soit

à la création de certaines entreprises d'intérêt national. Et, pour la garantie de ces emprunts auprès des banques étrangères, le gouvernement MANIU a offert comme gage une série de monopoles de l'État. Ensuite, on a été obligé d'accepter des contrôleurs étrangers à la Banque Nationale et au Ministère des Finances.

De plus, les conditions de paiement de ces emprunts étaient extrêmement onéreuses. Ce n'est que plus tard qu'on a su que ces emprunts avaient coûté tellement à l'État roumain, parce qu'ils étaient grevés des commissions exigées par les négociateurs: Ministres du Cabinet National Paysan.

C'est le gouvernement MANIU, toujours, qui a fermé, dans la première période de son mandat, les contrats de fournitures d'armement avec la fabrique SKODA de Tchécoslovaquie. Mais, au printemps de 1933, on a découvert que l'armement fourni à la Roumanie avait coûté 30% de plus que les mêmes pièces acquises par la Yougoslavie à SKODA. Ces 30% représentaient les commissions entrées dans les poches des négociateurs, tout spécialement des Ministres Mihai POPOVICI, des Finances et Virgil MADGEARU, de l'Economie. Un neveu de Maniu, Romulus BOÏLA, se trouvait lui aussi mêlé à cette affaire. Cependant, le Président du Conseil et d'autres Ministres semblent avoir été étrangers à cette histoire scabreuse.

Les nationaux-paysans ne disposaient pas — comme les libéraux — d'un réseau bancaire capable de soutenir leurs activités politiques. En arrivant au gouvernement, ils ont décidé de *"presser le mouvement"* et, par quelques coups audacieux du genre mentionné ci-dessus, de créer la base financière du parti. Comme ils n'avaient pas l'expérience centenaire des *"libéraux"*, ni leur habilité à disposer toujours d'une couverture légale, les fraudes des *"nationaux-paysans"* furent rapidement découvertes, avec des conséquences tragiques: tant le Roi Carol que l'opposition libérale se sont précipités sur *"l'affaire"* pour l'exploiter à fond et affaiblir le prestige de Jules Maniu, qui se trouvant justement à ce moment en conflit avec le Roi, s'était retiré de la direction du gouvernement, laissant sa place à VAÏDA VOEVOD.

Les enquêtes ont commencé sous le gouvernement Vaïda Voevod — lui aussi appartenant au Parti National Paysan —, se sont poursuivies sous le gouvernement libéral de TATARESCO et ont pris fin par un verdict de "NON LIEU" en 1935. C'est-à-dire, après 3 ans d'agitation sur ce thème, la "SCANDALE SKODA" était étouffé par les adversaires même du Parti National Paysan. Que s'était-il passé?

En 1935, une série de notables du Parti Libéral s'étaient rendus coupables des mêmes tripotages, en liaison avec des firmes judaïques d'exportation; leurs commissions étaient d'environ 30%, comme celles des autres.

En l'espace de quelques années, les affirmations de Corneliu Codreanu de 1931 s'étaient confirmées: les partis politiques, même s'ils dénon-

cent les opérations frauduleuses de leurs adversaires, ne sont pas capables d'appliquer des sanctions, par crainte de compromettre leurs agissements personnels, que les autres peuvent connaître et exploiter lorsqu'ils arrivent au pouvoir. De cette façon s'établit une sorte d'entente tacite entre les partis de ménager réciproquement leurs abus.

Donc, à partir de 1935, le panorama économique du pays change. En perdant les rênes du pouvoir, les partis perdent aussi la prépondérence économique dans l'État. Le Roi Carol et sa camarilla deviennent le centre d'un vaste système industriel-financier, qui dispose pratiquement de toutes les ressources du pays. Les partis, spécialement le Parti Libéral, vont détenir encore des positions économiques importantes, mais, pour ainsi dire: par la grâce de la Couronne qui, en les menaçant de la perte de ces privilèges les tiendra dans un permanent état de soumission.

Le pillage des biens publics prend maintenant proportion d'avalanche, les bénéficiaires principaux étant dorénavant le Roi et les personnes de son entourage.

17) PRÉPARATIONS POUR LES ÉLECTIONS.

En Novembre 1937, le Parlement élu en 1933 atteignait ses limites constitutionnelles et, avec l'expiration de son mandat, le gouvernement Tataresco devait présenter aussi sa démission. En vue de ces événements, tous les partis ont commencé à s'agiter, les uns dans l'intention de prendre la succession des libéraux, d'autres pour s'assurer dans le nouveau Parlement en perspective le plus grand nombre de représentants.

Corneliu Codreanu, pour éviter toute interprétation malveillante (volonté de subversion, de coup d'État, de révolution, etc.) a annoncé, dès le début de l'automne, la décision du parti "*Tout pour le Pays*" de participer aux futures élections. Par cette déclaration, il voulait montrer, une fois de plus, que le Mouvement Légionnaire entendait se manifester politiquement dans le cadre de la légalité constitutionnelle; d'autre part, il voulait prévenir une nouvelle tentative de dissoudre la Légion, selon le procédé employé en 1933.

En même temps, pour entamer la préparation des élections, Corneliu Codreanu a convoqué, au début du mois d'Octobre, les chefs et les inspecteurs des Régions. Cette Conférence préliminaire devait l'informer à fond sur la situation des organisations locales et sur les possibilités électorales du parti.

La séance a eu lieu à "CASA VERDE" (Maison Verte), sous la direction personelle du Capitaine, et n'a duré qu'une journée. D'abord, on a fait l'inventaire des Départements au point de vue de la popularité du mou-

vement, selon le critère classique de Départements bons, moyens et faibles. Ensuite, on a dressé un tableau provisoire des candidats qui occuperaient les deux premières places sur les listes du parti, les seuls qui avaient encore une chance d'entrer à la rigueur dans le nouveau Parlement. Le reste de la liste devait être complété par des personnalités locales, suivant les indications des chefs des Départements.

Ce tableau provisoire des candidats, établi avec la collaboration des chefs et des inspecteurs des Régions, a été envoyé à une "*Commission des candidatures*" du parti, constituée par le Capitaine sous la direction de l'avocat Nicolae TOTU, l'un des héros qui ont combattu en Espagne. Cette Commission devait examiner les candidatures proposées par la Conférence Préliminaire et les mettre d'accord avec les nécessités politiques du mouvement. Comme cela était normal, les critériums locaux ont très souvent prévalu dans les propositions des candidats des chefs des Régions. La Commission dirigée par Nicolae Totu avait le soin de faire place, sur les listes départementales, aux éléments légionnaires indiqués par le Centre, indispensables pour une représentation compétente de la Légion dans le Parlement: les grands orateurs de la Légion, les intellectuels de prestige national et les personnalités de la Capitale qui connaissaient mieux le mécanisme de la vie parlementaire.

En terminant ses travaux, la Commission des Candidatures a fait parvenir son Rapport au Capitaine. Celui-ci a fait une dernière révision des candidats, cherchant à établir un équilibre juste et fécond entre le Centre et la province.

Une fois ce problème résolu, il a donné le signal d'ouverture de la campagne électorale, en convoquant à Bucarest, pour le 11 Novembre 1937, une séance plénière de tous les chefs des Régions et des Départements. Les légionnaires de la Capitale, ayant des fonctions importantes, ainsi que les gradés, devaient y prendre part. La séance a eu lieu aussi à "Casa Verde", présidée par l'ingénieur Gheorghe CLIME, le nouveau chef du parti "*Tout pour le Pays*", dans une atmosphère de grande solennité. Avant les discussions, a eu lieu l'"*Appel des morts*" et on a prononcé le serment "*Mota-Marin*".

Cette séance a eu trois moments importants, chacun avec une finalité bien déterminée. D'abord, Corneliu Codreanu a adressé un appel aux présents, appel qui s'adressait en même temps au pays entier, précisant les perspectives de la campagne électorale et l'esprit dans lequel devait se dérouler ce combat:

> "Chefs des 71 Départements,
>
> "Nous sommes tous réunis auprès du tombeau du plus grand sacrifice légionnaire, à la veille de partir de nouveau au combat pour notre foi, pour un avenir de justice et de grandeur

de ce peuple et pour assurer notre propre avenir dans notre pays.

"Nous n'avons à adresser aucun manifeste au peuple électeur roumain.

"Notre Manifeste est cet énorme sacrifice de notre génération, c'est ce mausolée de non camarade et frère: MOTA, et de notre camarade et frère: MARIN.

"Notre génération n'a rien d'autre à dire au peuple roumain, ni maintenant ni jamais.

"Notre Manifeste est la tombe de CIUMETTI et de tous nos autres camarades tombés.

"Notre manifeste est toute la souffrance que nous avons supportée pendant près de 15 ans, au vu et au su de tout le pays, sans avoir donné l'exemple de la moindre déviation de la ligne de notre foi, supportant tous les emprisonnements, tous les coups, toutes les humiliations, auxquels nous avons été soumis par tous ceux qui, à tour de rôle, ont conspiré contre cette nation.

"Ils ont voulu nous anéantir, en employant les machinations, la trahison, l'argent et la violence.

"Ils ont toujours essayé de nous pousser vers le dilemme: capituler ou nous ouvrir le chemin par la violence.

"C'est pourquoi, aujourd'hui qu'un nouveau combat s'ouvre, dans lequel tout le monde viendra avec des manifestes et des programmes, nous venons avec nos plaies gravées dans nos âmes et saignant dans nos corps, nous venons avec nos tombes.

"Voilà nos perspectives et, devant elles, mon mot d'ordre est: aucun compromis, aucun recul!"

Dans la deuxième partie de la séance, Corneliu Codreanu a expliqué aux chefs des Régions et des Départements les critérium qui l'ont guidé pour désigner les candidats. La Légion emploie d'autres méthodes, d'autres normes de sélection des candidats que les partis politiques, lesquels ne s'intéressent qu'à la satisfaction des intérêts parsonnels:

"I. Le Parlement n'est pas une récompense qui s'accorde aux plus anciens, à ceux qui ont lutté un peu plus ou à ceux qui ont sacrifié davantage. Nous avons une seule récompense, plus grande que tout: voir fleurir la Roumanie par notre travail, travail que nous devons offrir avec amour, avec dévouement, chacun à sa place, c'est-à-dire à la place où nous pouvons donner le maximum.

"Le Parlement n'est pas une récompense, mais un terrain de combat, où j'ai l'obligation d'envoyer les plus aptes, pour mener la lutte dans les meilleures conditions et pour obtenir la victoire.

"II. Cependant, pour sortir vainqueurs, nous devons commencer par nous vaincre nous-mêmes. Nous vaincre, en dominant au fond de nous-mêmes toute envie, toute velléité vaine, tout désir de grandeur, tout intérêt personnel.

"Pensez vers quels horizons de lumière nous conduirons ce Mouvement Légionnaire lorsqu'aucune envie ne pétrira plus nos esprits; tandis qu'à côté de nous, dans les dizaines de conseils et comités, les amis de la veille, poussés par des passions, des jalousies et dominés par des intérêts sordides, se déchireront entre eux pour chaque place de la liste.

"III. J'ai fixé les candidats pour les Départements sans conseils, sans heurts de passions et d'intérêts. Pour réaliser cette tâche je n'ai pas entendu faire une seule faveur ou servir aucun intérêt, en dehors de celui de choisir les plus aptes pour l'accomplissement de la fonction de parlementaire.

"IV. Les chefs des Départements seront, comme candidats, les derniers de la liste. Parce que je veux détruire la mentalité courante qu'un Département est la propriété politique d'un chef local, dans lequel celui-ci investit un capital, pour le récupérer plus tard en indemnités, interventions et affaires.

"V. Moi-même, je ne serai nulle part candidat en tête de liste, mais toujours le deuxième.

"VI. Les candidats seront envoyés dans des Départements inconnus. La masse des Roumains n'a pas besoin de les connaître personnellement, étant donné qu'aucun député légionnaire n'aura besoin de s'occuper de la satisfaction des intérêts ou des affaires de ses différents parents ou partisans."

Dans les déclarations du Capitaine, à la veille de l'ouverture de cette campagne électorale, il y a quelques points importants qu'il faut signaler:

a) La dignité du parlementaire est élevée au rang de fonction socio-politique. Il est, non pas le représentant d'une classe, d'une région, d'un secteur de l'opinion, de quelques intérêts particuliers, mais du pays tout entier. Les députés ou les sénateurs légionnaires devront s'orienter dans leurs activités parlementaires, selon les intérêts de l'ensemble de la nation, conformément à la ligne de vie et de mort de la nation.

b) La campagne électorale ne sera pas facile pour les légionnaires. A la différence des autres partis, d'innombrables et lourdes difficultés

attendent les membres de la Légion. De nouveau, auront lieu des arrestations, des conflits avec les gendarmes, des brutalités et des tortures. Et il n'est pas exclu que de nouveaux tombeaux viendront grossir le nombre de ceux qui existent déjà.

c) Le parti "*Tout pour le Pays*" évitera d'entrer dans la campagne en lançant un "Programme" de gouvernement, ainsi que le font tous les partis. Le Mouvement Légionnaire ne fait pas de promesses; bien au contraire, il demande à tous les citoyens des sacrifices pour la grandeur de la Patrie. Aucun Manifeste adressé au peuple ne peut être plus éloquent que le sacrifice de Mota et Marin, plus toutes les souffrances endurées par les légionnaires depuis la fondation de la Légion. Le peuple ne peut pas ne pas comprendre que ces sacrifices énormes ont été faits pour lui, pour son salut et pour l'avenir de la Patrie. Corneliu Codreanu a déjà la certitude que plus que tout programme politique, ces sacrifices détermineront les masses populaires à diriger leurs espoirs vers le parti "*Tout pour le Pays*".

La séance a été rouverte dans l'après-midi et consacrée aux questions pratiques. Des enveloppes, contenant des indications sur la manière de procéder à l'inscription des candidats, ont été distribuées aux chefs des Départements. Le Capitaine s'est entretenu avec chaque chef à part, leur donnant les derniers conseils pour le combat qui les attendait. Après quoi, dans une atmosphère de grande confiance et d'enthousiasme, les présents ont pris congé du Capitaine, chacun partant vers sa province, décidés à remplir leur mission selon les décisions prises.

18) DANS LES 48 HEURES...

Parallèlement à la tension croissante de la situation interne, qui lui imposait une vigilance extrême, le Capitaine suivait avec la plus grande attention le développement des événements externes. Un petit pays, ou moyen, comme c'était le cas de la Roumanie, ressentait toujours fortement tout changement dans la politique internationale.

Corneliu Codreanu observait avec une certaine inquiétude la collaboration de plus en plus étroite des deux grands États de la Révolution Nationale: l'Allemagne et l'Italie. Ce rapprochement — c'était à prévoir — devait finir par une alliance formelle qui fatalement modifierait radicalement la situation européenne. Une fois ces deux États unis dans un front commun, ils se convertiraient en puissance dominante du continent. Dans ce cas, les démocraties occidentales ne pourraient pas résister, dans l'éventualité d'un conflit, à la pression militaire des forces germano-italiennes et seraient obligées de capituler.

Qu'adviendrait-il de la Roumanie à ce moment-là? Prise par les événements dans le camp anglo-français, sa position deviendrait extrême-

ment critique. Une fois disparu le système d'alliances, sur lequel elle s'était appuyée jusqu'alors, la Roumanie resterait isolée, sans amis, entourée d'ennemis de tous les côtés. A l'Est, elle aurait à affronter la Russie Soviétique, qui n'attendait qu'un moment pareil pour l'envahir. A l'Ouest, elle se trouverait face à face avec les puissances victorieuses, Allemagne et Italie, qui ne pouvaient lui être d'aucune utilité, n'ayant contracté aucune obligation envers la Roumanie pour défendre ses frontières. Le sort de la Roumanie apparaissait définitivement scellé.

Si, en 1933, à l'arrivée de Hitler au pouvoir, on pouvait encore spéculer sur la solidité et l'opportunité des anciennes alliances, en 1937, aucune illusion n'était plus possible. Les grandes démocraties occidentales étaient tout aussi à l'étroit, incapables de se défendre contre une éventuelle attaque combinée italo-allemande; elles étaient d'autant moins prêtes à venir en aide à notre pays. La Roumanie n'avait d'autre possibilité que de se joindre, soit à l'Allemagne, soit à la Russie Soviétique. Persévérer dans le cadre de l'ancien système d'alliances, c'était courir aveuglement au devant du désastre.

Un rapprochement avec la Russie Soviétique ne souriait pas même aux vieux partis. Dans l'éventualité d'un désastre anglo-français, ils étaient prêts à se rapprocher plutôt des États de la Révolution Nationale que du bolchevisme. Cependant, ces partis n'avaient pas la force de caractère nécessaire pour tirer les dernières conséquences de la situation de fait. Ils préféraient se retrancher, chaque fois que les événements imposaient une décision ferme, derrière la formule traditionnelle de la politique extérieure, qui commençait et finissait par le vocable stéréotypé *"nos grands alliés"*. Les partis de l'époque refusaient de voir que *"nos grands alliés"*, non seulement n'étaient plus *"grands"*, mais étaient incapables de défendre leur propre existence.

Pour tout homme politique conscient, la Roumanie devait s'adapter le plus vite possible aux nouveaux rapports de force de l'Europe, en optant pour une alliance avec l'Allemagne et l'Italie. Les événements ne permettaient aucun doute. Entre les 25 et 29 Septembre 1937, MUSSOLINI était l'hôte du Chancelier allemand Adolf HITLER. Leur rencontre a lieu à München, après l'entrevue peu cordiale de Venise, quelques années plus tôt, lorsque les deux dictateurs ne se sont pas entendus.

Cette fois-ci, dès le premier échange de paroles tous les malentendus existant entre les deux chefs d'État se sont dissipés. Mussolini ne s'opposait plus à l'exécution de l'Anschluss; de plus, il était prêt à unir son destin avec la trajectoire politique du Nouveau Reich Allemand. C'est à l'occasion de cette visite qu'ont été posées les bases du *"Pacte d'Acier"* entre les deux puissances.

Corneliu Codreanu s'est tout de suite rendu compte de l'importance de cette rencontre pour le sort de la Roumanie. L'Alliance qui avait pris forme pendant les discussions de München allait déterminer à court terme des changements profonds dans l'Europe Orientale, changements qui allaient affecter sans doute aussi la sécurité externe de notre pays. Si le Roi et le Gouvernement ne comprenaient pas la grave signification de cet événement, ou préféraient faire semblant de ne pas la comprendre, pour continuer à rester au service de certains intérêts non-avoués, son devoir à lui ainsi que celui de tous les vrais patriotes était de réagir avec vigueur, pour montrer au monde et aux puissances des Révolutions Nationales que le peuple roumain, dans sa partie la plus consciente, ne partageait pas l'indifférence et l'hostilité des officiels. Pour compenser l'absence de la Roumanie dans ce Pacte fraternisation des Révolutions Nationales, Corneliu Codreanu a adressé, le 28 Septembre 1937, un télégramme à Mussolini et Hitler, avec le texte suivant:

> "Aux côtés des peuples italien et allemand, aux côtés de Rome et de Berlin, les légionnaires roumains, c'est-à-dire tout ce que la Roumanie a de plus jeune, de plus correct, de plus décidé et de plus vaillant, saluent avec un élan infini la rencontre historique du Duce Mussolini avec le Fuherer Adolf Hitler.
>
> "Aucune puissance au monde ne pourra vaincre leur force et aucune ombre n'obscurcira leur gloire."

Ce n'était pas un télégramme "*politique*", en ce sens qu'il avait limité son salut à une formule conventionnelle. Corneliu Codreanu avait une confiance immense dans la mission historique des deux nations, revenues à une vie nouvelle sous l'impulsion de la révolution nationale. Vus sous cette perspective, le ton de son télégramme, les paroles d'admiration adressées aux deux chefs d'État et la conviction manifestée qu' "aucune puissance au monde ne pourra vaincre leur force", n'avait rien d'exagéré. Le Capitaine était profondément préoccupé par le problème du communisme mondial et l'apparition de ces deux chefs de la Révolution Nationale. Il les saluait comme un signe de la providence, qui les avait envoyés au moment opportun pour défendre l'Europe et la chrétienté du danger venant de l'Est.

Au cours de la campagne électorale surgit une occasion inespérée pour reprendre le thème de la politique externe et préciser la position du Mouvement Légionnaire. Le Capitaine l'a fait dans des termes d'une clarté et d'une fermeté encore inusitées dans ces déclarations.

A cause du "*pacte de non-agression*", les attaques contre lui et contre Maniu jaillissaient de toutes parts et sans arrêt. Comme il ne pouvait pas répondre à chacune de ces attaques perfides, il a invité les journalistes

pour leur exposer une fois pour toute la signification exacte de ce "*pacte de non-agression*".

"Dans la politique interne — a-t-il déclaré à la presse le 30 Novembre 1937 — chaque groupement garde son indépendance politique et est libre de propager son idéologie propre." Il a ensuite montré en quoi consiste la différence de gouvernement entre sa conception et celle de Maniu.

Dans la politique externe, les différences entre les deux groupements étaient plus accentuées encore. Iuliu Maniu était la partisan des anciennes alliances, de la Petite Entente, et de tous les organismes internationaux créés après la première guerre, tandis que Corneliu Codreanu exigeait la sortie de la Roumanie de ce système qu'il considérait dépassé par les événements et inviable, préconisant son rapprochement des États des Révolutions Nationales:

> "Je suis contre les grandes démocraties de l'Occident, je suis contre la Petite Entente, je suis contre l'Entente Balkanique et je n'ai aucun attachement pour la Société des Nations, en qui je ne crois pas.
>
> "Je suis pour une politique externe de la Roumanie aux côtés de Rome et de Berlin, aux côtés des États des Révolutions Nationales. Je suis contre le bolchevisme. Dans les 48 heures après la victoire du Mouvement Légionnaire, la Roumanie aura une alliance avec Rome et Berlin, entrant de cette manière sur la ligne de sa mission historique dans le monde: défendre la Croix, la culture et la civilisation chrétiennes."

Evidemment, de telles déclarations, tellement catégoriques, ont paru et peuvent paraître aujourd'hui encore, imprudentes, aux commentateurs politiques et aux historiens. En pleine campagne électorale, ces déclarations ne pouvaient que renforcer la décision prise par la "Camarilla" après l'enterrement de Mota et Marin, de détruire à tout prix la Mouvement Légionnaire. Selon leur opinion, c'était le seul moyen de garder la Roumanie dans le clan de la conspiration communiste. "Peut-être, aurait-il été mieux que le chef de la Légion eût atténué ses expressions" — a-t-on dit plus tard. Surtout qu'à ce moment-là, la Légion n'avait pris contact ni avec l'Allemagne ni avec l'Italie.

Qui pense ainsi oublie les intérêts suprêmes du pays. Le Capitaine voyait loin dans l'avenir et se rendait compte qu'en restant prisonnière de l'ancien système d'alliances, la Roumanie risquait non seulement de voir mutiler ses frontières, mais même de disparaître en tant qu'État. Il fallait créer une alternative; il fallait aussi que les puissances de l'AXE sachent que le peuple roumain ne partageait pas l'attitude des facteurs responsables du pays, le Roi et le Gouvernement, qui continuaient la politique de

haine envers Rome et Berlin, politique inaugurée par Titulesco. Une nécessité impérieuse obligeait le Capitaine à se jeter dans la direction opposée, avec toute la force de son organisation, pour éviter le dénouement fatal — écroulement des frontières et disparition de notre État — vers lequel poussaient l'inconscience des uns et la servilité du la perfidie des autres.

Il a pensé à créer une réserve humaine, non-engagée dans la politique externe d'alors, prête à assumer la responsabilité d'un changement au moment où l'ancien système d'alliances s'écroulerait.

Corneliu Codreanu n'était pas un philo-germain. Il aimait avant tout son pays. Il réclamait le rattachement de la Roumanie à l'AXE pour des motifs de salut national. Si une autre force avait pu garantir la sécurité de notre pays devant la menace communiste, la France par exemple, il se serait infailliblement dirigé dans cette direction. C'est à cette occasion qu'il tient à préciser, pour éviter les interprétations malveillantes, que l'orientation du Mouvement Légionnaire vers Rome et Berlin ne signifiait nullement son inimitié envers le peuple français:

> "Cette attitude ne signifie pas que nous haissons la France et le peuple français, parce que le peuple français fera demain ce que nous faisons aujourd'hui, et ainsi, il se reconnaîtra la même mission historique que nous. Ce qui se passe aujourd'hui en France n'est qu'un égarement judéo-maçonique, dont le peuple français se dégagera avec énergie au moment de sa renaissance."

19) LE "PACTE DE NON-AGRESSION".

Le roi Carol a résolu la crise du gouvernement d'une manière qui a consterné le pays entier. Après avoir joué la comédie pendant quelques jours avec les chefs des partis d'opposition, en les invitant au Palais sous le prétexte d'écouter leur point de vue, à la fin de ces fausses consultations, il a chargé l'ancien Président du Conseil, Georges Tataresco, de constituer le nouveau gouvernement.

Personne ne s'attendait à une pareille solution. L'opinion publique était hostile aux libéraux et réclamait à cor et à cri leur éloignement du pouvoir. D'autre part, le Parti Libéral lui-même était complètement épuisé et dispersé après quatre ans de gouvernement.

La décision du Roi a déclenché une fureur générale dans l'opposition. Tous les cercles politiques critiquaient l'attitude du Roi et prévoyaient une défaite retentissante du Parti Libéral pour les élections suivantes.

Ce qui a le plus indigné les chefs des partis a été le manque de considération de la part du Roi. Leurs opinions avaient été purement et

simplement ignorées et eux-mêmes écartés, comme s'il s'agissait de concédier des domestiques. Le double jeu du Roi ressortait d'une façon manifeste: au cours des consultations, le Roi semblait fermement décidé à constituer son nouveau Cabinet avec des membres des partis d'opposition, et toutes les discussions portaient seulement sur sa composition — quel parti ou quelle combinaison de partis pourrait prendre la succession. Le retour éventuel de Tataresco était entièrement exclu.

Cependant, le Roi a trompé tous les chefs de partis appelés en audience, en leur donnant l'illusion que son choix pourrait retomber justement sur celui avec lequel il s'entretenait à ce moment-là. Ainsi, il a demandé à Constantin ARGETOÏANU, chef du Parti Agraire, si le moment n'était pas venu pour qu'il forme un gouvernement en dehors des partis, dont les membres seraient choisis parmi ses hommes de confiance et qui seraient en même temps de bons techniciens et de bons administrateurs. Argetoïanu, qui préconisait depuis longtemps un régime d'autorité, a encouragé le Roi dans cette voie. A la fin de cette audience, Argetoïanu était convaincu que le Souverain ferait appel à lui pour prendre la direction d'un gouvernement libéré de la tyrannie des partis et des fluctuations du corps électoral. Néanmoins, lorsqu'est arrivé en audience Ion MIHALACHE, chef du Parti National-Paysan, les discussions ont eu lieu en marge de la légalité constitutionnelle. Le Roi avait abandonné la formule autoritaire et assurait Ion Mihalache que le Parti National-Paysan était le plus indiqué pour prendre la succession. Mihalache partit du Palais à son tour avec la certitude que les dés étaient jetés et que rien n'existait plus qui puisse entraver la formation d'un gouvernement national-paysan.

Le lendemain pourtant, revenu au Palais pour recevoir un mandat formel de la part du Roi, il s'est heurté à des conditions exorbitantes. Après avoir consulté le bureau politique du parti, Mihalache a renoncé à former le nouveau gouvernement. Le Roi Carol lui demandait de s'entendre au préalable avec VAÏDA-VOEVOD et de former avec lui le gouvernement; puis, d'accepter que les Ministres de la Défense Nationale, de l'Intérieur et des Affaires Étrangères soient nommés directement par le Souverain, sans l'immixtion du parti. Les conditions étaient tellement lourdes que le parti aurait perdu toute initiative dans l'exécution de son mandat, devenant tout simplement le prisonnier de la "camarilla".

Le même procédé inélégant avait été employé par le Roi pendant les audiences concédées à George BRATIANU et Octavian GOGA. Il leur avait laissé entendre qu'ils étaient les favoris dans la course pour la conquête du pouvoir.

La préférence du Roi pour Tataresco s'explique par la servilité de ce dernier. Tataresco n'était pas un chef de gouvernement au sens constitutionnel du mot, c'est-à-dire qui se considère responsable de ses actes devant le Parlement et devant le pays; il n'était qu'un exécuteur docile des ordres

reçus du Roi. Dans une conversation avec une personnalité politique de l'époque, le Roi avait reconnu à Tataresco une grande qualité: *"Il sait obéir"*. D'ailleurs, dans la résolution de la crise, le Roi cherchait uniquement le moyen de garder les rênes du gouvernement entre ses mains et, dans cette perspective, il n'aurait sans doute pas trouvé dans les rangs des partis, un instrument plus parfait que Tataresco.

Chez les nationaux-paysans régnait la plus grande désillusion. Ils se considéraient frustrés de la succession, après avoir langui quatre ans dans l'opposition, au cours desquels leurs réserves financières avaient complètement fondu. D'autre part, non seulement ils constituaient le parti le plus puissant de l'opposition, mais Iuliu MANIU, le chef du parti, avait fait le sacrifice de se retirer de la direction, justement pour ne pas diminuer les chances de ses amis du parti dans le cas d'un changement de gouvernement.

Iuliu Maniu était considéré par le Roi comme *"son ennemi mortel"* à cause de son attitude intransigeante au sujet de la maîtresse du Roi. Maniu avait dénoncé souvent l'intervention d'Hélène Lupesco dans les affaires de l'État. A son tour, le Roi avait affirmé que, tant que Maniu se trouverait à la tête du parti, les nationaux-paysans ne reviendraient plus au pouvoir. A sa place, on avait proclamé Ion Mihalache comme Président. Celui-ci entretenait des rapports plus souples avec la Couronne; on espérait que, grâce à son attitude modérée, la méfiance du Roi serait vaincue et le parti pourrait arriver au pouvoir.

Quand les nationaux-paysans ont vu que le Roi s'était moqué d'eux, ils ont décidé de déclencher une campagne violente contre le gouvernement, dans le but de provoquer sa chute aux prochaînes élections. Leur premier acte d'hostilité contre la coalition "Roi-Tataresco" a été de replacer Iuliu Maniu à la tête du parti. Il n'y avait plus de raison qu'il reste en réserve maintenant que la carte avait été jouée. Quelques jours seulement après la formation du nouveau gouvernement, Mihalache a présenté sa démission et a passé à Maniu la direction du parti. Avec Maniu en tête, le parti gagnait en unité, prestige et capacité combative, devenant un adversaire important dans la lutte électorale.

La deuxième mesure prise par le parti pour neutraliser les plans du Palais a été de proposer aux partis d'opposition la formation d'un front uni pour la période des élections, afin d'empêcher que soient faussés les résultats électoraux. Il était peu probable que le gouvernement puisse atteindre la cote de 40% prévue par la loi électorale et, dans ces conditions, il allait durcir son attitude au maximum pendant les élections, pour s'assurer la majorité parlementaire. Dans cette perspective, tous les partis étaient menacés par la terreur gouvernementale, mais spécialment les petits partis qui risquaient de sortir écrasés de cette compétition de force.

L'idée des nationaux-paysans a été reçue avec satisfaction dans tous les cercles politiques; cependant, à cause des mésententes existant entre les partis d'opposition, on n'est pas arrivé à un accord général. "*Le Pacte de non-agression*" — c'est ainsi qu'on a appelé la déclaration commune des partis coalisés pendant la période des élections — n'a été signé au début que par trois partis: le Parti National-Paysan, le Parti "Tout pour le Pays" (la Garde de Fer) et le Parti Libéral dissident; plus tard, Constantin Argetoïanu, chef du Parti Agraire a donné aussi son adhésion. Par ce Pacte, les partis signataires prenaient l'engagement de ne pas s'attaquer les uns les autres pendant la campagne électorale et de garder ensemble les urnes contre d'éventuelles ingérences gouvernementales. Voici le texte de cet accord:

> "Entre les partis signataires vient d'être conclue une entente dans le but de défendre la liberté et d'assurer des élections correctes.
>
> "Ces partis concluent, pour la période des élections actuelles, une sorte de pacte de non-agression.
>
> "Ce pacte de non-agression signifie qu'on empêchera le recours à des actes et à un langage de violence et de dénigrement, mais cela n'entrave pas l'affirmation des idéologies propres et la discussion de bonne foi.
>
> "Une lettre sera adressée aux autres partis pour qu'ils se joignent à cette entente.
>
> "Une commission commune établira la manière de procéder et les démarches qui devront être entreprises si des infractions se produisent.
>
> Signataires:
>
> CORNELIU Z. CODREANU —
> Chef du Mouvement Légionnaire.
> IULIU MANIU —
> Président du Parti National-Paysan.
> GERGE I. C. BRATIANU —
> Président du Parti National-Libéral.

Une question importante à ce sujet est de voir comment a pu être effectué l'accord entre le Mouvement Légionnaire et le Parti National-Paysan. Les rapports entre les deux groupements politiques avaient été tendus au cours des dernières années à cause du glissement vers la gauche du Parti National-Paysan. A partir du début de 1936, le Parti National-Paysan était devenu le pivot d'un "Front Populaire" embryonnaire, orientation qui, quoique moins accentuée, s'était maintenue en 1937.

L'alliance du Parti National-Paysan avec les partis marxistes est due, tant au départ de VAÏDA-VOEVOD du parti qu'à l'éloignement de

Iuliu MANIU de la vie politique et ensuite de la direction du parti. Ion MIHALACHE, son successeur, avait rompu l'équilibre entre la droite et la gauche du parti, que Maniu s'était efforcé de garder intact. Mihalache avait incliné puissamment le parti vers la gauche, en cherchant des collaborateurs du genre "*front populaire*". Il justifiait sa politique pro-marxiste par la nécessité de contrebalancer la croissance du courant nationaliste.

Pour bien comprendre cette faiblesse, il faut se rappeler que le Parti National-Paysan avait une structure hybride. Il était formé de deux branches distinctes qui n'ont jamais réussi à constituer un organisme unique, chacune gardant ses caractéristiques initiales:

— *sa branche transylvaine* était surgie des combats nationalistes des Roumains de cette province contre l'oppression magyare, tandis que

— *sa branche valaque*, surgie du Parti Paysan, avait un caractère de classe, puissamment influencée par le socialisme révolutionnaire russe.

Dans l'histoire de ce parti a prédominé tour à tour l'une ou l'autre de ces deux tendances — l'idée nationale ou l'idée de classe — donnant l'impression d'un navire sans gouvernail, qui glisse, porté par les vagues.

Les relations du Mouvement Légionnaire avec le Parti National-Paysan ont subi les mêmes fluctuations: elles étaient bonnes quand prédominait dans les sphères de la direction nationale-paysanne le courant nationaliste, et mauvaises lorsque la branche marxiste-paysanne gouvernait les destinées du parti. On ne doit pas oublier que la première dissolution de la Garde de Fer avait été décrétée par Ion Mihalache en 1931, quand il était Ministre de l'Intérieur.

Cependant, abstraction faite de toutes ces oscillations, Corneliu Codreanu a toujours manifesté un grand respect envers Iuliu Maniu, le considérant comme un homme correct et un patriote irréprochable. Ce qui les rapprochait, au-delà de leurs divergences politiques, était leur aversion profonde pour toute immixtion étrangère dans le mécanisme de l'État. Tant Maniu que Codreanu étaient inquiets devant les abus du Roi, qui, au lieu d'exercer son rôle constitutionnel d'arbitre de la vie publique, s'était constitué partie intéressée dans le processus politique et avait organisé une clientèle politique, avec l'aide de laquelle il voulait détruire les partis. Pourtant, ce qui déterminait le plus Maniu et Codreanu à s'opposer à la politique aventureuse du Roi était sa soumission totale à l'influence d'Hélène Lupesco. Celle-ci ne se contentait pas du rôle de favorite du roi, elle voulait diriger dans l'ombre les affaires de l'État. Iuliu Maniu avait dénoncé, depuis 1932, l'existence de la "*Force Occulte*" et avait demandé au Roi de se libérer de l'influence néfaste de son entourage.

Il est remarquable que, pendant la période où Iuliu Maniu s'était retiré de la direction du parti et où Ion Mihalache avait pris sa place, autant les rapports entre le Mouvement Légionnaire et le Parti National-Paysan furent mauvais, autant ils furent bons avec Iuliu Maniu personnellement.

Le Capitaine a entretenu avec lui des contacts permanents, par l'intermédiaire de certaines personnalités et il lui a même envoyé une délégation des dirigeants étudiants, Viorel TRIFA en tête, pour le saluer et l'assurer de ses bons sentiments. Au cours de l'échange de vues qui a eu lieu entre Maniu et les dirigeants étudiants, le Président du Parti National-Paysan s'est plaint qu'il ne disposait pas, dans son organisation, d'éléments dévoués et fermes comme il en existait dans le Mouvement Légionnaire.

Le retour de Maniu à la direction du parti a rétabli les bons rapports entre le Mouvement Légionnaire et le Parti National-Paysan. L'axe du parti s'est de nouveau déplacé vers le national, vers les intérêts généraux du pays, tandis que le marxisme camouflé, la lutte de classe, représentés par les forces gauchistes du parti, sont retombés au second plan.

C'est à ces mêmes changements dans la direction du parti qu'est due la signature du "*pacte de non-agression*". Avec Mihalache comme Président, l'entente aurait été difficile, sinon impossible, bien que, devant la mauvaise foi du Roi, il se soit converti en un féroce soutien du "*pacte*".

Le climat politique qui avait rendu possible l'établissement du pacte de non-agression de Novembre 1937 était semblable à l'état d'esprit de la nation après la dissolution de la Garde de Fer et les sauvages élections qui avaient suivi. Les mêmes causes ont conduit aux mêmes effets. Au temps de la dissolution, les partis d'opposition, révoltés par la terreur déchaînée par le gouvernement pendant les élections — qui avait abouti à la suppression de leurs mandats parlementaires — avaient manifesté leur fureur contre les libéraux en prenant la défense du Mouvement Légionnaire. Tous les chefs des partis avaient défilé à la barre des tribunaux dans le procès de 1934, et avaient rendu le gouvernement responsable des événements sanglants qui s'étaient déroulés.

Dans les circonstances présentes, la solution donnée à la crise par le Roi Carol, maintenant au pouvoir, contre tous les usages constitutionnels, un gouvernement déprécié après quatre années d'administration et dépourvu de toute base populaire, a provoqué un même mouvement de mécontentement général et de rapprochement entre les partis d'opposition. La décision du Roi était un défi jeté au pays tout entier. L'opposition a répondu à cette provocation en créant l'instrument nécessaire pour empêcher une nouvelle falsification des élections et un nouveau triomphe de la coalition Roi-Tataresco par la fraude et la violence. Quoique tous les partis n'aient pas adhéré au Pacte — certains l'ont même critiqué âprement — tous en ont profité: les urnes étant cette fois-ci bien gardées, le gouvernement a perdu aux élections et, par la suite, tous les partis d'opposition ont vu doubler leurs places à la Chambre.

"*Le Pacte de non-agression*" a été salué par des insultes et des calomnies, tant par le gouvernement libéral que par les groupements qui ne l'ont pas approuvé et ont refusé de le signer. La propagande du gou-

vernement se concentrait spécialement sur Iuliu Maniu, l'accusant d'avoir pactisé avec les "*extrêmistes*" pour renverser la monarchie. Comment est-ce possible — disaient les journaux gouvernementaux — que Iuliu Maniu marche maintenant avec la Garde de Fer, quand son parti avait mis les légionnaires hors la loi, quelques années plus tôt? Maniu était attaqué tous les jours dans les assemblées grandes ou petites du Parti Libéral, ou dans les discours électoraux à la Radio; en mêmes temps, on l'empêchait de se défendre et même de répondre. Le Capitaine, révolté par l'injustice faite à Maniu, a un Communiqué par lequel il condamnait les procédés infâmes du gouvernement:

Une protestation publique!

"Dimanche passé ont eu lieu dans tout le pays, dans la Capitale, et surtout à la Radio, des dizaines de discours, tous dirigés contre Iuliu Maniu, tandis qu'on l'empêchait de parler avec des gaz lacrymogènes.

"Attaquer un homme de dix côtés, quelles que soient ses opinions; le charger de plus d'accusations qu'il n'en mérite et l'empêcher en même temps de se défendre, c'est un acte de grande lâcheté, qui rehausse celui qui est attaqué et rabaisse ceux qui l'attaquent.

"Si, parfois, on peut encore vaincre par des illégalités, la lâcheté n'a jamais fait monter des vainqueurs.

"Tous ceux qui en font usage sont condamnés à la défaite.

Bucarest, le 14 Décembre 1937

Corneliu Zelea Codreanu."

Le Capitaine se trouvait pris entre deux feux. Il avait à affronter, d'un côté, les vagues de calomnies qui sortaient de la machine de propagande du gouvernement, et, de l'autre, il devait défendre ses flancs des attaques du Parti National-Chrétien. On a vu ailleurs que ce parti avait surgi de la fusion du Groupement du professeur CUZA avec le Parti National-Agraire d'Octavian GOGA. La nouvelle organisation nationaliste avait joui, dès le début, de la protection du Palais, où on avait calculé qu'elle pourrait être opposée avec succès au Mouvement Légionnaire.

Dans ces élections, suivant la suggestion du Palais, le Parti National-Chrétien ne faisait pas preuve d'un trop grand zèle pour combattre le gouvernement, ainsi que le faisait le reste de l'opposition. En échange, il ne ménageait nullement le Mouvement Légionnaire, auquel il réservait ses coups les plus cruels. Or, on savait que les attaques du Parti National-Chrétien contre le Mouvement Légionnaire étaient dirigées directement du Palais, par l'intermédiaire des hommes de confiance du Roi, infiltrés au sein de ce parti.

Une première accusation jetée comme un défi au Capitaine par une personnalité du parti, qui se déclarait par ailleurs "AMI" de Codreanu, se référait aux effets du "*pacte de non-agression*" sur les votes de la population juive. Étant donné que le pacte voulait assurer la liberté des élections, les Juifs n'allaient-ils pas bénéficier aussi de cette même liberté? — :

> "Que Monsieur Corneliu Codreanu réponde si le Pacte, pour assurer la liberté des élections, ne signifie pas aussi la défense des voix juives?"

Corneliu Codreanu a répondu de la manière suivante:

> "Je demande la liberté des élections pour mon peuple, pour la jeunesse de mon peuple, dont, il y a quatre ans, au cours des dernières élections, par ordre de la puissance judaïque, sous la terreur la plus impitoyable, une partie a pris le chemin des hôpitaux, et une autre, plusieurs dizaines de milliers, le chemin des prisons.
>
> "Je demande la liberté pour mon peuple, justement pour qu'il puisse écraser et secouer le joug de la puissance judaïque, qui l'opprime dans son pays, sur sa terre, à son travail, à sa table, dans ses lois."

Une autre attaque, qui voulait ébranler la confiance des électeurs dans la ligne politique du Mouvement, a été formulée par le professeur universitaire Ion SAN GIORGIU, entré depuis quelques mois seulement dans le Parti National-Chrétien et bien connu pour ses relations avec le Palais:

> "Le Parti National-Chrétien — déclare sentencieusement le professeur — est le seul organisme qui se présente avec un programme nationaliste sans tractations, tandis que les autres formations nationalistes ont capitulé, soit entre les mains des libéraux, comme c'est le cas de Messieurs VAÏDA et IORGA, soit dans les bras du "Front Populaire" organisé par Monsieur Iuliu MANIU, avec le concours des Juifs et des communistes, comme c'est le cas du Parti "Tout pour le Pays", dirigé par Monsieur Corneliu CODREANU."

Ce que le professeur San Giorgiu disait de Iorga et Vaïda était tout à fait vrai. Ceux-ci avaient dissous leurs groupements politiques à partir du moment où ils avaient accepté d'être candidats sur les listes du gouvernement. Sa déclaration était cependant absurde et d'indiscutable mau-

vaise foi, quand il affirmait que le parti "Tout pour le Pays" "avait capitulé dans les bras du front populaire organisé par Maniu, avec le concours des Juifs et des communistes".

L'entente de Corneliu Codreanu avec Iuliu Maniu était strictement limitée à la période des élections et ne poursuivait d'autre fin que d'assurer leur libre déroulement. En dehors de cela, les deux partis n'avaient rien en commun. Chacun se présentait aux élections sur des listes propres, avec son signe distinctif et son programme à part. Aucune confusion n'était passible. Ce qu'avait fait le Parti National-Paysan pendant les années précédentes, ou ce qu'il allait faire demain, était une question qui regardait exclusivement la direction de ce parti.

En ce qui concerne l'accusation de *"front populaire"*, Maniu était beaucoup moins responsable de son organisation en Roumanie que Mihalache et l'aile gauche du parti, formée par Armand CALINESCO, GHELMEGEANU, RALEA, Petre ANDREI et d'autres. Evidemment, il avait aussi sa part de culpabilité par le fait qu'il s'était retiré de la vie publique active et avait lassé les choses se produire. Il faut souligner aussi qu'à l'heure où San Giorgiu jetait ces accusations, la mode du *"front populaire"* était dépassée, remplacée par d'autres événements; le retour de Maniu à la direction du parti était une garantie de retour à la normale après les tribulations précédentes vers la gauche. Le professeur ne parlait pas par propre conviction, mais parce qu'il se trouvait au service de la camarilla royale, et les intérêts immédiats réclamaient qu'il parle de cette manière pour semer la méfiance dans les esprits.

Ces attaques n'étaient que le prélude d'une autre attaque plus ignoble, venue de la part d'une autre personnalité du même parti: Istrate MICESCO. Il y avait deux frères, deux destins!... L'avocat Dimitrie MICESCO s'était rapproché du Mouvement Légionnaire et était devenu l'un de ses défenseurs les plus impétueux. Mort en 1934, il avait été enterré avec les honneurs légionnaires. En échange, Istrate MICESCO avait pris une autre voie. Professeur brillant de Droit Civil et célébrité du Barreau, Istrate Micesco s'était tourné vers le Palais Royal pour satisfaire ses ambitions politiques. Ainsi, il était devenu un outil de la *"Force Occulte"*.

A une réunion du Parti National-Chrétien à la salle "ASTRA", dans la Capitale, Istrate Micesco, pour satisfaire ses maîtres de l'ombre, a demandé au gouvernement d'annuler les listes du parti "Tout pour le Pays" dans 18 Départements, sous le prétexte que, sur ces listes, figuraient des *"citoyens étrangers"*. (! !)

Qui étaient ces étrangers? C'était les braves légionnaires qui avaient lutté en Espagne et se présentaient maintenant dans différents Départements. L'annulation de ces listes, quand le terme légal pour en déposer d'autres était déjà passé, aurait dépossédé le Mouvement Légionnaire de toutes les voix en sa faveur dans 18 Départements. Un moyen commode

pour le gouvernement de se débarrasser de la concurrence légionnaire. A l'appui de sa thèse, Istrate Micesco invoquait la Constitution du pays qui interdisait aux citoyens roumains de s'enrôler et de lutter dans les armées d'un autre État.

L'odieuse intervention de Istrate Micesco a provoqué une telle répulsion dans l'opinion publique que même ce gouvernement de tous les crimes n'a pas osé lui donner son appui. Cela aurait signifié que MOTA et MARIN aussi, que le pays entier avait pleurés, perdaient leur qualité de Roumains. L'auteur de cette théorie, offensante pour la mémoire de nos morts en Esagne, de ceux qui s'étaient couverts de gloire pendant ces combats, la camarilla l'a amplement récompensé, en le nommant Ministre des Affaires Étrangères dans le gouvernement qui a suivi.

Enfin, Maniu et Codreanu étaient attaqués en commun par le même parti, sous l'allégation que le *"pacte de non-agression"* constituait en réalité un *"front anti-dynastique"*. Or, ni Maniu, ni Codreanu n'avaient entreapris aucune action hostile au Roi ou à la Monarchie. Ils avaient toujours dénoncé autre chose: les personnes de l'entourage du Souverain qui se mêlaient aux affaires de l'État et mettaient le Roi en conflit avec le peuple:

> "Je peux déclarer — a répondu Corneliu Codreanu à cette accusation — que Monsieur Maniu aussi bien que moi personnellement, considérons comme un crime toute action ou fait qui pourrait, non seulement atteindre la Dynastie, mais même assombrir l'éclat de sa gloire.
>
> "Il y a quelque chose de vrai dans cette question et je l'expliquerai à son heure par des déclarations tellement claires qu'elles seront comprises même par ceux qui feignent de ne pas comprendre de quoi il s'agit."

En se faisant le centre et l'écho des attaques inspirées par la camarilla contre Iuliu Maniu et Corneliu Codreanu, le Part National-Chrétien voulait ménager son entrée au Palais pour une éventuelle période de gouvernement. N'ayant pas une base populaire suffisante pour réclamer le pouvoir, c'était seulement grâce à la bienveillance du Souverain qu'il pouvait espérer prendre la succession, à l'occasion d'une nouvelle crise. Et cette bienveillance, il la payait en attaques de plus en plus injustes et violents contre le Mouvement Légionnaire et le Parti National-Paysan.

20) LE GOUVERNEMENT PERD LES ÉLECTIONS.

Le Roi Carol avait renouvelé le mandat de Président du Conseil à Tataresco, avec l'indication de former un gouvernement *"sur des bases politiques élargies"*. Par cette formule, le souverain entendait capter le plus

grand nombre possible de groupements d'opposition, de manière qu'ils se présentent sur une liste commune avec le gouvernement. Naturellement, l'exclusion des nationaux-paysans et de la Garde de Fer, était sous-entendue.

Tataresco a immédiatement entrepris des sondages dans toutes les directions, cependant sans grand résultat. Le seul chef politique qui a offert ses services sans réserves, pour renforcer la base électorale du gouvernement, a été Nicolae IORGA. Vaida Voevod a refusé au début la proposition du gouvernement, craignant (et à juste titre) qu'une collaboration avec le gouvernement puisse ruiner son parti. Néanmoins, la résistance de l'ancien Président du Conseil n'a duré que jusqu'au moment où il a été appelé au Palais. Une fois en présence du Roi, il a accepté sans murmure et sans réticences de faire le cartel électoral avec les libéraux.

En 1935, le Roi avait déterminé Vaida Voevod à rompre avec Iuliu Maniu et à constituer un nouveau parti: "*Le Front Roumain*"; maintenant, de nouveau le Roi, par un étrange ascendant sur lui, l'obligeait à renoncer à tout ce qu'il avait réalisé en trois ans d'activité politique, pour tâcher de sauver un gouvernement libéral dans les prochaines élections, qui semblaient bien peu propices aux libéraux.

Combien le Capitaine avait eu raison en 1935, quand il avait refusé de lier son destin à celui de Vaida!... Maintenant, avec ce changement incompréhensible, il aurait enterré lamentablement toute sa vie de combattant. Le grand homme politique transyvain était devenu méconnaissable! Il avait perdu toute fierté et toute dignité, se rabaissant au rôle d'instrument de la "*camarilla*". A un simple ordre du Palais, il annulait tous les espoirs liés au "Front Roumain", trompant la bonne foi des hommes qui avaient cru en lui et l'avaient suivi.

Le Parti Libéral Dissident de George Bratianu, le Parti Radical Paysan da Grigore Iunian et le Parti du Peuple du Maréchal Averesco ont refusé catégoriquement l'offre.

Dans cette situation, le gouvernement ne se présentait pas aux élections "*avec une base élargie*", mais "*avec une base affaiblie*". Le Parti Libéral, compromis par quatre ans de gouvernement autoritaire, ne pouvait nullement espérer un revirement de la nation en sa faveur. L'apport électoral de Iorga était nul, celui de Vaida Voevod, illusoire. Aussi bien ses cadres politiques que les masses populaires qui l'avaient suivi quand il avait annoncé son programme nationaliste, l'abandonnaient à l'envi après cette entente avec les libéraux: certains revenaient repentants chez Maniu, d'autres cherchaient un refuge dans les autres organisations de la droite, dans le Parti National-Chrétien ou dans le Mouvement Légionnaire.

Au fur et à mesure qu'approchait la date des élections — 20 Décembre — les rapports des préfets des Départements, adressés au Ministère de l'Intérieur, devenaient plus inquiétants. La popularité du Parti National-

-Paysan et du Mouvement Légionnaire ne faisait que croître. Si le Gouvernement ne se décidait pas à appliquer la méthode forte pour les élections, c'est-à-dire la terreur et le vol d'urnes, son sort devenait incertain, car il était peu probable qu'il atteigne la cote de 40% prescrite par la loi.

La situation aurait été d'une extrême complexité pour le gouvernement actuel s'il avait pris la décision d'affronter ouvertement la volonté du pays. Le système traditionnel des fraudes ne pouvait plus être utilisé à cause du "*Pacte de non-agression*". Les quatre partis coalisés avaient pris l'engagement de mener une campagne électorale policée et de veiller au déroulement normal des élections.

Le gouvernement s'est résigné à adopter une formule mixte: laisser toute liberté aux électeurs là où l'opposition était bien organisée, et agir avec le maximum de sévérité dans les Départements où il n'y avait pas un front d'opposition puissant. Dans la X.ª Région du Banat, où j'ai surveillé personnellement les élections, les ingérences du gouvernement ont été à peu près nulles. Les locaux de vote étaient gardés à l'intérieur par des délégations mixtes des partis coalisés, et, au dehors, par des masses de paysans vigilants qui attendirent jusqu'à la fin, tard dans la nuit, la proclamation des résultats.

Dans les Départements amorphes, peu structurés politiquement, connus dans toutes les élections comme constituant "*la dot électorale*" du gouvernement, se sont répétées les scènes familières de falsification du vote populaire: des bandes d'agents électoraux intimidaient les électeurs; des villages entiers se voyaient interdire l'accès aux sections de vote, sous prétexte que leurs régions étaient contaminées par des maladies infectieuses; enfin, la dernière opération et la plus importante, consistait à modifier les résultats obtenus après le dépouillement des urnes, en faisant passer au profit du gouvernement la plupart des votes donnés aux partis de l'opposition.

Et le sang a coulé. Dans la localité Vintul de Jos (Département d'Alba) les libéraux se sont battus contre les partisans de Maniu, laissant sur le terrain trois morts et plusieurs blessés. Le Mouvement Légionnaire a eu deux morts à déplorer: Ion Tarcolea et George Turcanu, outre un mombre assez élevé de blessés.

Iuliu Maniu et George Bratianu ont envoyé des télégrammes de protestation au Ministre de l'Intérieur, Richard FRANASOVICI, le déclarant responsable de la terreur déchaînée contre les partis d'opposition. Corneliu Codreanu, bien que sollicité, ne les a pas suivis connaissant par sa propre expérience l'inutilité de toute réclamation, intervention ou protestation.

A l'occasion de ces élections, Corneliu Codreanu a pris certaines décisions qui méritent d'être mentionnées. Il avait interdit depuis 1931 que les "*cuzistes*" (membres du parti "Défense Nationale Chrétienne", présidé par le prof. CUZA) adhèrent au Mouvement Légionnaire. Il avait

pris cette décision à cause des attaques infâmes lancées contre lui et son organisation, par ces hommes. Il avait adopté la même disposition en 1934, contre les libéraux, parce que leur parti avait appuyé la sanglante terreur des années 1933-1934, déclenchée exclusivement contre les légionnaires.

Cependant, voulant offrir une occasion aux membres de ces partis de racheter l'inimitié et la malveillance qu'ils avaient manifestées contre le Mouvement Légionnaire, le Capitaine, par une Circulaire du 30 Novembre 1937, a annulé cet empêchement et fixé le terme d'un mois pendant lequel les cuzistes et les libéraux pouvaient s'inscrire dans la Légion:

> "C'est vrai, il y a 7 ans qu'aucun cuziste n'a pénétré chez nous; 4 ans pour les libéraux.
>
> "Aujourd'hui, je lève cet empêchement pour un mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 Décembre...
>
> "Pendant le mois qui va suivre peuvent s'inscrire et peuvent devenir légionnaires, tant les cuzistes que les libéraux, sauf ceux qui ont attaqué personnellement la Légion. Ceux-ci ne pourront jamais devenir légionnaires.
>
> "Après la date du 30 Décembre, ces inscriptions seront closes.
>
> "Un pareil "mois" aura lieu dans 7 ans encore, c'est-à-dire en Décembre 1944.
>
> "J'ai pris cette décision parce que je sais qu'il est facile de se faire inscrire chez quelqu'un quand il est applaudi par tout le monde. Je veux savoir en ce moment où je suis attaqué, qui va frapper à ma porte."

La Circulaire a eu une ample répercussion dans les rangs du Parti Libéral, avec lequel nous n'avions aucune affinité idéologique et qui, de plus, jouissait du privilège du pouvoir. Les "cuzistes" sont restés prisonniers de leurs vieilles rancunes; au cours du mois déterminé, presque aucune de leurs personnalités politiques n'a franchi le seuil de la Légion. Parmi les libéraux, on constate de nombreuses adhésions, surtout en province. L'entrée de ce groupe libéral dans le mouvement nationaliste démontrait que le prestige de la Légion était tellement grand à ce moment-là que ces personnes mêmes qui, quelques années plus tôt comptaient parmi ses ennemis, se considéraient alors honorées d'être reçues dans ses rangs.

Bien entendu, ces personnes, plus agées que la moyenne des légionnaires et possédant un passé politique remarquable, étaient traitées avec une certaine déférence, du Capitaine jusqu'aux cadres provinciaux, sans cependant être dispensées de participer, comme tout légionnaire, aux séances du CUIB (nid) et à toutes les manifestations du Mouvement.

Le lendemain des élections pour la Chambre des Députés (le 21 Décembre), les partis ont attendu que le gouvernement donne une information globale sur les résultats, ainsi qu'il le faisait à chaque élection, incombant à la Commission Centrale Electorale de les annoncer sous une forme officielle et définitive. Cette fois-ci, le Communiqué n'est paru ni dans l'après-midi ni dans la soirée. Quelque chose de grave était arrivé. Toute la Capitale bouillonnait. D'après les informations extra-officielles, le gouvernement avait perdu les élections et avait besoin de quelques heures de répit pour trouver une formule salvatrice. C'est pourquoi il différait la publication des résultats...

Par des calculs savants et de nouvelles refontes des votes obtenus dans tout le pays, le gouvernement approchait de la cote exigée par la loi électorale; cependant, malgré tous ses efforts pour arrondir et modifier les chiffres, il lui manquait encore environ 150.000 voix. Celles-ci ne pouvaient plus être tirées d'aucun dossier départemental. Les jeux étaient faits et le pouvoir lui échappait.

En désespoir de cause, le Premier Ministre Tataresco a sollicité l'intervention de la Commission Centrale Electorale pour sauver le gouvernement. En l'occurrence, on demandait aux magistrats de falsifier eux-mêmes les résultats généraux, en attribuant au gouvernement la cote de 40% indispensable pour obtenir la majorité. La Commission Centrale Electorale, formée par des Conseillers de la Cour de Cassation, a refusé avec indignation de se prêter à une pareille fraude. L'intervention du Palais lui-même ne pouvait déterminer ces honnêtes Conseillers à violer leur conscience. Le Ministre de l'Intérieur s'est vu contraint de publier les résultats, reconnaissant la défaite du gouvernement.

Malgré tous les artifices de dernière heure, le gouvernement en cartel avec Vaida et Iorga, n'avait pu recueillir que 35% des voix exprimées. Les Nationaux-paysans venaient en deuxiéme place avec 20% en chiffres ronds. Suivait le Parti "Tout pour le Pays" (la Garde de Fer) avec 16%. Puis venaient le Parti National-chrétien avec 9%, le Parti Libéral dissident avec 4% et le Parti Radical-paysan avec 2%.

De cette manière, le parti des légionnaires obtenait 66 mandats, tandis que les nationaux-paysans en gagnaient 86. Conformément à la loi électorale roumaine de cette époque-là, la première majorité ne fonctionnant plus, les sièges des partis d'opposition ont été doublés. Goga en a obtenu 39, George Bratianu 16, et Grigore Iunian 9. Les partis politiques dirigés par le Maréchal Averesco et par Argetoïanu n'ont obtenu aucun siège, n'ayant pas atteint le pourcentagem de 2%.

Pour la première fois dans l'histoire de la Roumanie, un gouvernement tombait à des élections présidées par lui-même. Beaucoup d'autres gouvernements précédents auraient dû, sans doute, partager le même sort, si les élections avaient pu s'accomplir sans les ingérences des autorités.

Mais le parti appelé au pouvoir prenait chaque fois toutes les mesures nécessaires pour que les urnes ne lui apportent pas de surprises. De la corruption jusqu'aux actes de terrorisme, le gouvernement disposait d'un véritable arsenal de moyens pour juguler la volonté de l'électeur. Cette fois, cependant, le système n'avait pas fonctionné. Devant une opposition hardie et décidée à défendre les droits fondamentaux du citoyen, le gouvernement n'avait pas pu résister et avait dû s'incliner. C'était une victoire retentissante pour les partis d'opposition; malheureusement, ce fut une victoire sans lendemain...

21) LE TRIOMPHE DE LA GARDE DE FER.

Tant les amis que les ennemis de la Légion étaient conscients du fait que le véritable vainqueur des élections n'était ni Maniu, ni un autre chef de parti de l'opposition, mais Corneliu Zelea Codreanu. Sans la présence des légionnaires, sans leur courage et leur vigilance constante pendant toute la campagne électorale, les abus d'autrefois se seraient répétés et le gouvernement aurait facilement obtenu la "*prime majoritaire*".

Le Roi et son entourage ont été douloureusement surpris par les résultats du scrutin, beaucoup plus que Tataresco, le chef du gouvernement. Ils étaient sans doute avertis que le courant légionnaire avait grandi dans le pays, mais ils espéraient tout de même qu'il n'allait pas dépasser une certaine limite, suffisamment basse pour ne pas compromettre le prestige du gouvernement lui-même. On estimait entre 10 et 15 le nombre des députés légionnaires pour le nouveau Parlement, ce qui aurait laissé une confortable majorité libérale.

A cette appréciation erronée des rapports de force entre le gouvernement et l'opposition, les Préfets des Départements, ont largement contribué car, directement intéressés à garder leurs postes pour une nouvelle période de quatre ans, ils rapportaient au centre tout ce qui pouvait faire plaisir au gouvernement: d'un côté, sa puissance et son emprise sur les masses populaires; d'autre part, la faiblesse des autres formations.

Dès que les résultats ont été connus, Corneliu Codreanu a convoqué au siège du Mouvement, le 23 Décembre 1937, tous les légionnaires de la Capitale ayant un grande ou une fonction importante dans l'organisation, pour leur annoncer la clôture de la "*bataille électorale*":

> "Légionnaires de tout le pays et amis de la Légion.
>
> "Sur toute la largeur du front légionnaire, on n'a enregistré aucun relâchement.
>
> "La lutte est finie.
>
> "D'un bout à l'autre du pays, le légionnaire, seul ou en équipe, sans exception, s'est comporté avec un héroïsme incomparable.

"Plein d'élan et imbu d'une foi incontestable, il s'est partout soumis aux difficultés qu'il a vaincues, aux adversités qu'il a brisées, aux souffrances physiques et morales qu'il a supportées avec joie.

"Dans cette lutte, le légionnaire a fait preuve d'un dévouement total, défiant les dangers et la mort, dévouement qui lui donne droit à d'autres victoires.

"Toutes ces qualités morales, qui font justement la force d'une organisation et qui sont la fierté d'une nation, n'ont été égalées par personne."

(Suit la présentation des meilleurs Départements et des plus faibles du point de vue des voix obtenues par la Légion.) Puis, il conclut de cette manière:

"Mes chers camarades,

"Remerciez Dieu et allez tous *in corpore* aux tombeaux de nos morts pour leur annoncer que la bataille livrée a été gagnée.

"Dites-leur que nous avons senti à chaque instant leur présence à nos côtés. Dites-leur que nous sommes toujours prêts pour n'importe quelle lutte. Dites-leur qu'il n'y a aucun sacrifice au monde que nous ne soyons capables de faire.

"Maintenant, légionnaires, paix et repos."

Comme on peut le voir, Corneliu Codreanu n'exalte pas ici la victoire électorale du Mouvement, qui a eu pour conséquence la chute du gouvernement, mais les qualités des légionnaires, leur esprit de lutte et leur capacité de sacrifice, constatées une fois de plus au cours de cette pénible épreuve.

On doit se demander pourquoi il a procédé ainsi, alors que tout le monde avait sur les lèvres le même cri d'admiration pour l'ampleur de la victoire. C'est qu'il n'était guère satisfait des résultats obtenus. Mais, son mécontentement allait dans un autre sens que celui de ses ennemis. La victoire avait été trop grande, trop belle, avait dépassé même ses propres espoirs. La Garde de Fer avait quitté la périphérie de la nation et s'était imposée au centre de la vie publique comme une force qui effrayait tous ses adversaires. On ne pouvait plus imaginer une seule combinaison politique sans tenir compte du facteur légionnaire.

Néanmoins, cette victoire de la Légion, justement à cause de ses proportions, recelait en soi un grave danger. Il était à prévoir (pensait le Capitaine à juste titre) que les adversaires ne se résigneraient pas à être balayés par l'avalanche de la popularité légionnaire, surtout sachant perti-

nemment qu'ils n'étaient que les instruments de certains cercles étrangers. Ils allaient réagir avec la fureur du désespoir pour empêcher une troisième victoire nationaliste en Europe, après celles de l'Italie et de l'Allemagne. C'est donc par une légitime prudence que Corneliu Codreanu n'a pas voulu souligner l'ampleur du succès obtenu dans les élections.

Au siège central du Mouvement Légionnaire, le résultat officiel des élections, qui attribuaient 66 sièges de députés à la Garde de Fer, a été accueilli avec un enthousiasme indescriptible. Des centaines le légionnaires de la Capitale, concentrés devant l'édifice, ont manifesté leur joie avec l'élan caractéristique de leur jeunesse. Tous cherchaient à voir le chef suprême de la Légion pour avoir le plaisir de lire dans ses yeux la même joie. Une vie entière de luttes et de souffrances avait été récompensée par la confiance du peuple. Comment aurait-il pu ne pas s'en réjouir?

Pourtant, la réalité était autre...

Ce jour, pendant que les légionnaires de tout le pays communiaient dans une même allégresse en regardant l'avenir avec confiance, un homme seul restait pensif à son bureau du siège central: LE CAPITAINE.

Le Capitaine au camp de travail
"Carmen Sylva"
sur les rives de la Mer Noir
(devant sa tente).

SOC. PROPAGADORA ESDEVA - LAR CATÓLICO

JUIZ DE FORA - MG - BRASIL

1972